

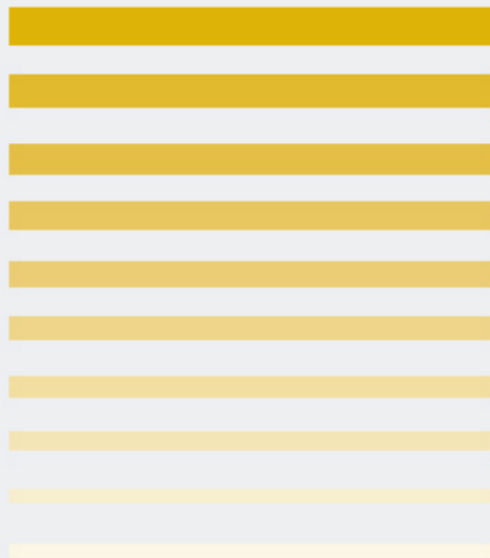


Bulletin

de l'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Volume 4 - Numéro 33

17 août 2007



AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Bulletin de l'Autorité des marchés financiers

Autorité des marchés financiers

Dépôt légal - Bibliothèque nationale du Canada, 2007

ISSN 17104149

Table des matières

1. Gouvernance de l'Autorité des marchés financiers	4
1.1 Avis et communiqués	
1.2 Réglementation	
1.3 Autres décisions	
2. Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières	6
2.1 Rôle d'audiences	
2.2 Décisions	
3. Distribution de produits et services financiers	59
3.1 Avis et communiqués	
3.2 Réglementation	
3.3 Autres consultations	
3.4 Modifications aux registres des courtiers, conseillers, cabinets et leurs représentants, ainsi que des sociétés et représentants autonomes	
3.5 Avis d'audiences	
3.6 Sanctions administratives et décisions disciplinaires	
3.7 Autres décisions	
4. Indemnisation	91
4.1 Avis et communiqués	
4.2 Réglementation	
4.3 Autres consultations	
4.4 Fonds d'indemnisation des services financiers	
4.5 Fonds d'assurance-dépôts	

4.6 Autres décisions	
5. Institutions financières	93
5.1 Avis et communiqués	
5.2 Réglementation et lignes directrices	
5.3 Autres consultations	
5.4 Modifications aux registres de permis des assureurs, des sociétés de fiducie et sociétés d'épargne et des statuts des coopératives de services financiers	
5.5 Sanctions administratives	
5.6 Autres décisions	
6. Marchés des valeurs	95
6.1 Avis et communiqués	
6.2 Réglementation et instructions générales	
6.3 Autres consultations	
6.4 Sanctions administratives pécuniaires	
6.5 Interdictions	
6.6 Placements	
6.7 Régime de l'autorité principale	
6.8 Offres publiques	
6.9 Information sur les valeurs en circulation	
6.10 Autres décisions	
6.11 Annexes et autres renseignements	
7. Bourses, chambres de compensation et organismes d'autorégulation	355
7.1 Avis et communiqués	
7.2 Réglementation de l'Autorité	
7.3 Réglementation des bourses, des chambres de compensation et des OAR	
7.4 Autres consultations	
7.5 Autres décisions	

Liste des acronymes et abréviations :

ACCOVAM :	Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières
Autorité :	Autorité des marchés financiers instituée en vertu de la LAMF
BDRVM :	Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières
CSF :	Chambre de la sécurité financière
ChAD :	Chambre de l'assurance de dommages instituée en vertu de la LDPSF
OAR :	Organismes d'autorégulation et organismes dispensés de reconnaissance à titre d'OAR mais qui sont assujettis à la surveillance de l'Autorité
RS :	Market Regulation Services Inc.

1.

Gouvernance de l'Autorité des marchés financiers

- 1.1 Avis et communiqués
 - 1.2 Réglementation
 - 1.3 Autres décisions
-

1.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

1.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

1.3 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

2.

Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières

2.1 Rôle d'audiences

2.2 Décisions

RÔLE DES AUDIENCES

N°	Parties (Avocats)	N° du dossier	Membre(s)	Date	Nature	Commentaires
1°	<i>Autorité des marchés financiers (Girard et als.) c. Michel L'Italien et 9151-5270 Québec Inc. et Les Investissements Noble & Finance Inc. et Noble & Finance Inc. et Berchmans L'Italien et Lisette L'Italien et Services Financiers Michel L'Italien Inc. et Pauline L'Italien et Sylvie Basseau et Fleurette Rousseau et Michelle Béliveau et Water Bank of America Inc. et Water Bank of America (USA) Inc. (intimés).</i>	2007-010	Alain Gélinas	20 août 2007, 14 h 00	Demande de prolongation de blocage [LVM 250 (2)]	Suite à l'avis d'audience du 1 ^{er} août 2007.
2°	<i>Autorité des marchés financiers (Girard et als) c. Gestion Guychar (Canada) Inc. et 177889 Canada Inc. et 3330575 Canada Inc. et 3965121 Canada Inc. et Guy Charron et Richard Lanthier et Huguette Gauthier (Woods, avocats) et Banque de Montréal</i>	2007-005	Alain Gélinas Jean-Pierre Major	20 août 2007, 14 h 00	Demande de prolongation de blocage [LVM 250 (2)]	Suite à l'avis d'audience du 31 juillet 2007.

RÔLE DES AUDIENCES

N°	Parties (Avocats)	N° du dossier	Membre(s)	Date	Nature	Commentaires
3°	<i>Autorité des marchés financiers c. Gestion Guychar (Canada) Inc. et 177889 Canada Inc. et 3330575 Canada Inc. et 3965121 Canada Inc. et Guy Charron et Richard Lanthier et Huguette Gauthier (Woods, avocats) et Banque de Montréal et Gérald Turp et Turp DTD Consultants Inc. (Gowling, Lafleur, Henderson, avocats) et Caisse populaire de Rosemont</i>	2007-008	Alain Gélinas Jean-Pierre Major	20 août 2007, 14 h 00	Demande de prolongation de blocage [LVM 250 (2)]	Suite à l'avis d'audience du 31 juillet 2007.
4°	<i>Autorité des marchés financiers (Girard et als) c. 3965121 Canada Inc. (Woods, avocats)</i>	2007-011	Alain Gélinas Jean-Pierre Major	20 août 2007, 14 h 00	Demande de prolongation de blocage [LVM 250 (2)]	Suite à l'avis d'audience du 31 juillet 2007.
5°	<i>Autorité des marchés financiers (Girard et al.) c. Jean Desbiens</i>	2006-019	Alain Gélinas Gerald La Haye Michelle Thériault	17 septembre 2007, 9 h 30	Demande de pénalité administrative et d'interdiction d'agir à titre de dirigeant pour 5 ans [LVM-273.1 et 273.3]	À la suite de la remise de l'audience du 11 juin 2007. Audience <i>pro forma</i> .

RÔLE DES AUDIENCES

N°	Parties (Avocats)	N° du dossier	Membre(s)	Date	Nature	Commentaires
6°	<i>Autorité des marchés financiers (Girard et al.) c. F.D. De Leuw & Associés Inc. et Francis Daniel De Leuw (McMillan Binch, Meldensohn, avocats)</i>	2006-026	Alain Gélinas Gerald La Haye	17 septembre 2007, 9 h 30	Interdiction d'opération sur valeurs, retrait des droits conférés par l'inscription, blâme & pénalité administrative [LVM-152, 265, 273 & 273.1]	À la suite des audiences du 9 février, du 14 mars, du 13 avril 2007 et de la remise des audiences prévues les 19 et 20 juin 2007. Audience <i>pro forma</i> .
7°	<i>Autorité des marchés financiers (Girard et al.) c. Gestion Guychar (Canada) Inc. et 177889 Canada Inc. et 3330575 Canada Inc. et 3965121 Canada Inc. et Guy Charron et Richard Lanthier et Huguette Gauthier (Woods, avocats) et Banque de Montréal et Gérald Turp et Turp DTD Consultants Inc (Gowling, Lafleur Henderson, avocats) et Caisse populaire de Rosemont (défendeurs)</i>	2007-008	Alain Gélinas Jean-Pierre Major	24 septembre 2007, 9 h 30	Demande d'audience par les intimés Gérald Turp et Turp DTD Consultants Inc.	À la suite des audiences des 22, 28, 31 mai, 1 ^{er} , 6 juin, 3, 4, 17, 18 et 19 juillet 2007.

RÔLE DES AUDIENCES

N°	Parties (Avocats)	N° du dossier	Membre(s)	Date	Nature	Commentaires
8°	<i>Autorité des marchés financiers (Girard et al.) c. Gestion Guychar (Canada) Inc. et 177889 Canada Inc. et 3330575 Canada Inc. et 3965121 Canada Inc. et Guy Charron et Richard Lanthier et Huguette Gauthier (Woods, avocats) et Banque de Montréal et Gérald Turp et Turp DTD Consultants Inc (Gowling, Lafleur Henderson, avocats) et Caisse populaire de Rosemont (défendeurs)</i>	2007-008	Alain Gélinas Jean-Pierre Major	28 septembre 2007, 9 h 30	Demande d'audience par les intimés Gérald Turp et Turp DTD Consultants Inc.	À la suite des audiences des 22, 28, 31 mai, 1 ^{er} , 6 juin, 3, 4, 17, 18, 19 et 24 septembre 2007.

Le 17 août 2007

Salle d'audience : Salle *Paul Fortugno*
500, boulevard René-Lévesque Ouest, Bureau 16.40, Montréal (Québec) H2Z 1W7

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec M^e Claude St Pierre, Secrétaire général à l'adresse suivante :

500, boulevard René-Lévesque Ouest, Bureau 16.40, Montréal (Québec) H2Z 1W7 Tél. : (514) 873-2211

Courriel : secretariat@bdrvm.com www.bdrvm.com

2.2 DÉCISIONS

Bureau de décision et de révision
en valeurs mobilières

PROVINCE DE QUÉBEC
MONTRÉAL

DÉCISIONS N^{os}: 2006-003-010
2006-004-010

DATE : le 27 juillet 2007

EN PRÉSENCE DE : M^e JEAN-PIERRE MAJOR
M^e ALAIN GÉLINAS

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS
DEMANDERESSE

c.

DOMINION INVESTMENTS (NASSAU) LTD., FAISANT AUSSI AFFAIRES SOUS LE
NOM DE DOMINION INVESTMENTS LTD.

et

MARTIN TREMBLAY

et

AVANTAGES, SERVICES FINANCIERS INC.

et

RESEARCH CAPITAL

et

MRF CONSULTING LTD

et

BMO NESBITT BURNS

et

THE KENNETH W. SALOMON INVESTMENT FUND LTD.

et

JONES, GABLE & COMPAGNIE LTÉE

INTIMÉS

PROLONGATION D'UNE ORDONNANCE DE BLOCAGE

[art. 250 (2^e al.), *Loi sur les valeurs mobilières* (L.R.Q., chap. V-1.1) & art. 93 (3^e), *Loi sur l'Autorité des marchés financiers* (L.R.Q., chap. A-33.2)]

M^e Éric Blais

Procureur de l'Autorité des marchés financiers

M^e Jean-Marc Clément

Procureur de The Kenneth W. Salomon Investment Fund

M^e Geneviève Cloutier

Procureure de George Clifford Culmer, ès qualités de liquidateur de Dominion Investments (Nassau) Ltd.

Date d'audience : 25 juillet 2007

DÉCISION

Le 27 janvier 2006, l'Autorité des marchés financiers (ci-après l' « Autorité ») saisissait le Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières (ci-après le « Bureau ») d'une demande à l'effet de prononcer un blocage de fonds à l'encontre des personnes intimées décrites ci-après, le tout en vertu de l'article 93 (3^o) de la Loi sur l'Autorité des marchés financiers¹ et des articles 249, 250 et 323.7 de la Loi sur les valeurs mobilières du Québec². Les intimés étaient les suivants :

- Dominion Investments (Nassau) Ltd., faisant aussi affaires sous le nom de Dominion Investments Ltd. ;
- Martin Tremblay ;
- Avantages, Services Financiers Inc. ;
- Banque Royale de Canada ; et
- Research Capital.

Suite à cette demande, le Bureau a prononcé à la même date la décision n° 2006-003-01 accordant le blocage demandé par l'Autorité³.

De même, le 9 février 2006, l'Autorité saisissait le Bureau d'une demande à l'effet de prononcer un blocage de fonds à l'encontre des personnes intimées décrites ci-après, le tout en vertu des mêmes dispositions. Les intimés étaient les suivants :

- MRF Consulting Ltd. ;
- Martin Tremblay ;
- BMO Nesbitt Burns ;
- The Kenneth W. Salomon Investment Fund Ltd. ; et
- Jones, Gable & Compagnie Ltée.

Suite à cette demande, le Bureau a prononcé le 10 février 2006 la décision n°2006-004-01 accordant le blocage demandé par l'Autorité⁴.

À la demande de l'Autorité, ces deux ordonnances de blocage ont été prolongées à quelques reprises, soit le 26 avril 2006⁵, le 14 juillet 2006⁶, le 11 octobre 2006⁷, le 5 janvier 2007⁸, le 22 février 2007⁹ et le 1^{er} mai 2007¹⁰. Rappelons qu'à la demande de l'Autorité également, le Bureau, dans sa décision du 26 avril 2006, a réuni les dossiers 2006-003 et 2006-004 aux motifs que les faits des deux dossiers sont similaires et qu'ils reposent sur une même base factuelle¹¹, le tout conformément à l'article 13 du *Règlement sur les règles de procédure du Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières*¹². Ces deux dossiers ont par la suite été traités de façon conjointe.

¹ L.R.Q., c. A-33.2.

² L.R.Q., c. V-1.1.

³ *Autorité des marchés financiers c. Dominion Investments Ltd., Martin Tremblay et als.*, 10 février 2006, Vol. 3, n° 6, BAMF – Section Information générale, 10 pages.

⁴ *Autorité des marchés financiers c. MRF Consulting Ltd., Martin Tremblay et als.*, 24 février 2006, Vol. 3, n° 8, BAMF – Section Information générale, 9 pages.

⁵ *Autorité des marchés financiers c. Dominion Investments Ltd., Martin Tremblay & als.*, 12 mai 2006, Vol. 3, n° 19, BAMF – Section Information générale, 9 pages.

⁶ *Autorité des marchés financiers c. Dominion Investments Ltd., Martin Tremblay & als.*, 28 juillet 2006, Vol. 3, n° 30, BAMF – Section Information générale, 9 pages.

⁷ *Autorité des marchés financiers c. Dominion Investments Ltd., Martin Tremblay & als.*, 27 octobre 2006, Vol. 3, n° 43, BAMF – Section Information générale, 8 pages.

⁸ *Autorité des marchés financiers c. Dominion Investments Ltd., Martin Tremblay & als.*, 2 février 2007, Vol. 4, n° 5, BAMF, 17.

⁹ *Autorité des marchés financiers c. Dominion Investments Ltd., Martin Tremblay & als.*, 10 avril 2007, Vol. 4, n° 16, BAMF, 19.

¹⁰ *Autorité des marchés financiers c. Dominion Investments Ltd, Martin Tremblay & als.*, 18 mai 2007, Vol. 4, n° 20, BAMF, 44.

¹¹ Précitée, note 5.

¹² R.Q. c. V-1.1, r. 0.1.3.

Le 18 avril 2007, l'Autorité a adressé au Bureau une demande de prolongation de blocage et le Bureau a émis à la même date un avis pour une audience devant se tenir le 26 avril 2007 et au cours de laquelle le Bureau devait considérer la demande de l'Autorité d'abréger le délai de quinze jours prévu au deuxième alinéa de l'article 250 de la *Loi sur les valeurs mobilières*¹³. Au cours de l'audience du 26 avril 2007, le Bureau a accueilli cette demande et a prononcé une décision verbale à cet effet.

L'avis du Bureau convoquait aussi les parties aux dossiers à une audience le 1^{er} mai 2007, afin de déterminer s'il y avait lieu d'accueillir la demande de prolongation de blocage de l'Autorité, le tout conditionnel à ce que le Bureau accorde l'abrégement des délais requis par l'Autorité. Puisque le Bureau a prononcé une décision positive quant aux délais, l'audience du 1^{er} mai 2007 a pu se tenir. Suite à cette décision, le Bureau a prolongé le blocage dans ce dossier, tel que demandé par l'Autorité¹⁴.

Enfin, le 28 juin 2007, l'Autorité a adressé au Bureau une nouvelle demande de prolongation de blocage dans ces dossiers. Le Bureau a alors fait parvenir à toutes les parties un avis d'audience pour une audition devant se tenir à son siège le 25 juillet 2007.

L'AUDIENCE DU 25 JUILLET 2007

Étaient présents à l'audience du 25 juin 2007, le procureur de l'Autorité, le procureur de l'intimée The Kenneth W. Salomon Investment Fund Ltd., ainsi que la procureure du liquidateur de la société Dominion Investments (Nassau) Ltd., George Clifford Culmer. Quant au procureur de Martin Tremblay, il a, le 24 juillet 2007, écrit une lettre au secrétariat du Bureau pour lui indiquer qu'il ne s'opposait pas à la demande de prolongation de blocage de l'Autorité.

Bien que l'avis d'audience du Bureau ait été dûment signifié aux autres parties intimées dans le présent dossier, elles étaient absentes lors de cette audience.

D'entrée de jeu, le procureur de l'Autorité a produit un jugement prononcé le 24 juillet 2007 par la chambre administrative de la Cour du Québec, dans un dossier connexe à celui entendu par le Bureau¹⁵. Il appert de cette décision que l'Autorité ainsi que George Clifford Culmer, qui agit dans les présents dossiers comme liquidateur de la société Dominion Investments (Nassau) Ltd., intimée en la présente instance, ont conclu une entente par laquelle l'Autorité consentait à une requête de George Culmer.

À la suite de celle-ci, la Cour du Québec a ordonné « *la suspension des procédures en première instance devant le Bureau à l'égard de George Culmer, es qualités de liquidateur de Dominion Investment (Nassau) Ltd. (en liquidation), jusqu'à ce que jugement final soit rendu sur le mérite* »¹⁶ de l'appel logé par ce dernier, « *sauf à l'égard de sa demande de levée des ordonnances de blocage prise en délibéré par le BDRVM le 31 janvier 2007 ;* »¹⁷.

Par ce jugement, la Cour du Québec a prononcé une décision à l'effet de prolonger les ordonnances de blocage du Bureau à l'égard des fonds, titres ou autres biens de Dominion Investment (Nassau) Ltd., faisant aussi affaires sous le nom de Dominion Investments Ltd., faisant l'objet de ces ordonnances et détenus par George Culmer, es qualités de liquidateur, ou en la possession d'une autre personne ou entité en ayant la garde ou le contrôle, jusqu'à expiration d'un délai de trente jours suivant le jugement final qui sera rendu sur le mérite de l'appel logé par M. Culmer ou sur la décision du Bureau sur la demande de levée des blocages qui a été prise en délibéré par le tribunal le 31 janvier 2007¹⁸.

Le procureur de l'Autorité a ensuite soumis au Bureau que par cette décision, la Cour du Québec avait déchargé le Bureau de rendre une décision prolongeant les blocages en ce qu'ils visent Dominion Investment (Nassau) Ltd., faisant aussi affaires sous le nom de Dominion Investments Ltd., puisque qu'ainsi, la cour avait disposé de cette partie de la décision de prolongation de blocage demandée par l'Autorité.

¹³ . Précitée, note 2.

¹⁴ . Précitée, note 10.

¹⁵ . *Autorité des marchés financiers c. Georges Clifford Culmer, Martin Tremblay, Avantages Services Financiers Inc., Banque Royale du Canada, Research Capital, MRF Consulting Ltd., BMO Nesbitt Burns, The Kenneth W. Salomon Investment Fund Ltd. & Jones, Gable & Compagnie Ltée*, C.Q. (chambre administrative), n° 500-80-008692-072, 24 juillet 2007, j. Dortéus, 2 pages.

¹⁶ . *Id.*, 2.

¹⁷ . *Ibid.*

¹⁸ . *Ibid.*

Cependant, le procureur de l'Autorité a soumis au Bureau que le tribunal doit se prononcer quant aux actifs de Martin Tremblay ainsi qu'à ceux de The Kenneth W. Salomon Investment Fund Ltd. qui sont détenus par Jones, Gable & Compagnie Ltée, tous deux intimés dans la présente cause, en prolongeant les blocages à leur égard. À cet effet, il a soumis en preuve le témoignage d'un enquêteur à l'emploi de l'Autorité ; celui-ci a témoigné que les motifs initiaux du blocage existent toujours et que l'enquête de l'Autorité se poursuit. Il a aussi expliqué en quoi cette enquête progressait et que l'Autorité envisageait de poser d'autres gestes dans ce dossier.

Le procureur représentant The Kenneth W. Salomon Investment Fund Ltd. a réitéré la position que sa cliente avait précédemment présentée au cours des audiences précédentes dans le présent dossier, à savoir qu'elle s'opposait à la demande de prolongation de blocage présentée par l'Autorité des marchés financiers. Il invoque les mêmes arguments que ceux soulevés dans sa demande de levée partielle en faveur de sa cliente ; cette demande est actuellement en délibéré.

LA DÉCISION

Le tribunal a d'abord pris connaissance de la décision qui a été prononcée par la chambre administrative de la Cour du Québec à laquelle il est fait référence plus haut dans la présente décision¹⁹. Le Bureau est conscient de la déférence dont il doit faire montre à l'égard d'une décision prononcée par un tribunal judiciaire supérieur. De plus, cette décision de la cour résulte d'une entente conclue entre l'Autorité, demanderesse en la présente instance, et George Clifford Culmer, liquidateur de la société Dominion Investments (Nassau) Ltd., intimée en la présente instance.

De ce fait, le procureur de l'Autorité a précisément demandé au Bureau de ne pas prononcer de prolongation de blocage quant aux comptes de la société Dominion Investments (Nassau) Ltd., faisant aussi affaires sous le nom de Dominion Investments Ltd., vu le jugement de la Cour du Québec. Le Bureau n'entend pas se prononcer plus avant à cet égard.

Quant aux autres actifs non visés par la décision de la cour, le tribunal a pris connaissance de la demande de l'Autorité, de la preuve soumise lors de l'audience du 25 juillet 2007 par le procureur de la demanderesse ainsi que des arguments de son procureur. Il a également entendu les arguments soumis par le procureur de The Kenneth W. Salomon Investment Fund Ltd. qui s'opposait à la prolongation du blocage dans le présent dossier. Enfin, le Bureau prend note que le procureur de Martin Tremblay ne s'oppose pas à la prolongation de blocage demandée par l'Autorité.

Suite au tout, le Bureau, en vertu du deuxième alinéa de l'article 250 de la *Loi sur les valeurs mobilières*²⁰ et de l'article 93 (3) de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*²¹ en vient à la conclusion d'accueillir la demande de prolongation de blocage. En effet, le tribunal est d'avis que l'on doit, dans l'intérêt public²², prolonger les ordonnances de blocage, compte tenu notamment que les motifs initiaux du blocage demeurent, que l'enquête de l'Autorité se poursuit et que cette dernière envisage d'entreprendre d'autres actions dans les prochaines semaines dans ces dossiers, de l'application du deuxième alinéa de l'article 250 de la *Loi sur les valeurs mobilières*²³ et de l'ensemble des faits au dossier.

Par conséquent, le Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières :

- ordonne à la société Avantages, Services Financiers Inc., située au 2100 boul. de Maisonneuve est, # 002, à Montréal (Québec), H2K 4S1, de ne pas se départir des fonds, titres ou autres biens dans les comptes de Martin Tremblay ;
- ordonne à Research Capital, située au 4, Place Ville-Marie, Suite 100, à Montréal (Québec), H3B 2E7, de ne pas se départir des fonds, titres ou autres biens dans les comptes de Martin Tremblay ;
- ordonne à Martin Tremblay de ne pas se départir de fonds, titres ou autres biens qu'il a en sa possession et de ne pas retirer ou s'approprier de fonds, titres ou autres biens des mains d'une autre personne qui les a en dépôt ou qui en a la garde ou le contrôle ;

¹⁹ Précitée, note 14.

²⁰ Précitée, note 2.

²¹ Précitée, note 1.

²² *Loi sur les valeurs mobilières*, précitée, note 2, a. 323.5 : Sous réserve du troisième alinéa de l'article 93 de la Loi sur l'Autorité des marchés financiers, le Bureau exerce la discrétion qui lui est conférée en fonction de l'intérêt public.

²³ Précitée, note 2.

- ordonne à Martin Tremblay de ne pas retirer de fonds dans les comptes appartenant à Dominion Investments (Nassau) Ltd. ;
- ordonne à la société BMO Nesbit Burns qui est située au 1501, avenue McGill College, suite 3000, à Montréal, (Québec), H3A 3M8, de ne pas se départir des fonds en dépôt dans tous les comptes au nom de MRF Consulting Ltd. et de Martin Tremblay, à l'exception des fonds en dépôt dans les comptes portant les numéros 335-15733, 335-14421 et 335-15239 ;
- ordonne à Martin Tremblay de ne pas retirer de fonds dans les comptes appartenant à MRF Consulting Ltd. ;
- ordonne à la société MRF Consulting Ltd. de ne pas se départir de fonds, titres ou autres biens qu'elle a en sa possession à l'exception des fonds en dépôt dans les comptes portant les numéros 335-15733, 335-14421 et 335-15239 ;
- ordonne à la société MRF Consulting Ltd. de ne pas retirer ou s'approprier des fonds, titres ou autres biens des mains d'une autre personne qui les a en dépôt ou qui en a la garde ou le contrôle ;
- ordonne à The Kenneth W. Salomon Investment Fund Ltd. de ne pas se départir de fonds, titres ou autres biens qu'il a en sa possession et de ne pas retirer ou s'approprier des fonds, titres ou autres biens des mains d'une autre personne qui les a en dépôt ou qui en a la garde ou le contrôle ;
- ordonne à Martin Tremblay de ne pas retirer de fonds dans les comptes appartenant à The Kenneth W. Salomon Investment Fund Ltd. ; et
- ordonne à Jones, Gable & Compagnie Ltée, située au 500, boul. René-Lévesque Ouest, à Montréal (Québec), H2Z 1W7, de ne pas se départir des fonds, titres ou autres biens dans le compte portant le numéro 76-3510-5 ainsi que dans tous les autres comptes au nom de The Kenneth W. Salomon Investment Fund Ltd. et de Martin Tremblay.

Conformément au premier alinéa de l'article 250 de la *Loi sur les valeurs mobilières*²⁴, cette décision entre en vigueur immédiatement et le demeurera pour une période de 90 jours, à moins qu'elle ne soit ultérieurement modifiée ou abrogée par une décision du Bureau.

Fait à Montréal, le 27 juillet 2007

(S) *Jean-Pierre Major*
M^e Jean-Pierre Major, vice-président

(S) *Alain Gélinas*
M^e Alain Gélinas, vice-président

COPIE CONFORME
(S) *Claude St Pierre*
Claude St Pierre, secrétaire général
Bureau de décision et de révision
en valeurs mobilières

²⁴ . Précitée, note 2.

2.2 DÉCISIONS (SUITE)

Bureau de décision et de révision
en valeurs mobilières

PROVINCE DE QUÉBEC

MONTRÉAL

DOSSIER N° : 2005-010

DÉCISION N° : 2005-010-003

DATE : le 24 juillet 2007

EN PRÉSENCE DE : M^e GUY LEMOINE
M^e ALAIN GÉLINAS
M^e JEAN-PIERRE MAJOR

CLAUDE GARCIA, DEMANDEUR

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS, INTIMÉE

et

BOURSE DE MONTRÉAL INC., MISE EN CAUSE

DEMANDE DE RÉVISION D'UNE DÉCISION DE L'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS
[art. 322, *Loi sur les valeurs mobilières* (L.R.Q., chap. V-1.1) & art. 93 (2^e al.), *Loi sur l'Autorité des marchés financiers* (L.R.Q., chap. A-33.2)]

Monsieur Claude Garcia

M^e Jacques Breton
Procureur de l'Autorité des marchés financiers

M^e William Hesler & M^e Christine Dubé
Procureurs de la Bourse de Montréal Inc.

Dates d'audience : 21 avril 2006, 24 avril 2006, 1^{er} mai 2006, 6 juin 2006, 21 juin 2006, 29 juin 2006, 2 octobre 2006, 3 octobre 2006, 5 octobre 2006 et 25 octobre 2006

DÉCISION

Le Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières (ci-après le « *Bureau* »), statuant sur la demande de révision de la décision de l'Autorité des marchés financiers (ci-après l' « *Autorité* ») ;

Après avoir étudié le dossier, entendu les parties à l'instance et délibéré ;

Pour les motifs ci-joints de M^e Alain Gélinas, vice-président du Bureau, auxquels souscrivent M^e Guy Lemoine, Président du Bureau et M^e Jean-Pierre Major, vice-président du Bureau ;

REJETTE la demande du demandeur de réviser la décision de l'Autorité.

Fait à Montréal, le 24 juillet 2007

(S) *Guy Lemoine*
M^e Guy Lemoine, Président

(S) *Jean-Pierre Major*
M^e Jean-Pierre Major, vice-président

(S) *Alain Gélinas*
M^e Alain Gélinas, vice-président

COPIE CONFORME

(S) *Claude St Pierre*
Claude St Pierre, secrétaire général
Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières

OPINION DE M^e ALAIN GÉLINASLE DROIT À L'AVOCAT

Au début de l'audience, le Tribunal a rappelé à M. Garcia qu'il avait le droit d'être représenté par avocat. Celui-ci a néanmoins préféré ne pas être représenté.

LE RECOURS DE M. GARCIA

Dans le présent dossier, M. Garcia, en tant qu'actionnaire de la Bourse de Montréal Inc. (ci-après la « Bourse »), a demandé à l'Autorité des marchés financiers (ci-après l'« Autorité ») de revoir la décision par laquelle cette dernière avait dispensé la Bourse d'établir un prospectus avant d'émettre 200 000 actions ordinaires aux employés de la Bourse, à un prix de 13,74 \$ l'action¹. Sa demande s'appuyait sur le fait que, selon lui, le prix fixé pour ces titres était largement inférieur à la valeur des actions de la Bourse. L'Autorité lui a signifié son refus de revoir sa décision initiale dans une lettre datée du 6 juin 2005.

M. Garcia demande au Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières (ci-après le « Bureau »), en vertu de l'article 322 de la *Loi sur les valeurs mobilières*², de réviser cette « décision ». Il invoque à nouveau sa demande sur la base que, selon lui, le prix de vente des actions émises aux employés est largement inférieur à la valeur des actions ordinaires de la Bourse.

Le 6 décembre 2005, le Bureau a rendu une décision à l'effet de ne pas accueillir une demande préliminaire de rejet de la Bourse à l'égard du recours intenté par M. Garcia³.

La demande de rejet de la Bourse soulevait les questions suivantes :

1. Le refus de l'Autorité constitue-t-il, au sens de l'article 322 de la *Loi sur les valeurs mobilières*⁴, une décision rendue par l'Autorité et susceptible de révision par le Bureau?
2. M. Garcia est-il, au sens de l'article 322 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, une personne directement affectée par ce refus de l'Autorité? Le Bureau a décidé de surseoir l'étude de cette question à cette étape préliminaire.

L'AUDIENCE CONCERNANT LES MOYENS PRÉLIMINAIRES

Les faits retenus aux fins de la décision préliminaire ont été les suivants :

La Bourse est une société ouverte dont les titres ne sont pas inscrits sur un marché organisé. Elle a un régime d'options d'achat d'actions en vigueur. En vertu de celui-ci, 847 000 options ont été octroyées donnant droit d'acquies 847 000 actions ordinaires. La totalité des 847 000 actions demeure réservée car aucune option n'a été exercée.

La Bourse a également adopté un régime d'actionariat des employés qui est entré en vigueur le 27 mars 2001. À l'époque, la Commission des valeurs mobilières du Québec avait demandé que le prix d'offre soit fixé en fonction d'une méthode reconnue. La méthode des flux monétaires actualisés avait alors été approuvée et fut appliquée par la Bourse depuis ce temps.

Au 31 décembre 2004, la Bourse comptait 8 285 100 actions ordinaires émises et en circulation.

Le 8 mars 2005, la Bourse a modifié le régime d'actionariat des employés :

« (...) pour prévoir une augmentation du nombre maximal d'actions ordinaires pouvant être émises aux termes du Régime, passant de 400 000 actions ordinaires à 600 000 actions ordinaires. En conséquence, un maximum de 200 000 actions ordinaires seront disponibles pour une nouvelle période de souscription prévue du 6 mai au 6 juin 2005. »

Le 24 mars 2005, la Bourse présentait à l'Autorité une demande de dispense en vertu de l'article 263 de la Loi :

¹ *Bourse de Montréal Inc.*, 2005-04-22, Vol. 2, n° 16, BAMF, 2.

² L.R.Q., chapitre V-1.1

³ *Claude Garcia et Autorité des marchés financiers et Bourse de Montréal Inc.*, 2005-12-16, Vol. 2, no. 50, BAMF, 21 pages.

⁴ Précitée, note 2.

« (i) [l']obligation de préparer un prospectus prévue à l'article 11 de la Loi et de l'obligation d'inscription à titre de courtier prévue à l'article 148 de la Loi et (ii) de l'application des paragraphes 3°, 4° et 6° de l'article 2.1 de l'*Instruction générale* Q-3 (« Q-3 ») pour le placement de 200 000 nouvelles actions ordinaires de la Bourse conformément à son Régime d'actionnariat des employés (le « Régime »). »

Le 18 avril 2005, l'Autorité rendait dans deux décisions les dispenses demandées par la Bourse. Par sa décision n° 2005-MC-1329 elle dispense la Bourse :

« ...de l'obligation d'établir un prospectus et de l'inscription à titre de courtier pour le placement, auprès des salariés et dirigeants de la société et de ceux des sociétés du même groupe, de 200 000 actions ordinaires additionnelles pour un total de 600 000 actions ordinaires de la société, le tout dans le cadre du régime intitulé « Régime d'actionnariat des employés de Bourse de Montréal Inc. » (le « régime ») conformément à la notice d'offre du 8 avril 2005 et aux informations déposées auprès de l'Autorité des marchés financiers. »⁵

Le même jour, l'Autorité, par sa décision n° 2005-MC-1315 dispensait la Bourse :

« ... de l'application des dispositions prévues aux paragraphes n° 3°, 4° et 6° de l'article 2.1 de l'*Instruction générale* Q-3 pour le placement d'actions ordinaires auprès de ses salariés, dirigeants et de ceux de société du même groupe, dans le cadre de son régime intitulé « Régime d'actionnariat des employés de Bourse de Montréal Inc. », conformément aux informations déposées auprès de l'Autorité des marchés financiers. »⁶

Le 20 mai 2005, M. Garcia envoie une communication électronique au Président-directeur général de l'Autorité au sujet de la décision 2005-MC-1329. Dans sa demande, il déclare qu'« [en] tant qu'actionnaire de la Bourse, j'en appelle de la décision de l'Autorité et je vous demande de la revoir avant la fermeture de la période de souscription, le 6 juin 2005, car le prix fixé est largement inférieur, selon moi, à la valeur des actions ordinaires de la Bourse de Montréal ». Les motifs du demandeur sont tous reliés à la question de la valeur des actions et se rapportent donc à la demande de dispense à l'égard de l'*Instruction générale* Q-3, bien que sa demande écrite réfère en fait à la dispense de prospectus et de courtier.

M. Garcia déclare avoir reçu par la suite un appel du Président de l'Autorité lui faisant part que ce dernier pouvait transmettre sa demande au Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières ou qu'il pouvait organiser une séance de conciliation avec la Bourse. M. Garcia déclare avoir accepté la proposition d'une séance de conciliation. Toutefois, cette séance n'a pas eu lieu.

Dans sa lettre, datée du 6 juin 2005 et adressée à M. Garcia, le Président-directeur général de l'Autorité répond à la demande de M. Garcia et mentionne notamment :

« Par suite de la réception de votre lettre, j'ai demandé au personnel de l'Autorité des marchés financiers d'examiner les arguments que vous avez fait valoir en ce qui concerne la décision rendue le 16 avril 2005 à l'égard de Bourse de Montréal inc. (« Bourse »). Cette décision dispense la Bourse de l'obligation d'établir un prospectus et de s'inscrire à titre de courtier pour le placement auprès de ses salariés et dirigeants et de ceux de sociétés du même groupe, de 200 000 actions ordinaires additionnelles, pour un total de 600 000 actions ordinaires dans le cadre du régime d'actionnariat destiné à ces personnes.

Le régime d'actionnariat de la Bourse est entré en vigueur le 27 mars 2001. À cette époque, la Commission des valeurs mobilières avait exigé que le prix d'offre pour les régimes ne soit pas établi de manière discrétionnaire par le conseil d'administration, mais qu'il le soit selon une méthode reconnue. C'était dans ce cadre que la méthode des flux monétaires actualisés avait été approuvée. Cette méthode est appliquée par la Bourse depuis ce temps. Dans les circonstances, nous sommes satisfaits de l'utilisation continue de cette méthode pour l'évaluation présente des titres de la Bourse.

⁵ . *Bourse de Montréal Inc.*, précitée, note 1.

⁶ . *Bourse de Montréal Inc.*, 2005-04-22, Vol. 2, no. 16, BAMF.

Pour ce qui est de la participation de cette dernière dans Boston Options Exchange («BOX»), de 30,7 % du capital-actions, la méthode utilisée pour en tenir compte n'est pas celle des flux monétaires actualisés. Cette autre méthode, basée sur la valeur de l'investissement nous satisfait également, compte tenu du récent début des opérations de BOX et du peu d'historique de revenus qu'il implique. En effet, seule la valeur du placement de Bourse de Montréal inc. dans BOX, soit 30,7% de 125 000 000 \$, qui représente, comme vous le mentionnez dans votre lettre, la valeur globale de BOX, a été incluse dans l'évaluation du prix de l'action de Bourse de Montréal inc. Une telle méthode n'est pas hors du commun dans des situations comparables.

Un escompte de 30 % est intégré au calcul du prix de l'action. L'escompte fait partie intégrante de l'établissement de la juste valeur marchande. Il est donc appliqué à l'ensemble des éléments qui entrent en considération et n'est pas spécifiquement accordé aux employés. Bien qu'il s'agisse d'un taux relativement important, il s'explique par l'absence de liquidité et l'impossibilité d'obtenir une prime à la prise de contrôle, le pourcentage maximal qu'un actionnaire peut détenir étant plafonné à 10 %. Nous avons également conclu qu'il ne s'agissait pas d'un motif suffisant pour revoir notre décision.

À la suite de l'examen détaillé de l'ensemble du dossier, nous en venons à la conclusion qu'il n'y a pas lieu de revoir la décision rendue, qui accordait la dispense de prospectus et d'inscription pour le placement auprès des employés et dirigeants. Nous croyons que les méthodes employées par la Bourse conduisent à des résultats qui, dans leur ensemble, sont raisonnables.

Je tiens cependant à vous remercier d'avoir soulevé des questions pertinentes pour une institution financière d'une importance prépondérante pour le marché québécois.

Aussi, dans le but d'assurer la plus grande transparence, nous demanderons à Bourse de Montréal inc., pour les prochaines rondes de placements qu'elle proposera, de faire procéder par une firme indépendante autre que celle de ses vérificateurs, à une validation de la méthode et des données qui sont utilisées pour établir la valeur de ses actions.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Jean St-Gelais »

Le 16 juin 2005, le demandeur envoie une communication électronique au Président du Bureau dans laquelle il déclare, en tant qu'actionnaire de la Bourse, en appeler de la « décision » reflétée dans la lettre du 6 juin 2005 du Président-directeur général de l'Autorité. Bien que la lettre du demandeur du 16 juin 2005 fasse référence à l'article 322 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*⁷, il est évident que la demande qu'il présente est faite en vertu de l'article 322 de la *Loi sur les valeurs mobilières*⁸.

Les motifs au soutien de la présente demande sont semblables à ceux contenus dans la lettre que M. Garcia adressait le 20 mai 2005 au Président-directeur général de l'Autorité. Il ajoute toutefois deux arguments additionnels, l'un touchant à la restriction de 10 % sur la propriété des actions de la Bourse et l'autre à la question des prévisions financières.

Les 200 000 actions visées par les demandes de dispense de la Bourse du 24 mars 2005 représentent environ 2,4 % des 8 285 100 actions ordinaires de la Bourse émises et en circulation au 31 décembre 2004. Toutefois, seulement quelques 120 000 actions furent en fait placées ce qui représente, avec les actions réservées pour le régime d'options non plus 12,6 % des actions émises mais approximativement 11,7 % des actions émises.

Au terme de l'audition de la requête préliminaire, il est apparu clairement aux membres du Bureau que le demandeur se plaint fondamentalement du prix d'émission des actions de la Bourse plutôt que du fait que ce placement ait été fait sans prospectus et sans recourir aux services d'un courtier. Par ailleurs, le refus de l'Autorité de « revoir la décision rendue » initialement est également fondé sur une analyse relative au prix d'émission et non pas sur une analyse de la

⁷. L.R.Q., c. A-33.2.

⁸. Précitée, note 2.

nécessité de fournir un prospectus ou une notice d'offre aux salariés de la Bourse visés par le placement, ni sur la nécessité d'utiliser un courtier aux fins du placement.

Le refus de l'Autorité constitue-t-il, au sens de l'article 322 de la *Loi sur les valeurs mobilières*⁹, une décision susceptible de révision par le Bureau ? Le Bureau a été d'avis que la révision d'une décision constitue un mécanisme de reconsidération ou de réexamen et qu'en conséquence, un réexamen au fond d'une décision, même s'il conduit au maintien de la décision initiale, constitue une révision.

En somme, la révision est davantage, dans le contexte de l'article 321 de la *Loi sur les valeurs mobilières*¹⁰, un processus de réexamen que le résultat de ce réexamen. Le Bureau considérait à cet égard que de « *Ne considérer la révision administrative comme une décision que dans le cas où elle renverse la décision antérieure nierait l'existence d'une décision de révision dans tous les cas où la révision administrative conduit au maintien de la décision initiale* »¹¹.

Au stade préliminaire, le Bureau a également déterminé que la révision administrative effectuée par l'Autorité en vertu de l'article 321 de la *Loi sur les valeurs mobilières*¹² constituait une « *décision* » au sens de l'article 322 de la *Loi sur les valeurs mobilières*¹³. Le Bureau soulignait à cet égard :

« Cette décision, qu'elle renverse ou qu'elle confirme la décision initiale, est susceptible d'affecter directement une personne. Toute personne directement affectée en conséquence peut, en respectant les dispositions de l'article 322 de la Loi, en demander la révision devant le Bureau si, par ailleurs, les autres conditions d'un tel recours sont présentes. »¹⁴

À la question à savoir si Monsieur Garcia est une personne directement affectée par le refus de l'Autorité au sens de l'article 322 de la *Loi sur les valeurs mobilières*¹⁵, le Bureau a décidé de surseoir à cette demande. Voici les motifs invoqués :

« Le Bureau en est venu à la conclusion que, dans les circonstances particulières de la présente affaire, compte tenu de la nature des points litigieux, des énoncés des faits et du droit et des arguments invoqués, le Bureau serait en meilleure position pour trancher, le cas échéant, la question de la qualité pour agir de M. Garcia au terme de l'examen au fond de sa demande. »¹⁶

L'AUDIENCE

LA PREUVE DE LA BOURSE

Stéphan Drolet

Stéphan Drolet, comptable agréé, a été appelé comme premier témoin concernant les rapports que la firme KPMG a préparé pour la Bourse en octobre 2000¹⁷. Celui-ci avait été mandaté, par l'entremise de Madame Louise Laflamme, afin d'effectuer, pour l'organisme, une estimation de la juste valeur marchande de la Bourse. Au niveau des différents rapports disponibles à l'époque, l'estimation de valeur réfère au concept d'une valeur plausible et se situe entre l'indication de valeur qui offre un degré de certitude peu élevé et l'opinion qui elle offre un degré de certitude le plus élevé¹⁸. Une estimation de valeurs en évaluation constitue l'équivalent d'une mission d'examen en vérification.

Le mandat de monsieur Drolet s'inscrivait dans le cadre du processus de démutualisation de la Bourse, soit la transformation du cadre juridique actuel vers celui du véhicule juridique de la société par actions à but lucratif. Au 30 septembre 2000, on estimait la valeur marchande des actions à

⁹

Ibid.

¹⁰

Ibid.

¹¹

Claude Garcia et Autorité des marchés financiers et Bourse de Montréal, Précitée, note 3, p. 12.

¹²

Précitée, note 2.

¹³

Ibid.

¹⁴

Claude Garcia et Autorité des marchés financiers et Bourse de Montréal Inc., précitée, note 3, p. 14.

¹⁵

Précitée, note 2.

¹⁶

Claude Garcia et Autorité des marchés financiers et Bourse de Montréal, précitée, note 3, p. 21.

¹⁷

Notes sténographiques, 21 avril 2006, p. 87.

¹⁸

Notes sténographiques, 21 avril 2006, pp. 108 et 109.

être émises dans une fourchette se situant entre 4,82 \$ et 5,10 \$, pour une moyenne de 4,96 \$¹⁹. Le témoin a appliqué la définition suivante de la juste valeur marchande (JVM) :

« La JVM est normalement définie comme étant le prix le plus élevé convenu entre deux parties compétentes n'ayant aucun lien de dépendance, agissant en toute liberté et en pleine connaissance de cause dans un marché où la concurrence peut librement s'exercer, exprimé en terme de valeur monétaire et en devise canadienne »²⁰.

Monsieur Drolet a supervisé le travail d'estimation de la valeur de la Bourse et a signé le rapport²¹. Il est utile de mentionner le fait que le rapport d'évaluation reconnaît que la juste valeur marchande ne représente pas nécessairement le prix auquel serait effectivement réalisé la vente de l'entreprise. Certains acquéreurs stratégiques ou particuliers pourraient en effet payer une prime en raison d'avantages supplémentaires ou de synergies spécifiques. Le rapport note cependant, pour les fins de l'analyse, qu'aucun acquéreur stratégique ou particulier n'a été identifié à la date de l'évaluation. On pose également comme hypothèse que le gouvernement du Québec s'objecterait probablement à la vente de la Bourse à une tierce partie, particulièrement à des étrangers²².

Le rapport fait également mention que le processus de démutualisation de la Bourse se traduira implicitement par des modifications profondes à son plan d'affaires ainsi qu'à ses sources de revenus. Au niveau du plan d'affaires, le témoin souligne que le passage d'une bourse qui transigeait à la fois des actions et d'autres produits à une bourse exclusivement des produits dérivés constituait une réorganisation totale du type d'entreprise qu'était alors la Bourse de Montréal²³. Le rapport fait également mention de différents éléments liés au marché qui sont susceptibles d'avoir un impact à l'égard de l'évaluation. On note à cet égard les points suivants :

- La concurrence accrue entre les différentes places boursières ainsi que l'arrivée des systèmes électroniques de négociation, mieux connus sous le nom ATS (« *Alternative Trading System* ») ou ECN (« *Electronic Communication Network* »).
- Les avancements technologiques qui ont pour effet d'éliminer les barrières à l'entrée pour les nouveaux intervenants et qui ont, par conséquent, pour but de permettre la mise en place de nouvelles plates-formes transactionnelles.
- La déréglementation des marchés financiers.
- L'augmentation des opérations transfrontalières.
- La place grandissante des porteurs institutionnels²⁴.

Ces grandes tendances ont évidemment eu un impact majeur sur la structure des bourses et sur leur plan d'affaires. Le rapport note à cet égard les éléments suivants :

- Du statut d'association à but non lucratif, les bourses qui reposent sur la notion de membre optent pour le véhicule juridique de la société par actions à but lucratif.
- On adopte des initiatives stratégiques, dont l'extension des heures d'opération, la réduction des coûts, une offre de produits étendue, la réduction de l'écart entre le cours acheteur et le cours vendeur (« *spread* ») et l'augmentation de la liquidité sur le marché²⁵.

Au niveau des enjeux, le rapport note la problématique de la perte d'exclusivité pour de nombreux produits négociés. En effet, les bourses seront de plus en plus tentées d'offrir des produits qui sont déjà négociés sur un autre marché organisé. On souligne à cet égard que l'inscription d'un produit vedette de la Bourse de Montréal à la cote d'une grande bourse américaine pourrait avoir un impact majeur, au niveau des revenus, pour l'organisme montréalais. Le rapport note toutefois, à

¹⁹ Notes sténographiques, 21 avril 2006, p. 112.

²⁰ KPMG, *Bourse de Montréal - Rapport d'évaluation*, 23 octobre 2000, pièce B-14, page 8.

²¹ Notes sténographiques, 21 avril 2006, pp. 110 et 111.

²² *Id.*

²³ Notes sténographiques, 21 avril 2006, p. 115.

²⁴ KPMG, *Bourse de Montréal - Rapport d'évaluation*, 23 octobre 2000, pièce B-14, pages 3 et 4.

²⁵ KPMG, *Bourse de Montréal - Rapport d'évaluation*, 23 octobre 2000, pièce B-14, pages 4 et 5.

contrario, qu'une telle menace peut également être une opportunité pour la Bourse de Montréal dans sa quête pour étendre la gamme de ses produits²⁶.

Au niveau des alliances entre les différents marchés boursiers, les auteurs du rapport s'interrogent à l'égard de la place qu'occupera Montréal au terme de ces rapprochements. On rappelle que les facteurs importants de la réussite d'une bourse sont l'efficacité opérationnelle, la rapidité d'exécution et un bon niveau de liquidité pour effectuer des opérations. Le rapatriement des opérations sur les produits canadiens effectuées aux États-Unis constituera un défi important selon le rapport²⁷.

On souligne également la tendance à la consolidation des places boursières compte tenu de l'inscription croisée des produits. Finalement, le rapport souligne que les avancements technologiques, notamment l'usage d'Internet, pourraient avoir un impact sur la capacité de la Bourse de maintenir ses revenus provenant de la vente d'information et de statistiques.

On rappelle qu'il existe traditionnellement trois méthodes d'évaluation, à savoir celle qui se fonde sur les bénéfices, celle qui se fonde sur l'actif et celle qui se fonde sur l'analyse des marchés et des comparables. L'évaluation tient compte de ces éléments et utilise une approche axée sur les revenus projetés futurs de la Bourse, ce qu'on appelle couramment l'actualisation des flux monétaires²⁸. La première méthode est utilisée lorsque l'entreprise que l'on veut évaluer obtient un rendement raisonnable sur son capital investi. Une telle méthode suppose une hypothèse de continuité d'exploitation (*going concern*) par opposition à une évaluation basée sur la liquidation²⁹.

La deuxième méthode utilisée dans le cadre d'une évaluation est celle fondée sur l'actif. On se sert d'une telle méthode lorsque l'entreprise est incapable de réaliser un rendement équitable sur le capital investi, ou lorsque les acquéreurs sont intéressés à acheter les actifs sous-jacents compte tenu de la nature de ceux-ci. Une telle méthode peut être utile dans certains cas afin de confirmer le taux de capitalisation retenu en fonction de la méthode des bénéfices³⁰.

Finalement, il existe également la méthode fondée sur l'analyse des marchés. Comme son nom l'indique, on recherche la valeur au marché de sociétés comparables. Une telle méthode est souvent utile à des fins de corroboration et de validation du travail d'évaluation. En l'absence de telles comparables, le rapport n'utilise pas une telle approche³¹.

Dans le cadre de son mandat, le témoin Drolet a examiné les projections financières annuelles préparées par la direction de la Bourse³². Ces projections avaient été préparées par la Bourse en collaboration avec une firme externe un an auparavant. Compte tenu du délai écoulé, la Bourse avait apporté certains ajustements. Le témoin Drolet souligne qu'on a tout simplement analysé le caractère plausible de ces ajustements. L'établissement des projections relève, selon lui, de la responsabilité de l'entreprise.

Au niveau de l'établissement du prix, on a également tenu compte du fait que le gouvernement du Québec s'objecterait probablement à la vente de la Bourse à une tierce partie, surtout à une entreprise étrangère³³. Une telle hypothèse supporte le fait que l'on n'a pas pu identifier un acheteur stratégique prêt à payer plus que la juste valeur marchande.

Il rappelle que le rapport a été préparé dans le cadre de la démutualisation de la Bourse. Une telle démutualisation s'inscrivait elle-même dans la foulée du processus de restructuration des bourses canadiennes³⁴.

Stephan Drolet a témoigné à l'effet que la méthode choisie pour évaluer la Bourse a été celle des flux monétaires actualisés ou ce qu'on appelle couramment dans le milieu de l'évaluation

²⁶ KPMG, *Bourse de Montréal - Rapport d'évaluation*, 23 octobre 2000, pièce B-14, page 5.

²⁷ KPMG, *Bourse de Montréal - Rapport d'évaluation*, 23 octobre 2000, pièce B-14, page 6.

²⁸ KPMG, *Bourse de Montréal - Rapport d'évaluation*, 23 octobre 2000, pièce B-14, page 3. Voir également le témoignage de Stephan Drolet : Notes sténographiques, 21 avril 2006, pp. 131 et suivants.

²⁹ KPMG, *Bourse de Montréal - Rapport d'évaluation*, 23 octobre 2000, pièce B-14, page 8.

³⁰ KPMG, *Bourse de Montréal - Rapport d'évaluation*, 23 octobre 2000, pièce B-14, page 10.

³¹ KPMG, *Bourse de Montréal - Rapport d'évaluation*, 23 octobre 2000, pièce B-14, page 10.

³² Notes sténographiques, 21 avril 2006, p. 119.

³³ Notes sténographiques, 21 avril 2006, p. 121. Notes sténographiques, 21 avril 2006, p. 119.

³⁴ KPMG, *Bourse de Montréal - Rapport d'évaluation*, 23 octobre 2000, pièce B-14, section 2.2, page 3.

« *discounted cash flow* »³⁵. On a retenu cette méthode, compte tenu de la réorganisation de la Bourse et du fait des changements au niveau des revenus et dépenses. À l'égard de ces derniers éléments, le témoin note que plusieurs hypothèses avaient été retenues afin d'effectuer une évaluation de la juste valeur marchande de la Bourse. Voici les principales hypothèses sur lesquelles s'appuie le rapport et le témoin Stephan Drolet³⁶ :

- La perte du statut d'organisme sans but lucratif aura, pour la Bourse, un effet au niveau fiscal et de manière incidente au niveau des revenus et dépenses.
- Les ratios financiers exigés par le régulateur de marché de l'époque, à savoir la Commission des valeurs mobilières du Québec, auront un impact au niveau du bilan, des actifs excédentaires et des liquidités.
- Les autorités réglementaires s'opposeront à la liquidation de la Bourse afin d'en réaliser les valeurs présentes au bilan.
- Au 30 septembre 2000, la Bourse aura reçu la totalité du montant prévu dans le cadre de l'entente visant la restructuration des bourses canadiennes.
- La Bourse conservera l'exclusivité des opérations sur les produits dérivés sur le marché canadien à la fin de l'entente entre les bourses canadiennes. Une telle hypothèse était évidemment essentielle selon le témoin afin d'établir une valeur terminale.
- Aucune restriction ne sera imposée quant au transfert des actions reçues par les membres en échange de leur siège.
- Tous les actifs de la Bourse sont inscrits dans ses comptes.
- « *Bourse de Montréal n'a aucun actif, passif, engagement ou litige en cours non comptabilisé, non déclaré ou éventuel d'importance, en ce qui concerne les activités de celle-ci* »³⁷. Selon le témoin, en octobre 2000, il n'y avait pas de poursuite sauf la problématique d'un montant qui avait été versé par la bourse de Vancouver³⁸, versement à être effectué par CDN. Le témoin ajoute que les poursuites de l'ordre de 40 495 000,00 \$ reliées à la fermeture du parquet n'ont pas été prises en compte, car inconnues au moment de l'évaluation³⁹. Certaines poursuites par ailleurs ont fait l'objet par la suite d'un règlement hors cour.
- Les investissements annuels prévus sont suffisants afin de réaliser la croissance indiquée dans les projections financières de la Bourse.
- À la date de l'évaluation, il n'existe aucun acquéreur stratégique ou particulier.

Au niveau des ratios financiers imposés par la Commission des valeurs mobilières de l'époque, le témoin Drolet a cependant admis qu'ils sont sensiblement les mêmes que ceux exigés par une banque⁴⁰.

Le rapport applique également un escompte de minoritaire aux actions qui seront émises en échange des sièges. Un tel escompte serait justifié, selon le rapport, parce qu'il ne s'agit pas d'actions de contrôle compte tenu que les titres de la Bourse seront détenus par les 83 membres existants et que les statuts constitutifs limiteront à 10 % le pourcentage de titres qu'un actionnaire pourra détenir⁴¹. On souligne que la détermination du taux approprié à utiliser au niveau de l'escompte est tributaire des pouvoirs effectifs par un actionnaire. Le contrôle confère notamment les bénéfices suivants :

1. Décider de la composition du conseil d'administration.

³⁵ . Notes sténographiques, 21 avril 2006, p. 133.

³⁶ . KPMG, *Bourse de Montréal - Rapport d'évaluation*, 23 octobre 2000, pièce B-14, section 5, page 12. Notes sténographiques, 21 avril 2006, pp. 134 et ss.

³⁷ . KPMG, *Bourse de Montréal - Rapport d'évaluation*, 23 octobre 2000, pièce B-14, section 5, n° 8, page 13.

³⁸ . Notes sténographiques, 21 avril 2006, p. 145.

³⁹ . Notes sténographiques, 21 avril 2006, p. 149.

⁴⁰ . Notes sténographiques, 21 avril 2006, p. 165. Voir également le contre-interrogatoire de Monsieur Garcia, page 197.

⁴¹ . KPMG, *Bourse de Montréal - Rapport d'évaluation*, 23 octobre 2000, pièce B-14, section 7.1, page 20.

2. Décider de la rémunération de la direction.
3. Déclarer et verser des dividendes.
4. Endetter la compagnie ou modifier d'autres façons sa structure de capital.
5. Modifier les statuts constitutifs, etc.⁴²

Compte tenu qu'aucun membre ne pourra individuellement prendre de telles décisions et du fait que la Bourse est dans un secteur hautement réglementé, on a appliqué un escompte de 30,2 % en 1999. Un tel chiffre découle de l'analyse observée lors de la prise de contrôle de sociétés ouvertes. Le rapport applique également un escompte supplémentaire pour insuffisance de liquidité (« *marketability discount* ») de 10 % car les actions ne seront pas initialement négociées sur un marché organisé. L'escompte pour insuffisance de liquidité étant appliqué après l'escompte pour minoritaire, l'escompte total afin de déterminer la juste valeur marchande est de 37,2 %. La juste valeur marchande pour chacune des 8 300 000 actions se situe dans une fourchette entre 4,82 \$ et 5,10 \$ pour une moyenne de 4,96 \$⁴³.

Au niveau de l'escompte pour une participation minoritaire, le témoin Drolet note qu'il est en général plus difficile de vendre sa participation dans une entreprise lorsqu'on ne possède pas la totalité de celle-ci. L'établissement d'un tel escompte relève du jugement de l'expert et pourra se situer entre 10 % jusqu'à 50 %⁴⁴.

Le témoin a souligné que le rabais offert aux employés de 10 %, lors du premier placement auprès des employés ne pouvait être assimilé à un escompte⁴⁵. Un tel rabais doit être beaucoup plus assimilé à un incitatif qu'à un escompte.

L'escompte sera normalement déduit de la juste valeur marchande⁴⁶. On déduira l'escompte pour la participation minoritaire et l'insuffisance de liquidité, selon le témoin, compte tenu du cadre particulier de la Bourse qui fait en sorte d'une part que cette dernière ne peut faire l'objet d'une prise de contrôle et d'autre part, que ses actions ne sont pas négociées sur un marché organisé⁴⁷.

En contre-interrogatoire, Monsieur Garcia a mis en preuve le fait que KPMG était le vérificateur de la Bourse depuis quelques années⁴⁸. Au niveau des ratios exigés par les autorités réglementaires auprès des autres bourses, Monsieur Drolet a admis n'avoir aucune idée si ceux-ci étaient comparables à ceux exigés par la Commission des valeurs mobilières du Québec de l'époque⁴⁹.

À l'égard de la notion d'importance des poursuites judiciaires entamées contre la Bourse dans le cadre des états financiers, monsieur Drolet a admis que cette question ne faisait pas l'objet de son champ d'expertise⁵⁰. Il souligne tout de même qu'une poursuite de 40 000 000,00 \$ aurait de quoi l'inquiéter⁵¹.

En contre-interrogatoire, le témoin souligne que le taux d'actualisation de 18,4 % s'explique notamment par la transformation radicale de l'organisme en une bourse de produits dérivés. Voici la ventilation du taux d'actualisation obtenu :

1. Taux sans risque à long terme	5,83 %
2. Prime de risque d'équité	8,00 %
3. Prime de risque pour petites capitalisations	2,60 %
4. Facteur spécifique à la compagnie	2,00 %
Total (1-2-3-4)	18,4 % ⁵²

⁴² KPMG, *Bourse de Montréal - Rapport d'évaluation*, 23 octobre 2000, pièce B-14, section 7.1, page 20.

⁴³ KPMG, *Bourse de Montréal - Rapport d'évaluation*, 23 octobre 2000, pièce B-14, section 7.1, page 21.

⁴⁴ Notes sténographiques, 21 avril 2006, p. 170.

⁴⁵ Notes sténographiques, 21 avril 2006, p. 176.

⁴⁶ Notes sténographiques, 21 avril 2006, p. 183.

⁴⁷ Notes sténographiques, 21 avril 2006, p. 183.

⁴⁸ Notes sténographiques, 21 avril 2006, p. 193.

⁴⁹ Notes sténographiques, 21 avril 2006, p. 199.

⁵⁰ Notes sténographiques, 21 avril 2006, p. 200.

⁵¹ Notes sténographiques, 21 avril 2006, p. 203.

⁵² KPMG, *Bourse de Montréal - Rapport d'évaluation*, 23 octobre 2000, pièce B-14, Tableau 5.

Le témoin note que le taux d'actualisation retenu est un taux sur un investissement en équité. On essaie de déterminer le rendement qui serait exigé par un investisseur en capitaux propres (équité)⁵³. L'approche retenue en a été une d'ajouts (*built-up approach*), à savoir que l'on débute avec un investissement à risque nul pour terminer avec le risque de l'entreprise spécifique.

Le rendement exigé pour risque nul pourra être par exemple le rendement exigé pour un titre émis par un gouvernement. On ajoutera par la suite la prime de risque pour équité qui reflète le fait qu'il s'agit de capitaux propres qui seraient négociés sur un marché organisé⁵⁴. On cherche à savoir quel serait le rendement exigé par un investisseur pour investir dans des titres, d'une société de grande capitalisation⁵⁵ négociés à la bourse. Selon les statistiques de l'époque, une telle prime s'établissait à 8,00 %.

La Bourse n'étant pas une société de grande capitalisation à l'époque, on devait selon le témoin, ajouter une autre prime à savoir une prime de risque pour une entreprise de petite capitalisation. On a ajouté 2,6 %, ce qui reflétait, toujours selon le témoin, les pourcentages requis à l'époque.

Au niveau du facteur spécifique de la compagnie, on évaluait à l'époque celui-ci entre un et deux pour cent (1 % - 2 %). Le témoin estime que le taux retenu pour ce facteur spécifique était faible, compte tenu de la réorganisation de la Bourse⁵⁶.

Pour les années 2005 et suivantes, le taux d'actualisation est par la suite réduit de 2,00 % afin de refléter le risque moindre, compte tenu du fait que la réorganisation aurait eu le temps d'être mise en place et d'un autre 2,00 % afin de tenir compte de la croissance des bénéfices⁵⁷.

En contre-interrogatoire, Monsieur Garcia a fait admettre au témoin Drolet, que celui-ci n'a pas émis d'opinion concernant les projections, qu'il ne les a pas faites ou révisées. La Bourse a établi les projections en tenant compte d'un rapport d'un consultant. Le témoin s'est contenté d'en évaluer la plausibilité et d'en tenir compte au niveau des risques afin de déterminer le taux d'actualisation⁵⁸.

Le témoin souligne également qu'il n'a pas utilisé la méthode fondée sur l'analyse des marchés, compte tenu de l'absence de sociétés comparables. Il avoue qu'on aurait fait une telle recherche de comparables pour une opinion, mais pas pour un estimé⁵⁹. La recherche de comparables était tout de même difficile à effectuer en 2000, compte tenu que la Bourse fut l'une des premières à se démutualiser. Le témoin admet que son travail d'évaluation aurait été différent en 2004, tout en mettant en garde des dangers de l'utilisation des comparables. Il faut à son avis être capable de trouver une bourse de taille semblable et exerçant dans le même secteur d'activités⁶⁰.

Monsieur Garcia a contre-interrogé le témoin concernant la façon de calculer l'escompte des minoritaires. Il a notamment rappelé que le rapport détermine cet escompte en fonction des primes observées dans le cadre de prise de contrôle de société ouverte. L'escompte pour minoritaire a été établi en 1999 à 30,2 %. À la question de Monsieur Garcia à savoir si l'on devait comparer le résultat obtenu par la méthode d'évaluation choisie avec celle du prix des comparables en bourse, Monsieur Drolet a souligné qu'on peut faire un tel exercice, mais que le marché en général dictera le juste prix⁶¹. Le prix affiché sur un marché organisé ne reflète pas en général une prime de contrôle, car on achète une participation minoritaire.

Denis Labrèche

Le témoin Denis Labrèche a été reconnu comme témoin expert en évaluation d'entreprise⁶². Le témoin a été appelé à revoir l'évaluation qui a été faite par la Bourse quant à la détermination du prix de 13,74 \$. Son mandat était principalement de revoir le caractère raisonnable de la méthode

⁵³ Notes sténographiques, 21 avril 2006, p. 212.

⁵⁴ Notes sténographiques, 21 avril 2006, p. 212.

⁵⁵ Notes sténographiques, 21 avril 2006, p. 213. Le témoin détermine qu'une société de grande capitalisation en est une ayant des titres en circulation pour plus de cent millions de dollars américains.

⁵⁶ Notes sténographiques, 21 avril 2006, p. 214.

⁵⁷ Notes sténographiques, 21 avril 2006, p. 215.

⁵⁸ Notes sténographiques, 21 avril 2006, pp. 227 et 228.

⁵⁹ Notes sténographiques, 21 avril 2006, p. 246.

⁶⁰ Notes sténographiques, 21 avril 2006, p. 250.

⁶¹ Notes sténographiques, 24 avril 2006, p. 26.

⁶² Notes sténographiques, 24 avril 2006, p. 95.

utilisée ainsi que le travail effectué pour en arriver à cette valeur. Le mandat de l'expert avait également pour but de déterminer du caractère raisonnable du travail effectué par l'Autorité, afin de s'assurer que le travail effectué par la Bourse avait été bien fait⁶³. La Bourse s'était en effet engagée auprès de l'Autorité à utiliser une méthode autre que discrétionnaire à savoir une méthode reconnue pour en arriver finalement au chiffre de 13,74 \$.

Le témoin expert est d'accord avec l'utilisation qui a été faite de la méthode de l'actualisation des flux monétaires, telle qu'elle a été utilisée par le témoin Drolet lors de son évaluation en 2000. Il souligne que les auteurs dans le domaine considèrent cette méthode comme étant la meilleure et la première méthode à utiliser⁶⁴ lorsque celle-ci est applicable. Le témoin souligne qu'en 2005, on a retenu l'hypothèse implicite que la Bourse continuerait de bénéficier d'une exclusivité, et ce, même après 2009. Le témoin est d'avis que dans l'éventualité où cette hypothèse s'avérerait fautive, cela aurait un effet négatif graduel, compte tenu du positionnement qu'aura pris la Bourse à cette époque⁶⁵.

Il rappelle également que les titres offerts aux employés font l'objet de plusieurs restrictions. Tout d'abord au niveau du délai de rétention, il note que les employés ne peuvent, sauf exceptions, les négocier dans les douze premiers mois de leur acquisition. Ensuite, après ce délai, l'employé ne peut les céder qu'à un groupe déterminé, à savoir à d'autres employés qui sont résidents du Québec⁶⁶. Il s'agit d'un bassin limité d'environ deux cents acheteurs potentiels. Il note que les titres de la bourse de Toronto bénéficient d'une liquidité et d'un flottant beaucoup plus importants⁶⁷.

Il souligne l'impact négatif sur la valeur des actions, quoique difficile à comptabiliser, des poursuites de l'ordre de quarante millions de dollars à la fin 2005⁶⁸. Cet impact est d'autant plus important, selon lui, compte tenu du fait que le montant équivaut à l'avoir des actionnaires. Il s'interroge à savoir si la Bourse peut faire un placement auprès du public avec une telle poursuite⁶⁹. Par ailleurs, la note aux états financiers concernant les poursuites peut être qualifiée, selon lui, de standard.

Au niveau de l'escompte de liquidité, le témoin expert rappelle que deux types d'études ont été réalisés afin d'évaluer cet escompte. Il note tout d'abord les études concernant les actions temporairement inaccessibles (« *restricted shares*») qui visent, selon Pratt, les titres suivants :

« In any case, although the unregistered or restricted shares cannot be sold on the open market, blocks of shares may be sold in private transactions. Thus, the restricted stock studies compare the prices of the restricted stock sales to the public market trading prices on the same day. Since the shares are identical in every respect except for their trading status, the difference is solely due to marketability and thus serves as empirical evidence of and a benchmark for the amount of discount that the market requires for the lack of marketability.

There have been many independent studies of such transaction. The studies have covered hundreds of transaction from 1966 through the present time.

(...)

At least up until 1990, the average or median discount hovered around 33 to 35 %.⁷⁰ »

Compte tenu du fait que la période de rétention a diminué de deux à un an vers la fin des années quatre-vingt-dix,⁷¹ le témoin expert souligne que l'escompte a diminué pour se situer aujourd'hui entre 15 et 18 %⁷². Contrairement au présent dossier, il note cependant que les études concernant

⁶³ Notes sténographiques, 24 avril 2006, p. 96

⁶⁴ Notes sténographiques, 24 avril 2006, p. 103.

⁶⁵ Notes sténographiques, 24 avril 2006, pp.106 et 107.

⁶⁶ Notes sténographiques, 24 avril 2006, p. 111.

⁶⁷ Notes sténographiques, 24 avril 2006, pp. 115 et 116.

⁶⁸ Notes sténographiques, 24 avril 2006, p. 117.

⁶⁹ Notes sténographiques, 24 avril 2006, p. 119.

⁷⁰ Shannon P. PRATT, *Business Valuation Discounts and Premiums*, Wiley, 2001, pp. 81 et 82. Les parties n'ont pas formulé d'objection concernant l'utilisation par le Tribunal de cet ouvrage. Voir : Notes sténographiques, 24 avril 2006, p. 221. Par ailleurs, l'article 78 du *Règlement sur les règles de procédure du Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières* [R.Q. c. V-1.1, r.0.1.3] accorde une telle discrétion au tribunal.

⁷¹ Plus exactement le 29 avril 1997 par la modification de la *Rule 144*.

⁷² Notes sténographiques, 24 avril 2006, p. 127.

les actions incessibles portent sur des titres qui peuvent par la suite être librement négociés sur le marché et ne sont pas limités à un bassin restreint d'investisseurs.

Le deuxième type d'études est celui des premiers appels publics à l'épargne (*IPO study*). Le but de ces études est de déterminer l'impact qu'aura un appel public à l'épargne à l'égard du prix des titres⁷³. On compare le prix des titres échangés quelques semaines ou mois avant le premier appel public à l'épargne avec le prix d'émission. Cet escompte peut varier, selon les études, entre 20 et 50 %. Un tel escompte s'explique par le fait qu'il est très difficile de vendre les titres d'un émetteur fermé, compte tenu que le bassin des acheteurs potentiels est fort limité⁷⁴.

Il est d'avis qu'un escompte pour liquidité de l'ordre de 30 % utilisé par la Bourse dans le cadre de l'établissement du prix des actions est raisonnable⁷⁵. Dans l'établissement de la juste valeur marchande d'un titre, le témoin expert souligne que l'on doit d'abord s'interroger sur quoi porte l'évaluation. S'agit-il d'une juste valeur marchande de l'entreprise, d'une participation, d'un bloc d'actions ou bien d'une action ?⁷⁶

Il rappelle qu'il faut également distinguer le concept de valeur marchande, soit la valeur qui est déterminée par les marchés organisés, de la juste valeur marchande qui aurait un caractère de continuité⁷⁷.

Afin d'évaluer la valeur marchande d'une participation minoritaire, on procède normalement par étape. Tout d'abord, on évalue la valeur marchande de toute l'entité, pour ensuite retrancher des escomptes liés à la liquidité et aux intérêts minoritaires afin d'établir la valeur de la participation minoritaire⁷⁸. Dans le présent dossier, la juste valeur marchande de l'entité serait l'actualisation des flux monétaires. Afin d'obtenir la juste valeur marchande du régime de participation aux employés, il faudrait retrancher de cette juste valeur marchande les escomptes requis.

À l'exception des deux premières émissions aux employés, le témoin expert est d'avis qu'aucun rabais n'a été accordé aux employés au-delà des escomptes dans le présent dossier⁷⁹. Il rappelle qu'un principe fondamental d'évaluation est que celle-ci est faite à une date précise et en fonction des faits connus à cette époque. Il est d'avis qu'on ne peut reprocher à la Bourse de ne pas avoir tenu compte de faits postérieurs.

Le témoin expert, pour évaluer le caractère raisonnable de l'évaluation, a également tenu compte d'une opération de vente effectuée entre courtiers de manière contemporaine à l'évaluation. Une telle opération avait une incidence importante compte tenu que les courtiers ne sont pas soumis aux mêmes contraintes concernant la revente et qu'on peut les considérer comme des intervenants sophistiqués⁸⁰.

Il a également analysé les opérations effectuées par les employés eux-mêmes afin de vérifier le caractère raisonnable du prix d'émission des actions de la Bourse. Il constate tout d'abord que peu d'opérations ont été effectuées par les employés et que le prix de vente était dans une fourchette d'environ 4,50 \$ à 7,65 \$⁸¹.

Au niveau de l'établissement du prix de BOX, l'évaluation sur la base de la dernière transaction au lieu des flux monétaires actualisés n'est pas hors du commun pour l'expert. Il soulève cependant un *caveat* en affirmant que l'acheteur était probablement un acheteur stratégique et en constatant les contraintes liées à une telle détention. La valeur retenue peut par conséquent être élevée, mais pas déraisonnable⁸².

Le témoin expert a évalué la dilution subie par Monsieur Garcia en prenant pour hypothèse un prix d'émission de 26,00 \$ et non de 13,74 \$ et du fait que 112 055 actions ont été émises aux employés au mois de juin 2005. Au niveau de la dilution des actions et en prenant comme

⁷³ Notes sténographiques, 24 avril 2006, p. 128.

⁷⁴ Notes sténographiques, 24 avril 2006, p. 130.

⁷⁵ Notes sténographiques, 24 avril 2006, p. 133.

⁷⁶ Notes sténographiques, 24 avril 2006, p. 134.

⁷⁷ Notes sténographiques, 24 avril 2006, p. 135.

⁷⁸ Notes sténographiques, 24 avril 2006, p. 137.

⁷⁹ Notes sténographiques, 24 avril 2006, p. 141.

⁸⁰ Notes sténographiques, 24 avril 2006, pp. 145 et 146.

⁸¹ Notes sténographiques, 24 avril 2006, pp. 147 à 152.

⁸² Notes sténographiques, 24 avril 2006, p. 156.

hypothèse que le nombre d'actions total de la Bourse était de 9 000 132 avant l'émission aux employés, le témoin expert évalue cette dilution à 1,2 %⁸³. La dilution au niveau de la valeur s'établit quant à elle à 0,6 % à savoir la moitié de la dilution du nombre d'actions⁸⁴.

Le témoin expert est d'avis que la Bourse s'est conformée à l'exigence du régulateur d'adopter une méthode reconnue en appliquant en mars 2005 la méthode des flux monétaires actualisés. L'expert juge que cette méthode est la plus pure pour évaluer les actions à une date donnée⁸⁵.

En contre-interrogatoire, Monsieur Garcia a invité le témoin expert à justifier le taux de croissance de 5 % choisi par la Bourse dans un contexte où les états financiers annuels et trimestriels de l'organisme démontraient une croissance des revenus, selon les époques, variant entre 18 % à 35 %⁸⁶. Le témoin a souligné que c'est Madame Laflamme et non lui qui a effectué le travail⁸⁷. À la question à savoir quels étaient les arguments pour justifier un taux de 5 % après 2005, le témoin expert répond qu'il faudrait demander à Madame Laflamme⁸⁸. À une question de Monsieur Garcia, le témoin avoue que, compte tenu du mandat confié, son rôle s'est limité à regarder le caractère raisonnable du travail effectué. Voici un passage pertinent de son rôle :

« Mon travail a été un travail de raisonnable et non pas un travail d'évaluation. Ça, je veux que ça soit clair. J'ai vérifié est-ce qu'il y a eu un travail raisonnable qui soutenait le travail d'évaluation et je n'émet pas d'opinion sur les prévisions financières ni sur la valeur. Mon opinion elle est beaucoup plus sur la raisonnable du travail qui a été fait, aux soins apportés, est-ce que c'était une méthode reconnue pour effectuer le travail qui a soutenu la valeur de treize et soixante-quatorze (13,74 \$). Mais est-ce que j'ai fait des vérifications indépendantes de ce travail-là, est-ce que j'ai benchmarké ces données-là? Non. Je me suis servi de mon jugement sur la raisonnable du travail qui a été fait. Et ma compréhension c'est que c'était ce qui avait été demandé à l'Autorité des marchés financiers, ça c'est ma compréhension. »⁸⁹

Le témoin expert souligne que le prix de douze dollars pour l'opération effectuée par le courtier, de manière contemporaine à l'établissement du prix des titres pour le régime, lui donne un certain réconfort que le prix de 13,74 \$ était justifié. Il a également tenu compte du prix établi de 17,07 \$ dans le cadre d'une émission de titres de la Bourse par la voie d'un « *dutch auction* » en juin 2005 pour plus de 10 % des actions⁹⁰. Le témoin expert ne peut cependant décrire les caractéristiques du « *dutch auction* » utilisé.

À une question de Monsieur Garcia concernant l'engouement des investisseurs pour les titres boursiers, le témoin expert souligne qu'un tel engouement existait en 2005 mais possiblement dans une proportion moindre qu'aujourd'hui⁹¹.

Monsieur Garcia a rappelé au témoin expert le fait que le ratio de développement des produits dérivés par rapport au marché des titres « équité » affichait un retard important par rapport au marché mondial au début de l'an 2000⁹². À titre d'exemple, le ratio de développement des options sur équité était sept fois plus élevé au niveau mondial qu'il ne l'était au Canada. L'expert admet qu'il n'a pas évalué la problématique du rattrapage potentiel de la Bourse dans le secteur des produits dérivés compte tenu du fait que son mandat en était un d'évaluation du caractère raisonnable⁹³. Il admet également qu'il n'y a eu très peu de discussion et qu'il n'a obtenu que peu de détails concernant les poursuites⁹⁴.

⁸³ Notes sténographiques, 24 avril 2006, p. 158.

⁸⁴ Notes sténographiques, 24 avril 2006, p. 159.

⁸⁵ Notes sténographiques, 24 avril 2006, p. 163.

⁸⁶ Notes sténographiques, 24 avril 2006, pp. 167 à 169.

⁸⁷ Notes sténographiques, 24 avril 2006, p. 169.

⁸⁸ Notes sténographiques, 24 avril 2006, p. 172.

⁸⁹ Notes sténographiques, 24 avril 2006, p. 176.

⁹⁰ Notes sténographiques, 24 avril 2006, p. 179.

⁹¹ Notes sténographiques, 24 avril 2006, p. 187.

⁹² KPMG, *Bourse de Montréal - Rapport d'évaluation*, 23 octobre 2000, pièce B-14, p. 16.

⁹³ Notes sténographiques, 24 avril 2006, p. 192.

⁹⁴ Notes sténographiques, 24 avril 2006, p. 222 à 228.

Après le contre-interrogatoire du témoin expert, Monsieur Garcia a admis qu'il est d'accord avec la méthode utilisée par la Bourse et les experts pour fixer le prix des actions de la Bourse à ses employés, à savoir celle de l'actualisation des flux futurs. Il souligne que sa principale récrimination porte sur le fait que les experts ne se sont pas prononcés sur les revenus et les prévisions de revenus et qu'ils s'en sont remis aux projections de la Bourse et indirectement à celles de Madame Laflamme sur ces questions⁹⁵.

Louise Laflamme

Madame Louise Laflamme est la première vice-présidente et chef de la direction financière de la Bourse⁹⁶. Elle occupe cette fonction depuis le printemps 2000 et possède le titre de CGA. Elle rappelle que le régime d'actionariat des employés, qui fait l'objet des débats, est entré en vigueur le 27 mars 2001⁹⁷. Elle participe à l'établissement du prix des actions depuis l'entrée en vigueur du régime. Elle souligne que la Bourse a reçu les conseils de professionnels avant de choisir la méthode de l'actualisation des flux monétaires⁹⁸. Il s'agissait en fait de la même méthode que celle utilisée lors de la démutualisation de l'organisme.

Le témoin rappelle que le premier prix de souscription dans le cadre du régime a été établi à 4,05 \$ en mars 2001⁹⁹. Le prix avait été établi en fonction du prix de rachat récent effectué par la Bourse, moins une décote et un escompte de 10 %. Au cours de la quatrième période de souscription, à savoir en octobre 2003, l'escompte de 10 % a été annulé et le prix a été établi à 4,50 \$¹⁰⁰. Deux ans plus tard, en mai 2005, le prix de souscription a été établi à 13,74 \$.

Le 30 novembre 2004, le comité de vérification et le conseil d'administration de la Bourse ont approuvé la continuation de l'utilisation de la méthode des flux monétaires actualisés, et ce, afin de maintenir la continuité de la base d'évaluation depuis la démutualisation¹⁰¹. Voici les principaux paramètres utilisés :

- Taux d'actualisation 15,69 %
- Taux d'escompte pour absence de liquidité 30 %
- Valeur terminale (croissance) 3 %
- Liquidité excédentaire non escomptée
- BOX évalué selon la dernière transaction

Le prix de 13,74 \$ a été établi par un analyste sous la supervision de Madame Laflamme en février 2005, et ce, en suivant les paramètres approuvés par le comité de vérification et le conseil d'administration. Le témoin souligne que les résultats d'opération au premier trimestre 2005 étaient légèrement inférieurs aux projections utilisées dans le calcul du prix.

Madame Laflamme justifie l'utilisation d'un taux de croissance de 5 % entre 2006 et 2011 en se basant sur les éléments suivants : 1) l'évolution du nombre de contrats négociés et ce, en tenant compte du rattrapage à faire au niveau des marchés canadiens; 2) la perspective de la fin de l'entente avec la Bourse de Toronto; 3) la problématique de l'entrée d'EUREX sur le marché américain et des conséquences possibles que cela pourrait entraîner entre les bourses de produits dérivés au niveau d'une guerre des prix¹⁰².

Le témoin confirme que le travail effectué afin d'arriver au prix de 13,74 \$ a été déposé auprès du comité de vérification et par la suite approuvé par le conseil d'administration en mars 2005¹⁰³. Une demande a par après été acheminée à l'Autorité des marchés financiers.

Madame Laflamme n'était pas au fait du prix obtenu à l'occasion d'une opération récente avec un courtier au prix de 12,00 \$ lors de l'établissement du prix de 13,74 \$ dans le cadre du régime. Elle

⁹⁵ Notes sténographiques, 24 avril 2006, p. 242.

⁹⁶ Notes sténographiques, 1er mai 2006, p. 5.

⁹⁷ Notes sténographiques, 1er mai 2006, p. 6.

⁹⁸ Notes sténographiques, 1er mai 2006, p. 7.

⁹⁹ Notes sténographiques, 1er mai 2006, p. 9.

¹⁰⁰ Notes sténographiques, 1er mai 2006, p. 11.

¹⁰¹ Pièce B-24.

¹⁰² Notes sténographiques, 1er mai 2006, p. 29.

¹⁰³ Notes sténographiques, 1er mai 2006, pp. 31 à 33.

souligne de plus, qu'à l'époque, la dernière opération entre employés, en novembre 2004, avait été effectuée au prix de 7,65 \$.

En contre-interrogatoire, Madame Laflamme a admis que la mise à jour des projections de McKinsey dans le cadre de la démutualisation a été faite par son service et approuvée par celle-ci¹⁰⁴. Elle ne se souvient pourtant pas de manière précise pourquoi les prévisions faites dans le cadre du placement sous étude étaient moins optimistes que celles faites par la firme de consultants¹⁰⁵. Elle se contente de dire qu'elle s'est sans doute basée sur son expérience.

Au niveau des poursuites, le témoin souligne que celles-ci ont été entamées par certains négociateurs notamment appelés dans le milieu les « jitney » et les « locaux » suite à la fermeture du parquet¹⁰⁶. De manière surprenante, elle témoigne par la suite à l'effet suivant :

« Q. [179] Est-ce que vous connaissez l'existence de la poursuite d'une quarantaine de millions de dollars contre la Bourse de Montréal qui est illustrée à la note 14 des états financiers ?

R Non, je ne connais pas.

Q. [180] C'est vous qui a rédigé la note ?

R. Oui, Oui, effectivement.

Q. [181] Substantiellement ou ?

R. Bien c'est sûr que les états financiers sont sous ma responsabilité et que je dois d'être d'accord avec ce qui est écrit dans les états financiers.

Q. [182] Donc vous êtes d'accord avec la note ?

R. Oui, effectivement. »¹⁰⁷

Au sujet du rattrapage du marché des produits dérivés au Canada, Madame Laflamme constate une amélioration, malgré le fait que certains problèmes structurels limitent encore la progression. À titre d'exemple, elle souligne une certaine méconnaissance concernant l'utilisation des options chez les courtiers¹⁰⁸.

À la question de Monsieur Garcia à savoir pourquoi on utilise un taux de 3 % de croissance annuelle après 2011 afin d'établir la valeur terminale, elle affirme qu'un tel taux a été retenu compte tenu de son caractère raisonnable¹⁰⁹. Elle admet qu'un tel chiffre n'est pas basé sur un indice, des statistiques ou une quelconque opération mathématique¹¹⁰. À cet égard, à une question du Président du Tribunal, le témoin répond de la manière suivante :

« Q. [207]Si on prend, dans un premier temps, le chiffre de trois pour cent (3 %) est-ce le résultat d'un calcul mathématique, d'une addition, d'une soustraction, d'une multiplication, ou d'une opération mathématique quelconque ou d'une autre opération mathématique quelconque qui nous arrive au chiffre de 3 %? Où est-ce un pur processus d'estimé subjectif?

R. Oui, c'est sûr que c'est basé sur le jugement, c'est entièrement subjectif. Ce n'est pas un résultat mathématique ou quoi que ce soit. C'est basé sur, bon quelle va être la réalité de notre progression en deux mille onze (2011) et plus. Dans certains modèles ultra-conservateurs, les gens vont mettre zéro (0) de valeur terminale et ne vont actualiser les cinq années qui viennent, qui sont l'essentiel du bassin, c'est hyper-conservateur. Nous on a mis trois pour cent (3 %) avec l'expérience aussi des de gens avec qui on a partagé ça au comité de vérification, si vous voulez, on a jugé que trois pour cent (3 %) était un niveau de progression raisonnable compte tenu de notre situation.

¹⁰⁴ . Notes sténographiques, 1er mai 2006, p. 46.

¹⁰⁵ . Notes sténographiques, 1er mai 2006, p. 57.

¹⁰⁶ . Notes sténographiques, 1er mai 2006, p. 71.

¹⁰⁷ . Notes sténographiques, 1er mai 2006, p. 89.

¹⁰⁸ . Notes sténographiques, 1er mai 2006, p. 93.

¹⁰⁹ . Notes sténographiques, 1er mai 2006, p. 95.

¹¹⁰ . Notes sténographiques, 1er mai 2006, p. 101.

Q. [208] Mais ce n'est pas un chiffre calculé sur un indice.....

R. Non, non, non.

Q [209] sur une statistique, sur une opération mathématique ?

R. Non¹¹¹. »

À une autre question du Tribunal concernant l'utilisation d'un taux de croissance de 3 % afin d'évaluer la valeur terminale, le témoin Laflamme a semblé incapable d'établir l'impact d'une modification du taux se contentant de dire que sans doute cela aurait un impact énorme mais qu'il faudrait faire des simulations¹¹². Le témoin précise qu'aucune analyse de sensibilité n'a été faite après 2011 afin de vérifier qu'elle aurait été l'impact du passage d'un taux de croissance de trois à cinq ou même à dix pour cent¹¹³. Elle souligne que le comité de vérification était à l'aise avec les hypothèses lorsque celui-ci a approuvé le prix de 13,74 \$.

Monsieur Garcia a déposé certaines statistiques de la *World Federation of Exchanges* comparant, en dollars, le montant des opérations effectuées sur le marché des produits dérivés par rapport à celui des actions. Voici ces statistiques :

- En moyenne au plan international, il se négocie pour un montant de 1,55 \$ en produits dérivés pour chaque dollar sur le marché des titres participatifs (*equities*).
- En Allemagne, ce montant est de 5,23 \$ par dollar.
- Aux États-Unis, ce montant est de 1,40 \$ par dollar.
- En Australie, ce montant est de 1,20 \$ par dollar.
- Au Canada, ce montant est de 0,27 \$ par dollar¹¹⁴.

À titre comparatif, le marché canadien des produits dérivés par rapport au marché des titres de participation représentait en 2005 seulement 17 % de la moyenne mondiale. À une question de Monsieur Garcia, le témoin souligne qu'elle a tenu compte de ce retard dans l'établissement des projections de revenus pour fins d'établir le prix de 13,74 \$¹¹⁵. Elle ne peut cependant quantifier l'impact de ce retard¹¹⁶.

Madame Laflamme a admis qu'elle a elle-même acheté des titres de la Bourse dans le cadre du régime¹¹⁷. Elle souligne que les membres du comité de vérification ont discuté de l'hypothèse du taux de croissance de 5 % et le taux de croissance de 3 % après 2009¹¹⁸. Le comité de vérification n'a cependant pas fait, selon le témoin, de rapport écrit au conseil d'administration¹¹⁹.

Madame Laflamme ne peut affirmer avec certitude si le conseil d'administration avait l'ensemble des documents avant d'approuver le nouveau prix pour l'émission des titres en vertu du régime¹²⁰. Le témoin affirme que les membres n'auraient pas discuté des hypothèses avant d'approuver le prix¹²¹. Il est utile de souligner que personne n'a attaqué l'expertise des membres du conseil lors de l'audience devant le Tribunal. Monsieur Garcia reconnaît lui-même que les meilleurs experts sont autour de la table du conseil de la Bourse¹²².

LA PREUVE DE CLAUDE GARCIA

Lors de sa présentation d'ouverture, Monsieur Garcia a souligné qu'il entendait contester le caractère raisonnable des projections financières de la Bourse qui ont servi à établir le prix de

¹¹¹ Notes sténographiques, 1er mai 2006, pp. 100 et 101.

¹¹¹ Pièce D-9.

¹¹² Notes sténographiques, 1er mai 2006, p. 137.

¹¹³ Notes sténographiques, 1er mai 2006, pp. 141 et 142.

¹¹⁴ Pièce D-9.

¹¹⁵ Notes sténographiques, 1er mai 2006, p. 179.

¹¹⁶ Notes sténographiques, 1er mai 2006, p. 182.

¹¹⁷ Notes sténographiques, 1er mai 2006, p. 201.

¹¹⁸ Notes sténographiques, 1er mai 2006, p. 212.

¹¹⁹ Notes sténographiques, 1er mai 2006, p. 212.

¹²⁰ Notes sténographiques, 1er mai 2006, p. 220.

¹²¹ Notes sténographiques, 1er mai 2006, p. 222.

¹²² Notes sténographiques, 6 juin 2006, p. 116.

13,74 \$. Pour justifier un tel prix, on aurait dû obtenir plus d'information sur le marché, sur les produits dérivés et obtenir des avis de gens avertis dans le domaine¹²³. Ses conclusions sont soit d'une part, que le Tribunal fixe un nouveau prix ou d'autre part que le Tribunal retourne le dossier à la Bourse afin que celle-ci refasse ses calculs en se servant d'hypothèses différentes¹²⁴.

Luc Bertrand

Monsieur Luc Bertrand est président et chef de la direction de la Bourse depuis avril 2000¹²⁵. Le témoin rappelle que suite à l'étude de la firme McKinsey, l'organisme montréalais avait entrepris des négociations ayant mené à la restructuration des bourses canadiennes en 1999. Afin d'assurer la pérennité de la Bourse, on avait ainsi décidé de se positionner dans un créneau bien particulier, à savoir les produits dérivés. La Bourse comptait déjà de l'expérience dans ce secteur, ayant lancé en premier au Canada des options sur actions en 1977 et des contrats à terme sur instruments financiers au début des années 80¹²⁶. Suite à la restructuration, la Bourse aurait obtenu un montant de 28 millions de dollars¹²⁷.

À une question de Monsieur Garcia, le président de la Bourse admet que le secteur des produits dérivés est celui qui bénéficie de la plus grande croissance sur les marchés financiers. Il reconnaît également qu'il est raisonnable de s'attendre à une croissance continue dans le marché mondial des produits dérivés au cours des prochaines années¹²⁸.

Face à de telles affirmations, le témoin justifie un taux de croissance de 5 % à compter de juillet 2005, en rappelant le caractère risqué et complexe de l'industrie des produits dérivés¹²⁹. Il souligne notamment la problématique des poursuites, la venue d'EUREX aux États-Unis et les risques inhérents liés, à cette époque, au développement d'une plate-forme électronique de négociation.

Il rappelle qu'en 2004, la Bourse avait pris le pari risqué de développer elle-même son propre système électronique. On devait à cet égard engager du personnel qualifié afin de faire cavalier seul dans un univers concurrentiel et complexe en termes de technologie¹³⁰. En terme de capacité, il ajoute qu'une plate-forme pour les options est beaucoup plus exigeante qu'un système pour les contrats à terme, compte tenu notamment de la problématique de l'ensemble des séries à la fois pour les options d'achat et les options de vente¹³¹.

Monsieur Bertrand note que 70 % des employés de la Bourse sont également actionnaires de l'entreprise et que le régime aux employés favorise la meilleure équipe possible¹³². Il souligne que la nouvelle plate-forme de négociation électronique découle de l'expertise d'employés qui sont là depuis quinze, vingt et vingt-cinq ans¹³³.

Claude Garcia

Le demandeur dans le présent dossier a témoigné dans sa propre cause. Monsieur Garcia a une vaste expérience du monde des affaires montréalais. Il agit à titre d'administrateur de sociétés¹³⁴ et a notamment été président aux opérations canadiennes de la compagnie d'assurances Standard Life pendant plus de dix ans. Il est fellow de l'Institut des actuaires depuis 1970. Il a une scolarité de doctorat du *London School of Economics* et a suivi un « *Advanced Management Program* » à l'Université Harvard.

Il a été membre du comité de l'Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes chargé d'établir les règles de capital de ces institutions¹³⁵. Au moment de l'audience,

¹²³ Notes sténographiques, 6 juin 2006, p. 21.

¹²⁴ Notes sténographiques, 6 juin 2006, p. 23.

¹²⁵ Notes sténographiques, 6 juin 2006, p. 39.

¹²⁶ Notes sténographiques, 6 juin 2006, pp. 41 et 42.

¹²⁷ Notes sténographiques, 6 juin 2006, p. 53.

¹²⁸ Notes sténographiques, 6 juin 2006, p. 62.

¹²⁹ Notes sténographiques, 6 juin 2006, p. 65.

¹³⁰ Notes sténographiques, 6 juin 2006, p. 71.

¹³¹ Notes sténographiques, 6 juin 2006, p. 78.

¹³² Notes sténographiques, 6 juin 2006, p. 73.

¹³³ Notes sténographiques, 6 juin 2006, p. 85.

¹³⁴ Notes sténographiques, 21 juin 2006, p. 53.

¹³⁵ Notes sténographiques, 21 juin 2006, p. 74.

monsieur Garcia était administrateur et président du comité de vérification de la Caisse de dépôt¹³⁶. À titre exceptionnel, le Tribunal a permis à Monsieur Garcia, considérant son expérience dans le domaine financier, d'émettre une opinion concernant les différentes hypothèses retenues dans le cadre de l'établissement du prix des actions¹³⁷.

Au lieu d'utiliser la méthode de la Bourse, Monsieur Garcia est d'avis qu'il est préférable et plus raisonnable d'analyser la croissance des revenus de la Bourse au cours de la période de 2002 à 2004 afin de connaître la capacité du modèle d'affaires à titre de marché des produits dérivés¹³⁸. Au cours de cette période, les revenus seraient passés de 32,4 millions à 52,3 millions de dollars, en excluant le montant forfaitaire de 5 millions de dollars reçu du Groupe TSX. Il s'agit d'une croissance de 27 % par année composée annuellement¹³⁹ et ce, malgré le fait d'une baisse des tarifs de 15 % au cours de la période.

Il ajoute par ailleurs le fait que la Bourse est en situation de rattrapage, compte tenu que le marché canadien des options est huit fois moins important au Canada qu'il ne l'est dans douze pays qui possèdent des bourses développées¹⁴⁰. Un taux de croissance de 27 % est à son avis exceptionnel et se retrouve dans peu de secteurs d'activités. Il en vient à la conclusion qu'on devait prendre comme hypothèse un taux de croissance de 17 % et non de 5 % comme l'a fait la Bourse pour la période de 2006 à 2011¹⁴¹. Il ne modifie cependant pas les prévisions de revenus après 2011. Il évalue la croissance des dépenses de la Bourse pour les années 2006 à 2011 à 10,2 %¹⁴².

Il est d'avis que si on augmente le taux de croissance à 17 % de 2006 à 2011, le prix des actions s'établirait alors à 29,04 \$¹⁴³ excluant BOX. Dans l'éventualité où l'on prend comme hypothèse la perte d'exclusivité à compter de 2009, Monsieur Garcia diminue le taux de croissance des revenus de manière graduelle après cette période, à savoir de 17 % à 10 %, pour arriver à un prix de 26,14 \$ en excluant toujours BOX¹⁴⁴.

Au niveau des poursuites, Monsieur Garcia est d'avis que le coût est égal au pourcentage de succès des poursuites multiplié par le montant total. Des jugements défavorables, le cas échéant, pour l'ensemble des poursuites signifieraient une perte de 4,50 \$ par action. Dans l'éventualité du scénario le plus pessimiste, la Bourse pourrait malgré tout, selon Monsieur Garcia, avoir recours à l'émission de titres de dette subordonnée¹⁴⁵.

Monsieur Garcia constate également que la croissance des profits des opérations entre 2002 et 2004 a été multipliée par neuf passant de 9 cents à 83 cents¹⁴⁶.

Au niveau de l'établissement du prix des titres en fonction du ratio cours-bénéfice au plan international, Monsieur Garcia note que le prix des actions des bourses s'établit en moyenne à 23 fois les bénéfices en 2003. La Bourse de Hong-Kong aurait le ratio le plus élevé à 30 fois les bénéfices¹⁴⁷. Compte tenu de la croissance rapide de la Bourse de Montréal par rapport aux autres bourses, Monsieur Garcia lui donne un ratio cours-bénéfice de 32. Un tel ratio donne un prix de 28,80 \$ par action de la Bourse¹⁴⁸ en prenant les profits des quatre derniers trimestres, incluant le premier trimestre de 2005. Il retranche 10 % pour tenir compte de la faible capitalisation de la Bourse par rapport aux autres et arrive au prix de 25,92 \$¹⁴⁹.

136 . Notes sténographiques, 21 juin 2006, p. 75.
 137 . Notes sténographiques, 21 juin 2006, p. 135.
 138 . Notes sténographiques, 21 juin 2006, p. 137.
 139 . Notes sténographiques, 21 juin 2006, p. 138.
 140 . Notes sténographiques, 21 juin 2006, p. 138.
 141 . Notes sténographiques, 21 juin 2006, p. 138.
 142 . Notes sténographiques, 21 juin 2006, p. 147.
 143 . Notes sténographiques, 21 juin 2006, p. 151.
 144 . Notes sténographiques, 21 juin 2006, p. 155.
 145 . Notes sténographiques, 21 juin 2006, p. 163.
 146 . Notes sténographiques, 21 juin 2006, p. 170.
 147 . Notes sténographiques, 21 juin 2006, p. 171.
 148 . Notes sténographiques, 21 juin 2006, p. 173.
 149 . Notes sténographiques, 21 juin 2006, p. 189.

Monsieur Garcia accepte que le prix de BOX soit fondé sur la base de la transaction de janvier 2005 à savoir 5,06 \$ par action. Il est cependant en désaccord à ce qu'on applique un escompte de liquidité¹⁵⁰, compte tenu du rôle important joué par la Bourse dans BOX.

Au niveau du prix des actions de la Bourse, Monsieur Garcia fait une moyenne des prix selon les deux méthodes en fonction de ses hypothèses, à savoir l'actualisation des flux monétaires et le ratio cours-bénéfice, pour arriver au prix de 25,80 \$. Il admet qu'il a commis une erreur dans sa demande à monsieur St-Gelais et que l'on doit effectivement retrancher 30 % à titre d'escompte pour liquidité¹⁵¹. Il arrive ainsi à un prix par action de 18,06 \$ en excluant BOX. Il ajoute par la suite 5,06 \$ pour la valeur de BOX pour un prix par action total de 23,12 \$¹⁵².

À titre de comparable, Monsieur Garcia conteste que l'on tienne compte, de l'opération entre employés dans les six mois précédents, il juge celle-ci peu significative compte tenu du faible nombre d'actions en cause. Le prix des 445 actions échangées à cette occasion n'est pas, à son avis, représentatif d'un marché liquide¹⁵³.

Le demandeur conteste également le fait que Monsieur Labrèche n'ait pas fait une analyse de l'industrie des produits dérivés et qu'il n'a pas évalué les hypothèses utilisées par la Bourse pour déterminer la valeur des actions¹⁵⁴. Il est d'avis que les experts auraient dû utiliser plusieurs méthodes d'évaluation en calculant pour chacune l'impact financier des différentes hypothèses¹⁵⁵. On ne respecte pas à son avis la démarche utilisée par les experts en évaluation Shannon & Pratt¹⁵⁶.

Monsieur Garcia conteste également le travail effectué par l'Autorité en ces termes :

« J'aimerais également souligner que la méthode acceptée par l'Autorité des marchés financiers pour déterminer le prix des actions laisse à désirer. L'Autorité délègue à la direction de l'entreprise le soin de déterminer les prévisions de revenus pour les années futures même si les membres de la direction ont le loisir d'acheter des actions au prix fixé par eux.

De plus, contrairement à ce que les sources pertinentes nous enseignent et ce que la prudence nous dicte, la direction de la bourse n'a pas tenté de corroborer le résultat obtenu en utilisant une seconde méthode.»¹⁵⁷

En contre-interrogatoire, Monsieur Garcia a justifié de ne pas avoir modifié le facteur de risque au niveau du taux d'actualisation en invoquant que le taux de croissance de 17 % n'était pas si risqué que cela, compte tenu de la croissance observée dans le passé¹⁵⁸. Il note également que sa deuxième méthode d'évaluation corroborerait les résultats de la première, et ce, sans modifier le taux d'actualisation. Il accepte le pourcentage de risque spécifique de la Bourse de 0,5 % pour le calcul du taux d'actualisation. Monsieur Garcia admet cependant en contre-interrogatoire que le risque que les prévisions ne se réalisent pas est plus grand lorsque le taux de croissance est plus élevé¹⁵⁹.

Monsieur Garcia est devenu propriétaire de 40 000 actions lors d'une enchère privée (« *dutch auction* »), en juillet 2003, au prix de 3,75 \$ par action¹⁶⁰.

Le demandeur souligne que personne à l'assemblée annuelle des actionnaires de la Bourse en 2005 n'a mentionné que le conseil d'administration avait approuvé le prix de 13,74 \$¹⁶¹.

¹⁵⁰ Notes sténographiques, 21 juin 2006, p. 190.

¹⁵¹ Notes sténographiques, 21 juin 2006, p. 192.

¹⁵² Notes sténographiques, 21 juin 2006, p. 193.

¹⁵³ Notes sténographiques, 21 juin 2006, p. 195.

¹⁵⁴ Notes sténographiques, 21 juin 2006, p. 208.

¹⁵⁵ Notes sténographiques, 21 juin 2006, p. 209.

¹⁵⁶ Pièce D-17.

¹⁵⁷ Notes sténographiques, 21 juin 2006, p. 211.

¹⁵⁸ Notes sténographiques, 21 juin 2006, p. 217.

¹⁵⁹ Notes sténographiques, 21 juin 2006, p. 231.

¹⁶⁰ Notes sténographiques, 29 juin 2006, p. 32 ; Notes sténographiques, 6 juin 2006, p. 110; Notes sténographiques, 21 juin 2006, p. 118.

¹⁶¹ Notes sténographiques, 29 juin 2006, p. 34.

En contre-interrogatoire, Monsieur Garcia admet qu'il était sur le comité qui a proposé au conseil d'administration le programme d'achat d'actions pour les employés en 2001¹⁶². Il admet également qu'à un prix de vingt dollars, il n'aurait pas entrepris l'ensemble de ces démarches¹⁶³.

Monsieur Garcia doute de l'urgence soulevée par le président de la Bourse concernant la nécessité de créer une nouvelle plate-forme informatique¹⁶⁴. Il admet cependant que l'adoption d'un modèle de marché électronique nécessite une plate-forme fiable et capable de faire face à un volume élevé d'opérations¹⁶⁵. Il ne conteste pas la décision de la Bourse de mettre en place un nouveau système électronique¹⁶⁶.

Le demandeur ne conteste pas l'effet bénéfique de faire participer les employés à l'actionnariat de l'entreprise¹⁶⁷. Il souligne que beaucoup d'entreprises le font, mais que le prix est établi en fonction du marché. Il souligne ainsi l'importance de faire preuve de transparence :

« Alors je pense que... c'est souhaitable, mais il faut que les employés acceptent les règles du jeu de la bourse. La bourse ce n'est pas un casino où on gagne tout le temps. La bourse c'est un marché et des fois ça monte, des fois ça baisse. Et si on fait un prix qui est tel qu'on est sûr de gagner, je ne suis pas certain qu'on crée à ce moment-là exactement l'effet souhaité.

Alors si on offre des actions à un prix qui est largement inférieur à la vraie valeur. Puis si la direction de la Bourse veut le faire, bien il y a une autre façon de le faire et c'est, par exemple, de dire : « Bien, le prix, on fixe le prix à vingt-trois dollars (23 \$) mais on va donner un subside de cinq dollars (5 \$). » que vous donnez ça devient une dépense de la Bourse et ça réduit le bénéfice par action d'autant. Donc, si vous donnez cinq dollars (5 \$) puis il y a deux cent mille (200 000) actions d'émissions, ça veut dire un million (1 M\$) de dépense de plus dans une année et ça veut dire réduction du profit par action d'un peu moins que... environ neuf millions (9 M) d'actions, donc de onze cents, o.k., onze cents de bénéfice de moins dans une année. Alors ça ce n'est pas très intéressant, là. Mais la transparence, à mon avis, si on veut donner une subvention, la façon de le faire c'est de le faire comme je viens de le dire et non pas en fixant un prix plus bas.

En fixant un prix plus bas, vous trompez les actionnaires deux fois. Vous les trompez en leur indiquant que la haute direction de la Bourse pense que le prix est réellement de treize et soixante-quatorze (13,74 \$) alors qu'il devrait être plus élevé et vous les trompez en surestimant le bénéfice par action puisqu'il y a une dépense, là, qui n'est pas comptabilisée¹⁶⁸. »

Le principal reproche de Monsieur Garcia à l'encontre de la décision du Président de l'Autorité est quant au prix¹⁶⁹. Il s'attaque au manque clair de transparence, car on se fie à un expert qui ne se prononce pas sur l'hypothèse la plus importante à savoir la croissance des revenus. L'Autorité aurait dû à son avis modifier le prix¹⁷⁰ et tenir comme prévu une séance de conciliation avec la Bourse. Il s'attaque également au fait que les personnes chargées d'établir le prix étaient en conflits d'intérêts, car elles pouvaient elles-mêmes acquérir des titres¹⁷¹. Un organisme comme la Bourse qui exerce des pouvoirs délégués en vertu de *Loi sur les valeurs mobilières*¹⁷² devrait, selon Monsieur Garcia, être soumis à un standard plus élevé¹⁷³.

¹⁶² Notes sténographiques, 29 juin 2006, p. 35.

¹⁶³ Notes sténographiques, 29 juin 2006, p. 53.

¹⁶⁴ Notes sténographiques, 29 juin 2006, p. 71.

¹⁶⁵ Notes sténographiques, 29 juin 2006, p. 74.

¹⁶⁶ Notes sténographiques, 29 juin 2006, p. 76.

¹⁶⁷ Notes sténographiques, 29 juin 2006, pp. 76 et 77.

¹⁶⁸ Notes sténographiques, 29 juin 2006, pp. 77 et 78.

¹⁶⁹ Notes sténographiques, 29 juin 2006, p. 124.

¹⁷⁰ Notes sténographiques, 29 juin 2006, p. 126.

¹⁷¹ Notes sténographiques, 29 juin 2006, p. 128.

¹⁷² Précitée, note 2.

¹⁷³ Notes sténographiques, 29 juin 2006, p. 129.

Monsieur Garcia admet qu'il n'a pas essayé d'obtenir l'appui des autres actionnaires dans le présent dossier¹⁷⁴. Suite à la preuve de Monsieur Garcia, la Bourse a demandé à faire une contre-preuve afin de répondre à certaines affirmations du demandeur¹⁷⁵.

Il a été admis par la Bourse qu'à l'assemblée annuelle des actionnaires d'avril 2006, aucune ratification n'avait été faite concernant les gestes posés au cours de l'année 2005¹⁷⁶.

Au cours de l'audience, le Tribunal a souligné qu'il considérerait sans doute, aux fins de la demande dont il est saisi, la décision de l'Autorité et le travail effectué par la Bourse compte tenu du lien étroit entre les deux questions¹⁷⁷.

LA CONTRE-PREUVE

Denis Labrèche

Le témoin Labrèche souligne que l'évaluation qui a été faite par la Bourse avait pour seul but l'émission de 200 000 actions ordinaires aux employés dans le cadre du régime d'actionnariat de la Bourse¹⁷⁸. Il ne s'agissait pas d'une évaluation pour les fins d'un premier appel public à l'épargne, afin d'évaluer une société cotée ou encore pour évaluer l'entreprise dans le cadre d'une vente totale¹⁷⁹. Il rappelle que l'évaluation est en date du 8 avril 2005¹⁸⁰ et que l'on doit tenir compte des facteurs suivants dans l'application des méthodes d'évaluation :

1. Les risques et incertitudes. Monsieur Labrèche rappelle le caractère volatil et complexe d'une bourse de produits dérivés. Il note le risque de concurrence dans ce secteur et la guerre des prix possible. Il souligne également la problématique d'élaborer une nouvelle plate-forme, la vulnérabilité d'une bourse de plus petite taille face aux intervenants importants¹⁸¹, les poursuites et la fin de l'entente d'exclusivité.
2. La profitabilité actuelle et prévue¹⁸². Monsieur Labrèche a examiné de manière plus approfondie les prévisions de la Bourse suite au témoignage du demandeur. Monsieur Labrèche est d'avis qu'on doit relativiser la croissance des revenus, compte tenu que celle-ci découle en grande partie des revenus informatiques, une activité non principale à celle de la Bourse¹⁸³. En 2004, environ vingt pour cent des revenus de la Bourse provenaient des revenus informatiques. Le témoin admet cependant que ces revenus sont récurrents¹⁸⁴. En excluant les services informatiques, la croissance serait de douze pour cent entre 2002 et 2004¹⁸⁵.

Il note la problématique de la concurrence et d'une guerre des prix avec des concurrents étrangers. Le témoin rappelle également que les résultats du premier trimestre 2005 n'étaient pas disponibles au 8 mars 2005¹⁸⁶. Il met également en garde le Tribunal de ne pas se servir d'éléments postérieurs dans le cadre d'une évaluation compte tenu du fait qu'une évaluation est toujours à une date donnée¹⁸⁷.

Au niveau du calcul du taux d'actualisation, Monsieur Labrèche est d'avis qu'un risque spécifique de zéro à un pour cent s'explique principalement en fonction d'un taux de croissance de 5 %¹⁸⁸. Dans l'éventualité d'une hausse du taux de croissance, le risque de réalisation des prévisions n'est plus le même et l'on doit par conséquent ajuster ce risque en fonction de ces incertitudes. À une question du

¹⁷⁴ . Notes sténographiques, 29 juin 2006, p. 139.

¹⁷⁵ . Notes sténographiques, 29 juin 2006, pp. 149 et 161.

¹⁷⁶ . Notes sténographiques, 2 octobre 2006, p. 6.

¹⁷⁷ . Notes sténographiques, 6 juin 2006, p. 140.

¹⁷⁸ . Notes sténographiques, 2 octobre 2006, p. 14.

¹⁷⁹ . Pièce B-31.

¹⁸⁰ . Notes sténographiques, 2 octobre 2006, p. 16.

¹⁸¹ . Notes sténographiques, 2 octobre 2006, p. 20.

¹⁸² . Notes sténographiques, 2 octobre 2006, p. 28.

¹⁸³ . Notes sténographiques, 2 octobre 2006, p. 32.

¹⁸⁴ . Notes sténographiques, 2 octobre 2006, p. 36.

¹⁸⁵ . Notes sténographiques, 2 octobre 2006, p. 40.

¹⁸⁶ . Notes sténographiques, 2 octobre 2006, p. 65.

¹⁸⁷ . Notes sténographiques, 2 octobre 2006, p. 75.

¹⁸⁸ . Notes sténographiques, 2 octobre 2006, p. 72.

Tribunal, le témoin établirait le risque spécifique de la Bourse entre quatre et cinq pour cent pour un taux de croissance de treize pour cent¹⁸⁹.

3. Les poursuites. Au niveau des poursuites, le témoin, en contre-preuve, souligne que le montant 40 495 000 \$ n'inclut pas les intérêts¹⁹⁰. La méthode suggérée par Monsieur Garcia de prendre 10 % du montant réclamé afin d'évaluer l'impact de ces poursuites sur les actifs de la Bourse ne constitue pas à son avis une méthode reconnue. Il admet cependant qu'un évaluateur aurait pu arriver au même résultat que celui présenté par le demandeur¹⁹¹. Le témoin expert doute que la Bourse puisse obtenir de la dette subordonnée¹⁹².
4. Les autres éléments. Monsieur Labrèche a admis qu'il est toujours préférable d'utiliser plusieurs méthodes d'évaluation pour évaluer une entreprise. Il souligne que la Bourse a effectivement utilisé plusieurs méthodes¹⁹³. À la question du Tribunal concernant le nombre de méthodes utilisées, le témoin expert a cependant admis que les autres calculs effectués par la Bourse pour corroborer le prix n'étaient pas en soi distincts de ceux employés afin d'arriver au prix de 13,74 \$¹⁹⁴. Cette admission sera tempérée un peu plus tard.

Le témoin expert est d'avis qu'on doit appliquer l'escompte pour liquidité pour la valeur de BOX, compte tenu qu'on doit évaluer l'action de la Bourse dans son ensemble¹⁹⁵. Il souligne par ailleurs qu'il est difficile de comparer la Bourse de Montréal avec les autres bourses au plan international, compte tenu de la petite taille de la bourse montréalaise¹⁹⁶.

Le témoin expert note également que la prime de risque pour les entreprises ayant une petite capitalisation a eu tendance à augmenter au cours des dernières années¹⁹⁷. Cette information n'était cependant pas disponible lors de l'évaluation.

Monsieur Labrèche rappelle qu'en évaluation, un taux d'actualisation est tout simplement l'inverse d'un multiple. Dans l'éventualité où un titre est plus risqué, le multiple sera plus bas et son taux d'actualisation sera plus élevé¹⁹⁸.

Le témoin souligne que l'on a corroboré le prix de 13,74 \$ en utilisant « l'EBITDA¹⁹⁹, le *price-earning* et le *price per book value* »²⁰⁰.

Au niveau des comparables, il note que la Bourse avait utilisé une moyenne des comparables de 38 pour le ratio cours-bénéfice (*price-earning*)²⁰¹. Ces comparables se retrouvent selon le témoin dans des feuilles de travail. Monsieur Labrèche doute cependant de la qualité de l'échantillon utilisé par la Bourse.

La Bourse, compte tenu de sa taille, devrait avoir un multiple moins élevé. Le témoin expert est d'avis que les titres de la Bourse devraient s'évaluer en fonction d'un multiple se situant entre quinze et dix-neuf fois les bénéficiaires, soit un peu moins que celui du TSX²⁰², pour une fourchette de prix variant entre 12,26 \$ et 16,91 \$. Le témoin ne peut cependant affirmer que la Bourse avait fait un tel exercice de corroboration à l'époque²⁰³. Le témoin expert explique les résultats obtenus dans la pièce B-31. On note à cet égard la différence qu'il prend des revenus moins élevés, à savoir 0,83 \$ et non 0,90 \$, et un escompte de liquidité pour BOX.

¹⁸⁹ Notes sténographiques, 2 octobre 2006, p. 72.

¹⁹⁰ Notes sténographiques, 2 octobre 2006, p. 95.

¹⁹¹ Notes sténographiques, 2 octobre 2006, p. 104.

¹⁹² Notes sténographiques, 2 octobre 2006, p. 98.

¹⁹³ Notes sténographiques, 2 octobre 2006, p. 107.

¹⁹⁴ Notes sténographiques, 2 octobre 2006, p. 116.

¹⁹⁵ Notes sténographiques, 2 octobre 2006, p. 127.

¹⁹⁶ Notes sténographiques, 2 octobre 2006, p. 132.

¹⁹⁷ Notes sténographiques, 2 octobre 2006, p. 141.

¹⁹⁸ Notes sténographiques, 2 octobre 2006, p. 145.

¹⁹⁹ « *Earnings before interest, tax, depreciation and amortization* » En français, le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement, le BAIIA.

²⁰⁰ Notes sténographiques, 2 octobre 2006, p. 147.

²⁰¹ Notes sténographiques, 2 octobre 2006, p. 151.

²⁰² Notes sténographiques, 2 octobre 2006, p. 150.

²⁰³ Notes sténographiques, 2 octobre 2006, p. 153.

Le témoin expert a fait une analyse de sensibilité en prenant les mêmes taux de croissance que ceux de Monsieur Garcia mais en prenant un taux d'actualisation plus élevé. Un taux d'actualisation de 21,4 % au lieu de 15,4 % donnerait une valeur par action de 15,27 \$²⁰⁴.

Une analyse de sensibilité en fonction de prévision de croissance des revenus a également été effectuée par l'expert²⁰⁵. En fonction de ces hypothèses, la juste valeur marchande de la Bourse à l'époque se situait entre environ 11 et 16 dollars. À une question du Tribunal, le témoin admet que le choix d'un taux d'actualisation relève beaucoup du jugement de l'évaluateur²⁰⁶.

Au niveau des comparables, le témoin expert note qu'une vente d'un bloc important, à savoir 62 500 actions, a été effectuée, de manière contemporaine au placement sous étude, entre un courtier et un groupe de cinq investisseurs à un prix de 12,00 \$²⁰⁷.

La prétention de l'expert est à l'effet que si Monsieur Garcia veut conserver le taux de croissance à 17 %, inévitablement, il doit augmenter son taux d'actualisation²⁰⁸. Il conclut ainsi son témoignage :

« Pour conclure, moi je prétends que la valeur de treize et soixante-quatorze (13,74 \$) établie par la Bourse de Montréal, 1) dans un premier temps, je réitère ce que j'ai déjà dit dans mon témoignage précédent, je trouve qu'il y a eu un travail raisonnable de fait pour arriver à cette valeur-là. On a utilisé des méthodes d'évaluation reconnues et je trouve que la valeur de treize et soixante-quatorze (13,74 \$), c'est une valeur raisonnable et à ce moment-là, lorsque l'AMF a rendu sa décision, après avoir examiné le dossier de la Bourse de Montréal, d'après moi, l'AMF était justifiée de dire que le travail fait par la Bourse de Montréal était raisonnable dans les circonstances. »²⁰⁹

Contre-interrogé par Monsieur Garcia, le témoin expert a admis qu'il n'a pas essayé d'évaluer l'impact des poursuites, compte tenu du fait que son mandat n'était pas d'évaluer l'action de la Bourse mais bien d'évaluer le caractère raisonnable de la méthode d'évaluation. Le témoin admet de plus qu'il n'a pas évalué le caractère raisonnable des hypothèses²¹⁰. Il admet également que l'évaluation des poursuites faite par Monsieur Garcia est arbitraire mais pas nécessairement erronée²¹¹.

À l'égard de la question des opérations qui sont propres à une bourse, le témoin admet que cette croissance est bien au-delà de vingt pour cent²¹². Le témoin expert a maintenu en contre-interrogatoire qu'une partie importante de la croissance découlait des services informatiques, une activité non principale de la Bourse²¹³. Il n'a cependant pas fait une analyse de la valeur ajoutée pour la Bourse des services informatiques²¹⁴.

Le témoin expert est d'accord avec le président de la Bourse que la création d'une nouvelle plateforme était très risquée²¹⁵. Le témoin expert est d'avis que l'escompte pour liquidité de 30 % doit s'appliquer à la valeur totale de la Bourse, y incluant la valeur de BOX. À la question à savoir si la valeur de BOX à 5,06 \$ intègre déjà un escompte de liquidité, le témoin expert a été incapable de répondre²¹⁶.

204. Notes sténographiques, 2 octobre 2006, p. 164.

205. Notes sténographiques, 2 octobre 2006, p. 167.

206. Notes sténographiques, 2 octobre 2006, p. 172.

207. Notes sténographiques, 2 octobre 2006, p. 176.

208. Notes sténographiques, 2 octobre 2006, p. 180.

209. Notes sténographiques, 2 octobre 2006, pp. 181 et 182.

210. Notes sténographiques, 2 octobre 2006, p. 200. Un peu plus tard dans son témoignage, il soulignera qu'il a analysé les hypothèses (p. 289).

211. Notes sténographiques, 2 octobre 2006, p. 211.

212. Notes sténographiques, 2 octobre 2006, p. 221.

213. Notes sténographiques, 2 octobre 2006, p. 233.

214. Notes sténographiques, 2 octobre 2006, p. 222.

215. Notes sténographiques, 2 octobre 2006, p. 235.

216. Notes sténographiques, 2 octobre 2006, p. 279.

Le témoin expert a admis ne pas connaître les grands utilisateurs des produits dérivés²¹⁷. Il note que le prix de l'action de la Bourse de Montréal devrait se négocier selon un multiple moindre que celui de la TSX, compte tenu de sa taille moindre et des risques plus élevés²¹⁸.

Le témoin ne nie pas que les prévisions de taux de croissance pourraient être plus élevées,²¹⁹ mais qu'on devrait sans doute augmenter le taux d'actualisation. Il admet cependant qu'un taux de croissance réaliste ne devrait pas affecter le taux d'actualisation subséquent²²⁰. Un taux de croissance raisonnable se situerait à son avis dans une fourchette de 5% à 12 %²²¹. On a cependant tenu compte, à son avis, dans les prévisions de croissance, de la problématique d'une guerre des prix entre les différents marchés organisés²²². Les autres facteurs de risques auraient eu un impact plus grand au niveau non pas du taux de croissance, mais du taux d'actualisation²²³.

Le témoin expert est d'avis qu'un taux d'actualisation de 18 % aurait été plus adéquat, compte tenu de l'ensemble des risques²²⁴. Afin de bien refléter la problématique de l'impact d'une modification des hypothèses concernant le taux de croissance et le taux d'actualisation, il est utile de reproduire l'étude de sensibilité effectuée par l'expert :

217 . Notes sténographiques, 3 octobre 2006, p. 4.
218 . Notes sténographiques, 3 octobre 2006, pp. 9 et 10.
219 . Notes sténographiques, 3 octobre 2006, p. 17.
220 . Notes sténographiques, 3 octobre 2006, p. 49.
221 . Notes sténographiques, 3 octobre 2006, p. 50.
222 . Notes sténographiques, 3 octobre 2006, p. 53.
223 . Notes sténographiques, 3 octobre 2006, p. 56.
224 . Notes sténographiques, 3 octobre 2006, p. 59.

2005-010-003
PAGE :

25

Bourse de Montréal
Évaluation – 1^{er} janvier 2005
Analyse de sensibilité

Analyse de sensibilité : scénario

	Garcia	MX	1	2	3	4	5	6	7	8	9
1. Actualisation des flux monétaires											
Valeur MX	26,14	13,62	25,73	20,33	16,76	19,19	15,51	13,06	17,20	14,03	11,90
Moins : poursuite	<u>0,45</u>	<u>n/a</u>	<u>n/a</u>	<u>n/a</u>	<u>n/a</u>	<u>n/a</u>	<u>n/a</u>	<u>n/a</u>	<u>n/a</u>	<u>n/a</u>	<u>n/a</u>
	<u>25,69</u>	<u>13,62</u>	<u>25,73</u>	<u>20,33</u>	<u>16,76</u>	<u>19,19</u>	<u>15,51</u>	<u>13,06</u>	<u>17,20</u>	<u>14,03</u>	<u>11,90</u>
2. Capitalisation des bénéfices											
Bénéfice par action	0,90	0,90	0,83	0,83	0,83	0,83	0,83	0,83	0,83	0,83	0,83
X multiple	<u>32</u>	<u>15,1</u>	<u>31,0</u>	<u>24,5</u>	<u>20,2</u>	<u>23,1</u>	<u>18,7</u>	<u>15,7</u>	<u>20,7</u>	<u>16,9</u>	<u>14,3</u>
	28,80	13,62	25,73	20,33	16,76	19,19	15,51	13,06	17,20	14,03	11,90
Moins : escompte de taille 10%	2,88	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
	<u>25,92</u>	<u>13,62</u>	<u>25,73</u>	<u>20,33</u>	<u>16,76</u>	<u>19,19</u>	<u>15,51</u>	<u>13,06</u>	<u>17,20</u>	<u>14,03</u>	<u>11,90</u>
3. Moyenne											
Moyenne de 2 méthodes	25,81	13,62 ²²⁵	25,73	20,33	16,76	19,19	15,51	13,06	17,20	14,03	11,90

²²⁵ MX : pas d'escompte de liquidité sur liquidités excédentaires

Moins : escompte de liquidité 30%	7,74	3,42	7,72	6,10	5,03	5,76	4,65	3,92	5,16	4,21	3,57
Valeur MX	<u>18,06</u>	<u>10,20</u>	<u>18,01</u>	<u>14,23</u>	<u>11,73</u>	<u>13,43</u>	<u>10,86</u>	<u>9,14</u>	<u>12,04</u>	<u>9,82</u>	<u>8,33</u>
Box	5,06	3,54	3,54	3,54	3,54	3,54	3,54	3,54	3,54	3,54	3,54
CONCLUSION	<u>23,12</u>	<u>13,74</u>	<u>21,55</u>	<u>17,77</u>	<u>15,27</u>	<u>16,97</u>	<u>14,40</u>	<u>12,68</u>	<u>15,58</u>	<u>13,36</u>	<u>11,87</u>

Hypothèses	Scénario										
			1	2	3	4	5	6	7	8	9
Croissance revenus											
2006 à 2008	17%	5%	17%	17%	17%	12%	12%	12%	10%	10%	10%
2009	15%	5%	15%	15%	15%	10%	10%	10%	8%	8%	8%
2010	13%	5%	13%	13%	13%	8%	8%	8%	6%	6%	6%
2011	10%	5%	10%	10%	10%	5%	5%	5%	5%	5%	5%
Par la suite	3%	3%	3%	3%	3%	3%	3%	3%	3%	3%	3%
Taux d'actualisation	15,4%	15,4%	15,4%	18,4%	21,4%	15,4%	18,4%	21,4%	15,4%	18,4%	21,4%
Revenu par contrat		0,94 \$	0,94 \$	0,94 \$	0,94 \$	0,94 \$	0,94 \$	0,94 \$	0,94 \$	0,94 \$	0,94 \$

Le témoin expert opérerait de manière personnelle pour le scénario n° 8²²⁶, à savoir un taux de croissance de 10 %, pour ensuite décroître dans les années subséquentes²²⁷. Un tel taux de croissance avec un taux d'actualisation de 18,4 % établirait le prix des actions de la Bourse à 13,36 \$.

L'Autorité note que l'utilisation d'une méthode reconnue par la Bourse afin d'évaluer les titres fait suite à une demande initiale du régulateur en 2001. Il s'agissait, selon le procureur de l'Autorité, d'une exigence dans le cadre de l'octroi d'une demande de dispense²²⁸. La Bourse souligne qu'il s'agissait plutôt d'un motif ayant justifié l'octroi de la dispense²²⁹.

LA PREUVE DE L'AUTORITÉ

Daniel Laurion

Monsieur Laurion était Surintendant des marchés des valeurs en mai 2005, lorsque Monsieur Garcia a envoyé sa demande de révision au Président de l'Autorité²³⁰. À la demande de ce dernier, Monsieur Laurion, de concert avec des analystes, une avocate et un comptable, ont examiné la demande de Monsieur Garcia²³¹.

Il note que les programmes en faveur des employés sont très courants dans l'industrie²³². Au niveau de l'escompte de liquidité de 30 %, le témoin rappelle que la décision de reconnaissance de la Bourse fixe à un maximum de 10 % le seuil de détention pour un actionnaire, sans l'approbation de l'Autorité²³³.

Les membres du personnel de l'Autorité ont examiné le critère retenu pour l'évaluation de BOX et obtenu les états financiers trimestriels du 31 mars 2005. Ils ont également rencontré le personnel de la Bourse²³⁴. Malgré le fait qu'on soit arrivé à la conclusion que la décision rendue était raisonnable, le personnel n'était pas d'avis que les inquiétudes de Monsieur Garcia étaient farfelues ou hors du commun. C'est pourquoi on a demandé à la Bourse, dans un souci de transparence, de faire ses devoirs totalement et de manière contemporaine lors d'une prochaine demande²³⁵.

Le personnel de l'Autorité n'a pas jugé pertinent d'utiliser le ratio cours-bénéfice, compte tenu que les titres de la Bourse ne sont pas échangés sur un marché organisé et du fait qu'il est difficile de comparer cette dernière avec la Bourse de Toronto²³⁶. On n'a pas non plus vérifié si les profits de la Bourse de Montréal augmentaient plus vite que ceux de la Bourse de Toronto²³⁷.

Le personnel de l'Autorité n'a pas senti le besoin de rencontrer Monsieur Garcia, compte tenu que ce dernier était un tiers par rapport à la Bourse²³⁸. Monsieur Laurion a témoigné à l'effet que même si l'utilisation d'une méthode reconnue n'était pas une condition mentionnée dans le cadre de la décision, elle était intimement liée au processus de négociation ayant amené l'Autorité à accorder à la Bourse les décisions demandées. Une proposition inacceptable aurait amené soit un retrait de la demande ou une intention de refus de la part de l'Autorité²³⁹.

Monsieur Laurion a témoigné à l'effet que le personnel de l'Autorité, lors de l'étude d'une demande comme celle de la Bourse, analyse la méthode et les hypothèses de travail utilisées²⁴⁰.

²²⁶ . Notes sténographiques, 3 octobre 2006, p. 64.

²²⁷ . Notes sténographiques, 3 octobre 2006, p. 65.

²²⁸ . Notes sténographiques, 3 octobre 2006, p. 83.

²²⁹ . Notes sténographiques, 3 octobre 2006, p. 93.

²³⁰ . Notes sténographiques, 5 octobre 2006, p. 8.

²³¹ . Notes sténographiques, 5 octobre 2006, p. 14.

²³² . Notes sténographiques, 5 octobre 2006, p. 17.

²³³ . Notes sténographiques, 5 octobre 2006, p. 21.

²³⁴ . Notes sténographiques, 5 octobre 2006, p. 24.

²³⁵ . Notes sténographiques, 5 octobre 2006, p. 25.

²³⁶ . Notes sténographiques, 5 octobre 2006, p. 66.

²³⁷ . Notes sténographiques, 5 octobre 2006, p. 71.

²³⁸ . Notes sténographiques, 5 octobre 2006, p. 72.

²³⁹ . Notes sténographiques, 5 octobre 2006, p. 80.

²⁴⁰ . Notes sténographiques, 5 octobre 2006, p. 82.

LA PLAIDOIRIE DU PROCUREUR DE LA BOURSE

Le procureur de la Bourse a soumis trois arguments principaux justifiant de rejeter la demande de Monsieur Garcia²⁴¹. Voici ces arguments :

- Le caractère raisonnable de la décision rendue.
- Le défaut du demandeur de se décharger de son fardeau de preuve.
- Le caractère abusif des procédures.

Le caractère raisonnable de la décision rendue

Bien que la décision d'affaire de la Bourse soit pertinente à la question du caractère raisonnable de la décision de l'Autorité, le procureur de la Bourse est d'avis que le présent débat porte sur la décision de l'Autorité du 6 juin 2005²⁴². Il ne s'agit pas d'un procès d'évaluation. Il note que les principaux griefs de Monsieur Garcia dans sa lettre au Président de l'Autorité ont été rejetés. Il note à cet égard que même le demandeur reconnaît que l'escompte de liquidité de 30 % était justifié²⁴³.

On ne peut reprocher à la Bourse le fait que le prix fixé ne tenait pas compte des résultats du dernier trimestre, compte tenu que ceux-ci n'étaient pas disponibles à cette époque²⁴⁴. Même en prenant le profit utilisé par Monsieur Garcia de 0,90 \$ et qu'on le multiplie par 21, on arrive à un prix de 23,96 \$, incluant BOX²⁴⁵. Une déduction de l'escompte de liquidité de 30 % ferait en sorte que la valeur des actions serait de 16,77 \$²⁴⁶. Un ajustement des profits du trimestre à 0,83 \$, un escompte pour les services informatiques et un multiple de 18 aurait eu pour effet de déterminer un prix par action de la Bourse à environ 14 \$²⁴⁷.

Le procureur de la Bourse souligne que Monsieur Garcia n'a jamais proposé à l'Autorité de faire une analyse des projections²⁴⁸. À cet égard, il souligne que la méthode des flux monétaires actualisés est un processus établi, méthodique et raisonné. Un processus vérifié par des personnes qualifiées²⁴⁹. Le prix de 13,74 \$ avait également un impact à l'égard de la rémunération des administrateurs de la Bourse. Le procureur de cette dernière est d'avis que les membres du conseil n'auraient pas évalué la valeur de leur régime communément appelé « *deferred stock plan* ou DSU » à une valeur moindre que la vraie valeur²⁵⁰.

La transaction contemporaine à la fixation du prix au début 2005 mettant en cause un courtier à un prix de 12,00 \$ constitue, pour la Bourse, une fin de non-recevoir à la demande de révision²⁵¹. Le prix de 17,07 \$ lors du « *Dutch Auction* » de juin 2005 ne ferait que refléter les résultats du premier trimestre et les bonnes nouvelles qui sont apparues par la suite dans les journaux²⁵².

Le défaut du demandeur de se décharger de son fardeau de preuve

La Bourse souligne le fait que le demandeur n'a pas fait entendre de témoin expert à l'effet que la méthode et les prévisions de croissance étaient erronées et ce, même s'il avait le fardeau de la preuve²⁵³. Un taux de croissance plus élevé, selon le procureur de la Bourse, aurait requis une augmentation du taux d'actualisation.

Le procureur de la Bourse souligne que Monsieur Garcia n'a subi aucun préjudice. Il note à cet égard que le Tribunal a eu raison d'entendre la preuve²⁵⁴. Il soumet que le demandeur aurait dû présenter un vrai

²⁴¹ Notes sténographiques, 5 octobre 2006, p. 88.
²⁴² Notes sténographiques, 5 octobre 2006, p. 89.
²⁴³ Notes sténographiques, 5 octobre 2006, p. 92.
²⁴⁴ Notes sténographiques, 5 octobre 2006, p. 92.
²⁴⁵ Notes sténographiques, 5 octobre 2006, p. 95.
²⁴⁶ Notes sténographiques, 5 octobre 2006, p. 96.
²⁴⁷ Notes sténographiques, 5 octobre 2006, p. 97.
²⁴⁸ Notes sténographiques, 5 octobre 2006, p. 99.
²⁴⁹ Notes sténographiques, 5 octobre 2006, p. 111.
²⁵⁰ Notes sténographiques, 5 octobre 2006, p. 114.
²⁵¹ Notes sténographiques, 5 octobre 2006, p. 115.
²⁵² Notes sténographiques, 5 octobre 2006, p. 116.
²⁵³ Notes sténographiques, 5 octobre 2006, p. 117.
²⁵⁴ Notes sténographiques, 5 octobre 2006, p. 120.

expert en évaluation afin d'exprimer une opinion ou, à tout le moins, donner un estimé de la valeur des actions de la Bourse en mars 2005. Monsieur Garcia n'a pas fait la preuve d'un préjudice par le biais de la dilution de ses titres²⁵⁵. Malgré que la Bourse reconnaisse la renommée de Monsieur Garcia dans le monde des affaires et sa contribution à la vie économique et publique depuis longtemps²⁵⁶, celui-ci ne pourrait être qualifié d'expert dans le domaine de l'évaluation d'entreprise.

Le caractère abusif des procédures

La Bourse a rappelé au Tribunal les coûts importants liés à la présente demande²⁵⁷. Elle souligne que le but premier de Monsieur Garcia était de mettre de la pression sur la Bourse pour qu'elle effectue un premier appel public à l'épargne²⁵⁸. Monsieur Garcia ne s'est pas présenté devant le Tribunal avec des demandes précises, ce qui aurait facilité le débat²⁵⁹.

Au niveau de la norme de contrôle, la Bourse est d'avis que le critère à utiliser afin de décider s'il y a lieu le cas échéant de réviser la décision de l'Autorité est celui de la décision raisonnable et que, de toute façon, la décision rendue par l'Autorité était non seulement raisonnable, mais correcte²⁶⁰.

LA PLAIDOIRIE DU PROCUREUR DE L'AUTORITÉ

Le procureur de l'Autorité est d'avis que le Tribunal ne peut accéder à la demande de Monsieur Garcia, à savoir de fixer le prix des actions dans le cadre du régime aux employés. À son avis, le Tribunal pourrait tout au plus casser la décision de l'Autorité et renvoyer le dossier à cette dernière afin qu'elle examine à nouveau les faits ayant amené à la décision du 6 juin 2005²⁶¹. Bien que pertinentes au présent dossier, les décisions prises par l'Autorité dans le cadre des demandes de dispense ne font pas l'objet du présent débat²⁶².

Au niveau de la fixation des prix, l'Autorité rappelle qu'en vertu de la réglementation, elle n'a pas à se prononcer sur la qualité des titres offerts par prospectus²⁶³.

L'Autorité est d'avis que Monsieur Garcia n'a pas démontré, selon le critère de la balance des probabilités, qu'il y avait une erreur dans les chiffres, prévisions ou calculs faits et soumis à l'Autorité par la Bourse²⁶⁴. Elle ne croit pas qu'il appartienne à l'Autorité ou à la Bourse de démontrer que le prix de 13,74 \$ est le seul ou unique prix auquel un expert ou quelqu'un d'autre pouvait déterminer. L'Autorité est d'avis qu'on ne peut la tenir responsable de procéder à une évaluation de tous les émetteurs qui font une demande²⁶⁵.

Le procureur de l'Autorité rappelle que le droit corporatif nous enseigne que la fixation du prix des actions relève du conseil d'administration. Il note également que la nouvelle réglementation en vigueur encadrera de manière beaucoup moins spécifique les régimes aux employés²⁶⁶. En vertu des nouvelles règles, la Bourse n'aura plus à déposer de document d'information ou d'avis auprès de l'Autorité. Depuis septembre 2005, l'Autorité s'en remet totalement au conseil d'administration et aucune exigence n'oblige la Bourse à utiliser une méthode reconnue et de retenir les services d'un vérificateur indépendant²⁶⁷. Le régime ne sera même plus déposé, à titre d'information, auprès de l'Autorité.

²⁵⁵ Notes sténographiques, 5 octobre 2006, p. 124.

²⁵⁶ Notes sténographiques, 5 octobre 2006, p. 126.

²⁵⁷ Notes sténographiques, 5 octobre 2006, p. 130.

²⁵⁸ Notes sténographiques, 5 octobre 2006, p. 131.

²⁵⁹ Notes sténographiques, 5 octobre 2006, p. 135.

²⁶⁰ Notes sténographiques, 5 octobre 2006, pp. 142 et 143.

²⁶¹ Notes sténographiques, 5 octobre 2006, p. 147.

²⁶² Notes sténographiques, 5 octobre 2006, p. 148.

²⁶³ Notes sténographiques, 5 octobre 2006, p. 152; voir également le *Règlement Q-28, Exigences générales relatives aux prospectus*, 2001-08-24, Vol. XXXII, n° 34, BCVMQ.

²⁶⁴ Notes sténographiques, 5 octobre 2006, p. 159.

²⁶⁵ Notes sténographiques, 5 octobre 2006, p. 160.

²⁶⁶ Notes sténographiques, 5 octobre 2006, p. 176.

²⁶⁷ Audience du 25 octobre 2006, 9 h 49.

La norme de contrôle

L'Autorité est d'avis que la norme de contrôle est celle de la décision correcte²⁶⁸. On cite à cet égard avec approbation la décision du Bureau dans le dossier Métivier²⁶⁹. Le procureur de l'Autorité note cependant qu'une décision correcte dans le présent dossier n'implique pas que le prix établi soit exact compte tenu qu'il n'appartient pas à l'Autorité d'évaluer le prix des titres d'une entreprise. Le régulateur n'a pas les outils et le temps pour effectuer de telles évaluations²⁷⁰. L'examen fait par l'Autorité était selon lui, correct.

L'Autorité est d'avis que Monsieur Garcia ne s'est pas déchargé de son fardeau de preuve²⁷¹.

Malgré le fait que le procureur de l'Autorité admette que l'audience devant le Tribunal avait un caractère « *de novo* », il soumet que le Tribunal devrait tout même faire preuve d'une légère déférence ou à tout le moins de prudence face à la décision de l'Autorité²⁷².

LA PLAIDOIRIE DE MONSIEUR GARCIA

Monsieur Garcia a clairement souligné au début de sa plaidoirie qu'il entendait démontrer que la décision de l'Autorité de ne pas modifier le prix de 13,74 \$ dans le cadre du régime aux employés était erronée²⁷³. Il conteste les hypothèses de croissance des revenus et des dépenses utilisées par la Bourse pour la période 2006 à 2011. Il entend proposer des escomptes découlant de la fin de l'exclusivité en 2009 et pour les litiges de l'ordre d'environ 40,5 millions. Le demandeur conteste également le fait que la Bourse n'a pas validé le prix obtenu en vertu de la méthode de l'actualisation des flux monétaires en procédant à une nouvelle évaluation de la valeur de ses opérations de Montréal à l'aide d'une autre méthode²⁷⁴.

Monsieur Garcia note que la Bourse a connu une croissance des revenus de l'ordre de 27 % au cours de la période de 2002 à 2004, ce qui démontre bien la capacité du modèle d'affaire de l'organisme montréalais²⁷⁵. Il rappelle que l'étude de McKinsey soulignait que le marché des options sur équité au Canada était huit fois moins important dans ce pays, par rapport à l'échantillonnage des douze pays ayant des bourses développées. Un rattrapage est donc, à son avis, inévitable et note les initiatives de la Bourse en ce sens²⁷⁶.

Les prévisions de croissance des revenus faites par la direction de la Bourse sont, à son avis, non crédibles et non appropriées. Il invoque notamment les faits suivants :

- Le rapport annuel de la Bourse pour l'année 2004 qui fait état d'une croissance annuelle moyenne de 15,5 %.
- La déclaration du président de la Bourse de Toronto à l'effet que « *Derivatives are the highest growth sector in global financial markets* »²⁷⁷.
- Le témoin Drolet a reconnu avoir utilisé les prévisions de revenus de la direction de la Bourse.
- Le témoin expert de la Bourse, Monsieur Labrèche a admis qu'il n'a pas examiné les prévisions de revenus de la Bourse.
- Le témoin Laflamme, qui est la personne responsable d'établir les prévisions de revenus, a elle-même acheté des actions au prix qu'elle avait déterminé, à savoir 13,74 \$.

Monsieur Garcia en vient à la conclusion, après avoir effectué une analyse, que le taux de croissance des revenus pour établir la valeur des opérations de Montréal devrait être de 17 %²⁷⁸. Il reconnaît que la

²⁶⁸ Audience du 25 octobre 2006, 10 h 00-42.

²⁶⁹ *Georges Métivier c. Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières*, 4 mars 2005, vol. 2, n° 9, BAMF – Section Information générale, 76 pages.

²⁷⁰ Audience du 25 octobre 2006, 10 h 12.

²⁷¹ Audience du 25 octobre 2006, 10 h 14.

²⁷² Audience du 25 octobre 2006, 10 h 17.

²⁷³ Claude Garcia, Plaidoyer, 25 octobre 2006, p. 1.

²⁷⁴ Claude Garcia, Plaidoyer, 25 octobre 2006, p. 2.

²⁷⁵ Claude Garcia, Plaidoyer, 25 octobre 2006, p. 3.

²⁷⁶ Claude Garcia, Plaidoyer, 25 octobre 2006, p. 4.

²⁷⁷ Claude Garcia, Plaidoyer, 25 octobre 2006, p. 4.

²⁷⁸ Claude Garcia, Plaidoyer, 25 octobre 2006, p. 5.

croissance des revenus informatiques a été très importante au cours des années 2002 à 2004, mais il est d'avis que son hypothèse d'un taux de croissance de 17 % reflète une telle réalité²⁷⁹.

Il s'agit à son avis d'un taux réaliste et non optimiste. Il souligne à cet égard que le témoin expert de la Bourse a admis ne pas connaître les grands utilisateurs des produits dérivés et que son opinion concernant la croissance des revenus découle uniquement de ses discussions avec Madame Laflamme. Monsieur Garcia réduit le taux de croissance après mars 2009, afin de tenir compte de la possibilité d'une perte d'exclusivité sur les produits dérivés en 2009. Voici ces hypothèses :

1. « Volume quotidien moyen de 100 000 contrats en 2005.
2. Croissance annuelle moyenne des revenus de 17 % de 2006 à 2008.
3. Croissance des revenus de 15 % en 2009, de 13 % en 2010 et de 10 % en 2011.
4. Croissance annuelle moyenne des revenus de 3 % à compter de 2012.
5. Croissance annuelle des dépenses à un rythme égal à 60 % de la croissance des revenus de 2006 à 2011 et de 2 % par la suite. »²⁸⁰

En tenant compte de ces hypothèses, Monsieur Garcia évalue la valeur des actions de la Bourse à 26,14 \$, en excluant BOX.

Au niveau des poursuites, le demandeur réitère que la Bourse pourra faire un appel public à l'épargne ou émettre de la dette subordonnée et ce, dans le pire des scénarios. Tout au plus, il évalue la probabilité que la Bourse perde ces causes entièrement en deçà de 10 %. La valeur de l'action de la Bourse pour les activités de Montréal serait ainsi réduite de 0,45 \$ par action. Le prix de l'action de la Bourse pour les opérations de Montréal s'établirait donc à 26,14 \$²⁸¹.

Monsieur Garcia accepte le taux d'actualisation de la Bourse à savoir 15,4 %. En réponse aux nouveaux risques invoqués, le demandeur est d'avis que toutes les entreprises sont sujettes à des risques similaires. La Bourse, comme toute autre entreprise, est sujette à des risques de marché et de concurrence, à des risques informatiques et au risque de perdre des clients importants²⁸².

Monsieur Garcia a par la suite évalué la valeur de la Bourse selon la méthode de ratio cours-bénéfice. Un exercice de validation essentiel, car les auteurs recommandent d'utiliser plus d'une méthode. En prenant assise sur la pièce D-1, le demandeur note tout d'abord que l'échantillon des bourses sur le plan international se négociait à un ratio cours-bénéfice variant entre 16 et 30,2 pour une moyenne de 23²⁸³.

Monsieur Garcia est d'avis que l'on devrait dans le présent dossier utiliser un multiple de 32, compte tenu du rythme de croissance beaucoup plus élevé de la Bourse de Montréal. Le bénéfice par action pour le trimestre se terminant le 31 mars 2005 étant de 0,90 \$, le prix de l'action en vertu de cette méthode s'établirait à 28,80 \$. Le demandeur réduit cependant ce multiple à 28,8 afin de tenir compte de la faible capitalisation de la Bourse. Le prix des actions pour les opérations de Montréal selon le ratio cours-bénéfice est donc, selon Monsieur Garcia, de 25,92 \$²⁸⁴. Le demandeur note que son ratio est largement inférieur au ratio de 38,7 que l'on retrouve à la pièce B-16 de la Bourse.

Au niveau de la valeur de BOX, le demandeur accepte la valeur 5,06 \$ retenue par la Bourse. Cette valeur découle d'une opération effectuée sur les titres de BOX en janvier 2005. Il conteste cependant la prétention du témoin Labrèche à l'effet que cette valeur pourrait être surévaluée compte tenu du rôle important de la Bourse dans BOX²⁸⁵. Il est également d'avis que l'on ne doit pas retrancher un escompte de liquidité pour BOX compte tenu du fait que le prix de 5,06 \$ reflète évidemment ce manque de liquidité²⁸⁶.

Voici la conclusion de Monsieur Garcia concernant le prix :

²⁷⁹ . Claude Garcia, Plaidoyer, 25 octobre 2006, p. 8.
²⁸⁰ . Claude Garcia, Plaidoyer, 25 octobre 2006, p. 8.
²⁸¹ . Claude Garcia, Plaidoyer, 25 octobre 2006, p. 10.
²⁸² . Claude Garcia, Plaidoyer, 25 octobre 2006, p. 11.
²⁸³ . Claude Garcia, Plaidoyer, 25 octobre 2006, p. 12.
²⁸⁴ . Claude Garcia, Plaidoyer, 25 octobre 2006, p. 13.
²⁸⁵ . Claude Garcia, Plaidoyer, 25 octobre 2006, p. 14.
²⁸⁶ . Claude Garcia, Plaidoyer, 25 octobre 2006, p. 15.

« J'ai estimé la valeur de l'action à 26,69 \$ selon la méthode de l'actualisation des flux monétaires et à 25,92 \$ selon la méthode du ratio cours-bénéfice. Je propose d'utiliser une valeur de 25,80 \$. Il faut maintenant appliquer un escompte de liquidité de 30 %. Après escompte, la valeur des opérations de Montréal devient 18,06 \$. À ce chiffre de 18,06 \$, il faut ajouter un montant de 5,06 \$ pour la valeur de la participation de la Bourse dans BOX. On arrive donc à une valeur de 23,12 \$. »²⁸⁷

Monsieur Garcia est d'avis qu'afin de déterminer le prix de l'action de la Bourse, il est difficile de se fier aux opérations entre employés, compte tenu que la seule opération récente porte sur un nombre infime d'actions²⁸⁸.

L'autre opération effectuée le 31 mars 2005 avec un courtier est également problématique, compte tenu que le vendeur n'avait pas acquis volontairement les titres mais qu'il les avait reçus dans le cadre de la démutualisation. Le « *dutch auction* » de juin 2005 doit également être analysé avec circonspection, compte tenu du faible bassin des acheteurs²⁸⁹ et du fait que le prix de 13,74 \$ était désormais connu des porteurs.

Monsieur Garcia conteste le travail effectué par le témoin expert Labrèche dans le présent dossier. Il souligne notamment les points suivants :

- Aucune analyse de l'industrie des produits dérivés et de la dynamique du marché.
- Aucune évaluation des hypothèses utilisées par la direction de la Bourse dans le cadre de la détermination de la valeur des actions.
- Aucune évaluation additionnelle par une autre méthode.
- Discussion de trois hypothèses seulement lors de son témoignage.
- Aucune évaluation de l'impact financier découlant de ces trois hypothèses.
- Analyse superficielle de la poursuite²⁹⁰.

Monsieur Garcia est d'avis que le président de la Bourse a amplifié l'urgence de développer une nouvelle plate-forme informatique²⁹¹.

À titre d'organisme d'autoréglementation exerçant des pouvoirs délégués en vertu de la *Loi sur les valeurs mobilières*²⁹², la Bourse aurait dû, selon Monsieur Garcia faire preuve de plus de transparence dans ses communications avec ses actionnaires²⁹³.

Au niveau de l'intérêt requis dans le présent dossier, Monsieur Garcia invoque la dilution qu'il subira si le Tribunal ne modifie pas le prix de 13,74 \$²⁹⁴. En réponse à la plaidoirie de la Bourse à l'effet que les administrateurs ont accepté un tel prix dans le cadre du rachat effectué en vertu du régime d'unités d'actions différées, Monsieur Garcia rappelle que les administrateurs ont pu bénéficier d'un placement privé en juin 2005 leur permettant de souscrire pour un maximum de 10 000 actions chacun, toujours au prix unitaire de 13,74 \$.

Monsieur Garcia conclut que le Tribunal devrait fixer le prix des actions à 23,12 \$ dans le cadre de la décision de la Bourse du 8 mars 2005²⁹⁵. Pour l'avenir, il propose que dans le cadre d'un régime aux employés, la Bourse se procure les titres sur le marché ou dans le cadre d'un « *dutch auction* » et ce, dans un souci de transparence, de réduction du fardeau réglementaire et afin d'éviter la dilution de la valeur des titres des porteurs existants²⁹⁶.

²⁸⁷ Claude Garcia, Plaidoyer, 25 octobre 2006, p. 15.

²⁸⁸ Claude Garcia, Plaidoyer, 25 octobre 2006, p. 16.

²⁸⁹ Claude Garcia, Plaidoyer, 25 octobre 2006, p. 17.

²⁹⁰ Claude Garcia, Plaidoyer, 25 octobre 2006, p. 19.

²⁹¹ Claude Garcia, Plaidoyer, 25 octobre 2006, p. 20.

²⁹² Précitée, note 2.

²⁹³ Claude Garcia, Plaidoyer, 25 octobre 2006, p. 21.

²⁹⁴ Claude Garcia, Plaidoyer, 25 octobre 2006, p. 22.

²⁹⁵ Claude Garcia, Plaidoyer, 25 octobre 2006, p. 27.

²⁹⁶ Claude Garcia, Plaidoyer, 25 octobre 2006, p. 27.

L'ANALYSE DU TRIBUNAL

LA NORME DE CONTRÔLE APPLICABLE

Avant de procéder à l'analyse des faits, le Tribunal a l'obligation d'établir la norme de contrôle. Le procureur de l'Autorité est d'avis que la norme de contrôle applicable dans le cadre d'une révision d'une décision de l'Autorité est la norme de la décision correcte telle qu'élaborée dans la décision Métivier²⁹⁷. Je vais donc reprendre en faisant les adaptations nécessaires, liées au présent dossier, les motifs que j'avais rédigés dans le dossier Métivier concernant la norme de contrôle applicable.

Il est important de rappeler que le législateur a confié au Bureau l'ensemble des pouvoirs de nature juridictionnelle ainsi que le pouvoir de révision qui appartenait auparavant à la Commission des valeurs mobilières du Québec. Hormis l'exception prévue à l'article 93 *in fine* de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*²⁹⁸, je suis d'avis que le législateur a tout simplement voulu scinder le volet « tribunal spécialisé » des autres attributs administratifs, d'enquête et de poursuivant autrefois regroupés au sein de la Commission.

Une telle modification structurelle, qui n'est pas unique au niveau international²⁹⁹, n'avait pas pour but de priver les intervenants des moyens dont ils disposaient et du droit de présenter leur cause devant un tribunal spécialisé. Toute exception limitant la protection du justiciable devrait s'interpréter restrictivement. Compte tenu de cette scission entre le volet tribunal et les autres volets de l'Autorité, je suis d'avis qu'il faut appliquer à l'Autorité les mêmes critères jurisprudentiels que ceux applicables à une personne exerçant des pouvoirs délégués. Bien que non unique au plan international, l'application de tels critères est rendue nécessaire compte tenu du caractère unique de la réforme québécoise au sein des organismes canadiens.

La doctrine a adhéré au principe que la norme de contrôle en révision judiciaire ou en évocation est complètement différente de celle prévue en révision par un tribunal spécialisé. La révision par le Bureau se veut un moyen pratique et efficace pour permettre de corriger des erreurs et d'appliquer de manière cohérente la législation en valeurs mobilières. Le professeur Yves Ouellette³⁰⁰ souligne ainsi l'importance d'appliquer largement ce pouvoir de révision :

« Lorsqu'un texte de loi est clair et que l'intention du législateur ressort à sa simple lecture, il faut lui donner tout son sens et un organisme a tort de limiter sa propre compétence en réécrivant la loi pour y insérer des distinctions ou des limites que le législateur n'a pas jugé bon d'imposer. En particulier, il faut que les tribunaux administratifs et leurs partenaires comprennent que la révision pour cause permet un contrôle plus large que la révision judiciaire et que ces deux mécanismes obéissent à des règles tout à fait différentes. »³⁰¹

La plupart des commissions de valeurs mobilières au Canada ont appliqué largement leur compétence en matière de révision. Celles-ci se sentiront normalement libres de substituer leur décision à celle prononcée par un organisme d'autoréglementation ou par une personne exerçant un pouvoir délégué. Une audience en révision aura souvent un caractère *de novo* et il sera ainsi possible de présenter une preuve nouvelle. La décision de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario dans le dossier *Bouliéris*³⁰² résume ainsi la situation :

« [27] In *Hretchka v. British Columbia (Attorney General)*, [1972] S.C.R. 119, (...) The Supreme Court of Canada refused to grant leave to appeal in this finding and quoted, with approval, part of the Court of Appeal judgment which pointed out that section 30 of the BCSA, in providing for a review as well as a hearing, and in permitting the BCSC to make such "other direction, decision, order or ruling as the Commission deems proper," went "far

²⁹⁷ *Georges Métivier c. Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières*, précitée, note 269.

²⁹⁸ Précitée, note 7.

²⁹⁹ On peut souligner le Financial Services Tribunal au Royaume Uni, la Commission des sanctions de l'Autorité des marchés financiers de France, le Securities and Futures Appeal Tribunal de Hong Kong, l'Administrative Appeals Tribunal de l'Australie, le mécanisme des juges administratifs à la Securities and Exchange Commission des États-Unis. Au niveau canadien, une proposition ontarienne en ce sens a été faite par l'Honorable Coulter A. Osborne et le professeur David J. Mullan, dans, *Report of the Fairness Committee to the Ontario Securities Commission*, 5 mars 2004.

³⁰⁰ Yves OUELLETTE, *Les tribunaux administratifs au Canada – Procédure et Preuve*, Montréal, Les Éditions Thémis, 1997, 755 pages, 505-506.

³⁰¹ *Ibid.*

³⁰² *Staff of the Investment Dealers Association of Canada and Dimitrios Bouliéris*, (2004) 27 O.S.C.B. 1597.

beyond appellate jurisdiction in the strict sense of deciding whether a lower decision be right or wrong.”

[28] (...)

[29] The Commission may “confirm the decision under review or make such other decision as the Commission considers proper.” The Commission is, therefore, free to substitute its judgment for that of the District Council. The hearing and review is treated much like a trial de novo where the panel may admit new evidence as well as review the earlier proceedings and the applicant does have the onus of showing that the District Council was in error in making the decision that is the subject of the application. See *Security Trading Inc. and the Toronto Stock Exchange* (1994), 17 OSCB 6097 at 6105 and *Re Security Trading Inc.*, [1995] T.S.E.D.D. No.2; *Picard and Fleming – Brokers, November* (1953), OSCB 14; *BioCapital Biotechnology and Healthcare Fund and BioCapital Mutual Fund Management Inc.* (2001), 24 OSCB 2659 at 2662.

[30] In this regard, a hearing and review may be considered broader in scope than an appeal, which is usually limited to determining whether there has been an error in law or a rule of natural justice has been contravened. See *Re C. Cole & Co Ltd., Coles Books Stores Ltd. and Cole’s Sporting Goods Ltd.*, [1965] 1 O.R. 331; affirmed [1965] 2 O.R. 243 (C.A.).

[31] However, in practice the Commission takes a restrained approach. The Commission will interfere with a decision of a self-regulatory organization (SRO) if any of the following grounds are present:

1. the SRO has proceeded on an incorrect principle;
2. the SRO has erred in law;
3. the SRO has overlooked some material evidence;
4. new and compelling evidence is presented to the Commission that was not presented to the SRO; or
5. the SRO’s perception of the public interest conflicts with that of the Commission’s.

See *Re Canada Malting* (1986), 9 OSCB 3565 at 3587 and *Security Trading Inc.*, and the *Toronto Stock Exchange* (1994), 17 OSCB 6097 at 6105. »³⁰³

Je suis d’accord avec la position de la commission ontarienne à l’effet que le pouvoir de révision doit être interprété de manière libérale.

Dans certaines circonstances la norme de contrôle de révision pourra être celle de la décision correcte. Une telle norme est par ailleurs conforme à la volonté du législateur d’avoir voulu préserver, sous la nouvelle structure réglementaire adoptée par la *Loi sur l’Autorité des marchés financiers*³⁰⁴, les droits des intervenants dans le secteur des valeurs mobilières.

Toutefois, dans d’autres circonstances, la révision pourra se faire même sur une base plus large. Ce sera notamment le cas dans le cadre d’une audience *de novo* ou lorsque le Bureau aura entendu une nouvelle preuve ainsi que lorsque l’Autorité :

- n’a pas respecté les principes de justice naturelle ou de l’équité procédurale ;
- a erré en fait ou en droit ;
- a appliqué des principes inadéquats ; ou
- n’a pas tenu compte de l’ensemble de la preuve.

Dans ces situations le Bureau prononcera la mesure qu’il estime appropriée en fonction des faits et du droit applicable.

³⁰³ . *Id.*

³⁰⁴ . Précitée, note 7.

Le pouvoir de révision prévu à l'article 322 de la *Loi sur les valeurs mobilières*³⁰⁵, à l'exception de l'article 93 *in fine* de la *Loi sur l'Autorité*, ne comporte aucune restriction quant au pouvoir du Bureau de réviser une décision de l'Autorité ou d'un organisme d'autoréglementation. Il est à mon avis souhaitable d'interpréter, dans le respect des textes législatifs, une disposition dans le secteur des valeurs mobilières comme voulant s'intégrer au cadre réglementaire national et international. Le pouvoir de révision du Bureau doit être suffisamment large pour lui permettre de réaliser sa délicate mission. Le niveau de protection offert aux différents intervenants a un impact majeur sur la crédibilité et l'attrait des marchés financiers québécois.

Cette approche s'impose pour différents motifs. Tout d'abord, les membres du Bureau ont une solide expertise dans le domaine financier. Le législateur a ainsi voulu préserver l'expertise acquise dans ce domaine hautement spécialisé. Il est utile de rappeler à cet égard que la Cour suprême du Canada a reconnu dans les arrêts *Ryan*³⁰⁶ et *Pezim*³⁰⁷ le caractère hautement spécialisé de l'encadrement du secteur des valeurs mobilières.

La préservation d'une telle expertise est extrêmement importante au plan économique. Un encadrement adéquat favorise l'intégrité et l'efficacité des marchés financiers. Ces deux caractéristiques favorisent une meilleure allocation des ressources, diminuent le coût de capital pour l'ensemble des entreprises et permettent au Québec de s'arrimer aux grands principes internationaux.

À titre de partie prenante de l'Organisation internationale des commissions de valeurs mobilières (OICV), le Québec s'est engagé à se doter d'un régulateur, scindé ici en l'Autorité des marchés financiers et le Bureau, ayant les caractéristiques suivantes, à savoir :

- 1) l'indépendance au plan opérationnel;
- 2) l'imputabilité; et
- 3) la détention des pouvoirs, des ressources et la capacité de remplir efficacement ses fonctions et d'exercer ses pouvoirs³⁰⁸.

Le Bureau est indépendant et évidemment imputable devant les tribunaux supérieurs. Il doit par ailleurs être doté de pouvoirs et avoir la latitude d'exercer efficacement son rôle.

La norme de contrôle décrite ci-dessus s'inscrit bien dans la latitude et les pouvoirs octroyés aux autres régulateurs à l'échelle internationale. Compte tenu de l'importance des marchés financiers pour les entreprises et l'ensemble des citoyens, le législateur québécois a mis en place un tribunal indépendant et spécialisé doté de larges pouvoirs afin de préserver l'intégrité des marchés québécois.

L'analyse pragmatique et fonctionnelle décrite dans l'arrêt *Pushpanathan c. Canada (Ministre de la citoyenneté et de l'immigration)*³⁰⁹ et reprise récemment dans les arrêts *Ryan*³¹⁰, *Dr Q*³¹¹ et *Pigeon*³¹² de la Cour d'appel du Québec, convient, à mon avis, parfaitement bien à une révision judiciaire effectuée par un tribunal supérieur à l'encontre d'un tribunal spécialisé. L'application du critère de la décision raisonnable *simpliciter* priverait le tribunal spécialisé qu'est le Bureau des pouvoirs lui permettant d'encadrer efficacement les décisions prises par l'Autorité et les organismes d'autoréglementation. Dans l'arrêt *Southam*³¹³, la Cour suprême décrit ainsi la norme de la décision raisonnable *simpliciter* :

« Est déraisonnable la décision qui, dans l'ensemble, n'est pas étayée par aucun motif capable de résister à un examen assez poussé. En conséquence, la cour qui contrôle une

305. Précitée, note 2. Il est utile de mentionner l'article 323.5 de la *Loi sur les valeurs mobilières* concernant la discrétion conférée en fonction de l'intérêt public : « 323.5, Sous réserve du troisième alinéa de l'article 85 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, le Bureau exerce la discrétion qui lui est conférée en fonction de l'intérêt public. »

306. *Barreau du Nouveau-Brunswick c. Ryan* [2003] 1 R.C.S. 247, à la page 4.

307. *Pezim c. Colombie-Britannique (Superintendent of Brokers)*, [1994] 2 R.C.S. 557.

308. Organisation internationale des commissions de valeurs, *Objectives and Principles of Securities Regulation*, mai 2003, (voir le principe 6 concernant le régulateur).

309. 1998] 1 R.C.S. 226.

310. Précitée, note 306.

311. *Dr Q c. College of Physicians and Surgeons of British Columbia*, [2003] 1 R.C.S. 226.

312. *Pigeon c. Daignault* [2003] R.J.Q. 1090.

313. *Canada (Directeur des enquêtes et recherches) c. Southam Inc.*, [1997] 1 R.C.S. 748.

conclusion en regard de la décision raisonnable doit se demander s'il existe quelque motif étayant cette conclusion. »³¹⁴

Un tel critère est à mon avis beaucoup trop restrictif pour encadrer efficacement les marchés financiers. Face à l'étendue du mandat confié par le législateur au Tribunal par les articles 93 et 94 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*³¹⁵ l'application d'un tel critère pourrait comporter des risques systémiques importants pour la stabilité des marchés financiers québécois. Je songe notamment aux décisions prises par l'Autorité à l'égard des décisions rendues dans le cadre d'une offre publique d'achat lancée dans plusieurs juridictions, une décision concernant les règles de capital des courtiers ou enfin des décisions rendues pouvant avoir un impact au niveau de l'accès ou la structure de nos marchés.

Une norme de contrôle en fonction de l'existence ou de l'absence de quelque motif étayant une conclusion ne tiendrait pas compte de l'importance du pouvoir de révision du tribunal face à ces grandes décisions. La création du Bureau avait justement pour but de créer un tribunal spécialisé et indépendant, apte à encadrer efficacement les marchés, en tenant compte des impératifs de stabilité, de transparence et d'efficience dans un marché de plus en plus global et en constante mutation.

Compte tenu du caractère « *de novo* » de la présente affaire, le Bureau doit maintenant et à la lumière de la nouvelle preuve entendue déterminer le sort de la demande de M. Garcia.

La décision de l'autorité

Il est important de rappeler que le recours du demandeur ne vise que la décision de l'Autorité du 6 juin 2005³¹⁶. Bien qu'intimement liées les décisions de la Bourse concernant le régime d'actionariat destiné aux employés et les dispenses accordées par le personnel de l'Autorité ne sont pas directement en cause. Les éléments factuels ainsi que ces dernières décisions sont tout de même importants afin de déterminer si la décision de l'Autorité était appropriée.

LE RÉGIME D'ACTIONNARIAT AUX EMPLOYÉS – LE RÔLE DE LA BOURSE

Il est important de rappeler que le régime d'actionariat destiné aux employés est entré en vigueur le 27 mars 2001. À cette époque, la Commission des valeurs mobilières du Québec avait à mon avis exigé que le prix d'offre soit fixé en fonction d'une méthode reconnue. La Bourse a adopté la méthode des flux monétaires actualisés. Est-ce que cette méthode est raisonnable?

LA MÉTHODE DES FLUX MONÉTAIRES

Il est utile de rappeler que le rapport de la firme KPMG a indiqué dans quelles circonstances la méthode fondée sur les bénéfices doit être utilisée :

« Cette méthode doit être utilisée lorsque l'entreprise qui fait l'objet de l'évaluation obtient un rendement raisonnable sur son capital investi et que l'acheteur hypothétique souhaite acquérir les bénéfices futurs indiqués de l'entreprise. La valeur du bénéfice d'une entreprise en exploitation est fondée sur le taux de rendement que l'investisseur recherche pour son placement, en ce qui concerne un certain nombre de facteurs tels que le taux de rendement d'autres investissements, le niveau de risque et la liquidité du placement. Cette méthode suppose la poursuite des activités de l'entreprise et se fonde sur la volonté qu'a l'acheteur d'acquérir et de faire croître la capacité de gain ou le bénéfice futur de l'entreprise.

La capacité de gain d'une entreprise dans un contexte de continuité est habituellement supérieure à la valeur de ses éléments d'actif considérés individuellement. Cela s'explique du fait que la valeur des éléments d'actif n'est souvent réalisée qu'au moment de la liquidation de l'entreprise et que le processus de liquidation peut réduire considérablement la valeur de ces éléments d'actif.

En général, il existe trois techniques reposant sur la notion de bénéfices pour déterminer la valeur de l'entreprise : le bénéfice capitalisé, le flux monétaire capitalisé et le flux monétaire actualisé. »³¹⁷

³¹⁴ Id. 748, par. 56. La description de cette norme a été reprise dans l'arrêt *Ryan* précité, note 306, à la page 268.

³¹⁵ Précitée, note 7.

³¹⁶ *Bourse de Montréal Inc.*, précitée, note 1.

³¹⁷ KPMG, *Bourse de Montréal - Rapport d'évaluation*, 23 octobre 2000, pièce B-14, page 8.

On constate donc à la lecture de cette définition, qu'une telle méthode est utilisée sur la base de l'hypothèse de la continuité d'exploitation (*going concern*) par opposition à une évaluation basée sur la liquidation. La valeur d'une entreprise, dans l'hypothèse où elle aura la capacité de réaliser des gains sur une base de continuité, sera normalement plus grande que la valeur d'une entreprise en processus de liquidation. Cette méthode utilise soit les bénéfices capitalisés, les flux monétaires capitalisés ou bien les flux monétaires actualisés. L'utilisation des flux monétaires permet de tenir compte des éléments hors caisse. Le choix de l'actualisation pour les bénéfices ou les flux au lieu de la capitalisation permet une meilleure flexibilité au niveau du taux d'actualisation et de la croissance projetée.

Je suis d'avis que la Bourse a eu raison d'utiliser la méthode des flux monétaires actualisés dans le présent dossier, compte tenu du fait qu'il était possible d'établir des prévisions de revenus et de dépenses sur un horizon de quelques années. Voici les commentaires des auteurs Campbell et Johnson concernant l'importance de cette méthode :

« The Discounted Cash Flow ('DCF') Valuation Methodology arguably is the most theoretically sound of the valuation methodologies currently utilized. In recent years it has become a preferred valuation methodology. This is because it forces detailed analysis of key forecast and valuation variables and hence facilitates an understanding of important external and internal business drivers, revenue and expense behavior, and business risks. Accordingly, where meaningful financial projections are available, the DCF methodology generally should be adopted, either by itself or in conjunction with other valuation methodologies. »³¹⁸

La force de la méthode d'actualisation des flux monétaires réside dans le fait qu'elle nous oblige à analyser en profondeur les prévisions et les hypothèses relatives à l'évaluation et ce, dans une perspective de bien comprendre la dynamique de l'entreprise au niveau notamment des revenus, des dépenses et des risques. Voici un résumé sommaire de l'auteur Damodaran³¹⁹ concernant les composantes de cette méthode :

« STRUCTURE OF DISCOUNTED CASH FLOW VALUATION »

To value an asset, we have to forecast the expected cash flows over its life. This can become a problem when valuing a publicly traded firm, which at least in theory can have a perpetual life. In discounted cash flow (DCF) models, we usually resolve this problem by estimating cash flows for a period (usually specified to be an extraordinary growth period) and a terminal value at the end of the period. While we will look at alternative approaches, the most consistent way of estimating terminal value in a discounted cash flow model is to assume that cash flows will grow at a stable growth rate that can be sustained forever after the terminal year. In general terms, the value of a firm that expects to sustain extraordinary growth for n years can be written as:

$$\text{Value of a firm} = \sum_{t=1}^{t=n} \frac{\text{Expected cash flow } t}{(1+r)^t} + \frac{\text{Terminal value } n}{(1+r)^n} »$$

Le prix obtenu découle donc de l'addition de la valeur actualisée des flux monétaires sur un horizon temporel déterminé ainsi que l'actualisation de sa valeur terminale. On assume un taux de croissance constant pour établir la valeur terminale. Le « r » sera le taux d'actualisation qui comportera des éléments liés aux risques à savoir le taux sans risque, la prime de risque d'équité, la prime de risque pour petites capitalisations et les facteurs de risques spécifiques liés à la société. Les auteurs Stowe, Robinson, Pinto et M^oLeavey décrivent ainsi ce que reflète le taux d'actualisation :

« In choosing a discount rate, we want it to reflect both the time value of money and the riskiness of the stock. The risk-free rate represents the time value of money. A risk premium represents compensation for risk, measured relative to the risk-free rate. The risk premium is an expected return in excess of the risk-free rate that is related to risk. When we decide

³¹⁸ . Ian CAMPBELL et Howard E. JOHNSON, *The valuation of Business Interests*, Toronto, Canadian Institute of Chartered Accountants, 2001, p. 175.

³¹⁹ . Aswath DAMODORAN, *Damodaran on Valuation-Security Analysis for Investment and Corporate Finance*. 2^eéd., New York, Wiley-Finance, 2006, p. 117.

on a discount rate that reflects both the time value of money and an asset's risk, as we perceive it, we have determined our required rate of return. A required rate of return is the minimum rate of return required by an investor to invest in an asset, given the asset's riskiness. Sometimes we refer to the required rate of return for an asset. This is required rate of return on an asset that we infer using market data, which should represent a type of consensus perspective on the asset's risk. Generally, we use such required rates of return in DCF valuation. »³²⁰

La méthode des flux monétaires actualisés nous donnera une valeur pour la firme. Cette valeur pourra être divisée par le nombre d'actions pour nous donner le prix par action. On doit se poser la question à savoir si cette valeur représente un intérêt majoritaire ou minoritaire. L'auteur Pratt souligne ainsi cette problématique :

« Whether the income approach utilized is the discounted cash flow or capitalization of cash flow or earnings, the income approach can produce either a control value or a minority value. Therefore, it is necessary to understand the assumptions used in the income approach implementation to determine whether a minority discount or a control premium is warranted.

Most analysts agree that the extent to which the income approach produces a control or minority value lies primarily in the level of the cash flows or earnings being discounted or capitalized. If the projected cash flows were those that a control owner would expect to receive, a control premium already would be reflected. However, if the projected cash flows used do *not* reflect a control owner's expectation, then a control premium may be warranted.

Some analysts believe that the income approach always produces a publicly traded minority basis of value because both the Capital Asset Pricing Model (CAPM) and the buildup model develop discount and capitalization rates from minority interest transaction data in the public markets. »³²¹

Lors de l'audience, nous avons également eu à nous interroger sur la problématique des escomptes. Il est intéressant de se rappeler que les escomptes peuvent être au niveau de l'entreprise ou au niveau du porteur. Les escomptes liés aux petites capitalisations ou à des poursuites sont au niveau de l'entreprise. Il y a également des escomptes qui sont normalement liés directement aux porteurs comme les escomptes liés au contrôle ou à la liquidité. L'auteur Hitchner résume bien la problématique des escomptes :

« VALUATION DISCOUNTS AND PREMIUMS

Two of the fundamental tools used by valuation analysts are discounts, which reduce the value of interests in closely held businesses, and premiums, which increase the value of those interests. The courts have recognized the validity of discounts and premiums at the conceptual level for many years. Tax cases have generally shown an evolving sophistication on the parts of both the courts and the valuation experts as regards the determination and application of discounts and premiums. The usefulness of some established studies for determining discounts and premiums has been questioned in recent years, both in journal articles and in court decisions. Analysts will best use available data by remembering that discounts and premiums derive from valuation fundamentals such as timing, risk, and growth of cash flows of businesses and of specific ownership interests. They are really shorthand ways of talking about frequently recurring valuation relationships.

The most common valuation discounts and premiums arise from the basic concepts of control and marketability. A minority shareholder, whether in a publicly held or a privately held company, is often a passive investor with little or no input into how the company is run. In addition, a minority shareholder in a privately held company faces difficulty in finding ready buyers for his or her shares.

(...)

³²⁰ . John D. STOWE, Thomas R. ROBINSON, Jerald E. PINTO, & Dennis W. M^oLeavey, *Equity Asset Valuation*, Hoboken NJ, John Wiley and Sons, Inc., 2007, 47-48.

³²¹ . Shannon P. PRATT, Précité, note 70, p. 30.

SHAREHOLDER-LEVEL DISCOUNTS

Other factors, such as the numbers of shareholders, the existence of a shareholders' agreement, and the like, would not, at least at this point in the valuation process, affect the value conclusion. This is because the number of shareholders or the existence of a shareholders' agreement are *shareholder-* or *security-specific* factors or attributes rather than *company-specific* factors. Although there may be isolated exceptions, strategic premiums, control premiums and discounts for either lack of control or lack of marketability account for a measure the degree of these shareholder- or security-specific factors. These discounts and premiums pertain to specific ownership interests. »³²²

Nous sommes d'accord avec la prétention du témoin Drolet à l'effet que l'escompte sera normalement déduit de la juste valeur marchande³²³. Afin d'évaluer la valeur marchande d'une participation minoritaire, on procède normalement par étape. Tout d'abord, on évalue la valeur marchande de toute l'entité pour ensuite retrancher des escomptes liés à la liquidité et aux intérêts minoritaires afin d'établir la valeur de la participation minoritaire³²⁴. Dans le présent dossier, la juste valeur marchande de l'entité serait l'actualisation des flux monétaires. Afin d'obtenir la juste valeur marchande du régime de participation aux employés, il faudrait retrancher de cette juste valeur marchande les escomptes requis.

Le Bureau est d'avis qu'un escompte de liquidité de 30 % dans le présent dossier était justifié. Nous partageons l'avis de l'expert Labrèche sur cette question³²⁵.

LES HYPOTHÈSES ET LES PRÉVISIONS

La force d'une telle méthode dépend évidemment de la valeur des prévisions qui sont retenues. On devrait à cet égard regarder qui a fait l'évaluation, l'horizon temporel retenu, les hypothèses et les grandes tendances économiques. Voici les commentaires des auteurs Campbell et Johnson à cet égard :

« ANALYZING FORECASTS

An objective and detailed assessment of forecasted income statements, cash flow statements and balance sheets is important. These forecasts are fundamental to the DCF methodology. When analyzing a long range forecast, consideration should be given to the following :

- who prepared the forecast and for what purpose;
- the time period of the forecast;
- the key variables and underlying economic drivers;
- underlying assumptions and internal consistency; and
- whether inflation has been built into the forecast. »³²⁶

Il est important de rappeler le fait que Monsieur Garcia a admis qu'il n'avait pas de difficulté avec la méthode utilisée, à savoir l'actualisation des flux futurs. Sa principale récrimination porte sur le fait que les intervenants dans le présent dossier ne se sont pas prononcés sur les revenus et les prévisions de revenus mais qu'ils s'en sont remis à la Bourse et indirectement à Madame Laflamme³²⁷.

Dans le présent dossier, je suis d'avis que Monsieur Garcia a eu raison de s'interroger à l'égard des hypothèses de croissance. Un actionnaire même aguerrri pouvait difficilement comprendre la logique de l'emploi d'un taux de croissance aussi bas. Le président de la Bourse a lui-même admis que le secteur des produits dérivés est celui qui bénéficie de la plus grande croissance sur les marchés financiers. Il

³²² . James R. HITCHNER, *Financial Valuation-Applications and Models*, 2e éd., New York, Wiley Finance, 2006, pp. 375 et 380.

³²³ . Notes sténographiques, 21 avril 2006, p. 183.

³²⁴ . Notes sténographiques, 24 avril 2006, p. 137.

³²⁵ . Notes sténographiques, 24 avril 2006, p. 137.

³²⁶ . Ian CAMPBELL et Howard E. JOHNSON, Précité, note 318, p. 180.

³²⁷ . Notes sténographiques, 24 avril 2006, p.242.

reconnait également qu'il est raisonnable de s'attendre à une croissance continue dans le marché mondial des produits dérivés au cours des prochaines années³²⁸.

Plusieurs journées d'audience ont été nécessaires avant que nous en venions à la conclusion que la Bourse est arrivée à un prix approprié, mais pour les mauvaises raisons.

Le témoignage de Madame Laflamme a soulevé plusieurs interrogations concernant le travail effectué ainsi que les hypothèses retenues. J'aimerais rappeler les passages suivants :

- Le témoin ne se souvient pas de manière précise, pourquoi les prévisions faites pour l'avenir étaient moins optimistes que celles faites par la firme de consultant McKinsey³²⁹.
- Elle témoigne de manière surprenante concernant l'existence des poursuites de l'ordre de quarante millions de dollars à l'encontre de la Bourse³³⁰.
- À la question de Monsieur Garcia à savoir pourquoi on utilise un taux de croissance de 3 % après 2011 afin d'établir la valeur terminale, Madame Laflamme affirme qu'un tel taux a été retenu compte tenu de son caractère raisonnable³³¹. Elle admet qu'un tel chiffre n'est pas basé sur un indice, des statistiques ou une quelconque opération mathématique³³².
- À une question du Tribunal concernant l'utilisation d'un taux de croissance de 3 % après 2011 afin d'évaluer la valeur terminale, le témoin Laflamme a semblé incapable d'établir l'impact d'une modification du taux, se contentant de dire que sans doute cela aurait un impact énorme mais qu'il faudrait faire des simulations!³³³.
- Madame Laflamme a admis qu'elle a elle-même acheté des titres de la Bourse dans le cadre du régime³³⁴.
- Le comité de vérification n'a pas fait, selon le témoignage, de rapport écrit au conseil d'administration³³⁵.

Monsieur Garcia reconnaît cependant que les meilleurs experts, dans le secteur financier sont membres du conseil de la Bourse³³⁶. La décision d'établir le prix à 13,74 \$ était à mon avis appropriée, mais le processus ainsi que les hypothèses présentés par le personnel au conseil pouvaient être améliorés.

L'expertise et l'expérience des membres du conseil ont pallié aux faiblesses du processus et des hypothèses retenus par le personnel. Un rapport écrit du comité de vérification au conseil administration décrivant les différentes hypothèses concernant la croissance et les risques appréhendés aurait facilité le travail des administrateurs et du Tribunal. Un tel processus aurait été d'autant plus souhaitable que la personne qui a supervisé le travail d'évaluation pouvait elle-même acheter des titres, et ce, au prix qu'elle avait recommandé. Le Tribunal ne remet pas en cause l'intégrité de Madame Laflamme mais bien la qualité du processus suivi.

Le témoignage de Monsieur Bertrand a été déterminant et a permis de rassurer le Tribunal à l'égard du caractère approprié du prix. Le défi informatique, les risques de concurrence et les poursuites entamées à l'occasion du passage d'un système à la crie à une plate-forme électronique ont augmenté le risque de l'organisme de manière importante. Je suis d'avis que la Bourse aurait dû choisir un taux de croissance beaucoup plus élevé, mais également augmenter son taux d'actualisation de manière significative, afin de tenir compte des risques spécifiques auxquels devait faire face la Bourse à cette époque.

On doit se rappeler qu'une évaluation doit se faire à une date déterminée et ce, en fonction de l'information disponible à cette époque. Il est utile de rappeler les propos de Gabehart et Brinkley à cet égard :

³²⁸ . Notes sténographiques, 6 juin 2006, p.62.

³²⁹ . Notes sténographiques, 1er mai 2006, p. 57.

³³⁰ . Notes sténographiques, 1er mai 2006, p. 89.

³³¹ . Notes sténographiques, 1er mai 2006, p. 95.

³³² . Notes sténographiques, 1er mai 2006, p. 101.

³³³ . Notes sténographiques, 1er mai 2006, p. 137.

³³⁴ . Notes sténographiques, 1er mai 2006, p. 201.

³³⁵ . Notes sténographiques, 1er mai 2006, p. 212.

³³⁶ . Notes sténographiques, 6 juin 2006, p. 116.

« Every appraisal (and every valuation, for that matter) must contain an effective date, commonly called an as-of date, on which the valuation result is based. The value of a company theoretically changes every hour of the day as the business activities that affect cash flows unfold.»³³⁷

La qualité de l'évaluation repose uniquement sur les connaissances du présent même si celle-ci fait un clin d'œil au futur par la qualité ou le défaut de ses hypothèses et prévisions. Des fortunes se sont bâties ou ont été détruites dans le milieu boursier en jugeant mal le futur au présent.

Les parties se sont entendues sur le fait que la valeur de BOX devrait être établie sur la base de la transaction de janvier 2005 à savoir 5,06 \$ par action. La Bourse a contesté l'hypothèse avancée par Monsieur Garcia à l'effet que la probabilité de succès des poursuites est évaluée à environ 10 % ou une perte potentielle de 4,50 \$ par action. La Bourse n'a cependant pas soumis d'hypothèse concernant les poursuites. Cette dernière a tout simplement remis en cause la prétention de Monsieur Garcia concernant la possibilité de faire un appel public à l'épargne ou de faire un placement de dette subordonnée.

Nous sommes d'accord avec la prétention de Monsieur Garcia à l'effet qu'une évaluation devrait s'effectuer avec plus d'une méthode. Pour appuyer sa prétention, il cite l'auteur Pratt³³⁸. Frinkman et Tolleryd appuient également une telle démarche de corroboration dans les termes suivants :

« Checking your assumptions

In order to double-check your DCF valuation, we recommend using fundamental and relative multiples as well. This is because all valuation models are mathematically interconnected and will give rise to the same results, given the same underlying assumptions. This may sound like a rather revolutionary concept, but it is old news in the academic world. Despite this, it is still very useful.

This fact has immense practical implications. The two most important are:

1. The differences between the various valuation models are not that they yield different results but that each model highlights certain aspects while omitting others. With the knowledge that all models are interconnected, you can check what your assumptions from one model means expressed as assumptions in another. For example, given certain DCF assumptions, we can express this in a long-term return on equity (ROE) or long-term P/E ratio and check whether what we thought to be reasonable DCF assumptions are still reasonable expressed in other terms.

2. An end to confusing and contradictory valuation estimates; for example equity that is cheap according to P/E but expensive according to a DCF valuation. With a method for making assumptions coherent, all models will yield approximately the same results. This, it is hoped, will produce a healthy shift in all valuation discussions from model technicalities to the underlying assumptions.

As a consequence, the choice of valuation model is really one of taste and preference. Most models basically aim to calculate the net present value of future cash flows and they all need to deal with how to find the proper discount rate.»³³⁹

L'auteur Damodaran nous met cependant en garde de l'analyse par cours-bénéfice, car on assume le même risque pour les firmes dans le même secteur. Voici ses commentaires:

« COMPARING EQUITY MULTIPLES ACROSS FIRMS IN A SECTOR

The most common approach using equity multiples is to choose a group of firms in the same sector as the firm that we are trying to value, to calculate the average value for the multiple for this group, and to subjectively adjust this average for differences between the firm being valued and the comparable firms. While doing this, analysts implicitly assume that firms in the same sector are equally risky and that controlling for risk is therefore not necessary. Even if we accept this heroic assumption as reasonable, relative valuations

³³⁷ . Scott GABEHART et Richard J. BRINKLEY, *The Business Valuation Book*, New York, American Management Association, 2002, p. 23.

³³⁸ . Pièce D-17.

³³⁹ . David FRINKMAN et Jacob TOLLERYD, *Corporate valuation*, London, Prentice Hall, 2003, p. 89

range across the spectrum. Some relative valuations do not control for any of the other variables that we argued affect the multiples that firms trade at, whereas others do control at least partially for some of the differences. »³⁴⁰

La Bourse aurait dû à notre avis corroborer ses hypothèses en faisant une analyse beaucoup plus poussée du ratio cours-bénéfice, comme l'a fait Monsieur Garcia. Il est particulièrement curieux qu'on retrouve à la pièce B-16 de la Bourse un ratio cours-bénéfice comparable de l'ordre de 38,7 et aucune raison pour expliquer son rejet. Une telle analyse aurait permis de choisir parmi les trois hypothèses suivantes : 1) le ratio ou l'échantillonnage ayant permis de déterminer ce ratio est inapproprié; 2) le taux de croissance est inadéquat; ou 3) le taux d'actualisation utilisé ne reflète pas l'ensemble des risques. Une telle analyse aurait bonifié les hypothèses de la méthode de l'actualisation des flux monétaires.

Au niveau de l'établissement du prix des titres en fonction du ratio cours-bénéfice au plan international, Monsieur Garcia a soumis au Tribunal que le prix des actions des bourses s'établit en moyenne à 23 fois les bénéfices en 2003. La Bourse de Hong Kong aurait quant à elle le ratio le plus élevé à 30 fois les bénéfices³⁴¹.

Compte tenu de la croissance rapide de la Bourse de Montréal par rapport aux autres bourses, Monsieur Garcia lui donne un ratio cours-bénéfice de 32. Un tel ratio donne un prix de 28,80 \$ par action de la Bourse³⁴² en prenant les profits des quatre derniers trimestres, incluant le premier trimestre de 2005. Il a retranché 10 % pour tenir compte de la faible capitalisation de la Bourse par rapport aux autres et arrive à un prix par action de 25,92 \$³⁴³.

La preuve de Monsieur Garcia concernant l'opportunité d'utiliser un ratio cours-bénéfice aussi élevé n'a cependant pas été faite. La taille de la Bourse par rapport aux autres bourses de son échantillon ainsi que les risques soulevés par Monsieur Bertrand pouvaient permettre à la Bourse d'utiliser un multiple beaucoup moins élevé. Les opérations récentes entre les employés, les courtiers et le « *dutch auction* » pouvaient également avoir un certain réconfort pour les membres du conseil d'administration de la Bourse. Je crois également que la Bourse pouvait tenir compte du fait que la croissance rapide des revenus était sur une période relativement courte, à savoir 2002 à 2004.

Le Tribunal est également conscient que la Bourse dans l'administration quotidienne de ses affaires à titre d'émetteur doit bénéficier d'une certaine latitude. À moins de circonstances spécifiques, la Bourse, à titre d'émetteur, bénéficie de la règle de l'appréciation commerciale. Voici un passage de la Cour suprême du Canada dans l'arrêt *Magasins à rayons Peoples inc. (Syndic de) c. Wise*³⁴⁴ décrivant le concept de l'appréciation commerciale et sur l'importance de bonnes règles de régie d'entreprise :

« L'établissement de règles de régie d'entreprise devrait servir de bouclier protégeant les administrateurs contre les allégations de manquement à leur obligation de diligence. Toutefois, même en présence de règles de régie d'entreprise, les décisions des administrateurs peuvent parfois prêter le flanc aux critiques de tiers. En ce qui concerne les mesures prises pour assurer le respect de l'obligation de diligence, les tribunaux canadiens, tout comme ceux des États-Unis, du Royaume-Uni, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, ont eu tendance à tenir compte du fait que les administrateurs et les dirigeants ont souvent, en matière commerciale, des connaissances que ne possèdent pas les tribunaux. De nombreuses décisions prises dans le cours des activités d'une entreprise sont raisonnables et justifiables au moment où elles sont prises, même si elles ont éventuellement conduit à un échec. Les décisions d'affaires doivent parfois être prises dans un contexte où les renseignements sont incomplets, les enjeux sont élevés et la situation est pressante. On pourrait être tenté de considérer à la lumière de renseignements qui deviennent disponibles ultérieurement que des décisions d'affaires qui n'ont pas abouti étaient déraisonnables ou imprudentes. En raison de ce risque d'examen a posteriori, les tribunaux canadiens ont élaboré à l'égard des décisions d'affaires une règle de retenue appelée, suivant la terminologie employée aux États-Unis, la « règle de l'appréciation commerciale »³⁴⁵.

340. Aswath DAMODORAN, Précité, note 319, p. 277.

341. Notes sténographiques, 21 juin 2006, p. 171.

342. Notes sténographiques, 21 juin 2006, p. 173.

343. Notes sténographiques, 21 juin 2006, p. 189.

344. [2004] 3 R.C.S. 461.

345. *Id.* 461, paragraphe 64 ; les soulignés ont été ajoutés.

Le Tribunal est conscient que la gestion d'une bourse de produits dérivés est une tâche complexe. La spécialisation des bourses au Canada a amené l'organisme montréalais à évoluer dans un environnement où les renseignements sont parfois incomplets, les enjeux sont élevés pour le Québec et les situations sont souvent pressantes, compte tenu de la concurrence dans ce secteur.

Le Tribunal s'est longuement attardé à l'analyse du tableau de l'expert Labrèche³⁴⁶. Son analyse de sensibilité en fonction des différents scénarios donne une fourchette entre 11,87 \$ et 23,12 \$. Le témoin expert aurait personnellement privilégié le scénario n° 8 qui établissait le prix des actions à 13,36 \$. Compte tenu de la preuve présentée et du fait que le risque spécifique de la Bourse à cette époque a été sous-estimé, nous croyons que la Bourse pouvait choisir un prix de 13,74 \$. Monsieur Garcia a cependant démontré de manière éloquente que l'hypothèse de croissance de 5 %, prévue à compter du mois de juillet 2005, avait été sous-évaluée.

LE TRAVAIL DE L'AUTORITÉ

Compte tenu de l'ensemble de la preuve entendue lors de l'audience *de novo* et du témoignage non contredit de Monsieur Laurion, je conclus que l'Autorité a rendu une décision appropriée dans le présent dossier. Monsieur Laurion a témoigné à l'effet que le personnel de l'Autorité lors de l'étude d'une demande, comme celle présentée par la Bourse dans le cadre de son régime d'actionnariat, analyse la méthode et les hypothèses de travail utilisées³⁴⁷. On ne peut exiger de l'Autorité de garantir l'exactitude des hypothèses.

L'Autorité a analysé l'ensemble des motifs soumis par Monsieur Garcia dans sa demande de révision du 20 mai 2005. La méthode utilisée ainsi que le prix retenu étaient justifiés dans la présente affaire.

L'INTÉRÊT DE MONSIEUR GARCIA

Compte tenu de ma conclusion à l'effet que la décision de l'Autorité était appropriée, je ne me prononcerai pas à l'égard de la question de l'intérêt de Monsieur Garcia. Je tiens cependant à souligner la qualité de la présentation de Monsieur Garcia. Il a su mener avec brio le rôle de plaideur et a démontré une grande expertise dans le domaine financier.

Monsieur Garcia nous a également rappelé le fait que la nouvelle réglementation donnera beaucoup moins de pouvoir à l'Autorité pour encadrer les régimes d'actionnariat. Dans le cadre d'un jugement, le Bureau ne peut pas commenter les propositions de Monsieur Garcia.

En terminant, l'Autorité aurait dû à mon avis donner suite à son offre de conciliation ou à tout le moins le rencontrer, afin de profiter de son expérience dans le domaine financier.

LA DÉCISION

Par conséquent, en vertu de l'article 322 de la *Loi sur les valeurs mobilières*³⁴⁸ et du deuxième alinéa de l'article 93 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*³⁴⁹, le Bureau rejette la demande de révision de la décision de l'Autorité des marchés financiers qui a été logée par Monsieur Garcia.

Fait à Montréal, le 24 juillet 2007

(S) Alain Gélinas

M^e Alain Gélinas, vice-président

COPIE CONFORME

(S) Claude St Pierre

M^e Claude St Pierre, secrétaire général

Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières

³⁴⁶ . Pièce B-31.

³⁴⁷ . Notes sténographiques, 5 octobre 2006, p. 82.

³⁴⁸ . Précitée, note 2.

³⁴⁹ . Précitée, note 7.

3.

Distribution de produits et services financiers

- 3.1 Avis et communiqués
 - 3.2 Réglementation
 - 3.3 Autres consultations
 - 3.4 Modifications aux registres des courtiers, conseillers, cabinets et leurs représentants, ainsi que des sociétés et représentants autonomes
 - 3.5 Avis d'audiences
 - 3.6 Sanctions administratives et décisions disciplinaires
 - 3.7 Autres décisions
-

3.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

3.2 RÉGLEMENTATION

3.2.1 Consultation

Aucune information.

3.2.2 Publication

DÉCISION N° 2006-PDG-0112

Règlement modifiant le *Règlement sur les titres similaires à celui de planificateur financier*

Vu le pouvoir de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») de prendre le Règlement modifiant le *Règlement sur les titres similaires à celui de planificateur financier*, conformément à l'article 215 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*, L.R.Q., c. D-9.2 (la « Loi »);

Vu le pouvoir de l'Autorité de prendre un règlement prévu à la Loi, qui appartient exclusivement à son président-directeur général, conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, L.R.Q., c. A-33.2;

Vu la publication du projet de règlement pour consultation au Bulletin de l'Autorité du 25 novembre 2005, accompagné de l'avis prévu à l'article 194 de la Loi [(2005) Vol. 2, n° 47, B.A.M.F., Section Distribution de produits et services financiers];

Vu la fin de la période de consultation;

Vu l'article 217 de la Loi, qui prévoit qu'un règlement pris en application de la Loi doit être soumis à l'approbation du gouvernement, qui peut l'approuver avec ou sans modification;

Vu la recommandation de la Direction de l'encadrement de la distribution;

En conséquence :

L'Autorité prend le Règlement modifiant le *Règlement sur les titres similaires à celui de planificateur financier*, dans ses versions française et anglaise, dont les textes sont annexés à la présente décision, autorise la publication au Bulletin et l'accomplissement de toute autre formalité requise par la loi.

Fait le 19 mai 2006.

Jean St-Gelais
Président-directeur général

Règlement modifiant le Règlement sur les titres similaires à celui de planificateur financier¹

L'Autorité publie le décret 586-2007 accompagné du Règlement modifiant le Règlement sur les titres similaires à celui de planificateur financier.

Ces modifications visent à ajouter à la liste des titres similaires à celui de planificateur financier et qui ne peuvent être utilisés par quiconque, le titre de «gestionnaire de patrimoine privé », ainsi que son abréviation «GPP».

Le Règlement modifiant le Règlement sur les titres similaires à celui de planificateur financier a été pris par l'Autorité des marchés financiers le 19 mai 2006, a été publié à la *Gazette officielle du Québec* à titre de projet le 14 février 2007, a reçu l'approbation gouvernementale requise et entrera en vigueur le 30 août 2007. Le décret approuvant le règlement a été publié dans la *Gazette officielle du Québec*, en date du 15 août 2007, et est disponible à la suite de cet avis.

Le 17 août 2007

¹ Diffusion autorisée par les Publications du Québec

Règlements et autres actes

Gouvernement du Québec

Décret 586-2007, 1^{er} août 2007

Loi sur la distribution de produits et services financiers (L.R.Q., c. D-9.2)

Titres similaires à celui de planificateur financier — Modification

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement sur les titres similaires à celui de planificateur financier

ATTENDU QUE l'article 215 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (L.R.Q., c. D-9.2) prévoit que l'Autorité peut, par règlement, déterminer les titres similaires à celui de planificateur financier ou d'expert en sinistre, ou les abréviations de tels titres, qui ne peuvent être utilisés;

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 217 de cette loi prévoit qu'un règlement pris en application de celle-ci est soumis à l'approbation du gouvernement qui peut l'approuver avec ou sans modification;

ATTENDU QUE le Règlement sur les titres similaires à celui de planificateur financier a été approuvé par le décret n° 835-99 du 7 juillet 1999;

ATTENDU QUE l'Autorité des marchés financiers a adopté, le 19 mai 2006, par la décision n° 2006-PDG-0112, le Règlement modifiant le Règlement sur les titres similaires à celui de planificateur financier;

ATTENDU QUE, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), le projet de Règlement modifiant le Règlement sur les titres similaires à celui de planificateur financier a été publié à la *Gazette officielle du Québec* du 14 février 2007 avec avis qu'il pourrait être soumis pour approbation du gouvernement à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de cette publication;

ATTENDU QUE le délai de 45 jours est expiré;

ATTENDU QU'il y a lieu d'approuver ce règlement sans modification;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Finances :

QUE le Règlement modifiant le Règlement sur les titres similaires à celui de planificateur financier, annexé au présent décret, soit approuvé.

Le greffier du Conseil exécutif,
GÉRARD BIBEAU

Règlement modifiant le Règlement sur les titres similaires à celui de planificateur financier*

Loi sur la distribution de produits et services financiers (L.R.Q., c. D-9.2, a. 215)

1. L'article 1 du Règlement sur les titres similaires à celui de planificateur financier est modifié par l'insertion, après le paragraphe 9°, du suivant :

“ 9.1° gestionnaire de patrimoine privé (GPP); ”.

2. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

48412

* Le Règlement sur les titres similaires à celui de planificateur financier, approuvé par le décret n° 835-99 du 7 juillet 1999 (1999, *G.O.* 2, 3082), n'a pas subi de modification depuis son approbation.

Regulation to amend the Regulation respecting titles similar to the title of financial planner

¹

The *Autorité des marchés financiers* (“Authority”) is publishing Order-in-Council 586-2007 along with the Regulation to amend the Regulation respecting titles similar to the title of financial planner.

These amendments are intended to add the title “private wealth advisor” and its abbreviation “PWA” to the list of titles similar to the title of financial planner that may not be used by anyone. The Regulation to amend the Regulation respecting titles similar to the title of financial planner, which was made by the Authority on May 19, 2006 and published in the *Gazette officielle du Québec* as a draft Regulation on February 14, 2007, received government approval as required and will come into force on August 30, 2007. The Order-in-Council approving the Regulation was published in the *Gazette officielle du Québec*, dated August 15, 2007, and follows this Notice.

August 17, 2007

¹ Publication authorized by *Les Publications du Québec*

Regulations and other acts

Gouvernement du Québec

O.C. 586-2007, 1 August 2007

An Act respecting the distribution of financial products and services
(R.S.Q., c. D-9.2)

Titles similar to the title of financial planner — Amendment

Regulation to amend the Regulation respecting titles similar to the title of financial planner

WHEREAS section 215 of the Act respecting the distribution of financial products and services (R.S.Q., c. D-9.2) provides that the Authority may, by regulation, determine the titles similar to the title of financial planner or claims adjuster, and the abbreviations, that may not be used;

WHEREAS the first paragraph of section 217 of the Act provides that a regulation made pursuant to the Act shall be submitted to the Government for approval with or without amendment;

WHEREAS the Regulation respecting titles similar to the title of financial planner was approved by Order in Council 835-99 dated 7 July 1999;

WHEREAS, on 19 May 2006, the Autorité des marchés financiers made the Regulation to amend the Regulation respecting titles similar to the title of financial planner by Decision 2006-PDG-0112;

WHEREAS, in accordance with sections 10 and 11 of the Regulations Act (R.S.Q., c. R-18.1), a draft of the Regulation to amend the Regulation respecting titles similar to the title of financial planner was published in the *Gazette officielle du Québec* of 14 February 2007 with a notice that it could be submitted to the Government for approval on the expiry of 45 days following that publication;

WHEREAS the 45-day period has expired;

WHEREAS it is expedient to approve the Regulation without amendment;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Minister of Finance:

THAT the Regulation to amend the Regulation respecting titles similar to the title of financial planner, attached to this Order in Council, be approved.

GÉRARD BIBEAU,
Clerk of the Conseil exécutif

Regulation to amend the Regulation respecting titles similar to the title of financial planner*

An Act respecting the distribution of financial products and services
(R.S.Q., c. D-9.2, s. 215)

1. Section 1 of the Regulation respecting titles similar to the title of financial planner is amended by inserting the following after paragraph 9:

“(9.1) private wealth advisor (PWA);”.

2. This Regulation comes into force on the fifteenth day following the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec*.

8249

* The Regulation respecting titles similar to the title of financial planner, approved by Order in Council 835-99 dated 7 July 1999 (1999, *G.O.* 2, 2101), has not been amended since its approval

DÉCISION N° 2006-PDG-0169**Règlement modifiant le *Règlement sur les renseignements à fournir au consommateur***

Vu le pouvoir de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») de prendre le Règlement modifiant le *Règlement sur les renseignements à fournir au consommateur*, conformément au deuxième alinéa de l'article 26 et aux articles 31, 207 et 208 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*, L.R.Q., c. D-9.2 (la « Loi »);

Vu le pouvoir de l'Autorité de prendre un règlement prévu à la Loi qui appartient exclusivement à son président-directeur général conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, L.R.Q., c. A-33.2;

Vu la publication du projet de règlement pour consultation au Bulletin de l'Autorité du 3 mars 2006, accompagné de l'avis prévu à l'article 194 de la Loi [(2006) Vol. 3, n° 9, B.A.M.F., Section Distribution de produits et services financiers];

Vu la fin de la période de consultation;

Vu l'article 217 de la Loi, qui prévoit qu'un règlement pris en application de la Loi doit être soumis à l'approbation du gouvernement, qui peut l'approuver avec ou sans modification;

Vu la recommandation de la Direction de l'encadrement de la distribution;

En conséquence :

L'Autorité prend le Règlement modifiant le *Règlement sur les renseignements à fournir au consommateur*, dans ses versions française et anglaise, dont les textes sont annexés à la présente décision, et autorise la publication au Bulletin et l'accomplissement de toute autre formalité requise par la Loi.

Cette décision remplace la décision n° 2006-PDG-0123 du 2 juin 2006

Fait le 2 octobre 2006.

Jean St-Gelais
Président-directeur général

Règlement modifiant le Règlement sur les renseignements à fournir au consommateur¹

L'Autorité publie le décret 587-2007 accompagné du Règlement modifiant le Règlement sur les renseignements à fournir au consommateur.

Ces modifications visent à prévoir les règles relatives à la divulgation des liens d'affaires visés à l'article 26 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (L.R.Q., c. D-9.2), y compris de quelle manière un représentant en assurance doit divulguer ces liens. Il détermine également quels sont les avantages et les intérêts octroyés qui constituent de tels liens.

Ce règlement n'a pas d'impacts significatifs sur les citoyens, sur les entreprises et en particulier les PME.

Le Règlement modifiant le Règlement sur les renseignements à fournir au consommateur a été pris par l'Autorité des marchés financiers le 2 octobre 2006, a été publié à la *Gazette officielle du Québec* à titre de projet le 20 décembre 2006, a reçu l'approbation gouvernementale requise et entrera en vigueur le 30 août 2007. Le décret approuvant le règlement a été publié dans la *Gazette officielle du Québec*, en date du 15 août 2007, et est disponible à la suite de cet avis.

Le 17 août 2007

¹ Diffusion autorisée par les Publications du Québec

Règlements et autres actes

Gouvernement du Québec

Décret 587-2007, 1^{er} août 2007

Loi sur la distribution de produits et services financiers
(L.R.Q., c. D-9.2)

Renseignements à fournir au consommateur — Modifications

CONCERNANT le Règlement modifiant Règlement sur
les renseignements à fournir au consommateur

ATTENDU QUE l'article 207 de la Loi sur la distribu-
tion de produits et services financiers (L.R.Q., c. D-9.2)
prévoit que l'Autorité des marchés financiers peut, par
règlement, déterminer ce qui constitue des liens d'affai-
res et établir des règles relatives à leur divulgation ;

ATTENDU QUE l'article 208 de cette loi prévoit que l'Autorité peut, par règlement, déterminer les renseignements qu'un représentant en assurance de personnes, un représentant en assurance collective ou un courtier en assurance de dommages doit divulguer à la personne avec qui il transige au sujet des assureurs dont il offre les produits et la façon dont il doit le faire;

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 217 de cette loi prévoit qu'un règlement pris en application de celle-ci est soumis à l'approbation du gouvernement qui peut l'approuver avec ou sans modification;

ATTENDU QUE le Règlement sur les renseignements à fournir au consommateur a été adopté le 23 juillet 1999 et publié au Bulletin du Bureau des services financiers (BSF) n° 5 du 11 novembre 1999;

ATTENDU QUE l'Autorité des marchés financiers a adopté, le 2 octobre 2006, par la décision n° 2006-PDG-0169, le Règlement modifiant le Règlement sur les renseignements à fournir au consommateur;

ATTENDU QUE, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), le projet de Règlement modifiant le Règlement sur les renseignements à fournir au consommateur a été publié à la *Gazette officielle du Québec* du 20 décembre 2006 avec avis qu'il pourrait être soumis pour approbation du gouvernement à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de cette publication;

ATTENDU QUE le délai de 45 jours est expiré;

ATTENDU QU'il y a lieu d'approuver ce règlement sans modifications;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Finances:

QUE le Règlement modifiant le Règlement sur les renseignements à fournir au consommateur, annexé au présent décret, soit approuvé.

Le greffier du Conseil exécutif,
GÉRARD BIBEAU

Règlement modifiant le Règlement sur les renseignements à fournir au consommateur*

Loi sur la distribution de produits et services financiers (L.R.Q., c. D-9.2, a. 26, 2^e al., 31, 207, 208 et 217)

1. Le Règlement sur les renseignements à fournir au consommateur est modifié par le remplacement de l'intitulé de la section 3 par le suivant:

«**SECTION 3**
DIVULGATION AU SUJET DES ASSUREURS
DONT UN REPRÉSENTANT EST AUTORISÉ À
OFFRIR LES PRODUITS OU AVEC LESQUELS
IL A DES LIENS D'AFFAIRES».

2. L'article 4.5 de ce règlement est remplacé par le suivant:

«**4.5.** Les dispositions de la présente section ne s'appliquent qu'à l'agent en assurance de dommages et au courtier en assurance de dommages, à l'exception de l'article 4.6 qui ne s'applique qu'au représentant en assurance de personnes, au représentant en assurance collective de personnes et au courtier en assurance de dommages.»

3. L'article 4.7 de ce règlement est abrogé.

4. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 4.7, des suivants:

«**4.8.** Le courtier en assurance de dommages doit, avant d'offrir un produit d'assurance, divulguer verbalement à la personne avec laquelle il transige le nom des assureurs avec lesquels lui-même, la société autonome ou le cabinet pour le compte duquel il agit a des liens d'affaires définis au deuxième alinéa de l'article 26 de la Loi et à l'article 4.10, en précisant la nature de ces liens, de la façon prévue à l'Annexe 4.

4.9. L'agent en assurance de dommages doit, avant de placer un risque auprès d'un assureur avec lequel lui-même ou le cabinet pour le compte duquel il agit a des liens d'affaires définis au deuxième alinéa de l'article 26

* Le Règlement sur les renseignements à fournir au consommateur, adopté le 23 juillet 1999 par la résolution n° 99.07.22 et publié au Bulletin du Bureau des services financiers (BSF) n° 5 du 11 novembre 1999, a été modifié par le règlement adopté le 8 février 2001 par la résolution n° 2001.02.27 et publié au Bulletin du BSF n° 12 du 5 mars 2001, et par le règlement adopté le 13 février 2003 par la résolution n° 2003.02.11 et publié au Bulletin du BSF n° 32 du 6 mars 2003.

de la Loi et à l'article 4.10, divulguer verbalement ces liens à la personne avec laquelle il transige, de la façon prévue à l'Annexe 4.

4.10. Constitue un lien d'affaires aux fins du deuxième alinéa de l'article 26 de la Loi, l'octroi, par l'assureur qui est une institution financière, autre qu'un assureur qui pratique exclusivement la réassurance, le groupe financier ou la personne morale liée à cette institution financière ou à ce groupe financier, au sens de l'article 147 de la Loi, d'un avantage sous forme de prêt d'argent ou de toute autre forme de financement à un cabinet, à une société autonome ou à un représentant autonome, ou, selon le cas, à leurs dirigeants, administrateurs, actionnaires ou associés ou à d'autres personnes morales ou sociétés pour lesquelles ces derniers sont également dirigeants, administrateurs, actionnaires ou associés.

Il y a également un tel lien d'affaires et octroi par un assureur d'un intérêt à un cabinet, à une société autonome ou à un représentant autonome lorsque l'ensemble des risques placés auprès de l'assureur ou d'autres assureurs membres du même groupe financier représentait 60 % et plus du volume total des risques placés en assurance de dommages des particuliers par le cabinet, la société autonome ou le représentant autonome, calculé sur la base de valeur de primes souscrites, annualisées au 31 décembre de chaque année.

4.11. L'agent en assurance de dommages ou le courtier en assurance de dommages n'est pas tenu de divulguer le lien d'affaires visé au deuxième alinéa de l'article 4.10 lorsqu'il agit, à l'égard de la personne avec laquelle il transige, dans la catégorie de discipline de l'assurance de dommages des entreprises; cette dispense s'applique également à l'agent qui a effectué la divulgation prévue à l'article 32 de la Loi.

4.12. L'agent en assurance de dommages ou le courtier en assurance de dommages est réputé avoir divulgué l'intérêt que l'assureur détient dans la propriété du cabinet pour le compte duquel il agit ou, inversement, que le cabinet détient dans la propriété de l'assureur, ou encore l'avantage que l'assureur a octroyé au cabinet conformément au premier alinéa de l'article 4.10, lorsque l'utilisation du nom du cabinet indique ces liens d'affaires.

4.13. Lors de la délivrance de la police d'assurance, l'agent en assurance de dommages ou le courtier en assurance de dommages qui place un risque auprès d'un assureur doit confirmer par écrit la divulgation qu'il a faite en vertu des articles 4.8 ou 4.9, relativement aux liens d'affaires qu'il a avec cet assureur, en utilisant les expressions figurant à l'Annexe 4.

Lors du renouvellement de la police d'assurance, l'agent en assurance de dommages ou le courtier en assurance de dommages doit divulguer ces liens d'affaires ainsi que tout nouveau lien établi au cours de l'année précédant la date du renouvellement, par écrit et de la façon prévue au premier alinéa. Lorsque cet agent ou ce courtier a une communication verbale avec son client, il doit également les divulguer verbalement, de la façon prévue à l'Annexe 4. ».

5. Ce règlement est modifié par l'addition, après l'annexe 3, de l'annexe suivante :

« **ANNEXE 4**
(articles 4.8 et 4.9)

DIVULGATION AU SUJET DES ASSUREURS

Les liens d'affaires à être divulgués sont les suivants :

— le fait que l'assureur auprès duquel l'agent en assurance de dommages ou le courtier en assurance de dommages peut placer un risque détient un intérêt direct ou indirect dans la propriété du cabinet pour le compte duquel cet agent ou ce courtier agit ;

— le fait que le cabinet pour le compte duquel l'agent en assurance de dommages ou le courtier en assurance de dommages agit détient un intérêt direct ou indirect dans la propriété de l'assureur auprès duquel cet agent ou ce courtier peut placer un risque ;

— le fait que le cabinet ou la société autonome pour le compte duquel l'agent en assurance de dommages ou le courtier en assurance de dommages agit, ou ce courtier à titre de représentant autonome ou, selon le cas, ses dirigeants, administrateurs, actionnaires ou associés ou d'autres personnes morales ou sociétés pour lesquelles ces derniers sont également dirigeants, administrateurs, actionnaires ou associés, se sont vus octroyer un prêt ou toute autre forme de financement de l'assureur auprès duquel ils peuvent placer un risque ;

— le fait que l'ensemble des risques placés auprès de l'assureur ou d'autres assureurs membres du même groupe financier représentait 60% et plus du volume total des risques placés en assurance de dommages des particuliers par le cabinet ou la société autonome pour le compte duquel l'agent en assurance de dommages ou le courtier en assurance de dommages agit ou par ce courtier à titre de représentant autonome, calculé sur la base de valeur de primes directes souscrites, annualisées au 31 décembre de chaque année.

L'agent en assurance de dommages ou le courtier en assurance de dommages doit effectuer la divulgation prescrite par les articles 4.8 ou 4.9 en utilisant, compte tenu des adaptations nécessaires, l'une des expressions suivantes :

1° en ce qui concerne la divulgation de liens de propriété avec un assureur ou de l'octroi d'un prêt ou toute autre forme de financement par un assureur :

— « Notre cabinet a des liens financiers avec l'assureur ABC inc. » ;

— « L'assureur ABC inc. a consenti un prêt ou du financement à notre cabinet. » ;

— « Notre cabinet appartient en partie à l'assureur ABC inc. » ;

— « L'assureur ABC inc. appartient en partie à notre cabinet. ».

2° en ce qui concerne la divulgation du nom de l'assureur auprès duquel l'ensemble des risques placés par le cabinet représente 60% et plus du volume total des risques placés en assurance de dommages des particuliers :

— « Notre cabinet fait principalement affaire avec l'assureur ABC inc. » ;

— « ABC inc. est le principal assureur de notre cabinet. » ;

— « Je suis agent pour l'assureur ABC inc. et j'offre exclusivement les produits de cet assureur. ».

6. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* à l'exception de l'article 4.13 introduit par l'article 4 du présent règlement, qui entrera en vigueur à la date du premier anniversaire de l'entrée en vigueur du présent règlement.

48413

Regulation to amend the Regulation respecting Information to be Provided to Consumers¹

The *Autorité des marchés financiers* (“Authority”) is publishing Order-in-Council 587-2007 along with the Regulation to amend the Regulation respecting Information to be Provided to Consumers.

These amendments sets out the rules relating to the disclosure of the business relationships referred to in section 26 of the Act respecting the distribution of financial products and services (R.S.Q., c. D-9.2), including the manner in which insurance representatives must disclose the relationships. They also determines the benefits and interests granted that constitute a business relationship.

The Regulation has no significant impact on the public or on enterprises, including small and medium-sized businesses.

The Regulation to amend the Regulation respecting Information to be Provided to Consumers, which was made by the Authority on October 2, 2006 and published in the *Gazette officielle du Québec* as a draft Regulation on December 20, 2006, received government approval as required and will come into force on August 30, 2007. The Order-in-Council approving the Regulation was published in the *Gazette officielle du Québec*, dated August 15, 2007, and follows this Notice.

August 17, 2007

¹ Publication authorized by *Les Publications du Québec*

Regulations and other acts

Gouvernement du Québec

O.C. 587-2007, 1 August 2007

An Act respecting the distribution of financial products and services
(R.S.Q., c. D-9.2)

Information to be provided to consumers — Amendments

Regulation to amend the Regulation respecting Information to be Provided to Consumers

WHEREAS section 207 of the Act respecting the distribution of financial products and services (R.S.Q., c. D-9.2) provides that the Autorité des marchés financiers may, by regulation, determine what constitutes a

business relationship and the rules relating to the disclosure of business relationships;

WHEREAS section 208 of the Act provides that the Authority may, by regulation, determine the information that must be disclosed by representatives in insurance of persons, group insurance representatives and damage insurance brokers to the person with whom they are transacting business concerning the insurers whose products they offer, and the manner in which the information must be disclosed;

WHEREAS the first paragraph of section 217 of the Act provides that a regulation made pursuant to the Act shall be submitted to the Government for approval with or without amendment;

WHEREAS the Regulation respecting Information to be Provided to Consumers was adopted on 23 July 1999 and published in the Bulletin of the Bureau des services financiers (BSF) No. 5 dated 11 November 1999;

WHEREAS the Autorité des marchés financiers adopted the Regulation to amend the Regulation to amend the Regulation respecting Information to be Provided to Consumers on 2 October 2006 by Decision 2006-PDG-0169;

WHEREAS, in accordance with sections 10 and 11 of the Regulations Act (R.S.Q., c. R-18.1), the draft Regulation to amend the Regulation respecting Information to be Provided to Consumers was published in the *Gazette officielle du Québec* of 20 December 2006 with a notice that it could be submitted to the Government for approval on the expiry of 45 days following that publication;

WHEREAS the 45-day period has expired;

WHEREAS it is expedient to approve the Regulation without amendment;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Minister of Finance:

THAT the Regulation to amend the Regulation respecting Information to be Provided to Consumers, attached to this Order in Council, be approved.

GÉRARD BIBEAU,
Clerk of the Conseil exécutif

Regulation to amend the Regulation respecting Information to be Provided to Consumers*

Act respecting the distribution of financial products and services
(R.S.Q., c. D-9.2, s. 26, 2nd par., 31, 207, 208 and 217)

1. The Regulation respecting Information to be Provided to Consumers is amended by replacing Division 3 with the following:

“DIVISION 3

DISCLOSURE OF INFORMATION ON INSURERS WHOSE REPRESENTATIVE IS AUTHORIZED TO OFFER PRODUCTS OR WITH WHOM THE REPRESENTATIVE HAS A BUSINESS RELATIONSHIP”.

2. Section 4.5 of the Regulation is replaced by the following:

“**4.5** The provisions of this Division only apply to damage insurance agents and damage insurance brokers, other than section 4.6, which only applies to representatives in insurance of persons, representatives in group insurance of persons and damage insurance brokers.”.

3. Section 4.7 of the Regulation is repealed.

4. The Regulation is amended by adding the following after section 4.7:

“**4.8** Damage insurance brokers must, before offering an insurance product, verbally disclose to the person with whom they are transacting business the names of the insurers with whom the brokers, the independent partnership or the firm on whose behalf they are acting have a business relationship as defined in the second paragraph of section 26 of the Act and section 4.10, and specify the nature of the relationship, in the manner prescribed in Schedule 4.

4.9 Damage insurance agents, must, before placing a risk with an insurer with whom the agents or the firm on whose behalf they are acting have a business relationship as defined in the second paragraph of section 26 of

* The Regulation respecting Information to be Provided to Consumers, adopted on July 23, 1999 pursuant to resolution No. 99.07.22 and published in the Bulletin of the Bureau des services financiers (BSF), No. 5, dated November 11, 1999, was amended under the Regulation adopted on February 8, 2001 pursuant to resolution No. 2001.02.27 and published in BSF Bulletin No. 12, dated March 5, 2001, and the Regulation adopted on February 13, 2003 pursuant to resolution No. 2003.02.11 and published in BSF Bulletin No. 32, dated March 6, 2003.

the Act and section 4.10, disclose such business relationship verbally to the person with whom they are transacting business, in the manner prescribed in Schedule 4.

4.10 For the purposes of the second paragraph of section 26 of the Act, a business relationship is entered into where an insurer that is a financial institution, other than an insurer engaging exclusively in the business of reinsurance, a financial group or a legal person related to the financial institution or financial group, within the meaning of section 147 of the Act, grants a benefit by lending a sum of money or granting any other form of financing to a firm, an independent partnership or an independent representative or, as the case may be, the executive officers, directors, shareholders or partners thereof, or other legal persons or partnerships for which these executive officers, directors, shareholders or partners are also executive officers, directors, shareholders or partners.

Moreover, such a business relationship is entered into and an interest is granted by an insurer to a firm, an independent partnership or an independent representative where the aggregate of risks placed with the insurer or other insurers that are members of the same financial group represented 60% or more of the total volume of risks placed in personal-lines damage insurance by the firm, the independent partnership or the independent representative, calculated on the value basis of written premiums annualized as at December 31 of each year.

4.11 Damage insurance agents and damage insurance brokers are not required to disclose the business relationship contemplated in the second paragraph of section 4.10 if they are, with respect to the person with whom they are transacting business, acting in the commercial-lines damage insurance sector class; this exemption shall also apply to agents who have made the disclosure prescribed in section 32 of the Act.

4.12 Damage insurance agents and damage insurance brokers are deemed to have disclosed the interest held by the insurer in the ownership of the firm on behalf of which they are acting or, conversely, the interest held by the firm in the ownership of the insurer, or the benefit the insurer has granted to the firm in accordance with the first paragraph of section 4.10, when the use of the firm's name indicates this business relationship.

4.13 At the time of issuance of the insurance policy, damage insurance agents or damage insurance brokers who place a risk with an insurer must confirm in writing the disclosure they have made pursuant to sections 4.8 or 4.9, regarding their business relationship with that insurer, by using the phrases set out in Schedule 4.

At the time of the renewal of the insurance policy, damage insurance agents or damage insurance brokers must disclose, in writing and in the manner provided for in the first paragraph, this business relationship as well as any new relationship established during the year prior to the renewal date. Where these agents or brokers have verbal communication with their client, they must also disclose such business relationships verbally in the manner provided for in Schedule 4.”.

5. The Regulation is amended by adding the following after Schedule 3:

“SCHEDULE 4
(sections 4.8 and 4.9)

DISCLOSURE OF INFORMATION ON INSURERS

The business relationships to be disclosed are as follows:

— the fact that the insurer with which the damage insurance agent or damage insurance broker may place a risk holds a direct or indirect interest in the ownership of the firm on behalf of which this agent or broker is acting;

— the fact that the firm on behalf of which the damage insurance agent or damage insurance broker is acting holds a direct or indirect interest in the ownership of the insurer with which this agent or broker may place a risk;

— the fact that the firm or the independent partnership on behalf of which the damage insurance agent or damage insurance broker is acting or this broker as an independent representative or, as the case may be, the executive officers, directors, shareholders or partners thereof or other legal persons or partnerships on behalf of which these executive officers, directors, shareholders or partners are also executive officers, directors, shareholders or partners, have been granted a loan or any other form of financing by the insurer with which they may place a risk; and

— the fact that the aggregate risks placed with the insurer or other insurers that are members of the same financial group represented 60% or more of the total volume of risks placed in personal-lines damage insurance by the firm or the independent partnership on behalf of which the damage insurance agent or damage insurance broker is acting or by this broker as an independent representative, calculated on the value basis of direct written premiums annualized as at December 31 of each year.

The damage insurance agent or damage insurance broker must make the disclosure prescribed in section 4.8 or 4.9 by using one of the following phrases, and making the necessary changes:

1) for disclosure of ownership interests with an insurer or the granting of a loan or any other form of financing by an insurer:

— “Our firm has a financial relationship with the insurer ABC Inc.”;

— “The insurer ABC Inc. has granted a loan or financing to our firm.”;

— “Our firm is owned in part by the insurer ABC Inc.”;

— “Our firm owns part of the insurer ABC Inc.”.

2) for disclosure of the name of the insurer with which the aggregate risks placed by the firm represent 60% or more of the total volume of risks placed in personal-lines damage insurance:

— “Our firm does business primarily with the insurer ABC Inc.”;

— “ABC Inc. is our firm’s principal insurer.”;

— “I am an agent for the insurer ABC Inc. and I propose only products offered by that insurer.”.

6. This Regulation comes into force on the fifteenth day following the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec*, other than section 4.13, which is introduced by section 4 of this Regulation and will come into force on the date of the first anniversary of the coming into force of this Regulation.

8250

3.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

3.4 MODIFICATIONS AUX REGISTRES DES COURTIER, CONSEILLERS, CABINETS ET LEURS REPRÉSENTANTS, AINSI QUE DES SOCIÉTÉS ET REPRÉSENTANTS AUTONOMES

3.4.1 Inscription de firmes

3.4.1.1 Courtiers en valeurs

Aucune information.

3.4.1.2 Conseillers en valeurs

Aucune information

3.4.1.3 Cabinets de services financiers

Inscription	Nom du cabinet	Nom du dirigeant responsable	Disciplines	Date d'émission
513137	9184-0470 Québec inc.	Marc Binette	Assurance de personnes Assurance collective de personnes Planification financière	2007-08-13
513146	Assurance Nadeau Inc.	Éric Nadeau	Assurance de dommages	2007-08-10
513147	Services Financiers Le Cavalier inc.	Sylvain Le Cavalier	Assurance de personnes Assurance collective de personnes	2007-08-13
513148	Gestion Martin Pinard inc.	Martin Pinard	Assurance de personnes Assurance collective de personnes Planification financière	2007-08-13

3.4.2 Agréments ou autorisations à titre de dirigeants et dirigeants responsables

3.4.2.1 Courtiers en valeurs

Agrément à titre de dirigeant responsable des personnes suivantes :

- Milette, Nicolas
Courtage Direct Banque Nationale inc.
- Young, Robert Earl
Liquidnet Canada Inc.

Agrément à titre de dirigeant des personnes suivantes pour le compte de Blackmont Capital inc. :

- Dalton, Kevin William
- Debus, Joseph Herman

Agrément à titre de dirigeant des personnes suivantes pour le compte de BMO Nesbitt Burns inc. :

- Bonneveld, Michael Peter
- MacIndoe, Karine Leigh
- Ryback, Philip Chester

Agrément à titre de dirigeant des personnes suivantes pour le compte de BMO Nesbitt Burns ltée/lté. :

- Bonneveld, Michael Peter
- MacIndoe, Karine Leigh
- Rubisov, Dmitri
- Ryback, Philip Chester

Agrément à titre de dirigeant des personnes suivantes pour le compte de Corporation de Valeurs Immobilières Dundee :

- Cohen, Stephen Howard
- Pound, Charles Fitzgerald

Agrément à titre de dirigeant des personnes suivantes pour le compte de Corporation Firstenergy Capital :

- Bakke, Erik Bjorn
- Fitzmartyn, Robert John

Agrément à titre de dirigeant des personnes suivantes pour le compte de J.F. Mackie & Company Ltd. :

- Knowles, Robert Anthony
- Lamont, Kirsten Denise
- Scullion, Susan Marie

Agrément à titre de dirigeant des personnes suivantes pour le compte de Marchés mondiaux CIBC inc. :

- MacCurdy, Gillian Christine
- Nelson, Byron Edgar
- Strachan, Valerie Loya

Agrément à titre de dirigeant des personnes suivantes pour le compte de Partenaires financiers Richardson limitée :

- Gauthier, Paul Charles
- Pelletier, Alain

Agrément à titre de dirigeant des personnes suivantes pour le compte de TD Waterhouse Canada inc. :

- Frankiss, Julian Charles
- Russell, Clifford Stuart

Agrément à titre de dirigeant des personnes suivantes pour le compte de Valeurs Mobilières Berkshire inc. :

- Rajewski, Dawn Marie
- Young, Kevin Christopher

Agrément à titre de dirigeant des personnes suivantes :

- Asmundson, Paul Edward
Valeurs Mobilières TD inc.
- Baker, Kenneth Alfred
Services Investisseurs CIBC inc.
- Borcan, Ludmila
Courtage Direct Banque Nationale inc.
- Maitra, Sucharita
Edward Jones
- Skain, John Michael
Services financiers Penson Canada inc.
- Throop, Gerald Charles
Financière Banque Nationale Inc.

3.4.2.2 Conseillers en valeurs

Agrément à titre de dirigeant des personnes suivantes pour le compte de Gestion d'actifs Nomura U.S.A. inc. :

- Chopra-Brathwaite, Rita
- Meyer, Mark

Agrément à titre de dirigeant des personnes suivantes pour le compte de UBS Gestion globale d'actifs :

- Chaturvedi, Ashish
- Crosland, Kent

Agrément à titre de dirigeant des personnes suivantes :

- Bernard, Richard
Legg Mason Canada inc.
- Brown, Timothy
Fonds d'investissements de CITIBANK Canada limitée
- Christie, Robert
Société de gestion d'investissements GWL Itée
- George, Judith
Conseiller en placement Howson Tattersall limitée
- Iyer, Srkianth
Guardian Capital LP
- Kortan, Allan
Northwater Gestion inc.

3.4.2.3 Cabinets de services financiers

Agrément à titre de dirigeant responsable de la personne suivante :

- Beaudry, France
Investia Services financiers inc.

3.4.3 Cessations de fonctions d'un dirigeant ou d'un dirigeant responsable

3.4.3.1 Courtiers en valeurs

Cessation de fonctions à titre de dirigeant responsable des personnes suivantes :

- Breton, Gilles Yves
Courtage Direct Banque Nationale inc.
- Kazmierowski, Michael Anthony Patrick
Services Valeurs Mobilières M. R. S. Inc.

Cessation de fonctions à titre de dirigeant des personnes suivantes pour le compte de Valeurs Mobilières TD inc. :

- Tanguay, Mathieu
- Thurman, Timothy Brian

Cessation de fonctions à titre de dirigeant des personnes suivantes :

- Allworth, James Henry
RBC Dominion Valeurs Mobilières inc.
- Cheung, Denise Pui-Han
Marchés Perimeter
- Landry, Kevin John
Financière Banque Nationale Inc.

- Lemieux, Robert Leo
Marchés mondiaux CIBC Inc.

3.4.3.2 Conseillers en valeurs

Cessation de fonctions à titre de dirigeant des personnes suivantes pour le compte de Legg Mason Canada inc. :

- Scheve, Timothy C.
- Steffensen, Gert

Cessation de fonctions à titre de dirigeant des personnes suivantes :

- Berman, Brett
RBC Gestion d'actifs inc.
- Lewis, Allan Michael
Société de gestion de placements GE Canada
- Pennal, Peter George
Gestion de capital KBSH inc.
- Wright, Timothy John
Gestion de placements TD inc.

3.4.3.3 Cabinets de services financiers

Cessation de fonctions à titre de dirigeant responsable de la personne suivante :

- Massicotte, Pierre
Investia Services financiers inc.

3.4.4 Cessations, interruptions, non-renouvellements, radiations, révocations et suspensions des représentants autorisés

3.4.4.1 Courtiers en valeurs

Interruption d'activités à titre de représentant des personnes suivantes, pour le compte de TD Waterhouse Canada inc., vu la cessation de cette activité :

- Kardum, Nikola Anthony
- Skabas, Radoslaw

Interruption d'activités à titre de représentant des personnes suivantes, pour le compte de Valeurs mobilières Banque Laurentienne inc., vu la cessation de cette activité :

- Cardin, Eve
- Cobuzzi, Marisa

Interruption d'activités à titre de représentant des personnes suivantes, vu la cessation de cette activité :

- Brown, Thomas Campion
CanDeal ca. inc.
- Cahill, James Maxwell
BMO Ligne d'action inc.
- Charron, Francine
Financière Banque Nationale inc.
- Cheung, Denise Pui-Han
Marchés Perimeter
- Dudley, Stephen Anthony
Société de valeurs mobilières E*TRADE Canada
- Laurin, Jacqueline Marie
Scotia Capitaux inc.
- Norris, Alvah
Valeurs mobilières Investpro inc.
- Tanguay, Mathieu
Valeurs Mobilières TD inc.

3.4.4.2 Conseillers en valeurs

Interruption d'activités à titre de représentant des personnes suivantes, vu la cessation de cette activité :

- Pennal, Peter George
Gestion de capital KBSH inc.
- Steffensen, Gert
Legg Mason Canada inc.

3.4.4.3 Cabinets de services financiers

Sans mode d'exercice

Liste des représentants qui ne sont plus autorisés à agir dans une ou plusieurs disciplines

Vous trouverez ci-dessous la liste des représentants dont au moins l'une des disciplines mentionnées à leur certificat de l'Autorité est sans mode d'exercice. Par conséquent, ces individus ne sont plus autorisés à exercer leurs activités dans la ou les disciplines mentionnées dans cette liste et ce, depuis la date qui y est indiquée.

Représentants ayant régularisé leur situation

Il se peut que certains représentants figurant sur cette liste aient régularisé leur situation depuis la date de sans mode d'exercice de leur droit de pratique pour la ou les disciplines mentionnées. En effet, certains pourraient avoir procédé à une demande de rattachement et avoir récupéré leur droit de pratique dans l'une ou l'autre de ces disciplines. Dans de tels cas, il est possible de vérifier ces informations auprès du d'un agent d'information au :

Québec : (418) 525-0337
Montréal : (514) 395-0337

Sans frais : 1 877 525-0337.

Veillez vous référer à la légende suivante pour consulter la liste de représentants. Cette légende indique les disciplines et catégories identifiées de 1a à 9, et les mentions spéciales, de A à F.

Disciplines et catégories de disciplines	Mentions spéciales
1a Assurance de personnes	A Restreint à l'assurance-vie
1b Assurance contre les accidents ou la maladie	B Restreint aux produits d'assurance collective contre les accidents et la maladie
2a Assurance collective de personnes	C Courtage spécial
2b Régime d'assurance collective	D Courtage relatif à des prêts garantis par hypothèque immobilière
2c Régime de rentes collectives	E Expertise en règlement de sinistre à l'égard des polices souscrites par l'entremise du cabinet auquel il rattaché
3a Assurance de dommages (Agent)	F Placement de parts permanentes et de parts privilégiées
3b Assurance de dommages des particuliers (Agent)	
3c Assurance de dommages des entreprises (Agent)	
4a Assurance de dommages (Courtier)	
4b Assurance de dommages des particuliers (Courtier)	
4c Assurance de dommages des entreprises (Courtier)	
5a Expertise en règlement de sinistres	
5b Expertise en règlement de sinistres en assurance de dommages des particuliers	
5c Expertise en règlement de sinistres en assurance de dommages des entreprises	
5d Expertise en règlement de sinistres à l'emploi d'un assureur	
5e Expertise en règlement de sinistres à l'emploi d'un assureur en assurance de dommages des particuliers	
5f Expertise en règlement de sinistres à l'emploi d'un assureur en assurance de dommages des entreprises	
6 Planification financière	
7 Courtage en épargne collective	
8 Courtage en contrats d'investissements	
9 Courtage en plans de bourses d'études	

Certificat	Nom	Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
154688	Alain	Simon	5E	2007-08-13
168272	Bastone	Joseph	1A	2007-08-14
166910	Bouchard	Byanka	1B	2007-08-13
156900	Boyer	Christyne	4C	2007-08-10
137816	Charland	Christian	4A	2007-08-13
162707	Collin	Maryève	4B	2007-08-14
173322	Cristea	Daniela	1A	2007-08-13
108677	Dagenais	Annie	7	2007-08-01
173122	Daneault	Mathieu	1A	2007-08-13
168816	Dihaj	Youssef	4B	2007-08-13
172243	Dorisma	Jean-Amos	9	2007-08-08
111520	Dupuis	Louise	4A	2007-08-13
112080	Felton	Gilles	4A	2007-08-09
113198	Gagné	Martin	1A, 2A	2007-08-13
145845	Gravel	Ronald	6	2007-08-14
115723	Guerrier	Jean	1A, 2A	2007-08-13
165605	Heim	Gerald Louis	5E	2007-08-13
174092	Jomphe	Michel	1A	2007-08-13
173283	Julien	Pierre	1A	2007-08-13
174594	Klioua	Toufik	1A	2007-08-13
117707	Labbé	Normand	1A	2007-08-13
158249	Leblanc	Diane	4B	2007-08-13
156623	Lemelin	Jonathan	1A	2007-08-10
173164	Massaad	Simon	1A	2007-08-13
127376	Massé	Francine	7	2007-08-01
174267	Mourid	Abdelbarre	1A	2007-08-13
149882	Ménard	Caroline	1A, 6, 7	2007-08-14
135611	Paquin	Pierre	4A	2007-08-09
152758	Parenteau	Nicole	4B	2007-08-13
172780	Payeur	Julie	4B	2007-08-14
127123	Pinsonneault	Élyse	6	2007-08-14
131259	Spahr	Paul	6	2007-08-14
148396	St-Pierre	Sylvie	4B	2007-08-10
132118	Tessier	Jacqueline	7	2007-08-02
132118	Tessier	Jacqueline	F	2007-08-02
173698	Turcotte	Benoit	1A	2007-08-13
145462	Walker	Clair	6	2007-08-10

3.4.5 Refus d'inscription d'une firme

Aucune information.

3.4.6 Cessations, radiations et suspensions des firmes inscrites

3.4.6.1 Courtiers en valeurs

Aucune information.

3.4.6.2 Conseillers en valeurs

Aucune information.

3.4.6.3 Cabinets de services financiers

Radiations

Inscription	Cabinet	Numéro de décision	Décision	Date de la décision
501193	Pension positive inc.	2007-DIST-0498	Radiation	2007-08-13
502022	Gestion 2007 inc.	2007-DIST-0508	Radiation	2007-08-13
503982	Agence d'assurance Intercité inc.	2007-DIST-0499	Radiation	2007-08-13
506109	Services financiers Stéphane Grégoire inc.	2007-DIST-0506	Radiation	2007-08-13

Cessations

Inscription	Nom du cabinet	Disciplines	Date de cessation
501687	177812 Canada inc.	Assurance de personnes	2007-08-14
502087	Assurances Gilles Grenier inc.	Assurance de personnes	2007-08-14
503847	R. Desrosiers & Associés inc.	Assurance de personnes Assurance collective de personnes	2007-08-14
504568	Les assurances Maurice De Champlain (2005) inc.	Assurance de dommages	2007-08-14
504954	Lafèche et Morel Experts en sinistres inc.	Expertise en règlement de sinistres	2007-08-14
508262	9038-3746 Québec inc.	Assurance de personnes Assurance collective de personnes	2007-08-09
509732	ING Novex compagnie d'assurance du Canada	Assurance de personnes Assurance de dommages	2007-08-14
511012	Les services de planification avancée de revenus P.A. inc.	Assurance de personnes Assurance collective de personnes	2007-08-14

3.4.6.4 Sociétés et représentants autonomes

Inscription	Nom du représentant autonome	Disciplines	Date de cessation
502404	Marc Binette	Assurance de personnes Assurance collectives de personnes Planification financière	2007-08-13
511555	Emery Côté	Assurance de personnes	2007-08-10
512346	Sylvain Le Cavalier	Assurance de personnes Assurance collectives de personnes	2007-08-13
512579	Suzanne Gisbert	Assurance de personnes	2007-08-09

3.4.6.5 Représentants de cabinets de services financiers (*en vertu de l'article 218 de la LDPSF*)

Aucune information.

3.4.7 Suspensions et radiations des OAR

3.4.7.1 Membres de l'ACCOVAM

Aucune information.

3.4.7.2 Membres de la CSF

Aucune information.

3.4.7.3 Membres de la ChAD

Aucune information.

3.5 AVIS D'AUDIENCES

Aucune information.

3.6 SANCTIONS ADMINISTRATIVES ET DÉCISIONS DISCIPLINAIRES

3.6.1 Autorité

Aucune information.

3.6.2 BDRVM

Aucune information.

3.6.3 OAR

3.6.3.1 Comité de discipline de la CSF

Aucune information.

3.6.3.2 Comité de discipline de la ChAD

Aucune information.

3.6.3.3 ACCOVAM

Aucune information.

3.6.3.4 Bourse de Montréal Inc.

CANADA
 Province de Québec
 District de Montréal
 Plainte 00-524-Disc (a)

BOURSE DE MONTRÉAL INC.
 Comité de discipline
 Plaignante

-et-

MARC BEAUDOIN
 Intimé

Sous la présidence de : M. Giovanni Giarrusso
 Assisté de : M. Jean-Pierre Gallardo
 Assisté de : M. Sylvain Perreault

DÉCISION

I. LES PROCÉDURES

(1) Le 28 novembre 2006, la plaignante Bourse de Montréal Inc. (la «**Bourse**») a intenté des procédures disciplinaires contre l'intimé relativement à des gestes posés par ce dernier en qualité de personne approuvée au sens des Règles et Politiques de la Bourse (les «**Règles**») alors qu'il était un représentant inscrit pour la firme Canaccord Capital (le «**courtier**»). Le courtier était membre agréé de la Bourse à l'époque pertinente à la présente procédure;

(2) La plainte déposée contre l'intimée lui reproche : d'avoir « contrevenu à l'article 6004 des Règles de la Bourse de Montréal inc en procédant hors bourse à une opération d'échange de 500 000 actions de la compagnie Jitec inc en contrepartie d'une somme de 2 600 000\$, dont 1 800 000\$ provenait du compte de son client Oster Services Ltd (compte no 581-531E-6), le tout exposant Marc Beaudoin à une plainte disciplinaire et aux sanctions prévues aux articles 4101 et suivants des Règles de la Bourse de Montréal inc »;

(3) L'avis introductif d'instance et la plainte disciplinaire sont tous les deux datés du 28 novembre 2006 signifiés par huissier à l'intimé le 8 décembre 2006, selon le procès verbal afférent à la signification;

(4) L'intimé n'a pas produit de réponse à ladite plainte;

(5) L'avis de la présente audition, daté du 30 avril 2007, a été signifié à l'intimé par huissier le 3 mai 2007;

(6) L'audition s'est déroulée le 7 juin 2007 dans les locaux de la Bourse;

(7) Les membres du Comité ont fait une déclaration solennelle à l'effet qu'ils n'avaient aucun motif de récusation;

(8) L'intimé ne s'étant pas présenté à l'audition pour être entendu et faire valoir ses arguments, les membres du Comité de discipline, conformément à l'article 4158 des Règles, ont convenu de procéder en son absence;

(9) La Bourse était représentée par Me Francis Larin.

... 2

II. LES FAITS

(10) Les membres du Comité ont été informés que le 2 mars 2007, la Bourse publiait une circulaire faisant état d'une décision disciplinaire où le courtier reconnaissait avoir contrevenu à l'article 6004 en ce que : « Le ou vers le 25 septembre 2000, un ancien représentant inscrit auprès de Canaccord et personne approuvée par la Bourse a procédé hors bourse à une opération impliquant 500 000 actions de Jitec inc, pour une valeur totale de 2 600 000\$. Comme les actions de Jitec inc étaient alors inscrites à la cote de la Bourse, ces opérations auraient dû se faire en bourse conformément aux Règles de la Bourse. »;

(11) Dans cette circulaire du 2 mars 2007, il était annoncé qu'une amende de 35 000\$ et le remboursement des frais de 8 000\$ étaient imposés au courtier;

(12) La Bourse a fait entendre son témoin, l'enquêteur Nicolas D'Astous, qui a fait état des résultats de son enquête et répondu aux questions des membres du Comité,

(13) L'enquêteur D'Astous a confirmé que les faits faisant l'objet de la présente plainte disciplinaire étaient les mêmes que ceux démontrés lors de l'affaire conclue par la circulaire du 2 mars 2007.

III. LA DÉCISION

(14) Après audition du témoin D'Astous et après délibération, le Comité se déclare satisfait que la Bourse a fait la preuve que l'infraction reprochée à la plainte du 28 novembre 2006 a été commise par l'intimé. Quant à la peine, le Comité fait sienne la recommandation du procureur de la Bourse.

PAR CES MOTIFS, le Comité :

CONDAMNE l'intimé au paiement d'une amende de 35 000\$;

ORDONNE le remboursement par l'intimée des frais d'enquête de 10 595\$.

Montréal, le 17 juillet 2007

_____(S)_____
Giovanni Giarrusso
Président du Comité de discipline

_____(S)_____
Jean-Pierre Gallardo
Membre du Comité de discipline

_____(S)_____
Sylvain Perreault
Membre du Comité de discipline

3.6.3.5 RS

Aucune information.

3.7 AUTRES DÉCISIONS

3.7.1 Dispenses

Dispense relative à la préparation professionnelle.

- Chin, Robert
Gestion placements Desjardins inc.

Cette personne est dispensée de l'application de l'article 48 de l'Instruction générale n° Q 9 concernant la préparation professionnelle.

Le bénéfice de cette dispense est assorti des restrictions ou conditions suivantes :

- le représentant limite l'exercice de ses activités au démarchages;
- le représentant souscrit auprès de l'Autorité des marchés financiers l'engagement d'informer par écrit le directeur de tout changement dans les informations soumises lors de la demande de dispense.

3.7.2 Exercice d'une autre activité

Aucune information.

3.7.3 Approbation d'un projet d'entente de partage de commissions, approbation d'une prise de position importante, emprunt ou remboursement autorisés

Emprunts et/ou remboursements autorisés par l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières (ACCOVAM)

Merrill Lynch Canada Inc.

Approbation d'un emprunt de 200 000 000 \$ assorti d'une renonciation à concourir de Merrill Lynch Canada Credit Inc. en faveur de Merrill Lynch Canada Inc., courtier en valeurs de plein exercice. Le solde de l'emprunt pour lequel Merrill Lynch Canada Credit Inc. renonce à concourir est de 1 131 000 000 \$.

3.7.4 Autres

Aucune information.

4.

Indemnisation

- 4.1 Avis et communiqués
 - 4.2 Réglementation
 - 4.3 Autres consultations
 - 4.4 Fonds d'indemnisation des services financiers
 - 4.5 Fonds d'assurance-dépôts
 - 4.6 Autres décisions
-

4.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

4.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

4.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

4.4 FONDS D'INDEMNISATION DES SERVICES FINANCIERS

Aucune information.

4.5 FONDS D'ASSURANCE-DÉPÔTS

Aucune information.

4.6 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

5.

Institutions financières

- 5.1 Avis et communiqués
 - 5.2 Réglementation et lignes directrices
 - 5.3 Autres consultations
 - 5.4 Modifications aux registres de permis des assureurs, des sociétés de fiducie et sociétés d'épargne et des statuts des coopératives de services financiers
 - 5.5 Sanctions administratives
 - 5.6 Autres décisions
-

5.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

5.2 RÉGLEMENTATION ET LIGNES DIRECTRICES

Aucune information.

5.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

5.4 MODIFICATIONS AUX REGISTRES DE PERMIS DES ASSUREURS, DES SOCIÉTÉS DE FIDUCIE ET SOCIÉTÉS D'ÉPARGNE ET DES STATUTS DES COOPÉRATIVES DE SERVICES FINANCIERS

Aucune information.

5.5 SANCTIONS ADMINISTRATIVES

Aucune information.

5.6 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

6.

Marchés des valeurs

- 6.1 Avis et communiqués
 - 6.2 Réglementation et instructions générales
 - 6.3 Autres consultations
 - 6.4 Sanctions administratives pécuniaires
 - 6.5 Interdictions
 - 6.6 Placements
 - 6.7 Régime de l'autorité principale
 - 6.8 Offres publiques
 - 6.9 Information sur les valeurs en circulation
 - 6.10 Autres décisions
 - 6.11 Annexes et autres renseignements
-

6.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

6.2 RÉGLEMENTATION ET INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

Aucune information.

6.3 AUTRES CONSULTATIONS

Erratum

Proposition d'encadrement des marchés des dérivés

Veillez prendre note qu'une erreur s'est glissée dans l'avis de consultation ainsi que la proposition d'encadrement des marchés des dérivés qui ont été publiés dans la section 6.3 du bulletin du 10 août 2007 (Vol 4, n° 32).

On aurait dû lire que la date de fin de la consultation est le **8 novembre 2007** au lieu du 31 octobre 2007 et que le numéro de télécopieur auquel il est possible de transmettre les commentaires à la Secrétaire de l'Autorité des marchés financiers est le **(514) 864-6381** au lieu du (514) 864-8381.

Vous trouverez donc ci-après la version corrigée de l'avis ainsi qu'un hyperlien menant vers la version corrigée de la proposition :

http://www.lautorite.qc.ca/userfiles/File/projets-speciaux/produits-derives/Derives_consultation_fr_2007_08-v3.pdf

Le 17 août 2007

PROPOSITION D'ENCADREMENT DES MARCHÉS DES DÉRIVÉS

L'Autorité des marchés financiers publie aujourd'hui, pour consultation, un projet d'encadrement des marchés des dérivés au Québec. Les documents publiés présentent des propositions de législation, de réglementation et d'instructions générales sur les dérivés.

Cette démarche fait suite à la publication, en mai 2006, d'un document de consultation sur l'encadrement des marchés des dérivés présentant les grandes orientations de l'Autorité pour le développement de la réglementation en cette matière. Élaboré par un groupe d'analystes spécialisés dans différents secteurs opérationnels au sein de l'Autorité et soumis à un comité consultatif formé de membres de l'industrie, ce document a permis de recueillir plusieurs commentaires et observations qui ont été pris en compte dans l'élaboration du présent projet d'encadrement. Ce projet met de l'avant une approche qui consiste à privilégier l'établissement de grands principes dans la législation et à compléter l'encadrement par des dispositions réglementaires ou des instructions générales. Donnant la flexibilité nécessaire pour réagir rapidement et adapter l'encadrement à l'évolution des marchés, cette approche permet aux différents intervenants du marché de se conformer à l'encadrement mis en place d'une manière qui correspond davantage à leur modèle d'affaires, créant ainsi un environnement propice à l'innovation et à la concurrence. De plus, l'Autorité s'est assuré que le projet soit compatible avec les standards internationaux tout en tenant compte de la réalité des marchés canadiens et nord-américains.

À l'issue de cette consultation, l'Autorité entend poursuivre ses travaux en tenant compte des commentaires recueillis et préparera des recommandations qu'elle soumettra à la ministre des Finances, en vue de la mise en place d'un encadrement moderne et efficace des marchés des dérivés au Québec. Ainsi, le résultat final de cette démarche de l'Autorité ne pourra être mis en oeuvre que lorsqu'il aura été soumis au processus réglementaire et législatif du gouvernement et de l'Assemblée nationale.

Consultation

Nous invitons les personnes intéressées à formuler des commentaires sur les propositions de législation et de réglementation ainsi que sur les propositions d'instructions générales.

Transmission des commentaires

Veillez présenter vos commentaires par écrit au plus tard le 8 novembre 2007. Si vous ne les envoyez pas par courriel, veuillez également les fournir sur disquette (format Microsoft Word pour Windows).

Prière d'adresser vos commentaires à l'Autorité des marchés financiers comme suit :

Anne-Marie Beaudoin
Secrétaire
Autorité des marchés financiers
Tour de la Bourse
800, square Victoria, 22e étage
C. P. 246
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Télécopieur : 514-864-6381
Courriel : consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Questions

Pour toute question, prière de vous adresser à l'une des personnes suivantes :

Daniel Laurion
Directeur général, Mandats spéciaux
(514) 395-0558 Poste 2121
Numéro sans frais : 1 877 525-0337
daniel.laurion@lautorite.qc.ca

Derek West
Directeur adjoint, Centre d'excellence en dérivés
(514) 395-0558 Poste 1907
Numéro sans frais : 1 877 525-0337
derek.west@lautorite.qc.ca

Me Élyse Turgeon
Chef du service des affaires juridiques
(514) 395-0558 Poste 2531
Numéro sans frais : 1 877 525-0337
elyse.turgeon@lautorite.qc.ca

Le 10 août 2007

PROPOSED DERIVATIVES FRAMEWORK

The *Autorité des marchés financiers* (the "Authority") is today publishing for comment proposal documents on the regulation of the derivatives markets in Québec. These documents contain a proposed legislation and regulation as well as proposed policy statements in respect of derivatives.

This initiative is further to the publication of a discussion paper in May 2006 on the regulation of derivatives markets containing the Authority's broad orientations for the development of a derivatives regulatory framework. Prepared by a group of analysts specializing in various operating aspects within the Authority and submitted to an advisory committee made up of industry representatives, the discussion paper generated numerous comments and observations that have been taken into account in the proposed framework. The approach adopted in the proposed framework consists of fostering the development of core principles in legislation and complementing the framework with regulatory provisions or policy statements. In addition to providing the flexibility needed to respond promptly and adapt the framework to market changes, this approach allows various market participants to operate within the framework in a manner that is more in line with their business model, thereby sustaining an environment that is conducive to innovation and competition. As well, the Authority has ensured that its proposals are compatible with international standards, while recognizing the realities of the Canadian and North American markets.

Following this consultation, the Authority intends to pursue its task, taking into account the comments it receives, and prepare recommendations for the Minister of Finance for the purpose of implementing a modern and effective regulatory framework for derivatives markets in Québec. The final result of this initiative by the Authority may be implemented only after it has been submitted to the regulatory and legislative process of the Government and the National Assembly.

Request for comment

Comments on the proposed derivatives legislation and regulation as well as on the proposed policy statements are welcome.

Transmission of comments

Comments should be forwarded in writing not later than November 8, 2007. If they are not forwarded by e-mail, please also provide comments on diskette (Microsoft Word for Windows).

Comments may be forwarded to the *Autorité des marchés financiers* to the attention of:

Anne-Marie Beaudoin
Corporate Secretary
Autorité des marchés financiers
Tour de la Bourse
800, square Victoria, 22^e étage
C. P. 246
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Fax: 514-864-6381
E-mail: consultation-en-cours@lautorite.gc.ca

Questions

If you have any questions, please contact any of the following persons:

Daniel Laurion
Executive Director, Special Projects
(514) 395-0558, ext. 2121
Toll-free: 1 877 525-0337
daniel.laurion@lautorite.qc.ca

Derek West
Assistant Director, Centre of Excellence for Derivatives
(514) 395-0558, ext. 1907
Toll-free: 1 877 525-0337
derek.west@lautorite.qc.ca

M^e Élyse Turgeon
Manager, Legal Affairs
(514) 395-0558, ext. 2531
Toll-free: 1 877 525-0337
elyse.turgeon@lautorite.qc.ca

August 17, 2007

PROPOSED DERIVATIVES FRAMEWORK

August 10, 2007

TABLE OF CONTENTS

1. Notice and Request for Comment
2. Proposed Derivatives Legislation
3. Proposed Derivatives Regulation
4. Proposed Policy Statements
5. Abbreviations

Notice and Request for Comment

Proposed Derivatives Framework

Introduction

The *Autorité des marchés financiers* (the "Authority" or "we") is publishing for comment a proposed derivatives legislation and regulation as well as proposed related policy statements (together the "Proposed Derivatives Framework"). This initiative of the Authority is intended to prepare recommendations to be submitted to the Minister of Finance for the implementation of a modern and effective regulatory framework for derivatives markets in Québec. The Proposed Derivatives Framework has therefore not been approved by any ministerial or government authority.

The final result of this initiative by the Authority may be implemented only after it has been submitted to the legislative process and the ensuing legislative provisions have been debated in and duly adopted by the National Assembly. As well, the formal process must be followed for the *Conseil exécutif* and its members with respect to the adoption or approval of the proposed regulation.

The text of the Proposed Derivatives Framework is available on the website of the Authority at:

www.lautorite.qc.ca.

The Proposed Derivatives Framework may also require consequential amendments to the *Securities Act*¹ and to the *Act respecting the Autorité des marchés financiers* as well as to existing regulations.²

We are publishing the Proposed Derivatives Framework for a 90-day consultation period ending on November 8, 2007.

Comments on any aspect of the Proposed Derivatives Framework, including those outlined below, are welcome.

Background

Derivatives trading has expanded significantly in Québec, Canada and around the world. Trading in exchange-traded options and futures contracts has exploded, thanks

¹ R.S.Q. chapter V-1.1

² R.S.Q. chapter A-33.2

to the introduction of new products that improve risk management. New products are continuously being developed and offered to respond to ever increasing demand. Over-the-counter markets have followed the same trend, and they remain the preferred risk management venue of financial institutions.

In Québec, this situation, as well as the specialization of the Montréal Exchange in derivatives, prompted the Authority to examine the current regulatory framework for this sector. It was quickly realized that the provisions of the Québec *Securities Act* and *Securities Regulation* significantly lagged behind the regulatory framework for derivatives in force in other countries.

In May 2006, the Authority published a discussion paper on the regulation of derivatives markets in Québec.³ Following an in-depth review of various statutes, the paper proposed a derivatives framework that is separate from that which governs securities—an approach broadly based on core principles intended to keep up with market changes. As well, our approach has several innovative proposals, particularly with respect to regulated entities (exchanges, clearing houses and associations that regulate their members). In addition, a broad-based concept of derivatives was proposed to enable the Authority to better fulfill its mission of ensuring the protection of investors and market efficiency. We received numerous comments as a result of the consultation.⁴

The discussion paper was also presented to industry participants at various gatherings. In addition, discussions were held with the *Commodity Futures Act* Advisory Committee⁵ set up by the Ontario Government.

The feedback generally supported the Authority's proposals. However, those regarding the scope of the proposed legislation and the definition of a "derivative" raised concerns. It was stated that the over-the-counter market for derivatives was very fluid and that there did not seem to be any need for the market to be regulated by the Authority as it was already subject to rules or involved fully independent parties.

Other comments were made regarding the proposed regulatory orientations, rule self-certification by regulated entities and information documents for investors. As well, proposals relating to the regulation of intermediaries, dealers and advisers were the subject of specific observations from industry participants who were consulted.

³ [Regulation of Derivatives Markets in Québec](http://www.lautorite.qc.ca/userfiles/File/industrie/encadrement-produits-derives/Regulation-Derivatives-Markets.pdf), Autorité des marchés financiers, May 1, 2006, available at <http://www.lautorite.qc.ca/userfiles/File/industrie/encadrement-produits-derives/Regulation-Derivatives-Markets.pdf>

⁴ Comments and responses are available on the website of the Authority at the address mentioned earlier.

⁵ The Committee's final report is available at: http://www.gov.on.ca/MGS/en/AbtMin/STEL02_047006.html

In pursuing its task, the Authority took into account the feedback it received, as reflected in the documents published today for comment. We also ensured that the Proposed Derivatives Framework was compatible with all relevant standards of the International Organization of Securities Commissions and the Bank for International Settlements, among other agencies.

Features of Proposed Derivatives Framework

Transparency of consultation

In order to facilitate the consultation process and maximize transparency, the proposed legislation and regulation published today are complete in and of themselves. They set out all provisions relevant to each title rather than referring to the provisions contained in either the *Securities Act* or the *Act respecting the Autorité des marchés financiers*. References used for the provisions are also indicated to facilitate their examination and review.

Proposed approach

The proposed approach promotes the use of legislative core principles, complementing the framework with regulatory provisions or policy statements. This approach seemed to be most effective in the long run. It provides the flexibility needed to respond promptly and adapt the framework to market changes. We feel this is essential for the regulation of derivatives markets.

This approach also allows various market participants to operate within the proposed framework in a manner that is more in line with their business model. In this regard, the approach promotes innovation and competition.

The principles appear primarily in the proposal document containing the proposed legislation. It is complemented by proposal documents containing the proposed regulation and policy statements. The latter play an important role in explaining how the Authority intends to interpret the principles or by giving examples of compliance with these principles.

For example, sections 23 and 24 of the proposed legislation set out obligations for regulated entities relating to the development of rules that provide unrestricted membership to any person who meets the admission criteria. From an operational point of view, they must organize and control their activities responsibly and efficiently. There are also provisions relating to the disclosure of information as well as the performance of functions. Also, more specific rules pertain to organized markets and clearing houses.

Registrants would be required to comply with rules of conduct according to recognized standards of integrity and fairness. Title III of the proposed legislation sets out provisions governing them.

Content of proposed legislation

- Scope

The proposed scope is broad but intended to give the Authority maximum flexibility in the enforcement of provisions as well as provide the leeway required by participants in the over-the-counter market. It gives a general definition of “derivative” designed to include any current or future type of product. A derivative is either exchange-traded or over-the-counter. It includes any instrument, contract or security of which the price, value or delivery/payment requirements are based on an underlying interest.

We are proposing a definition of “underlying interest” that would include a broad range of possibilities and areas of application. A list is currently proposed. We are seeking comments on the advisability of recommending a list of underlying interests, or on whether the nature of an underlying interest should even be limited by providing such a list. One option might be to list underlying interests and to provide for the possibility of adding to the list by regulation.

An institutional financial contract (contract between qualified parties) is an over-the-counter derivative that involves, for example, a bank or other Canadian financial institution, a dealer, an adviser or an accredited client. This type of contract would not be subject to the provisions of Titles III and IV of the proposed legislation relating to derivatives dealers and advisers or to the public offering of derivatives. These transactions could therefore be carried out without formality, although the Authority would still have the power to intervene in the event of fraud or manipulation.

Accredited clients include several categories of persons whose resources, situation or knowledge are such that it is not necessary to apply all provisions of the Proposed Derivatives Framework. Among them, we propose including hedgers as well as anyone with a minimum of \$5 million in assets. We are seeking comments on the categories of persons currently on the list. Should the proposed criteria be changed or should certain categories of persons be added or removed?

The proposed legislation includes a list of products, contracts or instruments that are not derivatives within the meaning of the Proposed Derivatives Framework. In this respect, the following in particular are excluded: convertible securities, strip bonds, warrants or subscription rights, investment contracts within the meaning of the *Securities Act*, deposits as well as insurance or annuity contracts.

Finally, a number of definitions related to the proposed legislation that are not concepts specific to derivatives are included in the proposed regulation.

- Regulated entities

Regulated entities are exchanges, clearing houses and associations that regulate their members. We propose that these entities be required to be recognized or authorized by the Authority to carry on business in Québec, as is currently the case.

The applicable framework would nevertheless be very broadly based on principles: Regulated entities should demonstrate in particular that their governance is adequate given their activity and business model, that their technological system enables the operation of a market or activity that complies with set standards, that their financial resources are sufficient and that, if functions are outsourced, they have in place the necessary controls to maintain responsibility for how such functions were carried out. Moreover, access to the entities should be fair, allowing any person who meets the conditions to access the services or products offered.

An organized market must set up rules to ensure that it is operated fairly and with integrity. It must adopt oversight procedures for its market and be able to investigate and, when necessary, impose disciplinary measures to ensure proper transparency.

It is further proposed that the risk management functions carried out by a clearing house follow sound practices, ensuring it is operated prudently.

The principles contained in the proposed legislation are the subject of proposed policy statements that set out the Authority's expectations regarding their impacts and stipulate how regulatory entities can respect them. The proposal document containing policy statements forms part of this publication.

This type of framework relies on communications between regulated entities and the Authority that are open, frank and ongoing. It is therefore proposed that entities be required to deal with the Authority honestly and in a spirit of co-operation.

One of the most important aspects of the Proposed Derivatives Framework for regulated entities pertains to the self-certification of rules and products. We are proposing that entities, when filing with the Authority proposals for new rules, rule amendments or new products, demonstrate that their proposals comply with the principles of the proposed legislation. Proposals from entities would come into effect on the day they are filed with the Authority or on a later date specified by the entity.

This procedure has several consequences both for the entity and for the Authority. Firstly, the entity would have to *demonstrate* compliance with the principles. The analyses and other documents in support of certification must be highly detailed and without any shortcomings. It would not be sufficient to indicate, for example, that a rule substantially reiterates what exists elsewhere.

The Authority's responsibility with respect to the development of such rules would not be diminished. Staff would examine the self-certification files submitted and be able to intervene as needed where it was of the opinion that the principles were not being followed to its satisfaction. The Authority could ultimately suspend the enforcement of a

rule deemed non-compliant or take any other step under the law. We believe that these situations would be extremely rare.

- Derivatives dealers and advisers

In the discussion paper dated May 2006, we recommended that the current securities framework be maintained for specific registration categories and approvals. The comments made during our meetings with firms that are active in the derivatives market in Canada confirmed that no dealers currently practice exclusively in derivatives. We therefore propose that the regime applicable to derivatives dealers and advisers generally be that set out in draft *Regulation 31-103 respecting Registration Requirements* in connection with securities. The proposed regulation published today therefore presents only aspects that are specific to derivatives dealers and advisers.

We propose that investment dealers (or dealers with an unrestricted practice as they are currently called) who are members of the Investment Dealers Association of Canada (IDA) or portfolio managers (advisers with an unrestricted practice as they are currently called) be registered under the proposed legislation, on certain conditions. With respect to dealers, the IDA rules related to derivatives, in particular those related to the training of representatives, appear to be adequate.

The applicable conditions include adequate training for representatives and the compliance officer. The proposed regulation sets out these requirements. This would not increase the administrative burden on securities firms that trade or seek to trade in derivatives.

New firms seeking to register to carry on business in a derivatives brokerage would have to register dealers under the applicable provisions of draft Regulation 31-103 regarding securities and become members of the IDA.

We do not expect registrations for investment fund managers because these organizations issue securities. The use of derivatives by these issuers in the management of assets entrusted to them does not alter their status. They would be subject to registration under securities legislation.

- Public offering of derivatives

There are few provisions in the proposed legislation and regulation regarding the public offering of derivatives. It is proposed that derivatives offered by regulated entities be self-certified by them, according to the provisions of Title II. Institutional financial contracts are exempt from the application of Title IV, as provided for in section 12 of the proposed legislation. This leaves derivatives distributed by persons other than regulated entities which are traded by persons who do not benefit from the exemption.

For these persons, we propose a qualification procedure that essentially reiterates the current requirements of section 67 of the *Securities Act*, adjusted as necessary.

The trading of derivatives would not require the filing or delivery of a prospectus. We propose that dealers be required to provide a risk information document prior to the first trade on behalf of a client. The document would be prescribed by regulation, avoiding current issues regarding responsibility for its preparation. The approved person would have to provide basic information about himself to the client being offered products. This information would include financial statements as well as a brief description of his activities and the derivatives offered.

The approved person would be required to provide annual updates of the information and notify the Authority when he wishes to cease offering a derivative or completely cease carrying on business.

- Insider reports

We discussed whether it would be appropriate to integrate insider provisions into the Proposed Derivatives Framework to the extent that insiders trade in derivatives the underlying interest of which is a security or an index. We propose to leave the applicable regime in the securities legislation as is, including equity monetization, and only introduce in the Proposed Derivatives Framework a reporting requirement according to the provisions of securities legislation, as well as the Authority's regulatory power to determine whether such requirements apply when trading changes an insider's control.

- General civil actions

The proposed legislation incorporates by reference the provisions of Division II of Title VIII of the *Securities Act* proposed in Bill 19 that was tabled in the National Assembly last spring (to the extent that such provisions are adopted by the National Assembly) when trades involve a derivative of which the underlying interest is a security.

- Administration of the Act

These provisions were included in the proposed legislation to provide greater transparency in the overall application of the proposed regulatory regime. They cover information management, the financial management of the Authority, rules applicable to its decisions, the role of the *Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières* and the appeal of decisions.

- Enforcement

This section of the proposed legislation covers inspections and investigations, conservatory measures such as freeze orders, provisional administration as well as remedial measures.

- Interjurisdictional arrangements and immunity

We restated the arrangements adopted by the Government of Québec for the *Securities Act*. As several Canadian jurisdictions exercise their authority over derivatives through

securities legislation, the measures relating to the delegation of powers, mutual recognition and incorporation by reference are reproduced in the proposed legislation.

The provisions pertaining to delegations and immunities granted to staff of the Authority or a recognized regulatory entity would be combined.

- Prohibitions, obligations and penal provisions

Title X of the proposed legislation sets out a list of offences related to derivatives and prohibits the use of privileged information in certain circumstances. The level of fines proposed for the various offences is the same as in the securities sector.

- Proposed regulation

The proposed legislation includes many possibilities for specifying certain obligations, setting out exceptions, adding to the list of accredited clients, determining various requirements, etc. We are seeking comments on the list of powers contained in sections 277 and following of the proposed legislation. We are also seeking observations on the criteria that should be used to determine these specifications and exceptions.

The list of powers is very broad and includes many elements that could be difficult to reconcile with the general and comprehensive approach of certain principles contained in the proposed legislation. An adequate balance must be sought between the stated principles and the regulatory provisions required to ensure the necessary transparency for persons governed by the framework. We are therefore seeking specific comments on this issue: Do the elements being presented help strike a fair balance in this regard?

- Proposed policy statements

A regulatory approach based on principles requires that the Authority give its opinion on how they may be respected. Policy statements are intended to serve this purpose. They are not binding and are not the only means to comply with the legislation but they enable both regulated entities and other interested persons to better understand the requirements.

A number of proposed policy statements explain the Authority's expectations and opinion regarding the principles set out in the proposed legislation and how to comply with them, in particular through recommended best practices.

The issues covered include, in respect of regulated entities, access, marketplace operation and governance. A policy statement also covers issues relating to the public offering of derivatives.

Next stages

The Authority intends to pursue its task, taking into account the comments received through the consultation. Our goal is to prepare recommendations for the Minister of Finance for the purpose of implementing a modern and effective regulatory framework for derivatives markets in Québec.

Request for comment

Comments on the proposed legislation and regulation as well as on the proposed policy statements are welcome.

Transmission of comments

Comments should be forwarded in writing not later than November 8, 2007. If they are not forwarded by e-mail, please also provide comments on diskette (Microsoft Word for Windows).

Comments may be forwarded to the *Autorité des marchés financiers* to the attention of:

Anne-Marie Beaudoin

Corporate Secretary

Autorité des marchés financiers
Tour de la Bourse
800, square Victoria, 22^e étage
C.P. 246
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Fax: 514-864-6381
E-mail: consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Questions

If you have any questions, please contact any of the following persons:

Daniel Laurion
Executive Director, Special Projects
514-395-0558, ext. 2121
Toll-free: 1-877-525-0337
daniel.laurion@lautorite.qc.ca

Derek West
Assistant Director, Centre of Excellence for Derivatives
514-395-0558, ext. 1907
Toll-free: 1-877-525-0337
derek.west@lautorite.qc.ca

M^e Élyse Turgeon
Manager, Legal Affairs
514-395-0558, ext. 2531
Toll-free: 1-877-525-0337
elyse.turgeon@lautorite.qc.ca

August 17, 2007

*PROPOSED DERIVATIVES LEGISLATION
FOR CONSULTATION*

10 August 2007

PROPOSAL DOCUMENT

PROPOSED DERIVATIVES LEGISLATION

This proposed derivatives legislation, which is being published by the Autorité des marchés financiers, is not a proposal of the Government and may be implemented only after it has been submitted to the legislative process and the ensuing legislative provisions have been debated in and duly adopted by the National Assembly.

TITLE I

GENERAL PROVISIONS

CHAPTER I

PURPOSE

1. The purpose of this proposed legislation is to ensure efficiency in the derivatives markets, maintain confidence in those markets and support their growth.

A derivative is an instrument, contract or security whose market price, value or delivery or payment obligations are derived from, referenced to or based on an underlying interest. Any other instrument, contract or security that is designated by regulation or is deemed equivalent to a derivative based on criteria determined by regulation is considered to be a derivative.

The underlying interest from, to or on which the market price, value, or any delivery or payment obligation of the derivative is derived, referenced or based may be a security, a commodity, a climatic variable, a freight rate, an emission allowance, a financial instrument, a currency, an interest rate, an exchange rate, the rate of inflation or other official economic statistic or indicator, an index, a basket, a futures contract, an agreement or any benchmark whatsoever and, if applicable, the relationship between any of the foregoing. **(Ref.: Reg. 81-102, s. 1.1; MIFID, Annex 1, section C (10))**

2. A derivative is an exchange-traded derivative or an over-the-counter derivative.

An exchange-traded derivative is a derivative that trades on an organized market, that has mandatory standardized contractual terms and whose trade is cleared and settled by a clearing house. An over-the-counter derivative that has substantially the same attributes subsequent to a matching of the terms and details of the transaction of which it is the object is also an exchange-traded derivative.

Any other derivative is an over-the-counter derivative.

3. An organized derivatives market is a person who seeks to:

(1) set up, maintain, administer or provide a market or system for bringing together buyers and sellers of exchange-traded derivatives;

(2) bring together the orders of multiple buyers and sellers;

(3) use established, non-discretionary methods under which the orders interact with each other, and the buyers and sellers entering the orders agree to the terms of a trade.

4. In particular, this proposed legislation seeks to:

(1) foster integrity, fairness, efficiency and transparency in the derivatives markets;

(2) protect the public against unfair, improper or fraudulent practices involving derivatives and against market manipulation;

(3) ensure access by the public, including market participants and their clients, to adequate, true and clear information, tailored to the degree of financial knowledge and experience of those for whom it is intended.

5. With a view to realizing these objectives, this proposed legislation establishes a regulatory system intended to:

(1) supervise derivatives offers and trades and administer the rules of eligibility for carrying on activities in respect thereof; **(Ref.: s. 4 (3) AMF Act; Reg. 81-102, s. 1.1, "specified derivative"; CPSS Glossary, 2003, "derivative")**

(2) supervise the activities of derivatives market professionals so as to ensure honest, loyal and responsible conduct; **(Ref.: s. 276 (4) SA; s. 1.1 (2 (2)(iii) CFA))**

(3) ensure effective monitoring of regulated entities and, in particular:

(a) their activities;

(b) the exercise of powers delegated to them;

(c) the adequacy of their resources;

(d) access to their services;

(e) all of the transactions carried out on the facilities or systems operated by them; **(Ref.: s. 4 (4) AMF Act; Reg. 21-101, s. 1.1)**

(4) ensure that regulated entities and derivatives market participants:

(a) abide by the principles set forth in this proposed legislation and the regulations made thereunder;

(b) comply with the obligations imposed on them by this Act and the regulations made thereunder; **(Ref.: s. 4 (2) AMF Act)**

(5) facilitate the control of systemic risk involving derivatives, particularly as regards clearing house operations; **(Ref.: DP, p. 21)**

(6) ensure the implementation and administration of programs to examine client complaints and protect clients in matters involving derivatives. **(Ref.: s. 4 (5) AMF Act)**

For the purposes of enforcing this regulatory regime, the Autorité des marchés financiers, hereinafter referred to as the "Authority", in pursuing these objectives, exercises the powers conferred upon it by the proposed legislation.

CHAPTER II

INTERPRETATION

6. In this proposed legislation, unless the context indicates otherwise:

"clearing house" means a person that administers a system for netting, on a multilateral basis, derivatives trades and that, to this end, acts as central counterparty in respect of participants in an organized or over-the-counter market; **Ref.: s. 4 (4) AMF Act; Reg. 81-102, s. 1.1; CEA, s. 1a (9 (A(ii) and (III)))**

"client" means a person:

(1) who deals with a derivatives dealer or adviser in order to obtain advice or management services, give an order, purchase, sell or otherwise trade in a derivative, or who has become a party to such a transaction through that dealer or adviser; **(Ref.: Reg. 45-106, s. 3.1)**

(2) to whom an offer to participate in a transaction or receive the services referred to in paragraph (1) has been made;

"delegate" means one of the following persons, to whom a function or power of the Authority has been delegated, or has been subdelegated with the authorization of the Authority and to the extent indicated by it, in accordance with the Act respecting the Autorité des marchés financiers or this proposed legislation:

(1) a superintendent referred to in the Act respecting the Autorité des marchés financiers, a member of the staff of the Authority, or another person designated by it;

(2) one of the extra-provincial regulators referred to in section 231, or a person to whom the extra-provincial regulator has subdelegated such function or power;

(3) a self-regulatory organization, or a committee thereof or a member of its staff to whom the organization has subdelegated such function or power; **(Ref.: ss. 24 and 62 AMF Act)**

“derivatives adviser” means any person who: **(Ref.: s. 5 SA)**

(1) advises others, personally or through printed materials or by any other means, as to the purchase or alienation of derivatives or as to becoming a party to trades in derivatives;

(2) manages a portfolio, under a mandate from his client, in accordance with an investment policy that provides for or authorizes him to use derivatives;

(3) offers to engage in, on behalf of another person, an activity described in paragraph (1) or (2), or purports to engage in such activity; **(Ref.: Reg. 31-103, s. 1.3)**

(4) is or agrees to be remunerated for an activity or trade referred to in paragraph (1), (2) or (3); **(Ref.: Notice and Request for Comment on Draft Regulation 31-103, p. 3)**

“derivatives dealer” means any person who, with respect to derivatives trading:

(1) carries on the activities of an intermediary; **(Ref.: s. 5 SA; Reg. 45-106, s. 3.1)**

(2) accepts orders or margin deposits for purposes of derivatives transactions, or acts as the purchasing or selling counterparty in the capacity of a derivatives market maker; **(Ref.: RS UMIR, art. 1.1, “derivatives market maker”, Reg. 21-101 s. 1.1; CEA, s. 1a(20)(A) “futures commission merchants”; BCBS July 1994, p. 3)**

(3) offers to a client to participate in a trade or to engage in, on behalf of the client, an activity described in paragraph (1) or (2), or purports to participate in such trade or engage in such activity; **(Ref.: Reg. 31-103, s. 1.3)**

(4) is or agrees to be remunerated for an activity or trade referred to in paragraph (1), (2) or (3); **(Ref.: Notice and Request for Comment on Draft Regulation 31-103, p. 3)**

“exchange” means an organized market whose activity consists in operating and providing the facilities required for the trading of exchange-traded derivatives; **(Ref.: Reg. 81-102, s. 1.1; Reg. 21-101, s. 1.1, “recognized exchange”)**

“market participant” means a registrant or an accredited client referred to in section 14 with direct access to trading on an organized market, a subscriber of an alternative

trading system, or any other person identified as such by regulation; (Ref.: Reg. 21-101, s. 1.1 “marketplace participant”; PDR s. 1 “direct trading access right”, “alternative trading system”; Draft Regulation to amend Regulation 23-101, s. 3, end of consultation July 19, 2007, “dealer sponsored participant”; “dealer sponsored access”)

“person” means, in addition to a natural person and a legal person, a partnership, a trust, a fund, an association, a syndicate, a body, an entity and any other group of persons that is not constituted as a legal person as well as any person acting as a trustee, liquidator, executor or legal representative. (Ref.: s. 5.1 SA)

7. If a document, a part of a document or a provision of the proposed Québec derivatives legislation or of extra-provincial derivatives or securities laws is described as being incorporated by reference in another document or in another provision of the proposed Québec derivatives legislation or Québec securities laws or extra-provincial derivatives or securities laws, it is deemed to be an integral part of that document or those laws. (Ref.: s. 5.4 SA)

8. In the case of a patrimony endowed with a certain degree of autonomy, such as a retirement fund, partnership, trust or group without legal personality, this proposed legislation and the regulations made thereunder apply as if the patrimony had such personality, but its observance is the responsibility of the persons in charge of the patrimony, and both civil and penal actions connected with this proposed legislation may be brought against them for acts relating to such patrimony.

In the case of a partnership, actions referred to in the first paragraph may also be brought against the partnership or against the partners, except the special partners. (Ref.: s. 6 SA)

9. The person owning securities entitling him to elect in all cases a majority of the directors of a company has the control of that company. (Ref.: s. 8 SA)

10. A company is the subsidiary of another company when it is controlled by it or by companies controlled by it.

A subsidiary of a company that is itself a subsidiary of another company is deemed to be a subsidiary of that other company.

Two companies are affiliates if one is the subsidiary of the other or if both are subsidiaries of the same company or are controlled by the same person. (Ref.: s. 9 SA)

For the purposes of this proposed legislation, the transfer of ownership in any purchase or disposition is deemed accomplished upon acceptance of the subscription or of the offer of sale or purchase. (Ref.: s. 10 SA)

11. In interpreting the provisions of this proposed legislation, unless the context indicates otherwise:

(1) the expression “derivatives clearing” includes all arrangements, processes and systems through which a clearing house, in accordance with its rules:

- (a) matches positions between parties to, or participants in, derivatives;
- (b) receives margin deposits or mutualizes or transfers the credit risk arising from a derivative among its members or clearing agents;
- (c) substitutes the credit of the clearing house for that of parties to a derivative;
- (d) nets these transactions on a multilateral basis, and settles them or, failing same, liquidates or cancels the relevant positions; **(Ref.: CEA, s. 1a(A) (II) and (III))**

(2) a party that manages a fully-managed account is deemed to be a party acting as principal;

(3) a reference to the Authority includes its delegate as regards a power or function delegated or subdelegated to the delegate.

CHAPTER III

EXCLUSIONS AND EXEMPTIONS

12. The following instruments, contracts and securities are not derivatives within the meaning of this proposed legislation:

- (1) a conventional convertible security;
- (2) an asset-backed security;
- (3) an index participation unit;
- (4) a strip bond;
- (5) a capital, equity dividend or income share of a subdivided equity or fixed income security;
- (6) a conventional warrant or subscription right;
- (7) a special warrant;

- (8) an investment contract within the meaning of section 1 of the *Securities Act*;
- (9) an institutional financial product;
- (10) an option or other instrument or security whose value is derived from, referenced to or based on the value or market price of a security granted under a compensation plan;
- (11) an instrument, contract or security prescribed by regulation. **(Ref.: Reg. 81-102, s. 1.1)**

An institutional financial product is one of the following instruments, contracts or securities offered, distributed, issued or entered into by a Canadian bank or financial institution, or a subsidiary thereof, excluding a subsidiary that is a derivatives or securities dealer or adviser:

- (1) a deposit of money or credit balance in a deposit or savings account, a certificate of deposit or a debt security;
- (2) a bankers' acceptance;
- (3) a letter of credit or a loan;
- (4) a debit account associated with the use of a credit card;
- (5) a participation in a loan that is assigned to an accredited client;
- (6) an insurance or annuity contract issued by an insurer holding a licence under the Act respecting insurance, the Insurance Companies Act (Statutes of Canada, 1991, chapter 47) or the legislation of a jurisdiction of Canada;
- (7) an instrument, contract or security prescribed by regulation. **(Ref.: GLB Act, s. 206 (a); s. 3 SA)**

13. The following over-the-counter derivatives are exempt from the application of the provisions of Titles III and IV:

- (1) an over-the-counter derivative prescribed by regulation;
- (2) an over-the-counter derivative offered, distributed, issued or entered into in accordance with the law by any of the following persons:
 - (a) a Canadian bank;
 - (b) a Canadian financial institution;

(c) a subsidiary of any person referred to in subparagraph (a) or (b), if the person owns all of the voting securities of the subsidiary, except the voting securities owned by directors of that subsidiary or its employees in connection with a plan established by the subsidiary; **(Ref.: Reg. 45-106, s. 1.1 “accredited investor”)**

(d) a registered derivatives dealer or adviser, acting as principal or on behalf of an accredited client;

(e) an accredited client.

14. The following persons are accredited clients:

(1) the Government of Canada, of Québec or of another jurisdiction of Canada, or any Crown corporation, agency or wholly owned entity of such government; **(Ref.: Reg. 45-106, s. 1.1)**

(2) a municipality, public board or commission in Canada and a metropolitan community, a school board, the Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal or an intermunicipal management board in Québec; **(Ref.: Draft Reg. 31-103, s. 9.14(1), “permitted international portfolio manager client”)**

(3) any national, federal, state, provincial, territorial or municipal government referred to in paragraph (2) of or in any foreign jurisdiction, or any Crown corporation, agency or wholly owned entity of such government or administration; **(Ref.: 45-106, s. 1.1; NI 14-101, s. 1.1(3); PDR, “jurisdiction”, “foreign jurisdiction”)**

(4) a Canadian bank; **(Ref.: Reg. 45-106, s. 1.1)**

(5) a Canadian financial institution; **(Ref.: Reg. 45-106, s. 1.1; PDR, s. 1)**

(6) the Business Development Bank of Canada incorporated under the Business Development Bank of Canada Act (Statutes of Canada, 1995, chapter 28); **(Ref.: Reg. 45-106, s. 1.1)**

(7) a subsidiary of any person referred to in paragraph (4), (5) or (6), if the person owns all of the voting securities of the subsidiary, except the voting securities owned by directors of that subsidiary or its employees in connection with a plan established by the subsidiary; **(Ref.: Reg. 45-106, s. 1.1)**

(8) a person registered as a derivatives dealer or adviser under this proposed legislation or as a dealer or adviser under the Securities Act (R.S.Q. chapter V-1.1), or a person authorized to act in an equivalent capacity under the legislation of a jurisdiction of Canada; **(Ref.: Reg. 45-106, s. 1.1)**

(9) a natural person registered or formerly registered under this proposed legislation as a representative of a person referred to in paragraph (8), or a person authorized to act in an equivalent capacity under the legislation of a jurisdiction of Canada; **(Ref.: Reg. 45-106, s. 1.1)**

(10) a pension fund that is regulated by the Office of the Superintendent of Financial Institutions (Canada), the Régie des rentes du Québec or a pension commission or similar regulatory authority in Canada and whose investment policy provides for or authorizes the use of derivatives; **(Ref.: Reg. 45-106, s. 1.1)**

(11) a person who establishes in a conclusive and verifiable manner, to the satisfaction of his derivatives dealer or adviser each time the dealer or adviser is required to verify his client's financial and personal situation and his investment goals:

(a) that he has the requisite knowledge and experience to evaluate the information on derivatives provided to him, the appropriateness to his needs of the strategies for using derivatives that are proposed to him, and the attributes of the derivatives proposed to him for trading;

(b) that, at all times, he has assets of at least \$5,000,000;

(c) that, at all times, he disposes of sufficient net assets to fulfill his delivery or payment obligations under derivatives to which he is a party, in light of the positions held in his account and the orders he is seeking to have executed; **(Ref.: Reg. 45-106, s. 1.1; RRE, s. 3; GLB Act, s. 206(a); CEA, s. 1a(12) "eligible contract participant")**

(12) an investment fund that distributes or has distributed securities under a prospectus for which the Authority or, in another jurisdiction of Canada, the regulator has issued a receipt, or an investment fund that distributes or has distributed its securities only to: **Ref.: Reg. 45-106, s. 1.1; CEA s.1a (ii)(B)(ii)(I)**

(a) a person that is or was an accredited investor at the time of the distribution; **(Ref.: Reg. 45-106, s. 1.1; PDR, s. 1 "accredited investor")**

(b) a person that acquires or acquired securities in the fund in order to make a minimum investment or an additional investment under the conditions prescribed by regulation; **(Ref.: Reg. 45-106, s. 1.1)**

(c) a person described in paragraph (a) or (b) that acquires or acquired securities of the fund in order to reinvest in the fund, under the conditions prescribed by regulation; **(Ref.: Reg. 45-106, s. 1.1)**

and whose investment policy provides for or authorizes the use of derivatives; **(Ref.: Reg. 45-106, s. 1.1; PDR, s. 1 "jurisdiction of Canada")**

(13) an investment fund that is advised by a derivatives adviser registered or authorized to carry on his activities under this proposed legislation or under the legislation of a jurisdiction of Canada or a foreign jurisdiction;

(14) a derivatives adviser registered or authorized to carry on his activities under this proposed legislation or under the legislation of a jurisdiction of Canada or a foreign jurisdiction who is acting on behalf of a client who has granted him discretionary authority; **(Reg. 45-106, s. 1.1; PDR, s. 1 “jurisdiction of Canada”, “foreign jurisdiction”)**

(15) a charity registered under the Income Tax Act (Canada) that, in regard to the trade, has obtained advice from a derivatives adviser registered under this proposed legislation or from a person authorized to act in an equivalent capacity under the legislation of a jurisdiction of Canada; **(Ref.: Reg. 45-106, s. 1.1; PDR, s. 1 “jurisdiction of Canada”)**

(16) an entity organized in a foreign jurisdiction that is analogous to any of the entities referred to in paragraphs (4) to (8) or paragraph (10) in form and function; **(Ref.: Reg. 45-106, s. 1.1)**

(17) a person in respect of which all of the owners of interests, except the voting securities required by law to be owned by directors, are persons that are accredited investors; **(Ref.: Reg. 45-106, s. 1.1; PDR, s. 1 “accredited investor”)**

(18) a hedger;

(19) a person with any of the following characteristics:

(a) the person is part of a group defined by regulation;

(b) the person's activity, degree of financial knowledge and experience or assets are deemed equivalent to those of an accredited client through the application of principles or criteria prescribed by regulation;

(c) the person has been recognized or designated as an accredited client by the Authority. **(Ref.: Reg. 45-106, s. 1.1)**

15. A hedger referred to in paragraph (18) of section 14 is a person who, as a result of his activities:

(1) becomes exposed to one or more risks related to those activities, including supply, credit, exchange and environmental risks and the risk of fluctuations in the price of an underlying interest;

(2) seeks to hedge that risk by engaging in one or more derivatives trades where the underlying interest is the underlying interest directly associated with that risk, or a related underlying interest. **(Ref.: Rule One, Montréal Exchange “hedger”)**

Hedging is the entering into of a derivatives transaction, or a series of derivatives transactions, and the maintaining of the position or positions resulting from the transaction or series of transactions:

(1) if:

(a) the intended effect of the transaction, or the intended cumulative effect of the series of transactions, is to offset or reduce, in whole or in part, a risk of change in value of an underlying interest or a position, or of a group of underlying interests or positions,

(b) the transaction or series of transactions results in a high degree of negative correlation between changes in the value of the underlying interest or position, or group of underlying interests or positions, being hedged and changes in the value of the derivative or derivatives with which the value of the underlying interests or positions is hedged, and

(c) there is reasonable cause to believe that the transaction or series of transactions no more than offset the effect of price changes in the underlying interest or position, or group of underlying interests or positions, being hedged; or

(2) if the intended effect of the transaction or series of transactions is to substitute a risk to one currency for a risk to another currency, if the aggregate amount of currency risk to which the hedger is exposed is not increased by the substitution. **(Ref.: Reg. 81-102, s. 1.1, “hedging”, “currency cross hedge”; PDR, s. 1 “position”)**

TITLE II

REGULATED ENTITIES

CHAPTER I

SCOPE

16. This Title applies to regulated entities.

However, the provisions of Subdivision 1, Division 2 of Chapter III of this Title apply to an exchange and to any other organized derivatives market.

The following are regulated entities: an exchange, a clearing house, a regulation services provider and a self-regulatory organization.

Any other similar organization upon which the efficiency of a derivatives market depends is deemed to be a regulated entity, as determined by the Authority.

CHAPTER II

RECOGNITION OF ENTITIES

17. No person may carry on the activities of a regulated entity in Québec without being recognized by the Authority. **(Ref.: ss. 60 and 169 SA)**

18. The Authority may recognize a regulated entity on such conditions as it may determine.

In making a decision under this section, the Authority shall, if required, determine the connecting factors that are relevant for ensuring the fulfillment of the purpose of this proposed legislation. **(Ref.: s. 171 SA and Reg. 21-101 respecting Marketplace Operation)**

19. The Authority may also recognize an exchange or a clearing house as a self-regulatory organization. In that case, the exchange or clearing house is also subject to the provisions of this proposed legislation that are applicable to such an organization.

20. Despite sections 14 and 60 of the Act respecting the Autorité des marchés financiers, a recognized exchange or clearing house may supervise or regulate the professional conduct of its members or participants and their representatives. **(Ref.: s. 170 SA)**

21. No person may carry on activities in Québec as an alternative trading system or information processor in respect of derivatives without the authorization of the Authority.

The Authority may authorize a person to carry on such activities by either recognizing the person as an exchange or registering the person as a derivatives dealer, based on the attributes of the person and if the Authority considers that doing so complies with the purpose of this proposed legislation. **(Ref.: s. 171 SA and Reg. 21-101 respecting Marketplace Operation)**

In making a decision under this section, the Authority shall determine the connecting factors that are relevant for ensuring the fulfillment of the purpose of this proposed legislation.

CHAPTER III

OBLIGATIONS OF RECOGNIZED ENTITIES

Division 1

General obligations

§ 1. *By-laws and rules*

22. A recognized regulated entity must adopt appropriate procedures for drafting, adopting and amending the rules governing its activities and those of its members or participants. **(Ref.: DP p. 74)**

23. The constituting documents, by-laws and rules of such an entity must allow:

- (1) unrestricted membership for any person who meets the admission criteria;
- (2) equal access by members or participants to the services offered;

based on transparent criteria providing for fair and equitable competition.

They must also provide for the imposition of disciplinary measures for any contravention of the law or any violation of the by-laws or rules of the organization. **(Ref.: DP p. 59; s. 70 AMF Act)**

24. The rules of a recognized regulated entity must include a process for examining complaints that allows for a timely, fair and equitable resolution of disputes involving it. **(Ref.: DP p. 74)**

25. In establishing these rules, the costs to members and participants that may result from the application of the rules must be borne in mind.

26. Despite section 74 of the Act respecting the Autorité des marchés financiers, the rules of a recognized regulated entity may be amended in either of the following manners:

- (1) in accordance with the self-certification process prescribed by regulation and subject to filing, with the Authority, a notice confirming that the amendment was made in accordance with the law;
- (2) with the prior approval of the Authority, upon an application by the organization establishing that self-certification of a rule presents serious difficulties. **(Ref.: DP p. 70)**

27. The operator of a regulated entity must ensure the faithful application of its rules. **(Ref.: DP p. 74)**

28. Sections 74 and 75 of the Act respecting the Autorité des marchés financiers apply to the constituting documents and by-laws of a recognized regulated entity. **(Ref.: s. 171.1 SA)**

§ 2.- *Governance*

29. The principles of governance of a recognized entity must be clear and transparent. They must be intended to meet the needs of its members and participants while also serving the public interest. **(Ref.: DP p. 47)**

30. These principles give rise to the implementation of an accurate and informative notification system for directors and officers. **(Ref.: BCBS July 1994, p. 9)**

§3. – *Control of operations*

31. The operator of a recognized regulated entity must organize and control its affairs responsibly and effectively. **(Ref.: DP pp. 50-57)**

32. The entity must use information processing systems with a sufficient capacity, allowing it to carry out its operations effectively, safely and reliably. **(Ref.: DP p. 57)**

33. The entity must at all times have adequate financial resources.

It must also have qualified staff sufficient in number to carry out its operations and, if applicable, exercise the powers delegated to it by the Authority in an effective manner. **(Ref.: DP p. 13)**

34. A regulated entity must implement appropriate procedures to manage the risks of its operations and of the operations carried out by its members and participants through its facilities or systems, so as to ensure the security, performance and continuous accessibility thereof. **(Ref.: DP p. 57)**

§4. – *Exercise of functions, activities and powers*

35. Where a recognized entity outsources functions or activities to a third party, it shall remain fully responsible under this proposed legislation for any such outsourced function or activity.

36. Within the scope of the exercise of its functions and powers, a recognized entity must, before rendering a decision unfavourably affecting the rights of a person, give the person an opportunity to present observations.

However, the entity may, without prior notice, issue a decision or a provisional order valid for a period not exceeding 15 days if the entity is of the opinion that there is

urgency or that any period of time granted to the person concerned to present observations may be detrimental.

The decision or order must state the reasons on which it is based and becomes effective on the day it is served on the person concerned. That person may, within six days of receiving the decision or order, present observations to the entity.

The organization may revoke a decision or order issued under this section. **(Ref.: s. 81 AMF Act)**

37. A recognized entity hearing a disciplinary matter must do so at a public meeting.

However, it may, on its own initiative or on request, order an *in camera* hearing or prohibit the publication or release of information or documents indicated by it in the interest of good morals or public order. **(Ref.: s. 82 AMF Act)**

38. A recognized entity must, as soon as possible, communicate to the Authority the decisions it rendered in the exercise of its functions and powers concerning the admission of a member or participant or a disciplinary matter. **(Ref.: s. 83 AMF Act)**

§6. – *Disclosure*

39. A recognized entity must deal with the Authority truthfully and cooperatively.

40. It must disclose to the Authority any information regarding its activities that is useful for the exercise of the Authority's functions and powers under this proposed legislation.

It must also offer its members and participants access to the text of its rules and the instruments established for their application and interpretation, as well as to other useful information regarding the rights and obligations of those members and participants. **(Ref.: DP pp. 42-50)**

41. A recognized entity must make, to the extent of and in accordance with the conditions set out in its recognition decision, the regular, occasional and other disclosures regarding it. **(Ref.: s. 73 SA)**

42. It must file with the Authority, within 90 days after the end of its fiscal year, its financial statements, its auditors' report and any other information, according to the requirements set by the Authority. **(Ref.: s. 86 AMF Act)**

Division 2

Specific obligations applicable to certain regulated entities

§1. – *Recognized exchange and other organized markets*

43. This Division applies to a recognized exchange and to any other organized derivatives market.

A dealer that executes an over-the-counter trade of an exchange-traded derivative is deemed to operate an organized market for purposes of this Division. **(Ref.: Reg. 21-101, s. 1.1)**

44. An organized market must be structured so as to operate in a manner that is equitable to all market participants, and any differences in treatment among classes of participants must be clearly identified and disclosed in its rules. **(Ref.: IOSCO Principles for TS, June 1990, Principle 4)**

45. An organized market must adopt and enforce rules and procedures prohibiting market abuse and manipulation, fraud and deceptive trading in order to ensure that it operates in a fair and equitable manner. **(Ref.: DP p. 83)**

46. An organized market must ensure that its participants are able to fulfill their obligation to achieve best execution of orders when acting for a client. **(Ref.: Securities and Investment Board, Regulation of the Conduct of Investment Business, 1989 (“SIB”), Annex C, Designated Rule 10; Draft Regulation to amend Reg. 31-103, s. 3, end of consultation July 19, 2007)**

47. An organized market must establish monitoring, investigative and disciplinary procedures providing it with sufficient pre- and post-trade transparency. **(Ref.: DP p. 83)**

48. The rules or procedures of an organized market must grant it the power to suspend trading or modify trading conditions in order to ensure an orderly market. **(Ref.: DP p. 83)**

49. The Authority may require an organized market to provide it with data concerning its activities, such as its order book, trades and trade matching data, at the time and in the manner determined by the Authority.

§2. – *Clearing houses*

50. A clearing house must apply sound internal management practices in order to ensure its prudent operation. To this end, it must implement:

- (1) an appropriate process for managing the risks of derivatives clearing that integrates prudent risk limits;
- (2) reliable measurement procedures and information systems;
- (3) comprehensive internal controls and audit procedures;
- (4) continuous monitoring and frequent reporting to management;
- (5) appropriate oversight by its directors. **(Ref.: BCBS pp. 1-4)**

51. A clearing house must use the necessary means to offer market participants and their clients fair, secure and efficient clearing and settlement services.

§3. – *Recognized self-regulatory organizations*

52. The competence, integrity and authority of members or participants of a self-regulatory organization must be subject to specific standards that are continuously monitored by the organization to ensure their adequacy and enforcement. **(Ref.: IOSCO Principles for TS, Principle 6)**

53. The Authority may, in accordance with sections 277 and 278 and subject to the second paragraph of section 136, delegate the exercise of all or part of the functions and powers conferred on it by this proposed legislation or the regulations to a recognized self-regulatory organization.

Such delegation is subject to Government approval, except when made to a person referred to in section 19.

54. A recognized self-regulatory organization may, with prior authorization from the Authority, subdelegate all or part of the functions and powers delegated to it to a committee formed by it or to a member of its staff. **(Ref.: s. 62 AMF Act)**

55. A self-regulatory organization may not renounce the exercise of delegated functions or powers without prior authorization from the Authority. The Authority may make its authorization subject to the conditions it considers necessary for the protection of the members and participants of the organization, or of the public. **(Ref.: s. 64 AMF Act)**

56. The Authority may, by regulation, confer on rules or standards established by a recognized self-regulatory organization, and any amendments made thereto, the force and effect of a regulation made under this proposed legislation. **(Ref.: s. 72 AMF Act)**

CHAPTER IV

SUPERVISION OF AND CONTROL OVER RECOGNIZED ENTITIES

57. The Authority may prescribe a course of action to a recognized regulated entity where it considers it necessary for the proper operation of the entity or for public protection. **(Ref.: s. 172 SA)**

58. The Authority may suspend, according to the terms and conditions it considers appropriate, the application of all or part of a provision of the by-laws or rules of a recognized regulated entity. **(Ref.: s. 76 AMF Act)**

59. The Authority may order a recognized regulated entity to amend its constituting documents, by-laws or rules where it considers that an amendment is necessary to render such texts consistent with this proposed legislation. **(Ref.: s. 77 AMF Act)**

60. The Authority may reprimand a recognized entity after having given the entity the opportunity to be heard. **(Ref.: s. 273 SA)**

61. The Authority may modify, suspend or withdraw all or part of the recognition granted to a regulated entity if it considers that:

- (1) the entity has failed to comply with undertakings given to the Authority;
- (2) the interests of the entity's members or participants or the interests of the public would be better served by such a measure.

The Authority may also, for the same reasons, modify, suspend or withdraw an exemption granted to a person in respect of the application of this Title. **(Ref.: s. 89 AMF Act)**

62. A recognized regulated entity that wishes to terminate its activities must apply for authorization to the Authority.

The Authority shall give the authorization on the conditions it determines where it believes the interests of the entity's members or participants and the interests of the public are sufficiently protected. **(Ref.: s. 88 AMF Act)**

63. The Authority may, by regulation, establish principles, criteria or rules applicable to a regulated entity. **(Ref.: s. 171.1.1 SA)**

TITLE III

DERIVATIVES DEALERS AND ADVISERS

CHAPTER I

REGISTRATION AND AUTHORIZED ACTIVITIES

64. No derivatives dealer or adviser may carry on business unless he is registered as such with the Authority. **(Ref.: s. 148 SA)**

65. The Authority may require that a candidate or a category of candidates it determines pursue derivatives activities for which registration is sought through a subsidiary. **(Ref.: s. 148.1 SA)**

66. Every natural person carrying on business as a derivatives dealer or adviser, or carrying on another remunerated activity prescribed by regulation on behalf of a person subject to registration under section 64, must register with the Authority under the designation determined by regulation. **(Ref.: s. 149 SA)**

67. A person is registered by right as a derivatives dealer or adviser, or as a natural person carrying on an activity referred to in section 66 on behalf of a derivatives dealer or adviser, as the case may be, if the person:

(1) is registered or registers under the Securities Act as a dealer or adviser with an unrestricted practice, or is a natural person who is registered or registers to carry on this activity or another activity prescribed by regulation on behalf of a dealer or adviser with an unrestricted practice, as the case may be;

(2) complies at all times with the conditions established under this Act for carrying on his derivatives activities;

(3) pays the fees prescribed by regulation made under this Act for carrying on such activities;

as long as the person is registered in such capacity under the *Securities Act*.

68. The categories of registration, the conditions to be met by candidates, the duration of registration and the rules governing the activities of registrants shall be established by regulation. **(Ref.: s. 150 SA)**

69. The Authority may, by regulation, exempt, with or without conditions, a person or category of persons from the obligation to register as a derivatives dealer or adviser or to register on behalf of a derivatives dealer or adviser. **(Ref.: s. 331.1(11) SA)**

CHAPTER II

OBLIGATIONS OF REGISTRANTS

Division 1

Management of business

70. A derivatives dealer or adviser must organize and control his internal affairs responsibly. To that end, he must establish procedures facilitating his compliance with the provisions of this proposed legislation and he must ensure that the information in his books, registers and files is sufficient for purposes of verification thereof. **(Ref.: SIB, Principle 10 and Designated Rule 45)**

71. A derivatives dealer or adviser must have sufficient financial resources to be able to honour his business commitments at all times and deal with the risks to which his business is exposed. **(Ref.: SIB Principles, Annex B, Principle 9)**

Division 2

CONDUCT TOWARD THIRD PARTIES

72. A derivatives dealer or adviser must comply with the rules and standards applicable to it under this proposed legislation and must ensure that its officers, representatives and employees act in accordance therewith. **(Ref.: SIB Principle 3, s. 160.2 SA)**

73. A registered natural person must maintain a sufficient level of knowledge regarding derivatives and, in general, meet the professional standards that govern his conduct with respect to honesty, integrity, fairness, due care and skill. **(Ref.: Joint Forum, Principles, January 28, 2005)**

74. A registrant must, in particular, abide by the professional standards of honest and fair conduct recognized in the derivatives industry. **(Ref.: SIB, Principle 1)**

75. A registrant must use the necessary means to obtain or verify information allowing him to: **(Ref.: Joint Forum)**

- (1) properly identify his client;
- (2) assess the client's requirements;
- (3) recommend a product or service that suits the client's needs in respect of derivatives;

(4) determine whether the trade he is being asked to carry out complies with the rules and principles governing his activities. **(Ref.: BC Model, Dealers and Advisers Guide, 2003, p. 13)**

76. A registrant must refuse to act on behalf of a client if he has reasonable cause to believe that the trade in question is unlawful or is likely to bring the reputation of the derivatives market into disrepute. **(Ref.: Joint Forum)**

77. In his dealings with a client and in the execution of the mandate entrusted to him by the client, a registrant must act with all the care that may be expected of a knowledgeable professional under the same circumstances. **(Ref.: s. 160.1 SA)**

78. In determining how to conduct himself, a registrant must, to the extent possible, place the client's interests above his own and refrain from taking advantage of a client who has placed his trust in the registrant. **(Ref.: Joint Forum)**

79. When acting for a client, a derivatives dealer must make reasonable efforts to achieve best execution of orders received from the client, by using facilities providing information to that end.

This obligation does not apply to an alternative trading system registered as a derivatives dealer. **(Ref.: Draft Regulation to amend Reg. 23-101, s. 3, end of consultation July 19, 2007)**

80. A registrant must avoid being in a situation in which his ability to serve his client in an impartial manner could be seriously compromised.

In the case of a conflict of interest, before carrying out a trade on behalf of the client, the registrant must:

(1) inform the client about any conflict he has noted; **(Ref.: Joint Forum)**

(2) take measures, using the criteria of fairness, objectivity, and transparency, to ensure that the client's interests are not affected by the situation. **(Ref.: SIB, Designated Rule 30; BC Model, Dealers and Advisers Guide, 2003, p. 19)**

81. A registrant must safeguard the property entrusted to him by his client when it is under his responsibility. To this end, the registrant must segregate the client's property from his own and maintain separate accounting records, unless a law, a regulation or the rules governing the registrant stipulate otherwise. **(Ref.: SIB Principles, Annex B, Principle 8)**

82. A registrant must deal in an open and cooperative manner with the Authority and with any delegate exercising powers over it under this proposed legislation.

83. A derivatives dealer must supervise the conduct of accredited clients to whom he provides direct trading access to an organized market.

He must inform the market or, as the case may be, the appropriate regulation services provider, of any client conduct that seems contrary to the rules governing the client's participation. **(Ref.: Draft Regulation to amend Reg. 31-103, s. 5, end of consultation July 19, 2007)**

84. A derivatives dealer or adviser must implement a compliance program and designate an officer, or a person performing a managerial function under the officer's direction, to be responsible for its application.

A regulation made by the Authority shall set out the principles governing the content of the compliance system, the mandate and authority of the compliance officer as well as the measures ensuring his independence.

85. A derivatives dealer or adviser must provide equitable resolution of complaints filed with the dealer or adviser. To that end, he must establish a policy dealing with:

(1) the examination of complaints and claims filed by persons having an interest in a product or service he has provided;

(2) the settlement of disputes regarding such products or services. **(Ref.: s. 168.1.1 SA)**

The Government may, by regulation, prescribe the policy to be adopted or elements of the policy.

86. A derivatives dealer or adviser must inform each complainant, in writing and without delay, that the complainant may, if he is dissatisfied with the dealer's or adviser's complaint examination or its outcome, request that a copy of the complaint file be forwarded to the Authority.

Where requested by a complainant, the derivatives dealer or adviser shall forward a copy of the complaint file to the Authority.

The Authority shall examine the complaint and may, if it considers it appropriate and the parties agree, act as a mediator. It may also retain the services of a natural person to act in such capacity or, with the authorization of the Government, enter into an agreement for that purpose with a body or a legal person. **(Ref.: s. 168.1.3 SA)**

87. Notwithstanding sections 9 and 83 of the Act respecting Access to documents held by public bodies and the Protection of personal information (R.S.Q. chapter A-2.1), the Authority may not communicate a complaint file without the authorization of the derivatives dealer or adviser that has transmitted it. **(Ref.: s. 168.1.4 SA)**

88. A mediator may not be compelled to disclose anything revealed to or learned by the mediator in the exercise of his functions or to produce, before a court of justice or before a person or body of the administrative branch exercising adjudicative functions, a document prepared or obtained in the course of the mediator's exercise of his functions.

Notwithstanding section 9 of the Act respecting Access to documents held by public bodies and the Protection of personal information, no person may have access to a document contained in the mediation record. **(Ref.: s. 168.1.5 SA)**

89. Registrants must comply with the other principles and rules established by regulation in respect of their activities.

Division 3

DISCLOSURE

90. In the cases and within the time determined by regulation, a registrant shall notify the Authority of any change in the information furnished at the time of registration.

As determined by regulation, no change may be made unless the Authority approves or does not object within 30 days of receiving notice of the proposed change. If the Authority objects, it may prescribe what is to be done. **(Ref.: s. 159 SA)**

91. A derivatives dealer or adviser shall, each year, within two months of the end of its fiscal year or on any other date determined by the Authority, submit to the latter a report as at that date concerning the complaint examination policy it has established pursuant to section 85.

The report shall mention, in particular, the number and nature of the complaints filed. **(Ref.: s. 168.1.2 SA)**

CHAPTER III

SURRENDER AND SUSPENSION OF REGISTRATION

92. A registrant wishing to cease carrying on business shall apply to the Authority to surrender his registration.

The Authority may, on the conditions it determines, suspend all or part of the registration or impose conditions or restrictions on the registration during examination of the application for surrender.

The Authority may accept the surrender where, in its opinion, the interests of clients and investors are sufficiently protected, and, to the same end, it may impose conditions on the surrender.

The Authority remains competent in respect of any acts prior to the surrender. **(Ref.: s. 153 SA)**

93. At the request of the Authority or any interested person, the Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières established under section 92 of the Act respecting the Autorité des marchés financiers (R.S.Q. chapter A-33.2), may revoke or suspend the rights granted by registration, or impose restrictions or conditions on their exercise where, in its opinion, a registrant fails to comply with this proposed legislation or the regulations made thereunder or where the protection of investors requires it. **(Ref.: s. 152 SA)**

TITLE IV

DERIVATIVES TRANSACTIONS

CHAPTER I

PUBLIC OFFERING OF DERIVATIVES

Division 1

Derivatives offered

94. No person may offer derivatives to the public except in compliance with this proposed legislation.

95. An exchange-traded derivative must be designed so as to ensure a high degree of protection against manipulation. **(Ref.: CEA Core Principle 3)**

Division 2

Public offering

§ 1. *Qualification*

96. In order to offer an exchange-traded derivative or an over-the-counter derivative to the public, a person who is not a recognized regulated entity must first be qualified by the Authority, in accordance with the conditions prescribed by regulation. **(Ref.: s. 67 SA)**

97. A qualified person wishing to cease carrying on business or cease offering a derivative shall give a prior notice of not less than 30 days to that effect to the Authority.

In that case, the Authority may impose such conditions as it considers necessary for public protection.

§ 2 *Obligations of dealers and advisers*

98. No derivatives dealer or adviser may advise a client to trade in derivatives, or carry out such trade on behalf of a client, unless he has ascertained that the client has all the information:

- (1) he reasonably needs for purposes of their business relationship;
- (2) allowing him to make an informed decision and give clear instructions regarding the trade;
- (3) regarding the margin requirements to which the trade is subject, and the consequences for the client if he does not meet those requirements when called upon to do so.

99. A dealer trading in derivatives for the account of a client must, before the first transaction, remit to him the risk information document prescribed by regulation.

If the trades involve derivatives offered to the public by a person who is not recognized as a regulated entity, the dealer shall also remit to the client the information provided in connection with the person's qualification by the Authority. **(Ref.: s. 67 paras. 2 and 3 SA)**

This section does not apply to an accredited client.

§ 3 *Information*

100. In every document containing recommendations in respect of a derivative that has the securities of an issuer as its underlying interest, the registrant must make the statement prescribed by regulation concerning the interests that he or any of his directors or officers has in the securities. **(Ref.: s. 166 SA)**

101. The risk information document, a document permitted by the Authority for use in lieu thereof as well as any other document required to be remitted to a client under this proposed legislation or a regulation made thereunder shall be drawn up in French only or in French and English. **(Ref.: s. 40.1 SA)**

102. A person qualified under section 96 shall, each year, within the time period fixed by regulation, file the information prescribed by regulation.

CHAPTER II

INSIDER REPORTS

103. Every person who is an insider of a reporting issuer within the meaning of the Securities Act and acquires or disposes of a derivative having the securities of that issuer as its underlying interest is deemed to effect a change in his control over the securities of that issuer and is required to report the change in control over the securities of the issuer in accordance with Chapter IV of Title III of the Securities Act.

104. The Authority may, by regulation, determine that a derivatives transaction conferring the right or imposing the obligation to effect a change in control over a security is subject to the insider reporting requirement provided for in Chapter IV of Title III of the Securities Act. **(Ref.: s. 92 SA)**

CHAPTER III

GENERAL CIVIL ACTIONS

105. Transactions involving a derivative having securities as its underlying interest are subject to the obligations and sanctions provided for in Division II of Title VIII of the Securities Act, with the necessary modifications.

TITLE VII

ADMINISTRATION OF THE ACT

CHAPTER I

GENERAL PROVISIONS

§1. – *Information management*

106. Documents intended for the Authority are served on its secretary. **(Ref.: s. 294 SA)**

107. The Authority may, by regulation, determine conditions for transmitting and receiving documents referred to in this proposed legislation or a regulation made thereunder. **(Ref.: s. 293 SA)**

108. The Authority may, by regulation, prescribe that certain documents required to be filed or transmitted under this proposed legislation must be filed or transmitted in the

medium or by the technological means that satisfy the conditions for filing or transmittal specified by it. **(Ref.: ss. 10.6 and 10.7 SA)**

109. The Authority may refuse the filing of documents part or all of which were prepared or signed by a person who, during the five years preceding the date of the filing, was convicted of a disciplinary, penal or indictable offence in a matter pertaining to a derivatives transaction and for which he has not obtained a pardon. **(Ref.: s. 272 SA)**

110. The Authority may allow a document or attestation prescribed under this proposed legislation to be substituted by a document or attestation required under any other legislation or by other documents containing information that is at least equivalent. **(Ref.: s. 294.1 SA)**

111. Any attestation issued by the Authority respecting the registration of a person, the filing of a document, the time that the facts upon which proceedings may be brought came to the knowledge of the Authority and any other matter pertaining to the administration of this proposed legislation is proof of its content in any civil or penal proceedings without other proof of the signature or office of the person attesting. **(Ref.: s. 295 SA)**

112. The Authority shall furnish to the Minister any information and any report that the Minister may require on the activities of the Authority. **(Ref.: s. 303 SA)**

113. Any person may, upon written request made at least two business days in advance, have access to all documents required to be filed under this proposed legislation or the regulations, except documents filed by a registrant otherwise than pursuant to the requirements of Title III.

The Authority may waive the prior notice or, where it deems that the communication of a document could result in harm, it may declare the document inaccessible.

This section applies notwithstanding section 9 of the Act respecting Access to documents held by public bodies and the Protection of personal information. **(Ref.: s. 296 SA)**

114. Investigation reports, inspection reports and supporting evidence may be inspected only with the authorization of the Authority, notwithstanding section 9 of the Act respecting Access to documents held by public bodies and the Protection of personal information. **(Ref.: s. 297 SA)**

115. The Authority may communicate any information, including personal information, without the consent of the person concerned, to a person or body responsible, by law, for the prevention, detection or repression of crime or statutory offences outside

Québec, if the information relates to an offence under this proposed legislation or under derivatives legislation applicable in another jurisdiction.

The Authority may also communicate any information, including personal information, about a participant, a person to whom section 186 applies, a participant's auditor, a person required to be registered under Title III, an officer, a director, an insider or a person having, even indirectly, significant influence over a registrant, or a recognized regulated entity, without the consent of the person concerned, to a person, even outside Québec, acting in the derivatives regulation or monitoring field, including for the purposes of a common database containing personal information.

Likewise, the Authority may communicate any information, including personal information, without the consent of the person concerned, to a police force if there is reasonable cause to believe that the person has committed or is about to commit a criminal or penal offence under an Act applicable in or outside Québec with respect to the Authority or one of its employees or relating to a derivatives provision, and the information is required for the related investigation.

The Authority may also communicate any information, including personal information, to the Minister of Revenue, without the consent of the person concerned, if there is reasonable cause to believe that the person has committed or is about to commit an offence under this proposed legislation that may have an impact on the administration or enforcement of a fiscal law. **(Ref.: s. 297.1 SA)**

116. In a case not provided for in section 115 of the proposed legislation, the Authority may, with the authorization of a judge of the Court of Québec, communicate any information, including personal information, to a police force, without the consent of the person concerned.

The application for authorization must be made in writing and contain a sworn statement that there is reasonable cause to believe the information may serve to prevent, detect or repress the commission of an indictable offence under an Act applicable in or outside Québec.

The application and the record pertaining to the hearing are confidential. The clerk of the Court of Québec shall take the necessary measures to ensure their confidentiality.

The judge to whom the application for authorization is made shall hear the application *ex parte* and *in camera*. The judge may make any order to preserve the confidentiality of the application, the record and the personal information. The record shall be sealed and kept in a place inaccessible to the public. **(Ref.: s. 297.2 SA)**

117. The Authority may communicate any information, including personal information, without the consent of the person concerned, to a person pursuant to an agreement or treaty entered into under an Act. **(Ref.: s. 297.3 SA)**

118. The Authority may, in accordance with section 68 of the Act respecting Access to documents held by public bodies and the Protection of personal information, enter into an agreement with a department or a body for the communication of personal information to facilitate the administration or enforcement of derivatives and fiscal legislation and penal or criminal legislation relating to derivatives. **(Ref.: s. 297.4 SA)**

119. Sections 115 to 118 apply, with the necessary modifications, to any information, including personal information, relating to a person registered under this proposed legislation as well as to that person's representative or to a person acting on behalf of a representative or a registrant. **(Ref.: s. 297.5 SA)**

120. Sections 115 to 119 apply despite sections 23 and 24 and subparagraphs (5) and (9) of the first paragraph of section 28 of the Act respecting Access to documents held by public bodies and the Protection of personal information, and sections 115, 116 and 119 apply despite section 59 of the Act respecting Access to documents held by public bodies and the Protection of personal information. **(Ref.: s. 297.6 SA)**

§2. – *Publications*

121. The Authority must publish a Bulletin periodically to inform financial circles of its activities in respect of derivatives. The Bulletin must contain, in particular, applications received, decisions rendered, policy statements and information filed. **(Ref.: s. 298 SA)**

122. The Authority must, no later than 31 July each year, submit to the Minister a report of its activities related to the administration of this proposed legislation for the preceding year.

The Minister shall table the Authority's activities report in the National Assembly within 30 days of its receipt or, if the Assembly is not sitting, within 30 days of resumption. **(Ref.: s. 302 SA)**

§3. – *Agreements*

123. The Authority may, according to law, make an agreement with a person from Québec or elsewhere, with a view to fostering the application of this proposed legislation or foreign legislation in matters of derivatives. **(Ref.: s. 295.1 SA)**

124. The Authority may, with the authorization of the Government, enter into an agreement with any organization or legal person for the examination of complaints and claims filed by persons referred to in section 85 who are dissatisfied with the examination carried out by the derivatives dealer or adviser.

Such an agreement may also provide that the organization or legal person may, if it considers it appropriate, act as a mediator if the concerned parties agree. **(Ref.: s. 295.2 SA)**

CHAPTER II

FINANCIAL MANAGEMENT

125. All amounts payable to the Authority pursuant to the administration of this proposed legislation shall form part of the revenue of the Authority. Such revenue shall be applied to the payment of the costs incurred in relation to the administration of this Act.

Any amounts deposited into a contingency reserve or fund set up under section 132 in the course of a fiscal year shall be regarded as current expenditures.

Likewise, any amounts held in such a reserve or fund shall not form part of the surplus referred to in section 128. **(Ref.: s. 330.1 SA)**

126. The costs incurred by the Government for the administration of this proposed legislation, as determined each year by the Government, shall be borne by the Authority. **(Ref.: s. 330.2 SA)**

127. The Authority shall, each year, submit to the Minister estimates of the Authority related to the administration of this proposed legislation for the ensuing fiscal year in accordance with the conditions determined by the Government.

The budget estimates shall be submitted to the Government for approval. **(Ref.: s. 330.3 SA)**

128. The Authority shall enter in its budgetary estimates, as revenue, any anticipated surplus for the current fiscal year and any other accumulated surplus.

It shall enter, as expenditure, any deficit incurred in the preceding fiscal year. **(Ref.: s. 330.4 SA)**

129. All amounts collected by the Authority shall, upon collection, be deposited in a Canadian bank or in a financial services cooperative governed by the Act respecting financial services cooperatives (chapter C-7.3). **(Ref.: s. 330.5 SA)**

130. The Authority may use any part of its revenue not required for the payment of expenditures or the amounts that constitute the reserve and the fund set up under section 132, to make short-term investments:

(1) in securities issued or guaranteed by the government of Canada, of Québec, of another Canadian province or of a Canadian territory;

(2) by way of deposit with financial institutions designated by the Government, or in certificates, notes and other short-term securities issued or guaranteed by such financial institutions;

(3) by way of deposit with the Caisse de dépôt et placement du Québec, to be administered by the Caisse in accordance with the investment policy determined by the Authority. **(Ref.: s. 330.6 SA)**

131. The costs incurred by the Authority for the administration of Title II of this proposed legislation and Title III of the Act respecting the Autorité des marchés financiers in respect of an activity governed by this proposed legislation shall be borne by the regulated entities that carry on such activities.

Such costs, established for each entity by the Authority at the end of its fiscal year, shall be comprised of a minimum contribution fixed by the Authority and the amount, if any, by which actual costs exceed the contribution. The actual costs shall be established on the basis of the rate schedule established by regulation.

The certificate issued by the Authority establishing the amount to be paid by each entity is peremptory. **(Ref. s. 330.9 SA)**

132. The Authority may, in the pursuit of its mission under this proposed legislation, set up a contingency reserve or, with the authorization of the Government, a designated fund into which it may deposit part of the revenues arising from the administration of this Act. **(Ref.: s. 276.4 SA)**

CHAPTER III

RULES APPLICABLE TO DECISIONS OF THE AUTHORITY

§1. – *General provisions*

133. The Authority shall exercise the discretion conferred on it in accordance with the public interest. **(Ref.: s. 316 SA)**

134. The Authority may, of its own initiative or upon application by an interested person, take any steps to ensure compliance with the provisions of this proposed legislation and the regulations made thereunder.

It may, in particular, require changes to any document established under this proposed legislation or the regulations, prohibit circulation of a document or order circulation of any changes to an existing document or information. **(Ref.: s. 272.1 SA)**

135. The Authority may, within the scope of its powers, participate in the making of any decision by any extra-provincial regulator responsible for the supervision of the derivatives market. **(Ref.: s. 312 SA)**

136. The Authority may, on such terms and conditions as it may determine, make a decision that is general or particular in its application and that applies specifically to any matter within its jurisdiction under this proposed legislation.

However, in exercising delegated or subdelegated functions or powers, a delegate may not make a decision that is general in its application.

137. The Authority may, of its own initiative and without notice, intervene in any civil action relating to any provision of this proposed legislation or the regulations. **(Ref.: s. 269 SA)**

138. The Authority may, within its discretionary powers, draw up policy statements with respect to the application of this proposed legislation.

The policy statements are not regulations. They are indicative of how the discretionary powers conferred on the Authority for purposes of the administration of this proposed legislation could be exercised. **(Ref.: s. 274 SA; s. 314.1 of An Act respecting trust companies and savings companies (S-29.01); s. 17 Payment Clearing and Settlement Act; s. 7 AMF Act)**

139. The Authority may impose an administrative monetary penalty for an act or omission in contravention of a provision of this proposed legislation in the cases, on the conditions and up to the amounts prescribed by regulation. **(Ref.: s. 274.1 SA)**

140. The Authority may appoint any expert whose assistance it deems expedient in the pursuit of the mission conferred on it by this proposed legislation. **(Ref.: s. 292 SA)**

§2. – Decisions

141. A member of the staff of the Authority or a delegate who has examined a matter for the purposes of undertaking an investigation ordered under section 191 must refrain from participating in the making of any decision pertaining to the matter, unless the parties consent thereto.

The Authority shall exercise its decision-making powers according to the rules referred to in section 35 of the Act respecting the Autorité des marchés financiers. **(Ref.: s. 312.1 SA)**

Furthermore, the Authority shall determine the supplementary rules of procedure applicable to deliberations.

142. By way of exception, the Authority may suspend the making of a decision until the applicant undertakes to assume all or part of the cost of the research work that the Authority considers necessary in order to make a decision on the application filed with it.

Similarly, the Authority may require the applicant to pay the costs relating to representation of a client or, if it is in the public interest, it may assume such costs itself. **(Ref.: s. 314.1 SA)**

143. The Authority or a delegate must, before making a decision unfavourably affecting the rights of a person, give that person a 15-day prior notice of the Authority's or delegate's intention to do so. The notice must indicate the grounds on which it is based and offer the possibility for the person to present observations or produce documents to complete the person's record.

However, the Authority or the delegate may, without prior notice, make a decision valid for a period not exceeding 15 days if the Authority or delegate is of the opinion that there is urgency or that any period of time granted to the person concerned to present observations may be detrimental.

The decision must state the reasons on which it is based and is effective as of the time the Authority sends notice thereof to the person concerned. Within six days of receiving the notice, the person may present observations to the Authority or the delegate, as applicable.

The Authority or the delegate may revoke such a decision. **(Ref.: s. 318 SA)**

144. The Authority must, before making a decision or an order under section 57, 58, 59 or 61, give the regulated entity notice of its intention to do so. The prior notice must indicate the grounds on which it is based and the date on which the decision or order is to take effect and it must offer the possibility for the entity to present observations or produce documents to complete the file.

However, the Authority may, without prior notice, make a decision or a provisional order valid for a period not exceeding 15 days if the Authority is of the opinion that there is urgency or that any period of time granted to the organization concerned to present observations may be detrimental.

The decision or order must state the reasons on which it is based and becomes effective on the day it is served on the entity concerned. That entity may, within six days of receiving the decision or order, present observations to the Authority.

The Authority may revoke a decision or order made under those sections. **(Ref.: s. 90 AMF Act)**

145. Any delegate examining a matter may refer it to the Authority. **(Ref.: s. 311 SA)**

146. The Authority may call before it any matter that is before a delegate and decide on it in his stead. **(Ref.: s. 309 SA)**

147. For the purpose of rendering a decision, the Authority may, within the scope of a consultation mechanism established by regulation or an agreement under section 123, consider a factual analysis prepared by the staff of an organization pursuing similar objects. **(Ref.: s. 318.1 SA)**

148. The Authority must give reasons for every decision that adversely affects the rights of a person. **(Ref.: s. 319 SA)**

149. The Authority shall send to the person concerned the decision it has made.

A decision rendered by a delegate under a delegated power shall be sent by the delegate, and a decision rendered by a delegate under a subdelegated power shall be sent by the person having subdelegated such power. **(Ref.: s. 320 SA)**

150. Every final decision of the Authority may, at the request of the Authority, be homologated by the Superior Court or the Court of Québec, according to their respective jurisdictions, and the decision becomes executory under the authority of the court that has homologated it. **(Ref.: s. 320.1 SA)**

151. A decision made by the Authority may be rectified on the record by the Authority in order to correct any error of form, clerical error or mistake in calculation contained therein. **(Ref.: s. 320.2 SA)**

§ 3. – Exemptions

152. The Authority may, on its own initiative or upon application by an interested person, exempt a derivative, person, offer or transaction from any or all of the requirements of this proposed legislation or a regulation made thereunder where it considers the exemption not to be detrimental to the public interest.

The decision is without appeal. **(Ref.: s. 263 SA)**

§ 4. – Review by the Authority or the delegate

153. The Authority may review its decisions at any time, except by reason of an error in law.

A delegate may review his decision if justified by a new fact. **(Ref.: s. 321 SA)**

154. The Authority may, of its own initiative, review any decision made by a delegate or recognized regulated entity, after having given the delegate or recognized regulated

entity an opportunity to present observations within the time period prescribed in section 143. **(Ref.: s. 310 SA)**

155. A person directly affected by a decision of the Authority, a delegate or a recognized regulated entity may, within 30 days, apply for a review of the decision by the Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières. **(Ref.: s. 322 SA and s. 85 AMF Act)**

A regulated entity may also apply to the Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières for a review of a decision regarding it made under section 57, 58, 59 or 61. **(Ref.: s. 310 SA)**

CHAPTER IV

BUREAU DE DÉCISION ET DE RÉVISION EN VALEURS MOBILIÈRES

§ 1. – *General provisions*

156. At the request of the Authority or any interested person, the Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières (hereinafter referred to as the “Board”) shall exercise the powers provided for in this proposed legislation. **(Ref.: s. 93 AMF Act)**

157. The Board may deny the benefit of an exemption contained in this proposed legislation or the regulations where it considers it necessary to do so to protect the public interest.

In particular, the Board may deny the benefit of an exemption to any person who has:

- (1) made improper use of such an exemption;
- (2) contravened this proposed legislation or a regulation made thereunder;
- (3) contravened any other provision regarding derivatives;
- (4) contravened the rules of a recognized exchange. **(Ref.: s. 264 SA)**

158. The Board may order a person or group of persons to cease any activity in respect of a transaction in derivatives.

The Board may, furthermore, order any person or group of persons to cease any activity in respect of the offering or trading of a derivative. **(Ref.: s. 265 SA)**

159. The Board may also order a person or group of persons to cease carrying on business as a derivatives adviser. **(Ref.: s. 266 SA)**

160. An order made under section 158 or 159 has effect from the time the person concerned is notified or becomes aware of it.

In the case of an order concerning a group of persons, publication of the order in the Bulletin or its distribution by any other medium ordinarily available to the persons concerned in the exercise of their profession is valid as notification under the first paragraph. **(Ref.: s. 267 SA)**

161. The Board may reprimand a registrant after having given the registrant the opportunity to be heard. **(Ref.: s. 273 SA)**

162. Where the Board becomes aware of facts establishing that a market participant, a registrant, a recognized regulated entity or any person having had the benefit of an exemption under this proposed legislation has failed to comply with a provision of this proposed legislation or a regulation made thereunder, it may impose an administrative penalty on the offender and cause it to be collected by the Authority.

Where the Board becomes aware of facts establishing that a market participant, a registrant or any other person acting on their behalf has, by an act or omission, contravened or assisted a person in contravening a provision of this proposed legislation or a regulation made thereunder, it may impose an administrative penalty on the offender.

The amount of the penalty may in no case exceed \$1,000,000.

The amounts, if any, collected by the Authority pursuant to this section shall be paid into a fund established under section 132 and allocated to the education of investors or the promotion of their general interest. **(Ref.: s. 273.1 SA)**

163. The Board may impose on a person referred to in section 162, in addition to a penalty provided for therein, the obligation to repay to the Authority the cost of any inspection or investigation that provided proof of the facts establishing the failure to comply with the provision concerned, according to the rate established by regulation. **(Ref.: s. 273.2 SA)**

§2. – *Procedure*

164. The Board may, in exercising its powers, hold hearings in conjunction with and consult with any other authority responsible for the supervision of the derivatives market. **(Ref.: s. 323 SA)**

165. The Board shall determine the rules of procedure applicable to its hearings. **(Ref.: s. 323.1 SA)**

166. Sections 194 and 198 to 200 apply to any hearing of the Board, with the necessary modifications. **(Ref.: s. 323.2 SA)**

167. By way of exception, the Board may suspend the holding of a hearing until the applicant undertakes to assume all or part of the cost of the research work that the Board considers necessary in order to rule on the issue submitted to it.

Similarly, the Board may require a party to pay the costs relating to representation of a client or, if it is in the public interest, it may assume such costs itself. **(Ref.: s. 323.3 SA)**

168. Any person appearing before the Board may request that the testimony be recorded, at the person's own expense. If the person causes the testimony to be recorded, the person is required, at the request of the Board, to provide it with a copy of the transcript. **(Ref.: s. 323.4 SA)**

§3. – Decisions

169. Subject to the third paragraph of section 93 of the Act respecting the Autorité des marchés financiers, the Board shall exercise the discretion conferred on it in accordance with the public interest. **(Ref.: s. 323.5 SA)**

170. The Board, before rendering a decision that adversely affects the rights of a person, must give the person an opportunity to be heard. **(Ref.: s. 323.6 SA)**

171. However, a decision adversely affecting the rights of a person may, where it is imperative to do so, be rendered without a prior hearing.

In such a case, the Board must give the person concerned the opportunity to be heard within 15 days. **(Ref.: s. 323.7 SA)**

172. For the purpose of rendering a decision, the Board may, within the scope of a consultation mechanism established by regulation or an agreement under section 123, consider a factual analysis prepared by the staff of an organization pursuing similar objects. **(Ref.: s. 323.8 SA)**

173. The Board must give reasons for every decision that adversely affects the rights of a person. **(Ref.: s. 323.9 SA)**

174. The Board may file an authentic copy of a decision rendered by it at the office of the clerk of the Superior Court of the district in which the residence or domicile of the person concerned is situated or, if the person has neither residence nor domicile in Québec, at the office of the Superior Court in the district of Montréal.

The decision, on being filed, becomes executory in the same way as a decision of the Superior Court, and has all the effects thereof. **(Ref.: s. 323.10 SA)**

175. A decision containing any error of form, clerical error or mistake in calculation may be rectified on the record by a member of the Board having taken part in the decision. **(Ref.: s. 323.11 SA)**

§4. – *Review*

176. The Board may, on its own initiative or upon application by an interested person, review its decisions at any time, except by reason of an error in law. **(Ref.: s. 323.12 SA)**

177. An application to the Board for a review of a decision does not suspend the execution of the decision contested, unless the Board decides otherwise. **(Ref.: s. 323.13 SA)**

CHAPTER V

APPEALS

178. Any person directly interested in a final decision of the Board may appeal therefrom to the Court of Québec. **(Ref.: s. 324 SA)**

179. The appeal is made by filing a notice to that effect with the secretary of the Board within 30 days from the date of the decision appealed from.

Filing of the notice is in lieu of service on the Board. **(Ref.: s. 325 SA)**

180. The secretary shall immediately send the notice to the office of the Court of Québec for the district of Montréal or Québec, at the option of the appellant.

The secretary shall send four copies of the decision appealed from to the office. **(Ref.: s. 326 SA)**

181. The appeal is governed by articles 491 to 524 of the Code of Civil Procedure (R.S.Q. chapter C-25), with the necessary modifications. However, the parties are required to file only four copies of the factum of their pretensions. **(Ref.: s. 327 SA)**

182. The rules of practice of the Court of Appeal in civil matters also apply, except that the secretary of the Board is substituted for the clerk of the Superior Court. **(Ref.: s. 328 SA)**

183. An appeal does not suspend the execution of the decision appealed from, unless the Board or a judge of the Court of Québec decides otherwise. **(Ref.: s. 329 SA)**

184. The final appeal judgment may be appealed to the Court of Appeal with leave of a judge of the latter court. **(Ref.: s. 330 SA)**

TITLE VIII

ENFORCEMENT

CHAPTER I

INSPECTIONS AND INVESTIGATIONS

§1. – *Inspections*

185. The Authority has the power to make an inspection of the affairs of a derivatives dealer or adviser in order to ascertain the extent to which he complies with this proposed legislation and the regulations made thereunder. **(Ref.: s. 151.1 SA)**

186. The Authority may inspect the affairs of an investment fund, a person acting as depositary, trustee or manager of such a fund or any other market participant determined by regulation to assess compliance with a provision of this proposed legislation or a regulation made thereunder.

Sections 189 and 190 apply to such an inspection, with the necessary modifications. **(Ref.: s. 151.1.1 SA)**

187. The Authority has the power to inspect the affairs of a recognized regulated entity to ascertain:

- (1) the extent to which it complies with this proposed legislation, the conditions of its recognition and the decisions of the Authority;
- (2) the manner in which it exercises its functions and powers as delegate. **(Ref.: s. 78 AMF Act)**

188. The Authority may, to verify compliance with this proposed legislation, designate any person who is a staff member to carry out an inspection.

The Authority may, in writing, authorize a person other than a staff member to carry out an inspection and report to it.

It may also delegate, by agreement, all or part of its inspection functions and powers to a legal person, a partnership or any other recognized entity in accordance with Title III of the Act respecting the Autorité des marchés financiers. **(Ref.: s. 9 AMF Act)**

The Authority may authorize a person referred to in this section to exercise all or part of the powers conferred on it by section 185. **(Ref.: s. 13 AMF Act)**

189. The person authorized to carry out an inspection by the Authority or by a self-regulatory organization must, on request, produce identification and show the document attesting his authorization. **(Ref.: s. 11 AMF Act)**

190. The person so authorized may:

- (1) enter, at any reasonable time of day, the establishment of a person where activities governed by this proposed legislation are carried on and carry out an inspection;
- (2) require from the persons present any information related to the application of this proposed legislation as well as the production of any book, register, account, contract, record or other relevant document;
- (3) examine and make copies of the documents containing information that is relevant to the activities of the person.

Any person who has the custody, possession or control of documents referred to in this section must, on request, communicate them to the person carrying out the inspection and facilitate their examination by such person. **(Ref.: s. 10 AMF Act)**

§2. – *Investigations*

191. The Authority may, of its own initiative or upon request, order an investigation:

- (1) to ascertain whether this proposed legislation and the regulations made thereunder are complied with;
- (2) to repress contraventions to this proposed legislation or the regulations;
- (3) to repress contraventions to the derivatives legislation of another legislative authority;
- (4) within the scope of an agreement entered into pursuant to section 123;
- (5) if it has reasonable cause to believe that there has been a violation of this proposed legislation. **(Ref.: s. 239 SA)**

192. The Authority may summarily dismiss any request for an investigation considered to be frivolous or clearly unfounded. If so, the applicant must be informed of the dismissal. **(Ref.: s. 17 AMF Act)**

193. The Authority shall designate a member of its staff to conduct the investigation.

The Authority may also appoint a person who is not a member of its staff to be in charge of the investigation. The appointed person must be sworn in the manner provided in section 2 of the Act respecting public inquiry commissions (R.S.Q. chapter C-37), with the necessary modifications, before a judge of the Court of Québec or before a member of the staff of the Authority empowered for such purpose. **(Ref.: s. 247 SA)**

194. The person the Authority has authorized to conduct an investigation is vested with the powers and immunity of commissioners appointed under the Act respecting public inquiry commissions, except for the power to order imprisonment.

Moreover, the Authority has, for the purposes of the investigation, all the powers of a judge of the Superior Court, except for the power to order imprisonment. **(Ref.: s. 14 AMF Act and s. 240 SA)**

195. The person shall transmit all investigation reports to the Authority. **(Ref.: s. 15 AMF Act)**

196. The Authority or its appointed agent may require any document or information it considers expedient for the discharge of its functions to be submitted to it by any of the following persons:

- (1) a registrant;
- (2) a recognized regulated entity;
- (3) a market participant or a member of a self-regulatory organization;
- (4) a person submitting an application to the Authority, or filing with it documents required by this proposed legislation or the regulations;
- (5) a person referred to in section 186.

In addition, the Authority or its agent may require such persons to confirm by a sworn statement the authenticity or veracity of submitted documents or information.

197. The Authority or its appointed agent may require any person referred to in section 196 or any officer, director or employee thereof to submit to examination under oath. **(Ref.: s. 238 SA)**

198. No person called upon to testify in the course of an investigation or being examined under oath may refuse to answer or to produce any document on the ground that he might thereby be incriminated or exposed to a penalty or civil proceedings, subject to the Canada Evidence Act (R.S.C. 1985, chapter C-5). **(Ref.: s. 241 SA)**

199. The Authority may require the submission or delivery of any document related to the object of the investigation. It may return the documents remitted to it or otherwise determine disposal thereof. **(Ref.: s. 242 SA)**

200. A person who has remitted documents to the Authority in accordance with section 199 may inspect them or copy them at his own expense, by arrangement with the Authority. **(Ref.: s. 243 SA)**

201. Investigations made under section 191 are held *in camera*. **(Ref. : s. 244 SA)**

202. The Authority may forbid a person to disclose any information relating to an investigation to anyone but his advocate. **(Ref.: s. 245 SA)**

203. A person called on to testify at an investigation or on an examination may be assisted by the advocate of his choice. **(Ref.: s. 246 SA)**

§3. – *Prohibition to communicate*

204. No member of the staff of the Authority and no agent appointed by the Authority to carry out an inspection or investigation may communicate or allow to be communicated to anyone information obtained, or allow the examination of a document remitted to him in the course of the inspection or investigation, except where permitted by the Authority.

The same applies to any information or document provided or remitted voluntarily to the Authority in accordance with a policy statement.

Notwithstanding sections 9, 23, 24 and 59 of the Act respecting Access to documents held by public bodies and the Protection of personal information, only a person generally or specially authorized by the Authority may have access to such information or such a document. **(Ref.: s. 16 AMF Act)**

CHAPTER II

CONSERVATORY MEASURES

§1. – *Freeze orders*

205. The Authority may, for the purposes of or in the course of an investigation, request the Board to issue a freeze order and thereby order:

(1) the person who is or is about to be under investigation not to dispose of sums of money, securities or other assets in his possession;

(2) the person who is or is about to be under investigation to refrain from withdrawing sums of money, securities or other assets from any other person having them on deposit, under control or in safekeeping;

(3) any other person not to dispose of the sums of money, securities or other assets referred to in paragraph (2);

(4) any person who is a party to a contract or who has control thereof to liquidate the contract and retain the proceeds of liquidation until the Board, in writing, revokes the order or consents to withdraw a particular amount from its application, or until a court orders otherwise. **(Ref.: s. 249 SA)**

206. A freeze order is effective for a renewable period of 120 days from the time the person concerned is notified thereof.

The person concerned shall be notified not less than 15 days before the hearing during which the Board is to consider extending the order. The Board may grant the extension if the person concerned does not indicate his intention to be heard or if he fails to establish, to the satisfaction of the Board, that the reasons on which the order was initially based have ceased to exist. **(Ref.: s. 250 SA)**

207. If the person named in a freeze order under paragraph (3) of section 205 has leased a safety deposit box to the person concerned or put such a box at his disposal, he must immediately notify the Authority.

At the request of the Authority, the person shall break open the safety deposit box in the presence of an agent of the Authority, draw up an inventory of the contents in triplicate, and give one copy to the Authority and to the person concerned. **(Ref.: s. 251 SA)**

208. No freeze order applies to funds or securities in a clearing house or with a transfer agent, unless the order specifically refers thereto. **(Ref.: s. 252 SA)**

209. Where an order made under paragraph (3) of section 205 concerns a Canadian bank or financial institution, it applies only to the branches or agencies mentioned therein. **(Ref.: s. 253 SA)**

210. A freeze order also applies to funds, securities and other assets received after the effective date of the order. **(Ref.: s. 254 SA)**

211. Every person directly affected by a freeze order may apply to the Board for a determination of the particular sums of money, securities or other assets to which the order applies. **(Ref.: s. 255 SA)**

212. The Authority may enter, register or publish any order made under section 191 or 205 at the registry office or at any agency of the Government of Québec or of Canada where such order may be entered, registered or published.

Once so entered, registered or published, the order may be set up against any person whose right is entered, registered or published subsequently. **(Ref.: s. 256 SA)**

CHAPTER III

REMEDIAL MEASURES

213. The Authority may, by motion, apply to the Board for one or more of the following orders for the purpose of:

- (1) directing a person to comply with:
 - (a) any provision of this proposed legislation or a regulation made thereunder;
 - (b) any decision of the Authority made under this proposed legislation;
 - (c) any rule of a recognized regulated entity, or any decision or order made thereunder;
- (2) directing a market participant to submit to an evaluation of its practices and procedures and to amend same as required by the Authority;
- (3) directing a person to remedy, to the extent possible, any violation of derivatives legislation;
- (4) cancelling any transaction carried out by the person with respect to derivatives trading;
- (5) directing a person to offer, acquire, alienate, cancel or liquidate any derivative or derivatives position held;
- (6) directing a person to refund to a party to a derivative, a sum of money paid by the latter to acquire that status;
- (7) directing a person who is a party to a derivative or who has control over a derivative, to liquidate the position and dispose of the proceeds of liquidation in a given manner;
- (8) directing a person to file with a court or other interested party financial statements or reports in a form consistent with accounting principles applicable to derivatives matters or in such other form as the Board may determine;

(9) requiring the correction of a person's registers or files.

214. The Authority may, by motion, apply to a judge of the Superior Court for an injunction in respect of any matter relating to this proposed legislation or the regulations.

The motion for an injunction is an action.

The procedure prescribed in the Code of Civil Procedure applies, except that the Authority is not required to give security. **(Ref.: s. 268 SA)**

215. The Authority may, where it considers it to be in the public interest, apply to the court for a declaration to the effect that a person has failed to discharge an obligation under this proposed legislation or a regulation, and a ruling ordering the person to pay damages up to the amount of the damage caused to other persons.

The court may also impose punitive damages, or order the person to repay the profits derived as a result of the failure.

A motion by the Authority under this section shall be filed in the district in which the residence or principal establishment of the person concerned is situated or, if the person has neither residence nor establishment in Québec, in the district of Montréal. **(Ref.: s. 269.2 SA)**

TITLE IX

INTERJURISDICTIONAL ARRANGEMENTS AND IMMUNITY

CHAPTER I

INTERJURISDICTIONAL CO-OPERATION

216. For the purposes of this Chapter, section 4 and paragraphs (25) to (32) of section 273, unless the context indicates otherwise:

“extra-provincial commission” means a person empowered by the laws of another province or a territory of Canada to regulate the derivatives markets in or administer and enforce the derivatives laws of that province or territory;

“extra-provincial authority” means any power or function of an extra-provincial commission under the extra-provincial derivatives laws under which that commission operates;

“Québec authority” means any power or function of the Authority or the Board under this proposed legislation;

“derivatives laws” means:

- (1) this proposed legislation;
- (2) any other Québec laws governing the derivatives market;
- (3) regulations made under this proposed legislation or any other Québec laws governing derivatives;
- (4) the decisions and orders of the Authority or the Board;
- (5) the laws of an extra-provincial commission referred to in sections 227 and 228;

“extra-provincial derivatives laws” means the laws administered by an extra-provincial commission applicable to the derivatives market.

Unless otherwise provided, a reference to an extra-provincial commission includes any person to whom that commission delegates an authority and any other person that, in respect of that commission, exercises powers or performs functions substantially similar to a Québec authority. **(Ref.: s. 305.1 SA)**

§1. – *Delegation of powers*

217. The Government or, with the Government’s authorization, the Authority may, according to law, enter into an agreement with another government or an extra-provincial commission for the delegation of powers conferred upon the Authority by this proposed legislation or conferred upon a similar body by the laws of another legislative authority. The Government may, according to law, enter into an agreement with another government for the delegation of a Québec authority and for the exercise of an extra-provincial authority in accordance with this Chapter. **(Ref.: s. 306 SA)**

218. The Authority may, by regulation, delegate a Québec authority to an extra-provincial commission and agree to exercise an extra-provincial authority. **(Ref.: s. 307 SA)**

219. The Authority may also, by order or decision, to the extent and on the conditions determined by regulation, delegate a Québec authority to an extra-provincial commission and agree to exercise an extra-provincial authority. **(Ref.: s. 307.1 SA)**

220. However, the powers and functions provided for in Titles VII and VIII may not be delegated under section 217, 218 or 219, except for the powers and functions provided for in sections 151, 153, 154, 155 and 176, and those provided for in sections 272 and 273. **(Reg.: s. 307.2 SA)**

221. The Authority may delegate or subdelegate to a member of its staff or to a self-regulatory organization an extra-provincial authority that has been delegated to the Authority by an extra-provincial commission under section 217, 218 or 219, in the manner and to the extent that the Authority may delegate or subdelegate the equivalent Québec authority under Québec derivatives laws, subject to any restrictions or conditions imposed by the extra-provincial commission.

An extra-provincial commission to which a Québec authority has been delegated under section 217, 218 or 219 may delegate or subdelegate that Québec authority to a member of its staff or to a self-regulatory organization, in the manner and to the extent that it may delegate or subdelegate the equivalent extra-provincial authority under the extra-provincial derivatives laws under which it operates, subject to any restrictions or conditions imposed by the Authority. **(Ref.: s. 307.3 SA)**

222. The Authority or the Board may call before it any matter that is before an extra-provincial commission exercising or intending to exercise a Québec authority delegated to it under section 217, 218 or 219, and may exercise that Québec authority in that commission's stead. **(Ref.: s. 307.4 SA)**

223. A decision made under Québec derivatives laws by an extra-provincial commission in accordance with section 217, 218, 219 or 221 of this proposed legislation is subject to section 155 of this proposed legislation and to section 85 of the Act respecting the Autorité des marchés financiers, with the necessary modifications, as if the decision were made by the Authority or a self-regulatory organization. **(Ref.: s. 307.5 SA)**

224. Chapter V of Title VII applies to a decision made by an extra-provincial commission in the exercise of a Québec authority delegated under section 217, 218 or 219 as if the decision were made by the Board.

The extra-provincial commission that made a decision under appeal is a respondent to an appeal under this section. **(Ref.: s. 307.6 SA)**

225. A decision made by a court in the jurisdiction of an extra-provincial commission on an appeal from a decision made by that commission in the exercise of a Québec authority delegated under section 217, 218 or 219 may, if authenticated by that court, be recognized by the Superior Court on the application of an interested person. The decision becomes enforceable on being so recognized. **(Ref.: s. 307.7 SA)**

226. Chapter V of Title VII applies to a decision made by the Board in the exercise of an extra-provincial authority under section 217, 218 or 219 as if the decision were made under this proposed legislation. This section does not apply to a decision refusing to exempt a person or group of persons from a requirement of extra-provincial derivatives laws.

The right to appeal a decision under this section applies whether or not a right to appeal the same decision exists in another province or territory of Canada. **(Ref.: s. 307.8 SA)**

§2. – *Mutual recognition and incorporation by reference*

227. The Authority may, by regulation, incorporate by reference any or all provisions of extra-provincial derivatives laws. **(Ref.: s. 308 SA)**

228. Subject to conditions determined by regulation, the Authority may, by order or decision, incorporate by reference any or all provisions of extra-provincial derivatives laws to be applied to a person or class of persons whose primary jurisdiction is the extra-provincial jurisdiction in which the provisions were first adopted, or to derivatives, offers or transactions. **(Ref.: s. 308.0.1 SA)**

229. The Authority may, by order, decision or regulation under section 227 or 228, incorporate by reference a provision as amended from time to time, whether amended before or after the adoption of the order, decision or regulation, and with the necessary modifications. **(Ref.: s. 308.0.2 SA)**

230. Subject to conditions determined by regulation, the Authority, the Board or a self-regulatory organization may make a decision or order regarding a person, a group of persons, a derivative, an offer or a transaction on the basis of a decision considered to be the same or substantially similar made by an extra-provincial commission on the same matter regarding that person, group of persons, derivative, transaction, distribution or trade.

Despite any other provision of this proposed legislation, the Authority, the Board or a self-regulatory organization may make a decision referred to in the first paragraph without again giving the interested person an opportunity to be heard, except in the cases determined by regulation. **(Ref.: s. 308.0.3 SA)**

231. The Government or, with the Government's authorization, the Authority may, according to law, make an agreement with the government of another province or territory or with another government or an extra-provincial commission to allow, in the areas specifically listed in the agreement, the authority of that province or territory or such other government or extra-provincial commission in respect of derivatives to which this proposed legislation applies, to be recognized in Québec with respect to the persons or organizations subject to such authority.

The agreement shall also provide for reciprocity, allowing a Québec authority to be recognized in the jurisdiction of the extra-provincial commission in the same areas and sectors, with respect to the persons or organizations subject to such authority. **(Ref.: s. 308.1 SA)**

232. The Authority may also, by regulation, allow an extra-provincial authority to be recognized in Québec in the areas specifically listed in the regulations, with respect to the persons or organizations subject to such authority.

A regulation under the first paragraph is applicable only if the equivalent Québec authority is recognized in the jurisdiction of the extra-provincial commission with respect to the persons or organizations subject to such authority. **(Ref.: s. 308.1.1 SA)**

233. This Division is deemed to allow an agreement or regulation to stipulate, in the areas specifically listed in the agreement or regulation:

(1) that the acts or decisions of a commission having jurisdiction in a province or territory are recognized in the other province or territory;

(2) that the powers exercised or the decisions made in a province or territory are presumed or deemed, as the case may be, to have been exercised or made in the other province or territory;

(3) that the persons or bodies having fulfilled certain obligations in a province or territory are exempted from fulfilling them in the other province or territory. **(Ref.: s. 308.2 SA)**

234. The Authority may, by regulation, or to the extent and on the conditions determined by regulation, by decision or order, determine that:

(1) a person or group of persons is deemed to be authorized to carry on an activity under Title III of this proposed legislation or a regulation made thereunder, including when the person or group of persons is authorized to carry on the activity by an extra-provincial commission or under extra-provincial derivatives laws;

(2) a person or group of persons is deemed to be authorized to carry on an activity under Title II or a regulation made thereunder, including when the person or group of persons is authorized to carry on the activity by an extra-provincial commission or under extra-provincial derivatives laws;

(3) a person or group of persons is deemed to be exempted from all or part of the requirements of Québec derivatives laws when an exemption has been granted for the same purpose by an extra-provincial commission or under extra-provincial derivatives laws; and

(4) an activity in respect of transactions in derivatives or in a particular derivative is deemed to be prohibited under section 158, including when an extra-provincial commission has imposed the same prohibition under a power similar to the Authority's power under section 158. **(Ref.: s. 308.2.1 SA)**

§3. – *General provisions*

235. For the purposes of sections 218, 219, 221, 227, 228, 229 and 232, the Government shall, by order, exercise, with respect to any Québec authority of the Board, the powers and functions specified in the order, to the extent and in accordance with the conditions it determines. **(Ref.: s. 308.2.2 SA)**

236. The Government may, by regulation, make any provision for the carrying out of this Title, including provisions that differ from those set out in the proposed Québec derivatives legislation. **(Ref.: s. 308.3 SA)**

TITLE X

PROHIBITIONS, OBLIGATIONS AND PENAL PROVISIONS

CHAPTER I

USE OF PRIVILEGED INFORMATION AND MISCELLANEOUS OFFENCES

237. No person prohibited from trading in securities of a reporting issuer by the effect of section 187 or 189 of the Securities Act may use the privileged information in any other manner unless he is justified in believing that the information is generally known to the public. Thus, no such person may trade in derivatives having the securities of that issuer as their underlying interest. Nor may the person trade in derivatives once their market prices are likely to be influenced by the price fluctuations of the issuer's securities. **(Ref.: s. 189.1 SA)**

238. No person informed of the investment program established by an investment fund or by an adviser who is a portfolio manager may use the information for his own benefit in trading in derivatives included in the program. **(Ref.: s. 190 SA)**

239. In addition to the adviser, the following persons are deemed to have knowledge of the investment program of an adviser who is a portfolio manager, if they participate in formulating his investment decisions or his recommendations to the client for whom the portfolio is managed, or learn of them before they are implemented:

- (1) every partner of the adviser;
- (2) every legal person that is an affiliate of the adviser;
- (3) every officer or director of the adviser or of a legal person that is an affiliate of the adviser;
- (4) every member of the staff of the adviser or of a legal person that is an affiliate of the adviser. **(Ref.: s. 191 SA)**

240. No person may make any representation to the effect that the Authority has concluded in favour of the use of a derivative or passed upon the financial situation, fitness or conduct of any registrant or any person qualified under section 96. **(Ref.: s. 192 SA)**

241. No derivatives dealer or adviser may multiply transactions for the account of a client solely to increase his remuneration. **(Ref.: s. 193 SA)**

CHAPTER II

SPECIFIC OFFENCES

242. It is an offence:

- (1) to contravene a decision of the Authority;
- (2) to fail to fulfil an undertaking with the Authority;
- (3) to fail to furnish, within the prescribed time, information or a document required by this proposed legislation or the regulations made thereunder;
- (4) to fail to appear after summons, to refuse to testify or to refuse to send or remit any document or item required by the Authority or an agent appointed by it in the course of an investigation;
- (5) to attempt, in any manner, to hinder a representative of the Authority in the exercise of his functions in the course or for the purposes of an inspection or an investigation. **(Ref.: s. 195 SA)**

243. Every registered derivatives dealer or adviser who employs in a remunerated activity referred to in section 66 a natural person who is not registered with the Authority under the appropriate designation is guilty of an offence. **(Ref.: s. 195.1 SA)**

244. Influencing or attempting to influence the market price or the value of derivatives or the underlying interest of a derivative by means of unfair, improper or fraudulent practices is an offence. **(Ref.: s. 195.2 SA)**

245. A person shall not, directly or indirectly, engage in, or participate in any transaction or series of transactions, or method of trading relating to a trade in a derivative or the acquisition of a derivative or underlying interest or any act, practice or course of conduct, if the person knows, or ought reasonably to know, that the transaction or series of transactions, or method of trading or act, practice or course of conduct:

(1) results in or contributes to a misleading appearance of trading activity in, or an artificial price for, a derivative or underlying interest; or

(2) perpetrates a fraud on any person. **(Ref.: Reg. 23-101, s. 3.1(1))**

246. Every person who makes a misrepresentation in any of the following is guilty of an offence:

(1) the risk information document provided for in section 99;

(2) the information provided to the Authority in connection with that person's qualification and remitted to the client in accordance with section 99. **(Ref.: s. 196 SA)**

247. Every person is guilty of an offence who in any manner not specified in section 259 makes a misrepresentation:

(1) in respect of the offer or trading of a derivative;

(2) in any document or information filed with the Authority or one of its agents for purposes of the administration of this proposed legislation;

(3) in any document forwarded or record kept by any person pursuant to this proposed legislation.

For the purposes of this section, a misrepresentation is any misleading information on a fact that is likely to affect the decision of a client or a reasonable investor as well as any pure and simple omission of such a fact. **(Ref.: s. 197 SA)**

248. It is an offence, in offering, trading or effecting a transaction in a derivative:

(1) to represent that all or part of a margin deposit, or a premium paid, will be reimbursed;

(2) to undertake to assume any obligation with respect to a derivative;

(3) to give an undertaking relating to the future value or price of a derivative or its underlying interest.

An offer or distribution of, or trade in a derivative may be exempted from the application of subparagraph (1) of the first paragraph with the authorization of the Authority and on the conditions that it determines. **(Ref.: s. 199 SA)**

249. Every person who, not being registered as a derivatives dealer, adviser or representative, gives out information to the public that could influence the use of derivatives by a person and derives an advantage therefrom separate from his ordinary remuneration is guilty of an offence. **(Ref.: s. 200 SA)**

250. A derivatives adviser who is a portfolio manager is guilty of an offence if, in carrying out his mandate, he knowingly participates in any of the following transactions:

- (1) the making of a loan or a guarantee to an issuer in which a person referred to in section 239 or an associate of that person is an officer or director, except with the written authorization of the client for whom the portfolio is managed given with full knowledge of the facts;
- (2) the purchase of derivatives having as their underlying interest the securities of an issuer referred to in paragraph (1), except with the written authorization of the client for whom the portfolio is managed given with full knowledge of the facts;
- (3) the offering or distribution of, or trading in a derivative with a person referred to in section 239 or an associate of that person;
- (4) the making of a loan or a guarantee to a person referred to in section 239 or an associate of that person. **(Ref.: s. 201 SA)**

251. Any person who hinders the action of the Authority or a person it has authorized in the exercise of a power under sections 185 to 187 or section 191 of this proposed legislation is guilty of an offence and is liable to a fine of not less than \$500 nor more than \$5,000.

The fine is doubled in the event of a second or subsequent offence. **(Ref.: s. 19 AMF Act)**

CHAPTER III

PENAL PROVISIONS

252. Unless otherwise specified, every person who contravenes a provision of this proposed legislation is guilty of an offence and is liable, in the case of a natural person, to a fine of \$1,000 to \$20,000 and, in other cases, to a fine of \$1,000 to \$50,000.

In determining the penalty, the court shall take particular account of the harm done to the investors and the advantages derived from the offence. **(Ref.: s. 202 SA)**

253. Every contravention of a regulation made under this proposed legislation is an offence subject to the same provisions as offences under this proposed legislation. **(Ref.: s. 203 SA)**

254. In the case of an offence under section 244, 246 or 247 and in the case of a distribution without the information document or the information required in contravention of section 99, the fine shall be not less than \$5,000 nor more than

\$5,000,000; in the case of an offence under section 237, the maximum fine shall be \$5,000,000 or four times the profit that may be realized, whichever is greater, and the minimum fine shall be twice the profit but not less than \$5,000.

Where the person who effected a trade relying on privileged information, profit that may be realized means the difference between the price at which the initial trade was effected and the average market price of the security in the 10 trading days following general disclosure of the information; if, however, the position is liquidated within those 10 trading days, the average market price is replaced by the price actually obtained to the extent that such price yields a greater profit than what would be obtained at the average market price.

Where the person who committed the offence communicated privileged information, profit that may be realized means the consideration received for having communicated the information. **(Ref.: s. 204 SA)**

255. Every officer, director or employee of the principal offender, including a person remunerated on commission, who authorizes or permits an offence under this proposed legislation is liable to the same penalties as the principal offender. **(Ref.: s. 205 SA)**

256. Every conspiracy to commit an offence under this proposed legislation is an offence punishable by the penalties provided in section 252 or 254, according to the offence. **(Ref.: s. 207 SA)**

257. Every person who, by act or omission, aids a person in the commission of an offence is guilty of the offence as if he had committed it himself. He is liable to the penalties provided in section 252 or 254 according to the nature of the offence.

The same rule applies to a person who, by incitation, counsel or order induces a person to commit an offence. **(Ref.: s. 208 SA)**

258. Every person who offers, trades or distributes a derivative in contravention of section 99 or who contravenes any of sections 237, 244, 245, 246, 247, 255, 256 and 257 is liable, in addition to the fine provided for in the applicable penal provision, to imprisonment not exceeding five years less one day, notwithstanding articles 231 and 348 of the Code of Penal Procedure (R.S.Q. chapter C-25.1). **(Ref.: s. 208.1 SA)**

259. Penal proceedings for an offence under a provision of this proposed legislation may be instituted by the Authority. **(Ref.: s. 210 SA)**

260. The fine imposed by a court belongs to the Authority where the Authority has taken charge of the prosecution. **(Ref.: s. 210.1 SA)**

261. Penal proceedings for an offence under a provision of section 64, 66, 99, 237, 240, 241, 242, 243, 245, 246, 247, 248, 249 or 250 shall be prescribed by five years from the date on which the investigation record relating to the offence was opened.

The certificate of the secretary of the Authority indicating the date on which the investigation record was opened constitutes, failing any evidence to the contrary, conclusive proof of such fact. **(Ref.: s. 211 SA)**

262. The Authority may recover its costs for an investigation from any person found guilty of an offence under this proposed legislation or under the derivatives legislation of another legislative authority, according to the rate established by regulation.

The Authority shall prepare a statement of costs and present it to a judge of the Court of Québec after giving the interested parties five days' advance notice of the date of presentation.

The judge shall tax the costs, and his decision may be appealed with leave of a judge of the Court of Appeal. **(Ref.: s. 212 SA)**

263. A judge of the Court of Québec may, upon satisfactory proof of the authenticity of the signature thereon, endorse a warrant of arrest issued by a judge of another province or territory against any person on a charge of contravening the securities or derivatives legislation of that province or territory.

The warrant so endorsed is sufficient authority to the bearer or any peace officer of Québec to execute it and take the person arrested to the place indicated in the warrant. **(Ref.: s. 213 SA)**

CHAPTER IV

DELEGATIONS AND IMMUNITIES

264. The Authority's president and director general may delegate, generally or specially, to any of the superintendents, any other member of the staff of the Authority or any other person he designates any function or power under this proposed legislation. The decision shall be published in the *Gazette officielle du Québec* and in the Authority's Bulletin.

The president and director general may, in the instrument of delegation, authorize the subdelegation of the functions and powers he indicates; in such a case, he shall identify the superintendent, the staff member of the Authority or the person to whom such subdelegation may be made.

265. The Authority may delegate its powers to review its decisions, order an investigation under this proposed legislation or section 12 of the Act respecting the Autorité des marchés financiers, institute court proceedings under this proposed legislation in the name of the Authority, make regulations, define a policy statement or

make a decision under Title II of this proposed legislation only to a superintendent or to another officer reporting directly to the president and director general of the Authority.

The first paragraph does not prevent the Authority from delegating its powers in accordance with Title IX of this proposed legislation. **(Ref.: s. 283.1 SA and s. 61 AMF Act)**

266. No proceeding may be brought against the Authority, a member of its staff, its appointed agent or any delegate for official acts done in good faith in the exercise of their functions. **(Ref.: s. 283 SA)**

267. No proceedings may be brought against a person authorized to carry out an inspection by the Authority, by reason of acts performed in good faith in the exercise of his functions. **(Ref.: s. 11 AMF Act)**

268. Except on a question of jurisdiction, no recourse under article 33 of the Code of Civil Procedure or extraordinary recourse within the meaning of that Code may be exercised, nor any injunction granted against:

- (1) the Authority, the members of its staff, its agents acting in their official capacity or any person authorized to carry out an inspection or conduct an investigation;
- (2) a delegate exercising the powers delegated to him.

Any judge of the Court of Appeal may, upon motion, summarily annul any writ, order or injunction issued or granted contrary to the first paragraph. **(Ref.: s. 18 AMF Act and s. 284 SA)**

269. A judge of the Court of Appeal may, upon motion, summarily annul any decision rendered contrary to section 268. **(Ref.: s. 286 SA)**

270. If the president and director general, a staff member or an appointed agent of the Authority is prosecuted by a third party for an act done in the exercise of the person's functions, the Authority shall assume the person's defence and shall pay any damages awarded as compensation for the injury resulting from that act, unless the person committed a gross fault or a personal fault separable from those functions

In penal or criminal proceedings, however, the Authority shall pay the defence costs of the president and director general, a staff member or an appointed agent only if the person had reasonable grounds to believe that his conduct was in conformity with the law, or was discharged or acquitted. **(Ref.: s. 32.1 AMF Act)**

271. If the Authority prosecutes the president and director general, a staff member or an appointed agent for an act done in the exercise of the person's functions and loses its case, it shall pay the person's defence costs if the court so decides.

If the Authority wins its case only in part, the court may determine the amount of the defence costs it must pay. **(Ref.: s. 32.2 AMF Act)**

TITLE XI

REGULATIONS AND TRANSITIONAL AND FINAL PROVISIONS

CHAPTER I

REGULATIONS

272. The Authority may, by regulation:

- (1) establish the principles that recognized regulated entities, market participants and registrants must follow;
- (2) define a criterion or the procedure to be followed in any matter relating to the application of this proposed legislation;
- (3) define the exceptions to the principle that a registrant must segregate his client's property from his own property and maintain separate accounting records;
- (4) confer on some of the rules or standards established by a self-regulatory organization, and any amendments made thereto, the force and effect of a regulation made under this proposed legislation;
- (5) establish the rates referred to in sections 131, 163 and 262;
- (6) determine the provisions of Title III of this proposed legislation the contravention of which may be sanctioned by an administrative monetary penalty, and prescribe the amounts and conditions of such a penalty for the purposes of this proposed legislation;
- (7) determine, for the purposes of section 186, the other market participants likely to be the subject of an inspection;
- (8) prescribe the fees payable for any formality provided for in this proposed legislation or the regulations and for services rendered by the Authority, and the terms and conditions of payment.

A regulation made under this section shall be submitted to the Government for approval, with or without amendment.

The Government may make or amend a regulation under this section if the Authority does not do so within the time specified by the Government. **(Ref.: s. 331 SA)**

273. The Authority may, by regulation:

- (1) establish rules governing derivatives offers, trades and transactions, in particular for the purpose of preventing fraud and manipulation and preventing offers or trades of derivatives that are unfairly detrimental to clients and investors;
- (2) determine the form and content of the documents, declarations and attestations required under this proposed legislation or the regulations;
- (3) fix various time limits and periods in accordance with the provisions of this proposed legislation;
- (4) add to the definition of “accredited client” and determine the conditions for derivatives offers, trades and transactions with an accredited client for purposes of this proposed legislation;
- (5) establish the rules applicable to a recognized regulated entity;
- (6) establish a process whereby a rule adopted by a recognized regulated entity or an amendment thereof can become enforceable through self-certification thereof;
- (7) regulate derivatives transactions;
- (8) prescribe the information concerning derivatives or derivatives trading that must be transmitted to the Authority, recognized regulated entities, market participants, investors, clients or the general public, and establish the management rules to be complied with by a registrant in order to safeguard the interests of clients;
- (9) prescribe the requirements applicable to market participants and registrants, including the requirements related to becoming a member or participant of a self-regulatory organization and to contributions to a protection fund by registrants;
- (10) determine the conditions subject to which a person resident outside Québec may apply for registration;
- (11) establish categories of registration, the conditions to be met by applicants, the duration of registration and the rules governing the activities of registrants;
- (12) determine the principles governing the content of the program, the mandate and powers of the compliance officer as well as the measures to ensure the compliance officer's independence for the purposes of section 84;
- (13) prohibit or impose conditions applicable to any transaction designed to fix, influence or manipulate the market price of a derivative;

- (14) define, for the purposes of section 90, the changes of which the Authority must be notified and those for which approval must be obtained from the Authority;
- (15) impose conditions or require an undertaking for purposes of obtaining the Authority's qualification under section 96 of this proposed legislation;
- (16) determine the cases and prescribe the information to which sections 99, 100 and 101 apply;
- (17) define the cases in which the Authority may refuse to qualify a person under this proposed legislation;
- (18) allow, prohibit or regulate a person's use of documents or advertising material in connection with offers, trades and distributions of derivatives;
- (19) determine that a derivatives transaction effecting a change in control over a security is subject to the insider reporting requirement provided for in the Securities Act;
- (20) determine the conditions for transmitting and receiving documents referred to in this proposed legislation or a regulation made thereunder;
- (21) determine, from among the documents referred to in this proposed legislation or a regulation made thereunder, those that must be filed or transmitted using the medium or technology it specifies in the regulation;
- (22) establish a mechanism for consulting with an organization pursuing similar objects, concerning matters governed by this proposed legislation and of the legislation of the legislative authority with jurisdiction over such organization;
- (23) exempt a group of persons, derivatives or transactions from any or all of the requirements of this proposed legislation or the regulations, with or without conditions;
- (24) establish the rules governing an over-the-counter derivatives market;
- (25) determine any Québec authority that may be delegated to an extra-provincial commission and any extra-provincial authority that may be exercised by the Authority in accordance with section 231, and the conditions for the exercise thereof;
- (26) determine the extent and conditions applicable to the order and decision made by the Authority, for the purposes of section 219;
- (27) incorporate by reference into Québec derivatives laws any or all provisions of extra-provincial securities or derivatives laws, determine the cases in and conditions on which provisions of extra-provincial securities or derivatives laws may be so incorporated for the purposes of section 227, and determine the conditions applicable to the order or decision made by the Authority, for the purposes of section 228;

(28) determine the conditions on which the Authority, the Board or a self-regulatory organization may make a decision or order under a Québec authority on the basis of a decision made by an extra-provincial commission and the cases in which the decision may not be made without again giving the interested person an opportunity to be heard, in accordance with section 230;

(29) allow, in accordance with sections 232 to 234, an extra-provincial authority to be recognized in Québec in the areas specifically listed in the regulations, with respect to the persons or organizations subject to such authority;

(30) determine the cases in and conditions on which a person or group of persons is deemed, under paragraphs (1) and (2) of section 234, to be authorized to carry on an activity for the purposes of Québec derivatives laws, including when the person or group of persons is authorized to carry on the activity under extra-provincial securities or derivatives laws;

(31) determine the cases in and conditions on which an exemption from Québec derivatives laws is deemed, under paragraph (3) of section 234, to be granted by the Authority, including when an exemption has been granted under extra-provincial securities or derivatives laws;

(32) determine the circumstances in which an activity in respect of an offer or trade in derivatives or in a particular derivative is deemed to be prohibited under paragraph (4) of section 234, including when an extra-provincial commission has imposed the same prohibition under a power similar to the Authority's power under section 158;

(33) define the terms and expressions used for the purposes of this proposed legislation or the regulations under this section. **(Ref.: s. 331.1 SA)**

274. Every regulation made under section 273 must be approved, with or without amendment, by the Minister.

The Minister may make a regulation under this section if the Authority does not do so within the time specified by the Minister.

A draft regulation shall be published in the Bulletin of the Authority, accompanied with the notice required under section 10 of the Regulations Act (chapter R-18.1).

A draft regulation may not be submitted for approval or be made before 30 days have elapsed since its publication.

The regulation comes into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec* or on any later date specified in the regulation. It shall also be published in the Bulletin.

A draft regulation under Title IX and paragraphs (25) to (32) of section 273 may be submitted for approval only if accompanied by a favourable notice from the Minister responsible for Canadian Intergovernmental Affairs. The same applies if such a draft regulation is made under the second paragraph.

Sections 4 to 8, 11 and 17 to 19 of the Regulations Act do not apply to a regulation made under section 273. **(Ref.: s. 331.2 SA)**

275. The Government may, by regulation:

- (1) determine the other types of derivatives subject to this proposed legislation or criteria pursuant to which any instrument, financial contract or security is deemed equivalent to a derivative;
- (2) determine the remunerated business to which section 66 applies;
- (3) determine the policy that derivatives dealers and advisers must establish pursuant to section 85 or elements of that policy; **(Ref.: s. 332 SA)**
- (4) make any provision for the carrying out of Title IX, including provisions that differ from those set out in Québec derivatives laws.

276. In exercising their regulatory powers, the Government, the Minister or the Authority may establish various classes of persons, derivatives and transactions and prescribe appropriate rules for each class. **(Ref.: s. 333 SA)**

277. A regulation made under this proposed legislation may confer a discretionary power on the Authority. **(Ref.: s. 334 SA)**

278. Draft regulations and regulations made under section 274 shall be published in the Bulletin of the Authority. **(Ref.: s. 335 SA)**

279. The Authority shall, not later than 31 July, submit to the Minister an annual report on its regulation activities under this proposed legislation for the period ending at the end of its last fiscal year.

The report must describe regulatory amendments and their impact on the derivatives market and on investors, and contain any other information required by the Minister. **(Ref.: s. 335.1 SA)**

280. The Minister shall table the report submitted under section 292 in the National Assembly within 30 days of its receipt or, if the Assembly is not sitting, within 30 days of resumption. **(Ref.: s. 335.2 SA)**

281. The competent parliamentary committee of the National Assembly may hear the Authority at least once a year to discuss the report submitted under section 292 and the Authority's regulation activities. **(Ref.: 335.3 SA)**

CHAPTER II

TRANSITIONAL AND FINAL PROVISIONS

282. Upon the initial registration of a person referred to in section 67, the Authority shall grant a reduction in the fees payable, calculated on a monthly basis, to take into account the fees that the person has already paid for any time subsequent to the effective date of the registration. **(Ref.: AMF Act, 2002, c. 45, s. 728)**

283. As of *(insert the date of coming into force of this proposed legislation)*, an exchange or a clearing house authorized under Title VI of the Securities Act, or a self-regulatory organization recognized under Title III of the Act respecting the Autorité des marchés financiers, to act in respect of transactions to which this proposed legislation applies shall be authorized to continue to carry on that activity in Québec in accordance with the conditions previously determined by the Authority under those Acts or, as of the date the Authority may determine, in accordance with the new conditions set by the Authority under this proposed legislation.

The same applies to an exchange, a clearing house or a person acting as a self-regulatory organization which, on that date, carries on activities in Québec under an exemption granted by the Authority under section 263 of the Securities Act or section 73 of the Act respecting the Autorité des marchés financiers. **(Ref.: AMF Act, 2002, c. 45, s. 740)**

284. The qualifications granted under section 67 of the Securities Act shall remain in effect notwithstanding their replacement by this proposed legislation.

The same applies to other decisions made under the Act in respect of matters corresponding to those to which this proposed legislation applies.

285. The Authority may file a complaint or exercise any other recourse or disciplinary power under the Securities Act in respect of a contravention or offence under the Act or the regulations made thereunder that was committed before *(insert the date of coming into force of this proposed legislation)* by a person registered under the Act in respect of matters corresponding to those to which this proposed legislation applies. **(Ref.: AMF Act, 2002, c. 45, s. 731)**

Every proceeding for an offence instituted under the Securities Act in respect of such a matter shall be continued in accordance with the Act.

286. The Government may, by regulation made before (*insert the date that is one year after the coming into force of this proposed legislation*), or the Authority may, by order or decision, to the extent and on the conditions determined by regulation of the Government, adopt any other transitional provision or measure that is expedient for enforcing this proposed legislation.

A regulation made under the first paragraph shall not be subject to the publication requirement provided for in section 8 of the Regulations Act and shall enter into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec* or at any later date indicated therein. The regulation may also, if it provides therefor, apply from any date not prior to (*insert the date of coming into force of this proposed legislation*). **(Ref.: AMF Act, 2002, c. 45, s. 746)**

287. The Minister of Finance is responsible for the enforcement of this proposed legislation.

288. The Minister shall, on or before (*insert the date that is five years after the coming into force of this proposed legislation*), and every five years thereafter, report to the Government on the implementation of this proposed legislation and on the advisability of maintaining it in force and, as the case may be, of amending it.

The report must, within the following fifteen days, be tabled before the National Assembly if it is sitting or, if it is not, be filed with the President of the Assembly.

The President shall, within one year from the tabling or filing of the report, convene such committee of the Assembly as he shall designate to examine the advisability of maintaining this proposed legislation in force or, as the case may be, of amending it, and to hear the opinions of interested individuals and organizations.

289. This proposed legislation comes into force on the date or dates to be fixed by the Government.

PROPOSAL DOCUMENT

This proposed derivatives regulation, which is being published by the Autorité des marchés financiers, is not a proposal of the Government and may be implemented only after it has been submitted to the government process for the approval or the making of regulations and has been duly adopted or approved by the Government. As well, enabling provisions in respect of this proposed regulation have to be adopted by the National Assembly.

PROPOSED DERIVATIVES REGULATION

Made under the proposed derivatives legislation.

TITLE I**DEFINITIONS AND INTERPRETATION:**

1. In the proposed derivatives legislation, the regulations adopted thereunder and the policy statements adopted by the *Autorité des marchés financiers* (hereinafter referred to as the "Authority") in its administration thereof, unless the context indicates otherwise:

"accredited investor" means an accredited investor within the meaning of the Securities Act or the securities legislation of a jurisdiction of Canada, or of a regulation made thereunder; **(Ref.: Reg. 45-106, s. 1.1)**

"alternative trading system" means an organized market that satisfies the following conditions:

- (1) it is not an exchange;
- (2) it does not:
 - (a) require a person who offers a derivative to enter into an agreement to have the derivative traded on the market;
 - (b) provide, directly, or through one or more subscribers, a guarantee of a selling or buying market for a derivative on a continuous or reasonably continuous basis;
 - (c) set requirements governing the conduct of subscribers, other than conduct in respect of the trading by those subscribers on the market;

(d) discipline subscribers other than by exclusion from participation in the market; **(Ref.: Reg. 21-101, s. 1.1)**

“asset-backed security” means a security that has the following attributes:

(1) it is primarily serviced by the cash flows of a discrete pool of receivables or other financial assets, either fixed or revolving, that according to their terms convert into cash within a finite time, and any rights or assets designed to assure the servicing or timely distribution of proceeds to security holders; **(Ref.: Reg. 81-102, s. 1.1)**

(2) according to its terms, it entitles an investor in that security to a return of the investment of that investor at or by a time established by or determinable by reference to a contract, except as a result of losses incurred on, or the non-performance of, the financial asset; **(Ref.: Reg. 81-102, s. 1.1)**

“associate”, where used to indicate a relationship with a person, means:

(1) any company in which the person owns securities assuring him of more than 10% of a class of shares to which are attached voting rights or an unlimited right to participate in earnings and in the assets upon winding-up; **(Ref.: s. 5 SA)**

(2) any partner of that person; **(Ref.: s. 5 SA)**

(3) any trust or succession in which the person has a substantial ownership interest or to which he fulfils the functions of a trustee or testamentary executor or similar functions; **(Ref.: s. 5 SA)**

(4) the spouse of that person and his children, as well as his relatives and his spouse's relatives, if they share his residence; **(Ref.: s. 5 SA)**

“Canadian bank” means a bank or an authorized foreign bank listed in Schedules I, II or III of the Bank Act (Statutes of Canada, 1991, c. 46);

“Canadian financial institution” means a loan corporation, trust company or savings company, insurance company, federation or financial services cooperative within the meaning of the *Act respecting financial services cooperatives* (R.S.Q. c. C-67.3), La Caisse centrale Desjardins, treasury board, credit union or caisse populaire that, in each case, is authorized to carry on business in Canada or a jurisdiction; **(Ref.: Reg. 45-106, s. 1.1; NI 14-101, s. 1.1 [Reg. 81-102]; s. 3 SA)**

“clearing corporation option” means an option that is an exchange-traded derivative issued and guaranteed by a recognized clearing house; **(Ref.: Reg. 81-102, s. 1.1; Rule One, Montréal Exchange)**

“**commodity**” means, in an original or processed state, an agricultural product, forest product, product of the sea, mineral, gas or hydrocarbon fuel product, as well as a raw material, metal, precious stone or other gem; **(Ref.: Reg. 81-102, s. 1.1)**

“**control person**” means a person that, alone or with others acting in concert by virtue of an agreement, holds a sufficient number of the voting rights attached to all outstanding voting securities of a legal person to affect materially the control of the legal person and if the person, alone or with others acting in concert by virtue of an agreement, holds more than 20% of those voting rights, the person is presumed to hold a sufficient number of the voting rights to affect materially the control of the legal person; **(Ref.: s. 5.2 SA)**

“**conventional warrant or right**” means a security of an issuer, other than a clearing house, that gives the holder the right to purchase other securities of the issuer or securities of an affiliate of the issuer; **(Ref.: Reg. 81-102, s. 1.1)**

“**director**” means a director of a legal person, or a natural person acting in a similar capacity for another person;

“**direct trading access right**” means the right to access direct trading on an organized market, obtained and exercised in one of the following manners:

- (1) the right is granted to a registrant who participates in the market and is exercised by the registrant under the market’s supervision, or the right is granted to a registrant who is a participant of the market and is exercised by the registrant under the supervision of the market or its regulation services provider;
- (2) the right is granted directly by the market to an accredited client and is exercised by the client under the supervision of the market or its regulation services provider;
- (3) the right is offered to an accredited client by a registrant referred to in paragraph (1) and is exercised by the client under the supervision of the registrant; **(Ref.: Reg. 21-101, s. 1.1(b), “member”; Draft Regulation to amend Regulation 23-101, s. 1, end of consultation June 19, 2007)**

“**foreign jurisdiction**” means a country other than Canada or a political subdivision of a country other than Canada; **(Ref.: NI 14-101, s. 1.1)**

“**forward contract**” means an over-the-counter contract, not traded on an organized market or cleared by a recognized clearing house, in which a party agrees to do one or more of the following on terms, at a price and at a time or by a time in the future established by or determinable by reference to the contract:

- (1) make or take delivery of the underlying interest of the contract;

(2) settle in cash instead of by delivery of the underlying interest; **(Ref.: Reg. 81-102, s. 1.1, “forward contract”)**

“**futures contract**” means a contract:

- (1) that trades on an organized market;
- (2) that has standardized contractual conditions pursuant to the constituting documents, by-laws or rules of the said market;
- (3) that is cleared by a clearing house;
- (4) in which a party agrees to do one or more of the following on terms, at a price and at a time or by a time in the future established by or determinable by reference to the contract:
 - (a) make or take delivery of the underlying interest of the contract;
 - (b) settle in cash instead of by delivery of the underlying interest; **(Ref.: Reg. 81-102, s. 1.1, “standardized future”)**

“**IDA**” means the Investment Dealers Association of Canada, a self-regulatory organization recognized by the Authority; **(Ref.: Reg. 31-103, s. 1.1)**

“**index participation unit**” means a security traded on an exchange and issued by an issuer the only purpose of which is to:

- (1) hold the securities that are included in a specified index quoted on one or more exchanges in substantially the same proportion as those securities are reflected in that index;
- (2) in the case of an investment fund, invest in a manner that causes the fund to replicate the performance of that index; **(Ref.: Reg. 81-102, s. 1.1)**

“**insider**” means an insider within the meaning of securities legislation;

“**investment fund**” means a mutual fund or a non-redeemable investment fund; **(Ref.: SA, s. 5, “investment fund”)**

“**jurisdiction**” or “**jurisdiction of Canada**” means a province or territory of Canada except when used in the term “foreign jurisdiction”; **(Ref.: NI 14-101, s. 1.1)**

“**long position**” means a position held that, for:

- (1) an option, entitles the holder to elect to purchase, sell, receive or deliver the underlying interest or, instead, pay or receive cash; **(Ref.: Reg. 81-102, s. 1.1)**

- (2) a futures or forward contract, obliges the holder to accept delivery of the underlying interest or, instead, pay or receive cash;
- (3) a call option on futures contracts, entitles the holder to elect to assume a long position in the futures contracts concerned;
- (4) a put option on futures contracts, entitles the holder to elect to assume a short position in the futures contracts concerned;
- (5) a swap, obliges the holder to accept delivery of the underlying interest or receive cash; **(Ref.: Reg. 81-102, s. 1.1)**

“material fact” means, in respect of a derivative, any information that may reasonably be expected to have a significant effect on its attributes, including its market price or value, the terms of the contract evidencing it, the risks associated with its use and, if the derivative is an exchange-traded derivative, on the operation of the market on which it trades, but does not include, unless the proposed legislation otherwise provides, information likely to have an effect on the market price or value of its underlying interest; **(Ref.: ss. 5 and 5.3 SA)**

“mutual fund” means:

- (1) an issuer whose primary purpose is to invest money provided by its security holders and whose securities entitle the holder to receive on demand or within a specified period after demand an amount computed by reference to the value of a proportionate interest in the whole or in part of the net assets, including a separate fund or trust account, of the issuer; or
- (2) a mutual fund designated under section 272.2 of the Securities Act; **(Ref.: SA, ss. 5 and 272.2)**

“non-redeemable investment fund” means:

- (1) an issuer whose primary purpose is to invest money provided by its security holders, that does not invest for the purpose of exercising or seeking to exercise control of an issuer or of being actively involved in the management of any issuer in which it invests and that is not a mutual fund; **(Ref.: SA, ss. 5 and 272.2)**
- (2) a non-redeemable investment fund designated under section 272.2 of the Securities Act (R.S.Q. c. V.1.1);

“officer” means the chair or vice-chair of the board of directors, the chief executive officer, the chief operating officer, the chief financial officer, the president, the vice-president, the secretary, the assistant secretary, the treasurer, the assistant

treasurer or the general manager of a person, or any natural person designated as such by such person or acting in a similar capacity; **(Ref.: s. 5 SA)**

“**option**” means a financial contract that provides the holder with the right, but not the obligation, to do one or more of the following on terms or at a price established by or determinable under the provisions of or by reference to the contract, at or by a time established by the contract:

- (1) receive an amount of cash determinable by reference to a specified quantity of the underlying interest; **(Ref.: Reg. 81-102, s. 1.1; MIFID, Annex 1, section C(4))**
- (2) purchase and take physical delivery of a specified quantity of the underlying interest;
- (3) sell and make physical delivery of a specified quantity of the underlying interest;

“**order**” means a firm indication by a person, acting as principal or on behalf of a client, of a willingness to buy, sell or otherwise trade a derivative; **(Ref.: Reg. 21-101, s. 1.1)**

“**position**” means a long position or a short position;

“**registered firm**” means a registered derivatives dealer or adviser;

“**registered natural person**” means a natural person who is registered to act on behalf of a registered firm, including a registered firm’s ultimate designated person and chief compliance officer;

“**registrant**” means a registered firm or a registered natural person;

“**regulation services provider**” means an exchange or a self-regulatory organization that, in respect of derivatives, provides services including market regulation services, but excludes a person that provides all or part of such market regulation services on behalf of the exchange or organization under an outsourcing agreement with the exchange or organization; **(Ref.: Reg. 21-101, s. 1.1; BSF guideline regarding outsourcing and network agreements dated Nov. 1999)**

“**regulator**” means the person who, within an extra-provincial commission as defined in section 216 of the proposed derivatives legislation, is authorized pursuant to a delegation of power to exercise the power in question in the name of the extra-provincial commission; **(Ref.: NI 14-101, s. 1.1, “regulator”; s. 305.1 SA)**

“**self-regulatory organization**” means a person whose objectives are related to the mission of the Authority and who has been or is deemed to have been recognized by the Authority for purposes of supervising an activity governed by the proposed derivatives legislation or another Act under the administration of the Authority; **(Ref.:**

s. 59 AMF Act; s. 312 An Act respecting the distribution of financial products and services; Reg. 21-101, s. 1.1: “self-regulatory entity”)

“**short position**” means a position held that, for:

- (1) an option, obliges the holder, at the election of another, to purchase, sell, receive or deliver the underlying interest or, instead, pay or receive cash;
- (2) a futures or forward contract, obliges the holder, at the election of another, to deliver the underlying interest or, instead, pay or receive cash; **(Ref.: Reg. 81-102, s. 1.1)**
- (3) a call option on futures contract, obliges the holder, at the election of another, to assume a short position in the futures contracts concerned;
- (4) a put option on futures contracts, obliges the holder, at the election of another, to assume a long position in the futures contracts concerned; **(Ref.: Reg. 81-102, s. 1.1)**

“**special warrant**” means a security that, by its terms or the terms of an accompanying contractual obligation, entitles or requires the holder to acquire another security without payment of material additional consideration and obliges the issuer of the special warrant or the other security to undertake efforts to file a prospectus to qualify the distribution of the other security; **(Ref.: Reg. 81-102, s. 1.1)**

“**subscriber**” means, for an alternative trading system, a person who has entered into a contractual agreement with the alternative trading system for the purpose of accessing it and effecting trades thereon, or submitting, disseminating or displaying orders thereon; **(Ref.: Reg. 21-101, s. 1.1)**

“**swap**” means a contract that, among other things, provides for:

- (1) the obligation to make, and the right to receive, cash payments based upon the value, level or price, or on relative changes or movements of the value, level or price, of one or more underlying interests, which payments may be netted against each other;
- (2) the right or obligation to make, and the right or obligation to receive, physical delivery of an underlying interest instead of the cash payments referred to in paragraph (1); **(Ref.: Reg. 81-102, s. 1.1)**

2. In interpreting this proposed derivatives regulation, unless the context indicates otherwise:

- (1) a reference to the Act is a reference to the proposed derivatives legislation or any applicable law according to context, and terms and expressions not specifically defined in section 1 have the meaning ascribed thereto in the proposed derivatives legislation;

- (2) a reference to the adoption of a new rule includes an amendment to an existing rule, and a reference to a rule includes the amendment made thereto;
- (3) a “minor amendment” means:
- (a) a spelling, typographical, pagination or numbering correction;
 - (b) a procedural or administrative amendment;
- (4) the annual financial statements required to be filed with the Authority shall include the information and statements required in accordance with generally accepted accounting principles, unless the Authority decides otherwise. **(Ref.: s. 116 Securities Regulation)**

TITLE II

HYBRID PRODUCTS

- 3.** A hybrid product is an instrument or contract that has both the attributes of an over-the-counter derivative and a security.

It is subject to the application of the Act, unless, by reason of its terms, the terms of any ancillary agreement made in respect thereof and the circumstances of the offer, issuance or entering into thereof, it is predominantly a security within the meaning of the Securities Act, in which case it shall be considered equivalent to such a security and shall be governed by the Securities Act.

Such predominance is presumed where:

- (1) the offeror obtains payment of the purchase price of the product at the same time that the hybrid product is issued or is entered into;
- (2) the product has a defined term or period of validity, and the purchaser is not required to make any payment in addition to the purchase price, whether as margin, settlement payment or otherwise, upon the expiry of the term or at maturity;
- (3) the offeror is not subject to any margining requirements based on the market price of the product's underlying interest; and
- (4) the product is not offered or presented to the client as a derivative. **(Ref.: CEA § 27(7)(c) and § 27c)**

TITLE III

REGULATED ENTITIES

CHAPTER I

SELF-CERTIFICATION OF RULES

4. Before a regulated entity makes a rule governing its organization, operation, market, derivatives clearing activities or market regulation services, the conditions for accessing its services or the activities of its members or participants, the regulated entity shall submit the rule to a public consultation period of not less than 30 days.

To this end, it shall send the proposed rule to the Authority, which shall publish it in the Bulletin, and inform its members or participants thereof in accordance with the second paragraph of section 40 of the Act.

5. At the end of the consultation referred to in section 4, the regulated entity may make the rule enforceable by filing, with the Authority, a notice self-certifying the rule.

6. The notice of self-certification shall include the following information:

- (1) the text of the rule;
- (2) a summary of the comments made to the entity in the course of the consultation process;
- (3) the results of any research, studies or comparative evaluations carried out with respect to the measures proposed in the rule;
- (4) a discussion of the advantages and disadvantages of these measures as well as the reasons for which the entity believes they should be adopted;
- (5) a statement of the benefits expected to result from the implementation of the rule;
- (6) the date of such implementation;
- (7) certification confirming that, to the best of the entity's knowledge after reasonable verification, the rule complies with the provisions of the proposed derivatives legislation.

7. The process provided for in this Chapter and in Chapter 2 of this Title does not prevent a regulated entity from availing itself of the provisions of paragraph (2) of section 26 of the proposed derivatives legislation, relating to approval of a rule upon application to the Authority, on the conditions provided for therein.

CHAPTER II

EXCEPTIONS

8. In case of an emergency, the consultation prescribed under section 4 is not required and the regulated entity is only required to file with the Authority a written notice informing it of the text of the rule adopted by it before its effective date.

Nonetheless, on the business day following the effective date of the new rule, the regulated entity must file with the Authority the notice provided for in section 6, with the necessary modifications regarding the information to be included.

The notice must be accompanied by a description of the circumstances having given rise to the emergency process.

9. The consultation provided for under section 4 is not required if the rule is subject only to a minor amendment.

However, the entity must file the text of the amended rule with the Authority before the amendment takes effect. Filing of the text is in lieu of a notice of self-certification.

10. Despite section 4, if a rule involves a new product, the regulated entity is only required to send the Authority the text of the new rule.

Nonetheless, on the business day following the effective date of the rule, the regulated entity must file with the Authority a notice containing the following information:

- (1) a description of the terms of the new product, the terms of any ancillary agreement made in respect thereof and, if applicable, the circumstances of the offer, issuance or entering into thereof;
- (2) the information provided for in section 6, with the necessary modifications.

TITLE IV

DERIVATIVES DEALERS AND ADVISERS

CHAPTER I

Division 1

Registration requirements

§1. – Registered firms

11. A person who wants to carry on business as a derivatives dealer must register in this category with the Authority. **(Ref.: s. 2.1 Reg. 31-103)**

12. No person may register as a derivatives dealer unless the person is a member of the IDA. **(Ref.: s. 2.9 Reg. 31-103)**

13. A derivatives adviser must register with the Authority in the category of “portfolio manager”. **(Ref.: s. 2.3 Reg. 31-103)**

§2. – Registered natural persons

14. A natural person must register with the Authority in one of the following categories in order to act on behalf of a registered firm in a corresponding capacity:

- (1) dealing representative in derivatives;
- (2) advising representative in derivatives;
- (3) associate advising representative in derivatives;
- (4) ultimate designated person;
- (5) chief compliance officer. **(Ref.: s. 2.6 Reg. 31-103)**

15. No natural person may act on behalf of a registered derivatives dealer unless the natural person is an approved person under the rules of the IDA. **(Ref.: s. 2.9 Reg. 31-103)**

16. Each registered firm must designate a natural person to be responsible for developing and implementing, on behalf of the registered firm, policies and procedures for the discharge of the registered firm’s obligations under the derivatives legislation.

The natural person must register with the Authority in the category of “ultimate designated person”. **(Ref.: s. 2.8 Reg. 31-103)**

17. The following natural persons may be designated under section 16:

- (1) the chief executive officer of the registered firm;
- (2) an officer in charge of a division of the registered firm, if the activity that requires the firm to register occurs only within the division;
- (3) a natural person acting in a capacity similar to that of an officer described in paragraph (1) or (2). **(Ref.: s. 2.8 Reg. 31-103)**

18. Each registered firm must designate a natural person to be responsible for discharging the registered firm’s obligations under the derivatives legislation.

The natural person must register with the Authority in the category of “chief compliance officer”. **(Ref.: s. 2.9 Reg. 31-103)**

19. The following natural persons may be designated under section 18:

- (1) an officer or partner of the registered firm;
- (2) if the registered firm is a sole proprietorship, the sole proprietor. **(Ref.: s. 2.9 Reg. 31-103)**

§3. – Forms

20. An applicant for registration as a derivatives dealer or adviser must file his application on the form prescribed in Schedule A.

Division 2

Requirements

§1. – Training and experience

21. To register as an advising representative of a derivatives adviser, a natural person must fulfill one of the following conditions:

- (1) the person has earned a CFA charter and has acquired 12 months of derivatives management experience in the 36-month period before applying for registration;

(2) the person has successfully passed the courses required by the IDA for the training of a dealing representative in derivatives and has acquired 48 months of relevant derivatives management experience, 12 months of which was in the 36-month period before applying for registration. **(Ref.: s. 4.9 Reg. 31-103)**

22. To register as an associate advising representative in derivatives of a portfolio manager, a natural person must fulfill one of the requirements set out in section 21 or a combination thereof deemed sufficient by the Authority.

An associate advising representative must not advise in derivatives unless, before giving the advice, the advice is approved by an advising representative. **(Ref.: s. 2.7 Reg. 31-103)**

23. To register as a chief compliance officer in derivatives of a derivatives adviser, a natural person must fulfill the requirements of one of the following paragraphs:

(1) the person has been granted registration previously as an advising representative in derivatives of such an adviser;

(2) (a) the person has obtained professional designation as a lawyer, notary or chartered accountant in a jurisdiction of Canada or the equivalent in a foreign jurisdiction and is in good standing with the appropriate self-regulatory body or regulatory agency;

(b) the person has successfully passed the courses or examinations required by the IDA for an officer of a derivatives or securities dealer;

(c) the person has been employed for three consecutive years by a registered firm or a securities dealer or adviser, or the person has been providing professional services to the derivatives industry for three consecutive years and employed by a registered firm or a securities dealer or adviser for 12 consecutive months;

(3) (a) the person has successfully passed the courses or examinations required by the IDA for an officer of a derivatives or securities dealer;

(b) the person has been employed for five consecutive years by a registered firm or a securities dealer or adviser, including three consecutive years under the supervision of the chief compliance officer, or the person has been employed for five consecutive years by a Canadian financial institution in a compliance capacity relating to portfolio management and employed by a registered firm or a securities dealer or adviser for 12 consecutive months. **(Ref.: s. 4.11 Reg. 31-103)**

24. Subject to section 25, to register in a category, a natural person must have passed the examination or successfully completed the program required for the category in the 36-month period before applying for registration.

25. If a natural person passed the examination or successfully completed the program required for a category more than 36 months before the date the person applied for registration, the person may not register in the category unless the person fulfills one of the following conditions:

(1) the person was registered in the category, or its equivalent in another Canadian jurisdiction, for any 12 months during the 36 months before the date the person applied for registration;

(2) the person gained 12 months relevant experience during the 36 months before the date the person applied for registration. **(Ref.: s. 4.2 Reg. 31-103)**

§2. – Capital requirements

26. A derivatives dealer must comply with the IDA's capital adequacy requirements.

27. A derivatives adviser must maintain excess working capital, as calculated using Schedule B, *Calculation of excess working capital*, that is not less than zero. **(Ref.: s. 4.14 Reg. 31-103)**

28. For the purpose of calculating the excess working capital referred to in section 27, the minimum capital must be \$25,000. **(Ref.: s. 4.14 Reg. 31-103)**

29. A derivatives adviser must calculate its excess working capital as at the end of each month by completing the form prescribed in Schedule B within 20 business days following the end of the month. **(Ref.: s. 4.14 Reg. 31-103)**

30. A derivatives adviser whose excess working capital falls below zero must notify the Authority as soon as practicable. **(Ref.: s. 4.15 Reg. 31-103)**

§3. – Insurance

31. A registered derivatives adviser that does not hold or have access to client cash or assets must maintain a financial institution bond for \$50,000 with clauses A to E as set out in Schedule C.

In all other cases, the insurance amount must be the greater of the following amounts:

(1) 1% of total client assets under management, as calculated using the derivatives adviser's most recent financial records, up to \$25,000,000, whichever is less;

(2) \$200,000;

(3) the amount indicated to be necessary by a resolution of the board of directors of the derivatives adviser.

32. The amount of insurance required to be maintained must be by way of a financial institution bond with a double aggregate limit or a provision for full reinstatement of coverage. **(Ref.: s. 4.17 Reg. 31-103)**

CHAPTER II

EXEMPTIONS FROM REGISTRATION

33. The derivatives dealer registration requirement does not apply to a registered derivatives adviser that acts as intermediary between its own pooled fund and a fully-managed account managed by the adviser. **(Ref.: s. 2.2 Reg. 31-103)**

34. The exemption referred to in section 33 does not apply if the fully-managed account is created or used solely to qualify for the exemption. **(Ref.: s. 2.2 Reg. 31-103)**

35. The derivatives adviser registration requirement does not apply to a registered derivatives dealer that advises a client in connection with derivatives in which it deals, if the dealer does not manage the client's investment portfolio, which portfolio includes derivatives, through discretionary authority granted by the client. **(Ref.: s. 2.4 Reg. 31-103)**

36. The derivatives adviser registration requirement does not apply to a registered derivatives dealer that manages the investment portfolio of a client, which portfolio includes derivatives, through discretionary authority granted by the client, if the dealer is a member of the IDA and complies with the rules adopted by the IDA for portfolio managers in the following by-laws, regulations and policies:

(1) Regulation 1300, *Supervision of Accounts*;

(2) Part VII, *Discretionary and Managed Account Supervision*, of Policy 2, *Minimum Standards for Retail Account Supervision*;

(3) Policy 4, *Minimum Standards for Institutional Account Opening, Operation and Supervision*;

(4) Part I, *Proficiency Requirements*, of Policy 6, *Proficiency and Education*. **(Ref. s. 2.5 Reg. 31-103)**

37. The registration requirement provided for in section 13 does not apply to a person that holds himself out, either through direct advice, publications or writings not

purporting to be tailored to the needs of specific clients, as engaging in the business of advising others as regards specific derivatives or transactions in such derivatives. **(Ref.: s. 9.12 Reg. 31-103)**

CHAPTER IV

RULES OF CONDUCT FOR REGISTRANTS

Division 1

Compliance and notification system

38. A registered firm must establish and maintain a system of controls and supervision designed to:

- (1) achieve compliance with the derivatives legislation;
- (2) manage the risks associated with its business in conformity with prudent business practices.

39. It must also ensure that the activities of its officers, representatives and employees are governed by this system. **(Ref.: s. 5.26 Reg. 31-103)**

40. The system of controls referred to in section 38 must be set out in written policies and procedures. **(Ref.: s. 5.26 Reg. 31-103)**

41. The chief compliance officer must report directly to the board of directors of the registered firm or to the partnership comprising the firm as necessary and at least once annually concerning the registered firm's compliance with the derivatives legislation. **(Ref.: s. 5.27 Reg. 31-103)**

42. A registered firm must permit its ultimate designated person and its chief compliance officer to directly access its board of directors or the partnership comprising the firm at such times as either of them may deem necessary or advisable in view of their responsibilities. **(Ref.: s. 5.27 Reg. 31-103)**

43. A registered firm must document each complaint made to the registered firm about one of its products or services. **(Ref.: s. 5.29 Reg. 31-103)**

Division 2

Auditor

44. A registered firm must appoint an auditor that is authorized to sign an auditor's report by the laws of a jurisdiction of Canada or a foreign jurisdiction, and that meets the professional standards of that jurisdiction. **(Ref.: s. 4.20 Reg. 31-103)**

45. A registered firm must direct its auditor in writing to conduct any review or audit required by the Authority with respect to the registered firm during its registration and must deliver a copy of the direction to the Authority with its application for registration or not later than the fifth business day after the registered firm changes its auditor. **(Ref.: s. 4.20 Reg. 31-103)**

46. If the Authority requires an audit or review of a registered firm under the direction referred to in section 45, the report must be delivered to the Authority as soon as practicable. **(Ref.: s. 4.20 Reg. 31-103)**

Division 3

Use of client credit balances

47. If a registrant maintains two or more accounts for a client, one of which is a derivatives account that contains a debit balance of more than \$5,000, the registrant must transfer from any account containing a free credit balance as much of the free credit balance as is necessary to eliminate, or reduce to the greatest extent possible, the debit balance in the derivatives account. **(Ref.: s. 5.16 Reg. 31-103)**

A free credit balance includes money received from, or held for the account of, clients in the following cases:

- (1) for payment for securities or derivatives purchased by the clients from or through the registrant where the registrant does not own such securities or derivatives at the time of purchase or has not purchased them on behalf of the clients, pending the purchase thereof by the registrant;
- (2) as proceeds of securities or derivatives purchased from clients or sold by the registrant for the account of clients where securities or derivatives have been delivered to the registrant but payment has not been made, pending payment of such proceeds to the clients;

but does not include money that is committed to be used on a specific settlement date as payment for securities or derivatives if the registrant who maintains the securities or derivatives account prepares financial statements on a settlement date basis. **(Ref.: s. 5.16 Reg. 31-103)**

48. Section 47 does not apply to a registrant if the client has given one of the following directions to the registrant in writing, or orally with subsequent written confirmation:

(1) to transfer an amount that is less than the amount otherwise required to be transferred;

(2) not to transfer any amount from a securities account to a derivatives account.

49. A registrant who maintains a securities account and a derivatives account for the same client may make a transfer of any amount of a free credit balance from the securities account to the derivatives account or from the derivatives account to the securities account of the client, if the following conditions have been met:

(1) the transfer is made in accordance with a written agreement between the registrant and the client;

(2) the transfer is not a transfer referred to in section 47 or 48. **(Ref.: s. 5.16 Reg. 31-103)**

CHAPTER V

REVOCAION AND SUSPENSION OF REGISTRATION

50. A person whose registration is suspended for failure to comply with the requirements imposed on that person under section 73 or 74 of the proposed legislation must not do any of the following:

(1) deal in securities;

(2) advise in respect of securities;

(3) manage an investment fund. **(Ref.: s. 7.1 Reg. 31-103)**

51. If a registered firm is suspended, each representative of the firm is suspended. **(Ref.: s. 7.2 Reg. 31-103)**

52. If the IDA revokes or suspends a registered firm's membership, the firm's registration is suspended. **(Ref.: s. 7.3 Reg. 31-103)**

53. If the IDA revokes or suspends a natural person's approval in accordance with its rules, the natural person's registration is suspended. **(Ref.: s. 7.3 Reg. 31-103)**

54. A registered firm is suspended on the 30th day after the day its annual fees were due if the following conditions exist:

- (1) the firm has not paid its annual fees;
- (2) the Authority has notified the firm of its failure to pay. **(Ref.: s. 7.4 Reg. 31-103)**

55. The registration of a registered natural person who ceases to have an employment, partnership or agency relationship with a registered firm is suspended on the date the relationship ceased. **(Ref.: s. 7.5 Reg. 31-103)**

56. The registration of a natural person suspended under a provision of this Chapter, other than section 50, is reinstated on the date the natural person submits a completed form prescribed by Schedule D, *Application for registration of natural persons and permitted natural persons*, in accordance with Regulation 31-102 respecting National Registration Database, under the following conditions:

- (1) the form is submitted to the Authority not later than 90 days after the suspension;
- (2) the natural person is applying to be reinstated in the same category of registration in which the natural person was registered at the time of the suspension;
- (3) the registered firm sponsoring the natural person's application is registered in the same category of registration in which the natural person's former sponsoring firm was registered. **(Ref.: s. 7.6 Reg. 31-103)**

57. If a registration has been suspended under this Chapter and it has not been reinstated, the registration is revoked on the second anniversary following the suspension. **(Ref.: s. 7.6 Reg. 31-103)**

TITLE IV

PUBLIC OFFERING OF DERIVATIVES

CHAPTER I

QUALIFICATION

58. The qualification referred to in section 96 of the Act is granted upon an application containing the following information:

- (1) the corporate name of the applicant, the address of its head office, and the method and date of incorporation;

(2) a description of its activities and the terms and conditions of the derivatives it wishes to offer to the public;

(3) the name of each of its directors and their main occupations;

(4) its audited financial statements for the last fiscal year. **(Ref.: s. 71 Securities Regulation)**

59. The Authority may refuse to give its qualification where it considers it necessary to do so for the protection of clients or the public.

60. A qualified person must notify the Authority of the terms and conditions of each new type of derivative it wishes to offer to the public. **(Ref.: s. 71 Securities Regulation)**

61. A qualified person may offer a new type of derivative to the public when the Authority agrees thereto or does not raise any objection within 10 business days of receiving the notice referred to in section 60. **(Ref.: s. 71 Securities Regulation)**

62. A qualified person must file with the Authority, within 120 days from the end of its fiscal year, the information required by paragraphs (1) to (4) of section 58. **(Ref.: s. 71 Securities Regulation)**

CHAPTER II

COMMUNICATIONS WITH CLIENTS

63. The risk information document that must be remitted by a derivatives dealer to a client in accordance with section 99 of the Act must reproduce the information prescribed by Schedule E. **(Ref.: Decision 2004-PDG-0143 dated 27 October 2004)**

64. A dealer who remits the document referred to in section 63 to a client must obtain from the client a written acknowledgement of receipt on the date indicated therein.

The dealer must also maintain a record of the persons to whom he has remitted the document. **(Ref.: IDA Regulation 1800, 2(e)(ii) and 2(f)(ii))**

65. Before a registrant first effects a derivatives transaction for a client or first advises the client in respect of derivatives, the registrant must remit the relationship disclosure document to the client. **(Ref.: s. 5.10 Reg. 31-103)**

66. A relationship disclosure document must include the following information in clear and plain language:

- (1) a description of the nature or type of account and, if the registered firm is a derivatives adviser, the account's discretionary nature;
- (2) if the registered firm is a derivatives adviser:
 - (a) a description of how the firm will ensure that derivatives transactions are suitable for the client, based on the information provided by the client to the firm;
 - (b) a statement that there is no guarantee, implied or otherwise, that the investments will be successful;
- (3) if the registered firm is a derivatives dealer, a description of the nature and scope of the firm's obligation to assess whether a purchase or sale of a derivative is suitable for a client prior to executing the transaction or at any other time;
- (4) a discussion that identifies which products or services offered by the registered firm will meet the client's investment objectives and how they will do so;
- (5) if the registered firm is a derivatives adviser, a discussion of the risk factors and types of risks that should be considered by the client when deciding to make investments that include derivatives transactions using a derivatives adviser;
- (6) a description of the conflicts of interest that the registered firm is required to disclose under securities legislation;
- (7) disclosure of the service fees and charges in respect of the operation of the client's derivatives accounts;
- (8) a description of the costs the client will pay in making and holding investments and the compensation payable to the registered firm in relation to the different types of products that the client may purchase through the registered firm;
- (9) if the registered firm is a derivatives adviser doing business with a derivatives subadviser that is associated with a fully-managed account product or service, information about the role of the derivatives subadviser and the derivatives subadviser's relationship to the client;
- (10) a description of the content and frequency of reporting for each account or portfolio;
- (11) information about how to contact the firm. **(Ref.: s. 5.12 Reg. 31-103)**

67. The relationship disclosure document must also contain the information the registered firm is required to obtain or verify in accordance with section 75 of the Act. **(Ref.: s. 5.12 Reg. 31-103)**

68. If there is a material change to the information in the relationship disclosure document, the registrant must notify the client in writing of the change before the registrant next effects a derivatives transaction for the client or next advises the client in respect of derivatives. **(Ref.: s. 5.10 Reg. 31-103)**

69. A registrant may notify a client under section 68 by providing the client with one of the following documents:

- (1) a revised relationship disclosure document;
- (2) a written notice describing the material change. **(Ref.: s. 5.10 Reg. 31-103)**

TITLE V

MOBILITY EXEMPTIONS

70. For purposes of this Title:

“principal regulator” means the regulatory entity empowered to regulate the derivatives markets or apply derivatives legislation:

- (1) for a person other than a natural person, in the jurisdiction in Canada in which the person’s head office is located;
- (2) for a natural person, in the jurisdiction in which the individual’s working office is located;

“working office” has the same meaning as in Regulation 31-101;

“eligible client” means, for a person, a client who:

- (1) is a natural person and was a client of the person immediately before the client became a resident of the local jurisdiction;
- (2) is a spouse or child of a client referred to in paragraph (1);

“Regulation 31-101” means Regulation 31-101 respecting National Registration System;

“non-principal jurisdiction” means, for a person, each jurisdiction in Canada that is not the principal jurisdiction of the person;

“principal jurisdiction” means, for a person, the jurisdiction of the principal regulator. **(Ref.: s. 9.19 Reg. 31-103)**

71. Despite the meaning ascribed to “principal regulator” by section 70, if the person concerned receives written notice from a regulatory entity referred to in that definition that specifies a principal regulator for the person, the principal regulator specified in the notice is the principal regulator for the person as of the later of:

- (1) the date the person receives the notice;
- (2) the effective date specified in the notice, if any. **(Ref.: s. 9.19 Reg. 31-103)**

72. As soon as practicable after relying on an exemption under section 76 or 77, the person must file a completed Schedule F. **(Ref.: s. 9.20 Reg. 31-103)**

73. Section 72 does not apply if the person is required to file Form 31-101F1 or Form 31-101F2 under Regulation 31-101. **(Ref.: s. 9.20 Reg. 31-103)**

74. A person relying on section 76 or 77 must file a completed Form 31-103F3, as soon as practicable, in the following cases:

- (1) for a person, other than a natural person, if the person changes its head office to another principal jurisdiction;
- (2) for a natural person, if the location of the natural person’s working office changes to another principal jurisdiction. **(Ref.: s. 9.21 Reg. 31-103)**

75. Section 74 does not apply if the person is required to file Form 31-101F2 under Regulation 31-101. **(Ref.: s. 9.21 Reg. 31-103)**

76. If the local jurisdiction is a non-principal jurisdiction, the registration requirement does not apply to a person who satisfies the following conditions:

- (1) it is registered as a derivatives dealer or adviser in its principal jurisdiction;
- (2) it is carrying on activities as a dealer or adviser with an eligible client;
- (3) it does not deal or advise in derivatives in the local jurisdiction other than as it is permitted to in its principal jurisdiction according to its category of registration;
- (4) it has 10 or fewer eligible clients in the local jurisdiction;
- (5) it complies with the provisions of section 78. **(Ref.: s. 9.22 Reg. 31-103)**

77. If the local jurisdiction is a non-principal jurisdiction, the registration requirement does not apply to a natural person who satisfies the following conditions:

- (1) the natural person is registered in his principal jurisdiction as a dealing, advising or associate advising representative in derivatives;

- (2) the natural person's registered firm is registered in its principal jurisdiction;
- (3) the natural person is dealing or advising in derivatives with an eligible client;
- (4) the natural person does not carry on activities as a dealer or adviser in the local jurisdiction other than as he is permitted to in his principal jurisdiction according to his category of registration;
- (5) in the local jurisdiction, the natural person deals or advises in securities with no more than five eligible clients;
- (6) the natural person complies with the provisions of section 78. **(Ref.: s. 9.23 Reg. 31-103)**

78. For the purposes of paragraph (5) of section 76 and paragraph (6) of section 77, the person must:

- (1) before relying on an exemption in section 76 or 77, disclose to an eligible client that the person:
 - (a) is exempt from registration in the local jurisdiction;
 - (b) is not subject to requirements otherwise usually applicable under local securities legislation;
- (2) act fairly, honestly and in good faith in the course of the person's dealings with an eligible client. **(Ref.: s. 9.24 Reg. 31-103)**

TITLE VI

BUREAU DE DÉCISION ET DE RÉVISION EN VALEURS MOBILIÈRES

79. The rules of procedure established by the Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières, hereinafter referred to as the "Board", under the Securities Act shall apply to applications made to it and hearings held by it under the proposed legislation.

SCHEDULE A
(Section 20)

**APPLICATION FOR REGISTRATION AS A SECURITIES AND (OR) DERIVATIVES
DEALER OR ADVISER**

(The form will be based on Form 33-109F6, with the necessary modifications)

SCHEDULE B
(SECTION 27)

CALCULATION OF EXCESS WORKING CAPITAL

_____ Firm name
Capital Calculation
(as at _____, with comparative figures as at _____)

Component	Current period	Prior period
1. Current assets		
2. Less current assets not readily convertible into cash (e.g. prepaid expenses)		
3. Adjusted current assets Line 1 minus line 2 =		
Current liabilities		
5. Add 100% of long-term related party debt unless a subordination agreement has been executed (Note: If related party debt or payables are not subordinated, lenders can request payment at any time.)		
6. Adjusted current liabilities Line 4 plus line 5 =		
Adjusted working capital Line 3 minus line 6 =		
8. Less minimum capital		
9. Less market risk		
10. Less financial institution bond deductible		
11. Less guarantees		
12. Less unreconciled differences		
13. Excess working capital		

Notes

Line 1. Current assets: Per GAAP except that this calculation is to be done on an unconsolidated basis.

Line 4. Current liabilities: Per GAAP except that this calculation is to be done on an unconsolidated basis.

Line 5. Related party debt: In this line, "related party" has the meaning ascribed to that term in the Handbook of the Canadian Institute of Chartered Accountants, as amended from time to time.

Line 8. Minimum capital: The amount on this line must be not less than \$25,000 for a derivatives adviser.

Line 9. Market risk: For all securities and derivatives owned by the firm, margin rules are to be applied as set out in the IDA Rule Book.

Line 11. Guarantees: If the registered firm is guaranteeing the commitments of another party, the total amount of the guarantee must be included in the capital calculation.

Line 12. Unreconciled differences: Full amount of any unreconciled differences (from either firm positions or client positions) must be included in capital (e.g. if there is a shortfall of cash in the trust account or in the firm's bank accounts). If there is a shortfall in derivatives positions, the current market value plus the applicable margin amount should be used to quantify the capital requirement.

Management Certification

Registered Firm Name: _____

We have examined the attached capital calculation and certify that the firm is in compliance with the capital requirements as at _____.

Name and Title	Signature	Date
1. _____	_____	_____
2. _____	_____	_____

SCHEDULE C
(SECTION 31)

FINANCIAL INSTITUTION BOND CLAUSES

Clause	Name of clause	Details
A	Fidelity	This clause insures against any loss through dishonest or fraudulent acts of employees.
B	On premises	This clause insures against any loss of money and derivatives or other property through robbery, burglary, theft, hold-up, or other fraudulent means, mysterious disappearance, damage or destruction while within any of the insured's offices, the offices of any banking institution or clearing house or within any recognized place of safedeposit.
C	In transit	This clause insures against any loss of money and derivatives or other property through robbery, burglary, theft, hold-up, misplacement, mysterious disappearance, damage or destruction, while in transit in the custody of any employee or any person acting as messenger, except while in the mail or with a carrier for hire other than an armoured motor vehicle company.
D	Forgery or alterations	This clause insures against any loss through forgery or alteration of any cheques, drafts, promissory notes or other written orders or directions to pay sums in money, excluding derivatives.
E	Derivatives	This clause insures against any loss through having purchased or acquired, sold or delivered, or extended any credit or acted upon derivatives or other written instruments which prove to have been forged, counterfeited, raised or altered, or lost or stolen, or through having guaranteed in writing or witnessed any signatures upon any transfers, assignments or other documents or written instruments.

SCHEDULE D
(Section 56)

**APPLICATION FOR REGISTRATION OF NATURAL PERSONS AND PERMITTED
NATURAL PERSONS**
(The form will be based on Form 33-109F4, with the necessary modifications)

SCHEDULE E
(Section 63)**RISK INFORMATION DOCUMENT****Risk Information Document for Derivatives**

This brief document does not disclose all of the risks and other significant aspects of trading in futures contracts, options or other derivatives. In light of the risks, you should undertake such transactions only if you understand the nature of the contracts (and contractual relationships) into which you are entering and the extent of your exposure to risk. Trading in derivatives is not suitable for many members of the public. You should carefully consider whether trading is appropriate for you in light of your experience, objectives, financial resources and other relevant circumstances.

Futures Contracts

1. Effect of "Leverage" or "Gearing"

Transactions in futures contracts carry a high degree of risk. The amount of initial margin is small relative to the value of the futures contract so that transactions are "leveraged" or "geared". A relatively small market movement will have a proportionately larger impact on the funds you have deposited or will have to deposit: this may work against you as well as for you. You may sustain a total loss of initial margin funds and any additional funds deposited with the firm to maintain your position. If the market moves against your position or margin levels are increased, you may be called upon to pay substantial additional funds on short notice to maintain your position. If you fail to comply with a request for additional funds within the time prescribed, your position may be liquidated at a loss and you will be liable for any resulting deficit.

2. Risk-reducing Orders or Strategies

The placing of certain orders (e.g. "stop-loss" order, where permitted under local law, or "stop-limit" orders) which are intended to limit losses to certain amounts may not be effective because market conditions may make it impossible to execute such orders. Strategies using combinations of positions, such as "spread" and "straddle" positions may be as risky as taking simple "long" or "short" positions.

Options

3. Variable Degree of Risk

Transactions in options carry a high degree of risk. Purchasers and sellers of options should familiarize themselves with the type of option (i.e. put or call) which they

contemplate trading and the associated risks. You should calculate the extent to which the value of the options must increase for your position to become profitable, taking into account the premium and all transaction costs.

The purchaser of options may offset or exercise the options or allow the options to expire. The exercise of an option results either in a cash settlement or in the purchaser acquiring or delivering the underlying interest. If the option is on a futures contract, the purchaser will acquire a futures position with associated liabilities for margin (see the section on Futures Contracts above). If the purchased options expire worthless, you will suffer a total loss of your investment which will consist of the option premium plus transaction costs. If you are contemplating purchasing deep-out-of-the-money options, you should be aware that the chance of such options becoming profitable ordinarily is remote.

Selling ("writing" or "granting") an option generally entails considerably greater risk than purchasing options. Although the premium received by the seller is fixed, the seller may sustain a loss well in excess of that amount. The seller will be liable for additional margin to maintain the position if the market moves unfavourably. The seller will also be exposed to the risk of the purchaser exercising the option and the seller will be obligated to either settle the option in cash or to acquire or deliver the underlying interest. If the option is on a futures contract, the seller will acquire a position in a future with associated liabilities for margin (see the section on Futures Contracts above). If the option is "covered" by the seller holding a corresponding position in the underlying interest or a futures contract or another option, the risk may be reduced. If the option is not covered, the risk of loss can be unlimited.

Certain exchanges in some jurisdictions permit deferred payment of the option premium, exposing the purchaser to liability for margin payments not exceeding the amount of the premium. The purchaser is still subject to the risk of losing the premium and transaction costs. When the option is exercised or expires, the purchaser is responsible for any unpaid premium outstanding at that time.

Additional Risks Common to Derivatives

4. Terms and Conditions of Contracts

You should ask the firm with which you deal about the terms and conditions of the specific futures contracts, options or other derivatives which you are trading and associated obligations (e.g. the circumstances under which you may become obligated to make or take delivery of the underlying interest and, in respect of options, expiration dates and restrictions on the time for exercise).

Under certain circumstances the specifications of outstanding contracts (including the exercise price of an option) may be modified by the exchange or clearing house to reflect changes in the underlying interest.

5. Suspension or Restriction of Trading and Pricing Relationships

Market conditions (e.g. liquidity) and/or the operation of the rules of certain markets (e.g. the suspension of trading in any contract or contract month because of price limits or "circuit breakers") may increase the risk of loss by making it difficult or impossible to effect transactions or liquidate/offset positions. If you have sold options, this may increase the risk of loss.

Further, normal pricing relationships between the underlying interest and the derivative may not exist. This can occur when, for example, the futures contract underlying the option is subject to price limits while the option is not.

The absence of an underlying reference price may make it difficult to judge "fair" value.

6. Deposited Cash and Property

You should familiarize yourself with the protections accorded money or other property you deposit for domestic and foreign transactions, particularly in the event of a firm insolvency or bankruptcy. The extent to which you may recover your money or property may be governed by specific legislation or local rules. In some jurisdictions, property which had been specifically identifiable as your own will be prorated in the same manner as cash for purposes of distribution in the event of a shortfall.

7. Commission and Other Charges

Before you begin to trade, you should obtain a clear explanation of all commissions, fees and other charges for which you will be liable. These charges will affect your net profit (if any) or increase your loss.

8. Transactions in Other Jurisdictions

Transactions on markets in other jurisdictions, including markets formally linked to a domestic market, may expose you to additional risk. Such markets may be subject to regulation which may offer different or diminished investor protection. Before you trade you should inquire about any rules relevant to your particular transactions. Your local regulatory authority will be unable to compel the enforcement of the rules of regulatory authorities or markets in other jurisdictions where your transactions have been effected. You should ask the firm with which you deal for details about the types of redress available in both your home jurisdiction and other relevant jurisdictions before you start to trade.

9. Currency Risks

The profit or loss in transactions in foreign currency-denominated derivatives (whether they are traded in your own or another jurisdiction) will be affected by fluctuations in

currency rates where there is a need to convert from the currency denomination of the derivative to another currency.

10. Trading Facilities

Most open-outcry and electronic trading facilities are supported by computer-based component systems for the order-routing, execution, matching, registration or clearing of trades. As with all facilities and systems, they are vulnerable to temporary disruption or failure. Your ability to recover certain losses may be subject to limits on liability imposed by the system provider, the market, the clearing house and/or member firms. Such limits may vary; you should ask the firm with which you deal for details in this respect.

11. Electronic Trading

Trading on an electronic trading system may differ not only from trading in an open-outcry market but also from trading on other electronic trading systems. If you undertake transactions on an electronic trading system, you will be exposed to risks associated with the system, including the failure of hardware and software. The result of any system failure may be that your order is either not executed according to your instructions or is not executed at all. Your ability to recover certain losses which are particularly attributable to trading on a market using an electronic trading system may be limited to less than the amount of your total loss.

12. Off-exchange Transactions

In some jurisdictions, and only then in restricted circumstances, firms are permitted to effect off-exchange transactions. The firm with which you deal may be acting as your counterparty to the transaction. It may be difficult or impossible to liquidate an existing position, to assess the value, to determine a fair price or to assess the exposure to risk. For these reasons, these transactions may involve increased risks.

Off-exchange transactions may be less regulated or subject to a separate regulatory regime. Before you undertake such transactions, you should familiarize yourself with applicable rules.

SCHEDULE F
(Section 72)**NOTICE OF PRINCIPAL REGULATOR****1. Date:****2. Information about person**

NRD # (if applicable):

Name: _____

3. Principal regulator

The securities regulatory authority or regulator in the following jurisdiction is the principal regulator for the person:

4. Previous notice filed

If the person has previously filed a Form 31-103F1, indicate the principal regulator noted in the previous notice:

5. Reasons for principal regulator

The principal regulator for the person is its principal regulator:

(1) based on (check one)

the location of the person's head office (for a registered firm)

or

the location of the person's working office (for a registered natural person)

(2) on the following basis (provide details):

*PROPOSAL DOCUMENT***Proposed Derivatives Framework****Proposed Policy Statements**

These proposed policy statements may be adopted under the authority of the proposed derivatives legislation in connection with the administration thereof, and enabling provisions in respect of this proposed legislation will also have to be adopted beforehand by the National Assembly.

CORPORATE GOVERNANCE PRACTICES OF REGULATED ENTITIES**Purpose**

Corporate governance pertains to the relationships among owners, management and other interested parties, including subscribers or members of an entity and authorities representing the public interest. The main features of governance are ownership, the composition and duties of the board of directors, key board committees, the relationships between management and the board as well as the channels through which management reports on its activities.

A policy statement will set out best practices respecting the corporate governance of regulated entities, taking into account the importance, complexity and risk profile of their activities. They are intended to:

- a) achieve a balance between providing protection to investors, and fostering the development and effective operation of fair and efficient derivatives markets and sustaining confidence in such markets;
- b) recognize that corporate governance is evolving and take into account the impact of governance developments around the world.

Governance practices must be clear and transparent to meet the public interest requirements, while seeking to achieve the goals of shareholders and subscribers.

Meaning of independence

A director would be independent if he has not had a direct or indirect material relationship with a regulated entity, subscribers or members of the entity, or with its shareholders in the past twelve (12) months.

A material relationship means a relationship that the board of directors could reasonably expect to impair the independent judgment of a director.

Composition of board of directors

The board of directors should be made up of at least 50% independent directors, excluding the chief executive officer.

The chair of the board should be an independent director. Where this is not appropriate, an independent director should be appointed to act as "lead director." An independent chair or an independent lead director should act as the effective leader of the board and ensure that the board's agenda will enable him to successfully carry out his duties.

Representation on the board should reflect the diversity of shareholders as well as subscribers or members of the regulated entity, taking into account their number, size and legal structure.

A nominating committee should be set up by the board, including a majority of independent directors, with the mandate to set up, examine and ensure an efficient decision-making process for the nomination and election of directors.

The board should have written rules related to any vacancy due to the death, disability or resignation of a director.

Board mandate

The board should adopt a written mandate setting out its role and responsibilities in order in particular to:

- a) satisfy itself, to the extent possible, that the chief executive officer and the other senior management members of the regulated entity are honest and create a culture of integrity throughout the entity;
- b) adopt a strategic planning process;
- c) identify the principal risks of the regulated entity's business and ensure the implementation of appropriate systems to manage these risks;
- d) ensure the development and implementation of internal control and information management systems for the regulated entity;
- e) examine the interim financial statements and approve the audited annual financial statements;
- f) ensure succession planning in respect of senior management members of the regulated entity;
- g) develop a set of principles and guidelines respecting corporate governance applicable to the regulated entity;
- h) formulate clear position descriptions for the chair of the board and the chair of each board committee;
- i) prepare, together with the chief executive officer, a clear position description for the chief executive officer, delineating management's responsibilities.

Orientation and continuing education of directors

The board should ensure that all new directors are given a complete orientation. They should fully understand the role of the board and its committees, as well as the contribution expected of each director. All directors should also understand the nature and operation of the regulated entity.

The board should give all its members continuing education opportunities so that they may maintain or improve their skills and abilities as directors.

Code of business conduct and ethics and management of conflicts of interest

The board should adopt a written code of business conduct and ethics, defining standards to promote and ensure integrity and to deter wrongdoing. In particular, the code should address the following issues:

- a) conflicts of interest;
- b) protection and proper use of corporate assets and opportunities available to the regulated entity;
- c) confidentiality of information about the regulated entity, its members, subscribers or participants;
- d) fair dealing with subscribers or members, shareholders, suppliers, employees and competitors of the regulated entity;
- e) compliance with laws and regulations;
- f) reporting of any illegal or unethical conduct.

The board should be responsible for monitoring compliance with the code. Only the board, or a board committee, should be authorized to grant any waivers from the code.

The regulated entity should promote the effective management of potential conflicts of interest with respect to its obligation to provide fair and equitable service, including by:

- a) implementing a separate administrative structure for regulatory functions where the regulated entity performs regulatory functions and carries on business activities;
- b) creating, in the case of an entity that performs regulatory functions and carries on business activities and in order to ensure the separation of such functions and activities, a regulatory oversight committee.

Clearing house

As each stakeholder in clearing and settlement activities does not share the same risk management interests, the governance structure of a clearing house should minimize the possibility of conflicts of interest that could hamper clearing and settlement activities or the effectiveness of the risk management policies, controls and standards of the clearing house by ensuring in particular that:

- a) the persons in charge of risk management for the clearing house are sufficiently independent to perform their role;
- b) the teams in charge of risk management are separate from those in charge of other activities of the clearing house, such as marketing or customer service;
- c) a committee is created made up of independent members responsible for risk assessment and reporting to the board of directors.

The mandate and operating procedures of the risk management committee of the clearing house should be clearly defined.

The risk management committee should in particular be mandated to:

- a) advise and assist the board of directors of the clearing house with respect to risk management policies (e.g. membership criteria, margin requirements, delivery and settlement procedures, acceptable forms of guarantees and default risk management);
- b) recommend improvements to risk management measures, taking into account the costs associated with such measures and their impact on subscribers or members of the clearing house, in line with international standards.

TRANSMISSION OF INFORMATION BY REGULATED ENTITIES

Purpose

In order to adequately supervise the activities of recognized regulated entities, the Authority requires certain information for a complete description of the activities carried on by the regulated entities under its supervision and their ability to meet the requirements of their recognition.

The Authority expects that, in a spirit of co-operation, a regulated entity will communicate in a timely manner any information about which the Authority should reasonably be informed in order to demonstrate that it complies with the terms of its recognition as well as any applicable provision of the proposed legislation. This information may in particular be financial, operational or legal in nature and relate to risk management, complaints and disciplinary measures, among other matters.

Regular disclosure

A regulated entity must provide the Authority with the following documents on an ongoing basis and within the prescribed time:

- a) the unaudited interim financial statements within 60 days of the end of each quarter, as well as the audited annual financial statements prepared in accordance with generally accepted accounting principles within 90 days of the end of each fiscal year; in the case of a subsidiary that is a regulated entity, annual and interim financial statements should be presented on a consolidated and unconsolidated basis;
- b) any document required by the Authority to determine its financial viability;
- c) the annual report provided to shareholders, members or subscribers;
- d) any notice, bulletin or other written communication sent to members, participants or subscribers;
- e) a list of complaints with respect to the regulated entity, including a brief description of complaints, within 60 days of the end of its fiscal year;
- f) on an annual basis, the following additional documents:
 - i) a list of directors and officers;
 - ii) a list of the board committees of the regulated entity, stating the members, the mandate and the responsibilities of each committee;
 - iii) a list of all subscribers, members or participants, as the case may be;
 - iv) the fee schedule relating to the services rendered by the regulated entity.
- g) in the case of a clearing house, the filing of internal audit reports and risk management reports according to a timetable prescribed by the Authority;

- h) in the case of an exchange, the annual filing of a report of an independent review carried out in accordance with the audit procedures and standards set out in Part 12 of Regulation 21-101 respecting Marketplace Operation relating to the capacity, integrity and security of marketplace systems.

Occasional disclosure

A regulated entity must give the Authority prior notice of proposed material changes, including:

- a) any decision to enter into an agreement, memorandum of understanding or other similar undertaking with a government or regulatory body, a self-regulatory organization, a clearing house, exchange or other market;
- b) any decision, either directly or through an affiliate, to pursue a new business activity or to cease a business activity carried on by the regulated entity;
- c) any material change to its organizational structure or the manner in which it performs its functions, powers and activities when such a measure could affect its services;
- d) any significant agreement entered into in the normal course of business, including unanimous shareholders' agreements or agreements among members to which it is a party;
- e) any change in auditor and the reasons therefor.

A regulated entity should, without delay, send the Authority notice of any material change, in particular in the following circumstances:

- a) the appointment of a director or officer;
- b) the effective or anticipated resignation of a director, officer or auditor, including a statement of the reasons for the resignation;
- c) the fact that it is the subject of an order, directive or similar action by a government or regulatory body;
- d) when it has knowledge of being the subject of a criminal or regulatory investigation;
- e) when it is the subject of a significant lawsuit or learns thereof;
- f) in the case of an exchange, the suspension or halting of trading;
- g) when it cannot perform its functions or when there is an interruption in the performance of its functions;
- h) when a regulated entity takes disciplinary measures against a participant, member or subscriber or any of their employees;
- i) when a regulated entity is of the opinion that a participant, member or subscriber or any of their employees is violating the proposed legislation or any other law or regulation;

- j) when a regulated entity determines that a participant, member or subscriber has failed to fulfill its obligations.

Such notice should include, where applicable, the position of the regulated entity, the steps it intends to take, the consequences for the market and any proposed change intended to avoid or overcome such a situation, as the case may be.

SELF-CERTIFICATION OF EXCHANGE-TRADED DERIVATIVES

Purpose

Under the proposed legislation, an exchange-traded derivative must be designed to ensure a high degree of protection against manipulation.

Regulated entities may certify that exchange-traded derivatives and amendments to related rules comply with the proposed legislation. They may submit to the Authority their certification for a new derivative and related rules or a rule amendment affecting an existing product before the rule amendment comes into effect. Self-certification of a new derivative and the related rules is considered to be an administrative matter. The regulated entity may therefore submit its certification in accordance with the process prescribed by the proposed regulation at the time such are distributed and come into effect.

Documentation

The documents submitted should identify the derivative, the underlying interest and the listing date. They should also give a general and technical description of the derivative, noting in particular the cash market practices for the underlying interest, the public and economic interest of the derivative, speculative and hedging limits, as well as any delivery terms.

With respect to novel derivatives, the Authority will expect regulated entities to provide a copy of market surveys, benchmarking or other reports demonstrating how the proposed derivative will comply with the proposed legislation.

The self-certification will be considered public and will be published on the website of the Authority. Regulated entities should clearly set out in the documents being filed whether they consider certain aspects of the information to be confidential or non-public.

It is not necessary to file minor amendments with the Authority before they come into effect. It is sufficient to notify the Authority at the same time as market participants. The following are examples of minor technical or administrative rule amendments relating to derivatives:

- a) changes in trading hours;
- b) changes respecting delivery;
- c) changes to option contracts, other than those relating to last trading day, expiry date, strike price delistings and speculative position limits;
- d) reductions in the minimum price change;
- e) typographical corrections or numbering changes;
- f) adjustments to margin rates.

The following table gives guidance as to the information the Authority would expect to receive regarding the characteristics of a derivative. It is particularly important to provide greater detail where novel products are listed, where derivatives market conditions differ materially from the underlying cash market, where cash price references are not derived from a single source, or where aggregation of positions across products is envisaged.

Term or condition	Regulatory requirement	Guidance	Regulated entity proposal (or rule number)
a) Characteristics of underlying interest	The derivative must have a public and economic interest; the underlying interest must be liquid with a reliable reference price.	Provide a detailed explanation of the derivative and the underlying interest for novel products.	
b) Characteristics of the option (including strike price listing procedures and increments, expiry date, type of contract, etc.)	Transparency and market efficiency.		
c) Delivery terms	Market efficiency	Where applicable, include the delivery points, quality differentials, delivery facilities, etc.	
d) Contract size or trading unit	Market efficiency and anti-manipulation	Also indicate minimum quantity thresholds for block and cross trades, and any reporting time and market exposure delays.	

e) Delivery months	Market efficiency		
f) Delivery period and last trading day	Market efficiency and anti-manipulation		
g) Minimum price change	Market efficiency and anti-manipulation		
h) Daily price limit provisions	Market efficiency and anti-manipulation	Indicate relationship to cash market price movements.	
i) Speculative position limits	Anti-manipulation	Indicate the limits for spot month, the method for calculating non-spot months (e.g. individually or combined), and spread exemptions.	
j) Reporting level for large positions	Anti-manipulation	Also describe relationship with other contracts, cash markets, netting of spread positions, etc.	
k) Aggregation policy	Anti-manipulation		
l) Procedures for calculation and dissemination of settlement price	Market efficiency and transparency	Also describe safeguards against manipulation, third party licence where applicable, fallback.	
m) Trading hours	Market efficiency		
n) Provisions for halting trading	Market efficiency	Provide details regarding discretionary and	

		automatic halts, in particular as relates to the underlying interest.	
--	--	---	--

ACCESS TO REGULATED ENTITIES

Purpose

Exchanges and clearing houses play important roles in the development of financial markets and the trading of derivatives, facilitating the process for setting prices and risk management. Regulated entities must generally promote fair and equitable access to their services in order to stimulate competition among market participants. They must also establish adequate, objective and transparent membership criteria.

The Authority believes that it is up to recognized exchanges and clearing houses to determine suitable access conditions. A policy statement will set out the Authority's expectations regarding access to a derivatives exchange or clearing house. It will also be intended to enable any regulated entity to set up adequate membership criteria to ensure sound risk management.

Basic criteria

A regulated entity should require that its participants, members or subscribers have sufficient financial resources and that they have sound operational abilities and all the necessary skills to meet the obligations resulting from their membership. It should also adopt procedures to periodically ensure compliance with its membership criteria.

Specific criteria

The conditions for access to a regulated entity could include the following, depending on the nature of the activities of the regulated entity in question:

- a) obtaining a licence, registration or status to ensure initial control and ongoing management determined by a clear and transparent process, including the possibility of appealing decisions;
- b) ownership of the member or participant;
- c) operational ability, including a business continuity plan;
- d) skills, including the training of persons directly involved and managers;
- e) training requirements for persons performing the various functions of the regulated entity;
- f) determination of whether or not foreign participants or members may be accepted;
- g) organization of activities, including adequate financial arrangements;
- h) solvency and financial resources, including warning signs;
- i) adequate insurance;
- j) participation in a guarantee or compensation fund;

- k) appointment of an auditor;
- l) preparation and filing of financial statements.

OUTSOURCING OF DUTIES AND ACTIVITIES BY A REGULATED ENTITY

Purpose

A regulated entity may outsource certain functions and activities that it is required to perform pursuant to its recognition, with the prior consent of the Authority.

Regulated entities occasionally draw on outsourcing for the purpose of meeting challenges such as those posed by technological progress, the control of expenses and the management of conflicts of interest between business and regulatory objectives. However, the Authority is of the opinion that, in some cases, outsourcing may increase the dependence of an entity on third parties and, accordingly, its risk level.

A policy statement will set out the Authority's expectations vis-à-vis regulated entities that outsource some of their functions and activities, with respect to the adoption of prudent practices, procedures or standards. The principle according to which entities remain fully liable for all outsourced activities and functions is essential. In addition, the Authority's supervisory powers must not be limited in any way, whether the activity or function is performed internally or by a third party.

Control and procedures

The outsourcing of functions and activities must not hinder the effective operation of the derivatives market under any circumstances. Regulated entities must ensure that outsourced functions and activities are performed in compliance with all applicable regulatory requirements.

The Authority recommends that regulated entities formulate and implement outsourcing risk management policies and procedures, including:

- a) a risk assessment of any proposed or existing outsourcing contract, including a statement of the principles and parameters used to control outsourcing risks;
- b) the preparation of a written contract with the service provider and related documentation;
- c) a description of the scope of the outsourcing contract, the services to be provided and the nature of the relationship between the regulated entity and the service provider;
- d) the establishment of due diligence procedures in the choosing of a service provider and an assessment of the relative importance of the outsourcing contract;
- e) the identification of concentration risk when functions and activities are outsourced by different regulated entities to the same service provider;
- f) the development of an oversight and supervisory procedure for critical outsourcing contracts; and

- g) the development of a plan to perform outsourced functions or activities in the event the service provider is no longer able to do so.

Due diligence procedures

The Authority expects regulated entities to conduct a due diligence to determine the nature and scope of the outsourced activity, its relationship with the regulated entity's other activities and functions and the manner in which such activity or function is managed.

Regulated entities must choose a service provider with care, prudence and diligence. For example, a regulated entity should take the following into account when choosing a service provider:

- a) the abilities, resources and technical skills necessary to perform and support the outsourced function or activity;
- b) the financial position of the service provider;
- c) the professional reputation, complaint history and degree of compliance of the service provider;
- d) business recovery plans and emergency measures, including system reactivation tests;
- e) insurance coverage;
- f) business objectives and corporate culture of the service provider, and compatibility with regulated entity.

Regular oversight

Regulated entities should periodically review each critical outsourcing contract to ensure that the services are provided in the prescribed manner and in accordance with the terms of the contract and regulatory requirements.

Depending on the importance of the outsourcing contract, the regulated entity should from time to time assess the ability of the service provider to continue to provide the services in the manner set out in the contract.

Business continuity plan

A business continuity plan regarding the functions and activities outsourced by the regulated entity should be implemented to cover temporary or permanent situations in which the service provider is unable to continue to provide the service. The business continuity and systems recovery plan should be based on the service disruption risk.

MARKETPLACE OPERATION

Purpose

Integrity is an essential aspect of effective marketplace operation. Participants who trade must deal openly and in a loyal manner based on fair and equitable trading principles. In this regard, the Authority believes that a regulated entity, and in particular an exchange, should set up and enforce rules, policies and procedures ensuring an orderly, transparent and accessible market and prohibiting any form of activity that could impair market integrity.

A policy statement will set out the Authority's opinion on best practices regarding marketplace operation.

Moreover, Regulation 21-101 respecting Marketplace Operation as well as Regulation 23-101 respecting Trading Rules are expected to apply to regulated entities operating in derivatives.

Market integrity

An exchange must set up and enforce rules, policies and procedures to ensure the financial integrity of trades placed in its market.

The rules, policies and procedures of the exchange must clearly prohibit abuse, manipulation, deceptive trading and fraud. The following are examples of activities creating artificial prices or a misleading appearance of trading activity:

- a) executing transactions in the market without a change in beneficial ownership, such as wash trading;
- b) executing transactions that have the effect of artificially changing or maintaining the price of a derivative;
- c) entering orders that can reasonably be expected to create an artificial appearance of participation in the market;
- d) executing prearranged transactions that have the effect of creating a misleading appearance of market activity or improperly excluding other marketplace participants; or
- e) entering a series of orders without the intention to execute them.

The rules, policies and procedures of a derivatives exchange in this regard should be related to those of the market for the underlying interest. The derivatives exchange and the market for the underlying interest should co-ordinate the implementation of their respective rules, policies and procedures and the oversight of their respective markets.

Market oversight

An exchange should have a dedicated and independent management that oversees its market. The oversight functions of the exchange may be outsourced to a third party, such as a regulation services provider.

To ensure the effective operation of trading activities, an exchange should set up detailed, ongoing oversight procedures intended to detect any form of market manipulation or attempted market manipulation. Increased oversight would be appropriate under circumstances such as:

- a) when a contract is nearing its expiry date;
- b) when holders of large positions do not liquidate their positions;
- c) when the price of the contract does not move toward a price corresponding to the market price for the underlying interest; or
- d) when the difference between the contract price for the expiry month and that of the following month do not reflect supply and demand in the underlying market.

In addition, special attention should be given to major market participants, as they could influence prices.

Oversight of the derivatives market should therefore cover data relating to buy and sell orders by a single client, trading volume, insider trading and the market for the underlying interest.

An exchange should also have a system to monitor large positions held by participants to identify situations that could increase the risk of manipulation. The Authority expects an exchange to adopt such a preventive oversight approach based on in-depth knowledge of the factors that determine the supply and demand for derivatives, including determining the identity of position holders, their strategies and their activities in the underlying market. This will help determine position limits as well as appropriate reporting levels for larger trader positions in listed products.

When an exchange detects an anomaly under its oversight program, it must be able to intervene and impose any necessary sanctions on the offender through disciplinary measures set out in its rules, policies or procedures.

As well, an exchange must conduct periodic oversight to ensure that the open interest in deliverable derivatives corresponds to the deliverable supply in the physical market, in order to avoid a forced liquidation at higher prices due to a squeeze on the underlying interest.

System capacity

An exchange must use appropriate systems for the effective execution of its operations, including with respect to capacity, security and reliability.

Accordingly, it must maintain sufficient operational capacity, particularly when the market is very active, so that its data processing capacity does not deteriorate. It must

be able to execute transactions in a secure and reliable manner, if possible under any circumstances.

An exchange should conduct a regular assessment of its systems by:

- a) developing and implementing procedures to review and keep current the development and testing methodology of systems;
- b) reviewing the vulnerability of systems to computer threats;
- c) estimating current and future capacity;
- d) developing recovery and business continuity plans.

An independent review of the exchange should be conducted and a report on its controls submitted to the management of the exchange in order to ensure compliance with the measures taken.

Transparency

An exchange must provide appropriate information to its members or participants. It must make any document used to enforce and interpret its rules, policies and procedures available to its members or participants. It should publish information on its website on settlement prices, price variations, volumes, open positions and any other information relating to contracts being traded and do so in a timely manner.

Trade execution

An exchange must ensure that its members or participants can fulfill their obligations toward their clients to execute orders as efficiently as possible.

An exchange should have a clearly defined methodology for order entry, order routing, execution and resolution of operational errors.

Lastly, when block trading of securities is permitted, the exchange should ensure that such transactions are not detrimental to market integrity or price discovery.

CLEARING HOUSE RISKS

Purpose

A derivatives clearing house oversees market integrity and stability by acting as a central counterparty guaranteeing the obligations attached to each contract that it is called on to clear.

A clearing house can significantly reduce the risks to which its members are exposed through controls and multilateral netting. However, as a central counterparty, it concentrates risks and risk management. For derivatives markets, it is essential that clearing houses operate effective risk control and have adequate financial resources.

A policy statement will set out the Authority's expectations relating to the prudent management of risk associated with the activities of a clearing house.

Overview of risk exposures

A clearing house is exposed to specific risks related to its activities, including:

- a) the risk that a clearing member does not fulfill its obligations when due or at a subsequent date (counterparty risk) or is late in performing its obligations (liquidity risk);
- b) the risk related to the inability of a clearing member to fulfill its obligations when due, thereby causing other parties to be unable to perform their own obligations when due (systemic risk);
- c) the risk resulting from the taking of collateral (custody risk) and the investment of clearing house funds or cash posted by clearing members to meet margin requirements (investment risk);
- d) the risk of deficiencies in systems and internal controls as well as human or management error (operational risk);
- e) the risk that a party may incur losses because legislation is inconsistent with the rules of the clearing house or with any other right exercised by it (legal risk); and
- f) the risk that the seller of a derivative carries out physical settlement without receiving payment therefor or that the buyer makes payment without physical settlement (principal risk).

Risk management

The Authority recommends that clearing houses develop and implement prudent practices, procedures or standards based on the risks to which they are exposed.

Counterparty and liquidity risk

A clearing house must set up procedures intended to limit the likelihood of default, losses and potential liquidity constraints in the event of default, while ensuring the availability of adequate resources to cover losses and ensure that obligations are fulfilled when due. In defining its risk management procedures, the clearing house should encourage its members to manage risks prudently. For example, the following risk management measures should be considered:

- a) dealing only with members that have a high credit rating and therefore have sufficient financial resources and sound operational abilities;
- b) using exposure, position or trading limits to control losses in the event of default;
- c) requiring that members post collateral to cover exposures and thereby limit losses and liquidity pressures in the event of default. The liquidation of a member's position under normal market conditions would not disrupt the operations of the clearing house or expose non-defaulting members to unexpected losses;
- d) maintaining sufficient financial resources to withstand, at a minimum, a default by the member to which it has the largest exposure in extreme but plausible market conditions;
- e) having the ability to transfer, liquidate and quickly cover the positions of a defaulting member. Default proceedings should therefore be set up by the clearing house that clearly define what constitutes a default event and stipulate the order in which resources will be used if a default occurs.

Custody and investment risk

A clearing house should protect the assets that ensure the performance of member obligations toward it by setting up procedures for the custody of such assets.

Operational risk

A clearing house should identify and analyze sources of operational risk and define clear policies and procedures for its management. Robust internal controls are essential for managing operational risk. It should also ensure that all key systems are reliable, secure and able to handle volumes under stress conditions.

Legal risk

A clearing house should manage legal risk by carefully reviewing relevant law and the design of member contracts and rules both when they are drafted and on an ongoing basis.

Principal risk

When a clearing house intervenes in the settlement of contracts requiring future delivery, it should clearly define its obligations with respect to the delivery of physical instruments. In particular, it should specify whether it is required to carry out or take delivery and to compensate participants in the event of loss during the process.

DISTRIBUTION OF DERIVATIVES

Remittance of risk information document

The risk information document contemplated in Schedule 1 of the Regulation presents only certain aspects relating to derivatives trading. It is important that dealers and their representatives properly complete such information and comply in all respects with their know-your-client and client suitability requirements.

When a dealer gives a client a risk information document, it must ensure that the client understands what derivatives trading is all about, in particular with respect to his rights and obligations.

The risk information document recommends that clients ask for information on the terms of the derivatives under consideration. Ideally the dealer would send this information systematically and review with its client the various characteristics of the derivatives under consideration, including the procedure for delivering the underlying interest, where applicable.

Public offering of derivatives

Any person who is not a regulated entity and who wishes to offer derivatives to the public is required to be issued the qualification set out in the proposed legislation for such purpose. This requirement applies in respect of exchange-traded or over-the-counter derivatives.

Qualification is a process whereby the Authority obtains certain basic information about the person as well as detailed information about the derivatives that the person intends to distribute. The information required for qualification must also be given to the client. Although information such as that contained in a prospectus is not required, sufficient information must be given to clients so they can determine whether or not to accept the offering.

To describe the derivatives that he intends to offer, the person subject to qualification may use the list of characteristics provided in the policy statement on self-certification of derivatives by regulated entities. The list can help in preparing a complete and systematic description of the product, its characteristics and the obligations to which it gives rise. This information should also be made available to clients at the same time as the risk information document.

Qualification requirement

The fact that an over-the-counter derivative is settled by a clearing house does not give rise by itself to the qualification requirement. The requirement is conditional on a public offering. For instance, trading in over-the-counter derivatives between accredited clients that would subsequently result in the intervention of a clearing house would not contain the elements of a public offering and therefore not require qualification.

Finally, the Authority reminds persons who wish to distribute derivatives and intend to contact clients for such purpose that carrying on activities as a derivatives dealer normally requires registration, unless such person may rely on an exemption.

Abbreviations Used in Proposed Derivatives Framework

AMF Act	An Act respecting the Autorité des marchés financiers (Québec)
BC Model	Dealers and Advisers Guide, 2003
BCBS	"Risk management guidelines for derivatives," Basel Committee on Banking Supervision
CEA	Commodity Exchange Act (USA)
CFA	Commodity Futures Act (Ontario)
CPSS	Bank for International Settlements: Committee on Payment and Settlement Systems
DP	Discussion Paper: Regulation of Derivatives Markets in Québec (<i>Autorité des marchés financiers</i> , May 2006)
GLB Act	Gramm-Leach-Bliley Act 1999 (USA)
IOSCO	Principles for the oversight of screen-based trading systems, International Organization of Securities Commissions, Report of the Technical Committee
Joint Forum	Joint Forum of Financial Market Regulators, Principles
MIFID	Directive of the European Parliament on markets in financial instruments amending Council Directives
PDR	Proposed derivatives regulation
RRE	Regulation respecting the rules of ethics in the securities sector (An Act respecting the distribution of financial products and services)
RS UMIR	Universal Market Integrity Rules
SA	Securities Act (Québec)
SIB	Securities and Investments Board, Regulation of the Conduct of Investment Business, 1989

6.4 SANCTIONS ADMINISTRATIVES PÉCUNIAIRES

Aucune information.

6.5 INTERDICTIONS

6.5.1 Interdictions d'effectuer une opération sur valeurs

American Natural Energy Corporation

Interdit à American Natural Energy Corporation, à ses porteurs de titres, à tous les courtiers en valeurs et à leurs représentants, ainsi qu'à toute autre personne, toute activité reliée à des opérations sur les valeurs de l'émetteur, au motif que celui-ci ne s'est pas conformé aux obligations de dépôt de ses états financiers annuels et son rapport de gestion annuel de l'exercice terminé le 31 décembre 2006 ainsi que ses états financiers intermédiaires et son rapport de gestion intermédiaire de la période terminée le 31 mars 2007 conformément au Règlement 51-102.

L'interdiction est prononcée le 10 août 2007.

Décision n°: 2007-MC-1761

6.5.2 Révocations d'interdiction

Aucune information.

6.6 PLACEMENTS

6.6.1 Visas de prospectus

6.6.1.1 Prospectus provisoires

Agrium Inc.

Visa du prospectus simplifié provisoire du 13 août 2007 concernant le placement d'actions ordinaires, d'actions privilégiées, de reçus de souscription, de titres d'emprunt et d'unités pour un capital global maximum de 1 000 000 000 \$US.

Le visa prend effet le 13 août 2007.

Numéro de projet Sédar: 1140449

Décision n°: 2007-MC-1806

Canetic Resources Trust

Visa du prospectus simplifié provisoire du 8 août 2007 concernant le placement de parts ou de reçus de souscription pour un capital maximum de 750 000 000 \$.

Le visa prend effet le 9 août 2007.

Numéro de projet Sédar: 1138338

Décision n°: 2007-MC-1789

Consonus Technologies, Inc.

Visa du prospectus provisoire modifié du 9 août 2007 concernant le placement d'actions ordinaires.

Le visa prend effet le 9 août 2007.

Courtier(s):

Paradigm Capital Inc.

Numéro de projet Sédar: 1096495

Décision n°: 2007-MC-1778

6.6.1.2 Prospectus définitifs

Altagas Income Trust

Visa pour le prospectus préalable du 8 août 2007 de Altagas Income Trust concernant le placement de parts de fiducie ou de titres d'emprunt non garantis jusqu'à concurrence d'un prix d'offre global de 500 000 000 \$.

Le visa prend effet le 8 août 2007.

Numéro de projet Sédar: 1130295

Décision n°: 2007-MC-1768

Anderson Energy Ltd.

Visa pour le prospectus simplifié du 7 août 2007 de Anderson Energy Ltd. concernant le placement 29 555 000 reçus de souscription au prix de 3,90 \$ le reçu, chacun représentant un droit de recevoir une action ordinaire.

Le visa prend effet le 7 août 2007.

Courtier(s):

BMO Nesbitt Burns Inc.

Valeurs mobilières Cormark Inc.

RBC Dominion Valeurs Mobilières Inc.

Société en commandite GMP Valeurs Mobilières

Numéro de projet Sédar: 1134263

Décision n°: 2007-MC-1756

Fonds communs de placement Stone & Cie (Les)

Visa pour le prospectus simplifié du 7 août 2007 concernant le placement de :

Catégorie Canadienne Croissance de Dividendes Stones & Cie (auparavant Catégorie croissance de dividendes Stones & Cie) (actions de série A, B, C, T8A, T8B et T8C de la Catégorie d'actions de Stone & Co. Corporate Funds Limited).

Catégorie Ressources Plus Stone & Cie (actions de série A, B et C de la Catégorie d'actions de Stone & Co Corporate Funds Limited).

Fonds principal canadien de croissance et de revenu Stone & Cie (parts de série A, B, C, F, T8A, T8B et T8C).

Fonds principal d'actions canadiennes Stone & Cie (parts de série A, B, C, F, T8A, T8B et T8C)

Fonds principal de croissance mondiale Stone & Cie (parts de série A, B, C, F, T8A, T8B et T8C)

Fonds des industries de croissance Stone & Cie (auparavant Fonds principal des industries de croissance Stone & Cie) (parts de série A, B, C et F)

Fonds longévité à dividendes mondial Stone & Cie MC (auparavant Fonds Longévité Stone & Cie) (parts de série A, B, C, T8A, T8B et T8C).

Fonds principal canadien du marché monétaire Stone & Cie (parts de série A, B et C)

Le visa prend effet le 8 août 2007.

Numéro de projet Sédar: 1123670

Décision n°: 2007-MC-1775

Fonds frontier Alt Oasis™

Visa pour le prospectus simplifié du 7 août 2007 concernant le placement de parts de série A et de série F de :

frontierAlt Oasistm Canada Fund
frontierAlt Oasistm World Fund
frontierAlt Oasistm Global Income Fund

Le visa prend effet le 8 août 2007.

Numéro de projet Sédar: 1123107

Décision n°: 2007-MC-1774

Fonds Sprott

Visa pour le prospectus simplifié du 9 août 2007 concernant le placement de parts de séries A, F et I de :

Fonds d'Actions Petite Capitalisation Sprott

Le visa prend effet le 9 août 2007.

Numéro de projet Sédar: 1129538

Décision n°: 2007-MC-1796

Groupe Intertape Polymer Inc. (Le)

Visa pour le prospectus simplifié du 9 août 2007 de Le Groupe Intertape Polymer Inc. concernant le placement d'un maximum de 40 986 940 droits de souscription, chaque 1,6 droits conférant au porteur le droit de souscrire à une action ordinaires au prix de 3,61 \$.

Le visa prend effet le 10 août 2007.

Numéro de projet Sédar: 1134907

Décision n°: 2007-MC-1795

OPC AGF

Visa pour le prospectus simplifié du 9 août 2007 concernant le placement de parts de la série OPC, de série D, de série F, de série O et de série V de :

Fonds mondiale de dividendes AGF

Le visa prend effet le 10 août 2007.

Numéro de projet Sédar: 1121265

Décision n°: 2007-MC-1797

Primaris Retail Real Estate Investment Trust

Visa pour le prospectus simplifié du 3 août 2007 de Primaris Retail Real Estate Investment Trust concernant le placement de :

1. 115 000 000 \$ de débentures subordonnées non garanties convertibles portant intérêt au taux annuel de 5,85 % et échéant le 1er août 2014;
2. 3 604 100 parts au prix de 19,15 \$ la part.

Le visa prend effet le 3 août 2007.

Courtier(s):

RBC Dominion Valeurs Mobilières Inc.
 Marchés mondiaux CIBC Inc.
 BMO Nesbitt Burns Inc.
 Financière Banque Nationale Inc.
 Scotia Capitaux Inc.
 Corporation Canaccord Capital
 Valeurs Mobilières TD Inc.
 Blackmont Capital Inc.
 Raymond James Ltée

Numéro de projet Sédar: 1133008

Décision n°: 2007-MC-1743

6.6.1.3 Modifications du prospectus

Aucune information.

6.6.1.4 Dépôt de suppléments

407 International Inc.

Réception du supplément de fixation du prix n°4 daté du 24 mai 2007 au prospectus simplifié définitif de 407 International Inc. daté du 7 décembre 2005, visant le placement de billets à moyen terme de premier rang, série 07-A1, pour une valeur globale de 75 000 000 \$. Ce document fait maintenant partie des dossiers publics de l'Autorité des marchés financiers.

Décision n°: 2007-MC-1715

Autorité Aéroportuaire du Gand Toronto

Réception du supplément de fixation du prix n°5 daté du 30 mai 2007 au prospectus simplifié définitif de Autorité Aéroportuaire du Gand Toronto daté du 13 octobre 2005, visant le placement de billets à moyen terme, série 2007-2, pour une valeur globale de 350 000 000 \$. Ce document fait maintenant partie des dossiers publics de l'Autorité des marchés financiers.

Décision n°: 2007-MC-1718

Caterpillar Financial Services Limited

Réception du supplément de fixation du prix n°1 daté du 24 mai 2007 au prospectus simplifié définitif de Caterpillar Financial Services Limited daté du 27 avril 2006, visant le placement de billets à moyen terme, pour une valeur globale de 600 000 000 \$. Ce document fait maintenant partie des dossiers publics de l'Autorité des marchés financiers.

Décision n°: 2007-MC-1717

EPCOR Power L.P.

Réception du supplément de prospectus daté du 2007-05-24 au prospectus simplifié définitif de EPCOR Power L.P. daté du 15 juin 2006, visant le placement de 4 015 297 parts de société en commandite, au prix de 26,15 \$ la part. Ce document fait maintenant partie des dossiers publics de l'Autorité des marchés financiers.

Décision n°: 2007-MC-1716

Fairfax Financial Holdings Limited

Réception du supplément de prospectus daté du 24 mai 2007 au prospectus simplifié définitif de Fairfax Financial Holdings Limited daté du 10 avril 2007, visant le placement de billets à 7¼ % échéant en 2012 en contrepartie d'un montant en espèces et de nouveaux billets de premier rang à 7¼ % échéant en 2017, pour une valeur globale de 162 467 550 \$. Ce document fait maintenant partie des dossiers publics de l'Autorité des marchés financiers.

Décision n°: 2007-MC-1695

Financière Sun Life Inc.

Réception du supplément de fixation du prix n°1 daté du 25 mai 2007 au prospectus simplifié définitif de Financière Sun Life Inc. daté du 12 mars 2007, visant le placement de débentures subordonnées non garanties à taux fixe de 5,40 %, variable de série 2007-1, venant à échéance en 2042, pour une valeur globale de 400 000 000 \$. Ce document fait maintenant partie des dossiers publics de l'Autorité des marchés financiers.

Décision n°: 2007-MC-1719

Merrill Lynch Canada Finance Company

Réception du supplément de prospectus daté du 2 mai 2007 au prospectus simplifié définitif de Merrill Lynch Canada Finance Company daté du 30 juin 2006, visant le placement de titres de Merrill Lynch à rendement enrichi liés à des marchandises, série 1, échéant le 4 mai 2011, pour une valeur globale de 17 514 900 \$. Ce document fait maintenant partie des dossiers publics de l'Autorité des marchés financiers.

Décision n°: 2007-MC-1710

Merrill Lynch Canada Finance Company

Réception du supplément de prospectus daté du 2 mai 2007 au prospectus simplifié définitif de Merrill Lynch Canada Finance Company daté du 30 juin 2006, visant le placement de titres de Merrill Lynch à rendement majoré liés à des actions japonaises, série 3, pour une valeur globale de 7 936 800 \$. Ce document fait maintenant partie des dossiers publics de l'Autorité des marchés financiers.

Décision n°: 2007-MC-1711

Merrill Lynch Canada Finance Company

Réception du supplément de prospectus daté du 1er mai 2007 au prospectus simplifié définitif de Merrill Lynch Canada Finance Company daté du 30 juin 2006, visant le placement de titres de Merrill Lynch à rendement majoré liés à des actions étrangères (\$CA) et (\$US), série 6, pour une valeur globale de 5 058 754,81 \$CA. Ce document fait maintenant partie des dossiers publics de l'Autorité des marchés financiers.

Décision n°: 2007-MC-1712

6.6.2 Dispenses de prospectus

Aucune information.

6.6.3 Déclarations de placement avec dispense

Le personnel de l'Autorité tient à rappeler qu'il est de la responsabilité des émetteurs de s'assurer qu'ils bénéficient de la dispense statutaire prévue aux articles 43 ou 51 de la Loi, tels qu'ils se lisaient avant le 14 septembre 2005, ou des dispenses prévues au Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription («Règlement 45-106»).

Le personnel rappelle également qu'il est de la responsabilité des émetteurs de s'assurer du respect des délais impartis pour déclarer les placements de même que de fournir une information exacte. Toute contravention aux dispositions législatives et réglementaires pertinentes constitue une infraction.

Veuillez prendre note que les informations contenues aux avis déposés en vertu de l'ancien article 46 de la Loi et aux déclarations de placement avec dispense déposées conformément au Règlement 45-106 sont publiées ci-dessous tel que fournies par les émetteurs concernés. Il est de la responsabilité des émetteurs de fournir une information adéquate et l'Autorité ne saurait être tenue responsable de quelque lacune ou erreur que ce soit dans ces déclarations.

SECTION RELATIVE AUX SOCIÉTÉS

B.B.B. Plaza Associates, Ltd. And 2800 Weston Road Associates, Ltd.

Souscripteurs :

Le placement a eu lieu auprès de 7 souscripteurs au Québec.

Le placement a eu lieu également auprès de 9 souscripteurs hors Québec.

Description du placement :

Placement de 39 unités, chacune étant composée d'une part de société en commandite de chacune des deux sociétés, pour une valeur globale de 2 808 000 \$.

Date du placement :

Le 1^{er} mai 2007

Dispense(s) invoquée(s)

2.3 du Règlement 45-106

Date du dépôt :

Le 14 mai 2007

Canadian Spirit Resources Inc.

Souscripteurs :

Le placement a eu lieu auprès de 3 souscripteurs au Québec.

Le placement a eu lieu également auprès de 60 souscripteurs hors Québec.

Description du placement :

Placement de 3 053 000 unités, chacune étant composée d'une action ordinaire et d'un demi-bon de souscription d'action ordinaire, au prix de 1,00 \$ l'unité et de 447 000 actions ordinaires accréditives, au prix de 1,10 \$ l'action.

Date du placement :

Le 18 juillet 2007

Dispense(s) invoquée(s)

2.3 du Règlement 45-106

2.5 du Règlement 45-106

2.10 du Règlement 45-106

Date du dépôt :

Le 27 juillet 2007

CanWest MediaWorks Limited Partnership

Souscripteurs :

Le placement a eu lieu auprès d'un souscripteur au Québec.

Le placement a eu lieu également auprès de 13 souscripteurs hors Québec.

Description du placement :

Placement de billets de premier rang subordonnés à 9,25%, échéant en 2015, pour une valeur globale de 57 214 897 \$.

Date du placement :

Le 13 juillet 2007

Dispense(s) invoquée(s)
2.3 du Règlement 45-106
Date du dépôt :
Le 23 juillet 2007

Centenario Copper Corporation

Souscripteurs :
Le placement a eu lieu auprès d'un souscripteur au Québec.
Le placement a eu lieu également auprès de 208 souscripteurs hors Québec.
Description du placement :
Placement de 16 000 000 de bons de souscription spéciaux, pour une valeur globale de 83 408 000 \$.
De plus, 480 000 bons de souscription émis à titre de rémunération.
Date du placement :
Le 19 juillet 2007
Dispense(s) invoquée(s)
2.3 du Règlement 45-106
Date du dépôt :
Le 30 juillet 2007

Consolidated EcoProgress Technology Inc.

Souscripteurs :
Le placement a eu lieu auprès d'un souscripteur au Québec.
Le placement a eu lieu également auprès de 31 souscripteurs hors Québec.
Description du placement :
Placement de 7 365 400 unités, chacune étant composée d'une action ordinaire et d'un bon de souscription d'action ordinaire, au prix de 0,05 \$ l'unité.
Date du placement :
Le 11 juillet 2007
Dispense(s) invoquée(s)
2.3 du Règlement 45-106
2.5 du Règlement 45-106
Date du dépôt :
Le 24 juillet 2007

Dumont Nickel Inc.

Souscripteur :
Le placement a eu lieu auprès d'un souscripteur hors Québec.
Description du placement :
Placement de 100 000 actions ordinaires à droit de vote, à un prix réputé de 0,13 \$ l'action, en contrepartie de terrains miniers.
Date du placement :
Le 25 juillet 2007
Dispense(s) invoquée(s)
2.13 du Règlement 45-106
Date du dépôt :
Le 31 juillet 2007

Eloda Corporation

Souscripteurs :
Le placement a eu lieu auprès de 6 souscripteurs au Québec.

Le placement a eu lieu également auprès de 3 souscripteurs hors Québec.

Description du placement :

Placement de 3 333 334 actions ordinaires à droit de vote, au prix de 0,30 \$ l'action et de 7 débetures convertibles non garanties à 12%, pour une valeur globale de 4 407 400 \$. De plus, 266 667 bons de souscription d'actions ordinaires émis à titre de rémunération.

Date du placement :

Le 18 juillet 2007

Dispense(s) invoquée(s)

2.3 du Règlement 45-106
2.10 du Règlement 45-106

Date du dépôt :

Le 27 juillet 2007

Exploration Tom Inc.

Souscripteurs :

Le placement a eu lieu auprès de 2 souscripteurs au Québec.

Description du placement :

Placement de 740 740 unités, chacune étant composée d'une action ordinaire et d'un bon de souscription d'action ordinaire, pour une valeur globale de 100 000 \$.

Date du placement :

Le 23 juillet 2007

Dispense(s) invoquée(s)

2.5 du Règlement 45-106

Date du dépôt :

Le 27 juillet 2007

Fortsum Solutions d'Affaires inc.

Souscripteurs :

Le placement a eu lieu auprès de 24 souscripteurs au Québec.

Le placement a eu lieu également auprès de 3 souscripteurs hors Québec.

Description du placement :

Placement de 6 363 637 unités, chacune étant composée d'une action ordinaire et d'un demi-bon de souscription d'action ordinaire, au prix de 0,55 \$ l'unité. De plus, 636 363 bons de souscription d'actions ordinaires émis à titre de rémunération.

Date du placement :

Le 19 juillet 2007

Dispense(s) invoquée(s)

2.3 du Règlement 45-106
2.10 du Règlement 45-106

Date du dépôt :

Le 27 juillet 2007

FRV Média inc.

Souscripteurs :

Le placement a eu lieu auprès de 2 souscripteurs au Québec.

Description du placement :

Placement de débetures convertibles en actions de catégorie « A », échéant le 1^{er} septembre 2009, pour une valeur globale de 750 000 \$.

Date du placement :

Le 26 juillet 2007

Dispense(s) invoquée(s)

2.10 du Règlement 45-106

Date du dépôt :
Le 30 juillet 2007

Genco Resources Ltd.

Souscripteurs :

Le placement a eu lieu auprès d'un souscripteur au Québec.

Le placement a eu lieu également auprès de 38 souscripteurs hors Québec.

Description du placement :

Placement de 6 666 666 actions ordinaires, au prix de 3,75 \$ l'action et de 3 333 333 bons de souscriptions d'actions ordinaires. De plus, 400 000 bons de souscription d'actions ordinaires émis à titre de rémunération.

Date du placement :

Le 16 juillet 2007

Dispense(s) invoquée(s)

2.3 du Règlement 45-106

2.10 du Règlement 45-106

Date du dépôt :

Le 25 juillet 2007

Linear Metals Corporation

Souscripteurs :

Le placement a eu lieu auprès de 8 souscripteurs au Québec.

Le placement a eu lieu également auprès de 109 souscripteurs hors Québec.

Description du placement :

Placement de 5 750 000 unités, chacune étant composée d'une action ordinaire et d'un demi-bon de souscription d'action ordinaire, au prix de 1,75 \$ l'unité ainsi que de 345 000 bons de souscription d'unités, à titre de rémunération.

Date du placement :

Le 22 février 2007

Dispense(s) invoquée(s)

2.3 du Règlement 45-106

Date du dépôt :

Le 6 mars 2007

Motapa Diamonds Inc.

Souscripteurs:

Le placement a eu lieu auprès de 4 souscripteurs au Québec.

Le placement a eu lieu également auprès de 180 souscripteurs hors Québec.

Description du placement :

Placement de 10 000 000 d'unités, chacune étant composée d'une action ordinaire et d'un bon de souscription d'action ordinaire, au prix de 0,70 \$ l'unité et de 591 510 bons de souscription, émis à titre de rémunération.

Date du placement :

Le 8 juin 2007

Dispense(s) invoquée(s)

2.3 du Règlement 45-106

Date du dépôt :

Le 19 juin 2007

Nordic Investment Bank

Souscripteurs:

Le placement a eu lieu auprès d'un souscripteur au Québec.

Le placement a eu lieu également auprès de 11 souscripteurs hors Québec.

Description du placement :

Placement d'obligations « Euro Canadian Dollar », pour une valeur globale de 300 000 000 \$ Cdn.

Date du placement :

Le 26 juillet 2007

Dispense(s) invoquée(s)

2.10 du Règlement 45-106

Date du dépôt :

Le 31 juillet 2007

Petro Rubiales Energy Corp. (anciennement Consolidated AGX Resources Corp.)**Souscripteurs:**

Le placement a eu lieu auprès de 36 souscripteurs au Québec.

Le placement a eu lieu également auprès de 496 souscripteurs hors Québec.

Description du placement :

Placement de 517 650 000 reçus de souscription, échangeables en unités, chacune étant composée d'une action ordinaire et un demi-bon de souscription d'action ordinaire, au prix de 0,85 \$ le reçu.

Date du placement :

Le 12 juillet 2007

Dispense(s) invoquée(s)

2.3 du Règlement 45-106

2.5 du Règlement 45-106

2.10 du Règlement 45-106

Date du dépôt :

Le 31 juillet 2007

Tech Link International Entertainment Limited**Souscripteurs :**

Le placement a eu lieu auprès d'un souscripteur au Québec.

Le placement a eu lieu également auprès de 4 souscripteurs hors Québec.

Description du placement :

Placement de débentures, convertibles en unités, chacune étant composée d'une action ordinaire catégorie A et .05 bons de souscription d'action ordinaire catégorie A, pour une valeur globale de 923 630,14 \$

Dates du placement :

Les 24 et 31 juillet 2007

Dispense(s) invoquée(s)

2.3 du Règlement 45-106

Date du dépôt :

Le 3 août 2007

YGC Resources Ltd.**Souscripteurs :**

Le placement a eu lieu auprès de 4 souscripteurs au Québec.

Le placement a eu lieu également auprès de 107 souscripteurs hors Québec.

Description du placement :

Placement de 42 350 364 actions ordinaires et de 21 175 182 bons de souscription, au prix de 1,80 \$ l'action et de 1 842 918 options émises à titre de rémunération.

Date du placement :

Le 20 juin 2007

Dispense(s) invoquée(s)
 2.3 du Règlement 45-106
 2.5 du Règlement 45-106
 Date du dépôt :
 Le 30 juillet 2007

SECTION RELATIVE AUX FONDS D'INVESTISSEMENT

Aucune information.

Pour de plus amples renseignements relativement aux placements énumérés ci-dessus, veuillez consulter les dossiers disponibles à la salle des dossiers de l'Autorité.

6.6.4 Refus

Aucune information.

6.6.5 Divers

Agrium Inc.

Vu la demande présentée par Agrium Inc. (l'« émetteur ») auprès de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») le 9 août 2007 (la « demande »);

vu les articles 40.1 et 263 de la Loi sur les valeurs mobilières, L.R.Q., c. V-1.1 (la « Loi »);

vu les pouvoirs délégués conformément à l'article 24 de la Loi sur l'Autorité des marchés financiers, L.R.Q., c. A-33.2;

vu la demande visant à obtenir une dispense de l'obligation prévue à l'article 40.1 de la Loi d'établir une version française des documents suivants intégrés par renvoi dans le prospectus préalable de base provisoire (le « prospectus ») que l'émetteur entend déposer le ou vers le 13 août 2007 (la « dispense demandée ») :

1. le rapprochement annuel de l'émetteur des principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») pour les exercices terminés les 31 décembre 2006, 2005 et 2004;
2. les états financiers intermédiaires non vérifiés de l'émetteur composés des bilans aux 30 juin 2007 et 2006, des états consolidés des résultats et des bénéfices non répartis, des flux de trésorerie et des capitaux propres pour les périodes de trois et de six mois terminées les 30 juin 2007 et 2006;
3. le rapport de gestion de l'émetteur pour les périodes de trois et de six mois terminées le 30 juin 2007;
4. le rapprochement intermédiaire de l'émetteur des PCGR;

(collectivement, les « documents visés »);

vu les représentations faites par l'émetteur.

En conséquence, l'Autorité accorde la dispense demandée à la condition que les documents visés soient traduits en français et soient déposés auprès de l'Autorité au plus tard au moment du dépôt du prospectus dans sa forme définitive.

Fait à Montréal, le 10 août 2007.

Benoit Dionne
 Chef du Service du financement des sociétés

Décision n°: 2007-MC-1794

Fonds de Placements Franklin Templeton
Catégorie de société de technologie Franklin
Catégorie de société mondiale de sciences de la santé et de biotechnologie Franklin
Fonds mondial de sciences de la santé et de biotechnologie Franklin

Vu la demande présentée par Société de Placements Franklin Templeton (la « société de gestion ») auprès de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») le 28 juin 2007 (la « demande »);

vu la demande présentée conformément à l'*Avis 12-201 relatif au régime d'examen concerté des demandes de dispense* (le « régime d'examen concerté ») en vertu duquel l'autorité principale est la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (l'« autorité principale »);

vu le *Règlement 81-102 sur les organismes de placement collectif* (le « Règlement 81-102 »);

vu la *Norme canadienne 14-101, Définitions* et les termes définis suivants :

« Fonds cédants » : Catégorie de société de technologie Franklin, Catégorie de société mondiale de sciences de la santé et de biotechnologie Franklin et Fonds mondial de sciences de la santé et de biotechnologie Franklin;

« Fonds restant » : Catégorie de société de croissance à capitalisation variable Franklin;

« fusions proposées » : les restructurations, devant être complétées le ou vers le 24 août 2007, des Fonds cédants qui auront pour conséquence que les porteurs de titres des Fonds cédants deviendront porteurs de titres du Fonds restant;

vu les pouvoirs délégués conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, L.R.Q., c. A-33.2;

vu la demande visant à obtenir l'agrément de l'Autorité relativement aux fusions proposées, tel que prévu au sous-paragraphe b) du paragraphe 1) de l'article 5.5 du Règlement 81-102, en considérant que les dispositions prévues à l'alinéa ii) du sous-paragraphe a) ainsi qu'au sous-paragraphe b) du paragraphe 1) de l'article 5.6 du Règlement 81-102 ne seront pas respectées (l'« agrément demandé »);

vu les représentations faites par la société de gestion.

En conséquence, l'Autorité accorde l'agrément demandé.

La présente décision prendra effet à compter de la date du document de décision du régime d'examen concerté émis par l'autorité principale.

Fait à Montréal, le 25 juillet 2007.

Louis Morisset
 Surintendant aux marchés des valeurs

Numéro de projet Sédar: 1123292

Décision n°: 2007-MC-1617

Investissements Fidelity Canada Limitée

Vu la demande présentée par Investissements Fidelity Canada Limitée (la « société de gestion ») auprès de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») le 27 avril 2007 (la « demande »);

vu la demande présentée conformément à l'*Avis 12-201 relatif au régime d'examen concerté des demandes de dispense* (le « régime d'examen concerté ») en vertu duquel l'autorité principale est la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (l'« autorité principale »);

vu l'article 263 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, L.R.Q., c. V-1.1 (la « Loi »);

vu le Règlement 81-102 *sur les organismes de placement collectif* (le « Règlement 81-102 »);

vu la *Norme canadienne 14-101, Définitions* et les termes définis suivants :

« dérivé visé » : tel que défini au Règlement 81-102 (collectivement, les « dérivés visés »);

« Fonds Fidelity » : collectivement, les fonds énumérés à l'Annexe A ainsi que tous les fonds à être créés qui seront gérés par la société de gestion;

« swaps » : collectivement, les swaps de taux d'intérêt, les swaps sur défaillance de crédit et les swaps de devises (individuellement, un « swap »);

« swap de compensation » : swap utilisé dans le but de contrecarrer l'exposition à un risque de marché d'un swap préexistant;

« titres à revenu fixe » : toutes obligations, débentures, billets ou autres titres assimilables à un titre de créance (tel que défini au Règlement 81-102) (individuellement, un « titre à revenu fixe »);

vu les pouvoirs délégués conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, L.R.Q., c. A-33.2;

vu la possibilité d'utiliser des dérivés visés dans les stratégies de placement des Fonds Fidelity;

vu l'utilisation de dérivés visés afin d'augmenter ou de réduire le risque d'exposition à certaines valeurs mobilières;

vu l'utilisation de dérivés visés afin de réduire le risque de fluctuation des taux d'intérêt ainsi que le risque de fluctuation des taux de change;

vu la protection que l'utilisation de dérivés visés procure aux portefeuilles gérés par la société de gestion;

vu la demande visant à dispenser les Fonds Fidelity, à certaines conditions, des obligations prévues aux articles suivants :

1. sous-paragraphe (a) du paragraphe (1) de l'article 2.7 du Règlement 81-102 afin de permettre aux Fonds Fidelity de conclure des swaps de taux d'intérêt, des swaps sur défaillance de crédit et, si ils sont conclus dans le cadre d'une opération de couverture, des contrats à livrer sur devises ou des swaps de devises dont la durée de vie résiduelle est supérieure à trois ans;
2. paragraphe (1) de l'article 2.8 du Règlement 81-102 afin de permettre aux Fonds Fidelity d'utiliser les éléments suivants à titre de couverture en espèces, tel que défini au Règlement 81-102 :
 - a) des titres à revenu fixe liquides, pourvu qu'ils aient une durée résiduelle de 365 jours ou moins et qu'ils aient une note approuvée, tel que défini au Règlement 81-102;
 - b) des titres d'O.P.C. du marché monétaire, tel que défini au Règlement 81-102 gérés par la société de gestion (collectivement, les « Fonds du marché monétaire »);

3. sous-paragraphe (d) et alinéa (i) du sous-paragraphe (f) du paragraphe (1) de l'article 2.8 du Règlement 81-102 afin de permettre aux Fonds Fidelity, lorsqu'ils :
- a) ouvrent ou maintiennent une position acheteur sur un titre assimilable à un titre de créance qui comporte une composante consistant en une position acheteur sur un contrat à livrer, ou sur un contrat à terme ou à livrer normalisé; ou
 - b) concluent ou conservent une position sur tout swaps et lorsque les Fonds Fidelity auraient droit à des paiements aux termes de tout swaps;
- d'avoir recours, à titre de couverture en espèces, à un droit ou une obligation de vendre une quantité équivalente de l'élément sous-jacent du contrat à livrer, du contrat à terme ou à livrer normalisé ou du swap.

(collectivement, les « dispenses demandées »);

vu les représentations faites par la société de gestion;

En conséquence, l'Autorité accorde les dispenses demandées sous réserve du respect des conditions suivantes :

- (i) les titres à revenu fixe utilisés à titre de couverture en espèces ont une durée de vie résiduelle de 365 jours ou moins ainsi qu'une note approuvée;
- (ii) un Fonds Fidelity ne peut ouvrir ou maintenir une position acheteur sur un titre assimilable à un titre de créance qui comporte une composante consistant en une position acheteur sur un contrat à livrer, sur un contrat à terme ou un contrat à terme à livrer normalisé, à moins que le Fonds Fidelity ne détienne :
 - a) une couverture en espèces qui, avec la couverture constituée pour le dérivé visé et à la valeur au marché du dérivé visé, est au moins égale, sur la base d'une évaluation quotidienne à la valeur au marché, à l'exposition au marché sous-jacent du dérivé visé;
 - b) un droit ou une obligation de vendre une quantité équivalente de l'élément sous-jacent du contrat à terme ou à livrer et une couverture en espèces qui, avec la couverture constituée pour la position acheteur, est au moins égal à l'excédent, le cas échéant, du prix d'exercice du contrat à terme ou à livrer sur le prix d'exercice du droit ou de l'obligation de vendre l'élément sous-jacent; ou
 - c) une combinaison des positions prévues en a) et b) qui est suffisante, sans nécessité de recourir à d'autres actifs du Fonds Fidelity, pour que celui-ci puisse acquérir l'élément sous-jacent du contrat à terme ou à livrer.
- (iii) un Fonds Fidelity ne peut conclure ou conserver une position sur les catégories de swaps utilisées à moins que, lors des périodes où un Fonds Fidelity aurait droit à des paiements fixes aux termes des catégories de swap utilisés, un Fonds Fidelity ne détienne :
 - a) une couverture en espèces qui, avec la couverture constituée pour chaque catégorie de swap utilisée et à la valeur au marché de chaque catégorie de swap utilisé, est au moins égale, sur la base d'une évaluation quotidienne à la valeur au marché, à l'exposition au marché sous-jacent de chaque catégorie de swap utilisée;
 - b) un droit ou une obligation de conclure un swap de compensation visant une quantité équivalente et comportant une durée équivalente et une couverture en espèces qui, avec la marge tenant lieu de la position, est au moins égale au montant total, le cas échéant, des obligations du Fonds Fidelity aux termes du swap préexistant, déduction faite des obligations du Fonds Fidelity aux termes du swap de compensation en question; ou

- c) une combinaison des positions indiquées en a) et b) qui est suffisante, sans nécessité de recourir à d'autres actifs du Fonds Fidelity, pour que celui-ci puisse honorer ses obligations prévues dans la catégorie de swap utilisée.
- (iv) lors du prochain renouvellement de leur prospectus et lors de tout renouvellement subséquent, les Fonds Fidelity devront divulguer la nature et les termes de ces dispenses dans leur prospectus sous la rubrique intitulée « Stratégies de placement » et dans leur notice annuelle.

La présente décision prendra effet à compter de la date du document de décision du régime d'examen concerté émis par l'autorité principale.

Fait à Montréal, le 25 juillet 2007.

Louis Morisset
Surintendant aux marchés des valeurs

ANNEXE A

Fonds Fidelity

Fonds Fidelity Discipline Actions^{MD} Canada
 Fonds Fidelity Expansion Canada
 Fonds Fidelity Grande Capitalisation Canada
 Fonds Fidelity Potentiel Canada
 Fonds Fidelity Dividendes
 Fonds Fidelity Frontière Nord^{MD}
 Fonds Fidelity Discipline Actions^{MD} Amérique
 Fonds Fidelity Potentiel Amérique
 Fonds Fidelity Valeur Amérique
 Fonds Fidelity Croissance Amérique
 Fonds Fidelity Petite Capitalisation Amérique
 Fonds Fidelity Étoile d'Asie^{MC}
 Fonds Fidelity Chine
 Fonds Fidelity Marchés émergents
 Fonds Fidelity Europe
 Fonds Fidelity Extrême-Orient
 Fonds Fidelity Discipline Actions^{MD}
 Fonds Fidelity mondial
 Fonds Fidelity Potentiel mondial
 Fonds Fidelity Immobilier mondial
 Fonds Fidelity Discipline Actions^{MC} internationales
 Fonds Fidelity Valeur internationale
 Fonds Fidelity Japon
 Fonds Fidelity Amérique latine
 Fonds Fidelity Étoile du Nord^{MD}
 Fonds Fidelity Outremer
 Fonds Fidelity Spécialité Produits de consommation
 Fonds Fidelity Spécialité Services financiers
 Fonds Fidelity Spécialité Soins de la santé
 Fonds Fidelity Spécialité Ressources naturelles
 Fonds Fidelity Spécialité Technologie
 Fonds Fidelity Spécialité Télécommunications
 Fonds Fidelity Répartition d'actifs canadiens
 Fonds Fidelity Équilibre Canada
 Fonds Fidelity Revenu mensuel
 Fonds Fidelity Répartition mondiale
 Portefeuille Fidelity Passage^{MC} 2005

Portefeuille Fidelity Passage^{MC} 2010
 Portefeuille Fidelity Passage^{MC} 2015
 Portefeuille Fidelity Passage^{MC} 2020
 Portefeuille Fidelity Passage^{MC} 2025
 Portefeuille Fidelity Passage^{MC} 2030
 Portefeuille Fidelity Passage^{MC} 2035
 Portefeuille Fidelity Passage^{MC} 2040
 Portefeuille Fidelity Passage^{MC} 2045
 Portefeuille Fidelity Passage^{MC} Revenu
 Fonds Fidelity Obligations canadiennes
 Fonds Fidelity Marché monétaire Canada
 Fonds Fidelity Obligations canadiennes à court terme
 Fonds Fidelity Titres américains à rendement élevé
 Fonds Fidelity Titres américains à rendement élevé – Devises neutres
 Fonds Fidelity Marché monétaire É.-U.
 Fonds Fidelity Fiducies de revenu
 Fonds Fidelity Revenu mensuel élevé

Numéro de projet Sédar: 1089674

Décision n°: 2007-MC-1654

6.7 RÉGIME DE L'AUTORITÉ PRINCIPALE (RÈGLEMENT 11-101)

6.7.1 Visas de prospectus

6.7.1.1 Prospectus provisoires

Aucune information.

6.7.1.2 Prospectus définitifs

Aucune information.

6.7.1.3 Modifications du prospectus

Aucune information.

6.7.1.4 Dépôt de suppléments

Neurochem Inc.

Réception du supplément de prospectus daté du 8 mai 2007 au prospectus simplifié définitif de Neurochem Inc. daté du 9 février 2007, visant le placement de billets d'un capital global maximal de 13 000 000 \$US et de 659 335 actions ordinaires, au prix de 9,40 \$US. Ce document fait maintenant partie des dossiers publics de l'Autorité des marchés financiers.

Décision n°: 2007-MC-1763

6.7.2 Dispenses

Aucune information.

6.8 OFFRES PUBLIQUES

6.8.1 Avis

Student Transportation of America Ltd (« STA ») et Student Transportation of America ULC (« STA ULC »)

Dépôt de l'offre et de la note d'information du 30 juillet 2007 concernant l'offre publique d'échange de Student Transportation of America Ltd et Student Transportation of America ULC sur la totalité des billets subordonnés à 14 % de STA ULC qui sont rachetables au gré de l'émetteur après le 21 décembre 2009, moyennant un prix d'échange de 0,67 action ordinaire de STA Ltd. par tranche de 3,847 \$ de capital de billets subordonnés.

L'offre expire le 4 septembre 2007, 17h00 (heure normale de l'est), à moins qu'elle ne soit prolongée ou retirée.

Décision n°: 2007-MC-1759

Yamana Gold Inc. (« Yamana »)

(Meridian Gold Inc.)

Dépôt de l'offre et de la note d'information du 19 juillet 2007 concernant l'offre publique d'échange de Yamana Gold Inc. sur la totalité des actions ordinaires en circulation de Meridian Gold Inc. en contrepartie de 2,235 actions ordinaires de Yamana et de 3,15 \$ CA en espèce pour chaque action ordinaire de Meridian Gold Inc.

L'offre expire le 27 août 2007, 20h00 (heure de Toronto), à moins qu'elle ne soit prolongée ou retirée.

Décision n°: 2007-MC-1755

6.8.2 Dispenses

6770134 Canada Inc. et Fort Chicago Energy Partners L.P.

Vu la demande présentée par 6770134 Canada Limited (l'« initiateur »), une filiale en propriété exclusive indirecte de Fort Chicago Energy Partners L.P. (« société mère », et collectivement avec l'initiateur, les « demandeurs »), auprès de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») le 17 juillet 2007 (la « demande »);

vu la demande présentée conformément à l'*Avis 12-201 relatif au régime d'examen concerté des demandes de dispense* (le « régime d'examen concerté ») en vertu duquel l'autorité principale est la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (l'« autorité principale »);

vu l'article 263 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, L.R.Q., c. V 1.1;

vu les articles 4.2, 8 et 9.1 du Règlement Q-27, *Les mesures de protection des porteurs minoritaires à l'occasion de certaines opérations* (le « Règlement Q-27 »);

vu la *Norme canadienne 14-101, Définitions* et les termes définis suivants :

« approbation des porteurs minoritaires » : l'approbation des porteurs minoritaires, au sens qui est donné à cette expression dans le Règlement Q-27, calculée conformément à la partie 8 du Règlement Q-27;

« Countryside » : Countryside Power Income Fund;

« offre » : l'offre publique d'achat de l'initiateur pour la totalité des parts de Countryside;

« opération de fermeture » : une opération de fermeture, au sens qui est donné à cette expression dans le Règlement Q-27, éventuelle qui pourrait être effectuée suite à l'offre;

« résolution écrite » : une résolution écrite signée par les porteurs de parts détenant collectivement plus de 66 2/3% des parts en circulation de Countryside;

vu les pouvoirs délégués conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, L.R.Q., c. A-33.2;

vu la demande visant à dispenser les demandeurs de (a) l'obligation de convoquer une assemblée des porteurs de parts de Countryside aux fins d'approuver l'opération de fermeture et (b) de l'obligation d'envoyer une circulaire de sollicitation de procurations aux porteurs de parts de Countryside portant sur l'opération de fermeture (la « dispense demandée »);

vu les représentations faites par les demandeurs.

En conséquence, l'Autorité accorde la dispense demandée à la condition que (i) l'initiateur prenne livraison et règle les parts déposées dans le cadre de l'offre, et (ii) l'approbation des porteurs minoritaires soit obtenue par résolution écrite.

La présente décision prendra effet à compter de la date du document de décision du régime d'examen concerté émis par l'autorité principale.

Fait à Montréal, le 8 août 2007.

Josée Deslauriers
Directrice des marchés des capitaux

Décision n°: 2007-MC-1758

Barclays PLC

Vu la demande présentée par Barclays PLC (le « demandeur ») auprès de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») le 19 juin 2007 (la « demande »);

vu la demande présentée conformément à l'*Avis 12-201 relatif au régime d'examen concerté des demandes de dispense* (le « régime d'examen concerté ») en vertu duquel l'autorité principale est la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (l'« autorité principale »);

vu l'article 263 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, L.R.Q., c. V 1.1 (la « Loi »);

vu les articles 110 à 147.16 de la Loi;

vu la *Norme canadienne 14-101, Définitions*;

vu la délégation de pouvoirs, prononcée par le président-directeur général, sous le numéro 2006 PDG 0138;

vu la modification à la délégation de pouvoirs prononcée sous le numéro 2007-PDG-0093;

vu la subdélégation de pouvoirs faite par Louis Morisset, surintendant aux marchés des valeurs, en date du 3 août 2007 en faveur de Josée Deslauriers, directrice des marchés des capitaux, laquelle est valable pour la période allant du 6 août au 24 août 2007.

vu les pouvoirs délégués conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, L.R.Q., c. A-33.2;

vu la demande visant à dispenser le demandeur, à certaines conditions, des exigences relatives aux offres publiques prévues au Titre IV de la Loi, dans le cadre de son offre publique d'achat (l'« offre ») visant la totalité des titres émis et en circulation (les « titres visés ») de ABN AMRO Holding N.V. (la « société visée ») (la « dispense demandée »);

vu les considérations suivantes :

1. le demandeur n'est pas un émetteur assujéti ou l'équivalent au Québec, ni ailleurs au Canada;
2. la société visée n'est pas un émetteur assujéti ou l'équivalent au Québec, ni ailleurs au Canada;
3. l'offre et les documents de l'offre contenant les modalités de l'offre sont préparés en conformité avec la Loi de 1934;
4. la société visée ne tient pas un registre des titres visés en la forme qui permettrait au demandeur de déterminer avec certitude le nombre de porteurs de titres visés qui résident au Canada ou le nombre de titres visés détenus par ces porteurs. Néanmoins, selon l'information provenant de la société visée, le demandeur estime qu'il y avait (i) en date du 31 mars 2007, 40 porteurs d'actions ordinaires de la société visée (les « actions ordinaires ») qui résidaient au Canada, détenant au total 35 458 107 actions ordinaires, soit environ 1,85 % de toutes les actions ordinaires émises et en circulation; (ii) en date du 30 avril 2007, aucun porteur d'actions privilégiées antérieurement convertibles de la société visée qui résidait au Canada et (iii) en date du 30 avril 2007, un seul porteur d'actions privilégiées convertibles de financement de la société visée (les « actions privilégiées convertibles de financement ») qui résidait au Canada, détenant au total 16 840 actions privilégiées convertibles de financement, soit environ 0,001 % de toutes les actions privilégiées convertibles de financement émises et en circulation. Cette information est cependant incomplète et recense seulement environ 78 % des porteurs de titres visés. Le demandeur ne peut identifier à l'aide de cette information dans quel territoire du Canada ces porteurs résident;
5. les porteurs de titres visés résidant au Canada pourront participer à l'offre aux mêmes conditions que les autres porteurs de titres visés résidant aux États-Unis;
6. la dispense de *minimis* relative à une offre publique d'achat prévue à l'article 121 de la Loi ne peut être utilisée par le demandeur ou appliquée à l'offre puisque le demandeur ne peut identifier le nombre de porteurs de titres visés résidant au Québec;

vu les représentations faites par le demandeur.

En conséquence, l'Autorité accorde la dispense demandée aux conditions suivantes :

1. l'offre et toutes les modifications de l'offre sont faites conformément à la Loi de 1934;
2. tous les documents relatifs à l'offre transmis aux porteurs de titres visés aux États-Unis ou toutes modifications à ceux-ci sont transmis simultanément aux porteurs des titres visés qui résident au Canada (si l'adresse est connue) et des exemplaires de ceux-ci sont déposés auprès des autorités canadiennes en valeurs mobilières dans les territoires intéressés;
3. le demandeur publie une annonce en anglais dans un journal canadien à tirage national et en français dans un journal francophone à grande diffusion au Québec précisant où et comment les porteurs de titres visés au Canada peuvent obtenir sans frais un exemplaire des documents de

l'offre et dépose des exemplaires de celles-ci auprès des autorités canadiennes en valeurs mobilières dans les territoires intéressés.

La présente décision prendra effet à compter de la date du document de décision du régime d'examen concerté émis par l'autorité principale.

Fait à Montréal, le 6 août 2007.

Josée Deslauriers
Directrice des marchés des capitaux

Décision n°: 2007-SMV-0058

Fiducie de placement immobilier constituée d'hôtels Legacy

Vu la demande présentée par LGY Acquisition LP, InnVest Real Estate Investment Trust et Cadbridge Investors LP (collectivement, les « demandeurs »), auprès de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») le 19 juillet 2007 (la « demande »);

vu la demande présentée conformément à l'*Avis 12-201 relatif au régime d'examen concerté des demandes de dispense* (le « régime d'examen concerté ») en vertu duquel l'autorité principale est la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (l'« autorité principale »);

vu l'article 263 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, L.R.Q., c. V 1.1;

vu les articles 4.2 (1), 8 et 9.1 du Règlement Q-27, Les mesures de protection des porteurs minoritaires à l'occasion de certaines opérations (le « Règlement Q-27 »);

vu la *Norme canadienne 14-101, Définitions* et les termes définis suivants :

« approbation des porteurs minoritaires » : l'approbation des porteurs minoritaires, au sens qui est donné à cette expression dans le Règlement Q-27, calculée conformément à la partie 8 du Règlement Q-27;

« Legacy » : la Fiducie de placement immobilier constituée d'hôtels Legacy;

« résolution écrite » : une résolution écrite signée par les porteurs de parts détenant collectivement plus de 66 ⅔ % des parts émises et en circulation de Legacy, conformément à la clause 11.13 de la déclaration de fiducie de Legacy;

vu les pouvoirs délégués conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, L.R.Q., c. A-33.2;

vu la demande visant à obtenir une dispense des obligations suivantes prévues à l'article 4.2 (1) du Règlement Q-27 :

1. de convoquer une assemblée de porteurs de parts de Legacy aux fins d'approuver une éventuelle opération de fermeture (l'« opération de fermeture ») que pourrait constituer une acquisition forcée ou une acquisition subséquente de parts non déposées suite à l'offre publique d'achat initiée par LGY Acquisition LP pour la totalité des parts émises et en circulation de Legacy;
2. d'envoyer une circulaire de sollicitation de procurations aux porteurs de parts de Legacy portant sur l'opération de fermeture;

(collectivement, la « dispense demandée »);

vu les représentations faites par les demandeurs.

En conséquence, l'Autorité accorde la dispense demandée à la condition que soit obtenue l'approbation des porteurs minoritaires pour l'opération de fermeture, non pas à une assemblée des porteurs de parts, mais par résolution écrite, à moins que les demandeurs soient de plein droit dispensés de cette obligation en vertu de l'article 4.6 du Règlement Q-27.

La présente décision prendra effet à compter de la date du document de décision du régime d'examen concerté émis par l'autorité principale.

Fait à Montréal, le 2 août 2007.

Josée Deslauriers
Directrice des marchés des capitaux

Décision n°: 2007-MC-1723

Steeplejack Industrial Group Inc.

Vu la demande présentée par Steeplejack Industrial Group Inc. (« Steeplejack ») auprès de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») le 27 juillet 2007 (la « demande »);

vu l'article 263 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, L.R.Q., c. V-1.1;

vu les articles 4.3, 4.5, 8.1 et 9.1 du *Règlement Q 27 sur les mesures de protection des porteurs minoritaires à l'occasion de certaines opérations* (le « Règlement Q-27 »);

vu les pouvoirs délégués conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, L.R.Q., c. A-33.2;

vu les termes définis suivants :

« actions Steeplejack » : les actions ordinaires émises et en circulation dans le capital de Steeplejack;

« porteurs visés » : les administrateurs et hauts dirigeants de Steeplejack qui détiennent, chacun, moins de 1 % des actions Steeplejack, et qui recevraient un « bénéfice accessoire » au sens de la Règle 61-501 si ce n'était du fait que ce bénéfice est exclu de la définition de « bénéfice accessoire » en vertu du paragraphe (c) de cette dernière;

« arrangement » : l'arrangement projeté devant être effectué conformément à l'article 193 du Business Corporations Act (Alberta) et dans le cadre duquel 1338012 Alberta Ltd. va acquérir toutes les actions Steeplejack;

« Règle 61-501 » : la règle 61-501 Insider Bids, Issuer Bids, Going Private Transactions and Related Party Transactions de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario;

vu la demande visant à dispenser Steeplejack de (i) l'obligation d'évaluation prévue à l'article 4.3 du Règlement Q-27, et de (ii) l'obligation d'exclure les voix rattachées aux actions Steeplejack détenues par les porteurs visés en vue de la détermination de l'approbation des porteurs minoritaires de l'arrangement prévue à l'article 8.1 du Règlement Q-27 (la « dispense demandée »);

vu les représentations faites par Steeplejack.

En conséquence, l'Autorité accorde la dispense demandée aux motifs suivants :

1. l'arrangement constitue une « opération de fermeture » au sens du Règlement Q-27 et un « regroupement d'entreprises » au sens qui est donné à l'expression « *business combination* »

dans la Règle 61-501, le tout déclenchant une obligation d'obtention de l'approbation des porteurs minoritaires et, dans le cas du Règlement Q-27, une obligation d'évaluation;

2. Steeplejack n'est pas soumis à l'obligation d'évaluation prévue à la Règle 61-501 étant donné que les critères d'application de l'article 4.3 de la Règle 61-501 ne sont pas remplis;
3. en vertu de l'article 8.1 de la Règle 61-501, les voix rattachées aux actions Steeplejack détenues par les porteurs visés peuvent être incluses dans le calcul en vue de la détermination de l'approbation des porteurs minoritaires de l'arrangement;
4. l'Autorité a indiqué dans un avis publié en juin 2004 qu'elle travaillerait à apporter des modifications au Règlement Q-27 substantiellement identiques à celles apportées le 29 juin 2004 à la Règle 61-501 et que, jusqu'à l'entrée en vigueur de ces modifications au Québec, l'Autorité analysera, sur une base discrétionnaire, les demandes de dispense pour des opérations qui ne seraient pas soumises à certaines obligations ou bénéficieraient autrement d'une dispense statutaire en vertu de la Règle 61-501.

Fait à Montréal, le 9 août 2007.

Josée Deslauriers
Directrice des marchés des capitaux

Décision n°: 2007-MC-1731

**Téléphone Milot Inc.
Groupe Télécoms La Baie Inc.**

Vu la demande présentée par Téléphone Milot Inc. (le « demandeur ») auprès de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») le 27 juin 2007 (la « demande »);

vu l'article 263 de la Loi sur les valeurs mobilières, L.R.Q., c. V 1.1 (la « Loi »);

vu les articles 110 à 147.16 de la Loi;

vu les pouvoirs délégués conformément à l'article 24 de la Loi sur l'Autorité des marchés financiers, L.R.Q., c. A-33.2;

vu la demande visant à dispenser le demandeur des exigences relatives aux offres publiques prévues au Titre IV de la Loi, dans le cadre de son acquisition (l'« offre ») de la totalité des actions émises et en circulation (les « actions ») de Groupe Télécoms La Baie Inc. (la « compagnie visée ») (la « dispense demandée »);

vu les considérations suivantes :

1. la compagnie visée n'est pas un émetteur assujéti au sens de la Loi;
2. les actions ne sont pas négociées sur un marché organisé;
3. suite à un appel d'offre du conseil d'administration de la compagnie visée confrontée à des problématiques nouvelles dont celle de concurrence, d'évolution technologique et de masse critique, le demandeur a présenté l'offre;
4. le demandeur ne peut bénéficier de la dispense de l'article 122 de la Loi étant donné que la compagnie visée compte plus de 50 porteurs;
5. en date du 27 juin 2007, la compagnie visée avait 878 actions ordinaires votantes et 142 actions ordinaires non-votantes émises et en circulation détenues par 109 actionnaires et 27 actionnaires, respectivement. Les statuts de la compagnie visée prévoient que les porteurs d'actions ordinaires

votantes doivent être soit des habitants de Baie-du-Febvre, soit des abonnés des services offerts par la compagnie visée et ses filiales. Pour ce qui est des actions ordinaires non-votantes, les statuts de la compagnie visée prévoient un droit de rachat unilatéral de ces actions en tout temps par la compagnie visée à un prix prédéterminé à chaque année lors de l'assemblée annuelle des actionnaires;

6. le fonctionnement et l'historique de la compagnie visée s'apparente à plusieurs égards à une coopérative de village;
7. le demandeur n'est pas une personne reliée à la compagnie visée au sens du *Règlement Q-27, Les mesures de protection des porteurs minoritaires à l'occasion de certaines opérations* et les termes et conditions de l'offre ont été déterminés à distance entre les parties;
8. les conditions de l'offre sont les mêmes pour chacun des actionnaires de la compagnie visée et tous les actionnaires de la compagnie recevront une contrepartie identique;
9. l'offre est conditionnelle à l'obtention de l'approbation des porteurs de 90% des actions de chaque catégorie de la compagnie visée lors d'une assemblée convoquée à cette fin et le demandeur ne peut renoncer à la condition d'approbation des porteurs;
10. le conseil d'administration de la compagnie visée a mandaté le cabinet comptable Verrier Paquin Hébert Consultants Inc. afin de préparer une lettre d'opinion concluant au caractère juste et équitable de la contrepartie offerte dans le cadre de l'offre (la « lettre d'opinion »);
11. l'avis de convocation va contenir la lettre d'opinion;
12. la circulaire qui sera jointe à l'avis de convocation pour l'assemblée des porteurs va contenir essentiellement la même information que l'information exigée par la Loi relativement aux notes d'information;
13. des représentants du cabinet comptable Verrier Paquin Hébert Consultants Inc. seront présents à l'assemblée afin de répondre aux questions des actionnaires;

vu les représentations faites par le demandeur.

En conséquence, l'Autorité accorde la dispense demandée.

Fait à Montréal, le 27 juillet 2007.

Louis Morisset
Surintendant aux marchés des valeurs

Décision n°: 2007-SMV-0066

6.8.3 Refus

Aucune information.

6.8.4 Divers

Aucune information.

6.9 INFORMATION SUR LES VALEURS EN CIRCULATION

6.9.1 Actions déposées entre les mains d'un tiers

Aucune information.

6.9.2 Dispenses

Aucune information.

6.9.3 Refus

Aucune information.

6.9.4 Révocations de l'état d'émetteur assujetti

1320659 Alberta Ltd.

Révoque l'état d'émetteur assujetti de 1320659 Alberta Ltd.

La présente décision prendra effet à compter de la date du document de décision du régime d'examen concerté émis par l'autorité principale.

Décision n°: 2007-MC-1707

Arriscraft International Income Fund

Révoque l'état d'émetteur assujetti de Arriscraft International Income Fund.

La présente décision prendra effet à compter de la date du document de décision du régime d'examen concerté émis par l'autorité principale.

Décision n°: 2007-MC-1752

Canada Cartage Diversified Income Fund

Révoque l'état d'émetteur assujetti de Canada Cartage Diversified Income Fund.

La présente décision prendra effet à compter de la date du document de décision du régime d'examen concerté émis par l'autorité principale.

Décision n°: 2007-MC-1733

Cumberland Resources Ltd.

Révoque l'état d'émetteur assujetti de Cumberland Resources Ltd.

La présente décision prendra effet à compter de la date du document de décision du régime d'examen concerté émis par l'autorité principale.

Décision n°: 2007-MC-1740

IsoTis S.A.

Révoque l'état d'émetteur assujetti de IsoTis S.A.

La présente décision prendra effet à compter de la date du document de décision du régime d'examen concerté émis par l'autorité principale.

Décision n°: 2007-MC-1753

KCP Income Fund

Révoque l'état d'émetteur assujetti de KCP Income Fund.

La présente décision prendra effet à compter de la date du document de décision du régime d'examen concerté émis par l'autorité principale.

Décision n°: 2007-MC-1754

Mines Western Québec Inc.

Révoque l'état d'émetteur assujetti de Mines Western Québec Inc.

Décision n°: 2007-MC-1811

Provident Energy Resources Inc.

Révoque l'état d'émetteur assujetti de Provident Energy Resources Inc.

La présente décision prendra effet à compter de la date du document de décision du régime d'examen concerté émis par l'autorité principale.

Décision n°: 2007-MC-1706

Shiningbank Energy Income Fund

Révoque l'état d'émetteur assujetti de Shiningbank Energy Income Fund.

La présente décision prendra effet à compter de la date du document de décision du régime d'examen concerté émis par l'autorité principale.

Décision n°: 2007-MC-1708

Thunder Energy Trust

Révoque l'état d'émetteur assujetti de Thunder Energy Trust.

La présente décision prendra effet à compter de la date du document de décision du régime d'examen concerté émis par l'autorité principale.

Décision n°: 2007-MC-1741

UE Waterheater Income Fund

Révoque l'état d'émetteur assujetti de UE Waterheater Income Fund.

La présente décision prendra effet à compter de la date du document de décision du régime d'examen concerté émis par l'autorité principale.

Décision n°: 2007-MC-1739

6.9.5 Divers

Aucune information.

6.10 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

6.11 ANNEXES ET AUTRES RENSEIGNEMENTS

ANNEXE 1 DÉPÔTS DE DOCUMENTS D'INFORMATION

RAPPORTS TRIMESTRIELS	
	Date du document
ACADIAN TIMBER INCOME FUND	2007-06-30
ACCRETE ENERGY INC.	2007-06-30
ACQUISITION SHIRE INC.	2007-06-30
ADEPTRON TECHNOLOGIES CORPORATION	2007-06-30
ADHEREX TECHNOLOGIES INC.	2007-06-30
ADVANTAGE ENERGY INCOME FUND	2007-06-30
AETERNA ZENTARIS INC.	2007-06-30
AFRICAN COPPER PLC	2007-06-30
AFRICO RESOURCES LTD.	2007-06-30
AINSWORTH LUMBER CO. LTD.	2007-06-30
AIR CANADA	2007-06-30
AIRBOSS OF AMERICA CORP.	2007-06-30
AIRIQ INC.	2007-06-30
AKELA PHARMA INC.	2007-06-30
AKITA DRILLING LTD	2007-06-30
ALBERTA CLIPPER ENERGY INC.	2007-06-30
ALCAN INC.	2007-06-30
ALEXIS MINERALS CORPORATION	2007-06-30
ALGONQUIN POWER INCOME FUND	2007-06-30
ALIMENTS MAPLE LEAF INC. (LES)	2007-06-30
ALLEN-VANGUARD CORPORATION	2007-06-30
ALLIED NEVADA GOLD CORP.	2007-06-30
ALTAGAS INCOME TRUST	2007-06-30
ALTAGAS UTILITY GROUP INC.	2007-06-30
ALTERNATIVE FUEL SYSTEMS (2004) INC.	2007-06-30
AMALGAMATED INCOME LIMITED PARTNERSHIP	2007-06-30
AMBRILIA BIOPHARMA INC.	2007-06-30
AMERICAN BONANZA GOLD CORP	2007-06-30
AMERICAN EXPRESS COMPANY	2007-06-30
AMISK INC.	2007-06-30
ANATOLIA MINERALS DEVELOPMENT LIMITED	2007-06-30
ANDERSON ENERGY LTD.	2007-06-30
ANDREW PELLER LIMITEE	2007-06-30
ANOORAQ RESOURCES CORPORATION	2007-06-30
ANVIL MINING LIMITED	2007-06-30
ARC ENERGY TRUST	2007-06-30
ARC RESOURCES LTD.	2007-06-30
ARCTIC GLACIER INCOME FUND	2007-06-30
ARSENAL ENERGY INC.	2007-06-30
ART IN MOTION INCOME FUND	2007-06-30
ART RECHERCHES ET TECHNOLOGIES AVANCEES INC.	2007-06-30
ARTIS REAL ESTATE INVESTMENT TRUST	2007-06-30
ASCALADE COMMUNICATIONS INC.	2007-06-30
ASSISTED LIVING CONCEPTS, INC.	2007-06-30
ASSOCIES FINANCIER RENASANT LTEE	2007-06-30
ATLANTA GOLD INC.	2007-06-30
ATLANTIC POWER CORPORATION	2007-06-30
ATRIUM INNOVATIONS INC.	2007-06-30
ATS AUTOMATION TOOLING SYSTEMS INC.	2007-06-30

RAPPORTS TRIMESTRIELS

	Date du document
AURELIAN RESOURCES INC.	2007-06-30
AUTOCANADA INCOME FUND	2007-06-30
AUTORITE AEROPORTUAIRE DU GRAND TORONTO	2007-06-30
AXCAN PHARMA INC.	2007-06-30
AZURE DYNAMICS CORPORATION	2007-06-30
BADGER INCOME FUND	2007-06-30
BAM INVESTMENTS CORP.	2007-06-30
BANQUE HSBC CANADA	2007-06-30
BAYTEX ENERGY LTD.	2007-06-30
BAYTEX ENERGY TRUST	2007-06-30
BESTAR INC.	2007-06-30
BIOMS MEDICAL CORP.	2007-06-30
BIOSCRYPT INC.	2007-06-30
BIOSYNTECH, INC.	2007-06-30
BIOVAIL CORPORATION	2007-06-30
BIRCH MOUNTAIN RESOURCES LTD.	2007-06-30
BIRCHCLIFF ENERGY LTD.	2007-06-30
BLUE NOTE MINING INC.	2007-06-30
BOARDWALK REAL ESTATE INVESTMENT TRUST	2007-06-30
BONAVISTA ENERGY TRUST	2007-06-30
BOW VALLEY ENERGY LTD.	2007-06-30
BOWATER INCORPORATED	2007-06-30
BPO PROPERTIES LTD.	2007-06-30
BRAINHUNTER INC.	2007-06-30
BRASCADE CORPORATION	2007-06-30
BRICK GROUP INCOME FUND (THE)	2007-06-30
BRIQUE BRAMPTON LIMITEE	2007-06-30
BROOKFIELD ASSET MANAGEMENT INC.	2007-06-30
BROOKFIELD HOMES CORPORATION	2007-06-30
BROOKFIELD PROPERTIES CORPORATION	2007-06-30
BULLDOG RESOURCES INC.	2007-06-30
BURMIS ENERGY INC.	2007-06-30
BURNTSAND INC.	2007-06-30
CAE INC.	2007-06-30
CAISSE CENTRALE DESJARDINS	2007-06-30
CALFRAC WELL SERVICES LTD.	2007-06-30
CANADIAN CAPITAL AUTO RECEIVABLES ASSET TRUST	2007-06-30
CANADIAN CAPITAL AUTO RECEIVABLES ASSET TRUST II	2007-06-30
CANADIAN GOLD HUNTER CORP.	2007-06-30
CANADIAN HYDRO DEVELOPERS, INC.	2007-06-30
CANADIAN NATURAL RESOURCES LIMITED	2007-06-30
CANADIAN ROYALTIES INC.	2007-06-30
CANADIAN SUPERIOR ENERGY INC.	2007-06-30
CANETIC RESOURCES TRUST	2007-06-30
CANLAN ICE SPORTS CORP.	2007-06-30
CAPITAL AGRITECH INC.	2007-06-30
CAPITAL DESJARDINS INC.	2007-06-30
CAPVEST INCOME CORP.	2007-06-30
CARDIOME PHARMA CORP.	2007-06-30
CARGOJET INCOME FUND	2007-06-30
CASCADES INC.	2007-06-30
CATAPULT ENERGY LIMITED PARTNERSHIP I	2007-06-30
CATEGORIE DE CROISSANCE ENERGETIQUE CANADIENNE SENTRY SELECT (#15141)	2007-06-30

RAPPORTS TRIMESTRIELS

	Date du document
CATEGORIE DE RESSOURCES CANADIENNES SENTRY SELECT (#15141)	2007-06-30
CATEGORIE DE REVENU CANADIEN SENTRY SELECT (#15141)	2007-06-30
CATEGORIE DU DOMAINE MINIER SENTRY SELECT (#15141)	2007-06-30
CATEGORIE DU MARCHE MONETAIRE SENTRY SELECT (#15141)	2007-06-30
CATEGORIE EQUILIBREE SENTRY SELECT (#15141)	2007-06-30
CELTIC EXPLORATION LTD.	2007-06-30
CENTERPLATE, INC.	2008-07-03
CHARTWELL SENIORS HOUSING REAL ESTATE INVESTMENT TRUST	2007-06-30
CHEMOKINE THERAPEUTICS CORP.	2007-06-30
CHESSWOOD INCOME FUND	2007-06-30
CINRAM INTERNATIONAL INCOME FUND	2007-06-30
CINRAM INTERNATIONAL LIMITED PARTNERSHIP	2007-06-30
CLEARWATER SEAFOODS INCOME FUND	2007-06-30
CLUBLINK CORPORATION	2007-06-30
CML HEALTHCARE INCOME FUND	2007-06-30
COMMERCIAL SOLUTIONS INC.	2007-06-30
COMMUNICATIONS ALLIANCE ATLANTIS INC.	2007-06-30
COMPTON PETROLEUM CORPORATION	2007-06-30
CONNACHER OIL AND GAS LIMITED	2007-06-30
CONNORS BROS. INCOME FUND	2007-06-30
CONSOLIDATED HCI HOLDINGS CORPORATION	2007-06-30
CONSOLIDATED MERCANTILE INCORPORATED	2007-06-30
CONTRANS INCOME FUND	2007-06-30
CORPORATION COTT	2007-06-30
CORPORATION ENERGIE BROOKFIELD	2007-06-30
CORPORATION ENERGIE SPLIT II INC. (#23371)	2007-06-16
CORPORATION HYDROGENIQUE	2007-06-30
CORPORATION MINIERE SCORPIO	2007-06-30
CORPORATION NORTHGATE MINERALES	2007-06-30
CORPORATION PHARMACEUTIQUE NYMOX	2007-06-30
CORPORATION VECTOR AEROSPATIALE	2007-06-30
CORPORATIONS UNIES LIMITEE	2007-06-30
CORRIDOR RESOURCES INC.	2007-06-30
CORRIENTE RESOURCES INC.	2007-06-30
COUNTRYSIDE CANADA POWER INC.	2007-06-30
COUNTRYSIDE POWER INCOME FUND	2007-06-30
COVENTREE INC.	2007-06-30
CPI PLASTICS GROUP LIMITED	2007-06-30
CRESCENT POINT ENERGY TRUST	2007-06-30
CRESTSTREET POWER & INCOME FUND LP	2007-06-30
CREW ENERGY INC.	2007-06-30
CRYOCATH TECHNOLOGIES INC.	2007-06-30
CRYSTALLEX INTERNATIONAL CORPORATION	2007-06-30
CYBERPLEX INC.	2007-06-30
CYGNAL TECHNOLOGIES CORPORATION	2007-06-30
CYRIES ENERGY INC.	2007-06-30
DECISION DYNAMICS TECHNOLOGY LTD.	2007-06-30
DEEPWELL ENERGY SERVICES TRUST	2007-06-30
DEFIANT RESOURCES CORPORATION	2007-06-30
DELLUX TECHNOLOGIES INC.	2007-04-30
DELPHI ENERGY CORP.	2007-06-30
DENBURY RESOURCES INC.	2007-06-30
DENISON MINES CORP.	2007-06-30

RAPPORTS TRIMESTRIELS

	Date du document
DESTINY RESOURCE SERVICES CORP.	2007-06-30
DEVINE ENTERTAINMENT CORPORATION	2007-06-30
DIGITAL DISPATCH SYSTEMS INC.	2007-06-30
DIRECTCASH INCOME FUND	2007-06-30
DIVERSIFIED INVESTMENT GRADE INCOME TRUST, SERIES 1	2007-06-30
DIVERSIFIED PREFERRED SHARE TRUST	2007-06-30
DIVESTCO INC.	2007-06-30
DOMTAR CORPORATION	2007-07-01
DOMTAR INC.	2007-06-30
DRIVE PRODUCTS INCOME FUND	2007-06-30
DUNDEE CORPORATION	2007-06-30
DUNDEEWEALTH INC.	2007-06-30
DUVERNAY OIL CORP.	2007-06-30
DYNETEK INDUSTRIES LTD.	2007-06-30
E.D. SMITH INCOME FUND	2007-06-30
E*TRADE FINANCIAL CORPORATION	2007-06-30
EASYHOME LTD.	2007-06-30
EGI FINANCIAL HOLDINGS INC.	2007-06-30
ELECTROVAYA INC.	2007-06-30
ENDEAVOUR SILVER CORP.	2007-06-30
ENDEV ENERGY INC.	2007-06-30
ENERCHEM INTERNATIONAL INC.	2007-06-30
ENERGY SAVINGS INCOME FUND	2007-06-30
ENSIGN ENERGY SERVICES INC.	2007-06-30
ENTREPRISES MINIERES GLOBEX INC.	2007-06-30
ENVIRONMENTAL MANAGEMENT SOLUTIONS INC.	2007-06-30
ENVOY CAPITAL GROUP INC.	2007-06-30
EQUITABLE GROUP INC.	2007-06-30
ERDENE GOLD INC.	2007-06-30
EUROGAS CORPORATION	2007-06-30
EUROPEAN GOLDFIELDS LTD.	2007-06-30
EUROPEAN MINERALS CORPORATION	2007-06-30
EXALTA ENERGY INC.	2007-06-30
EXCELLENCE, COMPAGNIE D'ASSURANCE-VIE (L')	2007-06-30
EXTENDICARE REAL ESTATE INVESTMENT TRUST	2007-06-30
FAIRBORNE ENERGY LTD.	2007-06-30
FAIRBORNE ENERGY TRUST	2007-06-30
FAIRWEST ENERGY CORPORATION	2007-06-30
FALCONBRIDGE LIMITEE	2007-06-30
FIDUCIE CARTE DE CREDIT OR	2007-06-30
FIDUCIE CARTES DE CREDIT GLOUCESTER	2007-06-30
FIDUCIE D'ACTIFS HSBC CANADA	2007-06-30
FIDUCIE DE PLACEMENT IMMOBILIER DUNDEE	2007-06-30
FIDUCIE ONYX, SERIES A-1	2007-06-30
FIDUCIE SCHOONER	2007-06-30
FINANCIERE SAXON INC. (LA)	2007-06-30
FIRST CAPITAL REALTY INC.	2007-06-30
FIRST NATIONAL ALARMCAP INCOME FUND	2007-06-30
FIRST PLACE TOWER BROOKFIELD PROPERTIES INC.	2007-06-30
FIRST QUANTUM MINERALS LTD.	2007-06-30
FIRST URANIUM CORPORATION	2007-06-30
FLINT ENERGY SERVICES LTD.	2007-06-30
FOCUS ENERGY TRUST	2007-06-30

RAPPORTS TRIMESTRIELS

	Date du document
FONDS A REVENU ELEVE MCLEAN BUDDEN (#6039)	2007-06-30
FONDS D' ACTIONS AMERICAINES MCLEAN BUDDEN (#6039)	2007-06-30
FONDS D' ACTIONS CANADIENNES DE CROISSANCE MCLEAN BUDDEN (#6039)	2007-06-30
FONDS D' ACTIONS CANADIENNES DE VALEUR MCLEAN BUDDEN (#6039)	2007-06-30
FONDS D' ACTIONS CANADIENNES MCLEAN BUDDEN (#6039)	2007-06-30
FONDS D' ACTIONS INTERNATIONALES MCLEAN BUDDEN (#6039)	2007-06-30
FONDS D' ACTIONS MONDIALES MCLEAN BUDDEN (#6039)	2007-06-30
FONDS D' ENERGIE STRATEGIQUE	2007-06-30
FONDS DE CROISSANCE DE METAUX PRECIEUX SENTRY SELECT (#15141)	2007-06-30
FONDS DE CROISSANCE ENERGETIQUE CANADIEN SENTRY SELECT (#15141)	2007-06-30
FONDS DE DIVIDENDES SENTRY SELECT (#15141)	2007-06-30
FONDS DE MARCHE MONETAIRE MCLEAN BUDDEN (#6039)	2007-06-30
FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER D'IMMEUBLES RESIDENTIELS CANADIENS	2007-06-30
FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER AMERICAIN IPC	2007-06-30
FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER COMINAR	2007-06-30
FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER CONSTITUE D'HOTELS CANADIENS	2007-06-30
FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER CROMBIE	2007-06-30
FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER H&R	2007-06-30
FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER INNVEST	2007-06-30
FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER SENTRY SELECT (#15141)	2007-06-30
FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER WHITEROCK	2007-06-30
FONDS DE REVENU A PETITE CAPITALISATION SENTRY SELECT (#15141)	2007-06-30
FONDS DE REVENU AEROPLAN	2007-06-30
FONDS DE REVENU AG GROWTH	2007-06-30
FONDS DE REVENU BENVEST NEW LOOK	2007-06-30
FONDS DE REVENU CANADIEN SENTRY SELECT (#15141)	2007-06-30
FONDS DE REVENU DIVERTISSEMENT MADACY	2007-06-30
FONDS DE REVENU DU GROUPE DATA	2007-06-30
FONDS DE REVENU GENERAL DONLEE	2007-06-30
FONDS DE REVENU GENIVAR	2007-06-30
FONDS DE REVENU GREAT LAKES HYDRO	2007-06-30
FONDS DE REVENU GROUPE SANTE MEDISYS	2007-06-30
FONDS DE REVENU HARTCO	2007-06-30
FONDS DE REVENU OFI	2007-06-30
FONDS DE REVENU PAGES JAUNES	2007-06-30
FONDS DE REVENU SPECIALITE 50 SENTRY SELECT (#15141)	2007-06-30
FONDS DE REVENU TRANSFORCE	2007-06-30
FONDS DE STRATEGIE GLOBALE SENTRY SELECT	2007-06-30
FONDS DE TITRES A REVENU FIXE MCLEAN BUDDEN (#6039)	2007-06-30
FONDS DIVERSIFIE DE RENDEMENT GLOBAL SENTRY SELECT (#15141)	2007-06-30
FONDS DU MARCHE MONETAIRE SENTRY SELECT (#15141)	2007-06-30
FONDS EQUILIBRE DE CROISSANCE MCLEAN BUDDEN (#6039)	2007-06-30
FONDS EQUILIBRE DE VALEUR MCLEAN BUDDEN (#6039)	2007-06-30
FONDS EQUILIBRE SENTRY SELECT (#15141)	2007-06-30
FONDS VMD - MCLEAN BUDDEN STRATEGIE DE VIE RETRAITE (#26184)	2007-06-30
FONDS VMD - MCLEAN BUDDEN STRATEGIE DE VIE 2010 (#26184)	2007-06-30
FONDS VMD - MCLEAN BUDDEN STRATEGIE DE VIE 2020 (#26184)	2007-06-30
FONDS VMD - MCLEAN BUDDEN STRATEGIE DE VIE 2030 (#26184)	2007-06-30
FORACO INTERNATIONAL S.A.	2007-06-30
FOREMOST INCOME FUND	2007-06-30
FOREST OIL CORPORATION	2007-06-30
FORTRESS ENERGY INC.	2007-06-30
FORTRESS PAPER LTD.	2007-06-30

RAPPORTS TRIMESTRIELS

	Date du document
FORTSUM SOLUTIONS D'AFFAIRES INC.	2007-06-30
FORTUNE MINERALS LIMITED	2007-06-30
FP NEWSPAPERS INCOME FUND	2007-06-30
FRALEX THERAPEUTICS INC.	2007-06-30
FREEHOLD ROYALTY TRUST	2007-06-30
FRONTERA COPPER CORPORATION	2007-06-30
FUTUREMED HEALTHCARE INCOME FUND	2007-06-30
GALLEON ENERGY INC.	2007-06-30
GATEWAY CASINOS INCOME FUND	2007-06-30
GBS GOLD INTERNATIONAL INC.	2007-06-30
GENERAL MOTORS ACCEPTANCE CORPORATION DU CANADA, LIMITEE	2007-06-30
GEOGLOBAL RESOURCES INC.	2007-06-30
GEOPETRO RESOURCES COMPANY	2007-06-30
GERDAU AMERISTEEL CORPORATION	2007-06-30
GESTION ACE AVIATION INC.	2007-06-30
GIENOW WINDOWS & DOORS INCOME FUND	2007-06-30
GISEMENTS PETROLIERS DE CONTROLE BRITANNIQUE LTEE	2007-06-30
GITENNES EXPLORATION INC.	2007-06-30
GLACIER CREDIT CARD TRUST	2007-06-30
GLACIER VENTURES INTERNATIONAL CORP.	2007-06-30
GLENCAIRN GOLD CORPORATION	2007-06-30
GLOBAL ALUMINA CORPORATION	2007-06-30
GLOBAL DISCS TRUST 2004-1	2007-06-30
GLOBAL DIVERSIFIED INVESTMENT GRADE INCOME TRUST	2007-06-30
GLOBAL DIVERSIFIED INVESTMENT GRADE INCOME TRUST II	2007-06-30
GLOBAL RAILWAY INDUSTRIES LTD.	2007-06-30
GLOBESTAR MINING CORPORATION	2007-06-30
GMP CAPITAL TRUST	2007-06-30
GOLD RESERVE INC.	2007-06-30
GOLDCORP INC.	2007-06-30
GOLDEN QUEEN MINING CO. LTD.	2007-06-30
GOLF TOWN INCOME FUND	2007-06-30
GRANBY INDUSTRIES INCOME FUND	2007-06-30
GREAT BASIN GOLD LTD.	2007-06-30
GREAT CANADIAN GAMING CORPORATION	2007-06-30
GREAT PLAINS EXPLORATION INC.	2007-06-30
GREY WOLF EXPLORATION INC.	2007-06-30
GRIFFITHS MCBURNEY L.P.	2007-06-30
GROUPE ALGO INC.	2007-06-30
GROUPE BMTIC INC.	2007-06-30
GROUPE CANAM INC.	2007-06-30
GROUPE CVTECH INC.	2007-06-30
GROUPE INTERTAPE POLYMER INC. (LE)	2007-06-30
GROUPE NORWALL INC. (LE)	2007-06-29
G2 RESOURCES INC.	2007-06-30
HANWEI ENERGY SERVICES CORP.	2007-06-30
HARDWOODS DISTRIBUTION INCOME FUND	2007-06-30
HARVEST ENERGY TRUST	2007-06-30
HARVEST OPERATIONS CORP.	2007-06-30
HEARX CANADA INC.	2007-06-30
HIGH RIVER GOLD MINES LTD	2007-06-30
HIGHPINE OIL & GAS LIMITED	2007-06-30
HOLLINGER INC.	2007-06-30

RAPPORTS TRIMESTRIELS

	Date du document
HOMBURG INVEST INC.	2007-06-30
HOME CAPITAL GROUP INC.	2007-06-30
HORIZON NORTH LOGISTICS INC.	2007-06-30
HOSTOPIA.COM INC.	2007-06-30
HOTEL EN COPROPRIETE RESIDENCE INN BY MARRIOTT (PROJET IMMOBILIER)	2007-06-30
HUDBAY MINERALS INC.	2007-06-30
HYDRO ONE INC.	2007-06-30
IAMGOLD CORPORATION	2007-06-30
IAT AIR CARGO FACILITIES INCOME FUND	2007-06-30
IMA EXPLORATION INC.	2007-06-30
IMAX CORPORATION	2007-06-30
IMPAX ENERGY SERVICES INCOME TRUST	2007-06-30
IMPERIAL METALS CORPORATION	2007-06-30
INDUSTRIES AVCORP INC. (LES)	2007-06-30
INDUSTRIES DOREL INC. (LES)	2007-06-30
INDUSTRIES LASSONDE INC.	2007-06-30
INFLAZYME PHARMACEUTICALS LTD.	2007-06-30
INNICOR SUBSURFACE TECHNOLOGIES INC.	2007-06-30
INNOVA EXPLORATION LTD.	2007-06-30
INSTORAGE REAL ESTATE INVESTMENT TRUST	2007-06-30
INTEGRATED ASSET MANAGEMENT CORP.	2007-06-30
INTER PIPELINE FUND	2007-06-30
INTERNATIONAL ROYALTY CORPORATION	2007-06-30
INTERRENT REAL ESTATE INVESTMENT TRUST	2007-06-30
ISACSOFT INC.	2007-06-30
ISOTECHNIKA INC.	2007-06-30
IVANHOE ENERGY INC.	2007-06-30
IVANHOE MINES LTD.	2007-06-30
IVERNIA INC.	2007-06-30
JAGUAR MINING INC.	2007-06-30
JOHN HANCOCK CANADIAN CORPORATION	2007-06-30
JUMPTV INC.	2007-06-30
JURA ENERGY CORPORATION	2007-06-30
K-BRO LINEN INCOME FUND	2007-06-30
KANGOUROU MEDIA INC.	2007-06-30
KEG ROYALTIES INCOME FUND (THE)	2007-06-30
KERECO ENERGY LTD.	2007-06-30
KEYERA FACILITIES INCOME FUND	2007-06-30
KEYSTONE NEWPORT ULC	2007-06-30
KEYSTONE NORTH AMERICA INC.	2007-06-30
KHD HUMBOLDT WEDAG INTERNATIONAL LTD.	2007-06-30
KILLAM PROPERTIES INC.	2007-06-30
KINROSS GOLD CORPORATION	2007-06-30
LAB RECHERCHE INC.	2007-06-30
LABOPHARM INC.	2007-06-30
LABRADOR IRON ORE ROYALTY INCOME FUND	2007-06-30
LAKE SHORE GOLD CORP.	2007-06-30
LANESBOROUGH REAL ESTATE INVESTMENT TRUST	2007-06-30
LEGG MASON, INC.	2007-06-30
LINEAR GOLD CORP.	2007-06-30
LIONS GATE ENTERTAINMENT CORP.	2007-06-30
LIQUIDATION WORLD INC.	2007-07-01
LIQUOR STORES INCOME FUND	2007-06-30

RAPPORTS TRIMESTRIELS

	Date du document
LIVINGSTON INTERNATIONAL INCOME FUND	2007-06-30
LOJACK CORPORATION	2007-06-30
LOJACK EXCHANGE CO CANADA INC.	2007-06-30
LUMINEX CORPORATION	2007-06-30
LUNDIN MINING CORPORATION	2007-06-30
MADISON PACIFIC PROPERTIES INC.	2007-06-30
MAGELLAN AEROSPACE CORPORATION	2007-06-30
MAGNA ENTERTAINMENT CORP.	2007-06-30
MAGNA INTERNATIONAL INC.	2007-06-30
MAHALO ENERGY LIMITED	2007-06-30
MALAGA INC.	2007-06-30
MANITOBA TELECOM SERVICES INC.	2007-06-30
MANULIFE FINANCE (DELAWARE), L.P.	2007-06-30
MASTERS ENERGY INC.	2007-06-30
MATTEL, INC.	2007-06-30
MAZARIN INC.	2007-06-30
MCAN MORTGAGE CORPORATION	2007-06-30
MDN INC.	2007-06-30
MED-EMERG INTERNATIONAL INC.	2007-06-30
MEDICAL FACILITIES CORPORATION	2007-06-30
MEDISOLUTION LTEE	2007-06-30
MEGA BRANDS INC.	2007-06-30
MENU FOODS INCOME FUND	2007-06-30
METALLIC VENTURES GOLD INC.	2007-06-30
METALLICA RESOURCES INC.	2007-06-30
METHYLGENE INC.	2007-06-30
METRO INC.	2007-07-07
MI DEVELOPMENTS INC.	2007-06-30
MICROBIX BIOSYSTEMS INC.	2007-06-30
MILL CITY GOLD CORP.	2007-06-30
MINEFINDERS CORPORATION LTD	2007-06-30
MINERAUX SIERRA INC.	2007-06-30
MINES AGNICO-EAGLE LIMITEE	2007-06-30
MINES AURIZON LTEE	2007-06-30
MINES CANCOR INC.	2007-06-30
MINES D'ARGENT ECU INC. (LES)	2007-06-30
MINES MONETA PORCUPINE INC. (LES)	2007-06-30
MIRAMAR MINING CORPORATION	2007-06-30
MONOGEN, INC.	2007-06-30
MORGUARD CORPORATION	2007-06-30
MORNEAU SOBECO INCOME FUND	2007-06-30
MOVIE DISTRIBUTION INCOME FUND	2007-06-30
NAL OIL & GAS TRUST	2007-06-30
NEO MATERIAL TECHNOLOGIES INC.	2007-06-30
NEUROCHEM INC.	2007-06-30
NEVSUN RESOURCES LTD.	2007-06-30
NEW FLYER INDUSTRIES CANADA ULC	2007-07-01
NEW FLYER INDUSTRIES INC.	2007-07-01
NEWALTA INCOME FUND	2007-06-30
NEWFOUNDLAND CAPITAL CORPORATION LTD.	2007-06-30
NEWPORT PARTNERS INCOME FUND	2007-06-30
NEXIENT LEARNING INC.	2007-06-30
NORTH AMERICAN ENERGY PARTNERS INC.	2007-06-30

RAPPORTS TRIMESTRIELS

	Date du document
NORTH AMERICAN PALLADIUM LTD	2007-06-30
NORTHERN ORION RESOURCES INC.	2007-06-30
NORTHERN PROPERTY REAL ESTATE INVESTMENT TRUST	2007-06-30
NORTHERN SHIELD RESOURCES INC.	2007-06-30
NORTHSTAR AEROSPACE, INC.	2007-06-30
NORTHSTAR HEALTHCARE INC.	2007-06-30
NOVADAQ TECHNOLOGIES INC.	2007-06-30
NUINSCO RESOURCES LIMITED	2007-06-30
OCEANAGOLD CORPORATION	2007-06-30
ODYSSEY RE HOLDINGS CORP.	2007-06-30
OIL SANDS SPLIT TRUST	2007-06-30
OLYMPUS PACIFIC MINERALS INC.	2007-06-30
ONEX CORPORATION	2007-06-30
OPEN RANGE ENERGY CORP.	2007-06-30
OPTA MINERALS INC.	2007-06-30
OPTIMUM GENERAL INC.	2007-06-30
OR GAMMON INC.	2007-06-30
ORBUS PHARMA INC.	2007-06-30
OUTDOORPARTNER MEDIA CORPORATION	2007-06-30
PAIN CANADA COMPAGNIE, LIMITEE	2007-06-30
PAN AMERICAN SILVER CORP.	2007-06-30
PARAMOUNT RESOURCES LTD	2007-06-30
PASON SYSTEMS INC.	2007-06-30
PDM ROYALTIES INCOME FUND	2007-06-30
PEAK ENERGY SERVICES TRUST	2007-06-30
PEBERCAN INC.	2007-06-30
PEERLESS ENERGY INC.	2007-06-30
PENGROWTH ENERGY TRUST	2007-06-30
PERU COPPER INC.	2007-06-30
PETHEALTH INC.	2007-06-30
PETROBANK ENERGY AND RESOURCES LTD.	2007-06-30
PETROLES CALVALLEY INC. (LES)	2007-06-30
PEYTO ENERGY TRUST	2007-06-30
PINETREE CAPITAL LTD.	2007-06-30
PLACEMENTS YPG INC. (LES)	2007-06-30
POLARIS MINERALS CORPORATION	2007-06-30
PRECISION DRILLING LIMITED PARTNERSHIP	2007-06-30
PRECISION DRILLING TRUST	2007-06-30
PREMD INC.	2007-06-30
PREMIER GOLD MINES LIMITED	2007-06-30
PREMIERE CORPORATION EMETTRICE DE TACHC N-45°	2007-06-30
PREMIUM BRANDS INCOME FUND	2007-06-30
PRIMARIS RETAIL REAL ESTATE INVESTMENT TRUST	2007-06-30
PRIVA INC.	2007-06-30
PROMETIC SCIENCES DE LA VIE INC.	2007-06-30
PROVIDENT ENERGY TRUST	2007-06-30
PULSE DATA INC.	2007-06-30
PURE ENERGY SERVICES LTD.	2007-06-30
PYXIS CAPITAL INC.	2007-06-30
QLT INC.	2007-06-30
QUADRA MINING LTD.	2007-06-30
QUEBECOR INC.	2007-06-30
QUEENSTON MINING INC.	2007-06-30

RAPPORTS TRIMESTRIELS

	Date du document
QUESTAIR TECHNOLOGIES INC.	2007-06-30
QUSTREAM CORPORATION	2007-06-30
RAINMAKER INCOME FUND	2007-06-30
RAND A TECHNOLOGY CORPORATION	2007-06-30
REAL RESOURCES INC.	2007-06-30
RESOLVE BUSINESS OUTSOURCING INCOME FUND	2007-06-30
RESSOURCES CADISCOR INC.	2007-06-30
RESSOURCES CALDERA INC.	2007-06-30
RESSOURCES CAMPBELL INC. (LES)	2007-06-30
RESSOURCES GLR INC.	2007-06-30
RESSOURCES HILLSBOROUGH LIMITEE	2007-06-30
RESSOURCES OREZONE INC.	2007-06-30
RESSOURCES THUNDERMIN INC.	2007-06-30
RESSOURCES YORBEAU INC. (LES)	2007-06-30
RETROCOM MID-MARKET REAL ESTATE INVESTMENT TRUST	2007-06-30
REVETT MINERALS INC.	2007-06-30
RICHARDS PACKAGING INCOME FUND	2007-06-30
RIO NARCEA GOLD MINES, LTD.	2007-06-30
ROCK ENERGY INC.	2007-06-30
ROCKYVIEW ENERGY INC.	2007-06-30
ROTHMANS INC.	2007-06-30
ROUTE1 INC.	2007-06-30
ROYAL LEPAGE FRANCHISE SERVICES FUND	2007-06-30
RUBICON MINERALS CORPORATION	2007-06-30
SALIX PHARMACEUTICALS, LTD.	2007-06-30
SANTE DRAXIS INC.	2007-06-30
SCOTT'S REAL ESTATE INVESTMENT TRUST	2007-06-30
SEMAFO INC.	2007-06-30
SENVEST CAPITAL INC.	2007-06-30
SET RESOURCES INC.	2007-06-30
SHAWCOR LTEE	2007-06-30
SHERMAG INC.	2007-06-29
SHORE GOLD INC.	2007-06-30
SIERRA WIRELESS, INC.	2007-06-30
SILVER STANDARD RESOURCES INC.	2007-06-30
SINO-FOREST CORPORATION	2007-06-30
SIR ROYALTY INCOME FUND	2007-06-30
SIRIT INC.	2007-06-30
SKYE RESOURCES INC.	2007-06-30
SMTC CORPORATION	2007-07-01
SOCIETE ASBESTOS LIMITEE	2007-06-30
SOCIETE CANADIAN TIRE, LIMITEE (LA)	2007-06-30
SOCIETE EN COMMANDITE ACCREDITIVE DIVERSIFIEE NCE (06)	2007-06-30
SOCIETE EN COMMANDITE ACCREDITIVE DIVERSIFIEE NCE (06-2)	2007-06-30
SOCIETE EN COMMANDITE ACCREDITIVE DIVERSIFIEE NCE (07)	2007-06-30
SOCIETE EN COMMANDITE EQUIPEMENT AIRGEN 1997	2007-06-30
SOCIETE FINANCIERE JAGUAR INC.	2007-06-30
SOCIETE FINANCIERE MANUVIE	2007-06-30
SOMERSET ENTERTAINMENT INCOME FUND	2007-06-30
SOUND ENERGY TRUST	2007-06-30
SOUTH AMERICAN GOLD AND COPPER COMPANY LIMITED	2007-06-30
SOUTHERNERA DIAMONDS INC.	2007-06-30
SPECIALTY FOODS GROUP INCOME FUND	2007-06-30

RAPPORTS TRIMESTRIELS

	Date du document
SPECTRA ENERGY CANADA EXCHANGE CO INC.	2007-06-30
SPECTRA ENERGY CORP.	2007-06-30
SPECTRA ENERGY INCOME FUND	2007-06-30
SPECTRAL DIAGNOSTICS INC.	2007-06-30
SPEQ DELLUX TECHNOLOGIES INC.	2007-04-30
SPUR VENTURES INC.	2007-06-30
SR TELECOM INC.	2007-06-30
ST-BERNARD (PROJET IMMOBILIER) (LE)	2007-06-30
STELLA-JONES INC.	2007-06-30
STERLING SHOES INCOME FUND	2007-06-30
STERLITE GOLD LTD.	2007-06-30
STORM EXPLORATION INC.	2007-06-30
STRATAGOLD CORPORATION	2007-06-30
SUN GRO HORTICULTURE INCOME FUND	2007-06-30
SUN-TIMES MEDIA GROUP, INC.	2007-06-30
SURAMINA RESOURCES INC.	2007-06-30
SURE ENERGY INC.	2007-06-30
SYSTEMES EVOLUTION DIGITALE INC.	2007-06-30
SYSTEMES MEDICAUX LMS INC.	2007-06-30
TAYLOR NGL LIMITED PARTNERSHIP	2007-06-30
TECHNICOIL CORPORATION	2007-06-30
TECHNOLOGIES INTERACTIVES MEDIAGRIF INC.	2007-06-30
TECK COMINCO LIMITED	2007-06-30
TERAGO INC.	2007-06-30
TERRAVEST INCOME FUND	2007-06-30
THOMPSON CREEK METALS COMPANY INC.	2007-06-30
TIM HORTON INC.	2007-07-01
TIMMINCO LIMITEE	2007-06-30
TLC VISION CORPORATION	2007-06-30
TREADOR RESOURCES CORPORATION	2007-06-30
TOTAL ENERGY SERVICES LTD.	2007-06-30
TOTAL ENERGY SERVICES TRUST	2007-06-30
TRADEX FONDS D' ACTIONS LIMITEE (#12706)	2007-06-30
TRADEX FONDS D' ACTIONS MONDIALES (#12706)	2007-06-30
TRADEX FONDS D' OBLIGATIONS (#12706)	2007-06-30
TRAFALGAR ENERGY LTD.	2007-06-30
TRANZEO WIRELESS TECHNOLOGIES INC.	2007-06-30
TREE ISLAND WIRE INCOME FUND	2007-06-30
TRI-WHITE CORPORATION	2007-06-30
TRIAN HOLDINGS INC.	2007-06-30
TRIMAC INCOME FUND	2007-06-30
TRINIDAD ENERGY SERVICES INCOME TRUST	2007-06-30
TRINORTH CAPITAL INC.	2007-06-30
TRISTAR OIL & GAS LTD.	2007-06-30
TRUE ENERGY INC.	2007-06-30
TRUE ENERGY TRUST	2007-06-30
TSO3 INC.	2007-06-30
TUCOWS INC.	2007-06-30
TURBO POWER SYSTEMS INC.	2007-06-30
TUSK ENERGY CORPORATION	2007-06-30
TWIN BUTTE ENERGY LTD.	2007-06-30
TYCO INTERNATIONAL LTD.	2007-06-29
U.S. GOLD CORPORATION	2007-06-30

RAPPORTS TRIMESTRIELS

	Date du document
ULTRA PETROLEUM CORP.	2007-06-30
UNION GAS LIMITED	2007-06-30
UNIVERSAL ENERGY GROUP LTD.	2007-06-30
URANIUM ONE INC.	2007-06-30
US GOLD CANADIAN ACQUISITION CORPORATION	2007-06-30
VAALDIAM RESOURCES LTD.	2007-06-30
VALERO ENERGY CORPORATION	2007-06-30
VAULT ENERGY TRUST	2007-06-30
VERMILION ENERGY TRUST	2007-06-30
VICEROY HOMES LIMITED	2007-06-30
VICTHOM BIONIQUE HUMAINE INC.	2007-06-30
VICTORY NICKEL INC.	2007-06-30
VICWEST INCOME FUND	2007-06-30
VILLAGE FARMS INCOME FUND	2007-06-30
VIREXX MEDICAL CORP.	2007-06-30
VISTA GOLD CORP.	2007-06-30
VOICE MOBILITY INTERNATIONAL, INC.	2007-06-30
WAJAX INCOME FUND	2007-06-30
WALLBRIDGE MINING COMPANY LIMITED	2007-06-30
WARNEX INC.	2007-06-30
WELTON ENERGY CORPORATION	2007-06-30
WESDOME GOLD MINES LTD.	2007-06-30
WEST ENERGY LTD.	2007-06-30
WEST TIMMINS MINING INC.	2007-06-30
WESTAIM CORPORATION (THE)	2007-06-30
WESTCOAST ENERGY INC.	2007-06-30
WESTERN COPPER CORPORATION	2007-06-30
WESTERN FINANCIAL GROUP INC.	2007-06-30
WESTERN FOREST PRODUCTS INC.	2007-06-30
WEYERHAEUSER COMPANY	2007-07-01
WGI HEAVY MINERALS INCORPORATED	2007-06-30
WILMINGTON CAPITAL MANAGEMENT INC.	2007-06-30
WORLD ENERGY SOLUTIONS, INC.	2007-06-30
WORLD HEART CORPORATION	2007-06-30
XENOS GROUP INC.	2007-06-30
XEROX CANADA INC.	2007-06-30
XILLIX TECHNOLOGIES CORP.	2007-06-30
XPLORE TECHNOLOGIES CORP.	2007-06-30
XS CARGO INCOME FUND	2007-06-30
YAMANA GOLD INC.	2007-06-30
ZAB RESOURCES INC.	2007-06-30
ZARGON ENERGY TRUST	2007-06-30
ZARGON OIL & GAS LTD.	2007-06-30
ZI CORPORATION	2007-06-30
180 CONNECT INC.	2007-06-30

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

	Date du document
ABSOLUTE SOFTWARE CORPORATION	2007-06-30
FIDUCIE D'INVESTISSEMENT DANS LES MATIERES PREMIERES (#24416)	2006-12-31
GROUPE CONSEIL OMNITECH INC.	2006-08-31
URUGUAY MINERAL EXPLORATION INC.	2007-05-31

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

	Date du document
UTILITY CORP.	2007-05-21

RAPPORTS ANNUELS

	Date du document
ABSOLUTE SOFTWARE CORPORATION	2007-06-30
GROUPE CONSEIL OMNITECH INC.	2006-08-31
MOSAM CAPITAL CORP.	2007-01-31
URUGUAY MINERAL EXPLORATION INC.	2007-05-31
UTILITY CORP.	2007-05-21

CIRCULAIRES EN VUE DE LA SOLLICITATION DE PROCURATION

	Date du document
ANDREW PELLER LIMITEE	
CORPORATION KREE TECH INTERNATIONALE	
DUMONT NICKEL INC.	
EMPIRE COMPANY LIMITED	
FONDS MACKENZIE FOCUS CANADA (#3989)	
HOSTOPIA.COM INC.	
IMAX CORPORATION	
INSCAPE CORPORATION	
MEDISOLUTION LTEE	
MIGENIX INC.	
MINES CANCOR INC.	
MINES J.A.G. LTEE (LES)	
RESSOURCES MINIERES AUGYVA INC.	
SECTION ROUGE MEDIA INC.	
SOFAME TECHNOLOGIES INC.	
SR TELECOM INC.	

NOTICE ANNUELLE

	Date du document
UTILITY CORP.	2007-05-21

Liste des symboles SEDI

RELATIONS AVEC L'ÉMETTEUR ASSUJETTI			
1 :	Émetteur assujetti ayant acquis ses propres titres	45 :	Contrepartie d'un bien
2 :	Filiale de l'émetteur assujetti	46 :	Contrepartie de services
3 :	Porteur de titres qui détient en propriété véritable ou contrôle plus de % des titres d'un émetteur assujetti (Loi sur les valeurs mobilières du Québec – 10 % d'une catégorie d'actions) comportant le droit de vote ou droit de participer, sans limite, au bénéfice et au partage en cas de liquidation.	47 :	Acquisition ou aliénation par don
4 :	Administrateur d'un émetteur assujetti	48 :	Acquisition par héritage ou aliénation par legs
5 :	Dirigeant d'un émetteur assujetti		Dérivés émis par l'émetteur
6 :	Administrateur ou dirigeant d'un porteur de titres visé en 3	50 :	Attribution d'options
7 :	Administrateur ou dirigeant d'un initié à l'égard de l'émetteur assujetti ou d'une filiale de l'émetteur assujetti, autre que 4, 5 et 6	51 :	Levée d'options
8 :	Initié présumé – six mois avant de devenir initié	52 :	Expiration d'options
		53 :	Attribution de bons de souscription
		54 :	Exercice de bons de souscription
		55 :	Expiration de bons de souscription
		56 :	Attribution de droits de souscription
		57 :	Exercice de droits de souscription
		58 :	Expiration de droits de souscription
		59 :	Exercice au comptant
			Dérivés émis par un tiers
		70 :	Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers
		71 :	Exercice d'un dérivé émis par un tiers
		72 :	Autre règlement d'un dérivé émis par un tiers
		73 :	Expiration d'un dérivé émis par un tiers
			Divers
		90 :	Changements relatifs à la propriété
		97 :	Autres
		99 :	Correction d'information
			NATURE DE L'EMPRISE
		D :	Propriété directe
		I :	Propriété indirecte
		C :	Contrôle
			AUTRES MENTIONS
		O :	Opération originale
		M :	Première modification
		M' :	Deuxième modification
		M'' :	Troisième modification, etc.
		R :	Opération déclarée hors délai (en retard).

* : L'astérisque en regard d'un solde de clôture signifie que l'initié était en désaccord avec le solde calculé par le système lorsque l'opération a été déclarée.

AVIS

L'information publiée dans cette annexe est tirée du rapport hebdomadaire produit par le Système électronique de déclaration des initiés (SEDI).

Les initiés ou leurs agents autorisés sont responsables des informations entrées dans le système et, par conséquent, de celles contenues dans le présent rapport. L'information entrée directement dans SEDI prévaut toutefois sur celle présentée cidessous. Certaines informations entrées par les initiés ou leurs agents, qui ne sont pas automatiquement traduites par le système, peuvent être publiées en français ou en anglais. Le personnel de l'Autorité rappelle aux initiés qu'ils doivent, en vertu de la Loi sur les valeurs mobilières, déclarer leur emprise ou une modification à leur emprise sur les titres d'un émetteur assujetti au Québec dans un délai de 10 jours, sauf dans certains cas précis. Ces opérations doivent être rapportées de façon exacte et claire. Pour informations, veuillez communiquer avec l'Autorité des marchés financiers.

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Aberdeen Asia-Pacific Income Investment									
<i>Actions ordinaires</i>									
McCoy, Richard H.	4								
RH McCoy Investmen	PI		O	2003-06-06	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			2 925
<i>Droits</i>									
McCoy, Richard H.	4								
RH McCoy Investmen	PI		O	2003-06-06	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2007-07-25	I	56 - Attribution de droits de souscription	2 925	7.5000	2 925
Accrete Energy Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Campbell, Richard Allan	5		O	2007-08-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	552	4.9800	17 859
Dalton, Thomas	5		O	2007-08-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	434	4.9800	132 196
			O	2007-08-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	135	4.9800	132 331
Dobek, Ray	5		O	2007-08-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	602	4.9800	108 427
George, Norm	5		O	2007-08-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	503	4.9800	194 117
			O	2007-08-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	50	4.9800	194 167
Kirby, Andy	5								
Spousal RRSP	PI		O	2007-08-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	485	4.9800	8 129
Salamon, Peter	5		O	2007-08-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 406	4.9800	1 021 492*
ACTIVEnergy Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Activenergy Income Fund	1		O	2007-08-02	D	38 - Rachat ou annulation	6 700	10.0100	9 158 149
			O	2007-08-03	D	38 - Rachat ou annulation	3 600	10.0000	9 161 749
			O	2007-08-07	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	9.8800	9 166 749
			O	2007-08-08	D	38 - Rachat ou annulation	4 400	9.8500	9 171 149
			O	2007-08-09	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	9.7800	9 174 149
			O	2007-08-10	D	38 - Rachat ou annulation	7 000	9.6300	9 181 149
ADS Inc.									
<i>Actions à droit de vote multiple</i>									
SCHEUBEL, GERARD	5		O	2007-08-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	0.9000	43 300
Aeroplan Income Fund									
<i>Parts</i>									
Bunyan, Daniel	7		O	2007-08-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			24
AEterna Zentaris Inc.									
<i>Options</i>									
Blake, Paul	5		O	2007-08-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			45 000
AIC Global Financial Split Corp.									
<i>Actions privilégiées</i>									
Buckley, Glenn	4		O	2007-01-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	250	10.0000	
			M	2007-01-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	250	10.0000	250
			O	2007-01-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	47	10.0000	
			M	2007-01-24	D	57 - Exercice de droits de souscription	47	10.0000	297
<i>Class A</i>									
Buckley, Glenn	4		O	2007-01-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	250	15.0000	
			M	2007-01-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	250	15.0000	2 750
			O	2007-01-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	47	15.0000	
			M	2007-01-24	D	57 - Exercice de droits de souscription	47	15.0000	2 797

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
AirlQ Inc.									
<i>Options</i>									
MAKSIMOWSKI, TED S.	4		O	2007-08-09	D	51 - Exercice d'options	155 500	0.1500	326 000
METCALFE, ROBERT J.	4		O	2007-05-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-09	D	50 - Attribution d'options	100 000	0.1500	100 000
REYNOLDS, RANDALL	4		O	2007-06-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-09	D	50 - Attribution d'options	100 000	0.1500	100 000
SIMMONDS, DONALD E.	4, 6, 5		O	2007-08-09	D	50 - Attribution d'options	300 000	0.1500	1 564 623
VAUGHN, DAVID	4		O	2007-05-17	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-09	D	50 - Attribution d'options	100 000	0.1500	100 000
WILLEY, STEPHEN	4, 5		O	2007-08-09	D	51 - Exercice d'options	37 500	0.1500	3 474 220
Akita Drilling Ltd.									
<i>Actions sans droit de vote</i>									
AKITA DRILLING	1		O	2007-08-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 100	15.6110	424 800
Alberta Focused Income & Growth Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Alberta Focused Income &	1		O	2007-08-02	D	38 - Rachat ou annulation	1 900	7.7500	925 412
			O	2007-08-03	D	38 - Rachat ou annulation	3 900	7.6800	929 312
			O	2007-08-07	D	38 - Rachat ou annulation	10 800	7.5500	940 112
			O	2007-08-08	D	38 - Rachat ou annulation	600	7.4800	940 712
			O	2007-08-09	D	38 - Rachat ou annulation	300	7.5500	941 012
			O	2007-08-10	D	38 - Rachat ou annulation	2 200	7.5000	943 212
Brasseur, Murray	4, 5								
Middlefield Realty	PI		O	2007-08-07	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	800	7.6700	476 100
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	7.6300	478 100
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	7.6400	488 100
Allied Properties Real Estate Investment									
<i>Parts</i>									
Cumberland Private Wealth	3								
Cumberland Managed	PI		O	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	20.8400	512 195
AltaCanada Energy Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Collins, James William	4	R	O	2007-07-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.4600	7 419 091
		R	O	2007-07-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 000	0.4500	7 427 091
		R	O	2007-07-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 500	0.4400	7 430 591
		R	O	2007-07-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	0.4300	7 433 591
Alternative Fuel Systems (2004) Inc.									
<i>Options</i>									
Newman, Paul	5		O	2007-08-08	D	50 - Attribution d'options	15 000	0.1000	144 000
Amadeus International Inc.									
<i>Options</i>									
Isabel, Pierre-François	5		O	2007-08-06	D	50 - Attribution d'options	200 000		210 000
Amalgamated Income Limited Partnership									
<i>Parts de société en commandite</i>									
Charlton, Michael	4		O	2007-08-03	D	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par	(200)	7.2000	8 703
Chen, Rong	4		O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	7.1700	38*
Foscolos, Elias	4								

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Anderson Energy Ltd.									
<i>Droits de souscription</i>									
Anderson, James C	4		O	2005-09-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-13	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	224 494	3.9000	224 494
Wong, Mary Darlene	5								
Kevin & Darlene Wo	PI		O	2005-09-01	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-13	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	30 000	3.9000	
			M	2007-08-13	C	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	30 000	3.9000	30 000
Anvil Mining Limited									
<i>Actions ordinaires</i>									
Dawson, Thomas C.	4		O	2007-08-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	15.5600	15 000
ARC Energy Trust									
<i>Parts de fiducie</i>									
Gillmore, Ingram	5								
Brokerage Account	PI		O	2007-08-10	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	19.5700	9 000
Arura Pharma Inc									
<i>Actions ordinaires</i>									
Primolio Sales Inc.	3		O	2007-08-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-09	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	23 747 160	0.1500	23 747 160
Associes Financiers Renasant Ltee									
<i>Actions ordinaires</i>									
Renasant Financial Partne	1		O	2007-08-09	D	38 - Rachat ou annulation	300	2.0200	300
			O	2007-08-09	D	38 - Rachat ou annulation	(300)		0
			O	2007-08-13	D	38 - Rachat ou annulation	20 000	2.0000	20 000
			O	2007-08-13	D	38 - Rachat ou annulation	(20 000)		0
			O	2007-08-13	D	38 - Rachat ou annulation	21 700	2.0000	21 700
			O	2007-08-13	D	38 - Rachat ou annulation	(21 700)		0
			O	2007-08-13	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	2.0200	10 000
			O	2007-08-13	D	38 - Rachat ou annulation	(10 000)		0
Aston Hill Financial Inc. (formerly, Ove									
<i>Actions ordinaires</i>									
Cheng, Benedict	4	R	O	2007-07-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	36 000	0.4000	5 236 000
Lambert, Jean Guy	4								
Dacha Capital Inc.	PI		O	2007-08-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(70 500)	0.4100	280 000
			O	2007-08-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(35 000)	0.4500	245 000
			O	2007-08-10	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100 000)	0.4500	145 000

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2007-08-13	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(115 000)	0.4500	30 000
			O	2007-08-14	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(30 000)	0.4500	0
ATCO LTD.									
<i>Actions sans droit de vote Class I</i>									
Kiefer, Siegfried W.	7, 5		O	2007-08-13	D	51 - Exercice d'options	10 000	18.2600	13 163
			O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	55.7500	3 163
Southern, Ronald D.	4, 7, 5, 3								
Sentgraf Enterpris	PI		O	2007-08-07	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	800	58.7200	12 089 881
			O	2007-08-07	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	835	58.9500	12 090 716
			O	2007-08-07	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	58.8200	12 091 216
			O	2007-08-07	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	58.9400	12 091 316
			O	2007-08-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 035	58.0800	12 093 351
			O	2007-08-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	58.0700	12 093 551
<i>Options 36.52</i>									
Kiefer, Siegfried W.	7, 5		O	2007-08-13	D	51 - Exercice d'options	(10 000)		0
ATS Andlauer Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Luborsky, Brian Alan	4, 7								
Bluma Luborsky	PI		O	2005-09-30	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000		5 000
Mascarenhas, Brian	7								
Marise Mascarenhas	PI		O	2007-08-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	410	12.5000	12 910
Nanji, Hanif	4, 7		O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 100		207 900
Aurelian Resources Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Lewis, David Ralph	5		O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 000)	7.4400	99 000
			O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(11 000)	7.2000	
			M	2007-08-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(11 000)	7.2000	88 000
			O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	7.1500	
			M	2007-08-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	7.1500	78 000
			O	2007-08-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(30 000)	7.0600	48 000
<i>Options</i>									
Bee, George Michael	5		O	2007-08-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 000 000
Axia NetMedia Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Hesperian Capital Managem	3								
Norrep Q Class of	PI		O	2007-08-07	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	58 400	5.8030	1 708 400
			O	2007-08-07	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 000)	6.0113	1 705 400
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8 000)	6.0141	1 697 400
Banque Canadienne Imperiale de Commerce									
<i>Actions ordinaires</i>									
Kwok, Marinde Mui Ping	5	R	O	2007-06-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	16	96.9830	644
Sirois, Charles	4		O	2007-07-27	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	63	94.5513	10 884
Banque de Montréal									
<i>Actions ordinaires</i>									
Auerbach, Andrew Brent	5		O	2007-08-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 444

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
BANQUE LAURENTIENNE DU CANADA									
<i>Actions ordinaires</i>									
Bastarache, Lise	4		O	2007-08-09	D	46 - Contrepartie de services	316	35.5424	1 056
Bazin, Jean	4		O	2007-08-09	D	46 - Contrepartie de services	600	35.5424	3 845
Biron, Ève-Lyne	4		O	2007-08-09	D	46 - Contrepartie de services	316	35.5424	2 754
Courville, Isabelle	4		O	2007-08-09	D	46 - Contrepartie de services	394	35.5424	1 488
Genest, Pierre	4		O	2007-08-09	D	46 - Contrepartie de services	600	35.5424	1 448
Maidman, Veronica S.	4		O	2007-08-09	D	46 - Contrepartie de services	317	35.5424	2 423
Normand, Carmand	4		O	2007-08-09	D	46 - Contrepartie de services	636	35.5424	12 648
Banque Nationale du Canada									
<i>Actions ordinaires</i>									
Cieslak, John Bernard	5		O	2007-08-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			13 000
<i>Options</i>									
Cieslak, John Bernard	5		O	2007-08-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Banque Royale du Canada									
<i>Droits - RBC 401K</i>									
Jones Martin, LaBrena	5		O	2004-12-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2005-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	8		8
			O	2006-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2		18
			O	2006-04-06	D	35 - Dividende en actions	8		16
Bayshore Floating Rate Senior Loan Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Wolfond, Henry Jay	4								
RRSP	PI		O	2007-08-13	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 500	8.0000	37 950
			O	2007-08-15	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 500	8.0000	40 450
BCE Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Redding, Michael S.	7								
RESP	PI		O	2007-08-10	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	24	39.1100	157
RRSP	PI		O	2007-08-10	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	110	39.1100	1 307
Thomson, Scott	5								
ESP	PI		O	2006-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2	28.4300	
			M	2006-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 545	28.4300	5 984
Tropea, Elizabeth	7		O	2007-08-07	D	51 - Exercice d'options	8 383	33.4000	8 383
			O	2007-08-07	D	51 - Exercice d'options	5 674	27.9900	14 057
			O	2007-08-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(14 057)	39.1500	0
<i>Options</i>									
Tropea, Elizabeth	7		O	2007-08-07	D	51 - Exercice d'options	(8 383)	33.4000	49 060
			O	2007-08-07	D	51 - Exercice d'options	(5 674)	27.9900	43 386
Bioniche Life Sciences Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Fonds de solidarité FTQ	3		O	2007-08-09	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(114 000)	0.8316	520 723
Biovail Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Wells, William McDowell	4		O	2005-06-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	30 000	17.0000USD	30 000
Birch Mountain Resources Ltd.									

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
Actions ordinaires									
Shelley, Larry W.	8		O	2007-08-07	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	262 500	2.0900	
			M	2007-08-02	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	262 500	2.0900	374 000
			O	2007-08-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 400)	3.2000	
			M	2007-08-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 400)	3.2000	370 600
			O	2007-08-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 200)	3.2000	
			M	2007-08-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 200)	3.2000	367 400
			O	2007-08-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 500)	3.2100	
			M	2007-08-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 500)	3.2100	362 900
			O	2007-08-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 000)	3.2100	
			M	2007-08-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 000)	3.2100	358 900
			O	2007-08-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 400)	3.2200	
			M	2007-08-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 400)	3.2200	354 500
			O	2007-08-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 500)	3.2200	
			M	2007-08-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 500)	3.2200	348 000
			O	2007-08-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 100)	3.2200	
			M	2007-08-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 100)	3.2200	342 900
			O	2007-08-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 300)	3.2200	
			M	2007-08-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 300)	3.2200	338 600
			O	2007-08-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 500)	3.2200	
			M	2007-08-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 500)	3.2200	334 100
			O	2007-08-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 200)	3.2200	
			M	2007-08-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 200)	3.2200	331 900
			O	2007-08-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(9 100)	3.2200	
			M	2007-08-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(9 100)	3.2200	322 800
			O	2007-08-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 600)	3.2200	317 200
			O	2007-08-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 600)	3.2200	312 600
			O	2007-08-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 700)	3.2200	309 900
			O	2007-08-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 900)	3.2300	303 000
			O	2007-08-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 300)	3.2300	299 700
			O	2007-08-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 900)	3.2300	294 800
			O	2007-08-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 200)	3.2500	290 600
			O	2007-08-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 300)	3.2500	289 300
			O	2007-08-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 900)	3.2500	278 400
			O	2007-08-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	3.2500	273 400
			O	2007-08-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 800)	3.2000	268 600
			O	2007-08-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 300)	3.2100	265 300
			O	2007-08-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	3.2200	263 300
			O	2007-08-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 900)	3.2200	258 400
			O	2007-08-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 900)	3.1000	247 500
			O	2007-08-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 000)	3.1000	244 500
			O	2007-08-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 300)	3.1000	242 200
			O	2007-08-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 900)	3.1400	238 300
			O	2007-08-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(36 500)	3.1000	201 800
			O	2007-08-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(9 200)	3.1100	192 600
			O	2007-08-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(11 400)	3.1200	181 200
			O	2007-08-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(21 000)	3.1300	160 200

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2007-08-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	3.1400	159 700
			O	2007-08-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	3.1500	159 500
			O	2007-08-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 100)	3.1600	154 400
<i>Options</i>									
Shelley, Larry W.	8		O	2007-08-07	D	51 - Exercice d'options	(262 500)	2.0900	
			M	2007-08-02	D	51 - Exercice d'options	(262 500)	2.0900	75 000
Birim Goldfields Inc.									
<i>Options</i>									
Ogryzlo, Charles Thomas	4		O	2007-08-09	D	52 - Expiration d'options	(250 000)	0.4000	0
Rathe, Michel	5		O	2007-08-09	D	52 - Expiration d'options	(100 000)		300 000
Simoneau, Denis	4		O	2007-08-09	D	52 - Expiration d'options	(200 000)		800 000
Boardwalk Real Estate Investment Trust									
<i>Parts de fiducie</i>									
Brimmell, Jonathan David	5		O	2007-08-08	D	46 - Contrepartie de services	668	47.6100	1 360
Burns, Patrick Dean	5		O	2007-08-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	830	47.6100	
			M	2007-08-08	D	46 - Contrepartie de services	830	47.6100	8 725
Chidley, William Glenn	5		O	2007-08-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 247	47.6100	
			M	2007-08-08	D	46 - Contrepartie de services	1 247	47.6100	75 330
Denis, Jean	5		O	2007-08-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	863	47.6100	
			M	2007-08-08	D	46 - Contrepartie de services	863	47.6100	10 047
DEWALD, James Richard	4		O	2007-08-08	D	46 - Contrepartie de services	2 045	47.6100	10 252
GEREMIA, ROBERTO	5		O	2007-08-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 483	47.6100	
			M	2007-08-08	D	46 - Contrepartie de services	1 483	47.6100	197 305
Guyette, Michael	5		O	2007-08-08	D	46 - Contrepartie de services	358	47.6100	6 229
Havener, Jr., Arthur Lee	4		O	2007-08-08	D	46 - Contrepartie de services	811	47.6100	1 811
Hill, Paul James	4		O	2007-08-08	D	46 - Contrepartie de services	1 439	47.6100	7 866
Kapitza, Ernest	4		O	2007-08-08	D	46 - Contrepartie de services	1 659	47.6100	4 720
Mawani, Al	5		O	2007-08-08	D	46 - Contrepartie de services	1 978	47.6100	28 055
			O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	45.6000	29 055
Mix, Helen May	5		O	2007-08-08	D	46 - Contrepartie de services	667	47.6100	5 047
Richards, David V.	4		O	2007-08-08	D	46 - Contrepartie de services	1 638	47.6100	13 536
Russell, Lisa Maureen	5		O	2007-08-08	D	46 - Contrepartie de services	725	47.6100	6 806
Screpnechuk, Kevin Peter	5		O	2007-08-08	D	46 - Contrepartie de services	1 247	47.6100	266 370
Wheeler, Lizaine Sheila	5		O	2007-08-08	D	46 - Contrepartie de services	400	47.6100	1 799
Wong, William	5		O	2007-08-08	D	46 - Contrepartie de services	802	47.6100	5 589
BONAVENTURE ENTERPRISES INC.									
<i>Actions ordinaires</i>									
KERN, RICHARD RAY	4, 5		O	2007-07-17	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
MinQuest Inc.	PI		O	2007-07-17	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			830 000
		R	O	2007-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(430 000)	0.5900USD	400 000
		R	O	2007-08-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400 000)	0.6300USD	0
			O	2007-08-14	C	54 - Exercice de bons de souscription	500 000	0.2000	500 000
<i>Bons de souscription</i>									
KERN, RICHARD RAY	4, 5								
MinQuest Inc.	PI		O	2007-07-17	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			3 425 000
			O	2007-08-14	C	54 - Exercice de bons de souscription	(500 000)		2 925 000
<i>Options</i>									

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Collins, Douglas William	4		O	2007-08-01	D	50 - Attribution d'options	50 000		250 000
KERN, RICHARD RAY	4, 5		O	2007-07-17	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			348 892
Lafleur, Jean	4		O	2007-05-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-01	D	50 - Attribution d'options	250 000		250 000
BONAVISTA ENERGY TRUST									
<i>Parts de fiducie</i>									
McKenzie, Margaret Anne	7								
RRSP (Trust Units)	PI		O	2007-08-14	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	600	29.9600	10 280
Boralex inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Lemaire, Alain	6								
Gestion Alain Lema	PI		O	2007-08-13	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	16.3000	60 000
Bourse de Montréal Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Favreau, Michel	7, 5		O	2007-08-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	32.2000	303 000
			O	2007-08-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	32.3000	306 000
Britannica Resources Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Cocks, Jeffrey Allan	4								
West Isle Ventures	PI		O	2006-12-12	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	55 000	0.2900	55 000*
			O	2007-08-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	0.2900	58 000*
			O	2007-08-07	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	42 000	0.2900	100 000*
			O	2007-08-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 000	0.2800	125 000*
			O	2007-08-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	70 000	0.2800	195 000*
			O	2007-08-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.2800	200 000*
			O	2007-08-13	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	0.2600	200 500
			O	2007-08-14	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	0.2600	250 500
			O	2007-08-14	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	99 500	0.2600	350 000*
Brompton Tracker Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Brompton Funds Management	4		O	2007-08-02	D	46 - Contrepartie de services	14 267	9.1923	14 267
			O	2007-08-08	D	38 - Rachat ou annulation	(14 267)	9.1923	
			M	2007-08-02	D	38 - Rachat ou annulation	(14 267)	9.1923	
			M'	2007-08-02	D	46 - Contrepartie de services	(14 267)	9.1923	0
Brookfield Asset Management Inc.									
<i>Actions ordinaires Class A Limited Voting</i>									
Bordeleau, Richard Philip	7		O	2005-03-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	9 600	36.4400	9 600
			O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 200	36.4300	11 800
			O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 700	36.4200	13 500
			O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	36.4100	13 700
Brookfield Asset Manageme	1		O	2007-08-07	D	38 - Rachat ou annulation	90 000	35.5333	90 000
			O	2007-08-08	D	38 - Rachat ou annulation	200 000	36.3507	290 000
			O	2007-08-09	D	38 - Rachat ou annulation	200 000	36.1801	490 000
			O	2007-08-09	D	38 - Rachat ou annulation	(490 000)		0
Formuziewich, Timothy Ger	7		O	2007-08-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	35.0700USD	1 425

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
<i>Initié</i>									
<i>Porteur inscrit</i>									
Haick, Jon Steven	5		O	2007-08-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	32.2500USD	500
Silva, Thiago Miguez Ramo	7		O	2005-03-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	34.7300	500
			O	2007-08-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	34.7400	600
Vaughan, Benjamin Michael	7		O	2007-08-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	35.4700	100
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	36.5000	500
<i>Deferred Share Units</i>									
Bordeleau, Richard Philip	7		O	2007-06-01	D	35 - Dividende en actions	8 659		25 977
Vaughan, Benjamin Michael	7		O	2007-06-01	D	35 - Dividende en actions	1 940		5 821
<i>Options</i>									
Bordeleau, Richard Philip	7		O	2007-06-01	D	35 - Dividende en actions	30 000		90 000
Haick, Jon Steven	5		O	2007-06-01	D	35 - Dividende en actions	26 750		80 250
Silva, Thiago Miguez Ramo	7		O	2007-06-01	D	35 - Dividende en actions	7 100		21 300
Vaughan, Benjamin Michael	7		O	2007-06-01	D	35 - Dividende en actions	94 187		282 562
Brookfield Properties Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Olson, Allan Stuart	4		O	2007-05-04	D	37 - Division ou regroupement d'actions	10 431		31 293
			O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	30 000	26.4300	61 293
Spouse	PI		O	2007-05-04	I	37 - Division ou regroupement d'actions	78		235
Pollock, Samuel Patterson	4		O	2007-05-04	D	37 - Division ou regroupement d'actions	133 504		400 513
137458 Canada Inc.	PI		O	2007-05-04	I	37 - Division ou regroupement d'actions	101 437		304 312
96345 Canada Inc.	PI		O	2007-05-04	I	37 - Division ou regroupement d'actions	75 740		227 220
Mimi & Sam Pollock	PI		O	2007-05-04	I	37 - Division ou regroupement d'actions	225		675
Stelzl, Robert L.	4		O	2007-05-04	D	37 - Division ou regroupement d'actions	750		2 250
<i>Deferred Units</i>									
Cahill, William T.	4		O	2007-05-04	D	37 - Division ou regroupement d'actions	1 792		5 131
			O	2007-08-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	432		5 808
Fraser, Roderick Douglas	4		O	2007-05-04	D	37 - Division ou regroupement d'actions	914		2 742
			O	2007-08-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	419		3 161
Liebman, Lance Malcolm	4		O	2007-07-07	D	37 - Division ou regroupement d'actions	1 912	23.4000USD	5 539*
			O	2007-08-07	D	46 - Contrepartie de services	401	23.4000USD	5 940*
McFarlane, Paul D.	4		O	2007-05-04	D	37 - Division ou regroupement d'actions	2 020		6 060
			O	2007-08-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	480		6 540
Olson, Allan Stuart	4		O	2007-05-04	D	37 - Division ou regroupement d'actions	2 080		6 240
			O	2007-08-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	480		6 720
Pollock, Samuel Patterson	4		O	2007-05-04	D	37 - Division ou regroupement d'actions	3 507		10 520
			O	2007-08-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	869		11 389
Rabbitt, Linda Diane	4		O	2007-05-04	D	37 - Division ou regroupement d'actions	1 411		3 763
			O	2007-08-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	825		5 058
Stelzl, Robert L.	4		O	2007-05-04	D	37 - Division ou regroupement d'actions	808		2 189
			O	2007-08-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	415		2 840
Wheaton, William Cody	4		O	2007-05-04	D	37 - Division ou regroupement d'actions	2 355		7 044
			O	2007-08-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	63		7 107*
			O	2007-08-08	D	38 - Rachat ou annulation	(7 107)		0
<i>Options</i>									
Cahill, William T.	4		O	2007-05-04	D	37 - Division ou regroupement d'actions	2 250		6 750
McFarlane, Paul D.	4		O	2007-05-04	D	37 - Division ou regroupement d'actions	2 250		6 750

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
C.A. Bancorp Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Olson, Allan Stuart	4		O	2007-05-04	D	37 - Division ou regroupement d'actions	6 750		20 250
Pollock, Samuel Patterson	4		O	2007-05-04	D	37 - Division ou regroupement d'actions	6 750		20 250
C1 Energy Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Brands, Kurt	5								
RSP	PI		O	2007-08-07	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			4 000
De Luca, Paolo	5								
RRSP	PI		O	2007-08-09	I	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	4 000	2.6700	9 000
Trainor, Justin Peter	5		O	2007-08-07	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			3 000
CAE Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
ARC Energy Venture Fund 4	3								
Royal Trust Corpor	PI		O	2007-08-03	I	22 - Acquisition ou aliéation suivant une offre publique d'achat, r	(5 990 020)	0.2000	
			M	2007-08-03	I	22 - Acquisition ou aliéation suivant une offre publique d'achat, r	(5 990 020)	0.2000	0
Nieuwenburg, Johannes Jos	4		O	2007-07-23	D	22 - Acquisition ou aliéation suivant une offre publique d'achat, r	(266 667)	0.2000	0
Pinder, Herbert	4								
G3 Energy LP	PI		O	2007-07-23	I	22 - Acquisition ou aliéation suivant une offre publique d'achat, r	(386 100)	0.2000	0
GIL Energy Limited	PI		O	2007-07-23	I	22 - Acquisition ou aliéation suivant une offre publique d'achat, r	(254 100)	0.2000	0
GIL Investments In	PI		O	2007-07-23	I	22 - Acquisition ou aliéation suivant une offre publique d'achat, r	(24 466)	0.2000	0
Herb Pinder	PI		O	2007-07-23	C	22 - Acquisition ou aliéation suivant une offre publique d'achat, r	(200 434)	0.2000	0
PFT Investments In	PI		O	2007-07-23	I	22 - Acquisition ou aliéation suivant une offre publique d'achat, r	(13 333)	0.2000	0
<i>Options</i>									
Nieuwenburg, Johannes Jos	4		O	2007-07-23	D	38 - Rachat ou annulation	(34 500)		0
Pinder, Herbert	4		O	2007-07-23	D	22 - Acquisition ou aliéation suivant une offre publique d'achat, r	(43 800)	0.2000	0
<i>Performance Shares</i>									
Nieuwenburg, Johannes Jos	4		O	2007-07-23	D	38 - Rachat ou annulation	(200 000)		0
Pinder, Herbert	4								
Herb Pinder	PI		O	2007-07-23	C	22 - Acquisition ou aliéation suivant une offre publique d'achat, r	(50 000)		0
Calian Technologies Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Stevenson, Katharine Berg	4		O	2007-06-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-14	D	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	7 000	12.8000	7 000
Calloway Real Estate Investment Trust									
<i>Deferred Units</i>									
Storey, John Michael	4		O	2007-08-13	D	97 - Autre	1 005		24 054*
<i>Parts de fiducie</i>									
Mawani, Al	4		O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	2 000	24.3000	5 000
Canaccord Capital Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Chalmers, Paul Alexander	7								
Paul Chalmers RSP	PI		O	2007-08-09	I	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	(1 500)	21.3000	94 370*
			O	2007-08-09	I	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	(1 000)	21.6000	93 370*
McMahon, Ward Alan	7		O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	(5 000)	21.2000	71 561*

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Canadian Gold Hunter Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Porteur inscrit									
Scarito, Francesca Elizab	7								
Canaccord Capital	PI		O	2007-04-30	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Strub, Wendy Ann	7								
wendy strub rsp	PI		O	2007-08-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	22.0006	49 908
<i>Actions ordinaires</i>									
Netolitzky, Ronald Kort	4		O	2005-02-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	0.7000	
			M	2005-02-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(15 000)	0.7000	75 500
		R	O	2006-02-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	0.9100	25 500
		R	O	2007-04-03	D	51 - Exercice d'options	200 000	1.1000	225 500
Canadian Natural Resources Limited									
<i>Actions ordinaires</i>									
Edwards, Norman Murray	4, 5		O	2007-08-08	D	47 - Acquisition ou aliénation par don	(140 000)	72.1500	10 316 573
Frankiw, Allan E	5								
Fidelity Investmen	PI		O	2007-03-15	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	503	71.7500	503
Canadian Utilities Limited									
<i>Actions sans droit de vote Class A</i>									
Urwin, Roger J.	4		O	2007-05-03	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 283	45.6900	3 283
Canadian Western Bank									
<i>Actions ordinaires</i>									
Morrison, Peter Kenneth	5		O	2007-08-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	900	25.0000	4 528*
Vos, Michael	5								
Canadian Western T	PI		O	2007-08-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	27.5000	6 200
Canetic Resources Trust									
<i>Parts de fiducie</i>									
Broshko, David John	5		O	2007-07-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	4 972		
			M	2007-07-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 349		154 772
			O	2007-07-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 065		
			M	2007-07-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 146		155 918
			O	2007-07-05	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(2 354)		
			M	2007-07-05	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(2 532)		153 386
Charron, John Paul	4		O	2007-07-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	8 720	17.5000	
			M	2007-07-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	9 381	17.5000	483 383
			O	2007-07-05	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(3 400)		
			M	2007-07-05	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(3 657)		479 726
Evans, Brian D.	5		O	2007-07-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 031	17.5000	
			M	2007-07-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 413	17.5000	60 746
			O	2007-07-05	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(1 962)		
			M	2007-07-05	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(2 110)		58 636
Fitzgerald, Mark	5		O	2007-07-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 367	17.5000	
			M	2007-07-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 774	17.5000	37 780
			O	2007-07-05	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(2 093)		
			M	2007-07-05	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(2 251)		35 529
Keller, Brian	5		O	2007-07-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 529	17.5000	
			M	2007-07-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 645	17.5000	10 540

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2007-07-05	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(596)		
			M	2007-07-05	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(641)		9 899
Robson, Don W.	5		O	2007-07-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 354	17.5000	
			M	2007-07-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 609	17.5000	3 609
			O	2007-07-05	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(1 308)		
			M	2007-07-05	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(1 407)		2 202
Rockley, Keith S	5		O	2007-07-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 354	17.5000	
			M	2007-07-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 609	17.5000	7 364
			O	2007-07-05	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(1 308)		
			M	2007-07-05	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(1 407)		5 957
Sterna, David	5		O	2007-07-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 354	17.5000	
			M	2007-07-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 609	17.5000	27 614
			O	2007-07-05	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(1 308)		
			M	2007-07-05	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(1 407)		26 207
Tiede, Richard John	5		O	2007-07-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	6 037	17.5000	
			M	2007-07-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	6 495	17.5000	153 542
			O	2007-07-05	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(2 354)		
			M	2007-07-05	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(2 532)		151 010
<i>Parts de fiducie Performance Trust Units</i>									
Broshko, David John	5		O	2007-07-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 972)		
			M	2007-07-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 349)		50 589
Charron, John Paul	4		O	2007-07-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	(1 537)		
			M	2007-07-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 653		82 454
			O	2007-07-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	(8 720)	17.5000	
			M	2007-07-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	(9 381)	17.5000	73 073
Evans, Brian D.	5		O	2007-07-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	887		
			M	2007-07-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	954		47 571
			O	2007-07-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 031)	17.5000	
			M	2007-07-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 413)	17.5000	42 158
Fitzgerald, Mark	5		O	2007-07-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 181		
			M	2007-07-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 253		50 976
			O	2007-07-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 367)	17.5000	
			M	2007-07-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 774)	17.5000	45 202
Keller, Brian	5		O	2007-07-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	270		
			M	2007-07-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	290		8 151
			O	2007-07-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 529)	17.5000	
			M	2007-07-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 645)	17.5000	6 506
Robson, Don W.	5		O	2007-07-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	592		
			M	2007-07-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	637		31 715
			O	2007-07-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 354)	17.5000	
			M	2007-07-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 609)	17.5000	28 106
Rockley, Keith S	5		O	2007-07-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	592		
			M	2007-07-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	637		31 715
			O	2007-07-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 762)	17.5000	
			M	2007-07-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 354)	17.5000	
			M'	2007-07-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 609)	17.5000	28 106
Sterna, David	5		O	2007-07-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	592		

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			M	2007-07-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	637		31 715
			O	2007-07-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 354)	17.5000	
			M	2007-07-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 609)	17.5000	28 106
Tiede, Richard John	5		O	2007-07-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 065		
			M	2007-07-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 146		57 084
			O	2007-07-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	(6 037)	17.5000	
			M	2007-07-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	(6 495)	17.5000	50 589
Canexus Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Kubera, Gary L.	4, 5		O	2007-08-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	5.0500USD	55 000
Canfor Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Tutsch, Thomas Anthony	4								
3060446 Canada Inc	PI		O	2007-05-23	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-07	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	13.0000	10 000*
Canwel Building Materials Income Fund									
<i>Parts</i>									
CanWel Building Materials	1		O	2007-08-03	D	38 - Rachat ou annulation	1 100	4.8300	1 100
			O	2007-08-03	D	38 - Rachat ou annulation	11 300	4.9000	12 400
			O	2007-08-07	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	4.7900	15 400
			O	2007-08-08	D	38 - Rachat ou annulation	100	4.8000	15 500
			O	2007-08-08	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	4.8500	25 500
			O	2007-08-08	D	38 - Rachat ou annulation	8 615	4.8800	34 115
			O	2007-08-09	D	38 - Rachat ou annulation	100	4.9400	34 215
			O	2007-08-10	D	38 - Rachat ou annulation	18 715	4.9500	52 930
Thoma, Siegfried Josef	4								
Margereta & Matthi	PI		O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	4.6500	
			M	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	4.6500USD	2 700
Marie Thoma	PI		O	2007-08-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	4.7300	
			M	2007-08-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	4.7300USD	17 000
Melinda Capps	PI		O	2007-08-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 500	4.6600USD	3 250
Sean Capps	PI		O	2007-08-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	4.6600	
			M	2007-08-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	4.6600USD	3 200
Capitol Energy Resources Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
MacDonald, James Stuart A	4		O	2007-05-19	D	51 - Exercice d'options	15 000	4.8500	
			M	2007-06-19	D	51 - Exercice d'options	15 000	4.8500	
			M'	2007-06-19	D	51 - Exercice d'options	15 000	4.8500	106 900
<i>Options</i>									
MacDonald, James Stuart A	4		O	2007-06-16	D	51 - Exercice d'options	91 900	5.0000	
			M	2007-06-16	D	51 - Exercice d'options	(91 900)	5.0000	
			M'	2007-06-19	D	51 - Exercice d'options	(91 900)	5.0000	
			M''	2007-06-19	D	51 - Exercice d'options	(91 900)	5.0000	15 000*
			O	2007-06-16	D	51 - Exercice d'options	15 000	4.8500	
			M	2007-06-16	D	51 - Exercice d'options	(15 000)	4.8500	
			M'	2007-06-19	D	51 - Exercice d'options	(15 000)	4.8500	
			M''	2007-06-19	D	51 - Exercice d'options	(15 000)	4.8500	0

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Cascades inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Lemaire, Bernard	4, 7, 6, 5								
Gestion Bernard Le	PI		O	2007-08-10	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(50 000)	10.6200	
			M	2007-08-10	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(50 000)	10.6200	13 664 159
Tremer II inc.	3		O	2007-08-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-10	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	50 000	10.6200	50 000
CCL Industries Inc.									
<i>Class B Non Voting</i>									
GRANT, JON	4, 5		O	2007-08-10	D	51 - Exercice d'options	100	17.9200	5 100
			O	2007-08-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	45.5000	5 000
			O	2007-08-13	D	51 - Exercice d'options	3 100	17.9200	8 100
			O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(900)	45.5000	7 200
			O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	45.5500	6 200
			O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(800)	45.6000	5 400
			O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	45.5900	5 000
			O	2007-08-14	D	51 - Exercice d'options	2 000	17.9200	7 000
Zakaib, Richard	5		O	2007-08-08	D	51 - Exercice d'options	10 000	17.9200	35 000
			O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	45.0000	33 000
			O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 800)	45.4100	31 200
			O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	45.4200	31 000
			O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	45.5000	29 000
			O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 600)	45.6000	27 400
			O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	45.7000	27 100
			O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	45.7300	27 000
			O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	45.7500	26 700
			O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 700)	45.8000	25 000
<i>Options</i>									
GRANT, JON	4, 5		O	2007-08-10	D	51 - Exercice d'options	(100)	17.9200	99 900
			O	2007-08-13	D	51 - Exercice d'options	(3 100)	17.9200	96 800
			O	2007-08-14	D	51 - Exercice d'options	(2 000)	17.9200	94 800
Zakaib, Richard	5		O	2007-08-08	D	51 - Exercice d'options	(10 000)	17.9200	131 000
Centerra Gold Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Herbert, Frank Hamilton	5		O	2004-11-22	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 800	7.1200	2 800
Charter Real Estate Investment Trust									
<i>Parts</i>									
Brands, Kurt	6		O	2007-08-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			2 500
Driscoll, John Fenbar	4, 5, 8								
JF Driscoll Invest	PI		O	2007-05-10	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-09	I	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	849 233	3.4500	849 233
CI Financial Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Blair, Lorraine P.	7		O	2007-08-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 500	25.7870	20 100
Jamieson, Douglas J.R.	5		O	2007-08-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	26.0800	126 100

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2007-08-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 600	26.0900	130 700
Kerr, Neal A.	7		O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 000	25.5000	72 300
Pomponio, Peter	7								
Unforgettable Fire	PI		O	2007-08-10	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	25.1800	9 700
CI Master Limited Partnership									
<i>Parts de société en commandite</i>									
Amalgamated Income LP	3								
Amalgamated Income	PI		O	2007-08-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	21 600	0.9700	830 073
Cineplex Galaxy Income Fund									
<i>Parts</i>									
Hilson, Mark Loree	6		O	2007-08-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 300)	17.7000	52 974
			O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	17.7560	42 974
Cinram International Income Fund									
<i>Parts</i>									
Locksley, David	7		O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 800	20.6500	7 800
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	20.6500	8 000
Citadel Stable S-1 Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
MacDonald, Joseph Francis	5								
Monticello Capital	PI		O	2007-08-13	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(625)	8.0900	2 957
Clarke Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Andlauer, Michael N.	4								
Andlauer Managemen	PI		O	2007-08-10	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 700		2 719 276
Clarke Inc.	1		O	2007-07-25	D	38 - Rachat ou annulation	161 000	10.2820	161 000*
			O	2007-07-27	D	38 - Rachat ou annulation	175 000	10.3070	336 000*
			O	2007-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	20 200	10.3000	356 200*
			O	2007-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	(356 200)		0
<i>Débetures convertibles 6 Dec 2012 (CKI.DB)</i>									
Clarke Inc.	1		O	2007-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	\$ 55 000.00	173.0000	\$ 55 000.00*
			O	2007-07-27	D	38 - Rachat ou annulation	\$ 49 000.00	173.0300	\$ 104 000.00*
			O	2007-07-30	D	38 - Rachat ou annulation	\$ 20 000.00	173.4000	\$ 124 000.00*
			O	2007-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	(\$ 124 000.00)		\$ 0.00
<i>Débetures convertibles 6 Dec 2013 (CKI.DB.A)</i>									
Clarke Inc.	1		O	2007-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	\$ 242 000.00	136.8900	\$ 242 000.00*
			O	2007-07-27	D	38 - Rachat ou annulation	\$ 16 000.00	136.9560	\$ 258 000.00*
			O	2007-07-30	D	38 - Rachat ou annulation	\$ 152 000.00	137.3500	\$ 410 000.00*
			O	2007-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	\$ 110 000.00	137.3500	\$ 520 000.00*
			O	2007-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	(\$ 520 000.00)		\$ 0.00
Claude Resources Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Hicks, Ronald J.	4		O	2007-08-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	1.2800	30 900

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Kowalishin, John Robert	4		O	2007-08-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	1.2700	20 000
Nieman, Ted John	4		O	2007-08-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	1.2800	15 000
Clearwater Seafoods Income Fund									
<i>Parts</i>									
Clearwater Seafoods Incom	1	R	O	2007-06-27	D	38 - Rachat ou annulation	47 300	4.9300	47 300
			O	2007-06-27	D	38 - Rachat ou annulation	(47 300)		0
		R	O	2007-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	20 000	4.7600	20 000
			O	2007-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	(20 000)		0
CML Healthcare Income Fund									
<i>Parts</i>									
Fairbrother, Joseph	4								
Dr. Joseph Fairbro	PI		O	2007-08-13	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 100	15.3900	8 152
			O	2007-08-13	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	15.3700	8 252
			O	2007-08-13	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	15.4000	8 552
Cogeco Inc									
<i>Actions à droit de vote subalterne actions subalternes à droit d</i>									
Guimond, René	5		O	2005-10-21	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 100	39.0000	1 100
			O	2007-08-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	58	39.4900	1 158
Commercial and INdustrial Securities Inc									
<i>Parts de fiducie</i>									
COMmercial and INdustrial	1		O	2007-07-19	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	8.3400	1 200
			O	2007-07-19	D	38 - Rachat ou annulation	(1 200)	8.3400	0
			O	2007-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	500	8.3700	500
			O	2007-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	(500)	8.3700	0
Communications Alliance Atlantis Inc.									
<i>Actions sans droit de vote Class B</i>									
Conway, Heather	7, 5		O	2007-08-08	D	51 - Exercice d'options	2 500	20.5000	2 500
			O	2007-08-15	D	47 - Acquisition ou aliénation par don	(2 500)		0
Duchesne, Rupert	4		O	2007-08-15	D	47 - Acquisition ou aliénation par don	(300)		0
Jacob, Ellis	4		O	2007-08-08	D	51 - Exercice d'options	1 325	18.8000	1 958
			O	2007-08-15	D	47 - Acquisition ou aliénation par don	(1 325)		633
Yaffe, Phyllis	4, 7, 5		O	2007-08-15	D	47 - Acquisition ou aliénation par don	(20 000)		3 377
<i>Options</i>									
Conway, Heather	7, 5		O	2007-08-08	D	51 - Exercice d'options	(2 500)	20.5000	50 000
Jacob, Ellis	4		O	2007-08-08	D	51 - Exercice d'options	(1 325)	18.8000	61 675
Compagnie D'Assurance Générale Co-operat									
<i>Actions privilégiées Class A Series B</i>									
Bardswick, Katherine	4, 7, 5		O	2007-08-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4	100.0000	1 018
Campbell, Alasdair I	5		O	2007-08-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1	100.0000	145
Cartmell, Andrew	5		O	2007-08-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	5	100.0000	758
Dalgleish, Keith	7		O	2007-08-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4	100.0000	537
Daniel, Kevin	7		O	2007-08-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3	100.0000	686
Deters, Dennis	7, 5		O	2007-08-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	14	100.0000	1 490
Feeney, Mark	5		O	2007-08-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1	100.0000	4
Gaudette, Brian	5		O	2007-08-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3	100.0000	430
Grimsrud, Randy	7		O	2007-08-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2	100.0000	451

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Porteur inscrit									
Hartman, David	7		O	2007-08-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	10	100.0000	693
Laverick, James	7		O	2007-08-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(260)	100.0000	0
Lowery, Frank Warren	7		O	2007-08-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1	100.0000	282
Lowes, Judith	7		O	2007-08-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3	100.0000	183
MacDonald, James	7		O	2007-08-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	8	100.0000	535
Mann, Howard	7		O	2007-08-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	5	100.0000	226
McCombie, Richard Allen	7		O	2007-08-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	11	100.0000	1 132
McKechnie, Matthew	7		O	2007-08-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2	100.0000	430
Mitchell, Bernadette	5		O	2007-08-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2	100.0000	409
Reiner, Janice	7, 5		O	2007-08-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	9	100.0000	746
Robinson, Christopher	7		O	2007-08-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4	100.0000	448
Seguin, Lissa	5		O	2007-08-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2	100.0000	249
Speirs, Brian	7		O	2007-08-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	391	100.0000	1 990
			O	2007-08-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	38	100.0000	2 028
Thornton, Daniel	7		O	2007-08-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	12	100.0000	1 348
Wilson, Charles	7, 5		O	2007-08-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4	100.0000	315
Wright, Douglas	7		O	2007-08-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2	100.0000	463
Compagnie des Chemins de Fer Nationaux d									
<i>Actions ordinaires</i>									
Carson, Cliff L.	5		O	2007-08-09	D	51 - Exercice d'options	12 000	16.6733	33 180
			O	2007-08-09	D	51 - Exercice d'options	12 000	25.5900	45 180
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(24 000)	55.6523	21 180
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(20 000)	55.4877	1 180
			O	2007-07-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	190	55.5304	21 180
Cory, Michael A	5								
Sharon Cory	PI		O	2007-05-01	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			2 854
Ernesaks, Anita	5		O	2007-08-09	D	51 - Exercice d'options	12 000	20.4233	21 612
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(12 000)	57.0142	9 612
			O	2007-07-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	154	55.5304	9 612
<i>Options</i>									
Carson, Cliff L.	5		O	2007-08-09	D	51 - Exercice d'options	(12 000)	16.6733	31 400
			O	2007-08-09	D	51 - Exercice d'options	(12 000)	25.5900	19 400
Ernesaks, Anita	5		O	2007-08-09	D	51 - Exercice d'options	(12 000)	20.4233	56 700
Compagnie Pétrolière Impériale Ltée									
<i>Actions ordinaires</i>									
Exxon Mobil Corporation	3								
Roytor & Co.	PI		O	2007-08-07	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, r	(206 052)	46.2600	643 917 333
			O	2007-08-08	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, r	(206 052)	46.1200	643 711 281
			O	2007-08-09	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, r	(206 052)	44.5500	643 505 229
			O	2007-08-10	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, r	(206 052)	45.0000	643 299 177
Imperial Oil Limited	1		O	2007-08-07	D	38 - Rachat ou annulation	110 000	46.3357	110 000
			O	2007-08-07	D	38 - Rachat ou annulation	(110 000)	46.3357	0
			O	2007-08-08	D	38 - Rachat ou annulation	112 099	46.5340	112 099
			O	2007-08-08	D	38 - Rachat ou annulation	(112 099)	46.5340	0
			O	2007-08-09	D	38 - Rachat ou annulation	105 000	45.3737	105 000
			O	2007-08-09	D	38 - Rachat ou annulation	(105 000)	45.3737	0
			O	2007-08-10	D	38 - Rachat ou annulation	90 000	43.4949	90 000

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2007-08-10	D	38 - Rachat ou annulation	(90 000)	43.4949	0
Jeans, Donald Christopher	7								
GRS Securities	PI		O	2007-01-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	26	41.5900	5 873
			O	2007-02-28	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	17	41.0100	5 890
			O	2007-03-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	16	41.7600	5 906
			O	2007-04-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	27	42.8100	5 933
			O	2007-05-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	16	43.6800	5 949
			O	2007-06-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	14	49.7900	5 963
			O	2007-06-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(1)	49.2600	5 962
			O	2007-07-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	25	49.8800	5 987
			O	2007-07-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(1)	51.4600	5 986
			O	2007-08-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	7	50.7200	5 993
COMPASS Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
COMPASS Income Fund	1		O	2007-08-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 000)	14.0100	11 558 939
			O	2007-08-08	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	13.8300	11 560 139
			O	2007-08-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 200)	14.0000	11 558 939
Constellation Software Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Anzarouth, Bernard	5								
CIBC Mellon	PI		O	2007-08-03	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 737	25.1770	66 244
CIBC Mellon RRSP	PI		O	2006-08-08	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-03	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	814	25.1770	814
AUNE, Jon Brian	4		O	2006-05-11	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 600	25.1770	1 600
Bacchus, Rick	7								
CIBC Mellon Trust	PI		O	2006-05-18	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			64 203
			O	2007-08-03	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	5 844	25.1770	70 047
Baksh, Jamal Nizam	5		O	2007-08-03	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	479	25.1770	2 814
		R	O	2007-03-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	16	25.1340	2 335
Dennison, Mark Howard	7		O	2007-05-18	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2007-05-18	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 031
			O	2007-08-03	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 012	25.1770	2 043
Keaveny, Ian	7		O	2007-08-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 574	25.1770	104 871
Leonard, Mark Henri	4, 7, 5, 3		O	2007-08-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	13 354	25.1770	1 360 655
McKenzie, Colin David	7		O	2007-08-06	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 409	25.1770	
			M	2007-08-03	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 410	25.1770	1 410
			O	2006-06-13	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Parmar, Simon John	7		O	2006-04-17	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-03	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 329	25.1770	1 329
Philp, Brock	5		O	2007-08-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 126	25.1800	28 126
Salna, Dexter Jonas	5		O	2007-08-03	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	10 470	25.1770	174 170
			O	2006-12-18	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-03	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	755	25.1770	755
Symons, Barry Alan	5		O	2007-08-03	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	6 020	25.1770	100 207
			O	2006-06-13	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2007-08-03	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	808	25.1770	808
Contrans Income Fund									
<i>Subordinate Voting Trust Units</i>									
Herr, Laban Bethel	7								
Scotia bank	PI		O	2007-08-14	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 500	9.4500	16 000
Corel Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Dobson, David	4, 5		O	2007-08-09	D	51 - Exercice d'options	9 379	1.1700USD	9 379
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(9 379)	12.6879USD	0
<i>Options</i>									
Davies, Nicholas Justin	5		O	2007-07-18	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			25 309
Dobson, David	4, 5		O	2007-08-09	D	51 - Exercice d'options	(9 379)	1.1700USD	511 896
Coretec Inc.									
<i>Options</i>									
Brannen, Paul	5		O	2007-08-10	D	50 - Attribution d'options	40 000	1.2000	90 000
Corporation Cameco									
<i>Actions ordinaires</i>									
Herbert, Frank Hamilton	7		O	2004-11-22	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	150	40.5000	150
Corporation Nortel Networks									
<i>Actions ordinaires</i>									
de Cardenas, Alfredo Toma	7		O	2007-08-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	500		1 811
			O	2007-08-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(168)	19.1000USD	1 643
Edwards, Darryl Alexander	7, 5		O	2007-08-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 500		4 433
			O	2007-08-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 038)	19.1000USD	3 395
Murashige, David Hilliker	7		O	2007-08-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	166		652
			O	2007-08-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(48)	19.1000USD	604
Pillow, Timothy Robert	7		O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(488)	19.1800USD	0
Wu, Jang-Shang	7		O	2007-08-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	666		1 332
<i>Investment Fund Units - U.S. Long Term Investment Plan</i>									
Cioffi, Anthony Louis	7		O	2007-08-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(90 337)		
			M	2007-08-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(90 337)	0.5704USD	0
<i>Options Nortel 2005 Stock Incentive Plan</i>									
Ayers, David James	7		O	2007-08-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-08	D	50 - Attribution d'options	8 000	19.2200USD	8 000
Barrios, Alvio Silvio	7, 5		O	2007-08-08	D	50 - Attribution d'options	5 500	19.2200USD	12 500
Elhage, Samih	7		O	2007-08-08	D	50 - Attribution d'options	4 000	20.1800	6 000
Ventresca, Anna	7, 5		O	2007-08-08	D	50 - Attribution d'options	3 600	20.1800	6 300
<i>Performance Stock Units - Nortel 2005 Stock Incentive Plan</i>									
Bandrowczak, Steven John	7, 5		O	2007-07-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	11 800		11 800
Barrios, Alvio Silvio	7, 5		O	2004-05-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 000		5 000
<i>Restricted Stock Units - Nortel 2005 Stock Incentive Plan</i>									
Ayers, David James	7		O	2007-08-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 600		3 600
			O	2007-08-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 000		10 600

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
CORPORATION POURVOYEURS MONDIAUX SAFARI									
<i>Actions ordinaires</i>									
Bandrowczak, Steven John	7, 5		O	2007-07-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	23 800		23 800
Barrios, Alvio Silvio	7, 5		O	2007-08-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 750		6 334
de Cardenas, Alfredo Toma	7		O	2007-08-09	D	97 - Autre	(500)		9 833
Edwards, Darryl Alexander	7, 5		O	2007-08-09	D	97 - Autre	(2 500)		25 167
Elhage, Samih	7		O	2007-08-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 000		2 500
Murashige, David Hilliker	7		O	2007-08-09	D	97 - Autre	(166)		4 518
Ventresca, Anna	7, 5		O	2007-08-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 600		2 300
Wu, Jang-Shang	7		O	2007-08-09	D	97 - Autre	(666)		2 668
Corporation Shoppers Drug Mart									
<i>Actions ordinaires</i>									
Samson, Roger	4		O	2007-07-17	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
<i>Bons de souscription</i>									
Samson, Roger	4		O	2007-07-17	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
<i>Options</i>									
Samson, Roger	4		O	2007-07-17	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Corporation Vector Aérospatiale									
<i>Actions ordinaires</i>									
Alderson, Richard Ian	5		O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 700)	52.3414	15 990
			O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	52.6000	15 690
Cirocco, Virginia	5		O	2007-08-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(20 000)	52.0000	41 250
			O	2007-08-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	52.0100	36 250
Shaw, Susan Margaret	5		O	2007-08-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(20 000)	52.0000	18 540
CORUS Entertainment Inc.									
<i>Actions sans droit de vote Class B</i>									
Murphy, Douglas Donovan	5		O	2007-08-10	D	51 - Exercice d'options	900	19.0500	2 051
			O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(900)	51.9900	1 151
Robertson, Paul William	5		O	2007-08-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	53.1000	34 650
Ross, Susan	5		O	2007-08-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 003)	50.0000	4 761
<i>Options</i>									
Murphy, Douglas Donovan	5		O	2007-08-10	D	51 - Exercice d'options	(900)		51 900
Countryside Power Income Fund									
<i>Parts</i>									
Sardo, Vincent James	5		O	2007-07-31	D	35 - Dividende en actions	17	9.5400	6 964*
CPVC Financial Corporation									
<i>Options</i>									
Keenan, Ronald	4		O	2006-12-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2006-12-10	D	50 - Attribution d'options	240 000	0.1000	240 000
Crescent Point Energy Trust									
<i>Parts de fiducie</i>									
Colborne, Paul	7		O	2007-08-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	18.5500	474 974
CryoCath Technologies Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Crystallex International Corporation									
<i>Options</i>									
Thompson, Gordon	4, 5		O	2007-06-28	D	50 - Attribution d'options	30 000		
			M	2007-06-28	D	50 - Attribution d'options	30 000		
			M'	2007-06-28	D	50 - Attribution d'options	25 000		642 000
Deepwell Energy Services Trust									
<i>Droits</i>									
Gerecke, Scott Farrell	7, 5		O	2007-07-31	D	57 - Exercice de droits de souscription	(11 194)	6.0100	0
<i>Parts de fiducie</i>									
Gerecke, Scott Farrell	7, 5		O	2007-07-31	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	5 597	6.0100	16 597
			O	2007-07-31	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	4 500	6.0100	21 097
Dejour Enterprises Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Tootill, Ian	5		O	2007-08-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 500	2.0700	65 000
Wong, Mathew	5								
390855 BC Ltd	PI		O	2007-08-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	2.5000	28 165
			O	2007-08-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(16 200)	2.4500	11 965
			O	2007-08-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 000)	2.4400	5 965
Denison Mines Corp. (formerly Internatio									
<i>Actions ordinaires</i>									
Farmer, Ernest Peter	4, 5		O	2007-08-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 500	7.9500	404 273
			O	2007-08-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 800	7.9400	407 073
			O	2007-08-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 700	7.9300	415 773
			O	2007-08-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	14 800	7.9200	430 573
			O	2007-08-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	7.9100	430 773
Lazare, Brenda Ruth	5		O	2007-08-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 100	8.9000	
			M	2007-08-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 100	9.0200	1 100
LITTLE, PAUL F.	4		O	2007-08-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 000	8.9600	438 546
Shaver, William M	5		O	2007-08-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	8.9000	63 400
			O	2007-08-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	11 600	8.2300	75 000
<i>Options</i>									
Lazare, Brenda Ruth	5		O	2007-08-09	D	50 - Attribution d'options	12 500	10.0800	62 500
Diagem Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Crevier, David	4, 6	R	O	2007-08-01	D	97 - Autre	900 000	0.0660	7 654 170
Renaud, Philip	4	R	O	2007-08-01	D	97 - Autre	1 800 000	0.0660	2 285 000
DiaMedica Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Friesen, Albert David	4, 6								
CentreStone Ventur	PI		O	2007-08-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100 000	1.1000	4 065 000
			O	2007-08-15	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	19 000	1.1000	4 084 000
Diversified Income Trust II									
<i>Parts de fiducie</i>									

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Diversified Income Trust	1		O	2007-07-19	D	38 - Rachat ou annulation	1 300	13.3600	1 300
			O	2007-07-19	D	38 - Rachat ou annulation	(1 300)	13.3600	0
			O	2007-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	13.4000	3 000
			O	2007-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	13.4000	0
Dundee Real Estate Investment Trust									
<i>Parts de fiducie Series A</i>									
Dundee Corporation	3								
0764704 B.C. Ltd.	PI		O	2007-08-01	I	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	(168)	29.7500	513 983
DundeeWealth Inc. (formerly Dundee Wealt									
<i>Actions ordinaires</i>									
DundeeWealth Inc.	1	R	O	2007-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	7 300	16.2607	7 300
			O	2007-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	(7 300)	16.2607	0
<i>Restricted Share Awards</i>									
Thibault, Jean-Francois	5		O	2007-08-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			43 418
Eclairage Divcom Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Berger, Morris	4		O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	0.2150	154 000
Divcom Lighting Inc.	1		O	2007-07-18	D	38 - Rachat ou annulation	25 000	0.2700	25 000
			O	2007-07-18	D	38 - Rachat ou annulation	(25 000)		0
Khatri, Aslam	4		O	2007-08-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	0.2250	6 250 046
			O	2007-08-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	12 000	0.2000	6 262 046
			O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	23 000	0.2200	6 285 046
EGI Financial Holdings Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
LITTLE, PAUL F.	4		O	2007-08-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 500	11.9800	363 982
Eldorado Gold Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Wright, Paul Nicholas	4, 5		O	2007-08-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 000	5.0200	125 000
Enbridge Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Robottom, David Thomas	5		O	2007-08-10	D	51 - Exercice d'options	5 500	34.5500	5 673
<i>Options \$34.55 - June 1, 2016 Expiry</i>									
Robottom, David Thomas	5		O	2007-08-10	D	51 - Exercice d'options	(5 500)	34.5500	38 400
EnCana Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
SAWIN, ALLAN PAUL	4		O	2007-08-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	62.2500	3 500
Enerflex Systems Income Fund									
<i>Options Trust Option</i>									
Harbilas, James	5		O	2007-08-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-14	D	50 - Attribution d'options	60 178	9.9400	60 178
<i>Parts de fiducie Trust Units</i>									
Harbilas, James	5		O	2007-08-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	970	10.0000	970
Moore, William Angus	5		O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	9.9100	13 134
Energy Metals Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Sheriff, William Morris	4, 7		O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	13.0000	2 173 547

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 500)	12.9900	2 171 047
			O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 500)	12.9800	2 168 547
			O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	13.0000	2 163 547
			O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	13.2200	2 158 547
			O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 500)	13.0300	2 156 047
			O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	13.2000	2 151 047
			O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	13.0500	2 146 047
			O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	13.2100	2 145 947
			O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 900)	13.2000	2 141 047
			O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	13.0200	2 136 047
			O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	13.0400	2 131 047
			O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	13.1600	2 126 047
			O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(27 700)	13.0000	2 098 347
			O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 500)	12.9900	2 095 847
			O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 600)	13.2500	2 093 247
			O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	13.0500	2 088 247
			O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	13.2000	2 083 247
			O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 400)	13.0100	2 072 847
			O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	13.2200	2 072 147
			O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	12.9900	2 067 147
			O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	13.0300	2 062 147
			O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	13.2000	2 057 147
Energy Savings Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
BIRD, STEPHANIE	5		O	2007-08-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	41	15.0500	1 202
Early, Richard	5		O	2007-08-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	73	15.0500	1 678
GODDARD, PAUL	5		O	2007-08-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	97	15.0500	191
HARTWICK, KENNETH	5		O	2007-08-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	155	15.0500	6 289
Kellie, Diane	5		O	2007-08-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	47	15.0500	9 463
NEYLAN, MICHAEL	5		O	2007-08-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	87	15.0500	1 737
POTTER, GORD	5		O	2007-08-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	59	15.0500	1 318
Roy, Lynn	5		O	2007-08-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	58	15.0500	301
SCHNEIDER, ANDREW	5		O	2007-08-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	65	15.0500	478 240
Sheppard, Shelley	5		O	2007-08-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	42	15.0500	455
Enseco Energy Services Corp. (formerly,									
<i>Options</i>									
Musani, Aly Khan	5		O	2007-08-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-06	D	50 - Attribution d'options	150 000	1.2600	150 000
Enterra Energy Trust									
<i>Restricted Units</i>									
Carpenter, Peter Richmond	4		O	2007-08-08	D	46 - Contrepartie de services	1 187		
			M	2007-08-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 187		2 081
			O	2007-08-08	D	57 - Exercice de droits de souscription	(463)		1 618
Giovanetto, Roger H	4		O	2007-08-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 187		2 081
			O	2007-08-08	D	57 - Exercice de droits de souscription	(463)		1 618
Hazelrig, William Cobb	4		O	2007-08-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 187		2 081
			O	2007-08-08	D	57 - Exercice de droits de souscription	(463)		1 618

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Vidal, Reinhold Herman	4		O	2007-08-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 780		3 057
			O	2007-08-08	D	57 - Exercice de droits de souscription	(694)		2 363
Wallace, Norman William G	4		O	2007-08-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 187		2 081
			O	2007-08-08	D	57 - Exercice de droits de souscription	(463)		1 618
Envoy Capital Group Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Envoy Capital Group Inc.	1		O	2007-07-03	D	38 - Rachat ou annulation	4 405	3.0635USD	13 870 415
			O	2007-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	4 100	3.0731USD	13 874 515
			O	2007-07-06	D	38 - Rachat ou annulation	17 825	3.0842USD	13 892 340
			O	2007-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	12 945	3.1473USD	13 905 285
			O	2007-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	10 200	3.1423USD	13 915 485
			O	2007-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	743	3.1500USD	13 916 228
			O	2007-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	4 350	3.1600USD	13 920 578
			O	2007-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	2 200	3.1500USD	13 922 778
			O	2007-07-27	D	38 - Rachat ou annulation	8 500	3.1565USD	13 931 278
			O	2007-07-30	D	38 - Rachat ou annulation	12 399	3.1813USD	13 943 677
			O	2007-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	4 200	3.1998USD	13 947 877
Equitable Group Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Kirzner, Eric Franklin	4		O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	31.7500	3 100*
Exco Technologies Limited									
<i>Actions ordinaires</i>									
CARTWRIGHT, BONITA	5		O	2007-07-31	D	51 - Exercice d'options	20 000	3.8500	73 254
<i>Options</i>									
CARTWRIGHT, BONITA	5		O	2007-07-31	D	51 - Exercice d'options	(20 000)		68 000
McGraw, Richard	4		O	2006-07-25	D	51 - Exercice d'options	(5 000)		
			M	2007-07-25	D	51 - Exercice d'options	(5 000)		15 000
Exploration Lounor Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
FISET, GILLES	4, 5		O	2007-08-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.1700	456 716
			O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.1700	466 716
			O	2007-08-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 000	0.1650	470 716
			O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.1600	480 716
Exploration Sulliden Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Harris, Leonard	4		O	2007-08-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.4800USD	20 000
Exploration Typhon Inc.									
<i>Options</i>									
Larivée, François	4		O	2007-08-03	D	50 - Attribution d'options	175 000		470 000
Faircourt Split Trust									
<i>Actions privilégiées</i>									
Faircourt Asset Managemen	8		O	2007-08-10	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	1 923	10.0000	12 987
<i>Parts de fiducie</i>									
Faircourt Asset Managemen	8		O	2007-08-10	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	1 923	11.6479	17 987
Fiducie de sables bitumineux et de mega-									
<i>Parts</i>									
Oil Sands and Energy Mega	1		O	2007-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	12 000	8.9600	12 000

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2007-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	(12 000)	8.9600	0
Financière Sun Life inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Pounder, Dale	5		O	2007-08-09	D	51 - Exercice d'options	2 575	27.7000	5 575
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 575)	52.5000	3 000
Salipante, Robert	5		O	2007-08-09	D	51 - Exercice d'options	17 500	17.9800USD	42 700
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 900)	49.0900USD	36 800
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	49.1500USD	36 500
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	49.1600USD	35 900
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	49.1900USD	35 200
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	49.2000USD	35 100
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 800)	49.2100USD	33 300
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 800)	49.2200USD	28 500
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 500)	49.2300USD	26 000
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(800)	49.2400USD	25 200
			O	2007-08-09	D	51 - Exercice d'options	10 000	17.9800USD	35 200
<i>Options</i>									
Pounder, Dale	5		O	2007-08-09	D	51 - Exercice d'options	(2 575)	27.7000	30 461
Salipante, Robert	5		O	2007-08-09	D	51 - Exercice d'options	(17 500)	17.9800USD	232 972
			O	2007-08-09	D	51 - Exercice d'options	(10 000)	17.9800USD	222 972
First Capital Realty Inc.									
<i>Débitures convertibles 5.50 Unsecured Subordinated Debentures</i>									
Segal, Dori	4, 7, 6, 5								
Erica Segal	PI		O	2007-08-14	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 20 000.00	1.0180	\$ 120 000.00
FIRSTSERVICE CORPORATION									
<i>Actions privilégiées</i>									
Ghert, Bernard I.	4								
Pension Fund	PI		O	2007-08-01	I	35 - Dividende en actions	140		140
YMG Opportunities	PI		O	2004-06-24	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-01	I	35 - Dividende en actions	355		355
Harris, Michael Deane	4		O	2006-06-26	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-01	D	35 - Dividende en actions	240		240
Steane Consulting	PI		O	2006-06-26	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-01	I	35 - Dividende en actions	200		200
Hennick, Jay Steward	4, 5, 3		O	1989-05-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-01	D	35 - Dividende en actions	167 194		167 194
Henset Capital Cor	PI		O	1989-05-01	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-01	I	35 - Dividende en actions	285 138		285 138
Jayset Capital Cor	PI		O	1989-05-01	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-01	I	35 - Dividende en actions	20 000		20 000
RRSP	PI		O	1989-05-01	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-01	I	35 - Dividende en actions	4 760		4 760
<i>Options</i>									
Harris, Michael Deane	4		O	2006-06-26	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-02	D	50 - Attribution d'options	25 000	33.2500USD	25 000

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Flaherty & Crumrine Investment Grade Fix									
<i>Parts de fiducie</i>									
Braaten, Peter A.	4								
Brompton Capital A	PI		O	2007-08-02	C	46 - Contrepartie de services	668	19.8793	668
			O	2007-08-02	C	46 - Contrepartie de services	(668)	19.8793	0
Brompton Funds Management	4		O	2007-08-02	D	46 - Contrepartie de services	2 341	19.8793	2 341
			O	2007-08-02	D	46 - Contrepartie de services	(2 341)	19.8793	0
Flaherty & Crumrine Investment Grade Pre									
<i>Parts de fiducie</i>									
Brompton Funds Management	4		O	2007-08-02	D	46 - Contrepartie de services	1 358	19.6560	1 358
			O	2007-08-02	D	46 - Contrepartie de services	(1 358)	19.6560	0
Fonds de Placement Immobilier InnVest									
<i>Parts de fiducie</i>									
Gross, Morton	5		O	2007-08-03	D	46 - Contrepartie de services	391	12.7900	10 865
Kitt, Michael	5		O	2007-08-03	D	46 - Contrepartie de services	293	12.7900	17 033
Mangalji, Fereed Sadrudin	4								
Westmont Hospital	PI		O	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	509 253	12.3700	782 906
			O	2007-08-03	C	46 - Contrepartie de services	293	12.7900	783 199
Mangalji, Majid	5		O	2007-08-03	D	46 - Contrepartie de services	391	12.7900	8 587
			O	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	509 253	12.3700	782 906
			O	2007-08-03	C	46 - Contrepartie de services	293	12.7900	783 199
Mohamed, Minhas	4		O	2007-08-03	D	46 - Contrepartie de services	293	12.7900	8 598
Fonds de revenu à pondération égale BG d									
<i>Parts</i>									
BG Top 100 Equal Weighted	1		O	2007-07-23	D	38 - Rachat ou annulation	(1 700)	10.3000	0
			O	2007-07-24	D	38 - Rachat ou annulation	2 200	10.0700	2 200
			O	2007-07-24	D	38 - Rachat ou annulation	(2 200)	10.0700	0
			O	2007-07-24	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	10.0800	3 000
			O	2007-07-24	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	10.0800	0
			O	2007-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	9.9500	3 000
			O	2007-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	9.9500	0
			O	2007-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	2 200	9.8500	2 200
			O	2007-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	(2 200)	9.8500	0
			O	2007-07-27	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	9.8500	3 000
			O	2007-07-27	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	9.8500	0
Fonds de revenu Bell Aliant Communicatio									
<i>Parts</i>									
Butler, Joanne	7		O	2007-05-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	10	31.5200	10
			O	2007-06-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	13	31.3000	23
			O	2007-07-13	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	9	32.0200	32
			O	2007-08-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(32)	31.5000	0
Fonds de revenu Supremex									
<i>Parts de fiducie</i>									
Savoy, Harold	4		O	2006-03-31	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 000	7.6500	4 000*
			O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	800	7.8000	4 800*
			O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	7.7900	5 000*

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Fonds SFK Pâte									
<i>Droits Octroyés en vertu du régime d'octroi initial</i>									
Balogh, Robert	7		O	2007-08-08	D	97 - Autre	(3 334)		0
Bernier, André	7		O	2007-08-08	D	97 - Autre	(6 667)		0
Bourque, Paul	7		O	2007-08-08	D	97 - Autre	(3 334)		0
Le Blanc, Louis	7		O	2007-08-08	D	97 - Autre	(667)		0
Thivierge, Florian	7		O	2007-08-08	D	97 - Autre	(667)		0
<i>Parts de fiducie</i>									
Balogh, Robert	7		O	2007-08-08	D	97 - Autre	3 334	4.1715USD	15 100
Bernier, André	7		O	2007-08-08	D	97 - Autre	1 600	4.3000	39 421
			O	2007-08-08	D	97 - Autre	1 800	4.3100	41 221
			O	2007-08-08	D	97 - Autre	2 300	4.3200	43 521
			O	2007-08-08	D	97 - Autre	967	4.3300	44 488
Bourque, Paul	7		O	2007-08-08	D	97 - Autre	3 334	4.4900	16 100
Gordon, Harold P.	7		O	2007-08-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	500	4.3600	2 500
Le Blanc, Louis	7		O	2007-08-08	D	97 - Autre	600	4.4300	9 533
			O	2007-08-08	D	97 - Autre	67	4.5000	9 600
Orr-Gaucher, Nancy	7		O	2007-08-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 246	4.3500	7 616
			O	2007-08-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2	4.3300	7 618
Thivierge, Florian	7		O	2007-08-08	D	97 - Autre	667	4.3800	17 000
Foraco International SA									
<i>Actions ordinaires</i>									
Chabas, Bruno Yves Raymon	4		O	2007-08-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1
Foremost Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Grenon, James Terrence	3	R							
James Grenon	PI		O	2007-07-06	I	97 - Autre	272 959		10 648 317
Fortis Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Daley, William J.	7		O	2007-08-10	D	51 - Exercice d'options	(10 734)	26.2351	29 572
Duke, Nora	7		O	2007-08-09	D	51 - Exercice d'options	13 719	9.5660	26 083
			O	2007-08-09	D	51 - Exercice d'options	17 292	12.0350	43 375
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(13 500)	25.9500	29 875
Young, Lynn	7		O	2007-08-09	D	51 - Exercice d'options	2 166	15.2800	2 166
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 166)	26.0732	0
<i>Options</i>									
Duke, Nora	7		O	2007-08-09	D	51 - Exercice d'options	(13 719)		122 854
			O	2007-08-09	D	51 - Exercice d'options	(17 292)		105 562
Young, Lynn	7		O	2007-08-09	D	51 - Exercice d'options	(2 166)		72 940
General Donlee Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Luborsky, Brian Alan	4								
Bluma Luborsky	PI		O	2006-06-28	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			R	2007-07-17	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 800		1 800
The Luborsky Famil	PI		O	2006-06-28	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2006-06-28	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			42 000
Genesis Worldwide Inc.									

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Gestion ACE Aviation Inc.									
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
<i>Options</i>									
Mostafa, Maged	5		O	2007-08-09	D	50 - Attribution d'options	50 000	2.1300	100 000
Gestion de fonds Mavrix inc.									
<i>Options</i>									
Yan, Eric	5		O	2007-07-31	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-07-31	D	50 - Attribution d'options	29 000	1.7300	29 000
Global Diversified Investment Grade Inco									
<i>Parts de fiducie</i>									
Dalphon, Claude	4		O	2007-08-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	3.9100	6 500
Global Uranium Fund Inc.									
<i>Equity Share</i>									
Global Uranium Fund Inc.	1		O	2007-06-18	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	7.9500	5 000
			O	2007-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)	7.9500	0
			O	2007-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	2 500	7.8000	2 500
			O	2007-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	(2 500)	7.8000	0
			O	2007-07-18	D	38 - Rachat ou annulation	3 500	7.6500	3 500
			O	2007-07-18	D	38 - Rachat ou annulation	(3 500)	7.6500	0
			O	2007-07-18	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	7.6000	3 000
			O	2007-07-18	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	7.6000	0
			O	2007-07-20	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	7.9000	5 000
			O	2007-07-20	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)	7.9000	0
			O	2007-07-23	D	38 - Rachat ou annulation	4 400	7.8000	4 400
			O	2007-07-23	D	38 - Rachat ou annulation	(4 400)	7.8000	0
			O	2007-07-24	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	7.8000	5 000
			O	2007-07-24	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)	7.8000	0
			O	2007-07-24	D	38 - Rachat ou annulation	5 500	7.6500	5 500
			O	2007-07-24	D	38 - Rachat ou annulation	(5 500)	7.6500	0
			O	2007-07-24	D	38 - Rachat ou annulation	500	7.5000	500
			O	2007-07-24	D	38 - Rachat ou annulation	(500)	7.5000	0
			O	2007-07-24	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	7.4000	1 000
			O	2007-07-24	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	7.4000	0
			O	2007-07-25	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	7.5000	5 000
			O	2007-07-25	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)	7.5000	0
			O	2007-07-25	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	7.3500	3 700
			O	2007-07-25	D	38 - Rachat ou annulation	(3 700)	7.3500	0
			O	2007-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	7.3000	3 000
			O	2007-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	7.3000	0
			O	2007-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	7.2500	1 000
			O	2007-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	7.2500	0
			O	2007-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	2 500	7.1500	2 500
			O	2007-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	(2 500)	7.1500	0
			O	2007-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	7.1000	1 500
			O	2007-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	7.1000	0

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2007-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	12 200	7.0000	12 200
			O	2007-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	(12 200)	7.0000	0
			O	2007-07-27	D	38 - Rachat ou annulation	7 000	7.0000	7 000
			O	2007-07-27	D	38 - Rachat ou annulation	(7 000)	7.0000	0
			O	2007-07-27	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	6.9500	1 000
			O	2007-07-27	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	6.9500	0
			O	2007-07-30	D	38 - Rachat ou annulation	7 000	7.1500	7 000
			O	2007-07-30	D	38 - Rachat ou annulation	(7 000)	7.1500	0
			O	2007-07-30	D	38 - Rachat ou annulation	9 300	7.0000	9 300
			O	2007-07-30	D	38 - Rachat ou annulation	(9 300)	7.0000	0
			O	2007-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	2 500	7.3000	2 500
			O	2007-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	(2 500)	7.3000	0
			O	2007-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	7.2000	2 000
			O	2007-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	(2 000)	7.2000	0
			O	2007-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	7.1500	1 500
			O	2007-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	7.1500	0
			O	2007-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	2 100	7.1000	2 100
			O	2007-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	(2 100)	7.1000	0
GMP Capital Trust									
<i>Options</i>									
Marsh, Andrew	7		O	2007-08-14	D	51 - Exercice d'options	(5 000)	8.6500	5 000
<i>Parts de fiducie</i>									
Marsh, Andrew	7		O	2007-08-14	D	51 - Exercice d'options	5 000	8.6500	5 000
			O	2007-08-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	21.2000	4 000
			O	2007-08-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	21.0500	3 700
			O	2007-08-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	21.0100	2 700
			O	2007-08-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 700)	21.0000	0
Goldcorp Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Rogers, Paula	5		O	2007-08-14	D	51 - Exercice d'options	10 000	15.3200	10 000*
			O	2007-08-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	26.1000	0
<i>Options</i>									
Rogers, Paula	5		O	2007-08-14	D	51 - Exercice d'options	(10 000)	15.3200	155 000*
Grandcru Resources Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Leeners, Brian	4, 5	R	O	2007-07-17	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(20 000)	0.2100	868 642*
		R	O	2007-07-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(22 000)	0.1750	846 642*
Great Canadian Gaming Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Hum, Howard	5	R	O	2007-07-03	D	97 - Autre	(3)	13.0100	2 633
Woensdregt, Milton	5		O	2007-08-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	11.9400	6 492
			O	2007-08-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 600	11.9500	14 092
Great Plains Exploration Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Bovingdon, Sean	5		O	2007-08-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	1.0500	17 466*
			O	2007-08-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	1.0000	22 466*
<i>Options</i>									

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Groupe ADF Inc.									
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>									
Black, Ronald	4		O	2007-08-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 250	4.3600	250 000
Groupe Canam Inc									
<i>Actions ordinaires</i>									
Gallant, Michael	5		O	2007-08-07	D	51 - Exercice d'options	4 200	6.6900	4 314
			O	2007-08-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 200)	13.2500	114
Provost, Claude	5		O	2003-03-20	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-07	D	40 - Vente à découvert	(6 300)	13.2500	(6 300)
			O	2007-08-13	D	51 - Exercice d'options	1 300	4.3500	(5 000)
			O	2007-08-13	D	51 - Exercice d'options	5 000	7.5000	0
Turgeon, Pierre	5		O	2007-08-10	D	51 - Exercice d'options	1 200	4.3500	2 900
<i>Options</i>									
Gallant, Michael	5		O	2007-08-07	D	51 - Exercice d'options	(4 200)	6.6900	2 800
Provost, Claude	5		O	2003-03-20	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			9 800
			O	2007-08-10	D	51 - Exercice d'options	(1 300)	4.3500	
			M	2007-08-13	D	51 - Exercice d'options	(1 300)	4.3500	8 500
			O	2007-08-13	D	51 - Exercice d'options	(5 000)	7.5000	3 500
Robes, Robert M.	7		O	2007-08-07	D	59 - Exercice au comptant	(3 000)		1 500
			O	2007-08-07	D	59 - Exercice au comptant	(900)		600
Romano, Michael A.	7		O	2007-08-13	D	59 - Exercice au comptant	(3 000)		4 360
Turgeon, Pierre	5		O	2007-08-10	D	51 - Exercice d'options	(1 200)	4.3500	8 500
Groupe Ciment St-Laurent inc.									
<i>Actions à droit de vote subalterne Classe A</i>									
Holcim Ltd	3		O	2000-12-22	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			377 500
Holcim (US) Inc.	PI		O	2000-12-22	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			11 327 674
Holcim Investments	PI		O	2000-12-22	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-07-31	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, r	14 269 360	43.5000	14 269 360
			O	2007-08-10	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, r	834 099	43.5000	15 103 459
<i>Actions à droit de vote subalterne Classe B</i>									
Holcim Ltd	3								
Holcim (US) Inc.	PI		O	2000-12-22	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			15 252 848
<i>Actions spéciales</i>									
Holcim Ltd	3								
Holcim Investments	PI		O	2000-12-22	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-07-31	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, r	555 969	43.5000	555 969
Groupe Laperrière & Verreault inc.									
<i>Actions à droit de vote multiple GLV.MV.B</i>									
Boivin, Claude	4								

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Gestion Marclo	PI		O	2007-08-10	I	97 - Autre	(2 000)		0
Morissette, Valère	5		O	2007-08-10	D	97 - Autre	(1 500)		0
Saulnier, Bill W.	4, 5		O	2007-08-10	D	97 - Autre	(20 852)		0
Verreault, Laurent	4, 5, 3		O	2007-08-10	D	97 - Autre	(7 200)		0
3033548 Nova Scoti	PI		O	2007-08-10	I	97 - Autre	(1 673 040)		0
Verreault, Richard	4, 5		O	2007-08-10	D	97 - Autre	(17 000)		0
<i>Actions à droit de vote subalterne GLV.SV.A</i>									
Boivin, Claude	4		O	2007-08-10	D	97 - Autre	(2 000)		0
Chicoyne, Denyse	4		O	2007-08-10	D	97 - Autre	(25 000)		0
Laurent Cloutier	PI		O	2007-08-10	C	97 - Autre	(400)		0
Michèle Houde	PI		O	2007-08-10	C	97 - Autre	(800)		0
Monahan, Pierre	4		O	2007-08-10	D	97 - Autre	(1 400)		0
Saulnier, Bill W.	4, 5		O	2007-08-10	D	97 - Autre	(54 754)		0
Verreault, Richard	4, 5		O	2007-08-10	D	97 - Autre	(45 400)		0
<i>Options</i>									
Chicoyne, Denyse	4		O	2007-08-10	D	97 - Autre	(10 000)	9.6000	0
LALANDE, Sylvie	4		O	2007-08-10	D	97 - Autre	(10 000)	6.0000	0
Monahan, Pierre	4		O	2007-08-10	D	97 - Autre	(10 000)	2.6750	0
Morissette, Valère	5		O	2007-08-10	D	97 - Autre	(4 000)	2.6750	4 000
			O	2007-08-10	D	97 - Autre	(4 000)	3.8000	0
Rivard, Alain	5		O	2007-08-10	D	97 - Autre	(4 000)	3.8000	0
Saulnier, Bill W.	4, 5		O	2007-08-10	D	97 - Autre	(50 000)	2.1250	0
Seccareccia, Pierre	4		O	2007-08-10	D	97 - Autre	(5 000)	26.7500	0
Sundqvist, Mikael	5		O	2007-08-10	D	97 - Autre	(4 000)	2.6750	0
Verreault, Richard	4, 5		O	2007-08-10	D	97 - Autre	(100 000)	2.1250	250 000
			O	2007-08-10	D	97 - Autre	(200 000)	2.6750	50 000
			O	2007-08-10	D	97 - Autre	(50 000)	30.9900	0
Groupe SNC-Lavalin Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
ANCTIL, Pierre	5		O	2007-08-09	D	51 - Exercice d'options	3 000	20.9167	40 500
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 000)	44.3677	37 500
BURKE, James	5		O	2007-08-10	D	51 - Exercice d'options	15 000	24.2667	15 000
			O	2007-08-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(15 000)	43.0000	0
LAINÉY, Luc	5		O	2007-08-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 000	24.2667	
			M	2007-08-07	D	51 - Exercice d'options	6 000	24.2667	6 333
			O	2007-08-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 000)	40.5500	333
MALKHASSIAN, Adam	5		O	2007-08-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	41.0000	
			M	2007-08-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	41.0000	4 582
RANZ, Michael	5		O	2005-03-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-09	D	51 - Exercice d'options	6 000	16.6633	6 000
			O	2007-08-10	D	51 - Exercice d'options	4 500	24.2667	10 500
			O	2007-08-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 500)	41.0000	6 000
			O	2007-08-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	41.4100	6 100
			O	2007-08-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 040	41.4500	7 140
<i>Options</i>									
ANCTIL, Pierre	5		O	2007-08-09	D	51 - Exercice d'options	(3 000)		65 000
BURKE, James	5		O	2007-08-10	D	51 - Exercice d'options	(15 000)		32 250

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Groupe TSX Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Porteur inscrit									
LAINÉY, Luc	5		O	2007-08-07	D	51 - Exercice d'options	(6 000)		18 000
RANZ, Michael	5		O	2007-08-09	D	51 - Exercice d'options	(6 000)		19 500
			O	2007-08-10	D	51 - Exercice d'options	(4 500)		15 000
Hoffman, Brenda Lee									
	5		O	2007-08-03	D	51 - Exercice d'options	2 000	10.5290	32 000
			O	2007-08-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	43.0200	31 000
			O	2007-08-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	43.0600	30 000
			O	2007-08-08	D	51 - Exercice d'options	2 000	10.5290	32 000
			O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	44.2700	31 000
			O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	43.2500	30 000
			O	2007-08-07	D	51 - Exercice d'options	1 000	10.5290	31 000
			O	2007-08-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	42.9400	30 000
Zastawny, Daniel	5		O	2007-08-09	D	51 - Exercice d'options	1 534	26.4470	1 534
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	43.4200	1 434
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	43.4100	1 234
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	43.3600	1 034
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 034)	43.3200	0
			O	2007-08-09	D	51 - Exercice d'options	1 080	29.6360	1 080
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 080)	43.3800	0
<i>Options</i>									
Cavasin, Joseph	7		O	2007-05-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-03	D	50 - Attribution d'options	1 841	42.8030	1 841
Coles, David Cameron	7		O	2007-07-23	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-03	D	50 - Attribution d'options	1 841	42.8030	1 841
Hoffman, Brenda Lee	5		O	2007-08-03	D	51 - Exercice d'options	(2 000)	10.5290	39 138
			O	2007-08-07	D	51 - Exercice d'options	(1 000)	10.5290	38 138
			O	2007-08-08	D	51 - Exercice d'options	(2 000)	10.5290	36 138
Zastawny, Daniel	5		O	2007-08-09	D	51 - Exercice d'options	(1 534)	26.4470	6 337
			O	2007-08-09	D	51 - Exercice d'options	(1 080)	29.6360	5 257
Halo Resources Ltd.									
<i>Options</i>									
Bloom, Lynda	4	R	O	2007-07-24	D	50 - Attribution d'options	165 000		415 000
Hemisphere GPS Inc. (formerly CSI Wirele									
<i>Actions ordinaires</i>									
Koles, Steven	4		O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	2.0300	40 000
			O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	2.0100	45 000
Whitehead, Michael Lloyd	5		O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	1.8677USD	1 100
Homburg Invest Inc.									
<i>Actions à droit de vote multiple</i>									
Homburg, Richard	3		O	2007-08-10	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	28 250		924 817*
<i>Subordinate Voting Shares</i>									
Homburg, Richard	3		O	2007-08-10	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(28 250)		5 218 682*
Home Capital Group Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Home Capital Group Inc.	1		O	2007-08-10	D	38 - Rachat ou annulation	100	35.6900	100
			O	2007-08-10	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	35.6900	0

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2007-08-13	D	38 - Rachat ou annulation	4 900	35.6900	4 900
			O	2007-08-13	D	38 - Rachat ou annulation	(4 900)	35.6900	0
<i>Options</i>									
Braginetz, Phillip	5		O	2007-08-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-02	D	50 - Attribution d'options	50 000	36.0200	50 000
Hosted Data Transaction Solutions Inc.									
<i>Actions ordinaires Class A Voting</i>									
Howell, Paul Keith	4								
Howell Data System	PI		O	2006-11-17	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2006-11-17	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-03	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, r	4 545 454	0.8800	4 545 454
McBride, John David	4, 5		O	2007-08-09	D	46 - Contrepartie de services	161 176	0.8500	1 014 176
Sinclair, Alistair Murray	4		O	2006-06-21	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-09	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	20 588		20 588
HudBay Minerals Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
SRM Advisers, Monaco (SAM)	3	R	O	2007-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	482 400	26.9926	13 374 899
		R	O	2007-07-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	174 700	27.9906	13 549 599
		R	O	2007-07-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500 000	27.5601	14 049 599
		R	O	2007-07-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	276 800	27.2719	14 326 399
			O	2007-08-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000 000	26.3459	15 326 399
			O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	150 000	26.0044	15 476 399
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	850 000	25.3352	16 326 399
			O	2007-08-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	324 500	24.0618	16 650 899
			O	2007-08-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 086 500	23.2395	17 737 399
INDEXPLUS INCOME FUND									
<i>Parts de fiducie</i>									
IndexPlus Income Fund	1		O	2007-08-02	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	12.9300	17 555 152
			O	2007-08-07	D	38 - Rachat ou annulation	1 300	12.8800	17 556 452
			O	2007-08-08	D	38 - Rachat ou annulation	600	13.0000	17 557 052
			O	2007-08-09	D	38 - Rachat ou annulation	600	12.9000	17 557 652
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 600)	12.9500	17 555 052
			O	2007-08-10	D	38 - Rachat ou annulation	700	12.8500	17 555 752
Indigo Books & Music Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Berthold, Eric	5		O	2007-08-07	D	51 - Exercice d'options	6 100	4.9500	6 100
			O	2007-08-08	D	51 - Exercice d'options	16 400	4.9500	16 400
			O	2007-08-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 100)	16.5000	0
			O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(16 400)	16.5000	0
<i>Options</i>									
Berthold, Eric	5		O	2007-08-07	D	51 - Exercice d'options	(6 100)	4.9500	85 900
			O	2007-08-08	D	51 - Exercice d'options	(16 400)	4.9500	69 500
Industrielle Alliance, Assurance et ser									
<i>unités d'actions différées (uda)-differed shared units (dsa)</i>									
Pépin, Normand	5		O	2004-02-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 264		
			M	2004-02-23	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 264		2 264
ING Canada Inc.									

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
Actions ordinaires									
Brouillette, Yves	4		O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 500	46.2600	3 500
Lynch, Brian James	5		O	2007-08-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	46.1320	1 900
Innova Exploration Ltd.									
Actions ordinaires									
Smillie, Michael R.	5		O	2007-08-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 700	5.7500	4 453
Ivanhoe Energy Inc.									
Actions ordinaires									
Blake, Oscar	7		O	2007-08-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	11 000	1.9200USD	113 974
Jaguar Nickel inc.									
Actions ordinaires									
Panetta, Joseph	4		O	2007-05-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	43 500	0.1950	
			M	2007-06-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	43 500	0.1950	143 500*
Jazz Air Income Fund									
Parts									
Bunyan, Daniel	7		O	2007-08-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			10
Jura Energy Corporation									
Bons de souscription									
The Rule Family Trust	3		O	2007-08-10	D	55 - Expiration de bons de souscription	(982 000)		0
K-Bro Linen Income Fund									
Parts									
Ostrzyzek, Jerzy Marek	5		O	2007-08-08	D	46 - Contrepartie de services	353	12.9500	777
Keystone North America Inc.									
Deferred Share Units									
Byrne, Robert Henry	4		O	2007-08-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 500	4.6800	2 841
Cerrone, Frank	4		O	2007-08-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	898	4.6800	1 812
Heen, John Henry	7		O	2007-08-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 417	4.6800	2 959
Pierce, Robert Leon	7		O	2007-08-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 065	4.6800	4 150
Waisberg, Lorie	4		O	2007-08-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	850	4.6800	1 775
Killam Properties Inc.									
Actions ordinaires									
WALT, MANFRED	4								
RRSP	PI		O	2007-08-10	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	840	7.9600	5 590
Spouse's RRSP	PI		O	2007-08-10	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	690	7.9600	19 315
Kinross Gold Corporation									
Actions ordinaires									
Burt, Tye Winston	4, 5		O	2007-08-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	246 160	13.4500	371 735
			O	2007-08-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(141 200)	13.4500	230 535
Options									
Crossland, James	5		O	2007-05-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-07	D	50 - Attribution d'options	40 000	13.3600	40 000
Freire, Jose Roberto Mend	5		O	2007-05-21	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-07	D	50 - Attribution d'options	20 000	13.3600	20 000
Restricted Shares									
Burt, Tye Winston	4, 5		O	2007-08-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	21 500	13.3600	386 160
			O	2007-08-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	(246 160)	13.4500	140 000
Crossland, James	5		O	2007-05-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
Freire, Jose Roberto Mend	5		O	2007-08-07	D	56 - Attribution de droits de souscription	15 000	13.3600	15 000
			O	2007-05-21	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-07	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 000	13.3600	10 000
KLONDIKE GOLD CORP.									
<i>Actions ordinaires</i>									
HUGHES, RICHARD WILLIAM Hastings Managemen	4, 5 PI	R	O	2007-07-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(170 000)	0.1000	288 408
			O	2007-08-10	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 000)	0.1000	277 408
			O	2007-08-13	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(44 000)	0.1000	233 408
KOLOMBO TECHNOLOGIES LTÉE									
<i>Actions ordinaires</i>									
Arsenault, Martin	4, 3		O	2007-08-08	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(200 000)	0.5800	6 189 812
La Societe Canadian Tire Limitee									
<i>Actions sans droit de vote Class A</i>									
Pasternak, Stanley Willia Trustees of Deferr	7, 5, 3 PI		O	2007-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	82.8700	994 772
			O	2007-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	82.8700	995 272
			O	2007-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	83.0300	995 372
			O	2007-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	83.0400	995 472
			O	2007-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	83.0400	995 572
			O	2007-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	83.1600	995 772
			O	2007-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	83.1600	995 972
			O	2007-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	83.1700	996 372
			O	2007-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	83.1700	996 472
			O	2007-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	83.1700	996 772
			O	2007-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	83.1700	996 872
			O	2007-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	83.3000	997 072
			O	2007-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	83.3000	997 172
			O	2007-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	83.3000	997 472
			O	2007-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	83.3000	997 772
			O	2007-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	83.4500	998 072
			O	2007-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	83.4500	998 372
			O	2007-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	83.4500	998 472
			O	2007-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	83.4500	998 772
			O	2007-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	83.4500	998 972
			O	2007-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	83.4500	999 072
			O	2007-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	83.4500	999 172
			O	2007-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	83.4500	999 272
			O	2007-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	83.4500	999 372
			O	2007-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	700	83.4500	1 000 072
			O	2007-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	83.2500	1 000 172
			O	2007-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	83.2500	1 000 272
			O	2007-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	44	83.2100	1 000 316
			O	2007-08-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 200	82.2500	1 001 516
			O	2007-08-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	82.2500	1 001 616
			O	2007-08-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	800	82.2500	1 002 416
			O	2007-08-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	82.2500	1 002 616

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2007-08-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3	82.2500	1 002 619
			O	2007-08-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	82.2600	1 002 519
			O	2007-08-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(800)	82.2500	1 001 719
			O	2007-08-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(74)	82.2500	1 001 645
			O	2007-08-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	82.2500	1 002 145
			O	2007-08-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	82.2500	1 002 645
			O	2007-08-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	83.1100	1 002 745
			O	2007-08-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	83.1100	1 003 045
			O	2007-08-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	83.1100	1 003 145
			O	2007-08-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	83.1100	1 003 245
			O	2007-08-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	83.1100	1 003 345
			O	2007-08-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	83.1100	1 003 445
			O	2007-08-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	83.1100	1 003 545
			O	2007-08-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	83.2400	1 003 645
			O	2007-08-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	83.2400	1 003 945
			O	2007-08-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	33	83.2400	1 003 978
			O	2007-08-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	82.8500	1 003 478
			O	2007-08-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(22)	82.8500	1 003 456
			O	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	82.7000	1 003 556
			O	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	82.7000	1 003 856
			O	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 300	82.7000	1 005 156
			O	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	82.9400	1 005 656
			O	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	83.6300	1 005 756
			O	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	83.6400	1 005 856
			O	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	83.6400	1 005 956
			O	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 500	83.6400	1 007 456
			O	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	83.6400	1 007 556
			O	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	83.6400	1 007 656
			O	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	83.6400	1 007 756
			O	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 900	83.6400	1 009 656
			O	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	83.6400	1 009 756
			O	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 600	83.6400	1 011 356
			O	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	83.6400	1 011 556
			O	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	83.6400	1 011 756
			O	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	83.6400	1 011 956
			O	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	83.6400	1 012 056
			O	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	83.6400	1 012 356
			O	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	83.6400	1 012 456
			O	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	83.4000	1 012 656
			O	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	83.4000	1 012 756
			O	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	83.4000	1 012 956
			O	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	83.4000	1 013 056
			O	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	32	83.3900	1 013 088
			O	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1	83.3900	1 013 089
			O	2007-08-07	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(70)	80.9200	1 013 019
			O	2007-08-07	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	81.0200	1 012 919
			O	2007-08-07	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	81.0200	1 012 819

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2007-08-07	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	80.9200	1 012 419
			O	2007-08-07	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7)	80.9300	1 012 412
			O	2007-08-07	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1)	81.1200	1 012 411
			O	2007-08-07	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	80.9600	1 012 511
			O	2007-08-07	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	59	81.1000	1 012 570
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	82.2900	1 012 470
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	82.2900	1 012 370
			O	2007-08-07	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	82.2900	
			M	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	82.2900	1 012 270
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	82.2900	1 012 170
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	82.2900	1 011 970
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	82.2500	1 011 770
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	82.2500	1 011 670
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(900)	82.2500	1 010 770
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	82.2500	1 010 670
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	82.2500	1 010 570
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	82.2500	1 010 470
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(44)	82.2600	1 010 426
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	82.5600	1 010 526
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	82.5500	1 010 726
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	82.5500	1 010 926
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	82.5600	1 011 226
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	82.5500	1 011 626
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	14	82.4300	1 011 640
			O	2007-08-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	61	80.7900	1 012 601
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	900	80.7900	1 012 540
			O	2007-08-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 200	78.0500	1 013 801
			O	2007-08-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	28	78.0000	1 013 829
Peters, William Lee	3		O	2007-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	700	82.8700	993 272
			O	2007-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	82.8700	993 472
			O	2007-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	82.8700	993 572
			O	2007-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	82.8700	993 672
			O	2007-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	82.8700	993 772
			O	2007-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	82.8700	993 872
			O	2007-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	700	82.8700	994 572
			O	2007-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	82.8700	994 672
			O	2007-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	82.8700	994 772
			O	2007-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	82.8700	995 272
			O	2007-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	83.0300	995 372
			O	2007-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	83.0400	995 472
			O	2007-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	83.0400	995 572
			O	2007-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	83.1600	995 772
			O	2007-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	83.1600	995 972
			O	2007-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	83.1700	996 372
			O	2007-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	83.1700	996 472
			O	2007-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	83.1700	996 772
			O	2007-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	83.1700	996 872

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2007-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	83.3000	996 972
			O	2007-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	83.3000	997 172
			O	2007-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	83.3000	997 472
			O	2007-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	83.3000	997 772
			O	2007-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	83.3000	998 072
			O	2007-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	83.4500	998 372
			O	2007-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	83.4500	998 472
			O	2007-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	83.4500	998 772
			O	2007-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	83.4500	998 972
			O	2007-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	83.4500	999 072
			O	2007-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	83.4500	999 172
			O	2007-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	83.4500	999 272
			O	2007-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	83.4500	999 372
			O	2007-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	700	83.4500	1 000 072
			O	2007-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	83.2500	1 000 172
			O	2007-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	83.2500	1 000 272
			O	2007-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	44	83.2100	1 000 316
			O	2007-08-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 200	82.2500	1 001 516
			O	2007-08-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	82.2500	1 001 616
			O	2007-08-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	800	82.2500	1 002 416
			O	2007-08-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	82.2500	1 002 616
			O	2007-08-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3	82.2500	1 002 619
			O	2007-08-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	82.2600	1 002 519
			O	2007-08-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(800)	82.2500	1 001 719
			O	2007-08-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(74)	82.2500	1 001 645
			O	2007-08-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	82.8500	1 001 145
			O	2007-08-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(22)	82.8500	1 001 123
			O	2007-08-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	82.2500	1 001 623
			O	2007-08-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	82.2500	1 002 123
			O	2007-08-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	83.1100	1 002 223
			O	2007-08-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	83.1100	1 002 523
			O	2007-08-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	83.1100	1 002 623
			O	2007-08-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	83.1100	1 002 723
			O	2007-08-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	83.1100	1 002 823
			O	2007-08-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	83.1100	1 002 923
			O	2007-08-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	83.1100	1 003 023
			O	2007-08-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	83.2400	1 003 123
			O	2007-08-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	83.2400	1 003 423
			O	2007-08-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	33	83.2400	1 003 456
			O	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	82.7000	1 003 556
			O	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	82.7000	1 003 856
			O	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 300	82.7000	1 005 156
			O	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	82.9400	1 005 656
			O	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	83.6300	1 005 756
			O	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	83.6400	1 005 856
			O	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	83.6400	1 005 956
			O	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 500	83.6400	1 007 456

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	83.6400	1 007 556
			O	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	83.6400	1 007 656
			O	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	83.6400	1 007 756
			O	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 900	83.6400	1 009 656
			O	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	83.6400	1 009 756
			O	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 600	83.6400	1 011 356
			O	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	83.6400	1 011 556
			O	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	83.6400	1 011 756
			O	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	83.6400	1 011 956
			O	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	83.6400	1 012 056
			O	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	83.6400	1 012 356
			O	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	83.6400	1 012 456
			O	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	83.4000	1 012 656
			O	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	83.4000	1 012 756
			O	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	83.4000	1 012 956
			O	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	83.4000	1 013 056
			O	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	32	83.3900	1 013 088
			O	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1	83.3900	1 013 089
			O	2007-08-07	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(70)	80.9200	1 013 019
			O	2007-08-07	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	81.0200	1 012 919
			O	2007-08-07	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	81.0200	1 012 819
			O	2007-08-07	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	80.9200	1 012 419
			O	2007-08-07	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7)	80.9300	1 012 412
			O	2007-08-07	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1)	81.1200	1 012 411
			O	2007-08-07	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	80.9600	1 012 511
			O	2007-08-07	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	59	81.1000	1 012 570
			O	2007-08-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	61	80.7900	1 011 701
			O	2007-08-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	900	80.7900	1 012 601
			O	2007-08-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 200	78.0500	1 013 801
			O	2007-08-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	28	78.0000	1 013 829
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	82.2900	1 012 470
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	82.2900	1 012 370
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	82.2900	1 012 270
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	82.2900	1 012 170
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	82.2900	1 011 970
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	82.2500	1 011 770
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	82.2500	1 011 670
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	900	82.2500	
			M	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(900)	82.2500	1 010 770
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	82.2500	1 010 670
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	82.2500	
			M	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	82.2500	1 010 570
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(44)	82.2600	1 010 526
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	82.2500	1 010 426
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	82.5600	1 010 526
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	82.5500	1 010 726
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	82.5500	1 010 926

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	82.5600	1 011 226
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	82.5500	1 011 626
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	14	82.4300	1 011 640
Stewart, Cameron Douglas	5, 3		O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(70)	80.9200	
			M	2007-08-07	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(70)	80.9200	1 013 019
			O	2007-08-07	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	81.0200	1 012 919
			O	2007-08-07	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	81.0200	1 012 819
			O	2007-08-07	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	80.9200	1 012 419
			O	2007-08-07	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7)	80.9300	1 012 412
			O	2007-08-07	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1)	81.1200	1 012 411
			O	2007-08-07	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	80.9600	1 012 511
			O	2007-08-07	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	59	81.1000	1 012 570
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	82.2900	1 012 470
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	82.2900	1 012 370
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	82.2900	1 012 270
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	82.2900	1 012 170
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	82.2900	1 011 970
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	82.2500	1 011 770
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	82.2500	
			M	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	82.2500	1 011 670
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(900)	82.2500	1 010 770
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	82.2500	1 010 670
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	82.2500	1 010 570
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	82.2500	1 010 470
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(44)	82.2600	1 010 426
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	82.5600	1 010 526
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	82.5500	1 010 726
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	82.5500	1 010 926
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	82.5600	
			M	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	82.5600	1 011 226
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	82.5500	1 011 626
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	14	82.4300	1 011 640
			O	2007-08-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	61	80.7900	1 011 701
			O	2007-08-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	900	80.7900	1 012 601
			O	2007-08-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 200	78.0500	1 013 801
			O	2007-08-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	28	78.0000	1 013 829
<i>Options</i>									
Barbieri, Palma	5		O	2007-08-09	D	50 - Attribution d'options	1 280	82.4160	5 629
Kozack, James Harold	7		O	2007-08-09	D	50 - Attribution d'options	1 780	82.4160	4 512
La Societe de Gestioin AGF Limitee									
<i>Actions ordinaires Class B</i>									
Perez-Coutts, Patricia	5		O	2002-06-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-07	D	51 - Exercice d'options	5 000	17.1200	5 000
<i>Options Stock Option Plan</i>									
Perez-Coutts, Patricia	5		O	2007-08-07	D	51 - Exercice d'options	(5 000)	17.1200	25 000
Labopharm Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Porteur inscrit									
Bouchar, Sylvie	5		O	2007-08-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	1.9000	50 000
			O	2007-08-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	1.9200	60 000
Costa, Santo Joseph	4								
Jean A. Costa	PI		O	2006-03-01	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-15	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 300	1.7000USD	3 300
			O	2007-08-15	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	21 700	1.7500USD	25 000
D'Souza, Mark	5		O	2006-09-11	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	12 500	1.8400	12 500
MacKay, Richard J.	4		O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 000	1.9605	160 971
Francine Mackay	PI		O	2003-05-29	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-13	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 000	1.9605	6 000
Posner, Lawrence E.	4		O	2007-08-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Options									
Posner, Lawrence E.	4		O	2007-08-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-08	D	50 - Attribution d'options	31 250		31 250
LE GROUPE NORWALL INC.									
Actions ordinaires									
Mitchell, Bruce	3		O	2007-08-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 200	1.5100	1 306 000
Les Aliments Maple Leaf Inc.									
Actions ordinaires									
Cappuccitti, Rocco	5								
RBC Capital Market	PI		O	2007-08-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	37 100	15.0918	58 300
			O	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	35 800	15.0983	94 100
			O	2007-08-07	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	33 100	15.2217	127 200
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	38 800	15.3002	166 000
Johnson, Wayne	5		O	2007-08-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	37 100	15.0918	58 300
			O	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	35 800	15.0983	94 100
			O	2007-08-07	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	33 100	15.2217	127 200
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	38 800	15.3002	166 000
McAlpine, Rory A.	5		O	2007-04-27	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	77	14.2562	140
McCain, Michael Harrison	4, 5		O	2007-08-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	37 100	15.0918	58 300
			O	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	35 800	15.0983	94 100
			O	2007-08-07	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	33 100	15.2217	127 200
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	38 800	15.3002	166 000
Vels, Michael Harold	5		O	2007-08-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	37 100	15.0918	58 300
			O	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	35 800	15.0983	94 100
			O	2007-08-07	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	33 100	15.2217	127 200
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	38 800	15.3002	166 000
Les Compagnies Loblaw Limitee									
Actions ordinaires									
Bourdeau, Jocyanne C.	5								
Employee Share Own	PI		O	2007-07-25	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			578
Swartzman, Lisa Robyn	5		O	2007-08-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 048)	48.1900	0
Options									
Booth, Catherine Anne	5								
Stock Option SAR P	PI		O	2007-08-03	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2007-08-03	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			10 550

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Les Industries Amisco Ltée									
<i>Actions ordinaires</i>									
Bourdeau, Jocyanne C.	5		O	2007-07-25	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			24 903
			O	2007-08-03	I	50 - Attribution d'options	2 974	49.1100	27 877
Burcher, Sarah Ruth	5		O	2007-06-18	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-03	I	50 - Attribution d'options	10 719	49.1100	10 719
Jamieson, Martin Roderick	5		O	2007-07-25	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-03	I	50 - Attribution d'options	107 188	49.1100	107 188
Staffen, Tim	5		O	2007-07-25	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			37 322
			O	2007-08-03	I	50 - Attribution d'options	2 974	49.1100	40 296
van den Berg, Ingeborg	5		O	2007-07-25	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2007-07-25	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			5 270
Whelan Molloy, Cathy	5		O	2007-07-25	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-03	I	50 - Attribution d'options	15 194	49.1100	15 194
Les Mines d'or Visible Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Inwentash, Sheldon	6		O	2007-08-08	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	170 000	0.3000	1 070 000
Les Placements Montec Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Bentob, Myer	4, 5, 3		O	2007-08-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 000	0.0700	5 099 500
Les Ressources Campbell Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Nuinsco Resources Limited	3		O	2007-08-01	D	46 - Contrepartie de services	200 000		37 450 000
<i>Options</i>									
HOLMES, WARREN	4		O	2007-08-08	D	50 - Attribution d'options	100 000	0.1600	1 100 000
LIONS GATE ENTERTAINMENT CORP.									
<i>Actions ordinaires</i>									
MHR Fund Management LLC	3								
MHR Institutional	PI		O	2007-08-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	262 900	9.3133USD	2 634 745
			O	2007-08-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	242 273	9.1976USD	2 877 018
Livingston International Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Boara, Richard	7		O	2004-05-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	592	16.6500	
			M	2004-05-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	592	16.6500	592*
			O	2004-06-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	150	16.8900	
			M	2004-06-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	150	16.8900	742*
			O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 600	17.6000	7 695*
			O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	17.8000	7 795*
Spousal RSP - Anne	PI		O	2004-06-14	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	367	16.8900	
			M	2004-06-14	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	367	16.8900	7 367*
Ethier, Stephane	5		O	2006-01-11	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 280	17.0000	1 280*
McMullen, Chris	5								
The 2006 DLM Famil	PI		O	2007-08-15	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 200	17.0000	3 900*

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Tomlinson, Scott	7		O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 135	17.7100	1 400*
Lockerbie & Hole Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Hansen, Craig Henry	4		O	2007-08-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-08	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	25 000	10.2500	25 000
Normand, Robert	4		O	2007-08-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-08	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	6 800	10.2500	6 800
Loring Ward International Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Nairne, Michael Edwards	4								
In Trust for Child	PI		O	2007-08-09	C	36 - Conversion ou échange	(3)	12.6000	8 316
Lorus Therapeutics Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Steigrod, Alan	4		O	2007-07-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2007-07-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.2300	10 000
Magna International Inc.									
<i>Actions à droit de vote subalterne Class A</i>									
Galifi, Vincent Joseph	5								
Joanna Galifi, spo	PI		O	2007-08-07	C	90 - Changements relatifs à la propriété	135		24 889
RESP for children	PI		O	2007-08-07	C	90 - Changements relatifs à la propriété	(135)		0
<i>Débetures convertibles 6 1/2 Conv.Unsec.Debetures due 2010 (D)</i>									
Galifi, Vincent Joseph	5								
Joanna Galifi, spo	PI		O	2007-08-07	C	90 - Changements relatifs à la propriété	\$ 23 000.00		\$ 200 000.00
RESP for children	PI		O	2007-08-07	C	90 - Changements relatifs à la propriété	(\$ 23 000.00)		\$ 0.00
Martinrea International Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Shriver, Ronald David	5		O	2007-05-18	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
<i>Options Options to purchase common shares</i>									
Balavich, Michael Curtis	5		O	2007-05-18	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-07	D	50 - Attribution d'options	10 000	16.1500	10 000
Brush, Kenneth Wayne	5		O	2007-08-07	D	50 - Attribution d'options	10 000	16.1500	30 000
Decoster, Sebastian Paul	5		O	2006-05-03	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-07	D	50 - Attribution d'options	20 000	16.1500	20 000
DeVeny, Flavia	5		O	2007-08-07	D	50 - Attribution d'options	20 000	16.1500	50 000
Jaekel, Federico	4, 5		O	2007-08-07	D	50 - Attribution d'options	1 000 000	16.1500	1 925 000
La Rosa, Andre	5		O	2007-08-07	D	50 - Attribution d'options	25 000	16.1500	51 000
Orlando, Nicola Giuseppe	5		O	2007-08-07	D	50 - Attribution d'options	250 000	16.1500	708 000
Shriver, Ronald David	5		O	2007-05-18	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2007-08-02	D	50 - Attribution d'options	10 000	16.1500	10 000
Smyth, John David	5		O	2007-05-18	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-07	D	50 - Attribution d'options	20 000	16.1500	20 000
Van Beek, Terry	5		O	2007-08-07	D	50 - Attribution d'options	10 000	16.1500	13 333
Wildeboer, Robert Peter E	4, 5		O	2007-08-07	D	50 - Attribution d'options	250 000	16.1500	850 000
Matamec Explorations Inc.									
<i>Options</i>									
white, james david alexan	4	R	O	2007-07-20	D	50 - Attribution d'options	200 000		600 000

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
MAXIN Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
MAXIN Income Fund	1		O	2007-08-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 000)	14.4400	4 298 406
			O	2007-08-07	D	38 - Rachat ou annulation	4 100	14.2800	4 302 506
			O	2007-08-08	D	38 - Rachat ou annulation	700	14.1500	4 303 206
			O	2007-08-09	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	14.1400	4 304 406
MCAN Mortgage Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Misener, Michael	5								
CIBC Mellon Trust	PI		O	2007-05-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	40	12.7260	1 474
			O	2007-06-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	45	11.4411	1 519
			O	2007-06-29	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	29	11.7956	1 548
			O	2007-06-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	45	11.4607	1 593
Pinto, Sylvia	5		O	2007-05-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	24	12.7260	5 739
			O	2007-06-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	27	11.4411	5 766
			O	2007-06-29	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	112	11.7956	5 878
			O	2007-06-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	27	11.4607	5 905
MDS Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
VA Partners, LLC	3								
ValueAct Capital M	PI		O	2007-08-07	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	55 980	18.9700	17 609 104
<i>Options</i>									
Dans, George Peter	5		O	2007-08-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-13	D	50 - Attribution d'options	2 500	20.2000	2 500
Menu Foods Income Fund									
<i>Options</i>									
Beaulieu, Bernard Philipp	7		O	2007-04-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-13	D	50 - Attribution d'options	18 390	3.0000	18 390
<i>Parts de fiducie</i>									
Mifflin, Chris	5		O	2007-08-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(11 838)		0
Metro inc.									
<i>Actions à droit de vote subalterne catégorie A</i>									
Brunet, Pierre	4								
Financière Banque	PI		O	2007-08-13	I	46 - Contrepartie de services	222	36.6800	5 507
Roy, Bernard	4		O	2007-08-13	D	46 - Contrepartie de services	106	36.6800	6 229
MG Dividend & Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
MG Dividend & Income Fund	1		O	2007-08-03	D	38 - Rachat ou annulation	800	7.1800	1 287 200
			O	2007-08-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 500)	7.3000	1 285 700
			O	2007-08-08	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	7.3000	1 286 900
			O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 000)	7.3100	1 283 900
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 000)	7.3100	1 279 900
			O	2007-08-10	D	38 - Rachat ou annulation	100	7.2000	1 280 000
MGM Energy Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Paramount Resources Ltd.	3		O	2007-08-03	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	3 270 000	2.7500	21 470 000
Riddell, Clayton H.	4, 6, 5,								

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
	3								
Dreamworks Investm	PI		O	2007-08-03	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	1 740 000	3.4500	5 586 842
Sykes, Henry William	4, 5		O	2007-08-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	2.5900	166 935
			O	2007-08-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 000	2.6000	174 935
Minéraux Maudore Ltée									
<i>Actions ordinaires</i>									
Watkins, David	4		O	2007-08-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(12 500)	2.2500	37 500
Mines Richmont Inc.									
<i>Options</i>									
Rivard, Martin	5		O	2007-08-08	D	50 - Attribution d'options	50 000	2.8800	300 000
			O	2007-07-07	D	52 - Expiration d'options	(50 000)	4.2500	250 000
MINT Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
MINT Income Fund	1		O	2007-08-03	D	38 - Rachat ou annulation	3 900	11.6500	3 489 328
			O	2007-08-07	D	38 - Rachat ou annulation	2 100	11.6000	3 491 428
			O	2007-08-08	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	11.7000	3 493 428
			O	2007-08-09	D	38 - Rachat ou annulation	900	11.5800	3 494 328
			O	2007-08-10	D	38 - Rachat ou annulation	2 700	11.4500	3 497 028
			O	2007-08-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	11.5000	3 487 028
Mitec Telecom Inc.									
<i>Options Stock Option Plan</i>									
Dumais, Bruno	5	R	O	2007-08-01	D	50 - Attribution d'options	100 000	0.2250	355 000
Joseph, Jeff	5	R	O	2007-08-01	D	50 - Attribution d'options	20 000	0.1900	220 000
NAL Oil & Gas Trust									
<i>Parts de fiducie</i>									
McDougall, Marlon John	5	R	O	2007-03-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 300)	12.6800	0
Steeves, Keith Aulden	5								
Family Trust	PI		O	2006-12-11	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			R	2007-05-15	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 400	13.4300	4 400
			R	2007-05-15	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 100	13.4000	5 500
RRSP - KAS	PI		O	2006-12-11	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			R	2007-05-15	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 500	13.4300	2 500
New Millennium Capital Corp.									
<i>Options</i>									
Almdal, William Wilfred	4, 5		O	2007-08-09	D	50 - Attribution d'options	75 000	0.7500	618 933
Balakrishnan, Thiagarajan	5		O	2007-08-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			65 000
Cooper, Marvin	5		O	2007-08-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			40 000
			O	2007-08-09	D	50 - Attribution d'options	15 000	0.7500	55 000
Hudson, Roy Harry	4		O	2007-08-09	D	50 - Attribution d'options	75 000	0.7500	525 000*
Martin, Robert Alexander	4, 5		O	2007-08-09	D	50 - Attribution d'options	150 000	0.7500	1 536 192
Melainine, Moulaye	5		O	2007-08-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2007-08-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			100 000
			O	2007-08-09	D	50 - Attribution d'options	50 000	0.7500	
			M	2007-08-09	D	50 - Attribution d'options	50 000	0.7500	150 000
Nichols, Lee Clifford Gra	4, 5, 3		O	2007-08-09	D	50 - Attribution d'options	75 000	0.7500	650 133
Schindler, John Norman	4, 5		O	2007-08-09	D	50 - Attribution d'options	75 000	0.7500	710 038
Newport Partners Income Fund									

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
Parts									
COLE, JOHN DAVID	6								
NBCN - RRSP	PI		O	2007-08-14	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 820	5.9900	24 800
Hafner, Stephen Rudolph	6								
NBCN - RESP	PI		O	2007-08-14	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	5.9811	2 050
Newport Partners Income F	1		O	2007-08-14	D	38 - Rachat ou annulation	25 000	5.9620	892 500
Next Millennium Commercial Corp.									
Actions ordinaires									
curtis, Michael Charles P	4		O	2007-08-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	0.4800	531 000
NIOGOLD MINING CORP.									
Actions ordinaires									
Brunelle, Jacques	4, 5	R							
9047-0964 Quebec I	PI		O	2007-07-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	0.5000	213 000
		R	O	2007-07-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 500)	0.4950	208 500
		R	O	2007-07-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 500)	0.4900	204 000
		R	O	2007-07-27	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	0.5000	203 000
		R	O	2007-07-27	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	0.5100	198 000
		R	O	2007-07-27	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 000)	0.5200	194 000
Noranda Income Fund									
Parts de fiducie									
Limoges, Gérard A.	4		O	2007-02-19	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	9.9900	1 000
Norbord Inc.									
Actions ordinaires									
Dupuis, Pierre	4		O	2007-08-03	D	51 - Exercice d'options	1 200	2.5900	6 567
			O	2007-08-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 200)	8.0500	5 367
Options									
Dupuis, Pierre	4		O	2007-08-03	D	51 - Exercice d'options	(1 200)	2.5900	7 000
North American Palladium Ltd.									
Actions ordinaires									
Kaiser, George Bruce	3								
Kaiser-Francis Oil	PI		O	2007-08-09	C	97 - Autre	16 504	8.1746USD	26 245 672
			O	2007-08-09	C	97 - Autre	16 370	8.1746USD	26 262 042
			O	2007-08-09	C	97 - Autre	237 863	8.1746USD	26 499 905
			O	2007-08-09	C	97 - Autre	183 494	8.1746USD	26 683 399
Northbridge Financial Corporation									
Actions ordinaires									
Kostiw, Greg	7		O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(79)	33.1000	0
Northbridge ESPP	PI		O	2007-08-07	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	450	32.0400	876
			O	2007-08-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(800)	33.0775	76
Northern Financial Corporation									
Actions ordinaires									
Alboini, Victor Philip Mi	4, 7, 5		O	2007-08-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 837	0.8810	1 786 358
			O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.6700	1 796 358
			O	2007-08-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 500	0.6900	1 800 858
			O	2007-08-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 500	0.7800	1 809 358
			O	2007-08-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	17 000	0.7500	1 826 358

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
NOVA Chemicals Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Chornoboy, Douglas Michae	5		O	2007-08-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 837	0.8810	10 747
Pinkerton, Richard	7		O	2007-08-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 837	0.8810	49 747*
Noveko International inc.									
<i>Actions ordinaires Class A</i>									
Eckenrode, Beth Ann	7								
Held by Charles Sc	PI		O	2007-07-31	I	38 - Rachat ou annulation	14	39.4210USD	
			M	2007-07-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	14	39.4210USD	5 953
Nstein Technologies inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Brabant, Frederic	5		O	2007-07-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			38 461
NetCoder	PI		O	2007-07-30	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			7 530
<i>Options</i>									
Brabant, Frederic	5		O	2007-07-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-09	D	50 - Attribution d'options	100 000	1.1200	100 000
Mousseau, Louis	5		O	2007-08-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2007-08-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			150 000
NUVISTA ENERGY LTD.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Verge, Alexander G.	4, 5		O	2007-08-03	D	51 - Exercice d'options	(56 250)	6.3000	1 068 325
			O	2007-08-03	D	51 - Exercice d'options	56 250	6.3000	1 124 575
<i>Options</i>									
Dalman, Steven Jon	5		O	2007-08-14	D	51 - Exercice d'options	(8 125)	6.3000	203 750
			O	2007-08-14	D	51 - Exercice d'options	8 125	6.3000	211 875
			O	2007-08-14	D	53 - Attribution de bons de souscription	(5 000)	8.5000	
			M	2007-08-14	D	51 - Exercice d'options	(5 000)	8.5000	206 875
			O	2007-08-14	D	51 - Exercice d'options	5 000	8.5000	211 875
Oceanex Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Clarke Inc.	3		O	2007-07-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(188 200)	16.0000	755 350*
Oil Sands Sector Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Oil Sands Sector Fund	1		O	2007-08-13	D	38 - Rachat ou annulation	100	8.5400	100
			O	2007-08-13	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	8.5400	0
			O	2007-08-13	D	38 - Rachat ou annulation	200	8.5500	200
			O	2007-08-13	D	38 - Rachat ou annulation	(200)	8.5500	0
			O	2007-08-15	D	38 - Rachat ou annulation	300	8.4200	300
			O	2007-08-15	D	38 - Rachat ou annulation	(300)	8.4200	0
OilSands Canada Corporation									
<i>Parts</i>									
Brasseur, Murray	4, 5								
MFL Management Lim	PI		O	2007-08-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 100	9.5818	167 831
Oncolytics Biotech Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
BALL, DOUGLAS	4, 5		O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	1.7700	3 000

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
ONEX CORPORATION									
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>									
COCHRANE, WILLIAM ARTHUR	4		O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	1.8000	6 000
Dinning, James Francis	4		O	2007-08-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	1.6500	12 500
<i>Options</i>									
Heersink, Ewout R.	5		O	2007-08-15	D	38 - Rachat ou annulation	(36 000)	7.3000	100 000
			O	2007-08-15	D	38 - Rachat ou annulation	(80 000)	8.6125	20 000
Open Range Energy Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Griffith, David Mark	5		O	2007-08-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 600)	3.0000	78 400
Open Text Corporation									
<i>Actions ordinaires OTEX Common</i>									
Caisse de dépôt et placem	3		O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	32 200	19.2400	7 654 305
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100 000	18.8100	7 754 305
			O	2007-08-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	16 900	19.2600	7 771 205
OPTI Canada Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Goldstein, Randall	4		O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 000	22.7100USD	10 000
Osisko Exploration Ltée									
<i>Actions ordinaires</i>									
Burzynski, John Feliks	5		O	2007-08-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 300	4.9400	687 300
			O	2007-08-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	800	4.9900	688 100
			O	2007-08-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 000	5.3500	703 100
Osprey Media Income Fund									
<i>Parts</i>									
Scotia Merchant Capital C	3		O	2007-08-08	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, r	(12 967 378)	8.4500	0
SMC Equity Partner	PI		O	2007-08-08	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, r	(275 834)	8.4500	0
			O	2007-08-08	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, r	(213 093)	8.4500	0
Paragon Minerals Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Adamson, David William	4		O	2007-07-31	D	51 - Exercice d'options	(20 000)	0.6400	323 600
			O	2007-08-01	D	51 - Exercice d'options	(6 000)	0.6200	317 600
			O	2007-08-02	D	51 - Exercice d'options	(1 000)	0.6400	316 600
			O	2007-08-02	D	51 - Exercice d'options	(2 000)	0.5900	314 600
<i>Options</i>									
Adamson, David William	4		O	2007-07-31	D	51 - Exercice d'options	(20 000)		175 832
			O	2007-08-01	D	51 - Exercice d'options	(6 000)		169 832
			O	2007-08-01	D	51 - Exercice d'options	(1 000)		168 832
			O	2007-08-02	D	51 - Exercice d'options	(2 000)		166 832
Paramount Energy Trust									
<i>Parts de fiducie</i>									
Johnson, Randall	4		O	2007-08-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	800	8.5300	3 800
			O	2007-08-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	8.5600	4 000
Riddell, Clayton H.	4, 3								
Spouse	PI		O	2007-08-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	6 632	8.1500	392 726

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
PATHFINDER Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
PATHFINDER Income Fund	1		O	2007-07-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(39 000)	14.3500	8 177 559
			O	2007-08-01	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	14.1700	8 181 259
			O	2007-08-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(46 000)	14.2000	8 135 259
			O	2007-08-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(9 900)	14.2000	8 125 359
			O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(28 000)	14.2100	8 097 359
			O	2007-08-09	D	38 - Rachat ou annulation	1 700	14.1200	8 099 059
Penn West Energy Trust									
<i>Parts de fiducie</i>									
MIDDLETON, DAVID WILLIAM	7								
Diane Middleton	PI		O	2007-08-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 100)	32.1300	
			M	2007-08-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 100	32.1300	42 456
Peru Copper Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Stein, Paul Michael	5								
Beth Weingarden	PI		O	2007-08-03	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, r	(61 050)	6.6000	0
<i>Options</i>									
Stein, Paul Michael	5		O	2007-08-03	D	59 - Exercice au comptant	(200 000)	1.6500	0
PFB Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Carruthers, Bruce Malcolm	4, 5		O	2007-07-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			45 500
<i>Options</i>									
Carruthers, Bruce Malcolm	4, 5		O	2007-07-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-07-31	D	50 - Attribution d'options	25 000	9.5000	25 000
Chorlton, Bruce Whitham	5		O	2007-07-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-07-31	D	50 - Attribution d'options	20 000	9.5000	20 000
Hardy, Stephen Paul	5		O	2004-01-18	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-07-31	D	50 - Attribution d'options	25 000	9.5000	25 000
MacKenzie, Gregory Joseph	7		O	2007-07-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-07-31	D	50 - Attribution d'options	20 000	9.5000	20 000
Ortega, Ethelred Manuel	5		O	2007-07-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2007-07-31	D	50 - Attribution d'options	20 000	9.5000	20 000
Pinetree Capital Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Perry, Ronald S.	4	R	O	2007-07-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 100)	10.9000	22 700
		R	O	2007-07-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	10.9100	22 600
		R	O	2007-07-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 100)	10.9200	21 500
		R	O	2007-07-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	10.9300	21 200
Platinum Group Metals Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Jones, R. Michael	4, 5		O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	3.6600	343 165
Polaris Minerals Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Romero, Marco Antonio	4, 5		O	2007-08-13	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(21 722)		788 649
Potash Corporation of Saskatchewan Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
Chasez, Karen	7		O	2007-08-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50	73.6500USD	7 362*
Dowdle, Stephen	7								
spouse IRA	PI		O	2003-02-13	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-10	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	84.3000USD	300
Etienne, Mark	7		O	2007-08-13	D	51 - Exercice d'options	2 400	11.0000USD	3 651*
			O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 700)	88.7500USD	1 951*
			O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	88.7300USD	1 451*
			O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	88.7100USD	1 251*
Howe, Dallas J.	4		O	2007-08-07	D	51 - Exercice d'options	8 000	20.2500	44 000
			O	2007-08-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8 000)	91.5580	36 000
<i>Options Director Stock Options</i>									
Howe, Dallas J.	4		O	2007-08-07	D	51 - Exercice d'options	(8 000)	20.2500	89 200
<i>Options Employee Stock Options</i>									
Etienne, Mark	7		O	2007-08-13	D	51 - Exercice d'options	(2 400)	11.0000USD	50 226
PreMD Inc. (formerly IMI International M									
<i>Actions ordinaires</i>									
Norton, Brent Henry Barr	4, 5, 3								
Ivey Norton	PI		O	2007-08-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	1.7400	65 667*
<i>Options Post 1998 Options</i>									
Henriksen, Ronald	4		O	2006-07-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 000	2.9500	
			M	2006-07-06	D	50 - Attribution d'options	15 000	2.9500	45 000
		R	O	2007-05-24	D	50 - Attribution d'options	15 000	1.1000	60 000
Premier Gold Mines Limited									
<i>Options</i>									
Begeman, John A.	4		O	2007-08-09	D	50 - Attribution d'options	50 000	1.9500	
			M	2007-08-08	D	50 - Attribution d'options	50 000	1.9500	90 000
Cook, John Francis	4, 5		O	2007-08-09	D	50 - Attribution d'options	75 000	1.9500	
			M	2007-08-08	D	50 - Attribution d'options	75 000	1.9500	125 000
Downie, Ewan Stewart	4		O	2007-08-09	D	50 - Attribution d'options	100 000	1.9500	
			M	2007-08-08	D	50 - Attribution d'options	100 000	1.9500	300 000
Drake, Shaun Anthony	5		O	2007-08-09	D	50 - Attribution d'options	50 000	1.9500	
			M	2007-08-08	D	50 - Attribution d'options	50 000	1.9500	65 000
McGibbon, Stephen John	5		O	2007-08-09	D	50 - Attribution d'options	100 000	1.9500	
			M	2007-08-08	D	50 - Attribution d'options	100 000	1.9500	300 000
Pollock, John Arthur	4		O	2007-08-09	D	50 - Attribution d'options	50 000	1.9500	
			M	2007-08-08	D	50 - Attribution d'options	50 000	1.9500	90 000
Seaman, John	4, 5		O	2007-08-09	D	50 - Attribution d'options	75 000	1.9500	
			M	2007-08-08	D	50 - Attribution d'options	75 000	1.9500	175 000
Sinclair, Alistair Murray	4		O	2007-08-08	D	50 - Attribution d'options	50 000	1.9500	100 000
Premier Value Income Trust									
<i>Parts de fiducie</i>									
Premier Value Income Fund	1		O	2007-07-19	D	38 - Rachat ou annulation	14 000	10.6300	14 000
			O	2007-07-19	D	38 - Rachat ou annulation	(14 000)	10.6300	0
			O	2007-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	14 000	10.6800	14 000
			O	2007-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	(14 000)	10.6800	0
Prestige Telecom Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
<i>Initié</i>									
<i>Porteur inscrit</i>									
Carrier, Andre	5		O	2007-07-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2007-07-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			181 114
<i>Options</i>									
McFadden, Brian William	4, 5		O	2007-07-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			955 552
Primaris Retail Real Estate Investment T									
<i>Parts de fiducie</i>									
Cardy, Roland	4		O	2007-08-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	17.4400	9 500
Forbes, Louis	5		O	2007-08-13	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	518	19.1500	8 346
PROGRESS ENERGY TRUST									
<i>Parts de fiducie</i>									
Samis, Neil Herschel	5		O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	12.1500	46 502
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	12.1500	46 602
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 300	12.1900	48 902
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	12.2300	49 102
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 300	12.2300	50 402
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	600	12.2300	51 002
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	12.2300	51 402
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	12.1000	51 602
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	12.1100	51 802
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	12.1500	52 202
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	12.1500	52 302
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 600	12.1500	53 902
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	700	12.0900	54 602
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	12.0900	54 802
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	12.0900	55 002
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 400	12.1000	56 402
ProspEx Resources Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Savidant, Stephen James	4		O	2007-08-13	D	47 - Acquisition ou aliénation par don	(15 300)	3.6500	1 053 462
PRO-VEST GROWTH & INCOME FUND									
<i>Parts de fiducie</i>									
Pro-Vest Growth & Income	1		O	2007-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	13.0400	10 000
			O	2007-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	(10 000)	13.0400	0
Pure Energy Services Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
WILKINSON, ROBERT	4		O	2007-08-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	6.5000	20 000
QLT Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
JANA Partners LLC	3		O	2007-08-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100 200)	6.2900USD	8 627 119
			O	2007-08-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(472)	6.3400USD	8 626 647
			O	2007-08-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(422 156)	6.0200USD	8 204 491
			O	2007-08-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(9 520)	6.1100USD	8 194 971
			O	2007-08-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(89 410)	5.9100USD	8 105 561
			O	2007-08-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(34 000)	5.9200USD	8 071 561
			O	2007-08-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(60 569)	5.8400USD	8 010 992
			O	2007-08-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(208 200)	5.6800USD	7 802 792
			O	2007-08-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(250 000)	5.5700USD	7 552 792

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2007-08-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(9 101)	5.6000USD	7 543 691
			O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100 000)	5.4600USD	7 443 691
			O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(65 700)	5.4700USD	7 377 991
			O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(9 200)	5.4900USD	7 368 791
			O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 600)	5.5400USD	7 363 191
Quest Capital Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Sinclair, Alistair Murray	4, 5		O	2007-08-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	34 600	2.2600	1 048 097
R.P.M. Tech inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
R.P.M. Tech inc.	1		O	2007-08-07	D	38 - Rachat ou annulation	300	1.1400	300
			O	2007-08-07	D	38 - Rachat ou annulation	(300)		0
			O	2007-08-08	D	38 - Rachat ou annulation	200	1.1400	200
			O	2007-08-08	D	38 - Rachat ou annulation	(200)		0
Real Resources Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Burger, Francois	4, 5		O	2007-08-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(18 900)	8.4317	142 394
Droppo, Dallas	4		O	2007-08-16	D	51 - Exercice d'options	37 500	4.4500	82 950
			O	2007-08-16	D	51 - Exercice d'options	12 500	6.9800	95 450
<i>Options</i>									
Droppo, Dallas	4		O	2007-08-16	D	51 - Exercice d'options	(37 500)	4.4500	17 500
			O	2007-08-16	D	51 - Exercice d'options	(12 500)	6.9800	5 000
			O	2007-08-16	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)		0
Muller, Frank Peter	5	R	O	2007-03-16	D	51 - Exercice d'options	20 000		
			M	2007-03-16	D	51 - Exercice d'options	(20 000)		266 250
Research In Motion Limited									
<i>Actions ordinaires</i>									
Bawa, Frenny	5		O	2006-06-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-03	D	51 - Exercice d'options	1 500	71.3800	1 500
			O	2007-08-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(900)	236.0000	600
			O	2007-08-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	235.9900	500
			O	2007-08-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	235.8300	0
Hind, Hugh	5		O	2007-08-09	D	51 - Exercice d'options	8 000	11.7850	8 000
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 400)	234.0000	1 600
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	234.1700	1 400
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	234.2100	1 300
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	234.2200	800
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	234.2700	700
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	234.2800	600
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	234.3000	200
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	234.3100	0
McDowell, Jeffrey Wayne	5		O	2006-09-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-08	D	51 - Exercice d'options	200	17.1250	200
			O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	237.1200	0
McLennan, Craig Arthur	5	R	O	2006-07-10	D	51 - Exercice d'options	1 000	11.3500	1 000
			O	2007-07-10	D	51 - Exercice d'options	600	12.9700	
		R	M	2006-07-10	D	51 - Exercice d'options	600	12.9700	1 600

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
		R	O	2006-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 300)	76.0900	300
		R	O	2006-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	76.0800	0
			O	2007-08-09	D	51 - Exercice d'options	2 000	70.7500	2 000
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(800)	238.1200	1 200
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	238.1400	1 100
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	238.1600	1 000
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	238.2100	500
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	238.2400	300
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	238.3600	100
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	238.3900	0
Witteveen, Roger Andrew	5		O	2007-08-08	D	51 - Exercice d'options	4 000	43.7500	4 000
			O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	237.2100	3 600
			O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	237.2200	3 100
			O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	237.3000	2 900
			O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	237.3600	2 800
			O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	237.3700	2 700
			O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	237.3800	2 600
Wormald, Chris	5		O	2007-04-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-08	D	51 - Exercice d'options	1 000	27.5450	1 000
			O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	237.1700	600
			O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	237.2700	300
			O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	237.2900	200
			O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	237.3100	0
<i>Options</i>									
Bawa, Frenny	5		O	2007-08-03	D	51 - Exercice d'options	(1 500)	71.3800	6 000
Hind, Hugh	5		O	2007-08-09	D	51 - Exercice d'options	(8 000)	11.7850	24 000
McDowell, Jeffrey Wayne	5		O	2007-08-08	D	51 - Exercice d'options	(200)	17.1250	5 800
McLennan, Craig Arthur	5	R	O	2006-07-10	D	51 - Exercice d'options	(1 000)	11.3500	15 600
		R	O	2006-07-10	D	51 - Exercice d'options	(600)	12.9700	15 000
			O	2007-08-09	D	51 - Exercice d'options	(2 000)	70.7500	6 600
Witteveen, Roger Andrew	5		O	2007-08-08	D	51 - Exercice d'options	(4 000)	43.7500	36 000
Wormald, Chris	5		O	2007-08-08	D	51 - Exercice d'options	(1 000)	27.5450	9 500
Ressources Cadiscor Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Bouchard, Michel	4, 5		O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 500	0.6800	27 500
			O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	0.6900	28 000
			O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	0.6200	29 000
Ressources Cartier inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Cloutier, Philippe	4, 5		O	2007-05-31	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 500	1.0000	4 500
Ressources Conway inc.									
<i>Options</i>									
Tessier, André C.	4		O	2007-08-07	D	50 - Attribution d'options	350 000		600 000
Ressources Dianor Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Soares, Octavio	4		O	2007-08-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 000	0.5000	288 000
Ressources Gold Hawk inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Bub, Gordon	4, 5		O	2007-08-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	12 500	0.5900	4 036 662*
Ressources Golden Goose Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Lacoste, Jean-Marc	4								
REER	PI		O	2007-08-14	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 500	0.7000	1 279 500*
			O	2007-08-14	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.6600	1 284 500*
			O	2007-08-14	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	11 500	0.6500	1 296 000*
			O	2007-08-16	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 000	0.5600	1 300 000*
<i>Options</i>									
Hunter, Douglas	5		O	2007-08-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-06	D	50 - Attribution d'options	150 000	1.0000	150 000
Ressources Melkior Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Eskelund-Hansen, Jens	4		O	2007-08-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	76 500	0.2550	4 933 812
Ressources Pershimco inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Bureau, Roger	4, 5, 3		O	2007-08-13	D	51 - Exercice d'options	250 000	0.1500	887 085
curtis, Michael Charles P	5		O	2007-08-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			18 500
<i>Options</i>									
Bureau, Roger	4, 5, 3		O	2007-08-13	D	51 - Exercice d'options	(250 000)		550 000
Ressources Plexmar Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Labbé, Pierre	5		O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	51 000	0.2350	101 000
			O	2007-08-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	49 000	0.2500	150 000
Ressources Searchgold Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Tremblay, Denis	4, 5								
AGM Corporate Serv	PI		O	2007-08-15	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 000	0.1200	1 719 000
			O	2007-08-15	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 000	0.1250	1 725 000
Denis Tremblay REE	PI		O	2007-08-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	9 000	0.1550	326 350
Rogers Communications Inc.									
<i>Actions sans droit de vote Class B</i>									
Rogers, Melinda M.	4, 6, 5								
MMR Investments Li	PI		O	2003-05-16	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2007-07-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	260	47.6500	260
Sanderson, Eric George	7		O	2007-08-13	D	51 - Exercice d'options	26 400	12.7400	68 872
			O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(26 400)	46.3760	42 472
<i>Options</i>									
Sanderson, Eric George	7		O	2007-08-13	D	51 - Exercice d'options	(26 400)	12.7400	7 900
<i>Stock Appreciation Rights</i>									
Sanderson, Eric George	7		O	2007-08-13	D	38 - Rachat ou annulation	(26 400)		7 900
Royal Host Real Estate Investment Trust									
<i>Débiteures convertibles Series A 7.90</i>									
ROYAL HOST REAL ESTATE IN	1		O	2007-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 23 000.00	121.0000	\$ 23 000.00*

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2007-07-16	D	38 - Rachat ou annulation	(\$ 23 000.00)		\$ 0.00
			O	2007-07-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 3 000.00	121.0000	\$ 3 000.00*
			O	2007-07-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 47 000.00	120.5000	\$ 50 000.00*
			O	2007-07-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 305 000.00	120.1000	\$ 355 000.00*
			O	2007-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	(\$ 50 000.00)		\$ 305 000.00*
			O	2007-07-30	D	38 - Rachat ou annulation	(\$ 305 000.00)		\$ 0.00
<i>Débiteures convertibles Series B 6.00</i>									
ROYAL HOST REAL ESTATE IN	1		O	2007-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 250 000.00	106.5000	\$ 436 500.00*
			O	2007-07-13	D	38 - Rachat ou annulation	(\$ 186 500.00)		\$ 250 000.00*
			O	2007-07-13	D	38 - Rachat ou annulation	(\$ 250 000.00)		\$ 0.00
			O	2007-07-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 32 000.00	105.7500	\$ 32 000.00*
			O	2007-07-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 55 000.00	104.9500	\$ 87 000.00*
			O	2007-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	(\$ 32 000.00)		\$ 55 000.00*
			O	2007-07-27	D	38 - Rachat ou annulation	(\$ 55 000.00)		\$ 0.00
			O	2007-07-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 25 000.00	102.5000	\$ 25 000.00*
<i>Débiteures convertibles Series C 6.25</i>									
ROYAL HOST REAL ESTATE IN	1		O	2007-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 25 000.00	104.5000	\$ 25 000.00*
			O	2007-07-15	D	38 - Rachat ou annulation	(\$ 25 000.00)		\$ 0.00
<i>Parts de fiducie</i>									
ROYAL HOST REAL ESTATE IN	1		O	2007-07-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 187	7.2500	347 887*
			O	2007-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	(218 187)		196 400*
			O	2007-07-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	66 700	7.2500	414 587*
			O	2007-07-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	34 800	7.2500	231 200*
			O	2007-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	(129 700)		101 500*
			O	2007-07-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 100	7.2500	102 600*
			O	2007-07-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	74 000	7.2500	176 600*
			O	2007-07-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	183 000	7.1800	359 600*
			O	2007-08-02	D	38 - Rachat ou annulation	(359 600)		0
Rubicon Minerals Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Adamson, David William	4, 5		O	2007-08-02	D	51 - Exercice d'options	175 000	0.6500	380 100
Reid, David Robert	4		O	2007-08-03	D	51 - Exercice d'options	175 000	0.6500	346 800
<i>Options</i>									
Adamson, David William	4, 5		O	2007-08-02	D	51 - Exercice d'options	(175 000)	0.6500	375 000
Reid, David Robert	4		O	2007-08-03	D	51 - Exercice d'options	(175 000)	0.6500	250 000
Santoy Resources Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Netolitzky, Ronald Kort	4, 5		O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	12 000	0.6300	2 837 263
			O	2007-08-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	88 000	0.6500	2 925 263
Saputo Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Bérard, André	4		O	2007-08-08	D	51 - Exercice d'options	2 000	8.5000	10 125
Lamarre, Michel	5		O	2007-08-08	D	51 - Exercice d'options	2 300	22.5000	3 650
			O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 300)	50.5113	1 350

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
Options									
Bérard, André	4		O	2007-08-08	D	51 - Exercice d'options	(2 000)	8.5000	10 000
Lamarre, Michel	5		O	2007-08-08	D	51 - Exercice d'options	(2 300)	22.5000	36 411
Saskatchewan Wheat Pool Inc.									
Actions ordinaires									
Hallborg, Kevin	4		O	2007-06-21	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Sentry Select China Fund									
Parts									
Driscoll, John Fenbar	4, 7, 5								
JF Driscoll Invest	PI		O	2007-08-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(19 000)	9.4500	83 100
Sentry Select Commodities Income Trust									
Parts de fiducie									
Sentry Select Commodities	1		O	2007-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	15 000	8.9900	15 000
			O	2007-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	(15 000)	8.9900	0
Sentry Select Diversified Income Trust									
Parts de fiducie									
Driscoll, John Fenbar	4, 7, 5								
Merrilyn Driscoll	PI		O	2007-08-14	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 148	5.3100	43 222
Sentry Select Focused Growth & Income Tr									
Parts de fiducie									
Sentry Select Focused Gro	1		O	2007-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	7 000	10.4800	7 000
			O	2007-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	(7 000)	10.4800	0
			O	2007-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	7 000	10.7543	7 000
			O	2007-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	(7 000)	10.7543	0
			O	2007-07-19	D	38 - Rachat ou annulation	7 000	10.9955	7 000
			O	2007-07-19	D	38 - Rachat ou annulation	(7 000)	10.9955	0
			O	2007-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	7 000	11.1289	7 000
			O	2007-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	(7 000)	11.1289	0
Sentry Select MBS Adjustable Rate Income									
Parts									
Sentry Select MBS Adjusta	1		O	2007-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	20 800	6.8193	20 800
			O	2007-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	(20 800)	6.8193	0
			O	2007-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	20 000	6.7668	20 000
			O	2007-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	(20 000)	6.7668	0
			O	2007-07-19	D	38 - Rachat ou annulation	16 600	6.6448	16 600
			O	2007-07-19	D	38 - Rachat ou annulation	(16 600)	6.6448	0
			O	2007-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	4 700	6.7395	4 700
			O	2007-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	(4 700)	6.7395	0
SHAW COMMUNICATIONS INC.									
Actions ordinaires Class "A" Voting									
Bissonnette, Peter	5		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	20 000		40 000
BURNS, ADRIAN	4		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	1 300		2 600
Dinning, James Francis	4		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	1 000		2 000
Joyce, Ronald V.	4								
Jetport Inc.	PI		O	2007-07-30	I	37 - Division ou regroupement d'actions	50 000		100 000
Mazankowski, Donald F.	4		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	1 000		2 000
Medd, Terrence	5		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	100		200

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
<i>Initié</i>									
<i>Porteur inscrit</i>									
O'Brien, Michael Wilfrid	4		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	5 000		10 000
Roozen, Harold	4		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	5 000		10 000
Cathton Holdings L	PI		O	2007-07-30	I	37 - Division ou regroupement d'actions	1 030 000		2 060 000
Royer, Jeffrey	4								
RRSP - Julia Conwa	PI		O	2007-07-30	I	37 - Division ou regroupement d'actions	50 000		100 000
Sparkman, JC	4		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	5 000		10 000
Yuill, Willard	4		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	5 000		10 000
The Monarch Corpor	PI		O	2007-07-30	I	37 - Division ou regroupement d'actions	400		800
<i>Actions sans droit de vote Class "B"</i>									
Avis, Deb	5		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	3 348		6 696
ESPP	PI		O	2007-07-30	I	37 - Division ou regroupement d'actions	1 234		2 468
RRSP	PI		O	2007-07-30	I	37 - Division ou regroupement d'actions	1 400		2 800
Bachand, Paul	5		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	1 000		2 000
Bissonnette, Peter	5		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	60 463		120 926
Brazeau, Jean	5								
Employee Share Pur	PI		O	2007-07-30	I	37 - Division ou regroupement d'actions	381		762
BURNS, ADRIAN	4		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	1 700		3 400
RRSP	PI		O	2007-07-30	I	37 - Division ou regroupement d'actions	1 300		2 600
Cummins, Jim	5		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	3 079		6 158
			O	2007-07-30	I	37 - Division ou regroupement d'actions	2 234		4 468
D'Avella, Michael	5		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	92 671		185 342
Denise & Victoria	PI		O	2007-07-30	I	37 - Division ou regroupement d'actions	17 120		34 240
Employee Share Pur	PI		O	2007-07-30	I	37 - Division ou regroupement d'actions	602		1 204
Rosemarie D'Avella	PI		O	2007-07-30	I	37 - Division ou regroupement d'actions	38 143		76 286
Dinning, James Francis	4		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	3 150		6 300
Elbow Holdings Inc	PI		O	2007-07-30	I	37 - Division ou regroupement d'actions	1 350		2 700
Donnici, Shannon	5		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	3 467		6 934
RRSP - Shannon Don	PI		O	2007-07-30	I	37 - Division ou regroupement d'actions	1 479		2 958
Ferras, Michael	5								
Employee Share Pur	PI		O	2007-07-30	I	37 - Division ou regroupement d'actions	20		40
RRSP	PI		O	2007-07-30	I	37 - Division ou regroupement d'actions	100		200
Fletcher, Donald	5		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	13 200		26 400
ESPP	PI		O	2007-07-30	I	37 - Division ou regroupement d'actions	28		56
Hall, Michael	7								
Spousal RSP	PI		O	2007-07-30	I	37 - Division ou regroupement d'actions	283		566
Ham, Michael	5		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	7 200		14 400
Employee Share Pur	PI		O	2007-07-30	I	37 - Division ou regroupement d'actions	1 588		3 176
Johnson, Peter	5		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	8 210		16 420
			O	2007-07-30	I	37 - Division ou regroupement d'actions	2 862		5 724
Joyce, Ronald V.	4		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	2 000		
			M	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	12 000		24 000
			O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	22 800	24.2500	46 800
Jetport Holdings I	PI		O	2007-07-30	I	37 - Division ou regroupement d'actions	800 300		1 600 600
Jetport Inc.	PI		O	2007-07-30	I	37 - Division ou regroupement d'actions	7 120 998		14 241 996
			O	2007-08-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	24.0000	14 250 996
			O	2007-08-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 000	23.2200	14 248 996
			O	2007-08-14	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	59 100	22.9400	14 310 096

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2007-08-15	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	9 900	22.4600	14 319 996
Kernahan, Cam	5								
ESPP	PI		O	2007-07-30	I	37 - Division ou regroupement d'actions	1 200		2 400
Ki, Wai	5		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	603		1 206
			O	2007-08-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	24.4000	2 206
Employee Share Pur	PI		O	2007-07-30	I	37 - Division ou regroupement d'actions	218		436
RRSP	PI		O	2007-07-30	I	37 - Division ou regroupement d'actions	825		1 650
RRSP (Connie Ki)	PI		O	2007-07-30	I	37 - Division ou regroupement d'actions	493		986
Mazankowski, Donald F.	4		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	6 000		12 000
Medd, Terrence	5		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	19 918		39 836
Employee Share Pur	PI		O	2007-07-30	I	37 - Division ou regroupement d'actions	2 463		4 926
MEHR, JEFFREY	5		O	2007-07-30	I	37 - Division ou regroupement d'actions	935		1 870
O'Brien, Michael Wilfrid	4		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	6 500		13 000
Park, Alex	5		O	2007-07-30	I	37 - Division ou regroupement d'actions	4 261		8 522
Media Park Inc.	PI		O	2007-07-30	I	37 - Division ou regroupement d'actions	10 000		20 000
Patterson, Colin	5								
Employee Share Pur	PI		O	2007-07-30	I	37 - Division ou regroupement d'actions	3 147		6 294
Pizante, Gary	5		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	998		1 996
			O	2007-07-30	I	37 - Division ou regroupement d'actions	322		644
RRSP - Gary Pizant	PI		O	2007-07-30	I	37 - Division ou regroupement d'actions	1 948		3 896
Porter, Mark	5								
ESPP	PI		O	2007-07-30	I	37 - Division ou regroupement d'actions	57		114
Pultz, Greg	5		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	27		54
Employee Share Pur	PI		O	2007-07-30	I	37 - Division ou regroupement d'actions	190		380
RRSP	PI		O	2007-07-30	I	37 - Division ou regroupement d'actions	3 901		7 802
Rathwell, Cynthia	5								
Employee Share Pur	PI		O	2007-07-30	I	37 - Division ou regroupement d'actions	681		1 362
Roozen, Harold	4		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	50 765		101 530
Cathton Holdings L	PI		O	2007-07-30	I	37 - Division ou regroupement d'actions	4 674 254		9 348 508
Rocor Holdings Ltd	PI		O	2007-07-31	I	37 - Division ou regroupement d'actions	10 000		20 000
Royer, Jeffrey	4								
Heritage Trust	PI		O	2007-07-30	I	37 - Division ou regroupement d'actions	50 000		100 000
RRSP - Julia Conwa	PI		O	2007-07-30	I	37 - Division ou regroupement d'actions	450 000		900 000
Sparkman, JC	4		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	12 000		24 000
Joint Account	PI		O	2007-07-30	I	37 - Division ou regroupement d'actions	17 200		34 400
Stacic, Zoran	5								
Employee Share Pur	PI		O	2007-07-30	I	37 - Division ou regroupement d'actions	1 018		2 036
Steiger, Dennis	5								
ESPP	PI		O	2007-07-30	I	37 - Division ou regroupement d'actions	3		6
RRSP	PI		O	2007-07-30	I	37 - Division ou regroupement d'actions	1 200		2 400
Stein, Ken C.	5		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	39 576		79 152
Employee Share Pur	PI		O	2007-07-30	I	37 - Division ou regroupement d'actions	9 154		18 308
Stuart, Ellamarja Elizabe	5								
ESPP	PI		O	2007-07-30	I	37 - Division ou regroupement d'actions	65		130
Vogel, Carl E.	4								
Badger Investments	PI		O	2007-07-30	I	37 - Division ou regroupement d'actions	35 000		70 000
Wilson, Stephen	5		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	20 000		40 000

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Options									
Avis, Deb	5		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	40 000		80 000
Bachand, Paul	5		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	1 000		2 000
Bissonnette, Peter	5		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	150 000		300 000
Brazeau, Jean	5		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	100 000		200 000
BURNS, ADRIAN	4		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	10 000		20 000
Cummins, Jim	5		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	50 000		100 000
D'Avella, Michael	5		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	66 668		133 336
Dinning, James Francis	4		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	10 000		20 000
Donnici, Shannon	5		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	30 000		60 000
Ferras, Michael	5		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	24 000		48 000
Fletcher, Donald	5		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	15 000		30 000
Hall, Michael	7		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	10 000		30 000
			O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	10 000		40 000
Ham, Michael	5		O	2007-07-31	D	37 - Division ou regroupement d'actions	41 801		83 602
Johnson, Peter	5		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	40 000		80 000
Keating, Gregory John	4		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	10 000		20 000
Kernahan, Cam	5		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	40 000		80 000
Ki, Wai	5		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	25 000		50 000
Mazankowski, Donald F.	4		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	10 000		20 000
McEwen, Doug	5		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	20 000		40 000
Medd, Terrence	5		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	40 000		80 000
MEHR, JEFFREY	5		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	40 000		80 000
O'Brien, Michael Wilfrid	4		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	10 000		20 000
Park, Alex	5		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	30 000		60 000
Patterson, Colin	5		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	25 000		50 000
Pizante, Gary	5		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	12 000		24 000
Porter, Mark	5		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	100 000		200 000
Pultz, Greg	5		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	36 668		73 336
Rathwell, Cynthia	5		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	20 500		41 000
Roozen, Harold	4		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	10 000		20 000
Royer, Jeffrey	4		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	10 000		20 000
Sparkman, JC	4		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	10 000		20 000
Stakic, Zoran	5		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	40 000		80 000
Steiger, Dennis	5		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	20 000		40 000
Stein, Ken C.	5		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	100 000		200 000
Stuart, Ellamarja Elizabe	5		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	25 000		50 000
Vogel, Carl E.	4		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	10 000		20 000
Wilson, Stephen	5		O	2007-07-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	100 000		200 000
ShawCor Ltee									
<i>Actions à droit de vote subalterne Class A</i>									
Goodridge, Douglas Verne	5		O	2007-08-10	D	51 - Exercice d'options	4 000	17.5000	14 000

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Options Class A									
Goodridge, Douglas Verne	5		M	2003-08-15	D	51 - Exercice d'options	(2 400)		46 800
			M	2004-12-21	D	51 - Exercice d'options	(2 400)	11.3100	44 400*
			O	2003-05-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2003-05-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			49 200
			M	2005-06-13	D	51 - Exercice d'options	(2 400)	12.2500	52 000
			M	2005-08-11	D	51 - Exercice d'options	(10 000)	17.9100	42 000
			M	2006-02-28	D	50 - Attribution d'options	10 000	16.9000	47 200
			M	2006-11-08	D	51 - Exercice d'options	(20 000)	17.9100	24 800
			O	2007-08-10	D	51 - Exercice d'options	(4 000)	34.2200	20 400
Options Units - Class A									
Goodridge, Douglas Verne	5	R	O	2003-08-15	D	51 - Exercice d'options	(2 400)		
			M	2003-08-15	D	51 - Exercice d'options	(2 400)		
			O	2004-12-21	D	51 - Exercice d'options	(2 400)	11.3100	
			O	2005-06-13	D	51 - Exercice d'options	(2 400)	12.2500	
			O	2005-08-11	D	51 - Exercice d'options	(10 000)	17.9100	
			O	2006-02-28	D	50 - Attribution d'options	10 000	16.9000	
			O	2006-11-08	D	51 - Exercice d'options	(20 000)	17.9100	
Sherritt International Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Danelesko, Robert Theodor	5		O	2007-08-08	D	51 - Exercice d'options	50 000	7.4000	56 250
			O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50 000)	15.8803	6 250
<i>Options</i>									
Allingham, Ian	5		O	2007-08-03	D	51 - Exercice d'options	(8 333)	10.7100	41 667
Danelesko, Robert Theodor	5		O	2007-08-08	D	51 - Exercice d'options	(50 000)	7.4000	50 000
Sherwood Copper Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Berzins, Ian Martin	7		O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 200	6.3800	8 600*
			O	2007-08-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 500	6.0930	10 100*
Crombie, James A.	4		O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	6.5000	52 500
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 800)	6.4900	41 700
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	6.4700	36 700
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	6.4000	31 700
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	6.4200	26 700
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(13 200)	6.4500	13 500
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	6.4600	12 500
Hudson, Roy Harry	4		O	2007-08-14	D	51 - Exercice d'options	50 000	1.0000	65 000*
			O	2007-08-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(47 000)	6.0600	18 000*
			O	2007-08-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 000)	6.1000	15 000*
<i>Options</i>									
Hudson, Roy Harry	4		O	2007-08-09	D	50 - Attribution d'options	20 000	5.2500	170 000*
			O	2007-08-14	D	51 - Exercice d'options	(50 000)	1.0000	120 000*
Sierra Wireless, Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Ardelan, Michael James	7		O	2007-08-10	D	51 - Exercice d'options	2 302	12.7400USD	2 771
			O	2007-08-10	D	51 - Exercice d'options	312	8.9900USD	3 083
			O	2007-08-10	D	51 - Exercice d'options	434	8.8400USD	3 517

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2007-08-10	D	51 - Exercice d'options	2 750	15.6500USD	6 267
			O	2007-08-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 798)	20.0000USD	469
Schieler, August Daniel	7		O	2007-08-07	D	51 - Exercice d'options	1 375	8.6700USD	2 420
			O	2007-08-07	D	51 - Exercice d'options	938	8.8400USD	3 358
			O	2007-08-07	D	51 - Exercice d'options	2 687	8.9900USD	6 045
			O	2007-08-07	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(1 375)	8.6700USD	4 670
			O	2007-08-07	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(938)	8.8400USD	3 732
			O	2007-08-07	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(2 687)	8.9900USD	1 045
The Schieler Revoc	PI		O	2007-08-07	I	90 - Changements relatifs à la propriété	1 375	8.6700USD	1 375
			O	2007-08-07	I	90 - Changements relatifs à la propriété	938	8.8400USD	2 313
			O	2007-08-07	I	90 - Changements relatifs à la propriété	2 687	8.9900USD	5 000
			O	2007-08-07	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	21.8100USD	0
Speakman, Gregory Joseph	5		O	2007-08-13	D	51 - Exercice d'options	2 000	3.3800	3 180
			O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	22.2700	1 180
<i>Options</i>									
Ardelan, Michael James	7		O	2007-08-10	D	51 - Exercice d'options	(2 302)		19 902
			O	2007-08-10	D	51 - Exercice d'options	(312)		19 590
			O	2007-08-10	D	51 - Exercice d'options	(434)		19 156
			O	2007-08-10	D	51 - Exercice d'options	(2 750)		16 406
		R	O	2007-06-08	D	50 - Attribution d'options	5 000		22 204
O'Brien, Michael Darren	7	R	O	2007-06-08	D	50 - Attribution d'options	5 000		26 815
Schieler, August Daniel	7		O	2007-08-07	D	51 - Exercice d'options	(1 375)		72 333
			O	2007-08-07	D	51 - Exercice d'options	(938)		71 395
			O	2007-08-07	D	51 - Exercice d'options	(2 687)		68 708
Speakman, Gregory Joseph	5		O	2007-08-13	D	51 - Exercice d'options	(2 000)		23 053
Silver Wheaton Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Hazelton, Rohan	7		O	2007-08-09	D	51 - Exercice d'options	21 000	3.2500	21 000
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(21 000)	14.2297	0
Rogers, Paula	5		O	2007-08-09	D	51 - Exercice d'options	10 000	3.2500	10 000
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	14.2200	0
<i>Options</i>									
Hazelton, Rohan	7		O	2007-08-09	D	51 - Exercice d'options	(21 000)	3.2500	0
Rogers, Paula	5		O	2007-08-09	D	51 - Exercice d'options	(10 000)	3.2500	20 000
Societe Aurifere Barrick									
<i>Actions ordinaires</i>									
Brown, Michael	5		O	2007-08-13	D	51 - Exercice d'options	375	23.8500	375
			O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(375)	36.0000	0
			O	2007-08-13	D	51 - Exercice d'options	10 000	23.8000USD	10 000
			O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	34.0180USD	5 000
			O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	33.9700USD	4 900
			O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 700)	33.9540USD	1 200
			O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	33.9600USD	1 000
			O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	33.9500USD	0
Doores, Brad Leslie	5		O	2007-08-10	D	51 - Exercice d'options	10 000	25.9500	10 000
			O	2007-08-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(9 500)	36.8300	500
			O	2007-08-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	36.8200	400

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
<i>Initié</i>									
<i>Porteur inscrit</i>									
			O	2007-08-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	36.8100	0
Dushnisky, Kelvin Paul Mi	5		O	2007-08-10	D	51 - Exercice d'options	7 500	29.6000	7 500
			O	2007-08-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	36.2700	7 400
			O	2007-08-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(900)	36.2600	6 500
			O	2007-08-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	36.2300	5 500
			O	2007-08-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 300)	36.2200	4 200
			O	2007-08-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 800)	36.2000	2 400
			O	2007-08-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	36.2500	1 800
			O	2007-08-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 500)	36.1800	300
			O	2007-08-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	36.1500	0
			O	2007-08-10	D	51 - Exercice d'options	25 000	24.3200USD	25 000
			O	2007-08-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(25 000)	34.5000USD	0
Joannou, Georgios	5		O	2006-11-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-08	D	51 - Exercice d'options	3 750	23.8000USD	3 750
			O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	34.1300USD	3 450
			O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 850)	34.0800USD	600
			O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	34.0840USD	0
McDonough, John Thomas	5		O	2007-08-08	D	51 - Exercice d'options	20 000	23.8500	20 000
			O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(20 000)	35.5800	0
			O	2007-08-08	D	51 - Exercice d'options	20 000	25.9500	20 000
			O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(20 000)	35.5800	0
			O	2007-08-08	D	51 - Exercice d'options	30 000	29.6000	30 000
			O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(30 000)	36.0000	0
			O	2007-08-08	D	51 - Exercice d'options	20 000	23.8000USD	20 000
			O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(20 000)	34.0000USD	0
Munk, Anthony	4		O	2007-08-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50 000)	36.2500	55 000
O'ROURKE, JAMES CALVIN	5		O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 978)	34.0000USD	0
<i>Options Amended Stock Option Plan 2002</i>									
Brown, Michael	5		O	2007-08-13	D	51 - Exercice d'options	(375)	23.8500	0
Doores, Brad Leslie	5		O	2007-08-10	D	51 - Exercice d'options	(10 000)	25.9500	80 000
Dushnisky, Kelvin Paul Mi	5		O	2007-08-10	D	51 - Exercice d'options	(7 500)	29.6000	
			M	2007-08-10	D	51 - Exercice d'options	(7 500)	29.6000	17 500
McDonough, John Thomas	5		O	2007-08-08	D	51 - Exercice d'options	(20 000)	23.8500	60 000
			O	2007-08-08	D	51 - Exercice d'options	(20 000)	25.9500	40 000
			O	2007-08-08	D	51 - Exercice d'options	(30 000)	29.6000	10 000
<i>Options Stock Option Plan (2004)</i>									
Brown, Michael	5		O	2007-08-13	D	51 - Exercice d'options	(10 000)	23.8000USD	25 000
Dushnisky, Kelvin Paul Mi	5		O	2007-08-10	D	51 - Exercice d'options	(25 000)	24.3200USD	176 923
Joannou, Georgios	5		O	2007-08-08	D	51 - Exercice d'options	(3 750)	23.8000USD	21 250
McDonough, John Thomas	5		O	2007-08-08	D	51 - Exercice d'options	(20 000)	23.8000USD	70 000
Société financière IGM Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Cunningham, Philip	7								
MRS RSP Account	PI		O	2007-08-08	C	35 - Dividende en actions	110	52.5700	
			M	2007-08-09	C	35 - Dividende en actions	110	52.5700	
			M'	2007-08-03	C	35 - Dividende en actions	110	52.5700	2 046
MRS Spouse's RSP A	PI		O	2007-08-09	C	35 - Dividende en actions	7	52.6700	

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			M	2007-08-03	C	35 - Dividende en actions	7	52.6700	180
Meehan, Stephen J.	7, 8								
JDI Bancorp Inc.	PI		O	2007-08-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 500)	54.4640	42 144
			O	2007-08-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	54.6000	40 144
			O	2007-08-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 372)	54.6200	38 772
Société Financière Manuvie									
<i>Actions ordinaires</i>									
Rowe, Jennifer	7		O	2007-07-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	3		523
SR Telecom Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
DDJ Capital Management, L	3								
B IV CAPITAL PARTN	PI		O	2007-08-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(21 358)	0.0900	
			M	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(21 358)	0.0900	
			M'	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(21 358)	0.0900	169 692 752
			O	2007-08-07	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(77 990)	0.0854	169 614 762
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(39 221)	0.0857	169 575 541
			O	2007-08-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(22 458)	0.0850	169 553 083
			O	2007-08-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(57 861)	0.0770	169 495 222
			O	2007-08-13	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(25 630)	0.0750	169 469 592
			O	2007-08-14	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(66 016)	0.0706	169 403 576
			O	2007-08-15	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(35 597)	0.0717	169 367 979
DDJ HIGH YIELD FUN	PI		O	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 904)	0.0900	
			M	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 904)	0.0900	54 854 783
			O	2007-08-07	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(25 211)	0.0854	54 829 572
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(12 679)	0.0857	54 816 893
			O	2007-08-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 260)	0.0850	54 809 633
			O	2007-08-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(18 704)	0.0770	54 790 929
			O	2007-08-13	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8 285)	0.0750	54 782 644
			O	2007-08-14	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(21 340)	0.0706	54 761 304
			O	2007-08-15	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(11 507)	0.0717	54 749 797
THE OCTOBER FUND,	PI		O	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 182)	0.0900	
			M	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 182)	0.0900	25 279 929
			O	2007-08-07	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(11 618)	0.0854	25 268 311
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 843)	0.0857	25 262 468
			O	2007-08-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 346)	0.0850	25 259 122
			O	2007-08-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8 620)	0.0770	25 250 502
			O	2007-08-13	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 818)	0.0750	25 246 684
			O	2007-08-14	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(9 835)	0.0706	25 236 849
			O	2007-08-15	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 303)	0.0717	25 231 546
Two Institutional	PI		O	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 556)	0.0900	
			M	2007-08-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 556)	0.0900	13 592 274
			O	2007-08-07	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 681)	0.0854	13 586 593
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 857)	0.0857	13 583 736
			O	2007-08-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 636)	0.0850	13 582 100
			O	2007-08-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 215)	0.0770	13 577 885
			O	2007-08-13	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 867)	0.0750	13 576 018
			O	2007-08-14	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 809)	0.0706	13 571 209

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Stantec Inc.			O	2007-08-15	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 593)	0.0717	13 568 616
<i>Actions ordinaires</i>									
Alpern, Paul Jeremy David	7								
Sun Life Financial	PI		O	2007-08-13	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(300)	31.5800	6 222
Van Bussel, Christiaan	7		O	2007-08-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 900	31.4000	92 724
STaRS Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
STaRS Income Fund	1		O	2007-08-03	D	38 - Rachat ou annulation	600	13.9500	4 011 454
			O	2007-08-07	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	13.8500	4 013 454
			O	2007-08-08	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	13.7500	4 015 454
			O	2007-08-09	D	38 - Rachat ou annulation	1 300	13.7800	4 016 754
STRATA Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Strata Income Fund	1		O	2007-08-07	D	38 - Rachat ou annulation	700	8.9700	6 894 144
Strategic Energy Fund (formerly NCE Stra									
<i>Parts de fiducie</i>									
Strategic Energy Fund	1		O	2007-07-04	D	38 - Rachat ou annulation	54 600	8.9439	54 600
			O	2007-07-04	D	38 - Rachat ou annulation	(54 600)	8.9439	0
			O	2007-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	45 500	9.0528	45 500
			O	2007-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	(45 500)	9.0528	0
			O	2007-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	7 100	9.0835	7 100
			O	2007-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	(7 100)	9.0835	0
			O	2007-07-18	D	38 - Rachat ou annulation	57 700	8.9627	57 700
			O	2007-07-18	D	38 - Rachat ou annulation	(57 700)	8.9627	0
			O	2007-07-19	D	38 - Rachat ou annulation	10 700	8.9277	10 700
			O	2007-07-19	D	38 - Rachat ou annulation	(10 700)	8.9277	0
			O	2007-07-25	D	38 - Rachat ou annulation	63 100	8.9144	63 100
			O	2007-07-25	D	38 - Rachat ou annulation	(63 100)	8.9144	0
Strongco Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Beutel, Robert Jonathan	4								
Oakwest Corporatio	PI		O	2007-08-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 000	7.2204	1 655 700
Suncor Energie Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
REVINGTON, TIM	5		O	2007-08-08	D	51 - Exercice d'options	1 250	51.8800	1 250
			O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 250)	97.0000	0
<i>Options Granted June 10, 2005 @ strike price \$51.88</i>									
REVINGTON, TIM	5		O	2007-08-08	D	51 - Exercice d'options	(1 250)	51.8800	1 250
Superior Plus Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Bachman, Jay	5		O	2007-08-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 500	12.9000	3 500
Jay Bachman RRSP	PI		O	2007-03-06	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-10	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	12.9000	1 000
SXC Health Solutions Corp.									
<i>Options</i>									
Cosler, Steven	4		O	2007-08-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2007-08-06	D	50 - Attribution d'options	5 000		
			M	2007-08-06	D	50 - Attribution d'options	7 500		7 500
Synenco Energy Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Newton, Kelly Todd	4, 5		O	2007-08-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 000	12.4570	9 000
Systemes Medicaux LMS Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Bendavid, Bruno	5		O	2007-08-09	D	97 - Autre	44 813	1.1900	76 193
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 200	1.5700	77 393
Côté, Diane	5		O	2007-08-09	D	97 - Autre	126 038	1.1900	274 999
Grou, Yves	4, 5		O	2007-08-09	D	97 - Autre	53 860	1.1900	139 461
Hamilton, Emily	5		O	2007-08-09	D	97 - Autre	46 768	1.1900	376 276
<i>Options Stock</i>									
Beaudoin, Elaine	4		O	2007-08-09	D	50 - Attribution d'options	7 861	1.7000	58 276
			O	2007-08-09	D	50 - Attribution d'options	2 139	1.5000	60 415
Bendavid, Bruno	5		O	2007-08-09	D	52 - Expiration d'options	(8 528)	4.6200	97 777
			O	2007-08-09	D	50 - Attribution d'options	7 075	1.7000	104 852
			O	2007-08-09	D	50 - Attribution d'options	1 925	1.5000	106 777
Côté, Diane	5		O	2007-08-09	D	52 - Expiration d'options	(135 000)	4.6200	270 000
			O	2007-08-09	D	50 - Attribution d'options	165 081	1.7000	435 081
			O	2007-08-09	D	50 - Attribution d'options	44 919	1.5000	480 000
Gregg, Terrance	4								
Gregg Family Trust	PI		O	2007-08-09	I	50 - Attribution d'options	7 861	1.7000	52 861
			O	2007-08-09	I	50 - Attribution d'options	2 139	1.5000	55 000
Grou, Yves	4, 5		O	2007-08-09	D	50 - Attribution d'options	58 958	1.7000	286 958
			O	2007-08-09	D	50 - Attribution d'options	16 042	1.5000	303 000
Hamilton, Emily	5		O	2007-08-09	D	52 - Expiration d'options	(66 000)	4.6200	103 712
			O	2007-08-09	D	50 - Attribution d'options	110 840	1.7000	214 552
			O	2007-08-09	D	50 - Attribution d'options	30 160	1.5000	244 712
Hohn, Henry	4		O	2007-08-09	D	50 - Attribution d'options	7 861	1.7000	52 861
			O	2007-08-09	D	50 - Attribution d'options	2 139	1.5000	55 000
La Salle, Benoit	4		O	2007-08-09	D	50 - Attribution d'options	19 653	1.7000	102 775
			O	2007-08-09	D	50 - Attribution d'options	5 347	1.5000	108 122
Maher, Michael	8		O	2006-10-19	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-09	D	50 - Attribution d'options	27 514	1.7000	27 514
			O	2007-08-09	D	50 - Attribution d'options	7 486	1.5000	35 000
<i>Parts (Deferred Share Units)</i>									
Porter, Arthur T.	4		O	2007-04-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 727	1.1900	18 211
			O	2007-08-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(18 211)		0
Tahera Diamond Corporation (formerly Tah)									
<i>Droits Restricted Shares</i>									
Adams, Andrew Bell	4	R	O	2007-06-30	D	46 - Contrepartie de services	14 394		64 428
Benner, Colin Keith	4	R	O	2007-06-30	D	46 - Contrepartie de services	9 091	0.6600	83 491
Dickson, Robert Russell B	4	R	O	2007-06-30	D	46 - Contrepartie de services	13 258		46 637
Lavelle, Patrick Joseph	4	R	O	2007-06-30	D	46 - Contrepartie de services	10 227		50 682
Molyneux, Richard	4		O	2007-05-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2007-06-30	D	46 - Contrepartie de services	5 427		5 427

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Tdb Split Corp.									
<i>Priority Equity Shares</i>									
Finch, S. Wayne	4, 5								
Quadravest Inc.	PI		O	2007-07-27	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-07	C	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	\$ 150 000.00	10.0000	\$ 150 000.00
			O	2007-08-07	C	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(\$ 500.00)	10.0000	\$ 149 500.00
			O	2007-08-08	C	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(\$ 149 500.00)	10.0484	\$ 0.00
Technicoil Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Libra Advisors, LLC	3		O	2007-08-14	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(574 000)	0.6155	7 420 300
Rakochoy, Melanie	5		O	2007-07-14	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	5 000	0.6500	10 000
			M	2007-08-14	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	5 000	0.6500	10 000
Zaleski, Andrew B.	4								
Ursula Zaleski	PI		O	2005-05-12	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-15	C	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	25 000	0.6400	25 000
Technologies 20-20 Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Desjardins Capital de Ris	3		O	2007-02-28	D	11 - Acquisition ou aliénéation effectuée privément	(1 222 053)	7.1900	
			M	2007-02-28	D	11 - Acquisition ou aliénéation effectuée privément	(1 222 053)	7.1900	1 250 794
Technologies D-Box Inc.									
<i>Actions ordinaires Class A</i>									
Mcmaster, Claude	5		O	2003-08-20	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			5 000
Teck Cominco Limited									
<i>Class B Subordinate Voting Shares</i>									
Caisse de dépôt et placem	3		O	2007-08-07	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	700	43.2800	5 629 710
			O	2007-08-07	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	49 300	43.3000	5 679 010
			O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	75 000	44.5500	5 754 010
			O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(141 215)	45.0500	5 612 795
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	50 000	43.3900	5 662 795
Tekmira Pharmaceuticals Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Cullis, Pieter Rutter	4		O	2007-08-07	D	50 - Attribution d'options	25 000	1.3000	313 751
			O	2007-08-07	D	38 - Rachat ou annulation	25 000	1.3000	338 751
			O	2007-08-07	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)	1.3000	288 751
<i>Options</i>									
Cullis, Pieter Rutter	4		O	2007-08-07	D	50 - Attribution d'options	25 000	1.3000	70 500
Elliott, Darrell Jerome	4		O	2007-08-07	D	50 - Attribution d'options	25 000	1.3000	70 000*
Forrest, Kenneth Michael	4		O	2007-08-07	D	50 - Attribution d'options	25 000	1.3000	83 750
Frashier, Gary Evan	4		O	2007-08-07	D	50 - Attribution d'options	25 000	1.3000	70 000
Hudson, James William	4		O	2007-08-07	D	50 - Attribution d'options	25 000	1.3000	70 000
Mortimer, Ian Charles	5		O	2007-08-07	D	50 - Attribution d'options	50 000	1.3000	267 750
Ruane, Timothy Michael	5		O	2007-08-07	D	50 - Attribution d'options	100 000	1.3000	500 000
TELUS Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
TELUS Corporation	1		O	2007-07-30	D	38 - Rachat ou annulation	(330 000)		634 469
<i>Actions sans droit de vote</i>									
Baillie, A. Charles	4		O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	1 000	52.5100	65 200

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Marilyn Baillie	PI		O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	53.7100	66 200
TELUS Corporation	1		O	2007-08-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	52.5100	1 300
			O	2007-07-30	D	38 - Rachat ou annulation	(327 300)		607 700
Tembec Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Fournier, Randy	5		O	2007-08-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(9 500)	0.8200	30 500
The Consumers' Waterheater Income Fund									
<i>Parts</i>									
de Wilde, Lisa	4		O	2006-07-26	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	15.2000	1 000
The Thomson Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Daleo, Robert	4, 5		O	2007-03-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4		1 797
			O	2007-03-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	128	41.7200USD	1 925
			O	2007-06-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	5		1 930
			O	2007-06-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	165	41.3500USD	2 095
<i>Deferred Share Units</i>									
Caraher, Vincent Joseph	7		O	2007-08-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 100	41.2800USD	7 882
Daleo, Robert	4, 5		O	2007-08-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	13 333	41.2500USD	66 559
			O	2007-03-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	313	41.2000USD	52 920
			O	2007-06-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	306	42.3200USD	53 226
Harrington, Richard	4, 5		O	2007-08-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	55 000	40.0400USD	481 182
			O	2007-03-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 439	41.2000USD	423 794
			O	2007-06-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 388	42.3200USD	426 182
<i>Restricted Share Units</i>									
Daleo, Robert	4, 5		O	2007-03-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	166	41.2000USD	62 725
			O	2007-03-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	81	41.2000USD	62 806
			O	2007-06-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	163	42.3200USD	62 969
			O	2007-06-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	80	42.3200USD	63 049
			O	2007-06-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	121	42.3200USD	63 170
Harrington, Richard	4, 5		O	2007-03-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	302	41.2000USD	110 731
			O	2007-06-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	640	42.3200USD	111 371
Theratechnologies Inc.									
<i>Options</i>									
Gilpin, Andrea	5		O	2007-06-11	D	50 - Attribution d'options	8 334		
			M	2007-07-11	D	50 - Attribution d'options	8 334		25 000
Lafond, Jocelyn	5		O	2007-08-06	D	50 - Attribution d'options	25 000		50 000*
Marsolais, Christian	5		O	2007-08-06	D	50 - Attribution d'options	25 000		50 000*
Thompson Creek Metals Company Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Price, T. Derek	5		O	2007-08-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	14.0300	374 846
TLC Vision Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
andrew, brian	5		O	2005-02-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 765	3.5700USD	2 765*
Rasche, Steven	5		O	2007-08-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 000	3.5030USD	16 043*
Wachtman, James C.	5		O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 000	3.6000USD	86 740*

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
Torstar Corporation									
<i>Actions sans droit de vote Class B</i>									
Danford, Bruce Murray	7								
CIBC	PI		O	2007-08-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(550)	21.7000	1 200
			O	2007-08-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	21.7100	1 000
<i>Droits Restricted Share Units</i>									
Pike, Jagoda	7		O	2007-08-07	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 930	21.4700	11 456
<i>Options Class B non-voting shares</i>									
Pike, Jagoda	7		O	2007-08-07	D	50 - Attribution d'options	21 094	21.8500	251 063
Total Energy Services Trust									
<i>Parts de fiducie</i>									
Halyk, Daniel Kim	4, 5								
TD Securities	PI		O	2007-08-13	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	8.0000	380 000*
Kwasnacia, Randy	4		O	2007-08-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	8.2500	20 650*
Total Energy Services Ltd	1		O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 300	8.0000	142 900*
			O	2007-08-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	18 200	8.2500	161 100*
YOUNG, Erica Jane	5		O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	375	8.1800	588
			O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	700	8.1500	1 288
Transat A.T. inc.									
<i>Action à droit de vote de catégorie B</i>									
Chayer, Lyne	7		O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(307)	30.0000	2 422
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	30.0200	2 322
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	29.9500	1 922
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	29.7600	1 622
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	29.7600	1 122
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	30.3600	722
			O	2007-08-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	30.2600	322
TransCanada Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Van der Put, Jan	7								
Spousal RRSP	PI		O	2007-08-07	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	36.8500	200
Tree Island Wire Income Fund									
<i>Phantom Units (Trust Units)</i>									
Derischebourg, Dale	5		O	2007-08-13	D	97 - Autre	10 000		10 000
Fan, James	5		O	2007-07-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-13	D	97 - Autre	5 000		5 000
Irving, Brian William	5		O	2007-07-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-13	D	97 - Autre	10 000		10 000
Stock, Mark	5		O	2007-07-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-13	D	97 - Autre	12 500		12 500
Trimac Income Fund									
<i>Exchange Rights re: TTSI Exchangeable Shares, Series 1</i>									
TRIMAC HOLDINGS LTD.	3		O	2007-07-27	D	38 - Rachat ou annulation	(10 737)		4 143 333
<i>Exchangeable Security Voting Rights</i>									
TRIMAC HOLDINGS LTD.	3		O	2007-07-27	D	38 - Rachat ou annulation	(10 737)		10 849 054
True Energy Trust									
<i>Parts de fiducie</i>									

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
Baay, Paul Raymond	4, 5								
Gillian Baay - RRS	PI		O	2007-08-10	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	463	5.1200	3 910
Paul R. Baay - RRS	PI		O	2007-08-10	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	463	5.1200	3 910
Brown, Edward John	5		O	2007-08-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	651	5.1200	7 490
Kathy Brown - RRSP	PI		O	2007-08-10	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	162	5.1200	1 367
Caulfield, David	5		O	2007-08-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	195	5.1200	30 415
Christine Caulfield	PI		O	2007-08-10	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	455	5.1200	3 745
Horvat, Anthony B.	5		O	2007-08-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	683	5.1200	1 263
Jessee, Wayne Brian	5		O	2007-08-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	341	5.1200	170 099
Ross, Ian	5		O	2007-08-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	651	5.1200	26 169
TUSK Energy Corporation									
<i>Options</i>									
CHORNEY, DENNIS DAVID	4		O	2007-08-09	D	50 - Attribution d'options	50 000		250 000*
Schmidt, Brian Leslie	4		O	2007-08-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-09	D	50 - Attribution d'options	60 000		60 000*
Ungava Minerals Corp.									
<i>Options</i>									
Rootenberg, Alan	5		O	2007-04-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			100 000
Uranium Focused Energy Fund									
<i>Droits</i>									
Da Silva, Dennis	5		O	2007-04-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 000		5 000
Faiella, Richard	5								
RRSP	PI		O	2007-03-13	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-01	I	56 - Attribution de droits de souscription	759		759
Jestley, W. Garth	4, 5		O	2007-03-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 000		10 000
Lauzon, Robert	5		O	2007-08-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	500		500
Orrico, Dean	4, 5		O	2007-04-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 066		5 066
Stinson, Sylvia	5		O	2007-03-13	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-01	I	56 - Attribution de droits de souscription	1 013		1 013
<i>Parts de fiducie</i>									
Uranium Focused Energy Fu	1		O	2007-08-03	D	38 - Rachat ou annulation	9 300	8.1500	969 100
			O	2007-08-07	D	38 - Rachat ou annulation	15 000	7.8700	984 100
			O	2007-08-08	D	38 - Rachat ou annulation	13 000	7.8600	997 100
			O	2007-08-09	D	38 - Rachat ou annulation	6 700	7.7400	1 003 800
			O	2007-08-10	D	38 - Rachat ou annulation	16 000	7.4600	1 019 800
Velan Inc.									
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>									
Deans Knight Capital Mana	3								
Client Accounts -	PI		O	2006-05-10	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 526 500
		R	O	2006-08-11	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	69 000		1 595 500
		R	O	2007-01-16	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	139 700		1 735 200
Viceroy Homes Limited									
<i>Actions ordinaires Class A</i>									
Viceroy Homes Limited	1		O	2007-08-06	D	38 - Rachat ou annulation	(48 500)		35 400

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
West Timmins Mining Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Hallam, Frank	4, 5		O	2007-08-09	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	13 000	1.2000	611 417
Jones, R. Michael	4		O	2007-08-09	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	100 000	1.2000	654 750
<i>Bons de souscription</i>									
Hallam, Frank	4, 5		O	2007-08-09	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	6 500	1.5000	6 500
Jones, R. Michael	4		O	2006-09-18	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-09	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	50 000	1.5000	50 000
Western GeoPower Corp									
<i>Actions ordinaires</i>									
The Rule Family Trust	3		O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	12 483 333	0.3500	
			M	2007-08-13	D	54 - Exercice de bons de souscription	12 483 333	0.2500	19 983 333
<i>Bons de souscription</i>									
The Rule Family Trust	3		O	2007-08-13	D	54 - Exercice de bons de souscription	(12 483 333)	0.2500	0
			O	2007-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	12 483 333	0.3500	
			M	2007-08-13	D	53 - Attribution de bons de souscription	12 483 333	0.3500	12 483 333
Western Oil Sands Inc.									
<i>Class A Shares</i>									
Phaneuf, Gregory Gerald	5		O	2007-08-10	D	51 - Exercice d'options	8 000	11.7333	10 620
		R	O	2007-07-10	D	51 - Exercice d'options	780	19.7833	2 620
			O	2007-08-10	D	51 - Exercice d'options	5 000	33.6200	15 620
<i>Options</i>									
Phaneuf, Gregory Gerald	5		O	2007-08-10	D	51 - Exercice d'options	(8 000)	11.7333	36 560
			O	2007-08-10	D	51 - Exercice d'options	(780)	19.7833	35 780
			O	2007-08-10	D	51 - Exercice d'options	(5 000)	33.6200	30 780
Western Quebec Mines Inc.									
<i>Bons de souscription</i>									
Pollitt, Murray Hoult	4, 5, 3	R	O	2006-02-10	D	53 - Attribution de bons de souscription	25 000		
			M	2006-02-10	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	25 000		25 000
WestJet Airlines Ltd.									
<i>Actions ordinaires - Voting</i>									
Cummings, Robert	5		O	2007-08-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(499)	15.8600	478
Hougan, Donald Arthur	4		O	2007-08-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	16.0200	17 915
Matheson, Tyson	5		O	2007-08-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			4 548
Webster, Janice	5		O	2007-08-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			703
<i>Options 2004 Stock Options</i>									
Matheson, Tyson	5		O	2007-08-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			2 535
<i>Options 2005 Stock Options</i>									
Matheson, Tyson	5		O	2007-08-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			4 795
<i>Options 2006 Stock Options</i>									
Matheson, Tyson	5		O	2007-08-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			8 460
Webster, Janice	5		O	2007-08-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			11 229
<i>Options 2007 Stock Options</i>									
Bartrem, Richard Alan	5		O	2007-08-10	D	50 - Attribution d'options	2 419		

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			M	2007-08-10	D	50 - Attribution d'options	2 419		10 027
Matheson, Tyson	5		O	2007-08-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			7 608
			O	2007-08-10	D	50 - Attribution d'options	2 419		10 027
Pugliese, Ferio	5		O	2007-06-11	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-08-10	D	50 - Attribution d'options	11 660		11 660
Webster, Janice	5		O	2007-08-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			7 608
			O	2007-08-10	D	50 - Attribution d'options	2 419		10 027
Westport Innovations Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Wong, Elaine	5		O	2007-08-03	D	36 - Conversion ou échange	25 000	2.6400	102 363
<i>Performance Share Units</i>									
Wong, Elaine	5		O	2007-08-03	D	36 - Conversion ou échange	(25 000)		320 830
World Heart Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Garriock, William Charles	4		O	2003-12-03	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2003-12-03	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Jansen, Petrus Gijsbertus	5		O	2007-05-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(180 000)		20 000*
Jassawalla, Jal Sohrab	5		O	2007-05-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(387 000)		43 000*
Juelis, Richard	5		O	2005-06-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2005-06-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
KHANWILKAR, PRATAP	5		O	2007-05-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(208 894)		23 211*
Majteles, Robert James	4		O	2003-09-23	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2003-09-23	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Miller, Phillip J.	5	R	O	2006-12-21	D	50 - Attribution d'options	200 000	0.2500USD	
			M	2006-12-21	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	200 000	0.2500USD	215 000*
			O	2007-05-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(193 500)		21 500*
Vajda, John	5		O	2007-05-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(4 500)		500*
<i>Options Employee Stock Options Plan</i>									
Estes, Michael Sumner	4		O	2007-04-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-04-04	D	50 - Attribution d'options	100 000	0.3400USD	100 000*
			O	2007-05-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(90 000)		10 000*
Garriock, William Charles	4		O	2004-12-16	D	38 - Rachat ou annulation	(14 285)		80 000*
			O	2007-04-04	D	50 - Attribution d'options	80 000	0.3400USD	210 000*
			O	2007-05-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(189 000)		21 000*
Jansen, Petrus Gijsbertus	5		O	2004-12-30	D	38 - Rachat ou annulation	(21 500)		240 000*
			O	2007-03-08	D	50 - Attribution d'options	175 000	0.4100USD	500 000*
			O	2007-03-08	D	50 - Attribution d'options	156 000		656 000*
			O	2007-05-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(590 400)		65 600*
Jassawalla, Jal Sohrab	5	R	O	2006-04-25	D	50 - Attribution d'options	100 000	1.1200USD	1 888 929
			O	2004-12-30	D	38 - Rachat ou annulation	(105 397)		788 929*
			O	2007-02-08	D	50 - Attribution d'options	1 500 000	0.4100USD	3 388 929*
			O	2007-03-08	D	50 - Attribution d'options	253 976		3 642 905*
			O	2007-05-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(3 278 615)		364 290*
Juelis, Richard	5		O	2007-04-04	D	50 - Attribution d'options	50 000		325 000*
			O	2007-05-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(292 500)		32 500*
KHANWILKAR, PRATAP	5		O	2005-07-29	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2005-07-29	D	50 - Attribution d'options	425 000	1.3000USD	425 000*

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2007-03-08	D	50 - Attribution d'options	200 000	0.4100USD	625 000*
			O	2007-03-08	D	50 - Attribution d'options	125 561		750 561*
			O	2007-05-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(675 505)		75 056*
Majteles, Robert James	4		O	2004-10-21	D	38 - Rachat ou annulation	(14 285)		80 000*
			O	2007-04-04	D	50 - Attribution d'options	80 000	0.3400USD	210 000*
			O	2007-05-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(189 000)		21 000*
Miller, Phillip J.	5		O	2004-09-23	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			270
			M	2004-09-23	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			270
			O	2007-03-08	D	50 - Attribution d'options	200 000	0.4100USD	525 270*
			O	2007-03-08	D	50 - Attribution d'options	121 756		647 026*
			O	2007-05-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(582 323)		64 703*
Ross, Charles Ian	4		O	2004-10-21	D	38 - Rachat ou annulation	(18 141)		80 365
			O	2007-04-04	D	50 - Attribution d'options	80 000	0.3400USD	210 365*
Vajda, John	5		O	2007-03-08	D	50 - Attribution d'options	100 000	0.4100USD	350 000*
			O	2007-03-08	D	50 - Attribution d'options	85 610		435 610*
			O	2007-05-30	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(392 049)		43 561*
YIELDPLUS Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Yieldplus Income Fund	1		O	2007-07-30	D	38 - Rachat ou annulation	600	11.6500	12 284 610
			O	2007-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	11.6000	12 286 610
			O	2007-08-02	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	11.4700	12 290 310
			O	2007-08-03	D	38 - Rachat ou annulation	2 600	11.2000	12 292 910
			O	2007-08-07	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	11.1500	12 294 910
			O	2007-08-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	11.3500	12 292 910
			O	2007-08-09	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	11.2700	12 294 410
			O	2007-08-01	D	38 - Rachat ou annulation	700	11.5500	12 287 310
ZARGON ENERGY TRUST									
<i>Parts de fiducie</i>									
McKenzie, Margaret Anne	4		O	2007-08-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	600	26.7000	
RRSP (Trust Units)	PI		M	2007-08-14	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	600	26.7000	2 600

□

ANNEXE 3 LISTE DES OPÉRATIONS D'INITIÉS DÉCLARÉES HORS DÉLAI (FORMAT ÉLECTRONIQUE - SEDI)

Vous trouverez, sous la présente annexe, une liste des opérations d'initiés déclarées hors délai dans le Système électronique de déclaration des initiés (SEDI). Il s'agit de la liste des initiés qui n'ont pas déclaré leur emprise ou une modification à leur emprise à l'intérieur des délais prescrits par la Loi. Cette liste est publiée chaque semaine, mais les opérations déclarées hors délai n'y apparaissent qu'une seule fois.

Le détail des opérations déposées en retard est publié à l'Annexe B1 (Déclarations d'initiés SEDI). Ces opérations sont codifiées « R ».

L'information publiée dans cette annexe est tirée du rapport hebdomadaire produit par le Système électronique de déclaration des initiés (SEDI).

Les initiés ou leurs agents autorisés sont responsables des informations entrées dans le système et, par conséquent, de celles contenues dans le présent rapport. L'information entrée directement dans SEDI prévaut toutefois sur celle présentée ci-dessous. Certaines informations entrées par les initiés ou leurs agents, qui ne sont pas automatiquement traduites par le système, peuvent être publiées en français ou en anglais.

Le personnel rappelle aux initiés qu'ils doivent, en vertu de la Loi sur les valeurs mobilières (LVM), déclarer leur emprise ou une modification à leur emprise sur les titres d'un émetteur assujetti au Québec de façon exacte et claire et ce, dans un délai de dix jours, sauf dans certains cas précis.

L'initié qui ne déclare pas, dans les délais requis, toute modification à son emprise sur les titres de l'émetteur à l'égard duquel il est initié peut être tenu au paiement d'une sanction administrative pécuniaire ou être passible d'une amende à la suite d'une poursuite pénale.

La sanction administrative pécuniaire est prévue à l'article 274.1 (LVM) et à l'article 271.14 du Règlement sur les valeurs mobilières (RVM). Cette sanction administrative pécuniaire est imposée aux initiés des émetteurs assujettis pour lesquels le Québec agit à titre d'autorité principale. Afin de bien les identifier, les opérations de ces initiés apparaissent en caractère gras dans la présente Annexe. Cette sanction administrative pécuniaire est de 100 \$ par omission de déclarer pour chaque jour au cours duquel il est en défaut, jusqu'à concurrence d'une somme maximale de 5 000 \$.

L'infraction pouvant faire l'objet d'une poursuite pénale est prévue à l'article 202 LVM, avec référence à l'article 97 LVM et à l'article 174 RVM. Une telle infraction rend l'initié passible d'une amende de 1 000 \$ à 20 000 \$ dans le cas d'une personne physique et d'une amende de 1 000 \$ à 50 000 \$ dans les autres cas. Pour informations, veuillez communiquer avec l'Autorité des marchés financiers.

Opérations d'initiés déclarées hors délai

Initié	Émetteur	Date de l'opération	Date de réception	Autorité principale
Adams, Andrew Bell	Tahera Diamond Corporation (formerly Tah	2007-06-30	2007-08-14	ON
Ardelan, Michael James	Sierra Wireless, Inc.	2007-06-08	2007-08-15	BC
Baksh, Jamal Nizam	Constellation Software Inc.	2007-03-30	2007-08-13	ON
Benner, Colin Keith	Tahera Diamond Corporation (formerly Tah	2007-06-30	2007-08-13	ON
Bloom, Lynda	Halo Resources Ltd.	2007-07-24	2007-08-13	BC
BOLDUC, ALAIN	Noveko International inc.	2007-08-03	2007-08-14	QC
Brunelle, Jacques	NIOGOLD MINING CORP.	2007-07-26	2007-08-15	BC
	NIOGOLD MINING CORP.	2007-07-26	2007-08-15	BC
	NIOGOLD MINING CORP.	2007-07-26	2007-08-15	BC
	NIOGOLD MINING CORP.	2007-07-27	2007-08-15	BC
	NIOGOLD MINING CORP.	2007-07-27	2007-08-15	BC
	NIOGOLD MINING CORP.	2007-07-27	2007-08-15	BC
Cheng, Benedict	Aston Hill Financial Inc. (formerly, Ove	2007-07-27	2007-08-16	AB
Clearwater Seafoods Incom	Clearwater Seafoods Income Fund	2007-06-27	2007-08-13	NS
	Clearwater Seafoods Income Fund	2007-07-05	2007-08-13	NS
Collins, James William	AltaCanada Energy Corp.	2007-07-18	2007-08-14	AB
	AltaCanada Energy Corp.	2007-07-18	2007-08-14	AB
	AltaCanada Energy Corp.	2007-07-18	2007-08-14	AB
	AltaCanada Energy Corp.	2007-07-27	2007-08-14	AB
Crevier, David	Diagem Inc.	2007-08-01	2007-08-13	QC
Deans Knight Capital Mana	Velan Inc.	2006-08-11	2007-08-15	QC
	Velan Inc.	2007-01-16	2007-08-15	QC
Dickson, Robert Russell B	Tahera Diamond Corporation (formerly Tah	2007-06-30	2007-08-13	ON
Dumais, Bruno				

Opérations d'initiés déclarées hors délai

Initié	Émetteur	Date de l'opération	Date de réception	Autorité principale
	Mitec Telecom Inc.	2007-08-01	2007-08-13	QC
DundeeWealth Inc.	DundeeWealth Inc. (formerly Dundee Wealt	2007-07-17	2007-08-14	ON
Grenon, James Terrence	Foremost Income Fund	2007-07-06	2007-08-10	AB
Henriksen, Ronald	PreMD Inc. (formerly IMI International M	2007-05-24	2007-08-15	ON
HUGHES, RICHARD WILLIAM	KLONDIKE GOLD CORP.	2007-07-08	2007-08-15	BC
Hum, Howard	Great Canadian Gaming Corporation	2007-07-03	2007-08-13	BC
Jassawalla, Jal Sohrab	World Heart Corporation	2006-04-25	2007-08-13	ON
Joseph, Jeff	Mitec Telecom Inc.	2007-08-01	2007-08-13	QC
Keenan, Ronald	CPVC Financial Corporation	2006-12-10	2007-08-10	QC
KERN, RICHARD RAY	BONAVENTURE ENTERPRISES INC.	2007-07-31	2007-08-16	BC
	BONAVENTURE ENTERPRISES INC.	2007-08-01	2007-08-16	BC
Kwok, Marinde Mui Ping	Banque Canadienne Imperiale de Commerce	2007-06-19	2007-08-13	ON
Lavelle, Patrick Joseph	Tahera Diamond Corporation (formerly Tah	2007-06-30	2007-08-13	ON
Leeners, Brian	Grandcru Resources Corporation	2007-07-17	2007-08-10	BC
	Grandcru Resources Corporation	2007-07-26	2007-08-10	BC
Luborsky, Brian Alan	General Donlee Income Fund	2007-07-17	2007-08-13	ON
McCoy, Richard H.	Aberdeen Asia-Pacific Income Investment	2007-07-25	2007-08-10	ON
McDougall, Marlon John	NAL Oil & Gas Trust	2007-03-27	2007-08-13	AB
McLennan, Craig Arthur	Research In Motion Limited	2006-07-10	2007-08-14	ON
	Research In Motion Limited	2006-07-10	2007-08-14	ON
	Research In Motion Limited	2006-07-10	2007-08-14	ON
	Research In Motion Limited	2006-07-10	2007-08-14	ON
	Research In Motion Limited	2006-07-10	2007-08-14	ON

Opérations d'initiés déclarées hors délai

Initié	Émetteur	Date de l'opération	Date de réception	Autorité principale
	Research In Motion Limited	2006-07-10	2007-08-14	ON
Molyneux, Richard				
	Tahera Diamond Corporation (formerly Tah	2007-06-30	2007-08-16	ON
Netolitzky, Ronald Kort				
	Canadian Gold Hunter Corp.	2006-02-23	2007-08-10	BC
	Canadian Gold Hunter Corp.	2007-04-03	2007-08-10	BC
O'Brien, Michael Darren				
	Sierra Wireless, Inc.	2007-06-08	2007-08-15	BC
Ortega, Ethelred Manuel				
	PFB Corporation	2007-07-31	2007-08-13	AB
Perry, Ronald S.				
	Pinetree Capital Ltd.	2007-07-20	2007-08-13	ON
	Pinetree Capital Ltd.	2007-07-20	2007-08-13	ON
	Pinetree Capital Ltd.	2007-07-20	2007-08-13	ON
	Pinetree Capital Ltd.	2007-07-20	2007-08-13	ON
Phaneuf, Gregory Gerald				
	Western Oil Sands Inc.	2007-07-10	2007-08-16	AB
Renaud, Philip				
	Diagem Inc.	2007-08-01	2007-08-13	QC
Rogers, Melinda M.				
	Rogers Communications Inc.	2007-07-05	2007-08-10	ON
Shriver, Ronald David				
	Martinrea International Inc.	2007-08-02	2007-08-15	ON
SRM Advisers, Monaco (SAM)				
	HudBay Minerals Inc.	2007-07-09	2007-08-10	MB
	HudBay Minerals Inc.	2007-07-23	2007-08-10	MB
	HudBay Minerals Inc.	2007-07-24	2007-08-10	MB
	HudBay Minerals Inc.	2007-07-25	2007-08-10	MB
Steeves, Keith Aulden				
	NAL Oil & Gas Trust	2007-05-15	2007-08-13	AB
	NAL Oil & Gas Trust	2007-05-15	2007-08-13	AB
	NAL Oil & Gas Trust	2007-05-15	2007-08-13	AB
Steigrod, Alan				
	Lorus Therapeutics Inc.	2007-07-18	2007-08-13	ON
white, james david alexan				
	Matamec Explorations Inc.	2007-07-20	2007-08-13	QC

ANNEXE 4 - LISTE DES SOCIÉTÉS ADMISSIBLES AU RÉGIME « ACTIONS-CROISSANCE PME »

Dénomination	Mode de placement	Date du placement ou de la décision anticipée	Titres	Taux de déduction %	Date maximale d'admissibilité
2937077 Canada Inc. (anc. ART Recherches et Technologies Avancées Inc.)	Prospectus	2006-05-10	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Advitech Inc.	Actions inscrites	2005-08-01	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Alphinat inc.	Actions inscrites	2006-06-02	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Amadeus International Inc.	Actions inscrites	2005-05-26	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Ambrilia Biopharma Inc. (anc. Procyon Biopharma inc.)	Actions inscrites	2005-12-21	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Art Recherches et Technologies Avancées inc.	Actions inscrites	2007-05-07	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Aptilon Corporation	Actions inscrites	2005-12-08	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Biophage Pharma inc.	Actions inscrites	2005-11-01	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Bioxel Pharma inc.	Actions inscrites	2005-09-21	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Capital DCB	Actions inscrites	2006-09-26	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Conporec inc.	Actions inscrites	2005-11-29	Actions ordinaires	100	2008-12-31
CO2 Solution inc.	Actions inscrites	2005-06-13	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Corporation Datacom Wireless	Prospectus	2007-05-30	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Corporation d'investissement Pontiac Castle	Actions inscrites	2006-12-29	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Corporation Pourvoyeurs Mondiaux Safari Nordik	Prospectus	2007-07-17	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Corporation Power Tech inc.	Actions inscrites	2006-04-05	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Corporation Technologies BioEnvelop	Actions inscrites	2005-08-11	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Corporation Technologies Wanted	Prospectus	2005-07-29	Actions ordinaires	100	2008-12-31
CPL Technologies inc.	Actions inscrites	2005-11-02	Actions ordinaires	100	2008-12-31
DEQ Systèmes Corp.	Actions inscrites	2005-11-15	Actions ordinaires	100	2008-12-31
DiagnoCure inc.	Actions inscrites	2005-08-22	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Éclairage Divcom Inc.	Actions inscrites	2005-12-20	Actions ordinaires	100	2008-12-31

Dénomination	Mode de placement	Date du placement ou de la décision anticipée	Titres	Taux de déduction %	Date maximale d'admissibilité
Écopia BioSciences Inc.	Actions inscrites	2005-06-17	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Engenuity Technologies Inc.	Actions inscrites	2005-11-18	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Ergorecherche ltée	Actions inscrites	2006-02-28	Actions ordinaires	100	2009-12-31
ExelTech Aérospatiale Inc.	Actions inscrites	2005-11-29	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Fortsum Solutions d'affaires inc.	Actions inscrites	2006-03-14	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Goupe ADF Inc.	Actions inscrites	2006-08-02	Actions à droit de vote subalterne	100	2009-12-31
Groupe Bikini Village inc.	Actions inscrites	2007-05-11	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Groupe Conseil Omnitech inc.	Actions inscrites	2005-11-29	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Groupe CVTech inc.	Actions inscrites	2005-11-23	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Groupe d'Alimentation MTY Inc.	Actions inscrites	2006-08-04	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Groupe iWeb inc.	Actions inscrites	2007-06-19	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Groupe Odésia inc.	Actions inscrites	2005-11-18	Actions ordinaires	100	2008-12-31
H2O Innovation (2000) inc.	Actions inscrites	2005-10-18	Actions ordinaires	100	2008-12-31
IMS Experts-conseils Inc.	Actions inscrites	2006-11-20	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Industries Malette Inc.	Prospectus	2005-08-26	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Isacsoft inc.	Actions inscrites	2005-12-20	Actions cat. A	100	2008-12-31
Junex inc.	Actions inscrites	2005-07-13	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Kangourou Média Inc.	Actions inscrites	2007-06-19	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Kolombo Technologies Ltee	Prospectus	2006-10-31	Actions ordinaires	100	2009-12-31
LAB International inc.	Actions inscrites	2005-12-21	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Logibec Groupe Informatique Ltée	Actions inscrites	2005-06-13	Actions ordinaires	100	2008-12-31
LYRtech inc.	Actions inscrites	2005-12-20	Actions cat. A	100	2008-12-31
Médicago inc.	Prospectus	2006-08-30	Actions ordinaires	100	2009-12-31
MethylGene Inc.	Actions inscrites	2005-11-10	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Mines Richmont Inc.	Prospectus	2006-05-24	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Mistral Pharma inc.	Actions inscrites	2005-08-09	Actions ordinaires	100	2008-12-31

Dénomination	Mode de placement	Date du placement ou de la décision anticipée	Titres	Taux de déduction %	Date maximale d'admissibilité
Neptune Technologies & Bioressources Inc.	Actions inscrites	2006-08-31	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Noveko International inc.	Actions inscrites	2006-03-22	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Novik inc.	Actions inscrites	2006-08-24	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Nstein Technologies inc.	Actions inscrites	2005-06-17	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Opsens Inc.	Actions inscrites	2006-09-26	Actions ordinaires	100	2009-12-31
ORTHOsoft inc.	Actions inscrites	2006-06-13	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Paladin Labs inc.	Actions inscrites	2006-12-06	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Priva inc.	Actions inscrites	2005-11-29	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Ranaz Corporation	Prospectus	2006-12-29	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Roctest Ltée	Actions inscrites	2005-07-28	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Savaria Corporation	Actions inscrites	2005-09-29	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Section Rouge Media Inc.	Actions inscrites	2006-10-23	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Sonomax Hearing Healthcare Inc.	Actions inscrites	2005-12-15	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Spinlogic Technologies inc.	Actions inscrites	2007-05-17	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Systèmes de Business Virtuelles Rolland Ltée	Actions inscrites	2006-04-27	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Systèmes Médicaux LMS	Actions inscrites	2006-08-03	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Technologies 20-20 Inc.	Actions inscrites	2005-08-30	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Technologies Clémex inc. (Les)	Actions inscrites	2005-11-10	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Technologies D-Box inc.	Actions inscrites	2005-09-21	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Technologies Miranda Inc.	Prospectus	2005-11-30	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Technologies SENSIO inc.	Prospectus	2006-04-28	Actions ordinaires	100	2009-12-31
TECSYS Inc.	Actions inscrites	2007-02-13	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Theratechnologies Inc.	Actions inscrites	2005-11-11	Actions ordinaires	100	2008-12-31
TSO3 inc.	Actions inscrites	2005-10-20	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Victhom Bionique Humaine inc.	Actions inscrites	2007-03-08	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Warnex Inc.	Prospectus	2005-11-10	Actions ordinaires	100	2009-12-31
ZoomMed inc.	Prospectus	2005-12-20	Actions ordinaires	100	2008-12-31

* Ajout :

7.

Bourses, chambres de compensation et organismes d'autorégulation

- 7.1 Avis et communiqués
 - 7.2 Réglementation de l'Autorité
 - 7.3 Réglementation des bourses, des chambres de compensation et des OAR
 - 7.4 Autres consultations
 - 7.5 Autres décisions
-

7.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

7.2 RÉGLEMENTATION DE L'AUTORITÉ

Aucune information.

7.3. RÉGLEMENTATION DES BOURSES, DES CHAMBRES DE COMPENSATION ET DES OAR

7.3.1 Consultation

Aucune information

7.3.2 Publication

Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières - Article 1(h) du règlement 200 – Avis d'exécution d'opérations effectuées dans des comptes gérés à l'externe – Retrait du projet de modification des règles

I VUE D'ENSEMBLE

Le 11 novembre 2005, la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario a publié aux fins de commentaire un projet de modification de l'article 1(h) du Règlement 200 ayant trait à la transmission des avis d'exécution d'opérations dans des comptes gérés à l'externe.

II RETRAIT

L'Association a informé les Autorités canadiennes en valeurs mobilières («ACVM») qu'elle a retiré le projet de modification des règles et qu'elle présentera sous peu aux ACVM une version révisée de ce projet de modification en vue de l'approbation.

Les personnes qui ont des questions peuvent communiquer avec :

Richard J. Corner
Vice-président à la politique réglementaire
Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières
416.943.6908

Services de dépôt et de compensation CDS inc. - Modifications importantes aux Règles de la CDS afférentes au Service direct à Euroclear UK

Vu la demande d'approbation, complétée le 14 août 2007 par Services de dépôt et de compensation CDS inc. (« CDS »), afin de faire approuver des modifications importantes aux Règles de la CDS afférentes au Service direct à Euroclear UK;

Vu l'approbation de ces modifications par le conseil d'administration de la CDS le 30 novembre 2006;

Vu l'article 74 de la Loi sur l'Autorité des marchés financiers, L.R.Q., c. A-33.2 (la « Loi »);

Vu les pouvoirs délégués conformément à l'article 24 de la Loi;

En conséquence :

L'Autorité des marchés financiers approuve les modifications importantes aux Règles de la CDS lesquelles visent à donner accès, aux adhérents à part entière de la CDS, au nouveau Service direct à Euroclear UK.

Fait à Montréal, le 14 août 2007

Pierre Bernier
Vice-président exécutif

Décision n° 2007-OAR-0023

Vous trouverez, ci-joint, un bref résumé des modifications, les changements (en soulignement double) apportés à la version originale des modifications publiée aux fins de consultation du public dans le bulletin de l'AMF du 8 décembre 2006, ainsi qu'un résumé des commentaires du public reçus par la CDS et les réponses de cette dernière.

Avis d'approbation de l'Autorité des marchés financiers – Modifications importantes aux Règles de la CDS afférentes au [Service direct à Euroclear UK](#)

SERVICES DE DÉPÔT ET DE COMPENSATION CDS INC.

MODIFICATIONS IMPORTANTES AUX RÈGLES DE LA CDS

SERVICE DIRECT À EUROCLEAR UK

AVIS D'APPROBATION DE L'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Conformément au « Protocole d'examen et d'approbation des Règles de Services de dépôt et de compensation CDS inc. par l'Autorité des marchés financiers » engageant l'Autorité des marchés financiers (« AMF ») et la société Services de dépôt et de compensation CDS inc. (« CDS »^{MD}), l'AMF a approuvé, le 14 août 2007, les modifications déposées par la CDS relatives à ses Règles afférentes au Service direct à Euroclear UK¹. Les modifications entreront en vigueur le **27 août 2007**.

Résumé des modifications importantes aux Règles

Dans le cadre du Service direct à Euroclear UK, les adhérents à part entière à la CDS pourront faire une demande d'adhésion au CREST (le système de règlement exploité par Euroclear UK and Ireland Limited²) à titre de membre cautionné par la CDS. Les adhérents pourront accéder directement au règlement des transactions sur valeurs au Royaume-Uni. Un exemplaire et une description de ces modifications ont été publiés aux fins de sollicitation de commentaires le 8 décembre 2006 dans le *Bulletin de l'Autorité des marchés financiers* (Volume 3, numéro 49). Un résumé des commentaires reçus, ainsi que les réponses de la CDS sont indiqués à l'Annexe A du présent document. Des modifications supplémentaires mineures ont été apportées aux modifications importantes afin de faire état du changement de dénomination sociale pour Euroclear UK and Ireland Limited et des modifications supplémentaires corrélatives, ainsi que de la rectification d'une erreur typographique (en anglais seulement) à la Règle 14.1.4(a) où l'on aurait dû lire « CREST » au lieu de « CRESTCo ». Les modifications aux Règles approuvées par l'AMF sont indiquées à l'Annexe B (les modifications supplémentaires mineures apportées à la version publiée précédemment ont été signalées à l'aide de marques de changement).

¹ Anciennement nommé « Service de liaison avec le CREST ».

² Nommé « CRESTCo » avant le 1^{er} juillet 2007.

Avis d'approbation de l'Autorité des marchés financiers – Modifications importantes aux Règles de la CDS afférentes au [Service direct à Euroclear UK](#)

ANNEXE « A »

RÉSUMÉ DU COMMENTAIRE

(période de sollicitation de commentaires allant du 8 décembre 2006 au 8 janvier 2007)

Service de liaison avec le CREST

La CDS a reçu un commentaire de la part de RBC Dexia.

Résumé du commentaire	Réponse de la CDS
Le commentateur a indiqué que les frais d'élaboration et de maintien du service devraient être imputés directement et exclusivement aux adhérents y étant abonnés.	Les frais d'élaboration et de maintien sont couverts au moyen des ressources générales de la CDS. Ils ne seront pas imputés uniquement aux adhérents abonnés au service, puisque celui-ci s'inscrit dans le cadre de la première étape de la stratégie internationale de la CDS, laquelle vise à soutenir tous les adhérents qui souhaitent un meilleur accès aux marchés étrangers. Le service est offert à tous les adhérents et devrait gagner en importance au fil du temps. Ce service est élaboré et facturé de la même manière que les autres services offerts par la CDS.

Avis d'approbation de l'Autorité des marchés financiers – Modifications importantes aux Règles de la CDS afférentes au [Service direct à Euroclear UK](#)

ANNEXE « B »

Modifications aux Règles de la CDS – Service direct à Euroclear UK

Modifications proposées aux Règles – modifications mineures

Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant à l'aide de marques de changement les modifications mineures apportées aux modifications proposées aux Règles publiées aux fins de sollicitation de commentaires le 8 décembre 2006	Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant l'adoption des modifications mineures apportées aux modifications proposées aux Règles publiées aux fins de sollicitation de commentaires le 8 décembre 2006
<p>1.1.1 Application</p> <p>Voici les Règles adoptées par la CDS auxquelles chaque adhérent s'est engagé à se conformer selon la Convention d'adhésion :</p> <p>(a) La Règle 1, Documentation; [...]</p> <p>(n) La Règle 14, Service de liaison avec le CREST direct à Euroclear UK.</p> <p>1.2.1 Définitions</p> <p>Aux fins de la « Documentation contractuelle », sauf indication contraire :</p> <p>« CREST » désigne le système exploité par CRESTCo Euroclear UK & Ireland aux fins de règlement des opérations sur valeurs; (<i>CREST</i>)-</p> <p>« frais relatifs au Service direct à Euroclear UK au CREST » désigne les frais décrits à la Règle 14.1.10; (CREST Euroclear UK Direct <i>Charges</i>)</p> <p>« adhérent au Service de liaison avec le CREST direct à Euroclear UK » désigne un adhérent qui utilise le Service direct à Euroclear UK de liaison avec le CREST; (CREST Link Euroclear UK Direct Participant)</p> <p>« Service direct à Euroclear UK de liaison avec le CREST » désigne le Service direct à Euroclear UK de liaison avec le CREST offert en vertu de la Règle 14; (CREST Link Euroclear UK Direct Service)</p> <p>« logiciel du CREST » désigne le logiciel décrit à la Règle 14.1.6; (<i>CREST Software</i>)</p> <p>« Euroclear UK & Ireland CRESTCo » désigne CRESTCo Euroclear UK & Ireland Limited, dépositaire central de titres pour le marché</p>	<p>1.1.1 Application</p> <p>Voici les Règles adoptées par la CDS auxquelles chaque adhérent s'est engagé à se conformer selon la Convention d'adhésion :</p> <p>(a) La Règle 1, Documentation; [...]</p> <p>(n) La Règle 14, Service direct à Euroclear UK.</p> <p>1.2.1 Définitions</p> <p>Aux fins de la « Documentation contractuelle », sauf indication contraire :</p> <p>« CREST » désigne le système exploité par Euroclear UK & Ireland aux fins de règlement des opérations sur valeurs; (<i>CREST</i>)</p> <p>« frais relatifs au Service direct à Euroclear UK » désigne les frais décrits à la Règle 14.1.10; (<i>Euroclear UK Direct Charges</i>)</p> <p>« adhérent au Service direct à Euroclear UK » désigne un adhérent qui utilise le Service direct à Euroclear UK; (<i>Euroclear UK Direct Participant</i>)</p> <p>« Service direct à Euroclear UK » désigne le Service direct à Euroclear UK offert en vertu de la Règle 14; (<i>Euroclear UK Direct Service</i>)</p> <p>« logiciel du CREST » désigne le logiciel décrit à la Règle 14.1.6; (<i>CREST Software</i>)</p> <p>« Euroclear UK & Ireland » désigne Euroclear UK & Ireland Limited, dépositaire central de titres pour le marché britannique et les titres de participation irlandais et membre du groupe Euroclear, ou toute personne à qui sont transmis les droits et obligations d'Euroclear UK & Ireland</p>

Avis d'approbation de l'Autorité des marchés financiers – Modifications importantes aux Règles de la CDS afférentes au [Service direct à Euroclear UK](#)

Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant à l'aide de marques de changement les modifications mineures apportées aux modifications proposées aux Règles publiées aux fins de sollicitation de commentaires le 8 décembre 2006	Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant l'adoption des modifications mineures apportées aux modifications proposées aux Règles publiées aux fins de sollicitation de commentaires le 8 décembre 2006
<p>britannique et les titres de participation irlandais et membre du groupe Euroclear, ou toute personne à qui sont transmis les droits et obligations de Euroclear UK & Ireland-CRESTCo relativement au CREST; (Euroclear UK & Ireland CRESTCo)</p> <p>« service » désigne le service de dépôt, le service de règlement, un service transfrontalier, le service NELTC, ou les services de livraison ou le Service direct à Euroclear UK de liaison avec le CREST. Toute référence à un service comprend la totalité des fonctions offertes par ce service; (<i>Service</i>)</p> <p>2.4.11 Service direct à Euroclear UK de liaison avec le CREST</p> <p>Un adhérent à part entière peut utiliser le Service direct à Euroclear UK de liaison avec le CREST conformément à la Règle 14.</p> <p>2.7.1 Imposition de restrictions au droit d'accès aux fonctionnalités du système</p> <p>La CDS peut imposer des restrictions au droit d'accès d'un adhérent à une fonctionnalité du système dans les circonstances suivantes :</p> <p>(a) lorsque la CDS juge que l'adhérent n'est pas en mesure d'utiliser adéquatement une fonctionnalité du système en raison de problèmes opérationnels ou techniques de ses propres systèmes ou des systèmes d'une tierce partie ou en raison d'événements sur lesquels il n'exerce aucune emprise;</p> <p>(b) en vertu de la Règle 5.14 relativement au plafond de la contrepartie centrale établi pour l'adhérent;</p> <p>(c) lors de la réception d'une demande de l'adhérent soumise à la CDS à cet effet;</p> <p>(d) lorsque la CDS juge, dans le cadre de la surveillance d'un adhérent en vertu de la Règle 5.1.3, qu'une telle mesure est nécessaire afin de protéger les intérêts de la CDS et de</p>	<p>relativement au CREST; (<i>Euroclear UK & Ireland</i>)</p> <p>« service » désigne le service de dépôt, le service de règlement, un service transfrontalier, le service NELTC, les services de livraison ou le Service direct à Euroclear UK. Toute référence à un service comprend la totalité des fonctions offertes par ce service; (<i>Service</i>)</p> <p>2.4.11 Service direct à Euroclear UK</p> <p>Un adhérent à part entière peut utiliser le Service direct à Euroclear UK conformément à la Règle 14.</p> <p>2.7.1 Imposition de restrictions au droit d'accès aux fonctionnalités du système</p> <p>La CDS peut imposer des restrictions au droit d'accès d'un adhérent à une fonctionnalité du système dans les circonstances suivantes :</p> <p>(a) lorsque la CDS juge que l'adhérent n'est pas en mesure d'utiliser adéquatement une fonctionnalité du système en raison de problèmes opérationnels ou techniques de ses propres systèmes ou des systèmes d'une tierce partie ou en raison d'événements sur lesquels il n'exerce aucune emprise;</p> <p>(b) en vertu de la Règle 5.14 relativement au plafond de la contrepartie centrale établi pour l'adhérent;</p> <p>(c) lors de la réception d'une demande de l'adhérent soumise à la CDS à cet effet;</p> <p>(d) lorsque la CDS juge, dans le cadre de la surveillance d'un adhérent en vertu de la Règle 5.1.3, qu'une telle mesure est nécessaire afin de protéger les intérêts de la CDS et de l'ensemble des autres adhérents;</p> <p>(e) lorsque l'adhérent omet de se conformer à la Règle 10.2.3 relativement aux services transfrontaliers ou à la Règle 14 relativement</p>

Avis d'approbation de l'Autorité des marchés financiers – Modifications importantes aux Règles de la CDS afférentes au [Service direct à Euroclear UK](#)

<p>Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant à l'aide de marques de changement les modifications mineures apportées aux modifications proposées aux Règles publiées aux fins de sollicitation de commentaires le 8 décembre 2006</p>	<p>Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant l'adoption des modifications mineures apportées aux modifications proposées aux Règles publiées aux fins de sollicitation de commentaires le 8 décembre 2006</p>
<p>l'ensemble des autres adhérents;</p> <p>(e) lorsque l'adhérent omet de se conformer à la Règle 10.2.3 relativement aux services transfrontaliers ou à la Règle 14 relativement au Service direct à Euroclear UK de liaison avec le CREST.</p> <p>L'imposition de restrictions au droit d'accès peut s'appliquer à tout service ou à toute fonction, soit pour une valeur ou une catégorie de valeurs particulière, soit pour une transaction ou un groupe de transactions donné, soit pour les valeurs ou les transactions dans leur ensemble. L'imposition de restrictions au droit d'accès peut se limiter à un établissement ou à un bureau donné de l'adhérent ou à un bureau donné de la CDS. La CDS peut lever la restriction au droit d'accès lorsqu'elle détermine, à sa seule discrétion, que l'adhérent est capable de reprendre ses activités normales.</p> <p>Règle 14 Service direct à Euroclear UK de liaison avec le CREST</p> <p>14.1 APERÇU DU SERVICE EUROCLEAR UK DIRECT DE LIAISON AVEC LE CREST</p> <p>14.1.1 Service direct à Euroclear UK de liaison avec le CREST</p> <p>La CDS offre le Service direct à Euroclear UK de liaison avec le CREST pour permettre le règlement des transactions par des adhérents avec des membres du système CREST. Le Service direct à Euroclear UK de liaison avec le CREST constitue une passerelle permettant un accès réseau entre les adhérents au Service direct à Euroclear UK de liaison avec le CREST et le CREST. Le CREST est offert directement par Euroclear UK & Ireland CREST à chacun des adhérents au Service direct à Euroclear UK de liaison avec le CREST et la CDS n'a aucune responsabilité ni aucune obligation envers tout adhérent à l'égard de son utilisation du CREST ou de toute transaction réglée au moyen du CREST. Nonobstant les dispositions de la présente Règle 14 et sous réserve de la Règle 3.3.10, la CDS offrira le Service direct à Euroclear UK de liaison avec le CREST et les dispositifs afférents décrits à la</p>	<p>au Service direct à Euroclear UK.</p> <p>L'imposition de restrictions au droit d'accès peut s'appliquer à tout service ou à toute fonction, soit pour une valeur ou une catégorie de valeurs particulière, soit pour une transaction ou un groupe de transactions donné, soit pour les valeurs ou les transactions dans leur ensemble. L'imposition de restrictions au droit d'accès peut se limiter à un établissement ou à un bureau donné de l'adhérent ou à un bureau donné de la CDS. La CDS peut lever la restriction au droit d'accès lorsqu'elle détermine, à sa seule discrétion, que l'adhérent est capable de reprendre ses activités normales.</p> <p>Règle 14 Service direct à Euroclear UK</p> <p>14.1 APERÇU DU SERVICE DIRECT À EUROCLEAR UK</p> <p>14.1.1 Service direct à Euroclear UK</p> <p>La CDS offre le Service direct à Euroclear UK pour permettre le règlement des transactions par des adhérents avec des membres du système CREST. Le Service direct à Euroclear UK constitue une passerelle permettant un accès réseau entre les adhérents au Service direct à Euroclear UK et le CREST. Le CREST est offert directement par Euroclear UK & Ireland à chacun des adhérents au Service direct à Euroclear UK et la CDS n'a aucune responsabilité ni aucune obligation envers tout adhérent à l'égard de son utilisation du CREST ou de toute transaction réglée au moyen du CREST. Nonobstant les dispositions de la présente Règle 14 et sous réserve de la Règle 3.3.10, la CDS offrira le Service direct à Euroclear UK et les dispositifs afférents décrits à la présente Règle 14 tant (i) que la CDS continuera d'être membre d'Euroclear UK & Ireland, (ii) que l'adhésion de la CDS lui permettra de fournir le Service direct à Euroclear UK et (iii) qu'aucune modification ne sera apportée à la documentation relative au CREST et qu'aucune mesure ne sera entreprise par Euroclear UK & Ireland qui empêcherait la prestation de tels services et dispositifs ou la rendrait, de l'avis de la CDS, impossible,</p>

Avis d'approbation de l'Autorité des marchés financiers – Modifications importantes aux Règles de la CDS afférentes au [Service direct à Euroclear UK](#)

<p>Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant à l'aide de marques de changement les modifications mineures apportées aux modifications proposées aux Règles publiées aux fins de sollicitation de commentaires le 8 décembre 2006</p>	<p>Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant l'adoption des modifications mineures apportées aux modifications proposées aux Règles publiées aux fins de sollicitation de commentaires le 8 décembre 2006</p>
<p>présente Règle 14 tant (i) que la CDS continuera d'être membre d'Euroclear UK & Ireland de CRESTCo, (ii) que l'adhésion de la CDS lui permettra de fournir le Service direct à Euroclear UK de liaison avec le CREST et (iii) qu'aucune modification ne sera apportée à la documentation relative au CREST et qu'aucune mesure ne sera entreprise par Euroclear UK & Ireland de CRESTCo qui empêcherait la prestation de tels services et dispositifs ou la rendrait, de l'avis de la CDS, impossible, irréalisable ou indûment coûteuse.</p> <p>14.1.2 Application des Règles au Service direct à Euroclear UK de liaison avec le CREST</p> <p>Le Service direct à Euroclear UK de liaison avec le CREST fait partie des services offerts par la CDS et est régi par la documentation contractuelle. L'utilisation du Service direct à Euroclear UK de liaison avec le CREST est régie par les Règles 1 à 5 et par la Règle 9, à l'exception des Règles 4.2.4 et 4.3, qui ne s'appliquent qu'au CDSX. Le Service direct à Euroclear UK de liaison avec le CREST est distinct du CDSX et n'en fait pas partie. Par conséquent, l'utilisation du Service direct à Euroclear UK de liaison avec le CREST n'est pas régie par la Règle 6, <i>Dépôt de valeurs</i>, la Règle 7, <i>Service de règlement</i> et la Règle 8, <i>Processus de paiement du CDSX</i>.</p> <p>14.1.3 Adhérents au Service direct à Euroclear UK de liaison avec le CREST</p> <p>Un adhérent à part entière peut présenter une demande à la CDS, conformément à la Règle 2.2.2, afin d'utiliser le Service direct à Euroclear UK de liaison avec le CREST. Un adhérent doit également présenter une demande à Euroclear UK & Ireland de CRESTCo afin de devenir membre cautionné du système CREST, conformément à la documentation relative au CREST, et satisfaire à toutes les exigences d'Euroclear UK & Ireland de CRESTCo, y compris fournir un avis juridique, le cas échéant. Dès l'acceptation de sa demande par la CDS et par Euroclear UK & Ireland de CRESTCo, l'adhérent devient un adhérent au Service direct à Euroclear UK de liaison avec le CREST. Chaque adhérent au Service direct à Euroclear UK de liaison avec le CREST est un membre direct du système CREST, et reconnaît que la CDS n'est</p>	<p>irréalisable ou indûment coûteuse.</p> <p>14.1.2 Application des Règles au Service direct à Euroclear UK</p> <p>Le Service direct à Euroclear UK fait partie des services offerts par la CDS et est régi par la documentation contractuelle. L'utilisation du Service direct à Euroclear UK est régie par les Règles 1 à 5 et par la Règle 9, à l'exception des Règles 4.2.4 et 4.3, qui ne s'appliquent qu'au CDSX. Le Service direct à Euroclear UK est distinct du CDSX et n'en fait pas partie. Par conséquent, l'utilisation du Service direct à Euroclear UK n'est pas régie par la Règle 6, <i>Dépôt de valeurs</i>, la Règle 7, <i>Service de règlement</i> et la Règle 8, <i>Processus de paiement du CDSX</i>.</p> <p>14.1.3 Adhérents au Service direct à Euroclear UK</p> <p>Un adhérent à part entière peut présenter une demande à la CDS, conformément à la Règle 2.2.2, afin d'utiliser le Service direct à Euroclear UK. Un adhérent doit également présenter une demande à Euroclear UK & Ireland afin de devenir membre cautionné du système CREST, conformément à la documentation relative au CREST, et satisfaire à toutes les exigences d'Euroclear UK & Ireland, y compris fournir un avis juridique, le cas échéant. Dès l'acceptation de sa demande par la CDS et par Euroclear UK & Ireland, l'adhérent devient un adhérent au Service direct à Euroclear UK. Chaque adhérent au Service direct à Euroclear UK est un membre direct du système CREST, et reconnaît que la CDS n'est pas autorisée à représenter Euroclear UK & Ireland ou à le conseiller en son nom.</p> <p>14.1.4 Documentation relative au CREST</p> <p>Dans le but d'offrir le Service direct à Euroclear UK et les dispositifs afférents régis par la présente Règle 14, la CDS est devenue membre garant du système CREST, a signé un certain nombre de conventions avec Euroclear UK & Ireland et, à titre de membre du système CREST, a accepté de se conformer à ces conventions, règles, statuts, procédés et méthodes et autres</p>

Avis d'approbation de l'Autorité des marchés financiers – Modifications importantes aux Règles de la CDS afférentes au [Service direct à Euroclear UK](#)

<p>Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant à l'aide de marques de changement les modifications mineures apportées aux modifications proposées aux Règles publiées aux fins de sollicitation de commentaires le 8 décembre 2006</p>	<p>Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant l'adoption des modifications mineures apportées aux modifications proposées aux Règles publiées aux fins de sollicitation de commentaires le 8 décembre 2006</p>
<p>pas autorisée à représenter Euroclear UK & Ireland ou à le conseiller en son nom.</p> <p>14.1.4 Documentation relative au CREST</p> <p>Dans le but d'offrir le Service direct à Euroclear UK et les dispositifs afférents régis par la présente Règle 14, la CDS est devenue membre garant du système CREST, a signé un certain nombre de conventions avec Euroclear UK & Ireland et, à titre de membre du système CREST, a accepté de se conformer à ces conventions, règles, statuts, procédés et méthodes et autres exigences d'Euroclear UK & Ireland en vigueur de temps à autre. Afin de devenir un membre cautionné du système CREST, chaque adhérent au Service direct à Euroclear UK devra signer un certain nombre de conventions avec Euroclear UK & Ireland et, à titre de membre du système CREST, accepte de se conformer à ces conventions, règles, statuts, procédés et méthodes et autres exigences d'Euroclear UK & Ireland en vigueur de temps à autre. Chaque adhérent au Service direct à Euroclear UK doit conclure les autres conventions ou actes, faire les autres déclarations et fournir les renseignements requis par la CDS relativement à l'usage qu'il fait du Service direct à Euroclear UK. Chaque adhérent respecte la documentation relative au CREST applicable aux adhérents et s'y conforme. La « documentation relative au CREST » désigne :</p> <p>(a) les conventions établies, les actes signés, les déclarations faites et les mesures prises (i) par la CDS de temps à autre au sujet de l'adhésion de la CDS à titre de membre garant du système CREST et (ii) par l'adhérent au Service direct à Euroclear UK de temps à autre au sujet de son adhésion à titre de membre cautionné du système CREST; et</p> <p>(b) les règles, statuts, procédés et méthodes et autres exigences d'Euroclear UK & Ireland en vigueur de temps à autre.</p>	<p>exigences d'Euroclear UK & Ireland en vigueur de temps à autre. Afin de devenir un membre cautionné du système CREST, chaque adhérent au Service direct à Euroclear UK devra signer un certain nombre de conventions avec Euroclear UK & Ireland et, à titre de membre du système CREST, accepte de se conformer à ces conventions, règles, statuts, procédés et méthodes et autres exigences d'Euroclear UK & Ireland en vigueur de temps à autre. Chaque adhérent au Service direct à Euroclear UK doit conclure les autres conventions ou actes, faire les autres déclarations et fournir les renseignements requis par la CDS relativement à l'usage qu'il fait du Service direct à Euroclear UK. Chaque adhérent respecte la documentation relative au CREST applicable aux adhérents et s'y conforme. La « documentation relative au CREST » désigne :</p> <p>(a) les conventions établies, les actes signés, les déclarations faites et les mesures prises (i) par la CDS de temps à autre au sujet de l'adhésion de la CDS à titre de membre garant du système CREST et (ii) par l'adhérent au Service direct à Euroclear UK de temps à autre au sujet de son adhésion à titre de membre cautionné du système CREST; et</p> <p>(b) les règles, statuts, procédés et méthodes et autres exigences d'Euroclear UK & Ireland en vigueur de temps à autre.</p> <p>14.1.5 Conflit</p> <p>Chaque adhérent reconnaît que la CDS, à titre de membre du système CREST, doit respecter la documentation relative au CREST et s'y conformer. Dans les cas où les obligations de la CDS entrent en conflit avec ses obligations en vertu des Règles, chaque adhérent reconnaît que la CDS doit se conformer à ses obligations en vertu de la documentation relative au CREST, et que cette conformité ne doit pas être considérée comme une défaillance de la CDS, en vertu des Règles.</p> <p>14.1.6 Logiciel du CREST</p>

Avis d'approbation de l'Autorité des marchés financiers – Modifications importantes aux Règles de la CDS afférentes au [Service direct à Euroclear UK](#)

Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant à l'aide de marques de changement les modifications mineures apportées aux modifications proposées aux Règles publiées aux fins de sollicitation de commentaires le 8 décembre 2006	Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant l'adoption des modifications mineures apportées aux modifications proposées aux Règles publiées aux fins de sollicitation de commentaires le 8 décembre 2006
<p>14.1.5 Conflit</p> <p>Chaque adhérent reconnaît que la CDS, à titre de membre du système CREST, doit respecter la documentation relative au CREST et s'y conformer. Dans les cas où les obligations de la CDS entrent en conflit avec ses obligations en vertu des Règles, chaque adhérent reconnaît que la CDS doit se conformer à ses obligations en vertu de la documentation relative au CREST, et que cette conformité ne doit pas être considérée comme une défaillance de la CDS, en vertu des Règles.</p> <p>14.1.6 Logiciel du CREST</p> <p>(a) licence En vertu d'une licence accordée à la CDS par Euroclear UK & Ireland CRESTCo, la CDS permet à chaque adhérent au Service direct à Euroclear UK de liaison avec le CREST d'utiliser un certain logiciel créé par Euroclear UK & Ireland CRESTCo (le « logiciel du CREST »), mais seulement aux fins d'utilisation du Service direct à Euroclear UK de liaison avec le CREST. Aucun adhérent au Service direct à Euroclear UK de liaison avec le CREST ne peut :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) (i) louer, donner à bail, accorder une sous-licence, transférer, prêter, copier, altérer, adapter, modifier, développer, distribuer, améliorer, attribuer, fusionner ou traduire, en totalité ou en partie, le logiciel du CREST; (ii) (ii) désosser, décompiler ou désassembler une partie ou la totalité du logiciel du CREST ou créer des œuvres qui en sont dérivées; (iii) (iii) utiliser ou reproduire le logiciel du CREST de quelque manière que ce soit ou en faire le commerce; ou (iv) (iv) permettre de quelque manière que ce soit à tout autre tiers de télécharger, d'utiliser, de copier ou de reproduire le logiciel du CREST. <p>Cette licence restreinte d'utilisation du logiciel du CREST viendra à échéance dès que l'adhérent ne</p>	<p>(a) licence En vertu d'une licence accordée à la CDS par Euroclear UK & Ireland, la CDS permet à chaque adhérent au Service direct à Euroclear UK d'utiliser un certain logiciel créé par Euroclear UK & Ireland (le « logiciel du CREST »), mais seulement aux fins d'utilisation du Service direct à Euroclear UK. Aucun adhérent au Service direct à Euroclear UK ne peut :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) louer, donner à bail, accorder une sous-licence, transférer, prêter, copier, altérer, adapter, modifier, développer, distribuer, améliorer, attribuer, fusionner ou traduire, en totalité ou en partie, le logiciel du CREST; (ii) désosser, décompiler ou désassembler une partie ou la totalité du logiciel du CREST ou créer des œuvres qui en sont dérivées; (iii) utiliser ou reproduire le logiciel du CREST de quelque manière que ce soit ou en faire le commerce; ou (iv) permettre de quelque manière que ce soit à tout autre tiers de télécharger, d'utiliser, de copier ou de reproduire le logiciel du CREST. <p>Cette licence restreinte d'utilisation du logiciel du CREST viendra à échéance dès que l'adhérent ne sera plus un adhérent au Service direct à Euroclear UK et ledit adhérent devra alors immédiatement supprimer toute copie du logiciel du CREST de ses systèmes et remettre à la CDS toute copie du logiciel du CREST et tout matériel relativement au logiciel du CREST.</p> <p>b) mises à niveau Un adhérent au Service direct à Euroclear UK (i) acceptera les mises à niveau du ou toute autre modification apportée au logiciel du CREST émanant d'Euroclear UK & Ireland de temps à autre; (ii) installera, procédera aux essais et acceptera de telles mises à niveau ou autres modifications dans les plus brefs délais, conformément aux échéanciers fournis par Euroclear UK & Ireland; et (iii) en tout temps, ne</p>

Avis d'approbation de l'Autorité des marchés financiers – Modifications importantes aux Règles de la CDS afférentes au [Service direct à Euroclear UK](#)

<p>Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant à l'aide de marques de changement les modifications mineures apportées aux modifications proposées aux Règles publiées aux fins de sollicitation de commentaires le 8 décembre 2006</p>	<p>Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant l'adoption des modifications mineures apportées aux modifications proposées aux Règles publiées aux fins de sollicitation de commentaires le 8 décembre 2006</p>
<p>sera plus un adhérent au Service direct à Euroclear UK de liaison avec le CREST et ledit adhérent devra alors immédiatement supprimer toute copie du logiciel du CREST de ses systèmes et remettre à la CDS toute copie du logiciel du CREST et tout matériel relativement au logiciel du CREST.</p> <p>(b) mises à niveau Un adhérent au Service direct à Euroclear UK de liaison avec le CREST (i) acceptera les mises à niveau du ou toute autre modification apportée au logiciel du CREST émanant d'Euroclear UK & Ireland CRESTCo de temps à autre; (ii) installera, procédera aux essais et acceptera de telles mises à niveau ou autres modifications dans les plus brefs délais, conformément aux échéanciers fournis par Euroclear UK & Ireland CRESTCo; et (iii) en tout temps, ne téléchargera et n'utilisera que les dernières mises à niveau ou modifications apportées au logiciel du CREST.</p> <p>14.1.7 Agents</p> <p>Tel que l'exige la documentation relative au CREST, chaque adhérent au Service direct à Euroclear UK de liaison avec le CREST doit désigner :</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) une banque de règlement du CREST afin d'effectuer ou de recevoir le paiement des opérations réglées au moyen du CREST; et (b) un représentant pour significations afin de recevoir les actes judiciaires au Royaume-Uni pour son compte. <p>14.1.8 Comptes</p> <p>En vertu de la documentation relative au CREST, Euroclear UK & Ireland CRESTCo effectue la tenue de comptes pour la CDS à titre de membre garant du système CREST et pour les adhérents au Service direct à Euroclear UK à titre de membres cautionnés. Ces comptes ne sont pas tenus par la CDS, ne font pas partie du service de dépôt et ne sont pas des « comptes » telle que cette expression est définie à la Règle 1.2.1.</p>	<p>téléchargera et n'utilisera que les dernières mises à niveau ou modifications apportées au logiciel du CREST.</p> <p>14.1.7 Agents</p> <p>Tel que l'exige la documentation relative au CREST, chaque adhérent au Service direct à Euroclear UK doit désigner :</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) une banque de règlement du CREST afin d'effectuer ou de recevoir le paiement des opérations réglées au moyen du CREST; et (b) un représentant pour significations afin de recevoir les actes judiciaires au Royaume-Uni pour son compte. <p>14.1.8 Comptes</p> <p>En vertu de la documentation relative au CREST, Euroclear UK & Ireland effectue la tenue de comptes pour la CDS à titre de membre garant du système CREST et pour les adhérents au Service direct à Euroclear UK à titre de membres cautionnés. Ces comptes ne sont pas tenus par la CDS, ne font pas partie du service de dépôt et ne sont pas des « comptes » telle que cette expression est définie à la Règle 1.2.1.</p> <p>14.1.9 Règlements</p> <p>Les transactions CREST sont réglées au moyen du CREST par la livraison de valeurs et le paiement conformément à la documentation relative au CREST. En utilisant ses comptes CREST, chaque adhérent au Service direct à Euroclear UK peut régler des transactions au moyen des dispositifs du CREST conformément à la documentation relative au CREST. Un adhérent au Service direct à Euroclear UK ne pourra envoyer aucune instruction à l'égard d'un choix relativement à un droit, à un privilège ou à un gain lié à une valeur livrée au moyen du CREST, à moins d'avoir satisfait à toutes les modalités exigées des personnes qui optent pour un tel choix.</p> <p>14.1.10 Frais relatifs au Service direct à Euroclear UK</p>

Avis d'approbation de l'Autorité des marchés financiers – Modifications importantes aux Règles de la CDS afférentes au [Service direct à Euroclear UK](#)

Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant à l'aide de marques de changement les modifications mineures apportées aux modifications proposées aux Règles publiées aux fins de sollicitation de commentaires le 8 décembre 2006	Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant l'adoption des modifications mineures apportées aux modifications proposées aux Règles publiées aux fins de sollicitation de commentaires le 8 décembre 2006
<p>14.1.9 Règlements</p> <p>Les transactions CREST sont réglées au moyen du CREST par la livraison de valeurs et le paiement conformément à la documentation relative au CREST. En utilisant ses comptes CREST, chaque adhérent au Service direct à Euroclear UKde liaison avec le CREST peut régler des transactions au moyen des dispositifs du CREST conformément à la documentation relative au CREST. Un adhérent au Service direct à Euroclear UKde liaison avec le CREST ne pourra envoyer aucune instruction à l'égard d'un choix relativement à un droit, à un privilège ou à un gain lié à une valeur livrée au moyen du CREST, à moins d'avoir satisfait toutes les modalités exigées des personnes qui optent pour un tel choix.</p> <p>14.1.10 Frais relatifs à au Service direct à Euroclear UKau CREST</p> <p>Chaque adhérent au Service direct à Euroclear UKde liaison avec le CREST devra payer tous les frais relatifs au Service direct à Euroclear UKau CREST sur avis de la CDS. Le paiement de tous les frais relatifs au Service direct à Euroclear UKau CREST ne porte pas atteinte aux droits qu'a l'adhérent au Service direct à Euroclear UKde liaison avec le CREST de demander une vérification comptable après l'acquittement du paiement. Les « frais relatifs au Service direct à Euroclear UKau CREST » désigne tous les frais, amendes, appels de versement, évaluations, impôts et autres frais encourus, prélevés, évalués ou imputés relativement à l'utilisation de l'adhérent au Service direct à Euroclear UKde liaison avec le CREST, y compris :</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) les frais découlant de la livraison de valeurs en provenance ou à destination de l'adhérent au terme d'un règlement au moyen du CREST; (b) les frais imputés par la CDS, Euroclear UK & IrelandCRESTCo ou tout autre fournisseur de services découlant de transactions effectuées par l'adhérent par l'intermédiaire du Service direct à Euroclear UKde liaison avec le CREST, y compris les pénalités évaluées par Euroclear UK & IrelandCRESTCo en vertu 	<p>Chaque adhérent au Service direct à Euroclear UK devra payer tous les frais relatifs au Service direct à Euroclear UK sur avis de la CDS. Le paiement de tous les frais relatifs au Service direct à Euroclear UK ne porte pas atteinte aux droits qu'a l'adhérent au Service direct à Euroclear UK de demander une vérification comptable après l'acquittement du paiement. Les « frais relatifs au Service direct à Euroclear UK » désigne tous les frais, amendes, appels de versement, évaluations, impôts et autres frais encourus, prélevés, évalués ou imputés relativement à l'utilisation de l'adhérent au Service direct à Euroclear UK, y compris :</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) les frais découlant de la livraison de valeurs en provenance ou à destination de l'adhérent au terme d'un règlement au moyen du CREST; (b) les frais imputés par la CDS, Euroclear UK & Ireland ou tout autre fournisseur de services découlant de transactions effectuées par l'adhérent par l'intermédiaire du Service direct à Euroclear UK, y compris les pénalités évaluées par Euroclear UK & Ireland en vertu de la documentation relative au CREST; et (c) les droits de timbre, les taxes et les impôts (sauf les impôts calculés selon le revenu auxquels la CDS ou Euroclear UK & Ireland se qualifient à titre de détenteurs réels), ou les autres frais imposés par les gouvernements et les obligations de déduire ou d'effectuer des retenues à la source sur les droits et privilèges et sur tout autre montant, relativement aux valeurs livrées en provenance ou à destination de l'adhérent au terme d'un règlement au moyen du CREST, ainsi que tous les intérêts et toutes les pénalités et suppléments aux éléments mentionnés (autres que les intérêts, les pénalités ou les suppléments imputés en raison d'une défaillance de la CDS). <p>La CDS peut surveiller les frais relatifs au Service direct à Euroclear UK payables ou pouvant être payables par la CDS pour le compte d'un</p>

Avis d'approbation de l'Autorité des marchés financiers – Modifications importantes aux Règles de la CDS afférentes au [Service direct à Euroclear UK](#)

<p>Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant à l'aide de marques de changement les modifications mineures apportées aux modifications proposées aux Règles publiées aux fins de sollicitation de commentaires le 8 décembre 2006</p>	<p>Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant l'adoption des modifications mineures apportées aux modifications proposées aux Règles publiées aux fins de sollicitation de commentaires le 8 décembre 2006</p>
<p>(c) de la documentation relative au CREST; et les droits de timbre, les taxes et les impôts (sauf les impôts calculés selon le revenu auxquels la CDS ou Euroclear UK & Ireland se qualifie à titre de détenteurs réels), ou les autres frais imposés par les gouvernements et les obligations de déduire ou d'effectuer des retenues à la source sur les droits et privilèges et sur tout autre montant, relativement aux valeurs livrées en provenance ou à destination de l'adhérent au terme d'un règlement au moyen du CREST, ainsi que tous les intérêts et toutes les pénalités et suppléments aux éléments mentionnés (autres que les intérêts, les pénalités ou les suppléments imputés en raison d'une défaillance de la CDS).</p> <p>La CDS peut surveiller les frais relatifs au Service direct à Euroclear UK ou CREST payables ou pouvant être payables par la CDS pour le compte d'un adhérent au Service direct à Euroclear UK de liaison avec le CREST, et peut exiger que l'adhérent au Service direct à Euroclear UK de liaison avec le CREST effectue un paiement anticipé à la CDS relativement à de tels frais relatifs au Service direct à Euroclear UK ou CREST si la CDS juge qu'un tel paiement anticipé est nécessaire ou favorable à la protection de ses intérêts.</p> <p>14.1.11 Dédommagement</p> <p>Chaque adhérent au Service direct à Euroclear UK de liaison avec le CREST tient indemne et dédommage la CDS de tous frais engagés par celle-ci, tous dommages ou toutes pertes qu'elle a subis, toutes cotisations, amendes ou taxes et tout impôt ou autres frais qu'elle a payés, toute dette qu'elle a contractée ou réclamation qui lui a été faite (y compris les frais raisonnables d'un conseiller juridique engagé pour la guider ou la défendre en cas de réclamation) découlant de l'usage qu'il fait du Service direct à Euroclear UK de liaison avec le CREST ou de l'adhésion à titre de membre cautionné du système CREST de l'adhérent au Service direct à Euroclear UK de liaison avec le CREST. Si une réclamation est faite</p>	<p>adhérent au Service direct à Euroclear UK, et peut exiger que l'adhérent au Service direct à Euroclear UK effectue un paiement anticipé à la CDS relativement à de tels frais relatifs au Service direct à Euroclear UK si la CDS juge qu'un tel paiement anticipé est nécessaire ou favorable à la protection de ses intérêts.</p> <p>14.1.11 Dédommagement</p> <p>Chaque adhérent au Service direct à Euroclear UK tient indemne et dédommage la CDS de tous frais engagés par celle-ci, tous dommages ou toutes pertes qu'elle a subis, toutes cotisations, amendes ou taxes et tout impôt ou autres frais qu'elle a payés, toute dette qu'elle a contractée ou réclamation qui lui a été faite (y compris les frais raisonnables d'un conseiller juridique engagé pour la guider ou la défendre en cas de réclamation) découlant de l'usage qu'il fait du Service direct à Euroclear UK ou de l'adhésion à titre de membre cautionné du système CREST de l'adhérent au Service direct à Euroclear UK. Si une réclamation est faite contre la CDS par Euroclear UK & Ireland ou par toute autre personne liée aux activités d'un adhérent au Service direct à Euroclear UK, l'adhérent, sur avis de la CDS, doit prendre des dispositions acceptées par la CDS pour (i) payer la réclamation, ou (ii) pour contester la réclamation, à condition que l'adhérent au Service direct à Euroclear UK verse une compensation à la CDS relativement à cette poursuite dont la forme et le montant doivent être acceptés par la CDS. Si l'adhérent au Service direct à Euroclear UK conteste la réclamation, la CDS peut permettre à l'adhérent au Service direct à Euroclear UK d'engager une poursuite en son nom pour contester une réclamation, à ses seuls risques et frais.</p>

Avis d'approbation de l'Autorité des marchés financiers – Modifications importantes aux Règles de la CDS afférentes au [Service direct à Euroclear UK](#)

Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant à l'aide de marques de changement les modifications mineures apportées aux modifications proposées aux Règles publiées aux fins de sollicitation de commentaires le 8 décembre 2006	Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant l'adoption des modifications mineures apportées aux modifications proposées aux Règles publiées aux fins de sollicitation de commentaires le 8 décembre 2006
<p>contre la CDS par Euroclear UK & IrelandCREST ou par toute autre personne liée aux activités d'un adhérent au Service direct à Euroclear UKde liaison avec le CREST, l'adhérent, sur avis de la CDS, doit prendre des dispositions acceptées par la CDS pour (i) payer la réclamation, ou (ii) pour contester la réclamation, à condition que l'adhérent au Service direct à Euroclear UKde liaison avec le CREST verse une compensation à la CDS relativement à cette poursuite dont la forme et le montant doivent être acceptés par la CDS. Si l'adhérent au Service direct à Euroclear UKde liaison avec le CREST conteste la réclamation, la CDS peut permettre à l'adhérent au Service direct à Euroclear UKde liaison avec le CREST d'engager une poursuite en son nom pour contester une réclamation, à ses seuls risques et frais.</p>	

7.4 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

7.5 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.